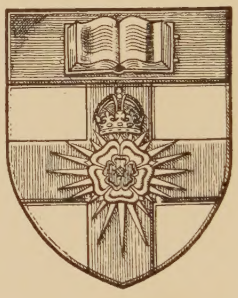
PR LC3-
Revue]



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/guerres-mondiales-et-conflits-contemporains_1960_10

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

DIXIÈME ANNÉE

N° 37

JANVIER 1960

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

1960

TOUS DROITS RÉSERVÉS

LES ORGANISMES FRANÇAIS CHARGÉS DES PRISONNIERS DE GUERRE SOUS LE GOUVERNEMENT DE VICHY

Lors de l'ouverture des hostilités entre la France et l'Allemagne, en septembre 1939, la protection des biens et intérêts français en Allemagne fut confiée aux représentants diplomatiques et consulaires des États-Unis dans le Reich.

Un *Service des Prisonniers de guerre* fut mis en place dès le premier jour de la mobilisation au ministère de la Défense nationale. Il comprenait, d'une part, un organisme chargé de traiter toutes les questions relatives aux prisonniers de guerre, aussi bien ennemis en France que Français en pays ennemis ; d'autre part, un *Bureau des renseignements*, prévu par l'article 77 de la *Convention de Genève* du 27 juillet 1929, relative au traitement des prisonniers de guerre.

Les États-Unis, s'acquittant de leur rôle de puissance protectrice, visitèrent des camps de prisonniers de guerre en France et en Allemagne pendant l'hiver 1939-1940. Rappelons qu'au printemps de 1940, il y avait environ cent cinquante prisonniers allemands en France et un millier de prisonniers français en Allemagne.

En mai 1940, ce furent pour la France l'invasion et la défaite. Près de deux millions de prisonniers français furent capturés en quelques semaines, ce qui posait de multiples problèmes. Il fallut faire face immédiatement à cette situation et organiser rapidement, dans une France coupée en deux par la ligne de démarcation, les renseignements, l'aide et le secours aux prisonniers et à leurs familles. Toutes les questions se posaient à la fois, il fallait agir vite et avec de grands moyens.

La première tâche était de renseigner les familles. Un arrêté du préfet de la Seine, en date du 6 juillet 1940, créa le *Centre national d'Information sur les Prisonniers de guerre*. Le Centre avait pour mission d'établir, à mesure que pourraient être réunis les éléments d'information nécessaires, des listes de prisonniers d'après leur domicile d'avant-guerre et de répondre aux demandes de renseignements des familles (1).

(1) La direction du Centre, rattaché provisoirement à la préfecture de la Seine, fut confiée à Pierre Caron, directeur des Archives nationales, qui prit comme collaborateurs immédiats certains membres de son personnel et fit engager de nombreux employés rétribués par la préfecture de la Seine. Le Centre fut installé aux Archives nationales.

Ce Centre était parfaitement indépendant du *Service des Prisonniers de guerre* qui fonctionnait, comme nous l'avons dit, depuis septembre 1939 et se trouvait, en juillet 1940, installé à Vichy dans les locaux des bains Calou, sous la direction du lieutenant-colonel Chevrier. Par arrêté de la présidence du Conseil du 28 juillet, ce service fut transformé en *Direction autonome* « chargée de centraliser et de traiter toutes les questions concernant les prisonniers de guerre », c'est-à-dire de s'occuper de tout ce qui concernait la vie du prisonnier pendant sa captivité en apportant à celui-ci l'assistance matérielle, intellectuelle et morale dont il avait besoin (1).

La *Direction du Service des Prisonniers de guerre* eut à Paris, dès le mois d'août 1940, un représentant officiel rattaché à la *Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés*, en la personne du contrôleur d'armée Bigard. Les services furent organisés par un arrêté du 19 novembre 1940, pris par le général Huntziger, alors ministre de la Guerre, portant création de la *Sous-Direction du Service des Prisonniers de guerre* à Paris, toujours sous la direction du contrôleur Bigard (2).

La Sous-Direction était « chargée de traiter, en accord avec les autorités militaires d'occupation, toutes les questions d'application pratique concernant les prisonniers de guerre français et particulièrement ceux de la zone occupée ». Représentant le Service des Prisonniers de guerre en zone nord, elle s'occupait des prisonniers internés dans cette zone et centralisait et traitait toutes les questions concernant ceux qui en étaient originaires.

Parallèlement à ces organismes administratifs, l'assistance aux prisonniers de guerre était confiée en zone libre à la *Croix-Rouge française*, à laquelle correspondait en zone occupée le *Comité central d'Assistance aux Prisonniers de guerre*, créé par décision du 22 juillet 1940, du délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés.

La *Commission allemande d'Armistice* régla avec la *Délégation française* de Wiesbaden le sort des prisonniers allemands ; la France dut les rendre immédiatement. Le 10 septembre 1940, l'opération terminée, la Commission allemande décida la dissolution de la *Sous-Commission des Prisonniers de guerre* et fit savoir à la France que, dorénavant, celle-ci devrait adresser à sa puissance protectrice, les États-Unis, ses réclamations au sujet du traitement des prisonniers, la Commission allemande n'acceptant plus désormais que les notes traitant de questions hors du ressort de la Convention de Genève. En fait, la Délégation de Wiesbaden continua à échanger régulièrement des notes avec la Sous-Commission

(1) Confiée au général Besson, ancien commandant du 3e groupe d'Armées, la Direction utilisa les locaux des bains Calou, puis occupa quatre pièces supplémentaires à l'hôtel Thermal. A partir du 30 octobre 1940, elle fut transférée à Lyon, 52, avenue Foch. Cette ville avait été choisie en raison de sa proximité de la Suisse et des avantages que cela représentait pour l'acheminement des trains de secours vers les camps.

(2) Son siège fut établi au ministère de la Guerre, 231, boulevard Saint-Germain.

allemande, qui s'intitula à partir du 16 octobre *Section des Prisonniers de guerre*.

D'autre part, le gouvernement de Vichy, tout en maintenant son action primitive au moyen de sa Délégation auprès de la *Commission allemande d'Armistice*, avait déjà cherché à renforcer cette action par l'intermédiaire du député Scapini, qui, par décret du 20 août 1940, avait été chargé de « traiter avec le gouvernement allemand les questions relatives aux prisonniers de guerre ». Les États-Unis continuaient, quant à eux, leurs inspections des camps de prisonniers.

Finalement, le 16 novembre 1940, l'accord de Berlin intervenu entre les gouvernements français et allemand, fit de la France sa propre puissance protectrice en ce qui concernait les prisonniers de guerre, les autres intérêts français en Allemagne restant sous la protection des États-Unis. D'abord simple chargé de négociations, Scapini, nommé ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur de France, devint chef du *Service diplomatique des Prisonniers de guerre*, seul habilité pour négocier avec le gouvernement allemand toutes les questions touchant les prisonniers. Les dispositions relatives au transport des malades et grands blessés, rapatriés d'Allemagne par la Suisse, continuaient toutefois à être communiquées par la *Commission allemande d'Armistice* à la *Délégation française* de Wiesbaden.

Le Service diplomatique était installé à Paris et avait, à Berlin, une délégation à l'Inspection des camps dite Délégation de Berlin. Les attributions de la *Sous-Commission des Prisonniers de guerre* de la Délégation de Wiesbaden, dissoute le 31 janvier 1941, lui furent transférées.

Le rôle de Scapini était double et sa situation assez paradoxale : en tant que représentant de la puissance protectrice, il était chargé de faire respecter les stipulations de la *Convention de Genève* ; d'autre part, négociateur de la puissance d'origine, il devait obtenir de l'Allemagne toutes les mesures susceptibles d'améliorer le sort des prisonniers de guerre, notamment les libérations et les mises en congé de captivité anticipées.

De plus, à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et le Reich à la fin de 1941, ce qui laissait sans défense les intérêts français en Allemagne, l'accord du 5 février 1942 décida la création à Berlin — sous la direction de Scapini et à côté de la *Délégation pour les Prisonniers de guerre* — d'un service qui s'occuperait des travailleurs français en Allemagne. Peu après, le gouvernement du Reich donna son agrément à l'extension de la compétence de l'ambassadeur à la protection des biens immobiliers de l'État français situés dans le Reich, le gouvernement général de Pologne et le Protectorat de Bohême-Moravie, à l'exclusion des autres régions occupées par l'Allemagne.

La *Direction des Services officiels français* (D.S.O.F.A.), ainsi créée en Allemagne et installée dans les locaux de l'Ambassade de France à Berlin, étendait donc sa protection aux prisonniers de guerre et travail-

leurs français et aux biens immobiliers de l'État français. En étaient exclus notamment les ressortissants français se trouvant en Allemagne au moment de la guerre et ceux qui, arrêtés en France, furent transférés en Allemagne par les autorités d'occupation (déportés). Les biens des particuliers furent placés sous séquestre (1).

Très vite, se posa la question du reclassement des prisonniers rapatriés dans la vie civile : une *Commission du Retour du Prisonnier de guerre*, créée auprès du *Comité central d'Assistance* par arrêté du 16 mai 1941, fut chargée de préparer les textes de lois prévoyant le reclassement des prisonniers ; les résultats de ses travaux étaient transmis au Cabinet du ministre de la Guerre. Des *Secrétariats du Libéré*, simples bureaux de renseignements, fonctionnaient également dans le cadre du Comité d'Assistance.

Ces organismes furent absorbés par le *Commissariat au Reclassement des Prisonniers de guerre*, créé par la loi du 2 septembre 1941, en vue d'aider et de guider les prisonniers rapatriés pendant toute la période de réadaptation qui suit la démobilisation. La tâche du Commissariat fut étendue par la loi du 20 juillet 1942, qui le transforma en *Commissariat général aux Prisonniers de guerre rapatriés et aux Familles de Prisonniers de guerre*, en lui confiant la mission d'aider matériellement et moralement les familles des prisonniers.

Après avoir étudié la mise en place des organismes chargés de s'occuper des prisonniers de guerre, voyons maintenant quels en ont été l'organisation et le fonctionnement.

Le *Centre national d'Information sur les Prisonniers de guerre* (C.N.I.P.G.) fit établir ses premières listes de prisonniers dans les camps de France par les soins des représentants de la Croix-Rouge et des aumôniers militaires. D'autre part, les autorités allemandes firent remplir par les prisonniers des cartes à trois volets : un pour les services allemands, un pour le C.N.I.P.G., un pour la famille. Ces éléments d'information, complétés peu à peu par des renseignements venus de la Croix-Rouge de Genève, de l'ambassade Scapini et de diverses autres sources, étaient transcrits sur des fiches nominatives qui s'intercalaient entre les fiches de demandes de recherches émanées des familles pour former un immense fichier général.

De juillet à octobre 1940, le Centre dressa un million de fiches et reçut plus d'un million de demandes ; il put renseigner les familles de la France entière, alors que, pendant le même laps de temps, le Bureau officiel, transféré de Vichy à Lyon, n'avait que 200 000 fiches. De plus,

(1) Très rapidement, la protection des travailleurs fut assurée, non plus par Scapini, mais par le *Commissariat général à la Main-d'Œuvre française en Allemagne*, devenu ensuite le Commissariat général à l'Action sociale pour les Français travaillant en Allemagne sous la direction de Bruneton.

sur la demande des autorités allemandes, le Centre se chargea de la publication de listes alphabétiques de prisonniers qui furent diffusées dans les deux zones.

Mais il était nécessaire que le Service des Prisonniers de guerre possédât en zone occupée un Bureau officiel des Renseignements correspondant à celui de la zone libre. A la suite de la visite que fit le général Besson au C.N.I.P.G., en août 1940, celui-ci reçut, dans les mêmes conditions que la Direction de Lyon, les photocopies des listes officielles détenues par le Comité international de la Croix-Rouge ; il reçut également des autorités allemandes, à partir du 26 septembre 1940, toutes les listes officielles en original, et à partir du 16 octobre suivant, de l'ambassade Scapini, la liste originale destinée à la puissance protectrice.

Il entreprit la recherche des disparus et constitua, à cet effet, un fichier militaire dans lequel les prisonniers étaient classés par unités ; on put ainsi procéder par enquêtes auprès de leurs camarades de combat. En liaison avec le *Souvenir français*, un service du Centre se chargeait de réunir tous renseignements sur les emplacements de tombes militaires et communiquait ces informations au Service de l'état civil militaire dépendant du *Secrétariat général aux Anciens Combattants*, ainsi que les notifications, qui pouvaient parvenir au Centre, des décès de prisonniers en Allemagne. Parallèlement, un recensement professionnel fut entrepris dans le département de la Seine en vue du reclassement des prisonniers à leur retour de captivité.

Le secrétariat du directeur avait comme tâche particulière la correspondance avec les organismes officiels (ministères, préfectures, mairies, ambassade Scapini), avec la Croix-Rouge et les œuvres d'assistance aux prisonniers — rappelons que Pierre Caron fut personnellement à l'origine de la carte de colis des prisonniers, qui fut utilisée jusqu'à la fin de la guerre. Il répondait aux demandes de recherches qui impliquaient des démarches plus complexes que les réponses normales du service du fichier général et faisait effectuer des enquêtes à la demande des prisonniers sans nouvelles de leur famille. Ce service prit même un temps l'initiative de correspondre directement avec les commandants de camps pour obtenir des renseignements sur des prisonniers dont les familles ne recevaient pas de nouvelles.

Par un arrêté du 19 novembre 1940 du *secrétaire d'État à la Guerre*, le Centre avait été rattaché financièrement à la *Sous-Direction du Service des Prisonniers de guerre* en zone occupée. Vers le milieu de l'année 1941, le secrétaire d'État à la Guerre étudia la possibilité de le fondre totalement à l'intérieur de la Sous-Direction en supprimant un certain nombre d'activités qui pouvaient être remplies par d'autres services. Le Centre cessa de fonctionner à partir du 1er novembre 1941, ses archives et ses fichiers furent transférés à la Sous-Direction du Service des Prisonniers de guerre, où continua de fonctionner le Bureau officiel des Renseignements.

La *Direction du Service des Prisonniers de guerre* (D.S.P.G.), primitivement rattachée au ministère de la Défense nationale, passa au secrétariat d'État à la Guerre par arrêté du 26 septembre 1940 (1).

Comme nous l'avons exposé plus haut, la Direction, organisme officiel d'exécution, devait traiter toutes les questions d'application pratique concernant les prisonniers, tandis que l'ambassade Scapini était chargée de négocier les *mesures d'ensemble* avec les Allemands. La Direction assurait donc le ravitaillement collectif des camps (envois de vivres, vêtements, médicaments, livres et jeux), l'aide morale aux familles et la gestion de leurs intérêts (solde, allocations, impôts, assurances, etc.), la transmission aux prisonniers de toutes pièces officielles et documents importants, enfin la défense morale du foyer du prisonnier.

Elle agissait en liaison avec d'autres organismes chaque fois que les sujets à traiter sortaient du cadre défini ci-dessus : c'est ainsi qu'elle transmettait au *Service diplomatique* toutes les questions relevant de lui en sa qualité de puissance protectrice (libérations, régime des camps, infractions à la Convention de Genève) ; à la *Direction des Services de l'Armistice*, les démarches à entreprendre en vertu des clauses de la *Convention d'Armistice* concernant les prisonniers de guerre ; à la *Famille du Prisonnier* (relevant du *Secours national*) les cas d'assistance intéressant les familles sans ressources ; au *Commissariat au Reclassement* toutes les requêtes provenant de prisonniers rapatriés.

Primitivement, la Direction comportait, outre le secrétariat particulier du général directeur, d'une part, le cabinet, organisme d'études, de liaison, de coordination et de contrôle ; d'autre part, un Bureau central militaire (B.C.M.) (2).

Le Bureau central militaire comprenait quatre bureaux : le premier s'occupait des libérations, congés de captivité, rapatriements, état civil, état militaire, statut du prisonnier ; le second, des secours matériels, de l'aide intellectuelle et morale aux prisonniers et de l'assistance aux familles, la Croix-Rouge française en étant l'organe d'exécution ; le troisième, des renseignements généraux et du régime des prisonniers ; le quatrième, correspondant au Bureau officiel des Renseignements prévu par la Convention de Genève, était chargé du fichier de renseignements individuels et des statistiques.

Une note de service du 15 mars 1942 régla la réorganisation et le fonctionnement de la D.S.P.G. : le personnel de direction comprit un chef de Cabinet, deux sous-directeurs chargés de diriger et de coordonner l'action des bureaux, l'un pour les affaires générales, l'autre pour les affaires intérieures et privées ; un troisième sous-directeur connaissait de toutes les questions d'ordre financier et budgétaire ou de contentieux

(1) Le général Bertin-Boussu succéda au général Besson, le 1er janvier 1943, et fut lui-même remplacé par le général Godechèvre, le 30 mai 1944.

(2) Organe d'exécution placé sous l'autorité du lieutenant-colonel Chevrier.

administratif ; six bureaux se répartissaient les affaires suivant un ordre bien défini. Nous avons déjà parlé des quatre premiers, le cinquième s'occupait de la censure, de la presse et de la radio, de la propagande, des liaisons générales et des renseignements aux visiteurs ; le sixième, des activités intellectuelles des prisonniers, des récompenses et des sanctions. En août 1942, fut créé un 7e bureau auquel fut dévolue une partie des attributions du 2e bureau, en ce qui concerne l'aide intellectuelle et morale aux prisonniers et la défense de leurs intérêts privés.

A Paris, la *Sous-Direction des Prisonniers de guerre* (1) se trouvait dans des conditions différentes : elle avait à s'occuper tout d'abord des prisonniers internés en France dans les *frontstalags* (où ne restèrent que les indigènes, dès le courant de 1941), et ensuite à assurer l'aide et le secours aux familles de zone occupée et à tous les prisonniers qui en étaient originaires.

En premier lieu, elle organisa des secours collectifs que distribuèrent la Croix-Rouge française et les Amitiés africaines aux prisonniers des *frontstalags*, cependant que le Comité central d'Assistance aidait les familles à envoyer à leurs prisonniers des colis individuels confectionnés dans les comités locaux et que sa section d'outre-mer faisait confectionner des colis en zone nord par des œuvres s'intéressant aux indigènes.

Un bureau spécial s'occupait des demandes de libérations et congés de captivité à transmettre directement aux autorités allemandes pour les catégories remplissant les conditions fixées par la *Sous-Commission des Prisonniers de guerre* de Wiesbaden. Ces demandes furent ensuite transmises par l'intermédiaire de l'ambassade Scapini, mais la constitution des dossiers resta à la charge de la Sous-Direction.

La Sous-Direction ne s'occupait, en principe, que des prisonniers en captivité et n'avait donc pas à les recevoir à leur retour. Mais, faute d'un organisme spécialement chargé de l'accueil aux prisonniers libérés, elle assuma provisoirement ce rôle avec l'aide de la Croix-Rouge et du *Service de Santé*, jusqu'en juin 1941, date à laquelle furent mis en place des centres de réception et de triage dépendant de l'état-major de l'Armée.

Enfin, la Sous-Direction recevait des autorités allemandes, par l'intermédiaire de l'*Office des Changes*, les fonds provenant des soldes et salaires que les prisonniers désiraient envoyer d'Allemagne en France ; elle s'occupait également du rapatriement des fonds laissés en Allemagne par les prisonniers libérés. Tout cela était l'œuvre du Service de transfert des fonds placé sous les ordres d'un trésorier-comptable et soumis aux vérifications de la Recette des Finances de la Seine et de la Cour des Comptes.

(1) Dirigée par le contrôleur Bigard jusqu'au 5 juillet 1944, date à laquelle il fut remplacé par le contrôleur Bompaire.

Peu à peu l'organisation intérieure se précisa et fut fixée comme suit : du *Cabinet* dépendait le *Secrétariat particulier* et la *Section Études générales*, chargés des relations avec les administrations, les autorités allemandes, l'ambassade Scapini, la presse, les œuvres, etc. La *Section Études coloniales* s'occupait de toutes les questions touchant l'assistance aux prisonniers indigènes, du ravitaillement des *frontstalags* en colis anonymes, des relations avec le ministère des Colonies et les œuvres s'intéressant aux indigènes. La réception des visiteurs, le *Bureau du courrier et traductions*, le *Bureau du personnel* complétaient les services du Cabinet.

Venaient ensuite sept bureaux : le premier consacrait son activité aux demandes de libérations et congés de captivité ; le deuxième, *Renseignements et chancellerie*, tenait le fichier des prisonniers en captivité et des prisonniers rapatriés, s'occupait des transmissions de pièces officielles aux prisonniers, des relations avec la Croix-Rouge internationale et la Croix-Rouge allemande, de la correspondance avec les hommes de confiance des camps ; le troisième bureau, *Budget et contrôle*, réglait les questions financières, le contrôle était chargé plus spécialement de la vérification des comptes du Comité central d'Assistance aux Prisonniers de guerre ; le 4e bureau traitait toutes les questions relatives au ravitaillement individuel ou collectif ; les 5e, 6e et 7e bureaux constituaient enfin le Service de transfert des fonds.

Les centres de distributions de Paris, Angers, Bordeaux et Chaumont, les centres de groupage pour colis individuels de Paris et Bordeaux, les quarante-cinq représentants du service accrédités auprès des préfets et des commandants de *frontstalags*, constituaient les services extérieurs.

A la Sous-Direction étaient rattachés la *Commission consultative du Service des Prisonniers de guerre* et, depuis le 19 novembre 1940, le *Comité central d'Assistance aux Prisonniers de guerre* qui, sous la direction de M. de La Lande de Calan, s'occupait de tout ce qui pouvait améliorer le sort des prisonniers : ravitaillement, correspondance, envois de livres et jeux, renseignements aux familles. Il était chargé de coordonner et encourager toutes les associations, groupements ou personnalités qui se proposaient de venir en aide aux prisonniers. Sa section « Bibliothèque et jeux » (général Lasserre) effectuait des envois dans les camps d'Allemagne et de France occupée, sa section d'outre-mer (général Andlauer) assurait des colis aux indigènes.

Le *Service diplomatique des Prisonniers de guerre* (S.D.P.G.), plus connu sous le nom d'*ambassade Scapini*, dépendait directement du maréchal Pétain, chef de l'État, qui, en fait, avait délégué ses pouvoirs au ministre de la Guerre. Mais au point de vue administratif, son budget, défini par le décret du 23 juin 1941, relevait du ministère des Affaires étrangères.

Pour ses rapports avec les autorités allemandes, il avait comme seule voie officielle l'ambassade d'Allemagne à Paris, qui servait d'intermédiaire avec le *Militärbefehlshaber in Frankreich*, pour les questions relatives aux prisonniers restés en France et aux prisonniers en congé de captivité, et avec l'O.K.W. *(Oberkommando der Wehrmacht)*, à Berlin, dont la section administrative avait la charge des prisonniers de guerre en Allemagne ; la correspondance avec l'O.K.W. se faisait sous le couvert de l'*Auswaertiges Aml* (ministère des Affaires étrangères allemand).

L'organisation était la suivante : de l'ambassadeur qui avait auprès de lui un *Secrétariat particulier* dépendaient un *Service de presse*, un *Service administratif*, le *Cabinet*, et les *Services de la correspondance privée*.

Le *Cabinet* de l'ambassadeur comprenait, en premier lieu, un *Bureau d'études* dans lequel s'était fondu l'ancien *Bureau militaire*, provenant de la dissolution de la Sous-Commission des Prisonniers de guerre de la Délégation de Wiesbaden. Ce bureau étudiait les questions importantes, préparait les éléments de négociations avec l'O.K.W., centralisait tous les rapports avec les autorités allemandes à Paris. C'est lui qui intervenait au titre de la puissance protectrice soit directement à Paris, soit par l'intermédiaire de la Délégation de Berlin. Celle-ci, à son tour, agissait auprès des commandants de camps ou du ministère des Affaires étrangères allemand.

Du *Cabinet*, dépendait le *Service des Libérations et Congés de captivité* (L.C.C.), service purement administratif chargé d'étudier les dossiers qui lui étaient transmis, d'opérer les vérifications nécessaires, de les compléter au besoin avant de les remettre aux représentants de l'O.K.W. à Paris.

Le Cabinet comprenait également les services spéciaux de la puissance protectrice : un *Service de l'Inspection des camps* à Paris (I.C.) s'occupait des frontstalags, un *Service juridique* (A.J.) suivait les affaires judiciaires et assurait la défense des prisonniers déférés devant les tribunaux allemands, un *Service de la Correspondance avec les hommes de confiance des camps* (H.C.) centralisait toutes les pièces officielles à transmettre aux intéressés par l'intermédiaire des hommes de confiance et assurait, en outre, avec ces derniers une volumineuse correspondance. Un *Service de traductions et des laissez-passer* complétait l'ensemble.

Les *Services de la correspondance privée* étaient divisés en trois sections : le « Tout-venant », qui répondait tant aux familles, aux personnalités diverses qu'aux prisonniers eux-mêmes ; le Service des « Cas douloureux, réclamations et recherches de disparus » ; le Service médical qui faisait les démarches nécessaires auprès des autorités allemandes pour demander, au titre de la Convention de Genève, le rapatriement des prisonniers malades dont les familles avaient signalé le cas au Service diplomatique. Un Service de réception était installé à la Maison du Prisonnier de la Seine.

La *Délégation de Berlin* du Service diplomatique, constituée à Paris le 8 décembre 1940, avec cinq personnes dont M. Benoist-Méchin et le médecin-commandant Brucker, partit pour Berlin, le 12 décembre suivant, sans qu'aucun chef ait été nommément désigné.

A la suite d'un conflit entre M. Benoist-Méchin et le commandant Brucker, Scapini divisa les attributions : une partie dite Schutzmacht ou Nation protectrice fut confiée au commandant Brucker, la seconde, dite psycho-politique, qui comprenait l'aide morale et psychologique aux prisonniers, ainsi que les négociations avec les autorités allemandes fut réservée à M. Benoist-Méchin, la prédominance de l'un sur l'autre n'étant pas fixée.

L'installation était prévue au Consulat général de France à Berlin, mais celui-ci nécessitait de telles réparations que la Délégation s'établit provisoirement à l'hôtel Continental, où elle demeura jusqu'au 24 février 1941 ; les délégués ne purent loger au Consulat qu'à partir du 30 mai.

Entre le 22 et le 24 novembre 1943, l'immeuble du Consulat, sévèrement atteint par deux bombardements, devint inhabitable. L'Ambassade de France fut entièrement détruite. Scapini et la Direction des Services officiels français s'installèrent au château du Cunersdorf par Wriezen, la Délégation à Letschin par Kustrin, à 80 km à l'est de Berlin. Une permanence continua à fonctionner à Berlin à l'hôtel Adlon avec le commandant Brucker qui représentait les deux organismes.

Devant l'avance russe, la Délégation dut quitter Letschin le 31 janvier 1945 et fut relogée à Saalfeld-sur-Saale. La vie devenant impossible à Saalfeld, en raison de la fréquence croissante des alertes, il fut question de la replier à Sigmaringen. Finalement, elle s'installa à Buch-am-Erlbach au début d'avril, peu de temps avant la fin des hostilités.

Les premiers mois, la Délégation connut des difficultés de toutes sortes résultant de l'atmosphère politique et de questions matérielles. Les conditions de visite dans les camps se révélèrent extrêmement difficiles, l'O.K.W. refusant les entretiens, ne répondant pas aux lettres, interdisant toute correspondance avec les hommes de confiance. La liaison avec Paris présentait, en outre, un caractère des plus précaires.

Le 27 février 1941, M. Benoist-Méchin fut nommé sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil et quitta Berlin pour la France avec un des délégués. Restaient alors à Berlin trois délégués et cinq dactylos.

Le commandant Brucker prit la tête de la Délégation, jusqu'à son rappel à Paris le 7 août et fut remplacé par le capitaine de réserve Dunand. On rechercha des délégués de tous côtés. Devant la difficulté de recrutement en France, l'ambassadeur obtint de faire sortir des camps des prisonniers jugés capables de remplir ce rôle ; le nombre des délégués passa peu à peu de cinq à douze et l'activité de la Délégation s'accrut parallèlement.

De mai à septembre 1942, à la suite de l'évasion du général Giraud, la Délégation se vit interdire toute visite dans les camps. La difficulté fut parée par la création des officiers-conseils, dont une première équipe avait été mise en place à la fin d'avril. Les officiers-conseils, représentants permanents de la mission Scapini dans chaque *Wehrkreis* (régions militaires allemandes), veillèrent à l'application de la Convention de Genève dans les camps (1).

En théorie, la mission de la Délégation se bornait exclusivement à l'inspection des camps de prisonniers et des détachements de travail en Allemagne, elle veillait à l'application de la Convention de Genève, effectuait enquêtes et interventions. En fait, elle étendit largement ses attributions : la correspondance avec les hommes de confiance fut autorisée à partir de mai 1941, un Bureau médical et un Bureau universitaire furent créés, des efforts furent faits pour obtenir l'amélioration des conditions d'existence matérielle des prisonniers.

Son Service juridique assurait, en liaison avec celui de Paris, la protection des prisonniers accusés de délits divers et leur assistance par des avocats allemands ; il veillait aux conditions normales de détention, à la régularité de la procédure, protestait contre les peines trop élevées, formulait les recours en grâce.

(1) En octobre 1942, le colonel Laureux succéda au capitaine Dunand. Il fut relevé de ses fonctions le 5 décembre 1944 et remplacé par le colonel Oudard qui, assisté du commandant Reuilly, dirigea la Délégation jusqu'à la fin.

Pratiquement, elle fut le principal organe d'information du Service diplomatique, auquel elle faisait connaître les résultats de ses inspections sous forme de rapports : rapports dits de *Schutzmacht*, intéressant toutes les questions matérielles des camps ; rapports dits *psychologiques*, sur l'état moral des prisonniers et leurs réactions devant les problèmes politiques ; rapports dits *Besson*, c'est-à-dire adressés aux services du général Besson, concernant la réception et la distribution des secours collectifs envoyés de France ; rapports sanitaires ; rapports universitaires.

D'autre part, un Service d'Information analysait et condensait l'ensemble des renseignements techniques provenant de Paris ou des services allemands de Berlin dans un *Bulletin d'information des délégués*, qui parut chaque semaine à partir du 15 juin 1941.

De par sa situation même, la Délégation assumait une mission de liaison avec les services de Paris et jouait le rôle de plaque tournante entre l'ambassadeur et les prisonniers. Elle entretenait également des rapports suivis avec les fonctionnaires de la *Dienststelle* Ribbentrop et les autorités militaires allemandes qui s'occupaient des prisonniers de guerre.

C'est la Délégation de Berlin qui, après la libération du territoire français, continua à assumer le rôle de puissance protectrice et veilla autant que possible sur les prisonniers, notamment en continuant à s'occuper des affaires judiciaires.

Le *Commissariat au Reclassement des Prisonniers de guerre* devenu *Commissariat général aux Prisonniers de guerre rapatriés et aux Familles des Prisonniers de guerre*, rattaché à la vice-présidence du Conseil, eut d'abord à sa tête Maurice Pinot, nommé par décret du 21 septembre 1941, auquel succéda André Masson, en janvier 1943 ; puis Robert Moreau, en février 1944. Tous les membres du personnel étaient des prisonniers rapatriés.

Les services furent organisés par un décret du 24 novembre 1941 et réorganisés le 2 novembre 1942. A ce moment, le Commissariat comprenait essentiellement : un *Cabinet* chargé des questions de propagande, un *Secrétariat général* qui s'occupait de la gestion administrative, de l'étude des problèmes relevant de la compétence du Commissariat et des liaisons extérieures, deux *directions de zones* (Paris-Vichy), comprenant chacune un service de direction, des services centraux chargés de la direction des *Maisons du Prisonnier* et des Centres d'entraide, un service d'inspection.

Les Maisons du Prisonnier et les Centres d'entraide représentaient les deux moyens d'action du Commissariat. Les premières, créées au chef-lieu de chaque département en collaboration avec le Secours national, rassemblaient tous les services publics s'occupant des familles de prisonniers et des prisonniers rapatriés, ceci pour leur éviter de multiples démarches. Chaque Maison comprenait un Secrétariat central, ancien Secrétariat du libéré, qui était un bureau de renseignements, un Service du Reclassement professionnel émanant du ministère du Travail, un Service social dépendant du Secours national, un Service médical assuré par la Croix-Rouge

française, un Service de Renseignements militaires, un Bureau agricole pour les prisonniers ruraux.

Les Centres d'entraide, créés par une décision du Commissariat général en date du 26 mai 1942, étaient les prolongements dans les arrondissements, les cantons et les communes, des Maisons du Prisonnier ; services uniquement sociaux, ils étaient assurés par d'anciens prisonniers.

L'organisation du Commissariat subit diverses vicissitudes pour aboutir, en 1944, à l'état suivant : un *Cabinet* comprenant un Secrétariat particulier, le Service des Relations extérieures, la Direction de l'Inspection régionale, la Direction de l'Information (propagande, presse, radio, cinéma), le Service littéraire, et enfin la Délégation de Vichy, reste de l'ancienne direction de zone ; un *Secrétariat général* coiffant les Services administratifs et financiers, le Service de Contrôle et coordination des manifestations, le Service « Statistiques et documentation générale », la Direction générale des Maisons du Prisonnier, le Service du Livret et du Recensement professionnel des prisonniers ; la *Direction générale des Services techniques* avec les Secrétariats sociaux, le Service juridique et le Service professionnel ; la *Direction générale des Services médicaux et sociaux* ; la *Direction générale de l'Entraide* avec neuf services : Textiles, Centres d'entraide d'entreprises, Familles et enfants de prisonniers, Manifestations artistiques, Accueil, Centres d'entraide de femmes de prisonniers, Équipes prisonniers, Prisonniers coloniaux rapatriés, Documentation-propagande ; enfin le *Mouvement prisonniers.*

Cet examen rapide des différentes administrations mises sur pied par Vichy pour s'occuper des prisonniers de guerre, a eu pour premier but d'exposer la mise en place et le fonctionnement de ces organismes qui, par leur complexité et leur apparent chevauchement, doivent constituer pour le non-initié un véritable dédale.

La question des prisonniers de guerre, étant donné leur nombre, a été, en effet, une des plus importantes parmi toutes celles qui se sont imposées au gouvernement de Vichy. Comme le reconnaît la publication toute récente parue en réponse à l'ouvrage édité par le Hoover Institute, intitulé *La vie de la France sous l'occupation* (1), on peut penser que « Vichy a eu une politique des prisonniers ». L'étude des organismes au moyen desquels le gouvernement d'alors a tenté, sinon réussi, de poursuivre son but doit se trouver, nous semble-t-il, à la base de tout travail. Nous n'apportons ici ni appréciation, ni jugement, mais un schéma qui appelle de nombreux compléments et n'a d'autre prétention que d'être un fil conducteur.

M.-Th. CHABORD,
Conservateur aux Archives Nationales.

(1) *La France sous l'occupation* (coll. « Esprit de la Résistance »), Paris, Presses Universitaires de France, 1959.

LUBECK, OFLAG XC

De mai 1942 à la Libération en mai 1945, un groupe de prisonniers français a vécu à l'Oflag XC, aux portes de Lubeck. Groupe peu nombreux : de quelques unités, puis de quelques dizaines, son effectif augmente irrégulièrement, lentement jusqu'à l'été 1944 (où il est d'environ 700 P.G.), brusquement ensuite, pour atteindre 1 300 en septembre 1944, 1 368 en avril 1945. C'est un petit camp. En s'intéressant à son destin, n'encourrera-t-on pas le reproche de perdre le sens des proportions, de faire de l' « histoire au microscope » ? La seconde guerre mondiale n'a-t-elle pas intéressé de telles masses humaines qu'il paraîtra dérisoire de cantonner des recherches sur un tel microcosme ? Nous ne le croyons pas. Car, si le camp de Lubeck n'est pas un camp comme les autres, ce que nous espérons montrer dans ces quelques pages, il n'en est pas non plus tellement différent que son étude ne puisse éclairer la plupart des problèmes généraux qui se posent à l'historien de la captivité. Camp spécial, il l'est certes, par son origine et sa composition, par la mentalité de ses occupants, par leurs réactions. Mais en s'efforçant de mesurer cette originalité et de la comprendre, on peut espérer cerner de plus près divers problèmes de la vie de captivité, de cette vie difficile à saisir dans toute sa réalité, car son apparente unité cache une étonnante diversité.

Cette étude portera donc essentiellement sur l'originalité de Lubeck. Cela signifie que la vie du camp ne sera pas examinée sous tous ses aspects. De nombreux problèmes seront laissés de côté (tous ceux qui concernent l'organisation administrative, l'installation matérielle, le ravitaillement, la vie religieuse, les loisirs, etc.), ou ne seront évoqués que dans la mesure où ils permettront de préciser cette originalité. Sans doute, mériteraient-ils d'être étudiés en eux-mêmes, mais cela nécessiterait d'amples développements. Au reste, sur bien des points, la vie à Lubeck n'était guère différente de celle qu'ont connue les officiers prisonniers dans d'autres *oflags*. On peut s'en faire une idée suffisante, d'après les multiples récits qui ont été publiés, ou les études qui ont été consacrées à la question (1).

Camp spécial, Lubeck l'est d'abord par sa composition. Mais pour prévenir toute équivoque, il faut bien préciser qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Au début de la captivité, c'est un *oflag* semblable aux autres, occupé d'abord par des Français, puis par des Anglais. Il ne devient camp spécial que lorsque ces derniers font place à des Polonais récalcitrants, à l'automne 1941 ; bientôt, on y envoie des ressortissants d'autres nationalités, et de nouveau des Français à partir de mai 1942. D'autre part,

(1) La plus précise et la plus documentée est celle de l'abbé Pierre Flament, *La vie à l'Oflag II D-IIB*.

si les Allemands lui ont donné ce qualificatif de « camp spécial » *(Sonderlager)*, ils n'ont jamais admis qu'on pût l'assimiler à un camp de représailles, et la distinction a son importance. Était justiciable, en effet, du camp de représailles celui qui avait commis une faute caractérisée, et qui subissait une punition déterminée, pour une durée qui pouvait être limitée. Tel n'était pas le cas à Lubeck. Il n'était pas envisagé d'en faire sortir celui qui y avait été envoyé : ce n'était pas un purgatoire que l'on quittait une fois blanchi. D'autre part, la désignation pour Lubeck était purement arbitraire, si bien que l'autorité allemande avait la réponse facile si quelqu'un se plaignait ou protestait ; elle était entièrement maîtresse de la répartition de ses prisonniers entre les différents camps, et elle pouvait toujours ordonner des transferts sans rendre de compte à personne, même pas à la Croix-Rouge internationale. Il n'y avait, en effet, alors, aucun recours possible.

C'est au début de mai 1942 que les premiers prisonniers français commencent à arriver dans ce camp d'un nouveau genre. La date ne manque certainement pas de signification, si on songe que c'est au même moment que sont ouverts aussi d'autres camps spéciaux, pour les sous-officiers et hommes de troupe : Rawa Ruska pour les évadés repris, Kobyercyn pour les réfractaires au travail. Les premiers ordres d'envoi dans ces deux camps ont été donnés en avril 1942. On peut penser que la *Wehrmacht* a alors modifié et nuancé son attitude envers les prisonniers, pour tenir compte des changements qu'elle constatait dans leur comportement. Dans les *oflags*, en effet, puisque c'est d'eux seulement qu'il s'agit ici, les irréductibles avaient au début été peu nombreux : dans chaque camp quelques récidivistes de l'évasion, quelques anti-nazis déterminés qui se signalaient par des propos violents ou des gestes parfois inconsidérés. Pour eux, il y avait déjà un camp spécial, Colditz en Saxe, un burg sur un éperon rocheux dominant la petite ville et sa rivière, la Mulde, une forteresse où étaient accumulées toutes les défenses, naturelles et artificielles, contre l'évasion, où la discipline était particulièrement stricte, et où étaient peu à peu rassemblés les plus récalcitrants parmi les prisonniers des nations en guerre contre l'Allemagne. Individuellement ou par petits groupes, 200 Français environ y avaient été envoyés de la la fin de 1940 à mai 1942 : pour eux, Colditz sera l'antichambre de Lubeck. Mais, ceux-là mis à part, la masse des prisonniers était restée longtemps plutôt amorphe et docile. Abasourdis par la défaite, voyant l'avenir fermé, ne connaissant pas d'autre France que celle de Vichy qui leur prônait la patience et la résignation, espérant vaguement une libération par mesure de politique générale ou par faveur individuelle, pour certains même, séduits par la force de leur vainqueur et son dynamisme, ils n'avaient en somme guère causé de soucis à leurs gardiens. Ceux-ci auraient été bien maladroits de ne pas en profiter. De fait, cherchant à développer dans les camps l'idée paradoxale de la collaboration entre les prisonniers et leurs geôliers, ils s'abstiennent généralement de mesures

de rigueur. Mais, au printemps de 1942, les conditions ont changé. Il n'est pas nécessaire d'être grand stratège pour juger que la guerre n'est pas près de son terme ; l'issue en est lointaine et bien incertaine. Les espoirs de libération avant qu'elle ne s'achève sont évanouis. Pour les prisonniers, l'horizon est sombre. Dans les camps, le moral est bas. Il est à ce fléchissement un signe bien significatif ; lorsqu'est faite l'annonce que des officiers pourront sortir des *oflags* et obtenir des emplois dans l'économie allemande, partout, cette offre, pour aussi insolite qu'elle soit, aussi contraire au sens national ou à l'élémentaire dignité d'officier, obtient un succès qui surprend. Mais cet affaissement a une contrepartie. C'est précisément contre lui que veulent lutter ceux qui n'ont pas désespéré, ceux qui s'accrochent à toutes les bribes d'espoir. A la propagande allemande, ils opposent la propagande alliée, dont la voix commence à pénétrer dans les camps (c'est au début de 1942, semble-t-il, que dans la plupart des camps apparaissent les premiers postes de radio clandestins et que s'organisent l'écoute et la diffusion des nouvelles) ; ils exaltent l'exemple du général Giraud, dont l'évasion (qui est précisément d'avril 1942) a eu, dans tous les camps, un retentissement considérable. Ils prennent parti contre l'action et l'influence des *cercles Pétain* qui, d'abord simples organismes d'information, sont devenus activement et officiellement des centres de propagande. Enfin et surtout, ils luttent avec énergie contre la tentation du travail volontaire en Allemagne, humiliant pour un officier et qui serait d'un exemple déplorable auprès des hommes de troupe. Cette question du travail des officiers a eu une très grande importance dans tous les camps. Elle a provoqué de vives discussions, des incidents multiples, parfois violents. Elle a amené souvent des adversaires de la collaboration, jusque-là relativement discrets, à prendre parti avec netteté, et à se désigner ainsi aux représailles du service qui, partout, était chargé de la surveillance de l'opinion, du dépistage des fortes têtes et de la propagande : l'*Abwehr* des camps. Car, naturellement l'administration allemande ne pouvait ignorer cette évolution, et on peut penser que c'est de là que viennent les regroupements qui s'effectuent à partir de mai 1942. Ce sont soit des mesures d'intimidation, et éventuellement de répression, soit tout simplement un moyen de faire la part du feu, en séparant les irréductibles de la masse de ceux qu'on ne désespère pas de maintenir dans des dispositions moins hostiles. C'est alors que commence, pour les Français, l'histoire de Lubeck, camp spécial.

Tous ceux qui y sont dirigés ont une caractéristique commune : ils sont désignés comme « ennemis de l'Allemagne » *(Deutschfeindlich)* par l'*Abwehr*. Ils viennent de tous les *oflags*. Une grande partie d'entre eux est passée par Colditz, vidé de ses occupants français en deux étapes, une première fournée en juin 1942, les autres en juillet 1943. En dehors de ces contingents de Colditz, qui vont former la masse autour de laquelle s'organise le camp de Lubeck, les autres arrivent, soit individuellement, soit par petits groupes, jusqu'en août 1944. A ce moment,

se produisent de nouvelles arrivées massives, qui doublent approximativement l'effectif français du camp. Tant qu'on ne possédera pas de documentation officielle d'origine allemande, on ne pourra pas définir avec certitude la politique de la *Wehrmacht* envers les prisonniers, et par conséquent les raisons de ces transferts. Cependant, au cours de l'été 1944, les reculs sur les deux fronts obligeaient à des recroupements ; et le renforcement des mesures policières après le 20 juillet, auquel les camps de prisonniers n'ont pas échappé, suffit sans doute à expliquer qu'une foule de suspects aient été alors dirigés sur Lubeck.

Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ont été ainsi désignés pouvaient comprendre sans peine qu'ils étaient voués à une captivité renforcée. Quelquefois, les mesures exceptionnelles commençaient dès le départ du camp d'origine : la fouille était spécialement minutieuse, les gardiens chargés de l'accompagnement particulièrement rogues. Dans certains cas, les prisonniers voyageaient dans des conditions qui, tout en restant loin des sinistres transports de déportés, étaient inutilement cruelles ou humiliantes ; entassés dans une moitié de wagon à bestiaux, ayant à peine la place de s'asseoir, pendant que deux ou trois gardiens disposaient de l'autre moitié du wagon, sans ravitaillement ni commodité d'aucune sorte, pour des voyages qui pouvaient durer 48 heures, souvent aussi enchaînés, menottes aux mains. Parfois, au contraire, le voyage se faisait dans des conditions de confort acceptable, normal pourrait-on dire ; certains prisonniers avaient la satisfaction de constater qu'ils étaient à l'aise dans un compartiment de chemin de fer réservé, alors que la foule des voyageurs allemands s'entassait dans des trains insuffisants. Dans quelques cas même, le voyage représentait de véritables vacances, pour peu qu'un unique gardien accompagnât un unique prisonnier et lui laissât un minimum de liberté. Mais l'illusion était alors de courte durée. A l'arrivée au camp, plus d'équivoque. Des sentinelles menaçaient de tirer sur quiconque arrivait de l'extérieur, même soldat allemand, s'il ne passait pas par un chemin étroitement délimité ; le commandant du camp (le premier du moins, dans l'été 1942) accueillait lui-même ses administrés par un discours significatif : il les traitait généralement de gaullistes et de bolcheviks, ce qui, pour lui, paraissait synonyme et également infamant, et les avertissait qu'ils aient à se garder de toute illusion, qu'ils ne reverraient pas la France, car, après la victoire de l'Allemagne, ils seraient déportés en Sibérie ; enfin il ne manquait pas de leur signaler que les sentinelles avaient ordre de tirer, sans préavis, sur tout prisonnier qui enfreindrait le règlement du camp, et que cet ordre serait toujours appliqué avec un parfait automatisme.

La vie du camp ne devait pas démentir ces prémisses. Sans doute y eut-il des différences, qui tenaient à la personnalité des commandants du camp, mais le régime fut très dur, du moins pendant les deux premières années. Aux appels normaux (trois par jour), le premier commandant avait ajouté des appels impromptus, de jour ou de nuit ; au signal, il fallait se précipiter dans la cour, et les retardataires étaient poursuivis par les sentinelles, baïonnette au canon, et par les chiens spécialement dressés. Les prisonniers n'y mettant naturellement aucune bonne volonté, les appels étaient fréquemment houleux, souvent interminables. A chaque

instant, éclataient des incidents qui s'achevaient par l'appel à la compagnie de garde, la mise en batterie des mitrailleuses des miradors, la distribution de jours d'arrêt. Ces scènes fréquentes ont toujours évité, parfois de justesse, le dénouement tragique. Mais les sentinelles avaient le coup de feu facile, il y eut souvent des blessés, parfois des morts : ainsi, un officier polonais fut tué d'un coup de fusil, parce que, par suite d'une méprise, il était sorti avant l'heure réglementaire et faisait de la culture physique devant sa baraque. Plusieurs Français furent blessés. Enfin, du moins toujours pendant les premiers mois, les prisonniers de Lubeck se sentaient complètement isolés. Leur courrier n'était acheminé qu'avec de longs délais (1), les secours de la *Croix-Rouge* ne parvenaient pas, la *mission Scapini* ignorait complètement (et peut-être systématiquement, disait-on volontiers) le camp. Bref, à tous points de vue, les prisonniers se sentaient dans la main d'un geôlier intraitable, complètement à sa merci, pouvant s'attendre au pire de sa part.

Ces ennemis que l'administration allemande prenait grand soin de séparer de la masse des prisonniers et qu'elle traitait avec une rigueur significative, elle les répartissait elle-même en trois catégories, et cette classification va nous permettre de préciser la composition du camp. Il y a d'abord les Juifs. Dans tous les *oflags*, en effet, une des préoccupations de l'*Abwehr* avait été de déceler les officiers israélites. Cela n'avait pas toujours été facile, car les critères, à commencer par celui du nom, manquaient bien souvent de netteté. Aux interrogatoires d'identité, des officiers israélites avaient mis leur point d'honneur à ne pas cacher leur origine, mais d'autres ne s'étaient pas déclarés. Certains zélateurs de la *Révolution nationale*, ne reculant devant aucune démarche pour affirmer leur antisémitisme, avaient dénoncé leurs camarades israélites. Des listes avaient été dressées, vaille que vaille. On a eu souvent l'impression, d'ailleurs, que, une fois ce recensement fait, les Allemands hésitaient à appliquer aux Israélites prisonniers de guerre un traitement particulier ; dans la plupart des camps, ils se contentèrent de les rassembler dans une baraque spéciale, sorte de ghetto purement moral. Une partie d'entre eux fut envoyée à Lubeck, mais il en est toujours resté dans les camps d'origine. Toutefois, certains ont lourdement pâti de cette discrimination raciale. Lors de la libération des réservistes anciens combattants de la guerre de 1914-18, ou pères de 4 enfants et plus, des commandants de camp, voulant sans doute faire preuve de zèle, ont exclu les Israélites de cette mesure et les ont envoyés à Colditz. Décision purement arbitraire, puisqu'elle ne fut pas générale. Nous retrouvons ces réprouvés à Lubeck. De même, 50 médecins israélites sont restés à Lubeck jusqu'à la fin. L'autorité allemande avait contre eux des griefs plus ou moins

(1) Ceux-ci n'apparaissent pas, en fait, supérieurs aux délais pratiqués dans les autres camps. Mais il y avait toujours de grandes irrégularités ; les retards s'accumulaient lorsqu'un prisonnier changeait de camp, et l'arrivée à Lubeck faisait l'effet, à ce point de vue, d'une brimade supplémentaire.

précis ; elle les avait retirés des hôpitaux ou des camps où ils exerçaient, mais elle refusait de leur appliquer le statut du personnel sanitaire et de les libérer. Toutes les démarches faites en faveur de ces catégories de rapatriables se heurtèrent à des réponses dilatoires. D'ailleurs, à Lubeck, de telles démarches étaient vaines, c'était un camp d'où on ne sortait pas. Officiellement du moins, les Juifs étaient rassemblés dans une baraque spéciale, la IX.

Le deuxième groupe répondait à une désignation plus vague : c'étaient des « politiques ». Le classement dans cette catégorie avait des motifs divers. Certains y étaient simplement à titre d'otages, à cause de leur parenté avec des ennemis de l'Allemagne, même s'ils n'avaient jamais eu eux-mêmes d'activité politique. Il y en avait eu à Colditz, il y en eut aussi à Lubeck, où un sort spécial fut réservé à deux hôtes de marque, le lieutenant Djougachvili, fils de Staline, et le fils de Léon Blum. Le premier était là avant l'arrivée des Français ; il était logé seul dans une baraque spécialement aménagée, surveillé continuellement à travers une cloison vitrée, et ne se déplaçant qu'accompagné d'une sentinelle ; le second fut soumis au même régime, dans une autre cellule de la même baraque. Il y demeura huit mois, jusqu'au moment où, son père étant déporté en Allemagne, il ne fut sans doute plus considéré comme un otage utile ; on lui appliqua alors la règle commune. Quant au fils de Staline, il fut brusquement enlevé de Lubeck en avril 1943 (1). Beaucoup de « politiques » devaient cette étiquette à leurs opinions ou à leur activité d'avant guerre. Les Allemands avaient souvent des renseignements très précis sur les antécédents de leurs prisonniers, les interrogatoires en ont apporté maintes fois la preuve ; et tous ceux qui avaient manifesté, en particulier, une sympathie agissante à l'égard du *Front populaire* étaient *a priori* suspects. Il en était de même, bien entendu, des francs-maçons, que le Gouvernement de Vichy avait lui-même dénoncés en publiant la liste des dignitaires des Loges. Mais, dans de nombreux cas, des indices plus vagues suffisaient pour faire qualifier un prisonnier d'ennemi politique, et le désigner pour Lubeck ; c'était la fonction de l'*Abwehr* de déceler ceux qui se signalaient par leur indocilité ou qui, plus ou moins discrètement, avaient de l'action sur leurs camarades. Tout naturellement, les plus surveillés étaient ceux qui, par leur prestige intellectuel ou leur autorité morale, risquaient d'être les plus dangereux, et c'est sans doute pour cela qu'il y eut tant d'universitaires et de prêtres à Lubeck (2). Chez les hommes de troupe qui, comme dans tout *oflag*,

(1) Cf. W. K., En cellule à Lubeck avec le fils de Staline, *Figaro littéraire*, 19-26 avril 1947. L'auteur est un prisonnier polonais.

(2) Dans l'*Annuaire de l'Amicale des Anciens de l'Oflag XC*, le classement professionnel indique 133 membres de l'enseignement : c'est le groupe le plus nombreux. Il comprend tous les ordres d'enseignement, sans distinction entre enseignement public ou privé. Viennent ensuite les médecins (50, on a vu plus haut comment s'explique ce nombre), puis les ecclésiastiques (48, dont 2 figurant également sur la liste des membres de l'enseignement).

assuraient un certain nombre de services généraux et de corvées pour l'ensemble du camp, la désignation se faisait de la même manière. Pour eux aussi, l'envoi à Lubeck était une punition, non pas que le travail y fût plus dur qu'ailleurs, mais surtout parce qu'il n'y avait pas de corvées à l'extérieur, donc pas de contacts avec le dehors. Une grande partie d'entre eux y étaient envoyés parce que qualifiés de « communistes » ; en fait, peu l'étaient réellement, la plupart s'étaient signalés simplement par leur mauvais esprit.

La troisième catégorie était plus facile à définir : c'étaient les évadés repris. Mais, là encore, il y avait bien de l'arbitraire, car ce n'était généralement qu'après plusieurs tentatives (un nombre indéterminé) qu'on était envoyé à Lubeck.

Naturellement, cette discrimination n'était pas d'une grande rigueur. Les *deutschfeindlich* n'ont pas tous été à Lubeck, cela va de soi. Le plus étonnant, c'est qu'il y a eu des « erreurs judiciaires » dans l'autre sens. Certains se sont retrouvés à Lubeck sans avoir rien fait pour cela. On y a même vu d'indiscutables « collaborateurs », des officiers qui, renvoyés en *oflag* après avoir accompli un contrat de travail en Allemagne, furent aiguillés sur le XC : aberration, sans doute, de l'administration, mais qui leur valut une sévère quarantaine de la part de ceux qui refusaient de les considérer comme des camarades de captivité.

Dernière caractéristique de Lubeck, pour ce qui était de sa composition : camp international, les Français y retrouvaient d'autres récalcitrants, Polonais (963 officiers, 108 sous-officiers et hommes de troupe), Belges (51 et 4), Yougoslaves (18 et 2) (1).

Camp spécial par la désignation de ses occupants et la manière dont ils sont traités, Lubeck l'est du même coup par leur état d'esprit. A ce point de vue, les témoignages sont unanimes : ici les attitudes sont claires, tout le monde est anti-allemand, avec fermeté, détermination, sans concessions. Quelle différence, disent ceux qui viennent peu à peu grossir la troupe des nouveaux arrivés, avec les camps d'origine ! Dans la plupart de ceux-ci, au moins jusqu'en novembre 1942, pèsent les lourdes équivoques de la collaboration, sans compter les compromissions de ceux qui espèrent monnayer, par des complaisances, un rapatriement de faveur. Pour beaucoup de « Lubeckois », l'arrivée à l'Oflag XC est un soulagement. Ils y éprouvent, disent-ils, un sentiment de confort moral qui leur permet de supporter les brimades, ou même les menaces plus tragiques. Et, inversement, l'arrivée continuelle de nouveaux venus, qui constitue chaque fois un événement dans la vie du camp, avec tout ce qu'elle apporte du dehors, maintient un moral élevé, empêche les uns et les autre de s'assoupir, de s'installer dans une captivité résignée.

(1) Ces chiffres sont fournis par un rapport de visite des délégués du C.I.C.R. des 11 et 12 août 1942.

La présence de groupes étrangers ne contribue pas moins à entretenir cet esprit de résistance. L'esprit frondeur des Belges stimulait celui des Français. Et celui qui était tenté de fléchir était réconforté par l'exemple des Slaves : Polonais et Yougoslaves, sans nouvelles des leurs, pouvant redouter le pire pour leur pays, faisaient preuve, en toutes circonstances, d'un optimisme que rien n'entamait, et d'une confiance absolue dans la défaite allemande. D'ailleurs, pour eux, les problèmes de la collaboration ne se posaient pas. Dans ces conditions, Lubeck était (avec Colditz qu'il continue, non sans différences d'ailleurs) un cas unique dans la captivité des Français.

Cette unanimité anti-allemande, caractéristique de Lubeck, n'empêche pas les divisions, parfois profondes, de ce qu'on peut appeler « l'opinion publique ». Ces divisions sont les reflets de la composition du camp, composition sociale et composition militaire. Au point de vue militaire, entre officiers et hommes de troupe, la communauté de vie, de sentiments pouvait rapprocher les uns et les autres ; il n'en reste pas moins que la hiérarchie subsistait ; plus ou moins atténuée, il y avait toujours une barrière ; il n'était pas question que les hommes de troupe la franchissent ; les officiers qui tentaient de le faire risquaient, et pas toujours sans raison, de se voir accuser de démagogie ou de paternalisme.

Les officiers appartenaient, en gros, aux divers milieux de la bourgeoisie ; il y a dans celle-ci trop de nuances de sentiment, d'éducation, de genre de vie pour que cela ne se traduise pas dans la captivité, où les conditions anormales d'existence durcissent encore les positions de chacun. D'autre part, le recrutement de Lubeck, où étaient rassemblées, plus que dans n'importe quel camp, des personnalités nettement affirmées devait nécessairement aviver les oppositions. Aussi, Lubeck a-t-il laissé à ceux qui l'ont connu une impression fortement marquée de « camp politique ». C'était un monde bouillonnant, palabrant, où tous les problèmes de la politique, française et étrangère, passée et à venir, étaient sans cesse discutés, où tous les systèmes étaient exposés, disséqués, remis en question. Les discussions de l'avant-guerre renaissaient, les groupements politiques anciens se reconstituaient. Sans doute, ceux-ci n'ont-ils guère laissé de traces, si bien qu'il n'est pas toujours facile de mesurer leur importance ou leur rayonnement. Il y eut une cellule communiste, qui groupait surtout des ordonnances, mais aussi quelques officiers, autour d'un ancien conseiller municipal de Paris. Il y eut un cercle d'études socialiste, très actif, animé par un député. Les radicaux se réunissaient également de leur côté, ainsi que les francs-maçons et divers groupements d'action catholique. Cette activité se retrouverait dans tous les camps, mais elle avait à Lubeck une intensité particulière.

A ces divisions, venaient s'en superposer d'autres, plus actuelles, plus subtiles, nées de la guerre et de ses problèmes. Elles étaient parfois la conséquence de la propagande allemande, dont certains subissaient à leur insu les effets. Lubeck n'a pas complètement ignoré l'antisémitisme,

pas plus que ne l'avait ignoré complètement Colditz ; du moins ses manifestations sont-elles restées limitées, discrètes, individuelles ; il n'a pas donné lieu à des incidents notables. Mais, l'attitude en face des problèmes nationaux a révélé des divergences plus sensibles. Souhaitant ardemment la défaite de l'Allemagne, tout le monde devait, semble-t-il, se rallier au général de Gaulle, condamner le régime de Vichy. La réalité était moins simple. La plupart des prisonniers étaient gaullistes, en effet, mais ils apportaient à leur gaullisme plus ou moins de chaleur. Certains n'y voyaient qu'une attitude militaire : de Gaulle combattait l'Allemagne, ils étaient de cœur avec lui. D'autres y ajoutaient des considérations politiques, soit pour louer de Gaulle d'être l'adversaire du fascisme et de lutter pour le rétablissement de la République, soit pour le blâmer de ne pas renier un régime et des hommes qu'ils tenaient pour responsables de leur malheur. Le Gaullisme avait donc des nuances variées.

Et tout le monde n'était pas adversaire absolu du Vichysme, ou du moins d'une certaine forme de Vichysme. Il ne s'agissait pas, naturellement, de Laval et de sa politique de collaboration, que tout le monde condamnait, mais du Vichysme de la *Révolution nationale.* Les mots d'ordre qu'elle avait lancés, les espoirs de régénération qu'elle contenait avaient incontestablement impressionné beaucoup de prisonniers, frappés par la débâcle de 1940. Nombreux étaient encore, en 1942, ceux qui ne reniaient pas ce programme et qui ne voulaient pas renoncer à toute confiance dans le maréchal Pétain. On ne portait pas la francisque à Lubeck, mais beaucoup l'avaient portée avant d'y arriver. Pour justifier leur attitude, certains s'efforçaient encore de croire au « double jeu », mais cette position devenait de plus en plus difficile à tenir, surtout après novembre 1942. D'autres se réfugiaient dans une attitude de discipline militaire, d'obéissance aux autorités établies, qui devenait aussi de plus en plus inconfortable.

Toutes ces oppositions sont traduites, en gros, par une division en deux grandes catégories, comparables à celles qu'avaient distinguées les Allemands : d'un côté, les « politiques » qui fondent leur attitude sur un choix raisonné, réfléchi, des intellectuels pour la plupart, qui animent les discussions ; de l'autre, les « évadés », souvent plus jeunes, qui réfléchissent moins, mais sont davantage hommes d'action.

Entre les uns et les autres, la cohésion n'a jamais été complète. Les évadés, arrivant en masse (120 à la fois, en juillet 1943), apportant de Colditz leur mentalité spéciale, restaient groupés en baraques distinctes, formant un monde un peu à part. Quelques incidents les opposèrent aux premiers occupants du camp. Ceux-ci les accusaient volontiers de pétinisme, en raison de leur répugnance à accepter les conséquences politiques d'une option gaulliste ; mais, de leur côté, ils n'appréciaient pas une forme de résistance qu'ils qualifiaient de purement verbale et d'inefficace, ils n'admettaient que l'évasion, pour reprendre le combat. Il ne faudrait d'ailleurs pas exagérer l'importance de ces divisions. Car si, sur bien

des points, Lubeck n'a pas connu l'unanimité, celle-ci s'est faite sur l'essentiel, la Résistance aux Allemands.

Il nous reste à voir comment s'est manifesté cet esprit de résistance, plus hautement et plus unanimement proclamé à Lubeck que dans les autres camps. Il a pris des formes variées, mais qui ne sont guère originales. La différence avec ce qui s'est fait ailleurs se mesure à la continuité et à l'opiniâtreté de l'opposition. Dans la vie quotidienne, les prisonniers ne manquent pas une occasion de montrer leurs sentiments : par exemple, quand un officier allemand parcourt le camp, on fait le vide devant lui pour n'avoir pas à le saluer. Aux appels, où le contact est inévitable, les incidents sont continuels. Toutes les occasions sont bonnes pour provoquer plaisanteries ou protestations, quolibets ou récriminations, énerver les gardiens et les amener à se mettre dans leur tort. Petit jeu puéril, sans doute, mais qui n'allait pas sans risques : le moindre était la cellule. Cette attitude de combat visait également la *mission Scapini*. On a vu que c'est tardivement, en mars 1943, que celle-ci a commencé à s'occuper de Lubeck. A partir de cette date, ses relations administratives ont été les mêmes avec celui-ci qu'avec les autres camps, elle lui a fourni la part qui lui revenait dans les envois collectifs, en forçant même, semble-t-il, pour compenser les négligences antérieures. Les délégués de Scapini ont visité régulièrement l'*oflag*, mais lorsque Scapini lui-même a annoncé sa visite (en octobre 1943), le doyen des officiers a demandé aux Allemands qu'il n'entre pas dans le camp. Il a tenu à y pénétrer quand même, mais il y a reçu un accueil glacial. On lui a montré que, moralement, à Lubeck on n'avait pas besoin de lui.

Il y eut des formes plus actives de véritable résistance, qui nécessitaient du sang-froid, de l'habileté, de la persévérance, une rare volonté : toutes qualités qui se trouvaient à Lubeck. Lorsqu'on avait besoin de faire pénétrer dans le camp un colis spécialement annoncé, et qui contenait des objets prohibés, des équipes dressées opéraient la substitution avec un colis anodin, dans la baraque de la distribution (en novembre 1943, 17 colis clandestins sont entrés dans le camp en un jour). Lorsqu'il s'agissait de copier ou d'imiter des papier officiels, ou des cartes, on trouvait des faussaires qui avaient atteint une sorte de perfection, comme on trouvait les virtuoses capables de crocheter n'importe quelle serrure, les électriciens capables d'installer un réseau électrique clandestin en creusant une tranchée aux pieds des sentinelles qui les regardaient, les bricoleurs à qui on pouvait demander toutes sortes d'appareils compliqués, fabriqués avec les moyens les plus sommaires. Cette activité clandestine n'était pas l'apanage des « évadés », mais ils avaient acquis dans leur citadelle de Colditz une virtuosité et une expérience qui leur permirent à Lubeck toutes sortes de réalisations et leur valurent sur ce plan un prestige considérable.

Leur idée fixe était l'évasion. Vu sous cet angle, Lubeck ressemblait

à la plupart des autres camps, avec ses baraques, son sol de sable, sa ceinture de barbelés et de miradors : il ne présentait pas de difficultés exceptionnelles. La plupart de ceux qui avaient l'expérience de Colditz étaient persuadés que s'évader d'un tel camp serait un jeu d'enfant ; entre leur arrivée (juillet 1943) et mai 1944, les tentatives furent innombrables et mirent les gardiens sur les dents. D'abord, tout était fait pour empêcher ceux-ci de connaître les prisonniers, dont ils étaient responsables, leur identité et même leur nombre. A chaque occasion, il y avait des substitutions d'identité, soit entre officiers et ordonnances (des officiers prenant la place d'hommes de troupe pour sortir et disparaître à l'occasion d'une corvée), soit entre officiers de nationalités diverses : des Français étaient ainsi restés à Colditz, des Anglais s'étaient substitués à eux avec l'intention de s'évader en cours de route ; plus tard, il y eut des échanges d'identité entre Français et Belges, lorsque ceux-ci quittèrent Lubeck. En définitive, et malgré les photos d'identité (qui étaient parfois truquées, elles aussi), les Allemands n'étaient jamais certains de l'identité des prisonniers qu'ils avaient en face d'eux. Ils n'étaient jamais certains non plus de leur nombre : tantôt, lors d'évasions, un camouflage habile dissimulait les manquants à l'appel ; tantôt, au contraire, lorsque les évasions étaient découvertes, certains prisonniers étaient déclarés évadés alors qu'ils étaient toujours présents ; ils menaient alors dans le camp une vie clandestine qui leur permettait, par exemple, de travailler au creusement d'un tunnel sans être dérangés par les appels, et plus tard de s'évader sans déclencher le dispositif d'alerte, puisqu'on les croyait partis depuis longtemps. Quant aux procédés d'évasion, ils se distinguaient, sinon par l'originalité de la conception (dans ce domaine le nombre des recettes est limité), du moins par l'audace ou la perfection de la réalisation. Y a-t-il plus remarquable exemple de sang-froid que celui de ces deux officiers qui, en plein jour, découpent en rampant le barbelé au pied d'un mirador, pendant que des complices s'efforcent de maintenir l'attention de la sentinelle fixée sur un point éloigné du camp ? Quels prodiges d'énergie représentait parfois le creusement d'un tunnel, qui demandait des mois d'efforts, bien souvent sans succès ! Car les équipes de surveillance étaient sans cesse en éveil, scrutant le barbelé, sondant les dessous de baraques où pouvait s'entasser la terre des déblais, à l'affût de toutes les réserves de bois qui pouvaient servir à un coffrage. La plupart des tunnels étaient découverts avant d'avoir pu servir. L'un d'entre eux illustre à la fois l'ingéniosité et l'esprit de discipline qui pouvaient régner à Lubeck. Au lieu d'avoir son point de départ dans une baraque, solution banale que les gardiens connaissaient trop bien, il partait de la place d'appel. Il avait fallu, pendant que les prisonniers étaient rassemblés pour l'appel et entourés de gardiens, creuser un puits et en dissimuler l'entrée avec une planche recouverte de sable. A chaque appel, des travailleurs sortaient du tunnel, d'autres y entraient, des sacs de sable étaient évacués, transportés dans le camp. On y travailla pendant

six mois, sans éveiller de soupçons. Il permit, en mai 1944, la sortie de 10 officiers. Et il ne fut découvert que par hasard, un soldat allemand ayant mis le pied dans l'orifice de sortie, au delà des barbelés, qui était lui aussi camouflé (1).

Mais pour quelques succès comme celui-là, combien d'échecs ! En un peu plus d'un an (1943-44), près de 20 tunnels en construction sont découverts par les fouilleurs (2). Et combien de fouilles ont anéanti les espoirs de ceux qui accumulaient patiemment l'équipement dont ils avaient besoin !

Enfin, on sait (3) que certaines de ces tentatives eurent des épilogues tragiques. Le fameux avis : « S'évader n'est plus un sport » et la menace de livrer les évadés repris à la Gestapo, diffusée à la fin de l'année 1943, étaient-ils spécialement destinés aux prisonniers des camps spéciaux ? En tout cas, Lubeck est le seul camp où la mesure fut appliquée dans toute sa rigueur, dans le cadre de l'action Kugel (4).

Le bilan fut lourd : 11 évadés, repris entre février et mai 1944, ont disparu, deux autres ont été exécutés dans des circonstances demeurées obscures et leurs cendres renvoyées à Lubeck après incinération. S'évader dans ces conditions était un acte de résistance dont le risque ne pouvait pas être pris à la légère.

Une autre forme de résistance était la diffusion des nouvelles permettant de combattre la propagande allemande. Elle joua un rôle considérable dans le maintien du moral du camp. Elle s'organisa peu à peu, comme dans tous les camps. Le premier poste de radio entra à Lubeck à la fin de 1942, dans un colis clandestin. Le convoi venant de Colditz, en juillet 1943, réussit à en introduire un second et il y en eut finalement 5 en activité, sans compter un poste marchant sur une dynamo ; celui-ci était prévu pour le cas où le courant manquerait, et l'éventualité s'est effectivement produite à la fin de la captivité. Le camouflage était réalisé avec une ingéniosité rare ; un seul poste fut découvert, à la suite d'une imprudence. L'électricité était fournie par les Allemands eux-mêmes : on avait réussi ce tour de force d'amener jusqu'aux baraques des lignes branchées sur le circuit des services qui étaient hors de l'enceinte du camp (5). Chaque poste avait son équipe d'écoute, de traduction, de guet. Il y eut parfois des difficultés entre équipes rivales, s'accusant de donner des nouvelles, ou tronquées, ou incontrôlées, mais c'était, au fond, peu de chose. Ici,

(1) Sur les évasions à Lubeck, cf. surtout : Le Brigant, *Les indomptables*.

(2) L'un d'entre eux le fut à la suite d'une dénonciation, chez les Polonais. Cas unique à Lubeck, et les Allemands durent sortir précipitamment le coupable du camp, pour prévenir la vengeance de ses compatriotes.

(3) Cf. J.-M. d'Hoop, Note sur les évasions, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1957.

(4) L'affaire a été évoquée à Nuremberg. D'autre part, le général dirigeant le service des prisonniers du *Wehrkreis X* et les responsables du camp furent jugés par le Tribunal militaire de Paris. Ils arguèrent qu'ils avaient appliqué les ordres reçus et furent acquittés.

(5) L'avantage était considérable, car le courant était coupé dans le camp la nuit, et chaque fois qu'il y avait une alerte, mais il était maintenu pour les services extérieurs. Les postes pouvaient donc fonctionner à toute heure.

encore, joua une solidarité plus forte que toutes les causes de division. A la fin de 1943, une entente complète était réalisée. Pour diminuer les risques, chaque poste à son tour « prenait la semaine ». Toutes les nouvelles, centralisées par un journaliste de profession, étaient diffusées à raison de deux et parfois trois bulletins quotidiens. Grâce à la discipline de tous, le système fonctionna sans incident jusqu'à la fin.

Très vite, s'était organisé aussi dans le camp un service de renseignements. Au début, il s'était agi surtout de rassembler des indications utiles pour les évasions, par exemple des adresses de kommandos où les évadés trouveraient de l'aide. Mais, à mesure que le dénouement approchait, le souci essentiel devenait de se préparer à toutes les éventualités qui pourraient alors se présenter. Patiemment, quelques officiers montèrent une véritable organisation de contre-espionnage, sous la direction d'un commandant, spécialiste du renseignement. Par tous les moyens classiques, et notamment avec des complicités allemandes, sous le contrôle de recoupements minutieux, ils amassèrent des indications de toutes sortes. Leurs préoccupations étaient strictement militaires ; les renseignements recueillis permirent de dresser des cartes détaillées de la région, parfaitement renseignées : elles indiquaient, par exemple, le tracé exact d'un fossé antichar, au nord de Lubeck (les Alliés le connaissaient, par photo aérienne, mais ce qu'ils ignoraient et que les prisonniers savaient, c'est qu'il y avait un passage dans le barrage à travers de fausses bornes). Certaines indications concernaient la sécurité militaire, elles portaient sur les Allemands nazis dont il fallait se méfier ou antinazis qui pourraient être utilisés par l'administration alliée, sur les étrangers et leur comportement, etc. A la fin même, des officiers purent sortir du camp, avant la libération, mais alors que la surveillance allemande se relâchait, pour établir des contacts avec l'extérieur.

Peut-on aller plus loin ? Retrouver une organisation générale de résistance dans le camp ? A première vue, la question peut paraître oiseuse. Tout le monde n'était-il pas résistant à Lubeck ? Pourquoi une organisation à l'intérieur du camp, impliquant un choix, une discrimination entre les admis et les exclus ? C'est que la réalité était singulièrement complexe, et que, sous ce vocable unique de résistance, il était possible de discerner, nous l'avons vu, des positions bien différentes. Pour prendre une vue claire des problèmes, il faut partir, semble-t-il, des données premières, qui sont simples. Les Allemands n'avaient pas caché qu'ils considéraient les « Lubeckois » comme particulièrement dangereux, et qu'ils étaient disposés à les traiter sans ménagement. On pouvait redouter le pire, au moment prévu de l'effondrement et du désordre final ; des équipes, constituées d'avance, reçurent donc des missions précises, de manière à assurer dans la mesure du possible, la sécurité et la vie de la collectivité, lorsque se produirait la libération. Mais, sur ces problèmes militaires, relativement simples, se greffèrent des problèmes politiques, plus délicats, et difficiles à éluder. Derrière le souci d'organisation militaire,

il y avait une prise de position politique : ici, l'unanimité n'était plus possible. Certains auraient voulu que, au moment de la libération, le camp, en bloc, proclamât son ralliement à de Gaulle ; mais d'autres refusaient d'abandonner le terrain strict de la discipline militaire. Aussi, l'organisation de résistance s'était-elle recrutée finalement par le choix de ses premiers instigateurs, et par cooptation. Elle avait bien pris soin de placer à sa tête le doyen des officiers du camp. Mais comment celui-ci pourrait-il affirmer son autorité à la libération ? Comment concilierait-il les règles de la discipline militaire et celles du choix politique ? Tout cela provoquait d'inévitables remous. En fait, d'ailleurs, pas plus à Lubeck que dans la plupart des autres camps, cette résistance n'eut l'occasion de se déployer au grand jour et de montrer sa force réelle. La libération se fit sans violences, par l'arrivée d'une colonne de chars anglais, le 2 mai 1945. Les sentinelles, passives, se laissèrent désarmer.

Finalement cette volonté de résistance ne s'était traduite que par des actions dont il est difficile de mesurer la portée, et par des initiatives individuelles. A l'intérieur du camp, elle s'était manifestée par la propagande, l'activité intellectuelle, des conférences clandestines, la diffusion de tracts, de journaux, de brochures, qui arrivaient de France dans des colis. A la libération, ceux qui s'étaient préparés à jouer un rôle actif trouvèrent à s'employer ; de nombreuses tâches requéraient toutes les bonnes volontés. Les uns aidèrent les Anglais à installer une nouvelle administration dans la ville et dans le Kreis ; d'autres contribuèrent à maintenir l'ordre et notamment à sauver du pillage le dépôt de vivres constitué par la Croix-Rouge dans le port de Lubeck. Que ce soit pour rechercher et faire arrêter les Allemands les plus compromis et leurs collaborateurs, pour retrouver les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la *Wehrmacht*, les libérer et, au besoin, dépister les suspects qui se glissaient parmi eux, pour secourir les survivants de Bergen-Belsen ou de Neuengamme, le concours des prisonniers libérés de Lubeck ne manqua pas. Mais il s'agit alors d'actions individuelles, qui ne sont pas à mettre au compte d'une organisation collective de résistance. Et, sur ce point, Lubeck ne se différencie pas des autres camps.

En fait, camp spécial, Lubeck a d'ailleurs cessé de l'être en 1945 et pour bien des raisons. D'une part, le commandement allemand local a compris, devant l'évolution générale, qu'il serait dangereux de provoquer des incidents dont il porterait la responsabilité ; la discipline a perdu de sa brutalité. D'autre part, le camp a cessé d'être international. Les Yougoslaves et les Belges sont partis en août et septembre 1943, les Polonais en août 1944. A leur place, sont arrivés des Français d'un peu partout, ce qui a constitué un brassage général. Et, dans tous les camps, l'état d'esprit s'est uniformisé : l'unanimité anti-allemande, originalité de Lubeck en 1942, n'en est plus une en 1944-45. Comme partout, c'est le désordre : désorganisation des services par les bombardements, arrêt du

courrier et des colis, froid et famine (1). Mais Lubeck avait-il tout à fait perdu son caractère spécial ? Aux yeux des Allemands sans doute pas, si l'on en croit un bruit qui a alors couru le camp avec persistance : Hitler aurait ordonné son extermination en représailles du bombardement de Dresde (février 1945), mais l'ordre aurait été rapporté par Himmler par crainte de réactions alliées. Le bruit est naturellement incontrôlable. Mais, s'il n'apparaît pas invraisemblable, c'est que le camp de Lubeck avait toujours affirmé fermement, à travers toutes les vicissitudes et malgré les conditions équivoques de la captivité, son esprit de résistance à l'ennemi.

J.-M. D'HOOP.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Sur Lubeck comme sur la plupart des camps de prisonniers, la documentation est rare et fragmentaire. Les sources sont peu nombreuses. Les archives officielles ne sont généralement pas accessibles. Lorsqu'elles le sont, elles sont le plus souvent décevantes (c'est le cas des procès-verbaux de visites des délégués du *Comité international de la Croix-Rouge*). Les archives du camp ont disparu. La source essentielle d'information est constituée par les témoignages d'anciens prisonniers. Cette étude est fondée, avant tout, sur ces témoignages. Grâce à l'aide qui nous a été fournie par l'Amicale des Anciens de l'Oflag XC et son dévoué secrétaire général, M. Delacour, que nous sommes heureux de remercier ici, tous les anciens prisonniers de Lubeck ont reçu un questionnaire ; 10 % d'entre eux environ ont répondu : proportion très satisfaisante si l'on considère qu'un nombre égal de questionnaires n'est pas parvenu à ses destinataires (disparus pour des causes diverses ou dont l'adresse actuelle est inconnue) et que, parmi les autres, beaucoup ne pouvaient fournir de renseignements précis ou qui ne soient déjà connus. La plupart des réponses ont été des rapports écrits, parfois très détaillés. Certains témoins ont accepté de répondre oralement à de véritables interrogatoires. Enfin, quelques-uns nous ont confié des notes prises en captivité, et ces témoignages clandestins nous ont été particulièrement utiles. C'est le cas, notamment de MM. Fleury, Le Dantec, Krugell, Lewden, Stoeckel, que nous remercions tout spécialement. Enfin, quelques récits de captivité à Lubeck ont été publiés et notamment : Antony STERNBERG, *Vie de château et oflags de discipline, souvenirs de captivité* (Colditz, Lubeck) ; LE BRIGANT, *Les indomptables* ; P. Yves CONGAR, *Mémorial des évadés, anciens de Colditz et de Lubeck morts pour la France.*

(1) Lubeck a cependant été favorisé, grâce au déblocage de colis de la Croix-Rouge, stockés dans le port, et que la paralysie des transports empêchait d'acheminer vers les autres camps ; ils furent distribués en mars 1945.

1. Limites de la XVII[e] circonscription militaire (1938-1945). - **2.** Limites du stalag XVII B de 1943 à 1945

LES KOMMANDOS DU STALAG XVII B[1]

SOURCES ET LIMITES

Nous avons utilisé :

1° Les archives de l'homme de confiance central (Archives nationales) déjà utilisées pour notre étude du camp de base, et comprenant principalement :

— les *Rapports* aux autorités allemandes et les réponses de celles-ci ;
— la *Correspondance* (minutes départ) avec les kommandos, la Mission Scapini, le Comité international de la Croix-Rouge, les services de Vichy et de Paris ;
— le *Fichier* des kommandos ;
— les *Circulaires* aux kommandos ;
— les *Notes de tournées* dans les kommandos.

Les plus anciens de ces documents sont de janvier 1943.

2° Des documents communiqués par le Service historique de l'Armée :

— *Rapports de la Mission Scapini* (très succincts) ;
— *Déclarations en gare de Mâcon* de prisonniers rapatriés avant 1945.

3° Des *Notices* allemandes concernant les salaires et les conditions générales d'emploi de la main-d'œuvre prisonnière.

4° Les documents que nous possédons personnellement :

— *Journal* des démarches verbales de l'homme de confiance central ;
— *Minutes* des réclamations et vœux présentés par l'homme de confiance central aux délégués de la Mission Scapini et du C.I.C.R. ;
— *Archives* du camp de regroupement de *Gmünd* ;
— *Minutes de réclamations* datées de 1941, provenant des kommandos.

5° Enfin, des *Témoignages*, dont les extraits seront cités entre guillemets sans références (2).

(1) Cf. l'article de MORET-BAILLY, Le camp de base du Stalag XVII B, in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 25, janvier 1957.

(2) Il importe de noter :

1° Que si l'observation des prisonniers étrangers était dans une certaine mesure possible dans une étude du camp de base, elle ne l'est pas dans l'étude des kommandos, car tous les témoignages et documents que nous possédons sont d'origine française et ne mentionnent qu'incidemment les P.G. étrangers ; toutefois, on n'oubliera pas que les Belges étaient indistinctement mêlés aux Français dans la plupart des kommandos ;

2° Qu'en 1940 le Stalag XVII B s'étendait à l'Ouest sur la Haute-Autriche et la province de Salzbourg, mais que ces territoires en furent détachés en 1943 pour former le Stalag 398, beaucoup plus libéral que le XVII B ; afin de préserver l'unité de notre étude, nous n'avons pas tenu compte de cette portion de territoire, sauf dans les statistiques du début.

1940-1944 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

	Juill. 1941 (1)	Sept. 1941 (1)	Févr. 1942 (1)	Mai 1942 (1)	Juill. 1942 (1)	Déc. 1942 (1)	Nov. 1943 (1)	Juill. 1944 (2)
Total P.G.	66 000							34 000
Français seuls	44 000	43 000	35 409	31 559	32 193	31 700	19 292	15 000

Les variations ne correspondent pas seulement à des rapatriements, mais parfois aussi à des transferts d'un Stalag à l'autre. La chute des effectifs de décembre 42 à novembre 43 correspond à la création du Stalag de Haute-Autriche ; celle de novembre 43 à juillet 44 à la « Transformation », qui affecta 3 000 hommes à la fin de 1943, et à divers rapatriements.

1944 : RÉPARTITION DES P.G. FRANÇAIS DANS L'ÉCONOMIE RÉGIONALE (2)

Total des Français : 15 000.
Nombre de kommandos : 800 (français ou franco-belges))

Nature des emplois	Nombre de P.G.	Pourcentage
Petite culture	8 800	60
Grande culture	300	
Artisans, emplois tertiaires	480	3
Au service d'unités de l'armée	400	2,6
Industrie métallurgique	1 900	22,8
— du bois	480	
— pétrolière	680	
— chimique	100	
Chemins de fer, transports	260	
Non répartis dans l'économie régionale (3).	1 700	11,2

Ces chiffres font ressortir les caractères propres du Stalag XVII B ; d'une part, une extrême dispersion des P.G. français : 13 300 hommes pour 800 détachements dont deux seulement dépassaient 200 hommes ; d'autre part, une forte prédominance de la main-d'œuvre agricole. En effet, la Basse-Autriche occidentale et septentrionale est vouée à la petite culture ; les industries étaient de petites entreprises familiales, à l'exception des exploitations pétrolières de Zistersdorf et des usines de Saint-Valentin ; enfin le secteur ne possédait aucune grande ville (Krems : 44 000 habitants ; Saint-Pölten : 23 000 ; Amstetten : 11 000).

(1) D'après les *Rapports de la Mission Scapini*.
(2) D'après le *Fichier* des kommandos.
(3) Services du Stalag, service de santé, aumôniers, hommes de confiance.

DÉFINITIONS ET CONDITIONS GÉNÉRALES

On appelait *Arbeitskommando* (détachement de travail) un groupe de prisonniers formant unité, dont la *Wehrmacht* assurait la garde et l'entretien, et qu'elle louait par contrat à des employeurs civils ou militaires. Certains étaient en bloc à la disposition d'un seul employeur ; mais dans la majorité des cas, les P.G. se dispersaient chaque matin vers des lieux de travail multiples. L'unité du groupe se définissait donc essentiellement par l'encadrement et le domicile.

Les détachements étaient classés, de par la nature des contrats, en trois catégories : agriculture, emplois commerciaux ou industriels, administration militaire. A cette dernière catégorie appartenait la main-d'œuvre louée par le Stalag à des corps de troupe pour l'entretien ou l'aménagement de leurs installations : terrains d'aviation, casernements, abris de défense contre avions, etc. Chaque kommando portait un numéro flanqué de la lettre B, indicatif du Stalag, et des lettres GW (*Gewerbe*, industrie), HV (*Heeresverwaltung*, administration militaire), L (*Landwirtschaft*, agriculture).

Les troupes de garde, sous le commandement du colonel qui résidait au camp de base de Gneixendorf, avec les services généraux, étaient fournies par douze compagnies, dont chacune répondait d'un ressort territorial. Dans chaque compagnie, un officier inspecteur et quelques sous-officiers itinérants veillaient à l'application des ordres.

Au début, les effectifs des détachements français ou franco-belges variaient entre la demi-douzaine et le millier. Les plus importants se trouvaient sur le territoire devenu plus tard le Stalag 398 ; certains, affectés à des travaux de terrassements (autostrades), furent dissous ou remplacés par des étrangers, civils ou prisonniers de guerre. A la fin de la captivité, le plus important kommando du Stalag XVII B comptait un peu plus de 300 hommes.

Le contrat engageait le Stalag a fournir à l'utilisateur un nombre donné de prisonniers. Il était fixé uniformément pour chaque genre d'emploi. Mais certaines clauses ont varié dans le temps. En septembre 1943, la main-d'œuvre prisonnière a bénéficié d'une plus-value correspondant aux besoins des effectifs combattants. Les salaires, sauf dans l'agriculture, furent relevés, et surtout plus différenciés selon l'emploi : un barème les adaptait à ceux de la main-d'œuvre allemande, auxquels ils restaient cependant inférieurs.

Par ailleurs, il ressort des clauses générales que les Allemands tenaient beaucoup aux discriminations. Le salaire d'un prisonnier soviétique était inférieur à celui d'un Polonais, lui-même inférieur à celui d'un Occidental. Les mêmes différences se retrouvaient dans les redevances dues par l'employeur au Stalag, et dans les subventions allouées par le Stalag à l'employeur (sauf dans l'agriculture) pour la nourriture et le logement. De plus, les Soviétiques seuls étaient exclus de la législation sur les accidents du travail.

Les militaires de l'encadrement devaient non seulement, assurer hors du travail leurs fonctions de garde et d'administration, mais aussi veiller à ce que l'employeur assurât aux P.G. « un traitement juste, une nourriture suffisante, un logement décent ». En cas de mauvaise volonté, le Stalag se réservait le droit de retirer les prisonniers. Une notice spéciale précisait que les civils ne devaient avoir avec les prisonniers que des rapports limités aux besoins du travail, exempts de familiarité comme de rudesse inutile. Les injures et les coups étaient interdits.

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE, LES VOIES DE RECOURS

« Dans toute localité où se trouvent des prisonniers de guerre, ceux-ci seront autorisés à désigner des hommes de confiance chargés de les représenter vis-à-vis des autorités militaires et des Puissances protectrices. Cette désignation sera soumise à l'approbation des autorités militaires » (*Convention sur le traitement des Prisonniers de guerre*, 1929, art. 43). Il était précisé, en outre, que la correspondance de l'homme de confiance avec les autorités militaires ne devait pas être limitée, et qu'il ne pouvait être poursuivi à l'occasion d'une plainte même reconnue sans fondement. L'homme de confiance assurait la réception et la répartition des envois collectifs.

En fait, il y eut un homme de confiance élu, non pas dans chaque localité, mais dans chaque kommando. Il fut d'abord indifféremment Français ou Belge, jusqu'au jour où les vivres collectifs, d'abord mis en commun, furent séparés par décision de l'homme de confiance central belge, en avril 1943 ; il fallut alors un homme de confiance pour chaque nationalité.

Dans les kommandos de plus de 50 hommes, l'homme de confiance était exempt de travail et percevait un salaire à la charge de l'employeur. En outre, dans les kommandos les plus importants, un interprète lui était adjoint.

La Convention de Genève n'avait pas prévu les hommes de confiance centraux, chargés de représenter, devant les services généraux du Stalag l'ensemble des prisonniers d'une nationalité. Cette fonction fut dévolue à l'homme de confiance élu au camp de base : c'est à lui que s'adressaient les représentants des kommandos quand ils ne pouvaient régler eux-mêmes leurs difficultés. Assisté d'un adjoint et d'un service de dix hommes, il traitait pour l'ensemble des Français du Stalag les affaires civiles (mariages par procuration, successions, divorces, etc.) ; il gérait les mouvements de fonds de l'Œuvre d'entraide, les secours en vivres, habillement, matériel de loisirs ; il étudiait et éventuellement présentait les réclamations collectives ou individuelles, dont il prenait d'ailleurs souvent l'initiative. Les affaires relevant du Tribunal militaire furent confiées en mars 1944 (plus tard que dans les autres Stalags) à un avocat-conseil ; devenu homme de confiance central lui-même en août 1944, il garda ces fonctions par surcroît.

A considérer les deux plus importantes de ces attributions, la gestion des secours collectifs et la représentation des P.G. auprès du commandement du Stalag, on peut estimer que les difficultés se rencontraient surtout à l'Intendance allemande et à l'Abwehr.

L'Intendance devait notamment vêtir les P.G. Elle disposait des effets dits « prises de guerre », qu'elle pouvait évidemment distribuer à sa guise aux prisonniers de toutes nationalités. Elle ne disposait pas des stocks envoyés collectivement aux P.G. par l'État français ou par des organismes charitables. Ces stocks dits « Croix-Rouge », parce que la Croix-Rouge inter-

nationale en assurait le transport, emmagasinés au camp de base sous le contrôle de l'homme de confiance central, étaient répartis par lui entre les 6 magasins d'habillement, où ses délégués les distribuaient aux hommes de confiance des kommandos. Mais l'Intendance s'efforçait avec persévérance d'intervenir dans cette répartition et d'utiliser les effets « Croix-Rouge » comme remplacement pour les prises de guerre qu'elle détournait de leur destination naturelle. Le conflit s'étendait à la gestion des cuirs « Croix-Rouge », réservés aux réparations des chaussures françaises, et que les Allemands essayaient d'utiliser pour les prisonniers d'autres nationalités (ce qui revenait à les utiliser à leur profit), et aux vêtements « Croix-Rouge » hors d'usage, dont ils essayaient de récupérer la laine cependant que l'homme de confiance central ordonnait de les détruire. Il fut parfois assez aigu pour amener le commandement à déplacer certains délégués de l'homme de confiance dans les centres d'habillement, et même à destituer le second homme de confiance central.

Quant à la nourriture, le jeu des Allemands consistait à faire entrer les vivres « Croix-Rouge » dans le cycle normal de leurs prestations obligatoires, c'est-à-dire à faire pression sur le représentant des P.G. français pour qu'il fournît des rations de complément aux détachements mal nourris par eux. Les discussions à ce sujet entre l'homme de confiance central et les autorités du Stalag durèrent exactement jusqu'à la fin de la captivité.

L'Abwehr s'ingéniait, avec sa crainte maladive des conspirations, à entraver les liaisons de la Confiance centrale. Contrairement à l'usage des Stalag voisins, où non seulement l'homme de confiance central, mais aussi ses adjoints directs, circulaient librement dans le ressort de leur administration, le Stalag XVII B ne tolérait que les déplacements de l'homme de confiance en personne, les soumettait à un préavis de 6 jours, les interdisait fréquemment sous des prétextes futiles, et leur imposait l'escorte d'un *Sonderführer*. Les visites des hommes de confiance des kommandos au camp de base, assez fréquentes d'abord, furent interdites sitôt le troisième homme de confiance central entré en fonctions. Enfin, la Confiance centrale devait administrer sans intermédiaire les 800 détachements du territoire, l'Abwehr s'étant opposée à l'institution d'hommes de confiance de compagnies, admise dans la plupart des autres Stalags. Le seul moyen de liaison était donc la correspondance ; mais un échange de lettres entre un kommando et la Confiance centrale durait 15 jours ; en effet, les lettres passaient par les compagnies, qui, intéressées par les réclamations éventuelles, les interceptaient souvent, et en tout cas ne les acheminaient qu'avec une diligence modérée.

Ces difficultés échappaient aux hommes de confiance des petits kommandos ruraux, aussi prompts à confier à leur chef de poste le soin de correspondre avec le Stalag qu'à brocarder l'impéritie de l'homme de confiance central. Et quand d'aventure une réclamation contre un employeur, ayant suivi sa filière normale, était reconnue fondée par l'autorité militaire, il restait à y donner suite : on peut assister dans les échanges de rapports entre l'autorité militaire et l'homme de confiance central à la répétition inlassable des mêmes réclamations contre les mêmes firmes.

LE TEMPS DE LA SOUMISSION

La vie des prisonniers durant la première année, la plus dure, ne nous est connue que par des témoignages et par quelques brouillons de réclamations de 1941. Essayons d'en dégager les gros traits.

La plupart des kommandos industriels ne furent constitués que plus tard. La masse des P.G. fut d'abord déversée dans l'agriculture, où beaucoup d'entre eux trouvèrent leur affectation définitive, et sur des chantiers de travaux publics.

Être envoyé chez un « Bauer » était une aubaine : on échappait à la vermine du camp de base, à son entassement, à la famine, aux fouilles et autres tracasseries de l'*Abwehr*. Désormais, il suffirait d'agiter l'épouvantail du *Zurück Stalag* pour stimuler chez le P.G. les réflexes producteurs. Le village accueillait les nouveaux venus en la personne du maire, accompagné le plus souvent du *Bauernführer*, personnage politique. Les employeurs faisaient leur choix comme sur un marché d'esclaves, selon les musculatures et les professions. On les installait dans une salle d'auberge sommairement meublée de lits sans draps, plus souvent de simples planches, ou dans quelque grange abandonnée. Peu à peu, de nombreux prisonniers prirent l'habitude de passer la nuit chez leur patron, ne venant plus au domicile du kommando que pour prendre leur courrier ; mais cette pratique fut énergiquement proscrite par l'*Abwehr*. De toutes façons, les prisonniers d'un détachement agricole n'avaient guère de vie commune, à moins qu'ils ne prissent leurs repas ensemble, ce qui était peu fréquent. Levés tôt, couchés tôt, ils partageaient presque tous le repas et la prière de la famille qui les employait. Cette symbiose les amènera peu à peu à partager aussi ses intérêts : ils diront « mon cheval, mon pré », à la grande indignation de ceux qui n'avaient pas dépouillé l'esprit combattant. C'est que, dans l'ensemble, la sympathie immédiate de la population autrichienne désarma au moins les plus pacifiques. Les passants leur glissaient un pain, un quartier de lard, ou un salut aimable qui rassurait ces exilés en un temps où leur moral était en plein désarroi. Les gendarmes eux-mêmes étaient débonnaires. Dans un village de l'Est, un Français avait l'habitude d'écouter la radio chez son patron. Averti par une voisine malveillante, le brigadier vint lui recommander plus de prudence.

Pourtant, il faut apporter quelques correctifs à ce tableau. Autant la population, dans l'ensemble, était favorable aux prisonniers, autant l'encadrement leur était hostile. C'étaient encore de jeunes soldats, qui n'avaient pas vu le front. Les abus étaient nombreux. En voici un exemple entre autres :

Un caporal chef de kommando réveille souvent la nuit les P.G. pour une fouille. Il les insulte, les menace de son révolver, tire du lit ceux qui se disent malades, les contraint à partir au travail. Fréquemment ivre avec les deux soldats qu'il a sous ses ordres, il amène le dimanche des femmes au kommando et « humilie les prisonniers devant elles ». Il fait lever tout le monde à 4 heures du matin ; les P.G. attendent une heure dans la cour le moment de partir au travail. L'homme de confiance du kommando s'est plaint auprès du maire ; celui-ci, appuyé par l'un des employeurs, a fait une démarche à la Compagnie, qui a envoyé l'officier inspecteur. Mais celui-ci a été dirigé par le caporal vers un cultivateur hostile aux prisonniers, qui l'a traité et neutralisé. Conclusion de l'enquête : les réclamations émanent de prisonniers communistes qui font de la propagande anti-allemande. En représailles, le kommando entier a dû faire plusieurs kilomètres en courant, poussé par les baïonnettes des soldats. L'un de ceux-ci a menacé de son arme un spectateur, soldat du front en permission, qui manifestait son indignation (1).

Les abus de ce genre, sans être généraux, étaient assez répandus.

(1) *Minutes de réclamations*, de 1941.

Dans les gros kommandos de travaux publics, la situation matérielle et morale était assez différente. N'ayant aucun rapport avec les civils, soumis constamment à la surveillance des contremaîtres et des gardes, les prisonniers avaient davantage besoin des compensations d'une vie collective. Plus nombreux, ils en avaient aussi les moyens. Presque partout, ces détachements connurent, dès le début, des récréations sous forme de représentations organisées par eux, des cours du soir pour lesquels le dévouement des instituteurs ne faisait jamais défaut. Presque partout aussi, les témoignages font ressortir une attitude ferme à l'égard de l'encadrement, et peu d'ardeur au travail : sous le regard des camarades, chacun se targuait d'en faire le moins possible. Au reste, la demi-famine ne favorisait pas le rendement ; elle favorisait, au contraire, le resserrement des liens de camaraderie et la mise en commun des pommes de terre dérobées dans les champs, ou des petits pains glissés dans une poche par quelque passant. Ainsi s'ébauchait dans ces camps une société cellulaire, prête à réagir aux événements que l'on commentait avidement, et qui se cherchait une conscience collective.

Là aussi, les abus de pouvoir étaient fréquents. Dans un kommando de 400 hommes, commandé par un lieutenant, les prisonniers sont à leur travail de terrassement de 6 à 16 heures. Ils ne mangent qu'à leur retour. Toute interruption du travail provoque les brutalités des gardes et des chefs d'équipes, et entraîne la privation de pain. Le repas de 16 heures comprend : une boule de pain pour 5 hommes et une gamelle de soupe claire. Tout prisonnier qui reçoit un colis personnel paye un tribut de 1,50 à 7 marks ; les formules de lettres sont vendues 10 pfennigs. Certains hommes n'ont pas de chaussures et travaillent les pieds enveloppés de chiffons (hiver 1940-41) (1).

Il faut mentionner à part le camp de Döllersheim, où le Stalag concentra en 1940 des Juifs, des légionnaires et des « apatrides », c'est-à-dire les volontaires étrangers. Neuf cents hommes s'y entassaient dans des baraquements, à proximité de la bourgade d'Allentsteig, au centre d'un terrain de manœuvres. Ce plateau aride, au climat sévère, était assez sinistre. On n'y rencontrait que des unités en période d'exercice, des bataillons disciplinaires de la *Wehrmacht* ; on n'y entendait que les vociférations rauques des *feldwebel*. Les prisonniers y étaient livrés à la hargne d'un sous-officier de la Légion étrangère, qui jouait là le triste rôle des « Kapos » des camps de concentration : appel à toute heure, exercices de reptation dans la neige ou la boue, injures, privations et brimades de toutes sortes, ce régime dura plus d'un an. La Mission Scapini s'étant émue, le commandement du Stalag y mit fin par la dissolution du camp de Döllersheim ; les prisonniers furent envoyés au travail chez des employeurs civils des environs immédiats ; quant à leur persécuteur, transféré au Stalag, il fut rossé par d'autres légionnaires. Les Allemands s'en désintéressèrent.

(1) *Minutes de réclamations*, de 1941.

VERS LA STABILITÉ

A partir du milieu de 1941, les conditions générales de la captivité s'améliorèrent.

Le nouveau front de l'Est exigeait des troupes. Progressivement, les jeunes soldats de l'encadrement furent remplacés par des réservistes plus âgés, moins influencés par la situation politique issue de l'*Anschluss*, et naturellement enclins à humaniser la discipline. Les brutalités, les injures cessèrent presque totalement. Certes, il y en aura jusqu'à la fin ; certaines compagnies, comme celle de Horn, se refusaient à les réprimer ; certains kommandos, comme le 105 GW à Saint-Pölten et surtout ceux de Saint-Valentin et de Spratzern, dont nous reparlerons, paraissent avoir échappé à tout effort de normalisation. Mais en général, des rapports moins tendus s'établirent entre les P.G. et leurs gardes, et l'on peut accorder une valeur moyenne à ce témoignage : « Chacun de ces gardiens agissait envers nous, tout en observant les ordres, davantage suivant son tempérament que d'après une idéologie... L'un d'eux, très sévère quant à l'observation du règlement, nous était dévoué quand il s'agissait d'améliorer notre existence. Un autre aimable, distingué, bien élevé, nous protégeait quand le fermier était trop exigeant et menaçait celui-ci, s'il le fallait, mais ne transigeait pas avec ce qu'il croyait être son devoir. A côté d'eux, il y avait des hommes sans conscience, sans scrupules, qui se laissaient acheter par les fermiers ou par les prisonniers eux-mêmes. Aucun ne nous a volés, certains nous ont menacés, peu nous ont brimés. »

Parallèlement, surtout dans l'agriculture, des habitudes de confiance réciproque modifiaient les relations entre prisonniers et employeurs. D'ailleurs, très souvent, le cultivateur mobilisé devait laisser le prisonnier maître de son entreprise et protecteur de sa famille.

Cette évolution aboutit en 1942 à la mesure de desserrement du gardiennage qui reçut le nom d'*Auflockerung*.

Appliquée à la discrétion du commandement du Stalag, d'abord aux kommandos agricoles, puis à quelques kommandos industriels, cette mesure donnait aux prisonniers toute liberté de circuler dans un certain périmètre, même en dehors des nécessités du travail. Les limites pouvaient atteindre ou dépasser celles de la localité ; presque toujours le contrôle, confié à la gendarmerie, était assez lâche pour que les prisonniers n'en ressentissent point la contrainte.

Le Haut Commandement opérationnel put ainsi récupérer un grand nombre de mobilisés qui allèrent grossir les rangs des combattants de l'Est. La même nécessité est, sans doute, à l'origine de la « Transformation » des prisonniers de guerre en travailleurs civils au cours de l'année 1943. Comme partout ailleurs, cette opération fut réalisée par kommandos entiers ou fractions importantes de kommandos, c'est-à-dire dans la mesure où elle permettait de réduire le gardiennage. Les prisonniers étaient consultés collectivement. Des *Sonderführer* itinérants leur expo-

saient les avantages de la transformation : faculté de porter des vêtements civils, suppression de tout contrôle militaire, liberté de circulation ; mais l'interdiction d'avoir des rapports avec des femmes allemandes n'était pas levée (1).

Les offres de transformation (plus précisément : de congé de captivité) soulevèrent parmi les prisonniers des polémiques passionnées. Les uns étaient attirés par la liberté de prendre le train, de pénétrer dans les cinémas, les églises, les cafés et autres lieux publics, par les possibilités d'évasion, par les moyens de correspondance illimités avec leur famille ; les autres voyaient dans le statut militaire une protection préférable à l'arbitraire policier ; les plus fermes se refusaient à aider l'armée allemande dans sa course aux effectifs. La propagande allemande ne prit, nulle part, l'allure d'une contrainte ; il fut précisé cependant qu'un prisonnier à qui le congé de captivité était proposé, et qui le refusait, serait exclu de tout rapatriement prématuré. L'homme de confiance central fit clandestinement une campagne contre la transformation. Finalement, 3 000 hommes optèrent pour ce nouveau statut (2).

Un encadrement émoussé, soucieux d'éviter les « histoires » ; dans les kommandos « desserrés », la pression de l'appareil militaire levée, sauf du soir au matin ; de nouveaux contacts avec le monde extérieur offerts par l'entremise des « transformés » : tels furent les facteurs qui, progressivement, donnèrent aux kommandos leur physionomie définitive. Ils ne jouèrent pas également partout ; quelques exemples vont nous révéler de profondes différences entre plusieurs types de kommandos.

DANS L'AGRICULTURE

Dans le *Fichier des kommandos* (3), chaque fiche porte au recto des renseignements signalétiques, et au verso les références de la correspondance

(1) Cette interdiction n'était pas fondée, comme le croyaient tous les P.G., sur les lois raciales, mais sur le règlement général des camps de P.G. Pour obtenir une répression plus sévère que la simple procédure disciplinaire ne l'eût permis, l'OKW appliquait aux contrevenants l'article 92 du Code militaire, visant le « crime de désobéissance grave » ; les peines prononcées allaient de 3 à 5 ans de forteresse ou de travaux forcés en cas de rapports sexuels consommés. Que cette procédure restât applicable à des hommes qui, précisément, échappaient par ailleurs aux règlements des camps, montre bien le grave danger que les Allemands voyaient dans des relations trop étroites entre la population et les étrangers.

(2) Un officier supérieur, chargé par Vichy d'une mission d'information, nota dans son rapport que si la transformation continuait au Stalag XVII A, elle paraissait stoppée au XVII B, et en rendait responsable l'hostilité de l'officier-conseil. Nous n'avons pu découvrir si ce personnage épiphénoménal, qui avait engagé les sous-officiers du camp de base à travailler, a joué un rôle quelconque dans la transformation ; mais il est bien établi par les témoignages et par les *Déclarations en gare de Mâcon*, qu'il passait pour collaborateur et ne pouvait guère influencer les prisonniers. En revanche, le rapport cité est confirmé par les témoignages lorsqu'il constate « un complexe d'infériorité chez les transformés » qui « souffrent du mépris des autres et regrettent que la transformation n'ait pas été autoritaire ». Mais ce malentendu ne dura pas. Les transformés améliorèrent très vite leurs rapports avec leurs camarades demeurés dans l'encadrement militaire, auxquels ils rendaient de nombreux services.

(3) Établi en juillet 1944.

échangée entre la Confiance centrale et le kommando, ainsi que des démarches qu'il a occasionnées. Or, il est frappant que, parmi les kommandos agricoles, les démarches sont si rares qu'elles peuvent être tenues statistiquement pour négligeables ; quant à la correspondance, elle concerne surtout des questions privées ou d'administration pure. De très nombreux kommandos agricoles n'ont pas écrit une seule fois à la Confiance central.

Autre observation : beaucoup de prisonniers qui travaillaient en Haute-Autriche ont ignoré, et ignorent encore, que ce territoire a cessé de faire partie du Stalag XVII B en 1943 ; or, après cette séparation, ils avaient à s'adresser pour toutes leurs démarches à une autre administration, à un autre homme de Confiance central, résidant dans la région de Linz. Ces liaisons n'ont donc pas eu dans leur existence de prisonniers, une très grande importance. De fait, des témoins qui furent hommes de confiance de kommandos agricoles nous disent n'avoir jamais eu l'idée de faire passer leurs réclamations, quand ils en avaient, par l'homme de Confiance central : ils s'adressaient à leur patron ou au chef de poste, et ne cherchaient pas à savoir la suite de la procédure.

Enfin, on voit dans de nombreuses lettres l'homme de confiance central rappeler ceux des kommandos agricoles à leurs obligations, et parfois dans des cas graves : le 2 janvier 1944, il demande des précisions à la suite de l'arrestation d'un prisonnier par la police dans le dortoir du kommando ; l'homme de confiance local n'avait pas songé à l'en informer ; il le fut, par des voies clandestines.

Telle est la caractéristique commune de la plupart des kommandos agricoles : ils ignoraient les services du camp de base et les voies de recours ; ils vivaient une existence autonome, différenciée seulement par le jeu des influences au sein du groupe, le zèle de l'encadrement, la nature du travail : les kommandos de viticulture ne ressemblaient pas à ceux du *Waldviertel*, au sol ingrat et au climat rude. En somme, ils étaient déterminés essentiellement, voire exclusivement, par la psychologie locale et la géographie, et échappaient au champ magnétique de la société prisonnière.

Une relative prospérité matérielle régnait dans ces petits groupes, grâce aux trocs favorisés par le chocolat des colis, grâce aussi aux besognes diverses d'abattage clandestin ou de marché noir, pour lesquelles les paysans autrichiens pouvaient utiliser les prisonniers sans risque de délation.

Un phalanstère florissant

Dans la région vallonnée qui s'étend au sud du Danube, non loin de Scheibbs, un kommando est installé au sommet d'une colline. De la plus proche agglomération, on s'y rend en une heure par un chemin non carrossable. Vingt hommes, dix Français et dix Polonais, y vivent dans une baraque assez confortable, et exploitent un domaine agricole sous le contrôle intermittent d'un chef de culture. Leur gardien fait figure de vague fonctionnaire en uniforme démoralisé par l'ennui, et qui les compte de loin en loin, par passetemps. Aucun gradé n'est à craindre dans ce lieu difficilement accessible.

Les P.G. ont, peu à peu, rassemblé des biens indivis : une vingtaine de poules, deux coqs, une cinquantaine de lapins, dans des installations qu'ils ont construites eux-mêmes. Encore faut-il protéger ce cheptel contre les rôdeurs : aussi ont-ils entouré les abords de leur baraque d'une solide

clôture. Abondamment nourris, libres dans l'exil, ils travaillent en chantant, et nul ne songe à l'évasion : le risque serait trop grand, une fois repris, de retomber dans une captivité véritable. Ils vont eux-mêmes, au mépris des règlements de l'*Abwehr*, chercher leurs colis à la poste du bourg.

Leurs dimanches sont parfois égayés par des visites : de 15 km à la ronde, des kommandos « desserrés » viennent à la belle saison partager avec eux les produits de la basse-cour.

Sept hommes dans une soupente

Dans la même région, à la périphérie d'une petite ville, sept prisonniers français travaillent pour une coopérative agricole à des manutentions. Logés et nourris chez un sociétaire, ils ne fréquentent pas leurs camarades du kommando industriel tout proche, et qui, comme eux, bénéficient du « desserrement ». Pourtant, ils ne s'entendent pas entre eux, et chacun vit pour soi. L'un travaille comme une bête de somme, pourvu qu'on lui donne du cidre ; tous les soirs, le réduit qui leur sert d'habitat est plein de ses querelles d'ivrogne. Un autre admire Hitler et le dit ; il est suspect, chacun surveille ses propos devant lui. Un troisième, Flamand du Pas-de-Calais, souffre d'être illettré, de mal s'exprimer en français, et s'efface ; il s'acharne au travail, lui aussi, mais pour de l'argent, car sa famille vit dans une profonde misère ; au demeurant, il a pour fonction d'assommer le buveur de cidre à l'heure du sommeil. Les autres vivent comme des végétaux, sans communication entre eux. Seul, un Parisien, le seul citadin du groupe, s'en va presque chaque soir respirer au kommando voisin un air moins pesant ; aussi est-il jugé « fier », sauf par le Flamand analphabète qui lui confie sa correspondance.

Les hommes de ce kommando sont restés cinq ans dans cette cohabitation forcée, et se sont ignorés. Leur employeur, le gérant de la coopérative, était exigeant et dur ; la famille qui les hébergeait ne leur montrait aucune sympathie, et leur « Posten » appliquait ses consignes avec un zèle tracassier.

Dans les vignes

Non loin de Krems, en plein vignoble, 55 Français et 5 Belges. A la demande de l'homme de confiance du kommando, l'homme de confiance central leur rendit visite. Il nota, en résumé : « Logement, 4 chambres dans une maison délabrée ; pas de réclamations, sauf lumière un peu faible. — Repas pris individuellement chez les employeurs. — Travail : agriculture, viticulture ; pas de réclamations, sauf contre deux employeurs. — État moral : mauvais. La majorité est abîmée dans l'ivrognerie ; rixes fréquentes, pas de cohésion. L'homme de confiance, aidé par quelques camarades, s'efforce en vain d'organiser des distractions saines ; il demande du matériel de sport. »

Il est évident qu'une fois pris par la boisson, les hommes l'étaient aussi par les intérêts de leurs employeurs, et redoutaient par-dessus tout de quitter ces lieux. Mais d'autres kommandos de viticulture présentaient une physionomie assez différente :

La belle équipe

A la même époque, l'homme de confiance central visita un détachement d'importance comparable (45 hommes), situé dans les vignobles de Retz. Tandis que, dans le cas précédent, il avait été accueilli seulement par deux ou trois camarades — ceux que préoccupait l'état moral du groupe — il trouva là une véritable équipe, solidaire, dynamique, organisée. Il n'y était pas attendu ; mais, dès son arrivée, le responsable du kommando envoyait

chercher chez leurs employeurs respectifs tous ses camarades. Non seulement ceux-ci se donnèrent congé, mais ils apportèrent en cet honneur les meilleures bouteilles de la cave, la vaisselle des jours de fête, l'argenterie. Cela fit un véritable banquet — où fut convié sans façons le *Sonderführer* d'escorte — et au cours duquel les hommes du kommando questionnèrent avidemment leur visiteur sur ses difficultés, sur les événements, tout heureux de cette diversion.

Ainsi, les kommandos agricoles, en marge de l'appareil qui, théoriquement, les rattachait aux services centraux du Stalag, s'érigeaient en sociétés autonomes et organisées dans la mesure où ils trouvaient en leur sein un jeu d'influences favorables. Mais presque tous se diluaient plus ou moins dans la population.

LES KOMMANDOS URBAINS

Les usages administratifs du Stalag rattachaient, à la catégorie « GW », le type de kommando que nous appellerons urbain ; il se distinguait tant des kommandos industriels qu'il convient de lui faire une place à part.

Implantés dans la plupart des agglomérations urbaines, ces kommandos mettaient à la disposition des artisans, commerçants et petits entrepreneurs locaux la main-d'œuvre prisonnière : plombiers, charcutiers, électriciens, manutentionnaires, vendeurs, horlogers.

Tout concourt à faire apparaître ces détachements comme les plus heureux. La diversité des emplois et des horaires de travail obligeait l'encadrement, même avant le « desserrement », à tolérer pratiquement une liberté de circulation entière. L'effectif, généralement plus élevé que celui d'un détachement agricole, et la durée du travail plus réduite, permettaient le dégagement de cadres internes, l'organisation d'une vie commune et parfois de loisirs culturels. Les plus importants de ces kommandos se trouvaient à Krems (60 à 70 hommes), à Saint-Pölten (100 à 150), et à Amstetten (200 dont une dizaine acceptèrent la transformation).

Krems

Le logement était à peu près semblable à une baraque du camp de base à lits superposés, mais avec un peu plus de confort. En dépit des crises d'aigreur, des conflits de caractère, qui parfois, comme partout ailleurs, empoisonnaient l'atmosphère, il régnait une bonne entente, qu'un homme de confiance émérite savait entretenir. Comme partout aussi, les rapports avec la population étaient bons. Mais les rapports avec l'encadrement étaient très tendus : fouilles fréquentes, tracasseries quotidiennes.

Les conditions de travail allèrent sans cesse en s'améliorant. Les prisonniers, d'abord manutentionnaires ou manœuvres, furent promus peu à peu à des qualifications plus élevées. Tel qui, en 1941, déchargeait des wagons pour un négociant de la ville, se vit confier plus tard le magasinage, puis les livraisons, y compris les encaissements et toutes les responsabilités de l'emploi.

Cette promotion peut être constatée dans tous les kommandos de toutes natures. Elle correspondait à la pénurie croissante de main-d'œuvre

civile qualifiée. Elle rendait les prisonniers indispensables et obligeait les Allemands à toutes sortes de complaisances : aussi les liaisons dangereuses restaient-elles impunies, tant qu'elles n'étaient pas formellement dénoncées à l'autorité. Les prisonniers profitaient de cette situation pour améliorer leur confort : Un marchand de charbon, ayant surpris son prisonnier à dérober un sac d'anthracite pour les besoins du kommando, porta plainte. Le coupable arrêté après enquête fut relaxé aussitôt : son employeur, qui ne pouvait se passer de lui, avait retiré sa plainte.

Le marché noir liait encore davantage les employeurs aux prisonniers. Le courant le plus important était un échange d'appareillage radio-électrique contre des colis américains ; les deux bouts de la chaîne étaient les prisonniers américains de Gneixendorf (tous sous-officiers et dispensés de travail), et le gérant d'un commerce d'électricité de Krems ; les hommes du détachement assuraient le transport et le recel.

Le groupe le plus mal partagé du kommando était celui qui travaillait dans une petite usine d'armements voisine. Tandis que les autres n'avaient d'autre horaire que les nécessités de leur travail (« s'il fallait décharger un wagon, même le dimanche, on y allait »), ce groupe était soumis au rythme de l'usine, plus malaisément accepté. L'absentéisme y était beaucoup plus élevé que chez les artisans et spécialistes. En utilisant deux thermomètres, dont l'un était subtilisé à l'autre au bon moment, on prouvait au chef de poste qu'on avait la fièvre ; ou bien un seau d'eau lancé dans l'escalier lors du départ de l'équipe, comme par maladresse, justifiait une glissade malencontreuse sous l'œil apitoyé des « Posten », qui aidaient la victime à se relever parmi d'atroces gémissements. Les changements d'hommes de garde étaient assez fréquents pour permettre l'emploi répété de ces artifices.

A la fin de la captivité, une réelle sympathie existait entre la population de Krems et les P.G. français. Ceux-ci affectaient de se réjouir bruyamment quand la ville était bombardée, mais auraient été peinés s'il y avait eu des victimes. En mars et avril 1945, les S.S. terrorisèrent la ville. Ils ne s'occupaient pas des prisonniers, maix ceux-ci éprouvaient un profond sentiment de solidarité envers les habitants.

Les kommandos urbains se ressemblaient beaucoup entre eux, avec quelques variantes : ainsi celui d'Amstetten entretenait des loisirs culturels (théâtre, orchestre). Les témoins notent dans chacun l'absence de discussions politiques. « Pétain était accepté comme un moindre mal, puisqu'il représentait un Gouvernement en place. »

Ces détachements pénétraient dans la population autant que les kommandos agricoles. Mais ils formaient des sociétés plus évoluées, où les relations extérieures et la cohésion interne s'équilibraient.

LES USINES

Tandis que, dans les exemples précédents, les prisonniers étaient, isolément ou par petits groupes, au service d'employeurs multiples, un kommando d'usine travaillait en bloc pour une seule entreprise, qui

assurait son logement et sa nourriture. Les conditions matérielles étaient naturellement très variables. Tantôt une équipe de P.G. cuisiniers préparait les repas pour le kommando ; tantôt les hommes mangeaient à la cantine de l'entreprise ; tantôt enfin un traiteur extérieur leur envoyait les repas. La caractéristique commune était un encadrement rigide, facilité par les horaires de travail uniformes, et une réclusion complète ; très peu de kommandos d'usines bénéficièrent du « desserrement ».

Une entreprise libérale : Traismauer

Le 36 GW à Traismauer travaillait dans une usine de métallurgie qui fabriquait notamment des pièces d'aviation. Elle employait de 2 à 300 prisonniers français, belges et polonais ; les premiers étaient en forte majorité. Presque tous manœuvres au début, ils furent peu à peu affectés à des emplois spécialisés. Tous ont refusé la transformation.

Logement : trois baraques neuves, confortables, spacieuses, avec douches et eau chaude à discrétion. Une quatrième baraque servait de salle de loisirs et de chapelle. Des équipes d'administration et d'entretien échappaient au travail des ateliers : l'homme de confiance, son suppléant, deux interprètes, trois hommes de corvées, un tailleur, un cordonnier, un factotum, un infirmier ; il y avait une petite infirmerie ; enfin un aumônier était également affecté au kommando. Une telle abondance de services généraux pouvait être mise au crédit de la firme, car dans la plupart des détachements d'usine, seul l'homme de confiance était dispensé du travail ordinaire.

Deux médecins civils assuraient le service de santé, de façon peu satisfaisante, semble-t-il (c'est-à-dire sans trop de complaisances), car l'homme de confiance réclama longtemps un médecin français, et l'obtint en janvier 1945.

Tout aussi satisfaisants étaient l'état moral du kommando, les rapports avec la firme et même, sauf quelques conflits, avec l'encadrement. C'est ce qui ressort non seulement des témoignages, mais aussi d'une note de tournée de l'homme de confiance central et de la correspondance du kommando avec celui-ci.

Du 1er juillet 1944 au 1er avril 1945 (1), il a été enregistré au titre de ce détachement 66 lettres et 4 démarches de l'homme de confiance central auprès du commandement. Elles ne concernent que des affaires mineures : colis perdus, confiscation arbitraire de cigarettes par un gradé allemand ; amélioration de la protection contre le danger aérien ; protestation contre le renforcement des mesures de surveillance ; une protestation individuelle contre le travail d'intérêt militaire ; un échange de rapports sur l'envoi d'un médecin français au kommando. Un seul incident s'écarte de ces banalités : en octobre 1944, l'homme de confiance du kommando fut brusquement destitué sans explications et muté sur ordre de l'Abwehr.

Ce qui est surtout remarquable dans ce détachement, c'est sa vie intérieure, déterminée, certes, par des facilités particulières, mais aussi par l'absence de vie extérieure : les P.G. ne connaissaient, en dehors de leur enceinte, que le chemin des ateliers et la promenade au bord du Danube où les emmenaient, certains dimanches, leurs sentinelles. Les rapports avec les femmes étaient rares, peut-être inexistants : « L'occasion d'un emploi qui pouvait procurer quelque liberté a pu être exploitée par certains, mais ce fut l'exception. » Avec les ouvriers civils, on n'échangeait que de menus

(1) La seule période pour laquelle les archives ne présentent pas de lacunes.

propos et surtout de menus objets : cigarettes ou chocolat contre lard. Il n'est donc pas surprenant que ce détachement ait pleinement profité des facilités qu'offraient la baraque-foyer et l'effectif relativement élevé du kommando.

Progressivement, on vit se développer une vie intellectuelle, artistique et sportive. Il y eut une bibliothèque, une troupe de théâtre, un orchestre classique, une formation de jazz, un groupe sportif. La troupe joua Courteline, Émile Augier, et des revues écrites par un auteur du kommando. Elle fut autorisée à se déplacer au profit des kommandos de la région. Elle céda ses tréteaux, à plusieurs reprises, à la troupe du Stalag.

C'était, en somme, une société aussi retranchée que celle de Gneixendorf, mais plus homogène.

Elle se scinda en avril 1945 : tandis que la majorité se laissait évacuer vers l'Ouest par les Allemands, et rentrait en France en avion le 15 mai, une soixantaine d'hommes demeuraient à Traismauer. Libérés par les troupes soviétiques, ils rentrèrent en France trois mois plus tard.

Une entreprise dure : Traisen

Tout près de là, à Traisen, une fonderie occupait les 200 hommes du 116 GW.

Leur habitat était un ancien atelier désaffecté, mal aéré, mal chauffé, dont la toiture laissait passer la pluie. Il fallait laver le linge dans la rivière faute d'eau courante.

Le travail, assez malsain, était organisé en équipes de 2 × 12, et la durée du trajet entre le domicile du kommando et l'usine (3 km) n'était pas prise en compte.

Relations excellentes avec la population civile : « Bon accueil, ravitaillement, que ce soit dans l'usine ou hors de l'usine. »

Quant à l'encadrement militaire : « Relations variables suivant le sous-officier chef de poste, sa mentalité et celle des sentinelles ; très tendues avec les jeunes officiers qui ne comprenaient pas que le prisonnier n'ait pas la même discipline que le soldat allemand. »

Mais l'adversaire principal des prisonniers était la police d'usine (*Werkschutz*).

Ces brigades armées, en uniforme noir, avaient pour fonction de prévenir les sabotages, de harceler le personnel au travail, de contrôler les entrées et les sorties, de rappeler par leur seule présence dans l'enceinte les exigences de l'heure. Ils allaient parfois jusqu'à suivre les ouvriers aux w.-c., pour les empêcher de s'y attarder. L'attitude du *Werkschutz*, peut-être déterminée par celle de la firme, était à Traisen beaucoup plus intolérable qu'à Traismauer (1). Elle créait une sorte de captivité à la puissance 2 ;les prisonniers ne pouvaient supporter cette surveillance supplémentaire qui violait les règles du jeu. « Les ouvriers civils craignaient beaucoup les policiers, s'en méfiaient et se cachaient d'eux ; ceux-ci étaient habitués à être obéis immédiatement. Les P.G., au contraire, ne se sont jamais laissé intimider par la police, et quelquefois une discussion pour un motif futile prenait des proportions exorbitantes. »

De fait, les incidents furent nombreux : gifles, coups de poings, passages à tabac.

L'état sanitaire occupe avec ces brutalités les démarches occasionnées

(1) Les archives ne révèlent pour Traismauer qu'un seul incident : passage à tabac d'un P.G. par la police d'usine. Les témoins ne mentionnent pas le « werkschutz » dans leurs souvenirs ; il n'a donc pas dû peser beaucoup sur leur existence.

par le kommando de Traisen. Compromis autant par le travail des fonderies que par l'eau potable, qui était douteuse, il provoqua une visite du Comité international de la Croix-Rouge à la demande de l'homme de confiance central. Les délégués suisses exigèrent diverses mesures qui ne furent pas appliquées. Le 22 octobre, à la suite du décès d'un prisonnier, l'homme de confiance central rappela au colonel leur rapport et demanda énergiquement un examen radioscopique et une ration de lait pour les fondeurs. Le médecin-chef du Stalag se borna, comme si aucune enquête n'avait été faite jusque-là, à envoyer un des médecins allemands de son service. Celui-ci conclut que l'examen radioscopique des prisonniers ne serait possible que s'il l'était aussi pour les ouvriers allemands ; or, ils ne le demandaient pas ; la fourniture de lait se heurtait à la même objection. Enfin, le service de santé accepta de procéder à un simple examen pulmonaire des prisonniers, et d'ordonner la mutation de ceux qui paraîtraient atteints.

Les malades graves du détachement étaient traités à l'hôpital de Lilienfeld, où ils étaient remarquablement bien accueillis et soignés, tant par le personnel infirmier que par les médecins (1).

Les forges de Siegfried

Le 331 GW à Saint-Valentin était officiellement un détachement industriel comme les autres. Formé en 1941, croyons-nous, de prisonniers belges et français, il renouvela son effectif en 1943, les Français ayant accepté la transformation. Ils furent remplacés par une cinquantaine d'autres Français venus du Stalag XVII A, réputés collectivement « fortes têtes », c'est-à-dire peu ardents au travail. Voulait-on neutraliser leur mauvais exemple en les privant de tout contact avec d'autres P.G. ? Espérait-on briser leur résistance en les mettant dans un cadre où le respect des formes ne comptait guère ?

L'usine portait le nom de *Nibelungenwerke* (*Niwerke*, par une de ces contractions que les Nazis affectionnaient). Cette référence à la plus sombre des épopées germaniques se justifiait par la proximité du lieu où, selon la tradition, les Huns et les Burgondes s'étaient entre-tués. Dans la petite cité surgie près de l'usine, les rues et les places portaient les noms de Siegfried, de Krimhild, de Hagen. L'entreprise fabriquait des chars « Tiger » et employait, outre ses 80 prisonniers français et belges, d'importants effectifs autrichiens et de nombreux déportés de toutes nationalités, en particulier un détachement de Mauthausen. Elle bénéficiait de tous les appuis officiels, et les services de la main-d'œuvre débauchaient en sa faveur, par voie d'autorité, des ouvriers civils dans les autres firmes ; cette mutation était fort redoutée des ouvriers autrichiens.

C'est ce kommando, après celui de Spratzern, dont il sera question plus loin, qui a occasionné le plus de démarches des hommes de confiance centraux ; ils le visitèrent plusieurs fois, et le troisième demanda à une délégation du C.I.C.R. de s'y rendre, en janvier 1945. Mais l'officier allemand qui accompagnait cette mission, la berna grossièrement en la dirigeant sur un kommando agricole fort paisible, également stationné à Saint-Valentin, et les délégués suisses ne comprirent certainement pas pourquoi le représentant des prisonniers français désirait tant qu'ils se penchent sur le sort de ces travailleurs des champs. On ne peut mieux illustrer que par cette anecdote le caractère non présentable du 331 GW.

Les P.G. y occupaient une baraque bien construite, mais dont les

(1) Ce jugement est valable pour tous les établissements hospitaliers de Basse-Autriche où des prisonniers de guerre ont été en traitement.

vitres, victimes des bombardements, n'étaient pas remplacées. Ils avaient pour horizon un affreux spectacle. Les policiers du *Werkschutz* avec leurs chiens, les S.S. encadrant de tragiques théories de déportés en tenue rayée, parcouraient tout le jour un paysage sinistre, zébré de barbelés, coupé de murailles noires ; les aboiements des chiens policiers et les vociférations des brutes en uniforme ponctuaient les heures.

Le repas, préparé à la cuisine du kommando, était pris au cœur des bâtiments industriels, dans un hangar ouvert au quatre vents, endommagé par des éclats de bombes.

Il n'était naturellement pas question de relations avec le personnel civil : la police d'usine interdisait toute conversation. Au reste, les étrangers de toutes origines formaient des clans qui ne sympathisaient guère entre eux ; et les témoins du kommando assurent qu'ils ne cherchaient à se rapprocher que des déportés de Mauthausen, car « ils étaient plus malheureux que nous ». Ils pouvaient, quelquefois, leur glisser un morceau de chocolat ou une cigarette.

Hors du travail, les prisonniers ne pouvaient même pas compter sur une véritable détente. Deux faits empoisonnaient l'atmosphère. D'abord, la présence parmi eux d'un élément douteux, l'interprète désigné par les Allemands, et dont ils se méfiaient. Ensuite, la division entretenue par les Allemands entre les premiers occupants belges et les Français. La cuisine était aux mains des Belges ; tout contrôle sur ce service fut refusé à l'homme de confiance français. Les Belges bénéficiaient de toutes les faveurs ; les brimades du chef de poste s'exerçaient contre les seuls Français : fouilles inopinées, appels abusifs, injures et provocations. Telle fut, jusqu'à la fin de la captivité — sauf une amélioration au début de 1945 — la suite des jours : constamment encadrés, bousculés, menacés, les P.G. français n'avaient pour refuge que le sommeil. Car aucun règlement ne fixait les jours de repos ; ils travaillaient parfois jusqu'à cinq semaines sans interruption.

Du moins faisaient-ils bloc autour de leur homme de confiance. Le premier fut destitué, une première fois, à la suite de l'évasion d'un camarade (ce qui, faut-il le dire, était illégal) ; puis une deuxième fois, pour avoir protesté contre le refus du chef de poste d'envoyer un malade à la visite. Chaque fois, il fut réélu. Muté dans un autre kommando, il fut remplacé par celui qui l'avait le plus efficacement soutenu dans son action.

Mais, hormis sa valeur de symbole de la solidarité, cet homme de confiance n'avait aucun moyen de briser la hargne persévérante de l'encadrement. Ses premières lettres à l'homme de confiance central furent interceptées : ce fut un grave motif de découragement pour les P.G. de Saint-Valentin, qui, leurs plaintes restant sans écho, se croyaient livrés sans recours à l'arbitraire. Ils réussirent à faire parvenir au Stalag une lettre clandestine. Dès lors, leur kommando fut l'objet de démarches répétées, mais sans effet. Le colonel avait beau faire droit à certaines revendications, il était sans pouvoir contre les *Niwerke* et même, semble-t-il, contre l'encadrement militaire, qui réglait sa conduite sur les exigences de la firme et les usages ambiants. Au reste, les difficultés de liaison avec le Stalag durèrent jusqu'à la fin : le 18 janvier 1945, l'homme de confiance central, soupçonnant que la correspondance du kommando ne lui parvenait pas régulièrement, demandait à l'homme de confiance de Saint-Valentin de numéroter ses lettres.

Les plaintes portaient principalement sur les injures et les coups de crosse, sur la durée du travail, sur le manque de vêtements de travail, sur la nourriture, sur le local disciplinaire et sur le service médical.

Le local disciplinaire était un grand cachot sans éclairage et sans

moyens d'hygiène, où il était interdit de lire et d'écrire. De plus, les punis étaient astreints à des travaux qui donnaient à ce régime le caractère d'un pénitencier. Les règles très précises de la Convention de Genève en matière disciplinaire étaient violées largement.

Les soins médicaux donnaient lieu à des abus au moins aussi graves : les P.G. devaient se rendre auprès d'un médecin civil à 4 km. Il fallait d'abord l'assentiment du chef de poste, qui était enclin à rouer de coups ceux qui le sollicitaient. Donnait-il son consentement : il fallait affronter un médecin entièrement dévoué à la firme, et qui, lui aussi, se plut parfois à chasser les consultants à coup de pied. Quiconque n'était pas reconnu malade — et la condition préalable était d'avoir 39° de fièvre — se voyait puni d'un travail supplémentaire.

En 1944, l'homme de confiance central augmenta pour le 331 GW, ainsi que pour Spratzern, les rations de vivres « Croix-Rouge » : les cigarettes, le chocolat plus abondant, le café compensèrent un peu les désagréments de ce triste lieu. Puis le colonel se décida à normaliser le local disciplinaire ; le contrôle de la cuisine fut accordé à l'homme de confiance français ; les soins médicaux devinrent plus sérieux ; en même temps, la firme elle-même répondit enfin aux plaintes qui la concernaient : elle promit des vêtements de travail... pour plus tard. C'était en janvier 1945.

Le pénitencier de Spratzern

Comme la *Convention de Genève* interdisait les détachements disciplinaires, les kommandos de cette sorte portaient le nom, dans le langage de l'OKW, de kommandos spéciaux *(Sonderkommandos)*. Tel était le BHV 4 à Spratzern. Les Allemands justifiaient ainsi son existence : « Nous avons le droit de soumettre à une surveillance renforcée les réfractaires, les récidivistes de l'évasion et tous ceux qui peuvent donner un mauvais exemple. Le régime des kommandos spéciaux ne viole pas la Convention de Genève, il applique seulement le maximum de rigueur dans les limites qu'elle impose. »

La création de ce kommando résultait d'un contrat entre le Stalag et une unité blindée qui employait 80 prisonniers français et belges à des travaux de terrassements. On y envoyait, en effet, les « fortes têtes », les récidivistes de l'évasion, mais aussi des préventionnaires en instance de jugement, sans autre règle que de maintenir l'effectif du kommando au chiffre contractuel, et des P.G. libérés d'une peine prononcée par le tribunal : c'était une sorte de répression supplétive. En principe, le séjour à Spratzern ne devait pas excéder 4 mois ; en fait, la règle était rarement respectée.

Travail extrêmement dur, de 60 à 70 heures par semaine ; nourriture très faible ; soins médicaux comparables à ceux de Saint-Valentin. Du 1er juillet 1944 au 15 mars 1945, 9 rapports écrits de l'homme de confiance central au colonel et 18 interventions verbales attestent ces difficultés. Du 8 novembre 1943 au 24 février 1945, dates extrêmes d'une série de rapports sur des cas de brutalités portés à la connaissance de l'homme de confiance central, pour l'ensemble du Stalag, 12 de ces cas se rapportent au BHV 4 ; et l'examen de la correspondance révèle d'autres cas, généralement moins graves, qui n'ont pas été enregistrés dans ce dossier.

En février 1944, six hommes poussent un wagonnet sur une pente. La pente est raide, les hommes peinent. Les sentinelles retirent deux hommes et poussent les autres avec leurs baïonnettes. En octobre, un prisonnier se présente au médecin militaire chargé du kommando ; éconduit avec des injures, il insiste : un sous-officier présent le jette à terre et le frappe longuement. C'est d'ailleurs en 1944 que le régime de Spratzern semble

avoir été le plus dur, si dur que le colonel sanctionna quelques abus : rappel à l'ordre de soldats trop violents, mutation de leurs victimes dans un kommando ordinaire.

La *Mission Scapini* visita Spratzern. Elle demanda une amélioration de la nourriture ; en présence de l'homme de confiance, le commandant de l'unité utilisatrice promit d'allouer aux P.G. la ration « Travailleurs de force ». Rappelée plusieurs fois, cette promesse ne fut jamais tenue. En novembre 1944, les soldats de l'encadrement percevaient un pain pour 3, les prisonniers un pour 5. Le Stalag se contentait de transmettre les réclamations à l'unité utilisatrice, et les réponses de celle-ci au représentant des P.G. français. Dans le cas du pain, la réponse fut sommaire : « Les prisonniers ont assez de pain. »

Des prisonniers reconnus « inaptes », donc en principe rapatriables, étaient envoyés à Spratzern ; le 26 août 1944 seulement, le commandement acceptait de subordonner l'envoi au BHV 4 à une visite médicale. Des sous-officiers, non volontaires au travail, s'y trouvaient aussi ; mais le colonel, qu'on ne prenait pas sans vert, répliquait qu'ils avaient été volontaires, que par évasion ou par refus de travailler, ils avaient rompu leur contrat, qu'il était donc licite de les faire travailler jusqu'à expiration de la durée de celui-ci, et en tout cas, en vertu des ordres supérieurs, au moins quatre mois. Il fallait examiner avec soin chaque cas individuel, ce que les difficultés de liaisons rendaient très ingrat.

Ainsi, les ordres supérieurs, l'obstruction de l'utilisateur, les atermoiements et les arguties, opposaient aux revendications des prisonniers un barrage devant lequel ils usaient leurs forces.

La vie intérieure du kommando manquait de cohésion, et l'homme de confiance de Spratzern, d'ailleurs fréquemment remplacé, ne parvenait pas à imposer longtemps son autorité à des éléments aussi véhéments que disparates, où se mêlaient les « résistants » (bien que le mot ne fût guère en usage, la chose était courante), et des préventionnaires accusés le plus souvent de galanteries prohibées.

L'étoile jaune

Pour achever la typologie des détachements hors de la norme, il convient de revenir à la région de Döllersheim, où une grande partie des P.G. israélites se trouvait concentrée. Une fois dispersés chez des employeurs civils qui n'étaient nullement antisémites, les Juifs vécurent à peu près la vie de tous les autres prisonniers, hantés toutefois par l'angoisse que causait cette localisation géographique : quels obscurs desseins présageait-elle ? Leurs craintes ne furent heureusement pas confirmées. Seule l'autorité militaire, qui avait à sa disposition quelques kommandos dans le périmètre du terrain de manœuvre, maintenait des discriminations entre les Juifs et les autres : les « aryens » avaient le droit de sortir librement le dimanche. Cela permit à deux d'entre eux, en octobre 1942, de préparer une évasion collective du petit camp de Kaufholz, à laquelle participèrent quatre Juifs.

En octobre 1944, par suite d'un ordre général, tous les prisonniers du Stalag durent livrer leurs pièces d'identité contre reçu. Aux prisonniers israélites, il fut remis un reçu portant la mention « Westjude » (Juif de l'Ouest) ; mais dès qu'ils eurent protesté, ce document fut remplacé par un autre, non discriminatoire. Cet incident fut, à notre connaissance, le seul cas de racisme officiellement déclaré de la part de l'autorité militaire. Car la concentration des Juifs dans un secteur déterminé n'était pas avouée, et les Allemands pouvaient toujours prétendre, et prétendaient en effet, qu'ils avaient le droit d'employer les prisonniers où bon leur semblait, et qu'au

surplus, il n'y avait pas que des prisonniers israélites dans la région de Döllersheim. Quant à la liberté de sortir le dimanche, c'était une faveur révocable, par laquelle ils n'étaient pas liés et qu'ils pouvaient octroyer à leur guise.

Saint-Valentin : groupe de « fortes têtes » affecté à une usine où soufflait l'esprit nazi. Spratzern : pénitencier supplétif livré au caporalisme déchaîné. Döllersheim : aire de travail choisie pour la race que le régime hitlérien exécrait. Le troisième cas était le moins sombre. La discrimination raciale n'a été pratiquée par la *Wehrmacht* que très mollement, et même l'application de la législation anti-juive en France n'a pas aggravé la condition des P.G. israélites. Les officiers allemands, même membres du Parti, restaient d'abord officiers et respectaient — ou ne violaient que dans une faible mesure — la tradition militaire et le droit international. Mais quant aux récalcitrants, aux irréguliers, la machine militaire les livrait sans hésitation à des rigueurs qu'approuvaient même des officiers non nazis : la règle était de rester dans le rang sans se faire remarquer.

LA FIN DE LA CAPTIVITÉ

Le 8 septembre 1944, l'homme de confiance central transmettait au colonel des plaintes selon lesquelles, dans plusieurs kommandos, les P.G. avaient été frappés à coups de crosses. Ces incidents se multiplièrent rapidement, à tel point qu'il faut bien les attribuer à un ordre général, ou à un rappel de consignes oubliées. Ni les protestations répétées de l'homme de confiance central, ni son rapport au C.I.C.R., ne purent y mettre fin.

L'usage de la crosse donna rarement lieu à de graves brutalités, mais il signifiait le commencement de la fin. Les cadres supérieurs de la *Wehrmacht* voulaient, sans doute, prévenir les collusions éventuelles de la troupe et des prisonniers. L'*Abwehr* se préoccupait plus que jamais des déplacements et des liaisons entre les prisonniers. Le 3 octobre, suppression du « desserrement » ; on embaucha des gardes auxiliaires civils, vieillards, infirmes, réformés. Le 14, interdiction à tout P.G. de conserver plus d'un jour de vivres. Le 21 novembre, retrait à tous les P.G. du service de santé du brassard qui leur conférait un droit de circulation. Dans la plupart des kommandos, on renforçait les mesures de surveillance : certains chefs de poste faisaient déposer au dehors, le soir, les chaussures et les pantalons, que l'on retrouvait gelés le matin. S'agissait-il vraiment, comme le prétendaient les Allemands, d'empêcher les évasions ? Plus probablement, ces nouvelles rigueurs tendaient à entraver l'organisation d'un dispositif qui pouvait hâter la débâcle, ou s'opposer dans la débâcle à l'ordre légal.

Les premiers jours de novembre, plusieurs kommandos signalaient qu'ils avaient été requis par les autorités locales pour des travaux de défense militaire : il s'agissait de fossés et de chicanes dont on ne peut

supposer qu'ils devaient, dans l'esprit des Nazis, barrer la route aux engins soviétiques ; ne servaient-ils pas plutôt à reprendre en mains, en un moment critique, les P.G. et les civils valides ? La présence de S.S. dans l'encadrement de ces travaux inspirait aux sentinelles de la Wehrmacht une terreur qui l'emportait sur le souci de ménager les futurs vainqueurs. Ça et là, des incidents peu graves, mais inquiétants, exaspéraient les prisonniers.

Partout, ils s'interrogeaient sur l'attitude à prendre. Le refus d'obéissance les eût opposés à des réactions violentes ; au surplus, la Convention de Genève ne permettait la protestation qu'après obéissance. L'homme de confiance central les invita à multiplier leurs protestations tout en recommandant le calme. En même temps, il fit tenir à tous les kommandos qu'il put joindre clandestinement des consignes de grève perlée. Il faut croire qu'elles furent suivies, puisqu'il en fut accusé par le colonel, qui en profita, une fois de plus, pour le consigner au camp de base. Mais les kommandos qui n'avaient reçu que sa circulaire, ignorant ses motifs d'inquiétude, ne comprirent pas qu'on leur conseillât d'obéir, et l'irritation s'accrut.

Les armées soviétiques avaient pris pied en Autriche. Devant elles, les prisonniers français suivaient en majorité l'évacuation générale vers l'Ouest. Des travailleurs civils de toutes nationalités, des transformés se joignaient à eux. Dans ces groupes hétéroclites, il n'y avait plus de distinction entre gardiens et prisonniers : les uns et les autres chapardaient poulets et lapins, entassaient armes et bagages sur des voitures d'enfants et des brouettes, et s'efforçaient de subsister en commun. C'est alors que beaucoup d'entre eux découvrirent les horreurs du régime : le long des routes, des cadavres leur rappelaient le pouvoir des S.S. Un témoin rapporte quelle révélation fut, pour lui, le spectacle de deux jeunes Polonaises pendues sur une place de village pour avoir, selon l'écriteau qu'elles portaient, dérobé un litre de lait.

Certains prisonniers avaient préféré rester sur place pour des motifs divers : méfiance systématique à l'égard des ordres allemands ; curiosité sympathique envers les nouveaux occupants ; liens sentimentaux.

Ils furent rassemblés par les autorités militaires soviétiques à Gmünd, où un officier français prisonnier organisa leur subsistance. Le journal de cet officier révèle combien fut démoralisante cette période d'attente. Leur rapatriement faisait l'objet de négociations interminables entre le commandement russe et les divisions américaines de Linz. Enfin, ce groupe de 3 000 personnes environ fut acheminé par fer sur Pilsen, puis transféré aux Américains, et le 18 juin, ramené en France. Quelques groupes épars, peu nombreux, demeurés à l'est de l'Autriche, furent d'abord emmenés en Ukraine, où ils restèrent quelques mois avant d'être rapatriés.

ESSAI DE BILAN

La condition des prisonniers du Stalag XVII B a été si diverse qu'il est impossible de conclure par un jugement global.

L'encadrement a, sauf quelques cas particuliers, respecté la dignité des vaincus et les a traités sans haine. Un certain caporalisme a certes conduit à des excès ; ils furent sporadiques ou localisés ; ils ont rarement eu de très graves conséquences. Les manies inquisitoriales de l'Abwehr, son obstruction mesquine à l'exercice des droits des prisonniers, n'étaient pas aperçues de la masse des kommandos (1).

La place des prisonniers dans l'économie allemande ne saurait évidemment être appréciée dans un cadre territorial aussi restreint. Mais on doit noter que les Français et les Belges ont laissé en Basse-Autriche le souvenir de travailleurs de qualité. Il est certain que la confiance qui ne leur était pas marchandée et la gentillesse naturelle des populations ont fortement contribué à émousser leur esprit combattant ; les sabotages, fréquents au début dans les gros kommandos de travaux publics, ont diminué à raison de l'individualisation de la main-d'œuvre prisonnière : il en est beaucoup question dans les témoignages sur les années 1940 et 1941, presque plus par la suite.

Le souvenir d'une population aimable et compatissante, exempte de tout orgueil, rebutée par le nazisme, demeure chez presque tous les témoins comme un enrichissement, avec la fierté d'une solidarité dont les Amicales de camps sont encore le prolongement. Mais l'action des associations d'anciens prisonniers met aussi en lumière le côté négatif du bilan : les foyers détruits par cinq ans d'absence, les santés ruinées, les promotions professionnelles compromises. Néanmoins, la captivité de guerre est restée, en gros, dans les usages du monde civilisé, pour autant que la guerre s'y contient ; à ce titre, elle constitue un phénomène différent par nature de la déportation.

J.-L. Moret-Bailly.

(1) Ce jugement somme toute favorable ne vaut d'ailleurs pas, rappelons-le, pour les prisonniers soviétiques dont la condition vraiment inhumaine reste gravement à la charge du commandement allemand, en dépit des efforts de quelques officiers courageux.

LE ROLE DES PRISONNIERS DE GUERRE DANS L'ÉCONOMIE DU IIIe REICH

La guerre nazie a été d'une complexité extrême. Il en a été autant du régime des prisonniers de guerre détenus par le IIIe Reich. Le sens que l'autorité nazie a donné à la captivité ne peut être compris en dehors d'une vue d'ensemble embrassant les captifs des divers États en conflit avec l'Allemagne hitlérienne. Et il apparaît que le but propre et unique de la captivité de guerre, celui de priver le soldat ennemi de toute possibilité de continuer le combat tout en lui assurant des conditions de vie suffisantes, a été entièrement dominé par un autre : la masse bigarrée des militaires captifs devint pour l'Allemagne un facteur important de son économie de guerre. Pour le P.G. (1) moyen, sa tâche quotidienne n'était qu'une corvée perpétuelle, qu'il accomplissait généralement dans un morne automatisme sans en approfondir la portée, alors que c'est en elle que résidaient la signification effective et le rôle historique de sa détention par le Reich.

En même temps, l'emploi des P.G. était une question de politique étrangère, politique que le Reich faisait jouer avec raffinement pour justifier certains emplois de la main-d'œuvre prisonnière.

I. Statistique des prisonniers de guerre employés dans l'économie nazie (2). Leur rendement

1) *Proportion des prisonniers de guerre dans la masse des salariés en Allemagne*

En février 1944, le nombre des P.G. au travail était de 1 930 000. Après cette date, il n'y a pas eu d'augmentation suffisamment importante pour changer l'ordre de grandeur. Mais pour évaluer le total des personnes qui normalement auraient dû appartenir à la catégorie des P.G., il faudrait

(1) Nous désignerons les prisonniers de guerre par P.G.

(2) Les principaux documents qui nous ont fourni ces données statistiques sont : État statistique, au 2 mars 1944, des prisonniers de guerre, par nationalités et par branches de production, dans le *Bulletin du Plénipotentiaire pour l'Allocation au travail* (NI-1206) (29).

encore y ajouter les transformés polonais (environ 350 000) et les transformés français (environ 250 000). On obtiendrait ainsi un total approximatif de 2 500 000 P.G. au travail.

Le nombre des salariés dans le Reich (ouvriers et employés) passa de 25 276 000, en 1939, à 30 770 000, en novembre 1944. Le nombre des P.G. de février 1944, n'ayant pas subi de variation notable, nous le confrontons avec celui des salariés de novembre 1944 : les P.G. représentaient environ 8 % du nombre des ouvriers et employés dans le Reich.

2) *Les prisonniers de guerre au travail, par nationalités*

Français. — En novembre 1940, travaillaient dans le Reich 850 000 P.G. ; en mars 1942, 1 050 000 ; fin 1942, 905 000 ; en février 1943, 932 000 ; en mars 1944, 625 000. En ce qui concerne les trois premiers chiffres, ils résultent de deux mouvements contraires — les libérations (ou mises en congés de captivité) et les transferts des *Frontstalags* dans le Reich. Quant à l'augmentation entre la fin de 1942 et le début de 1943 (elle ressort de deux rapports de Sauckel) ; elle reste inexpliquée dans les documents. Les effectifs conservés dans les *Stalags* auraient-ils été davantage utilisés à ce moment pour les commandos ? Enfin, la diminution entre février 1943 et février 1944, s'explique pleinement par les « transformations ».

Polonais. — Il y avait environ 400 000 P.G. polonais après la campagne de Pologne ; 343 000 en furent transformés en requis civils. En 1943 et 1944, une trentaine de mille de P.G. polonais travaillaient en tant que P.G.

Résumé de la conférence, faite le 21 novembre 1944, à la Chancellerie du Reich par Sauckel, devant les représentants du Parti, de l'État, de la *Wehrmacht* et de l'Économie (CCXXIX-1).

Résumé de la conférence de Sauckel devant le Congrès des Reichs-et Gauleiter (chefs du Reich et des provinces), le 5 et le 6 février 1943, sur les questions de travail (PS-1739).

Estimations statistiques, d'avril 1943, établies par le *Board of economic warfare, ennemy branche, potential division* (CXLIX-1).

Rapport statistique sur la main-d'œuvre dans la sidérurgie, à l'exclusion des industries de transformation, du 31 juillet 1944 (NI-5224).

Rapport statistique de l'*Association du Reich pour le Charbon*, sur la main-d'œuvre, avril-décembre 1943 (NI-2819) (19). (Malgré son titre, ce document fournit des renseignements pour la période de 1937 à février 1944.)

Rapport fait en août 1946, pour le Tribunal américain de Nuremberg sur la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie des machines par le chef du Groupe économique, *Industrie des machines* (NI-583) (18).

L'organisation du travail des prisonniers de guerre en Allemagne, dans *Revue internationale du travail*, septembre 1943, Canada.

État récapitulatif des prisonniers de guerre soviétiques au 1er mai 1944, établi par l'*Organisation pour les prisonniers de guerre* (service de l'O.K.W. pour les prisonniers de guerre soviétiques) (NOKW-2125).

Note du 5 novembre 1941 du « Rü IV *d* » (département de l'économie de l'armement à l'O.K.W.) (CCXXVIII-12).

Note du 6 mars 1942 du « Rü IV *d* » sur *Transformation des P.G. en civils requis et sa mise en rapport avec le recrutement des travailleurs français civils* (CLXXXIV-21).

Belges. — Cinquante mille au travail (données aussi bien de 1943 que de 1944).

Anglais. — En février 1944, 79 543 au travail.

Yougoslaves. — En février 1944, 92 107 au travail.

Internés militaires italiens. — Leur total (commandos et stalags) était d'environ 400 000. L'indication de leur nombre au travail nous manque. Précisons qu'ils ont été amenés en Allemagne pour être entièrement employés dans l'industrie.

Hollandais. — Sur environ 250 000 soldats, libérés dès 1940, 8 000 ont été repris, en été 1943, comme P.G. et emmenés en Allemagne.

Soviétiques. — En octobre 1941, étaient employés 185 000 P.G. ; fin 1942, 594 000 ; en février 1943, 488 000 ; en avril 1943, 368 000 ; en février 1944, exactement 594 279. La dernière augmentation résulte d'une action massive pour accroître la main-d'œuvre dans les mines. On notera la chute terrible entre la fin de 1942 et février 1943. Malgré les nouvelles arrivées, les contingents des P.G. soviétiques fondaient sous le coup d'une mortalité énorme.

Un nombre important de P.G. soviétiques, surtout au début, restait en U.R.S.S. occupée, où ils étaient utilisés par l'armée de terre, par la *Luftwaffe* et, dans une mesure beaucoup plus faible, dans l'agriculture et l'industrie.

Pour se rendre compte de ce que représentait leur contingent au travail dans le Reich, il faut jeter un coup d'œil sur leur total d'où ce contingent a été extrait. Un document particulièrement exhaustif nous apporte sur ce sujet des données statistiques précises. C'est un rapport statistique établi en mars 1944, par le Commandement Suprême de la Wehrmacht (O.K.W.).

De juillet 1941 à février 1944, ont été enregistrés 5 103 000 P.G. soviétiques. Tant qu'ils étaient détenus dans les régions militairement administrées en U.R.S.S. occupée, ils appartenaient au *Commandement Suprême de l'Armée de Terre* (O.K.H.). Leurs contingents employés partout ailleurs passaient sous l'autorité de l'O.K.W. Il y avait, d'autre part, des contingents remis au S.D. qui combinait leur extermination avec leur exploitation économique sous le régime concentrationnaire. Il y avait aussi des contingents importants remis à la *Luftwaffe* (défense passive et divers travaux).

L'O.K.H. a remis à l'O.K.W. 3 117 449 P.G. soviétiques, mais ce dernier n'en a enregistré que 2 836 639. La différence est expliquée par les pertes pendant le transport (et aussi par les erreurs de statistiques). L'O.K.H. signale pour sa part 845 128 décès et l'O.K.W. signale pour la sienne 1 136 236 décès (il s'agit dans ce cas, en premier lieu, des contingents pour le travail dans l'économie allemande). Les nombres remis au S.D. ne sont pas mentionnés à part. Ils sont impliqués dans deux nombres globaux comprenant aussi les transferts à la *Luftwaffe* et les évasions. L'O.K.H. signale à ce titre 490 441 P.G., l'O.K.W. compte pour sa part (sans évasions mais avec les transferts à la *Luftwaffe*) 473 022 P.G. Le total est de 963 463 P.G. En déduisant la centaine de mille de la *Luftwaffe*, il reste à déduire le nombre inconnu des évasions sous l'O.K.H. pour obtenir le nombre des P.G. remis au S.D. Il doit se situer quelque part entre un demi-million et un million. Relevons encore une petite catégorie mentionnée spécialement : 7 515 P.G. ont été remis à la S.S. pour le travail.

Cette statistique étonnante de précision conclut que l'actif, qui restait en février 1944 (compte tenu aussi des libérations, etc.), se présentait comme suit : l'O.K.H. garde 176 840 P.G. et l'O.K.W., 877 980. De cette dernière quantité, 765 621 sont dans le Reich, dont 594 279 travaillent.

3) *Les prisonniers de guerre dans les diverses branches de production*

Agriculture. — En hiver 1939, 75 % des P.G. étaient absorbés par l'agriculture. Ce pourcentage tombe à 65 % au milieu de 1940. Notons qu'à cette époque s'opérait la transformation des P.G. polonais en civils. Au début de 1941, il n'y a, dans l'agriculture, que 52 % du total des P.G. En février 1944, ce pourcentage est de 31,5 %. Il faut évidemment tenir compte à cette époque des P.G. français transformés, qui ne sont plus impliqués dans les statistiques des P.G. Mais alors qu'en mars 1942, 750 000 P.G. français travaillaient dans l'agriculture, ils ne sont que 337 324 en février 1944, différence qui dépasse de beaucoup le nombre global des transformés occupés aussi bien dans l'agriculture qu'ailleurs. Il y a eu donc une diminution sensible des P.G. dans l'agriculture.

La main-d'œuvre agricole du Reich comptait 4 343 000 personnes, en février 1943. Si nous retenons ce chiffre dans son ordre de grandeur pour février 1944 (à cette époque travaillaient 600 631 P.G. dans l'agriculture), il apparaît qu'en 1943-44 les P.G. représentaient environ 14 % de la main-d'œuvre agricole dans le Reich. Dans ce pourcentage ne rentrent cependant pas les Français et les Polonais transformés.

Mines de charbon. — Vers la fin de 1940, il y avait dans cette branche 17 000 P.G., nombre qui reste stationnaire jusqu'en 1942. En avril 1942, s'intensifie l'emploi des P.G. soviétiques dans les mines. Il en arrive 55 000. Ils sont 110 000 en juillet 1943 et 180 000 en décembre 1943. Le total des P.G. dans les mines de charbon, en décembre 1943, est de 204 916 (y compris les internés militaires italiens). En février 1944 travaillent, dans les mines de charbon et de sel, 225 196. La part des soviétiques dans cette quantité est tombée à 165 512.

La main-d'œuvre charbonnière du Reich était, en décembre 1943, de 1 006 037, dont 204 916 P.G. La part des P.G. est donc, à cette époque, de 20 %.

Sidérurgie. — En novembre 1940, il y avait 14 000 P.G. ; en août 1941, 20 859 (sur un total de 507 835 de main-d'œuvre) ; en août 1942, 32 530 (sur 530 304) ; en juillet 1944, 54 497 (sur 520 936). Le maximum représenté par les P.G. était donc d'environ 10,5 % du total.

Construction des machines. — En juillet 1941, main-d'œuvre totale, 829 479 dont 22 404 P.G. (2,5 %). En janvier 1942, 809 372 dont 32 574 P.G. En juillet 1942, 853 032 dont 47 775 P.G. En janvier 1943, 950 794 dont 61 160 P.G. (6,5 %).

Donnons quelques chiffres concernant les principaux *Konzern* allemands qui ont largement utilisé les P.G.

Krupp. – Le maximum des P.G. est atteint, en août 1944 (mines et

fabrications) : 22 721. Dans la *Gussstahlfabrik* à Essen, il y avait en octobre 1942, sur 66 062 ouvriers, 3 457 P.G. (935 Français et 2 522 Soviétiques).

Flick. — Dans le secteur métallurgique et mécanique de ce *Konzern*, les P.G. représentaient au maximum environ 16 % de la main-d'œuvre et atteignaient dans certaines usines 31 %.

Vereinigte Stahlwerke (Aciéries réunies). — La part des P.G., dans le total de la main-d'œuvre, était la suivante : en 1941, sur 220 000 ouvriers, 9 500 P.G. ; en 1942, sur 250 000 ouvriers, 17 500 P.G. ; en 1943, sur 240 000 ouvriers, 28 000 P.G.

Herman Göring Werke. — Des précisions nous manquent sur ce *Konzern* gigantesque et difforme qui, d'ailleurs, se disloqua en 1942. Il occupait en 1941, époque de sa plus grande puissance, jusqu'à 500 000 personnes et le pourcentage des étrangers, y compris les P.G., aurait été de 80 % dans son secteur métallurgique.

I. G. Farben et chimie en général. — En janvier, la chimie occupait 15 000 P.G., et en mars 1944, 48 232. La main-d'œuvre totale de cette branche était de 400 000 personnes environ. La part des I. G. Farben dans l'utilisation des P.G. est relativement faible : en 1941, sur 118 700 ouvriers, 1 600 P.G. ; en 1942, sur 131 300, 2 300 P.G. ; en avril 1943, sur 162 000, 6 200 ; en octobre 1943, sur 169 200, 5 000 ; en janvier 1944, sur 175 800, 12 200 ; en octobre 1944, sur 180 000, 9 600. Ces chiffres concernent le secteur chimique. D'après d'autres données l'I. G. Farben a occupé jusqu'à 15 000 P.G. Ce chiffre tient compte aussi des mines de charbon en possession de l'I. G. Farben.

Tableau général de l'emploi des prisonniers de guerre dans l'économie

Un tableau particulièrement complet et détaillé a été établi par les Services du Plénipotentionnaire à l'Allocation de la main-d'œuvre (Sauckel), pour février 1944. Il présente la répartition des P.G. par nationalités dans les divers emplois réunis en 33 groupes.

La prépondérance de l'industrie (911 606) sur l'agriculture (600 631) est très importante. Groupons les branches dominées par ceux des *Konzern*, qui ont largement employé les P.G. (mines, sidérurgie, fabrication des machines, véhicules, articles métalliques, chimie). Nous obtenons pour ce secteur 681 973 P.G. Le reste dans l'industrie (229 633) est éparpillé dans les entreprises les plus diverses (où les complexes industriels très importants — telle l'A.E.G. dans la branche électrotechnique — préféraient aux P.G. les civils et les internés). Dans ce reste, la part de l'industrie d'alimentation domine (42 006).

Exprimons en pourcentage la participation de chaque nationalité aux diverses activités économiques que nous présentons en cinq groupes (voir tableau page suivante).

	Nationalités						Diverses autres nationalités
	Française	Soviétique	Belge	Anglaise	Yougoslave	Polonaise	
	%	%	%	%	%	%	%
1. Mines, métallurgie mécanique, chimie	17	50,6	25	23,5	4,3	15	56
2. Diverses autres industries y compris l'alimentation	11,3	9	13	18	5,5	5	10,6
3. Bâtiment.....	4	5	3	24	4	3	12
4. Énergie, transports, communications ..	3	8,5	2,6	10,5	1,6	1	10,8
5. Agriculture, forêts, pêches	58	22	50	17,5	80	70	6

Relevons l'emploi des P.G. dans l'économie des services. Dans le commerce, la banque, l'administration, etc., nous trouvons 34 494 P.G., soit 1,1 % du total. Par nationalités, les pourcentages sont les suivants : 3 % pour les Anglais, 2,2 % pour les Français, 2 % pour les Belges, 1 % pour les Soviétiques.

Ajoutons encore quelques observations sur les pourcentages.

Les internés militaires italiens constituent la majorité écrasante du groupe « diverses autres nationalités ». Y doivent être compris aussi des nombres peu élevés de Hollandais, de Balkaniques non Yougoslaves et d'Américains...

Les pourcentages pour les Anglais ont la particularité de ne pas accuser de très grands écarts entre les divers groupes économiques à l'encontre de ce que nous constatons pour les autres nationalités. Est-ce parce que leur emploi ne devait pas être entièrement soumis aux besoins de l'économie de guerre, eu égard à la Convention de Genève ?

En ce qui concerne l'agriculture, nous l'avons placée globalement avec les travaux forestiers et la pêche pour former un groupe de production non industrielle. Forêts et pêches représentent à peu près 1 % de ce groupe. Bien que dans la totalité des P.G., l'emploi dans l'industrie domine largement celui dans l'agriculture, la part de celle-ci pour les Yougoslaves, les Polonais et les Français reste prépondérante. Le nombre très important des P.G. français donne un poids particulier à leurs 50,4 % occupés dans l'agriculture. L'industrie doit sa première place aux P.G. soviétiques et aux internés militaires italiens.

Notons enfin que l'importance pour l'économie de guerre de tel groupe de P.G. dans telle branche ne peut être suffisamment évaluée sur la base du tableau. Ce dernier ne renseigne pas sur le genre de travaux auxquels étaient employés les P.G. dans les diverses industries. Ainsi, en ce qui concerne par exemple les P.G. anglais, il pouvaient figurer parmi les personnels d'usines chimiques, tout en n'étant occupés que sur des chantiers de bâtiment (construction d'usines). Nous donnerons plus loin des précisions sur l'importance de la contribution des P.G., par nationalités, aux fabrications de guerre.

4) *Le rendement des prisonniers de guerre*

Le rendement que les autorités économiques allemandes s'attendaient à obtenir des P.G. est révélé par le tarif des rémunérations des P.G., calculé en prévision d'un rendement en-dessous de la moyenne. Cette

rémunération devait représenter 60 % du salaire normal (elle était plus basse pour les Soviétiques). Dans cette réduction est également tenu compte de l'absence de charges sociales pour le P.G. Mais, c'est principalement le rendement réduit qui s'y reflète. Les évaluations du travail dans les mines de charbon ont confirmé cette prévision (entre 50 et 60 % du rendement normal).

Un rapport, de novembre 1942 de la *Gussstahlfabrik* Krupp à Essen (1), évalue le rendement des P.G. dans cette centrale de la production métallurgique. Étant donné la composition de la main-d'œuvre prisonnière chez Krupp, le mémoire ne traite que des P.G. français et soviétiques. Les ouvriers spécialisés parmi ces P.G. travaillent mieux (rendement de 91 % pour les Français et de 44 % pour les Soviétiques) que les manœuvres (respectivement 79 % et 39 %). Entre les deux se situent les P.G. ayant passé par un apprentissage (respectivement 84 % et 42 %).

Il convient de souligner à propos du rendement des P.G. le rôle important qu'a joué leur emploi dans des travaux spécialisés. Dans un rapport de janvier 1945 (2), le *Stalag* VI (Ruhr) fait ressortir que, « dans une proportion appréciable », les P.G. de l'Ouest et, en premier lieu les Français et les Belges, sont devenus peu à peu des ouvriers spécialisés. Ils sont alors employés « dans ce qu'on appelle les *positions-clés* » et les employeurs refusent de s'en séparer. Mais le rapporteur fait également état de cas où les P.G. français et belges freinaient délibérément leur productivité.

II. L'emploi des prisonniers de guerre en fonction de la politique économique et de la politique étrangère nazies

La répartition et la manière d'exploiter les P. G. dans l'économie allemande étaient déterminées à la fois par les considérations de l'économie de guerre et par la politique étrangère du Reich à l'égard du pays d'origine du P.G. La diplomatie était généralement au service de l'économie. Néanmoins, il arrivait parfois que les autorités économiques devaient céder aux vues de la diplomatie. Mais les tensions les plus vives naissaient au sein même de l'économie. Elles résultaient des rivalités entre les diverses branches de production, les changements dans les cadres économiques nazis ayant eu, pour conséquences, des changements dans la reconnaissance de la priorité aux différentes branches de production au détriment d'autres.

Les décisions appartenaient dans les deux premières années de la guerre au *Plan de Quatre Ans*, dirigé par Göring. Mais, depuis le prin-

(1) Rapport sur le prix et le rendement des ouvriers allemands et étrangers, établi le 20 novembre 1942, chez Krupp, Essen (NI-4021) (20).

(2) Rapport du Groupe régional houillé de la Ruhr du 12 janvier 1945, adressé à l'*Association du Reich pour le Charbon* et contenant le rapport du *Stalag* VI A (NI-12559) (29).

temps 1942, elles étaient prises pratiquement par un nouvel organisme, la *Planification centrale*, où le rôle dominant était joué par Speer, le nouveau ministre de l'Armement et des Munitions, nommé à cette époque.

Nous exposerons les lignes fondamentales de cette politique complexe de l'emploi des P.G. Les données statistiques nous ont montré que les P.G. étaient répartis dans toute l'économie du Reich. Nous n'aurons à nous occuper, dans ce chapitre, que de quelques branches de production, à savoir celles qui pouvaient prétendre à la priorité dans l'augmentation de la main-d'œuvre prisonnière.

1) *Les intentions initiales et les premières affectations*

Les autorités nazies prévoyaient qu'un manque aigu de main-d'œuvre se manifesterait dès le déclenchement des hostilités. Cependant ni l'O.K.W., ni le *Plan de Quatre Ans* n'envisageaient, à ce moment, d'outrepasser les limites tracées par la *Convention de Genève* sur le traitement des P.G., en ce qui concerne leur emploi dans l'économie de guerre. Le problème est débattu en janvier 1939 (1). Il n'est question concrètement que de l'emploi des P.G. dans l'agriculture. C'est dans la même perspective que la question est traitée à l'importante réunion du *Conseil du Reich pour la Défense* (2), en juillet 1939. L'emploi dans toutes les branches de production admises par la Convention n'est pas oublié, mais n'apparaît pas au premier plan. Par contre, l'emploi des P.G. dans l'agriculture est considéré comme d'autant plus important qu'on ne croit guère à la possibilité d'obtenir des ouvriers étrangers civils.

En hiver 1939, les effectifs des P.G. étaient composés presque entièrement de Polonais. Cette troupe polonaise devait être aussitôt « libérée ». Appartenant à un pays destiné à être absorbé par le Reich et à un peuple prévu pour le servage, les P.G. polonais, pris dans la campagne de 1939, ont été progressivement transformés de militaires en civils requis au travail.

Bien que, avant le déclenchement de la guerre-éclair à l'Ouest, l'agriculture absorbât presque tous les P.G., ils ne tardèrent pas à faire leur apparition aussi dans l'industrie et, en premier lieu, dans la branche désignée à la séance du *Conseil du Reich pour la Défense* comme la branche industrielle la plus importante, les mines de charbon. Des P.G. y sont mentionnés dès la fin de 1939. De nombreuses demandes émanant des mines de charbon sont enregistrées en mai 1940. Mais, c'est immédiatement après la débâcle à l'Ouest qu'est prise la décision publiquement annoncée d'employer dorénavant largement les P.G. dans toute l'industrie (3).

(1) Lettre du 28 janvier 1939 du *Plénipotentiaire général à l'Économie*, Göring, à l'O.K.W. (Commandement suprême de la Wehrmacht) sur l'emploi des P.G. dans l'économie (EC-488).

(2) Deuxième session du *Conseil du Reich pour la Défense*, 23 juin 1939 (PS-3787).

(3) Bulletin du *Reichsnährstand* (corporation de l'alimentation du Reich) du 1er août 1940, sur un décret du 16 juillet 1940 (NG-1432). *Journal du Reich pour le travail*, du 25 juillet 1940 (dans le procès de Krupp, Nuremberg, pp. 1197-1199).

On se prépare à un effort militaire qui exigera des hommes et du matériel. Cependant, la priorité absolue de l'agriculture est entièrement maintenue.

Le respect de la Convention est souligné dans ces instructions. Une instruction de l'O.K.W. (1) va jusqu'à spécifier que des P.G. ne peuvent pas être employés à la construction d'usines d'armement et que l'employeur sera rendu responsable s'il procède à leur mutation à des travaux interdits. Cependant, en mai 1940, à une réunion (2) où étaient présents également des représentants de l'O.K.W., on décida d'employer temporairement, en liaison avec l'*Organisation Todt*, plus de mille P.G. à la construction d'usines d'explosifs.

2) *L'intégration des prisonniers de guerre français dans l'industrie d'armement* (collaboration avec le gouvernement de Vichy)

Au début de novembre 1940, le ministère des Affaires étrangères du Reich intervient, au nom d'Hitler, auprès du gouvernement de Vichy, dans une question qui n'apparaît pas immédiatement liée au travail des P.G. Les Nazis exigent (3) de Laval qu'il retire aux U.S.A. leur qualité de puissance protectrice des P.G. français, afin que le gouvernement français puisse se charger lui-même de cette mission. Hitler « suggère » de façon impérative la nomination de Scapini pour la mission en question. *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, souligna à ce propos (4) que « si l'Allemagne a fait cette proposition, c'est, sans doute, qu'elle y voit son propre avantage ». Laval accepta avec empressement, à titre d'acte de collaboration, les souhaits comminatoires nazis transmis par Abetz. Par l'intermédiaire du gouvernement français, le Reich a dorénavant une prise facile sur la main-d'œuvre prisonnière française. La Convention de Genève est respectée en ce que les P.G. français ont leur puissance protectrice. En même temps, les effets de cette Convention peuvent être neutralisés, puisque la France est en droit de disposer comme bon lui semble de ses propres ressortissants, bien qu'ils soient en l'occurrence des P.G. Sauckel, *Plénipotentiaire à l'Allocation de la main-d'œuvre*, a déclaré au cours de son procès à Nuremberg (5), que des accords étaient conclus avec le gouvernement de Vichy autorisant l'emploi des P.G. français volontaires dans la production d'armements en Allemagne. A en juger d'après l'attitude des autorités nazies, un accord de principe est fort probable. Nous verrons, en effet, que les Allemands

(1) Note du 22 juillet 1940 de l'I.G. Farben, résumant les instructions officielles sur l'emploi des P.G. (NI-13555) (20).

(2) Décisions prises, le 18 mai 1940, au *Plan de Quatre Ans*, département « chimie » sur la priorité de construction des usines de poudre et d'explosifs (NI-1527) (19).

(3) Télégrammes du ministère des Affaires étrangères, Berlin, à l'Ambassade à Paris, du 2 et du 3 novembre 1940, réponse d'Abetz du 3 novembre et notice de Ritter du ministère des Affaires étrangères du 1er novembre (NG-2422 et 3531).

(4) *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, t. II, pp. 468-469.

(5) *Procès des grands criminels de guerre nazis*, Nuremberg, t. XV, p. 56.

agissaient à l'égard des P.G. français comme s'ils avaient le droit de les employer dans les usines d'armement, alors qu'ils étaient prudents, sur ce point, lorsqu'il était question de P.G. d'autres nationalités au cas où ces derniers étaient protégés par la Convention. Nous verrons, également, qu'il n'était pas question de volontariat.

La situation ainsi créée augmentait la valeur des P.G. français pour l'économie allemande. Alors que, de juillet à novembre 1940, les congés de captivité étaient assez facilement accordés aux spécialistes français (*La Délégation française* note le chiffre donné par les Allemands : 300 000 hommes), la *Commission allemande d'Armistice* déclare (1), en novembre 1940, que dorénavant les demandes seront soumises à un examen plus serré.

Une importante réunion au *Plan de Quatre Ans*, consacrée aux questions de la main-d'œuvre prisonnière, a lieu en novembre 1940 (2). Il s'agit de P.G. français. La façon dont le problème est posé dénote, qu'à un moment donné, le projet de libération générale des P.G. français a été sérieusement discuté dans les hautes sphères nazies. Mais les autorités du *Plan de Quatre Ans* le considèrent, en novembre 1940, comme radicalement dépassé par les besoins de l'heure. On déclare, à la séance, que l'économie allemande et, en particulier, l'industrie des armements « restera debout ou s'écroulera », selon que les P.G. français y seront intégrés ou libérés. Il est question également de 70 000 « P.G. flamands » encore détenus dans le Reich et dont la libération est remise en question pour la même raison. On décide que, parmi les P.G. français, les ouvriers industriels spécialisés employés dans les fermes seront mutés dans l'industrie. En revanche, est décidé le transfert de 150 000 P.G. français des *Frontstalag* en Allemagne. Cet afflux permettra de combler les vides creusés dans la main-d'œuvre prisonnière placée initialement dans l'agriculture. Celle-ci doit rester intacte dans son ensemble. On dresse en même temps le programme d'une action en France pour remplacer la main-d'œuvre agricole enlevée dans les *Frontstalags* : le commandant militaire en France fera le nécessaire pour intégrer les chômeurs dans l'agriculture française (dans les deux zones).

Dorénavant, la propagande auprès des P.G. français évoquera, non plus la joie d'une proche libération, mais la satisfaction du « devoir » accompli au service de l' « Europe nouvelle ». Ajoutons un détail qui révèle jusqu'où est allée la collaboration dans l'emploi des P.G. français. En novembre 1941, les Askania-Werke, à Peenemünde (c'est là que travaillait v. Braun), organisent par l'intermédiaire du ministère du Travail nazi l'envoi en France d'une Commission dans un *Frontstalag*, afin d'amener 13 spécialistes français pour des travaux secrets (3).

(1) *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, t. III, pp. 231, 252, 255.

(2) Réunion du 20 novembre 1940 au *Plan de Quatre Ans* (NG-2502).

(3) Lettres des Askania-Werke et de l'O.K.W. au ministère du Travail d'octobre-novembre 1941 (NI-1433) (29).

La politique nazie à l'égard des P.G. français se compliquera au cours de 1941. Des considérations de politique militaire concurrencent les considérations économiques. A la suite des pourparlers entre Hitler et Darlan, en avril 1941, ce dernier obtint la promesse de libération de certaines catégories de P.G. (en échange de promesse de collaboration militaire française). Une de ces catégories était les P.G. mineurs de profession (à condition qu'ils ne fussent pas déjà placés dans les mines en Allemagne). Le congé de captivité pour cette catégorie était encore discuté avant les pourparlers Hitler-Darlan. En effet, en mars 1941, le ministère nazi du Travail s'efforça de contrecarrer la mesure envisagée en demandant aux *Offices de Placement* d'occuper au plus vite les P.G. mineurs, afin de réduire le nombre des futurs rapatriés en France. Un certain nombre de mineurs a, quand même, été rapatrié. La libération d'une autre catégorie promise à Darlan, celle des anciens combattants, a été prise très au sérieux par les autorités nazies. Une entreprise largement prioritaire au point de vue main-d'œuvre, telle que Krupp, notait parmi les instructions du *ministère de l'Armement*, l'obligation d'effectuer sans retard et sans aucune exception la remise au *Stalag* pour leur libération, des P.G. français nés avant 1899, cette mesure répondant à « un but politique ».

Les autorités économiques allemandes évaluaient à 100 000 le nombre de P.G. français qu'il leur faudra remplacer dans les commandos à la suite de toute cette action de 1941 (1). La même quantité a été également indiquée par Abetz. Ces 100 000 représentent le sacrifice nazi exigé par la politique de collaboration politico-militaire.

3) *Emplois inavoués des prisonniers de guerre*

L'O.K.W. était fermement résolu à affirmer à la face du monde son respect de la Convention de Genève. Mais dans ses décisions secrètes, il admettait l'affectation des P.G. à des emplois interdits, à condition que la vraie nature de tels emplois ne fût pas perceptible. Des instructions secrètes ont été données dans ce sens en décembre 1940 (2). En même temps les autorités militaires restaient sur le qui-vive pour ne pas être prises en « flagrant délit ». Citons un exemple qui, par ailleurs, manifeste la différence de traitement entre P.G. anglais et P.G. français.

En février 1941, le commandant des P.G. d'une région, où travaillaient 3 600 P.G. anglais dans une usine d'explosifs, est prévenu que la puissance protectrice effectuera une inspection. Pris de panique, il insiste (3) pour

(1) Conférence du 4 juillet 1941, au département de l'économie d'armements, O.K.W., sur l'emploi des P.G. soviétiques (CLXXXII-105).

(2) Note de A. Krupp à ses principaux collaborateurs sur une conférence du service de contre espionnage, région Essen, le 5 décembre 1940 (D-198 *Procès Krupp*, p. 1201). Lettre du *ministère du Travail*, du 7 mars 1941, aux Offices de Travail (NI-1243) (19). Instructions du *Rüstungskommando* (service local d'armement), reproduites dans un bulletin secret de Krupp, 11 juin 1941 (NI-6745) (19).

(3) Note du 11 février 1941 du commandant des P.G., district XX (NI-1244) (29).

que tout soit fait afin de remplacer, sans tarder, les P.G. anglais par des P.G. français, qui seront amenés des *Frontstalags*. Il exige l'arrivée de 3 à 5 000 Français. Pourtant, d'après ses propres renseignements, les P.G. anglais n'étaient pas occupés directement à la production d'explosifs.

Ce qui ressort de ce fait, c'est que les autorités nazies ne redoutaient guère la vigilance des services de Scapini.

4) *Les tendances générales dans la distribution des prisonniers de guerre en 1941*

Depuis la décision de 1940 d'intégrer largement les P.G. dans l'industrie, de puissants mouvements de reclassement ont malaxé leur ensemble dans le Reich. Ce reclassement, aussi bien entre l'agriculture et l'industrie que dans l'industrie elle-même, aurait touché 75 à 80 % des affectations (1). On n'en est, cependant, pas encore au triomphe de l'industrie sur l'agriculture. En mai 1941, Pleiger, président de l'*Association du Reich pour le charbon* et en même temps directeur du secteur sidérurgique des H. Göring-Werke, reproche amèrement à Göring, en tant que chef du *Plan de Quatre Ans*, de fournir des P.G. à l'agriculture au détriment de la production houillière. En juin 1941, il proteste auprès du commandant des P.G. à l'O.K.W. contre le fait que le nombre des P.G. dans les mines n'a pas augmenté depuis la fin de 1940. La sidérurgie occupe un rang encore moins élevé que les charbonnages. Elle en est encore à réclamer vainement le rang d'une industrie d'armement. Elle doit subir non seulement des remplacement de P.G. qui la contrarient, mais aussi des retraits de commandos.

Quant à l'agriculture, le remplacement partiel de la main-d'œuvre prisonnière enlevée pour l'industrie était facilité au printemps et en été 1941, par les arrivées des P.G. yougoslaves, destinés à l'agriculture. Notons encore une autre source qui permettait de remplacer les P.G. mutés dans l'industrie. C'étaient les effectifs de P.G. que la Wehrmacht employait directement pour ses besoins et qui lui étaient enlevés.

A partir de juin 1941, le Reich commence à disposer du contingent immense des P.G. soviétiques. Cette catégorie devient aussi importante que celle des P.G. français. Ces deux catégories pouvaient être exploitées dans l'industrie, en dehors des conditions de la Convention. Nous connaissons la situation des Français. Quant aux Soviétiques, la *Convention de Genève* n'ayant pas été signée par l'U.R.S.S., les autorités nazies s'attribuèrent de ce seul fait le droit d'utiliser les P.G. soviétiques comme bon leur semblait. Toutes les offres de l'U.R.S.S. de s'engager à respecter mutuellement la Convention ont été rejetées par le Gouvernement nazi.

Cependant, dans les plans initiaux, aucun rôle important n'était prévu pour les P.G. soviétiques dans l'économie du Reich. Les premières intentions sont précisées dans le règlement de la question des P.G. fai-

(1) *Revue internationale du travail*, septembre 1943, Canada.

sant partie des dossiers du plan Barbarossa (1). Le règlement se réfère à la *Convention de Genève*, mais y introduit une série de modifications qui la rendent pratiquement inopérante. Ce document exclut en même temps l'emploi des P.G. soviétiques dans les entreprises sur le territoire du Reich. Ils devaient être employés avant tout dans les régions occupées à l'Est. Un puissant réseau de camps était cependant prévu, pour eux, dans le Reich (790 000 hommes). On sent un flottement dans ces dispositions initiales : l'ampleur de ce réseau intérieur des camps ne correspond pas à la décision de ne pas employer largement les P.G. soviétiques à l'intérieur du Reich. D'où venait cette interdiction ? Les mesures draconiennes de sécurité, décrétées ensuite pour permettre l'emploi des P.G. soviétiques, montrent qu'elle a été édictée à la suite de considérations policières et qu'elle était donc prise sous les auspices des services de Himmler. Elle a été énoncée au nom de Hitler lui-même (2).

Quand à l'O.K.W., dont les services économiques souhaitaient un large emploi de la nouvelle main-d'œuvre, il s'associa, sous l'égide du *Pland de Quatre Ans*, à toutes les autres autorités économiques pour obtenir l'annulation de l'interdiction. Au début de juillet 1941, le département de l'économie d'armement de l'O.K.W. annonce qu'on est sur le point d'aboutir. Le règlement pour les P.G. soviétiques, de septembre 1941 (3), admet déjà leur emploi, mais le soumet encore à la décision de la *Wehrmacht* (alors que les affectations des autres P.G. étaient librement décidées par les services civils) et impose le travail en « colonnes fermées » distribuées sur le chantier, de telle façon que les sentinelles puissent tirer en direction des P.G. soviétiques, sans mettre en danger l'entourage.

C'est à Göring que l'économie nazie doit le plein emploi des P.G. soviétiques. Il décida d'abord d'intensifier la production aéronautique. En août 1941, il donne l'ordre de placer encore 100 000 P.G. français dans les usines travaillant pour l'aviation (4). Ces P.G. devaient être remplacés aux emplois qu'ils quittaient par un nombre plus important de P.G. soviétiques (120 contre 100). La plupart des branches de production sont affectées par la redistribution des P.G. qui s'ensuit. Les entreprises principalement prévues pour les mutations étaient les grosses fermes et l'*Organisation Todt*. Les mutations devaient épargner l'industrie d'armement et les mines.

L'effort de Göring d'insuffler un nouvel élan à toute l'économie allemande l'amena bientôt à envisager une utilisation des P.G. soviétiques

(1) Instructions du 16 juin 1941 de l'O.K.W. sur les P.G. dans le cas *Barbarossa* (NOKW-549).

(2) Conférence du 4 juillet 1941, au département de l'économie d'armement à l'O.K.W. sur l'emploi des P.G. soviétiques (CLXXXII-105).

(3) Règlement du 19 septembre 1941 (O.K.W.) sur la façon de traiter les P.G. soviétiques (NOKW-2795).

(4) Circulaire du 26 août 1941 du *ministère du Travail* aux *Offices du Travail* (emploi des P.G. soviétiques) (CLXXXII-103).

dans une perspective incomparablement plus large que celle de remplacement des P.G. français. Le *Reichsmarschall* était très exactement renseigné sur les insuffisances économiques du Reich. Il déclara en novembre 1941 (1), devant les plus hautes autorités économiques, qu'étant donné la puissance de l'industrie soviétique il est urgent pour l'industrie allemande de se ressaisir et de profiter pour cela de la capacité de travail des P.G. soviétiques. Mais cette capacité dans l'esprit de Göring est celle du travail d'esclaves. Ce qu'il apprécie, c'est l'endurance et la sobriété : les P.G. soviétiques permettront de remplacer dans la masse de la main-d'œuvre étrangère les paresseux et les gros mangeurs ! Il déclare souhaiter que des usines entières marchent avec seulement des P.G. soviétiques sous la férule des cadres allemands. Par ailleurs, la main-d'œuvre, constituée par des P.G. de toutes les nationalités, lui paraissait particulièrement intéressante, parce qu'il n'avait pas confiance dans le recrutement des étrangers civils. Il ne prévoyait pas l'action violente que développera plus tard Sauckel.

Le 31 octobre 1941, l'O.K.W. donne l'ordre pour l'emploi des P.G. soviétiques dans tout le secteur civil. Leurs attributions au travail dépendront dorénavant non plus de la *Wehrmacht*, mais des autorités civiles. Les conditions de sécurité qui gênaient encore leur emploi sont assouplies. Il s'agit maintenant de constituer un effectif puissant de ces P.G. L'O.K.W. adresse des instructions aux autorités militaires dans les régions occupées à l'Est pour la sélection des P.G. bien portants, mais aussi des « récupérables » pour lesquels on prépare des *camps de récupération* près des chantiers de l'*Organisation Todt* (autostrades). Pour les triages à l'Est, les entreprises sont obligées d'envoyer des représentants choisis dans leur personnel.

Les entreprises accueillirent avec réticence la décision d'employer les P.G. soviétiques. La main-d'œuvre qu'elles appréciaient — le P.G. français — était cependant destinée dans une grande partie à la production aéronautique, en sorte que les industriels étaient obligés d'accepter le remplacement qui leur était offert avec insistance.

Faute de mieux, l'exploitation des P.G. soviétiques ne tarda pas à se révéler fort souhaitable aussi aux employeurs eux-mêmes. Les usines d'aviation les utilisèrent bientôt dans une très large mesure. Toutes les industries reconnurent l'utilité de leur exploitation.

Quel fut l'effet de cette exploitation sur le sort des P.G. soviétiques ? Ils sortaient des conditions effroyables des camps dans les régions occupées à l'Est. Leur transfert dans le Reich leur apportait-il un allègement ? Une quantité imposante de documents, présentés à l'instruction des procès jugés par les Tribunaux alliés de Nuremberg, témoignent que leurs souffrances ne tarissaient pas, leur mortalité était énorme. Les données

(1) Note de l'O.K.W. sur les explications du maréchal du Reich à la séance du 7 novembre 1941 au ministère de l'Aviation (emploi de la main-d'œuvre russe dans l'économie de guerre) (CLXXXII-106). Procès verbal de cette même conférence fait par le *Plan de Quatre Ans* (PS-1193).

statistiques nous ont montré l'ampleur de leur dépérissement, aussi bien dans leur totalité que dans les contingents détenus dans le Reich. Les rations alimentaires, qui leur étaient officiellement attribuées, étaient absolument insuffisantes et il s'ajoutait à cela la malhonnêteté des préposés aux cuisines en l'absence de toute volonté de contrôle effectif ; avec cela, aucun secours alimentaire ne leur venait du dehors... En même temps, leurs emplois étaient dans la majorité des cas les plus durs. Au cours des années de guerre, les entreprises consignaient dans leurs rapports à la fois les bons résultats qu'on réussissait à extorquer aux P.G. soviétiques et les énormes déchets dans leurs rangs.

5) *Les prisonniers de guerre soviétiques sous l'autorité des services de Himmler*

L'importance économique attribuée aux P.G. soviétiques devait s'opposer au principe de leur extermination massive pratiquée par le S.D. Hitler avait ordonné de « liquider » par leur remise au S.D. les P.G. soviétiques « dangereux » aux points de vue politique et « racial ». Les autorités économiques obtinrent la modération de cet ordre : le S.D. devait remettre les ouvriers spécialisés à l'O.K.W. pour leur emploi dans le Reich (1). Le S.D. répondit en décembre 1941, que sur les 22 000 qui lui ont déjà été remis. 16 000 étaient « liquidés », mais que, dorénavant il épargnerait les spécialistes. Pour sa part, Himmler décida, en novembre 1941, que les contingents de P.G. soviétiques, livrés dans les camps de concentration pour le « traitement spécial », devaient être soumis à des triages pour conserver les P.G. aptes au travaux dans les carrières. Ce supplément de main-d'œuvre dans les camps de concentration dépérissait d'ailleurs dans des conditions encore plus atroces que les internés civils.

Le triage des P.G. soviétiques, pour le transfert des « dangereux » au S.D., s'effectuait en général avant leur affectation au travail. Mais, en cas d'urgence, les commandos étaient formés avant le triage qui, alors, avait lieu dans l'enceinte même des entreprises. Les employeurs étaient invités à collaborer avec le S.D. D'après les instructions de l'O.K.W. (2), qui contiennent ces précisions, le transfert au S.D. pour les camps de concentration pouvait avoir lieu longtemps après l'affectation. La remise des « dangereux » était assortie d'une mesure particulièrement hypocrite : ils étaient transformés en civils au moment de leur transfert.

(1) Circulaire du 15 novembre 1941, de l'inspecteur des camps de concentration sur la suspension de l'exécution des P.G. soviétiques dans les camps (PS-1464). Note du *ministère du Travail* du 22 décembre 1941, sur une conférence du commandant des P.G., général Reinecke, et des représentants de l'*Office Suprême de la Sécurité du Reich (Reichssicherheitshauptamt)*, du *ministère de l'Est*, etc. (NOKW-147).

(2) Instructions de l'O.K.W. concernant les P.G. soviétiques, mars-juin 1942 (NOKW-40).

Ainsi leur détention dans les commandos des camps de concentration où ne survivaient que des contingents minimes n'avait pas à tourmenter la conscience de l'O.K.W.

6) *Les prisonniers de guerre dans les branches préférentielles de la production après la nomination de Speer* (février 1942)

En février 1942, l'économie du Reich change de direction. L'autorité de Göring agissant par le *Plan de Quatre Ans* et dominant les *ministères de l'Économie*, du *Travail*, du *Ravitaillement* et aussi celui de l'*Armement* prend pratiquement fin. Todt, *ministre de l'Armement* et chef de l'*Organisation Todt*, périt dans un accident d'avion et Speer le remplace dans ces deux fonctions. Dorénavant c'est le *ministère de l'Armement et des Munitions* qui dominera l'Économie du Reich. Les mines, la sidérurgie, les fabrications navales et celles des armements peuvent maintenant prétendre à la priorité et l'obtenir.

Le recrutement, la distribution et l'administration de la main-d'œuvre, y compris les P.G., sont confiés à Sauckel qui, responsable directement devant Hitler, a pour mission de satisfaire en premier lieu les besoins déterminés par le *ministère de l'Armement*.

Dans la progression vertigineuse de la production des armements obtenue par Speer, l'emploi accru des P.G. soviétiques devient un problème fondamental. Sans parler de leur emploi directement dans les usines d'armement, ce sont eux qui sont destinés aux mines de charbon où le Reich cherche la base de son salut économique. Pleiger, président de l'*Association du Reich pour le Charbon*, obtint pour sa branche la priorité absolue spécialement en ce qui concerne les P.G. soviétiques. Il insista sur le fait que leurs anciens de 1914-18 ont fait preuve de leur valeur dans ce métier. En juiller 1942, le nombre des P.G. dans les mines augmente brusquement : il monte de 19 870 à 35 645. Nous connaissons les chiffres qui s'échelonnent jusqu'en 1944.

Depuis la première moitié de 1943, la crise du charbon s'aggrave. La production doit augmenter, mais la main-d'œuvre manque. Speer et Pleiger attaquent brutalement Sauckel et les représentants de la *Wehrmacht*, qui transmettent les appels sous les drapeaux. A une réunion à l'O.K.H., en mai 1943 (1), consacrée à la question de remplacement des conscrits qui devaient être enlevés à la main-d'œuvre charbonnière, Pleiger accuse Sauckel d'irresponsabilité pour ne pas avoir tenu ses promesses de fournir de nouveaux P.G. Il refuse d'admettre le départ de 10 000 conscrits mineurs, tant qu'il n'aura pas reçu en remplacement

(1) Réunion du 29 mai 1943 (concernant la main-d'œuvre charbonnière) au *Commandement Suprême de l'Armée de Terre* (O.K.H.), *Direction générale de l'Armée*, sous la présidence du général v. Unruh avec Pleiger et les représentants de Sauckel, du *ministère de l'Économie*, etc. (NI-2838) (19).

24 000 P.G. soviétiques. Speer intervint alors auprès de Hitler et obtint du *Führer* la promesse exorbitante de mettre à la disposition des mines de charbon encore 2 à 300 000 P.G. soviétiques. Pleiger annonce la bonne nouvelle aux organismes professionnels intéressés et demande de ne pas ébruiter l'action qui se prépare, étant donné les convoitises des autres branches de l'industrie. Le décret qui s'ensuivit est du 8 juillet (1). Il est pris par l'O.K.W. au nom du *Führer* lui-même. Sa teneur est curieuse en ce qu'il ordonne un comportement inattendu dans la farouche lutte de la *Wehrmacht* contre les partisans : les partisans capturés, âgés de 16 à 55 ans seront (au lieu d'être exterminés) traités comme P.G. pour être envoyés à ce titre dans les mines de charbon en Allemagne. Cet ordre s'applique non seulement à l'U.R.S.S., mais également à la Baltique, à la Pologne et aux Balkans. L'action dans le Sud-Est n'intéressait pas Pleiger qui n'acceptait, pour sa branche, que les Soviétiques. Elle était décidée accessoirement à l'occasion de l'initiative des responsables de la production charbonnière. En U.R.S.S., elle n'a donné, jusqu'en octobre 1943, que 75 000 nouveaux P.G. soviétiques et a été arrêtée à cette même époque (2). L'ordre de ménager les partisans s'était-il révélé inapplicable en U.R.S.S. ? Dans les Balkans, par contre, il est resté en vigueur. Encore en 1944, dès qu'une formation de la *Wehrmacht* annonçait qu'elle s'apprêtait à liquider des partisans, des contre-ordres catégoriques lui étaient aussitôt adressés, rappelant la nécessité d'accroître la main-d'œuvre dans le Reich.

Si les mines de charbon étaient, au premier plan, des soucis de l'économie allemande, la sidérurgie, qui, encore en 1941, n'arrivait pas à faire reconnaître ses droits primordiaux, obtient cette reconnaissance de Speer. L'industrie de transformation (demi-produits métalliques) reçoit le même avancement, seulement à la fin de 1943.

Les *Konzerns* métallurgiques pliaient sous le poids des commandes. Les directions des usines étaient responsables de l'exécution des plans établis et exigeaient, en conséquence, des suppléments de main-d'œuvre. Mais, lorsque l'expansion d'une fabrication qui les intéressait, était, au contraire, freinée par la planification, les industriels, surchargés par ailleurs, usaient de leur influence pour obtenir l'accroissement du programme aussi sur ce point et se mettaient à la recherche d'un supplément de main-d'œuvre. Tel fut le cas de Flick qui réussit, après de nombreuses interventions, à accroître la quantité prescrite pour la production de wagons et se procura à cette fin, en décembre 1942, un supplément de 600 P.G. soviétiques (3).

(1) Décret de Keitel (O.K.W.) du 8 juillet 1943 (PS-744).

(2) Lettre du 11 octobre 1943, de Speer au Generalfeldmarschall Keitel (NI-1672) (23).

(3) Notes du 14 février (NI-3585) (23), du 28 avril (NI-3587) (23) et du 21 décembre 1942 (NI-3619) (23) d'un directeur du Konzern Flick.

7) *Les prisonniers de guerre dans les branches non préférentielles de la production sous Speer*

Les branches que favorisait le *Plan de Quatre Ans* n'avaient pas la faveur du *ministère de l'Armement*. Aussi de nouveaux contingents de P.G. étaient obstinément refusés à l'industrie des matières synthétiques et aux usines d'aviation, malgré toutes leurs insistances. Dans l'industrie aéronautique, la situation était d'autant plus grave que sa main-d'œuvre allemande était durement touchée par les appels sous les drapeaux en raison du jeune âge des ouvriers de cette branche, elle-même relativement jeune. Elle était acculée à l'emploi de la main-d'œuvre des camps de concentration tout en gardant les contingents de P.G. obtenus du temps de la puissance de Göring. Exaspérés, G ring et Milch, responsables de l'industrie aéronautique, exigent que soient au moins abolis les règlements gênants qui empêchaient de pousser brutalement les P.G. au travail. Ils clament l'urgence de mettre hors d'usage la Convention et de permettre aux civils de châtier eux-mêmes les P.G. récalcitrants (1).

La priorité de l'agriculture sur l'industrie prit également fin sous l'action de Speer. Cette priorité est encore mentionnée dans un règlement de travail des P.G., en février 1942. Les mutations des P.G. de l'agriculture dans l'industrie se développent, surtout à partir de 1943. Des efforts ont été quand même faits pour aider les cultivateurs. On continuait à faire pression sur la *Wehrmacht*, qui s'obstinait toujours à retenir pour ses propres besoins des P.G. destinés, en raison de leur nationalité à l'agriculture. L'industrie elle-même prêtait à l'agriculture des P.G. pour des travaux saisonniers. Enfin, il y avait une source importante : les P.G. soviétiques, reconnus inaptes au travail, ce qui était d'ailleurs assez rare, étant donné l'obstination des employeurs à ne pas lâcher ceux qui leur étaient affectés. Alors qu'en 1941, les P.G. soviétiques « récupérables » étaient placés pour récupération dans les commandos de l'*Organisation Todt*, on les attribua, sous Speer, à l'agriculture. Ils étaient placés pour « convalescence » dans les fermes où ils travaillaient pendant trois mois sans salaire et, s'ils étaient rétablis, le fermier pouvait continuer à les employer, mais aux conditions normales.

8) *Improvisations sur le statut des prisonniers de guerre*

Pour tirer davantage profit de la main-d'œuvre P.G., les autorités nazies procédaient à des improvisations sur le régime de captivité.

Il s'agissait d'abord de la main-d'œuvre française. L'idée première était de créer une forme de « congé de captivité » qui, à la fois, apporterait en échange de cette faveur la rentrée dans le Reich de travailleurs français civils et conserverait pour le travail en Allemagne le P.G. en « congé ». Dès décembre 1941, le département de l'économie de l'armement de l'O.K.W. lance (2) l'idée d'une mise en congé des P.G. français impliquant leur engagement immédiat de travailler dans le Reich, toute infraction

(1) Conférence de techniciens au ministère de l'Aviation sous la présidence de Milch (NOKW-17) (18). Séance du 16 février 1944, à la *Planification centrale* (R-124).

(2) Note du 5 mars 1942 de l'O.K.W., département de l'économie de l'armement sur la transformation des P.G. français (NG-2428). Lettre du 26 février 1942, de l'inspecteur de l'armement, Paris, au département de l'économie de l'armement, O.K.W. (CLXXXIV-18).

à l'engagement entraînant la reprise en captivité. On espérait obtenir ainsi plus de zèle de la part du P.G. et cultiver en même temps les bonnes dispositions du Gouvernement de Vichy, en ce qui concerne l'engagement des civils pour le Reich. Mais le gouvernement de Vichy, invoquant la collaboration, insistait sans discontinuer, sur la libération totale des P.G. français. Cette insistance inquiétait encore, à la fin de 1941, l'O.K.W. Le *Plan de Quatre Ans* le rassura à ce propos (1) : la valeur économique des P.G. français et leur valeur comme gage entre les mains du Reich excluaient la libération générale ; quant aux libérations individuelles, elles étaient prises à bon escient dans l'intérêt allemand. Ainsi rassuré, le département de l'économie d'armement de l'O.K.W. travaille sur le projet de « transformation », qu'il demandera à Speer en mars 1942, de soumettre à Hitler.

Le projet est cependant mis en veilleuse. Depuis la nomination de Sauckel, l'attention des autorités nazies est concentrée sur la requisition des étrangers civils. C'est seulement sous cet angle qu'on touchera d'abord à la condition des P.G. français, à savoir en offrant des libérations de nombres limites de P.G. exclusivement comme monnaie d'échange contre des engagements de civils (2). Sauckel négocia un accord avec Laval conformément auquel 50 000 P.G. agriculteurs devaient être rapatriés en échange de 250 000 manœuvres et de 150 000 spécialistes pour le Reich. Il négocia, après cette action, la *relève* qui consistait en l'échange d'un P.G. rapatrié sous le régime de congé de captivité contre 3 civils s'engageant pour le travail en Allemagne. D'après les déclarations de Sauckel à son procès à Nuremberg, cette dernière action amena en Allemagne 200 000 civils. Il y aurait eu, par conséquent, environ 70 000 P.G. *relevés*.

C'est en 1943, qu'est repris le projet initial, celui des *transformés*. Il s'agissait simultanément de l'octroi du régime de travailleur civil en Allemagne pour le P.G. et de la fourniture d'un civil français en échange de cette transformation. Laval essaya d'obtenir un taux d'échange plus avantageux que celui d'un transformé contre un civil engagé, mais provoqua l'indignation de Hitler et de Ribbentrop, qui se déclarèrent à ce propos prêts à exiger « un à deux millions de Français », sans aucune contrepartie. Laval a cependant accepté les propositions de Sauckel, si bien que celui-ci demande (3), en avril 1943, au *Führer*, d'octroyer le statut de *transformés* à 250 000 P.G. français, étant donné le niveau très satisfaisant du recrutement des civils. Quelques jours plus tard, il fait part à Hitler de la profonde impression produite sur Laval et sur son gouver-

(1) Lettre du 17 janvier 1942, du *Plan de Quatre Ans* au *département de l'économie de l'armement*, O.K.W., sur la libération des P.G. français (CLXXXIII-14).

(2) *Procès des grands criminels de guerre nazis*, t. XV, pp. 57-59, 193.

(3) Lettre de Sauckel à Hitler du 15 avril 1943, sur la main-d'œuvre étrangère (PS-407, VI).

nement, par la mesure en question qu'il aurait voulu pouvoir appliquer aussi en Belgique.

C'est une mesure inverse que les autorités nazies appliquèrent aux Hollandais. L'armée hollandaise s'est démobilisée peu après la débâcle de 1940. L'occupant nazi avait admis cette mesure. La démobilisation a été totale. Mais, en mai 1942, les officiers de carrière ont été repris en captivité à titre de représailles contre l'attitude résistante du peuple hollandais. Au début de 1943, Sauckel, constamment à l'affût de nouveaux moyens pour satisfaire les exigences en main-d'œuvre, s'attacha au projet (1) de reprendre en captivité toute la troupe hollandaise pour l'offrir à l'Économie du Reich. Notons que l'idée d'une telle mesure avait été initialement lancée par Göring, en novembre 1941, à la grande réunion consacrée à la question du travail des P.G. Sauckel comptait obtenir 300 000 ouvriers dont 120 000 travailleraient en Hollande, et 180 000 iraient dans le Reich. Il souhaitait l'internement de la troupe sans désignation de puissance protectrice. Par contre, le ministère des Affaires étrangères du Reich craignait des complications internationales à ce propos et tirait les choses en longueur, provoquant la fureur de Sauckel. Enfin, la mesure a été prise, le 23 avril 1943. Elle était présentée comme mesure de représailles contre le terrorisme. Son succès était médiocre. Les anciens soldats hollandais travaillant dans le ravitaillement, l'agriculture, l'administration, l'industrie, reçurent des certificats pour rester dans leurs emplois, certificats souvent fictifs. Un contingent de 8 000 P.G. hollandais a pu, quand même, être formé pour être envoyé dans les entreprises en Allemagne. C'est l'industrie aéronautique et celle de l'essence synthétique qui, par exception, en profitèrent.

Dans la deuxième moitié de 1943, un nouveau genre de militaires captifs fit son apparition dans l'industrie allemande — les *Internés militaires italiens* (I.M.I.). Après la chute de Mussolini, les formations italiennes, sauf celles qui, soit se déclaraient volontaires pour combattre aux côtés de la *Wehrmacht*, soit étaient prises en combattant contre cette dernière, tombaient sous le régime d'*internement militaire* (2). Les I.M.I. étaient amenés en Allemagne comme main-d'œuvre. Sur ce point existait, paraît-il, un accord avec Mussolini lui-même (3). Au point de vue de leur statut, ils étaient placés sous l'autorité des commandants des *Stalags*. Leur régime au point de vue logement, nourriture, salaire était celui des P.G. de l'Ouest. Mais, comme ils n'avaient jamais été reconnus comme P.G., leur classification spéciale rendait acceptable pour l'O.K.W. leur utilisation à n'importe quel travail. Ils bouchèrent les trous dans la main-d'œuvre charbonnière, mais furent également employés de façon massive dans les industries d'armement. Parmi les P.G. de l'Ouest,

(1) Correspondance (avril 1943) entre Ritter du ministère des Affaires étrangères du Reich et le département politique de ce ministère au sujet des P.G. hollandais (NG-1733).
(2) Circulaire de l'*Office du Travail*, Essen, sur les *Internés militaires italiens* (NI-13294).
(3) *Procès des grands criminels de guerre nazis*, t. IX, pp. 121-122.

les I.M.I. ont été nettement défavorisés quant à la façon dont ils étaient traités. Ils se montrèrent, de leur côté, réfractaires au travail. En été 1944, les employeurs obtinrent de Hitler, par l'intermédiaire de Speer, des ordres particulièrement sévères contre les I.M.I. récalcitrants. En août 1944, ils furent transformés en civils ce qui simplifia les rapports entre eux et leurs employeurs.

9) *La fin*

Jusqu'à la fin de 1944, la chasse à la main-d'œuvre étrangère continue et les P.G. en sont la partie la plus convoitée et la moins accessible.

Mais une nouvelle tâche occupe les autorités nazies responsables de la sécurité du territoire — la préparation de la défense contre la pénétration des armées alliées. Des effectifs des P.G. sont enlevés à leurs commandos pour être affectés à des travaux de terrassement (travaux de fortification). Ainsi, un fort contingent de P.G. anglais est prélevé pour ce travail dans les mines de Haute-Silésie et l'*Association du Reich pour le Charbon* ne réussit que difficilement, sur intervention de Bormann, à les récupérer. Ce nouveau genre d'emploi des P.G. était pratiqué un peu partout dans le Reich.

Depuis l'automne 1944, l'activité économique du Reich s'exerçait comme sous une sorte de malédiction lancée contre elle par Hitler. Le *Führer* ordonna que devant la pénétration alliée, tout le potentiel économique allemand soit détruit ! Speer intervint et réussit à ajourner cet ordre. Il ordonna, pour sa part, de ne pas interrompre la production dans la Ruhr. Cet ordre répond au désir de l'industrie qui ne tardera pas à l'opposer à l'intention d'évacuer les populations des régions menacées.

Au début d'octobre 1944, la région d'Aachen avait été évacuée, ce qui aboutit à une situation chaotique. Les mineurs évacués, y compris les P.G., devaient être utilisés en Haute-Silésie, mais ils ne purent être regroupés. Après cette action, les *Aciéries réunies* engagent la lutte pour contrecarrer l'intention d'évacuer de toute l'Allemagne de l'Ouest, 800 000 P.G. et civils étrangers. Elles font état auprès de Himmler (1), d'une part du désarroi de Göbbels venu inspecter la région et de l'autre part, de l'ordre de Speer de continuer la production.

Fin janvier 1945, Speer coupe enfin l'élan de l'industrie. Les P.G. attendent leur libération, les uns dans les commandos et les stalags, les autres dans des campements improvisés où les autorités militaires de certaines régions les avaient évacués.

* * *

La vie des P.G. dans les commandos, leur travail, les règlements fixant leur ration, leur rétribution, le comportement de leur entourage allemand envers eux, tout cela reste en dehors de notre exposé. Nous

(1) Télégramme du 9 octobre 1944 des *Vereinigte Stahlwerke* (Aciéries réunies) à l'état-major personnel du *Reichsführer-S.S.* (NI-8541) (18).

nous sommes bornés à traiter seulement la question de l'importance de la présence des P.G. dans l'économie allemande et, en premier lieu, dans l'industrie. Ce tableau purement économique, tracé à vol d'oiseau, présente cependant un ensemble de faits qui permettent d'inférer les attitudes adoptées dans l'Allemagne hitlérienne à l'égard des divers groupes de P.G.

Il y a la catégorie des P.G. engagés dans l'économie allemande selon le statut normal de la captivité de guerre — les Anglais, les Belges, les Américains, les Balkaniques. Ils subissent dans l'ensemble le poids sévère, mais normal de leur sort de P.G. Il y a les déclassés : les P.G. polonais, traités comme civils et apparentés au rang humiliant de travailleurs de l'Est. Il y a des P.G. sous un statut, pour ainsi dire, dégénéré : les Français sous le signe de la collaboration, les Hollandais devenus P.G. à titre de représailles, les Italiens militairement internés placés dans une situation hybride de militaires, détenus par une puissance contre laquelle ils n'ont pas combattu. Et il y a enfin les hors-la-loi : les P.G. soviétiques. On en disposait comme d'un bétail qu'on exploitait entièrement dans l'immédiat, sans le souci de le conserver. C'est sur ce dernier point que nous insisterons pour terminer.

Les arrivées massives des P.G. soviétiques étaient motivées autant par la nécessité d'augmenter la main-d'œuvre que par celle de combler les vides causés par leur mortalité. Un exemple suffira : 151 023 P.G. soviétiques travaillaient dans les mines de charbon au 31 décembre 1943, mais dans la période de janvier jusqu'au 27 juin 1944, furent hospitalisés ou périrent 32 236 de ces P.G., alors que dans la même période ne purent être fournis que 30 471 nouveaux. Les autorités militaires responsables des P.G. s'émeuvent. Dans les régions éloignées des graves épreuves de forces, l'O.K.W. n'est pas indifférent au mépris du droit international. Le commandement des P.G., qui fait état des chiffres cités, attaque l'*Association du Reich pour le Charbon*. Il écrit à Pleiger le 4 septembre 1944 (1) :

« L'O.K.W., chef des prisonniers de guerre, observe depuis un temps assez long l'usure extraordinairement élevée de la main-d'œuvre des P.G. soviétiques dans les mines (suit une longue énumération des griefs contre les employeurs)... La fréquence et la régularité des plaintes de cette sorte provoquent l'impression qu'il s'agit là de manifestations caractéristiques d'une inconcevable maladresse de la part de la direction des entreprises ou des organes subordonnés... Il est étonnant que des efforts formidables d'un tiers côté soient nécessaires pour amener les entreprises minières à un comportement qui est dans l'intérêt de la conservation de la capacité de travail des P.G... »

L'association ayant alerté à ce propos le Groupe économique du charbon (à savoir sa direction régionale pour la Haute-Silésie), ce dernier lui fournit (2)

(1) Lettre du 4 septembre 1944, de l'Organisation pour les P.G. O.K.W., à l'*Association du Reich pour le Charbon*, à l'intention de Pleiger sur la progression des cas de maladies et de la mortalité chez les P.G. soviétiques dans les mines (NI-2812) (26).

(2) Lettre du 19 octobre 1944, du groupe régional du charbon de la Haute-Silésie (groupe économie mines) à l'*Association du Reich pour le Charbon* (NI-2809) (26).

des arguments contre les attaques de l'O.K.W. Il fait valoir les difficultés insurmontables qui empêchent toute amélioration du ravitaillement ; il insinue que les P.G. étaient fournis par l'O.K.W., dans un état de déficience, mais il ajoute à ces arguments une remarque qui laisse entrevoir un tout autre jugement sur la situation. « Par ailleurs, il y a lieu d'indiquer que le nombre des P.G. russes, tombés malades pendant la guerre 1914-18, a aussi été extraordinairement élevé. Selon les constatations des médecins militaires 60 000 P.G. russes sont morts dans ces années de tuberculose. »

Précisons que l'*Association du Reich pour le Charbon*, ainsi que le Groupe économique correspondant, étaient des organismes étroitement liés, tous les deux formés des plus grands industriels de cette branche et chargés de collaborer activement avec les ministères pour l'établissement et l'exécution des programmes de production. En l'occurrence, l'un de ces deux organismes s'emploie à justifier la situation par une sorte de continuité qu'il établit entre l'Allemagne des Hohenzollern et le IIIe Reich et il le fait pour appuyer les exigences incessantes de nouvelle main-d'œuvre prisonnière mortellement épuisée.

Quel que fût le sort plus ou moins clément ou plus ou moins dur de la majorité des P.G. dans le IIIe Reich, le comportement adopté à l'égard des masses de P.G. soviétiques transforme l'emploi des P.G. dans l'économie allemande en un des chapitres les plus sinistres de l'histoire de l'Allemagne nazie.

J. Billig.

(Centre de Documentation juive contemporaine).

NOTE SUR LA DOCUMENTATION

Les documents qui sont à la base de cette étude ont été rassemblés en vue de l'instruction des procès contre les dirigeants et les responsables du IIIe Reich. Prélevée dans de diverses archives de l'État, de l'administration, de l'industrie, etc., et figurant comme éléments de ce qu'on peut appeler les « archives des tribunaux alliés de Nuremberg », il serait extrêmement difficile, sinon impossible, d'énumérer les sources auxquelles originairement cette documentation appartenait. C'est pourquoi nous nous contentons d'indiquer la qualité des principaux expéditeurs et destinataires de notre documentation composée de correspondances, comptes rendus de réunions, textes officiels, rapports d'activité, etc. :

1) *Conseil du Reich pour la Défense, Plan de Quatre Ans, Planification centrale, ministère de l'Armement et des Munitions* devenu ensuite *ministère de l'Équipement et de la Production de guerre, Plénipotentiaire pour l'Allocation de la main-d'œuvre, ministère du Travail, ministère de l'Économie, ministère de l'Aviation, ministère des Affaires étrangères, Haut Commandement de la Wehrmacht* (Commandement des Prisonniers de Guerre et Département de l'Économie d'armement), *Haut Commandement de l'Armée de Terre, Corporation de l'Alimentation du Reich*, enfin le *Service de Sécurité* (S.D.).

2) *Groupes économiques de la Sidérurgie et du Charbon* et *Associations du Reich pour la Sidérurgie et le Charbon.*

3) Divers organes de direction dans les *Konzern*, en premier lieu de Krupp, de I. G. Farben, de Flick et des H. Göring-Werke (1).

Nous avons utilisé les publications suivantes :

Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, traduction française.

Procès de Krupp. Trials of war criminals before the Nuernberg Military Tribunals, t. IX.

Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice, éd. Costes, Paris.

L'organisation du travail des prisonniers de guerre en Allemagne, dans *Revue internationale du travail*, septembre 1943, Canada.

(1) Les pièces les plus importantes sont indiquées en notes au bas des pages. Pour chacune est marqué sa cote, soit celle des archives de Nuremberg, soit celle du Centre de Documentation juive contemporaine (documents qui n'ont pas reçu de numéro à Nuremberg).

LA DOCUMENTATION SUR LA CAPTIVITÉ AU MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Le *ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés,* puis le *ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre* ont réuni, au cours et au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une importante documentation sur la captivité, comprenant :

— des archives individuelles ;
— des archives collectives ou de documentation générale.

Il apparaît immédiatement que les secondes seules présentent un intérêt direct pour l'historien ; les premières permettant toutefois, par des sondages, d'opérer la vérification de certains événements de la vie des camps (transferts, libérations, décès, etc.), ou de retrouver éventuellement des témoins de certains faits importants (1).

LES ARCHIVES INDIVIDUELLES

A) *Fichiers*

a) *Fichier national des Prisonniers de Guerre :* 2 400 000 fiches. — Ce fichier a été constitué dès le début de la captivité, en partant de sources très diverses. Les principales sont les suivantes :

— listes de camps de passage ;
— *meldungen* (2) de *stalags, frontstalags, oflags* ;
— feuilles de recensement établies par les familles ou les mairies ;
— listes émanant de la Croix-Rouge et notamment les *listes Watson* ;
— listes émanant des centres de rapatriement ;
— *listings* (recensement des prisonniers de guerre classés par lieux de naissance).

Par ailleurs, ce fichier est constamment mis à jour à l'aide des renseignements qui parviennent encore au ministère, à l'occasion de l'application du pécule aux prisonniers de guerre et des recherches complémentaires qui sont faites dans les archives sur la captivité.

(1) Il est à noter également que le fonds d'archives individuelles est beaucoup plus important que le fonds de documentation générale, car les tâches successives que les services ministériels ont eu à assumer (rapatriement, recherche, reclassement, attribution d'avantages...), ont nécessité la consultation d'archives individuelles beaucoup plus que d'une documentation générale sur la captivité.

(2) Listes de recensement allemandes.

b) *Fichier allemand dit Fichier Eckert* (1 100 cabriolets représentant approximativement 10 m³). — Il s'agit d'un fichier établi par les autorités allemandes stationnées en France, et récupéré à la Libération. Il donne de précieuses indications sur les suites de la captivité en France : congés de Libération, rapatriements sanitaires, parfois évasions. Il complète utilement le fichier national des prisonniers de guerre.

c) *Fichier mécanographique des transferts de fonds*, effectués pour le compte des prisonniers de guerre. — 14 millions de fiches correspondant à 14 millions de mandats et représentant 11 milliards de francs.

d) *Fiches médicales de rapatriement* (environ 900 000). — On intitule ainsi un double de la carte de rapatrié établie par le Centre de Rapatriement, qui comporte des renseignements d'état civil, des constatations médicales, la date d'arrivée en Allemagne et le dernier lieu de détention, la date de retour en France.

e) *Kartei.* — Il s'agit d'un fichier établi par les autorités allemandes *(Wehrmacht Auskunftstelle, Agence Wast)*, qui a été découvert à Meiningen à la Libération et ramené en France au ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés. Ce fichier original allemand comprend des fiches de trois catégories différentes :

— *Personalkarte (I)* (11 m³ environ) : fiches signalétiques des prisonniers de guerre donnant éventuellement des indications médicales ;
— *Personalkarte (II)* (7 m³ environ) : fiches comportant les relevés de comptes de reichsmarks des prisonniers de guerre (salaires des hommes de troupe, soldes des officiers) ;
— *Personalkarte (III)* un millier de fiches environ mentionnant les différentes affectations dans les kommandos.

Il existe également un quatrième fichier rappel des précédents dont les fiches portent l'indication pour chaque nom des références du *meldung*, sur lequel figure le prisonnier de guerre en cause.

Il est à noter que les *Kartei* I et II sont actuellement incomplètes. En effet, toutes les fiches comportant des indications médicales ont été adressées au *Service de la Statistique et de la Documentation médico-chirurgicale* de l'Armée à Limoges qui détient l'ensemble des archives médicales concernant les prisonniers de guerre.

En tout état de cause, ce fichier original allemand ne présente plus, à l'heure actuelle, qu'un intérêt historique, puisque aussi bien les services administratifs possèdent, par ailleurs, l'ensemble des renseignements qu'il contient.

f) *Fichiers des médecins en captivité.* — Trois petits fichiers (un cabriolet chacun) dont deux classés alphabétiquement et un par camp.

B) *Listes*

Meldungen (8 m³ environ). — Ces archives originales allemandes sont des listes de recensement des prisonniers de guerre établies par *oflags*, *stalags* ou *frontstalags* et mentionnant :

— l'état civil du prisonnier de guerre ;
— le matricule de recrutement ;
— le matricule de prisonnier ;
— le camp et les différents transferts.

Ces listes sont classées par *wehrkreis* et par *camp*. Elles représentent le principal élément documentaire ayant permis la constitution du fichier national des prisonniers de guerre, instrument de travail habituel des services du *ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.*

Listings. — Il s'agit de listes mécanographiées de prisonniers de guerre encore en captivité en 1943, établies par le *Commissariat général aux prisonniers de guerre* et classées par lieux de naissance, les communes étant codifiées. La consultation de ces listes permet continuellement de compléter les indications qui figurent au fichier national des prisonniers de guerre.

Listes Watson (26 registres). — Listes établies par le Comité international de la Croix-Rouge, d'après les messages envoyés par les prisonniers de guerre au Comité selon un procédé dit *système Watson*. Ces registres fournissent l'identité du prisonnier de guerre, son grade et son camp.

Listes des prisonniers de guerre rapatriés d'Allemagne avant 1945 (0,700 m³ environ). — Ces listes ont été établies par les Centres départementaux de Libération ou la gendarmerie.

Listes des prisonniers de guerre rapatriés en 1945 (0,300 m³ environ). — Ces listes ont été établies par les Centres départementaux de Rapatriement.

Listes des « camps de passage » (approximativement 1 m³). — Il s'agit de listes de prisonniers de guerre non immatriculés, ayant séjourné dans différents camps en France avant l'installation des *frontstalags*. Elles sont rédigées en français et émanent vraisemblablement de ces camps de passage, mais ne peuvent être considérées, à coup sûr, comme des archives originales.

Liste de « prisonniers de guerre décédés » (200 environ). — Origines diverses : Amicales de camps, Croix-Rouge, etc. Ces listes ont été exploitées au fichier national des prisonniers de guerre.

Recensement Kœnig (1,250 m³ environ pour la totalité). — Selon un ordre émanant du général Kœnig, alors commandant en chef français en Allemagne, les autorités locales allemandes ont été invitées à établir l'état des ressortissants français ayant séjourné dans chaque localité de 1940 à 1945.

Dossiers F.F.L. — Indépendamment de ces différents fichiers et de ces archives-listes, le *ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre* détient quelques dossiers individuels de militaires des *Forces françaises libres* en Afrique faits prisonniers de guerre ou disparus (volume 0,250 m³ environ). Ces dossiers émanent des services de l'Intendance des F.F.L. à Londres et comportent des renseignements sur l'unité d'affectation, la date de capture ou de disparition et le camp de prisonniers de guerre sur lequel a été acheminé le militaire.

DOCUMENTATION GÉNÉRALE

A) *Rapports sur la captivité*

La principale source de documentation d'ordre général est constituée par les « Rapports sur la captivité » établis à la demande du *ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés* par les hommes de confiance des *stalags* et les doyens d'*oflags* à leur retour de captivité. Ces rapports ont été bâtis sur un même canevas et traitent habituellement des points suivants :

— situation géographique du camp ;
— effectif du camp et des kommandos ;
— liste des kommandos indiquant le lieu de travail et le nom de l'employeur, le genre d'activité de l'entreprise ;
— activités et loisirs du camp ;
— listes des médecins, dentistes et aumôniers rattachés au camp ;
— évacuation et rapatriement.

Partant de ce fonds initial (160 rapports de l'espèce) les services administratifs ont constitué une documentation générale sur la captivité en

élargissant et complétant par des investigations ultérieures les éléments ainsi fournis. Il existe notamment un travail important sur le repli des camps devant l'avance des armées alliées.

Cette étude a pu être réalisée, d'une part, à l'aide des éléments extraits des Rapports sur la captivité et d'autre part, grâce aux rapports établis au jour le jour, par les officiers de rapatriement et de liaison auprès des Armées alliées à la libération des camps. Elle est complétée par une documentation cartographique représentative des itinéraires suivis par les colonnes des prisonniers de guerre dans leur exode.

Une documentation précieuse sur la Résistance dans les camps de prisonniers de guerre a également été extraite de ces rapports.

B) *Synthèses de documentation*

Une source de documentation générale, tout aussi importante, sur la période du rapatriement, est constituée par le jeu des *Synthèses de documentation* (au total : 24), que le ministère des *Prisonniers, Déportés et Réfugiés* a fait paraître et diffuser, entre le 24 avril 1945 et le 15 avril 1946, auprès de tous les services officiels intéressés en vue de les renseigner sur l'avancement des opérations de libération et de rapatriement en Allemagne, en Autriche et dans les pays annexés (1).

Rapports de visites de camps, faites par les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (600 environ). — Ces rapports portent habituellement sur le régime dans les camps de prisonniers de guerre, les installations et l'état sanitaire. Il s'agit d'une documentation d'ordre général qui se trouve classée par camps.

Interrogatoires d'évadés et de rapatriés. — Dès la fin de l'année 1944, et jusqu'après le rapatriement, les officiers de rapatriement ont procédé à l'interrogatoire des évadés et rapatriés, notamment sur les conditions de vie qu'ils avaient connues durant leur captivité. Cette documentation n'est pas considérable, mais elle a permis, dans certains cas, de compléter utilement les rapports sur la captivité établis par les hommes de confiance et les doyens.

Liste des camps de prisonniers de guerre français en Allemagne. — Bien que dépassée, cette documentation mérite d'être signalée. Ses origines sont des plus diverses : service diplomatiques, Croix-Rouge, services de Lyon, *ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés*, etc. Ces listes mentionnent le nombre de kommandos avec les effectifs et parfois le nombre de prisonniers de guerre transformés.

Dossiers contentieux. — Documentation très fragmentaire répartie en deux chemises d'épaisseur moyenne et comprenant des échanges de correspondances entre les autorités allemandes et les services diplomatiques des prisonniers de guerre ou les hommes de confiance.

Cartographie. — Il convient de mentionner enfin que les services cartographiques du ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés en 1945 et 1946, indépendamment des itinéraires de replis de camps déjà cités, ont établi tout un lot de cartes reproduisant les wehrkreisses ou régions militaires allemandes avec l'emplacement des stalags, oflags, et éventuellement des kommandos.

P. Lamotte,
Ministère des Anciens Combattants.

(1) Ces synthèses périodiques étaient le condensé des éléments contenus dans les rapports que les officiers de rapatriement envoyaient journellement à Paris.

COMPTES RENDUS

ÉTUDES GÉNÉRALES

Militaires et gouvernements

« Traités sans canons ne sont traités que de nom. » C'est par cette citation d'un de ses compatriotes, que je traduis librement, que M. Howard ouvre la présentation d'un ouvrage collectif (1). Il faut à un État des forces armées, non pour se créer arbitrairement des droits, mais pour défendre ceux qu'il détient légitimement. Or, l'existence de ces forces pose un problème. Pour être utilisables, elles doivent exiger de leurs membres une obéissance sans discussion aux chefs. Ces derniers, à leur tour, doivent-ils une obéissance sans discussion au chef de l'État ? Dans l'affirmative, la porte est ouverte à la tyrannie à l'intérieur, aux agressions injustifiées à l'extérieur. Dans la négative, elle l'est au césarisme, à la guerre civile.

Telles sont les questions, auxquelles les Français sont particulièrement sensibles, dont M. Howard, professeur d'histoire militaire à l'Université du London King's College, a proposé l'étude à huit de ses collègues pour huit pays différents. Lui-même, se tenant dans son Introduction à un niveau général, montre que les données géographiques ont créé des nécessités variables selon les pays. Aussi longtemps que l'Angleterre s'est sentie à l'abri derrière le *Channel*, elle n'a pas eu besoin d'une forte armée de terre. Il n'en était pas de même pour les États du continent. L'auteur est ainsi amené à examiner les deux systèmes : une solide armée permanente négligeant l'appoint des réserves plus ou moins mal instruites, ou milices. Les soldats de métier ont une tendance à mépriser les soldats occasionnels, n'ayant pas confiance dans leur moral, leur cohésion, leur discipline. De Guillaume Ier de Prusse, l'auteur cite cet axiome : « La discipline et l'obéissance aveugle sont choses qu'on ne peut créer d'une manière durable que par une longue pratique » et il y ajoute l'exclamation désabusée du général de Galiffet quand, en 1905, la durée du service actif fut réduite à deux ans : « Après avoir abandonné sa religion, le peuple français est en train de jeter son armée par-dessus bord. » Lord Kitchener restait dans la même tradition en rejetant *a priori* l'emploi des unités territoriales que Lord Haldane s'était ingénié à créer. En un mot, l'idée que seuls les professionnels étaient capables de faire la guerre était fortement ancrée dans les esprits jusqu'à une époque relativement récente.

Or, l'histoire contemporaine a conduit à des conceptions différentes. Maintenant, la nation tout entière participe à la guerre, dans tous les domaines : armements, vivres, habillement, transports, carburants, etc. Le secteur des combats proprement dits est largement débordé. Les militaires doivent être considérés par les civils comme des experts indispensables

(1) Michael Howard, *Soldiers and governments*. Neuf études sur les relations entre les civils et les militaires. Londres, Eyre & Spottiswoode, 1957, 192 p.

et, de leur côté, ils doivent compter sur les mesures prises par les civils pour leur permettre d'accomplir leur mission. Le temps est passé où le vieux Moltke disait : « Le politicien doit se taire une fois que la mobilisation est commencée et il ne reprend la parole que lorsque le stratège informe le Roi, après la défaite totale de l'ennemi, que sa tâche est accomplie. »

Il ne doit donc plus exister aujourd'hui de fossé entre militaires et politiciens. C'est ce qui a conduit l'Angleterre (M. Howard ne se réfère qu'à son propre pays, il aurait pu en citer d'autres) à créer un *Committee of Imperial Defense*, un *Imperial Defense College*. Les problèmes de guerre sont devenus des problèmes interministériels. Jusqu'à quel point la vie du pays peut-elle être influencée par les besoins militaires ? Quelle part du budget doit-on consacrer à ces derniers ? Quelle forme de guerre doit-on préparer ? Comment répartir les dépenses entre les créations immédiates et les recherches ? Ne doit-on pas encourager certaines productions au détriment d'autres ? Mais alors, que devient la liberté individuelle ?

Ces questions, poursuit l'auteur, ne sont-elles pas particulièrement angoissantes aux États-Unis où elles sont dominées beaucoup plus par la politique que par les finances ? Les esprits libéraux s'y montrent inquiets. Ils craignent que dans la vie américaine, les facteurs économique et spirituel ne soient dominés par le facteur militaire. La discussion entre les partisans de la liberté et ceux qui ont charge de la sécurité n'est pas close.

M. Howard laisse ensuite la parole à ses collaborateurs. Ne pouvant résumer ici chacune des huit études dont certaines sortent du cadre de la présente revue, je me bornerai à celles qui traitent des États-Unis, de l'U.R.S.S. et du Japon.

Examinant comment les problèmes ci-dessus se sont posés aux États-Unis, M. D. W. Brogan, professeur à Cambridge, rappelle qu'avant la première guerre mondiale, les Américains, gens d'affaires avant tout, considéraient leur armée et leur marine comme un luxe de peu d'utilité. La guerre changea ces conceptions et les États-Unis eurent l'une des grandes armees mondiales et la marine la plus puissante. La signature de la paix détermina un retour en arrière ; on ne conserva que des unités d'expériences et les prototypes que l'on dessina ne devaient jamais être fabriqués en série. Puis la deuxième guerre mondiale ayant éclaté, et avant que l'Amérique n'y participât, le Président Franklin Roosevelt usa de tous ses droits légaux et extra-légaux pour s'occuper activement de l'armée et de la marine dont la guerre lui donnait le commandement, conformément à la Constitution. A mesure que l'autorité du Président grandit, celle du Congrès s'affaiblit. A ce dernier, généralement incompétent, ne furent laissées que des missions de contrôle anodines. « Le plus important des sénateurs n'était guère mieux placé que n'importe quel citoyen » pour contrôler les sommes énormes dépensées par la *Commission de l'Énergie atomique* ou le *Bureau central de Renseignements (Central Intelligence Agency)*.

Après la dernière guerre, la situation ne permit pas aux États-Unis de recommencer en politique leurs zigzags d'autrefois. La conscription fut maintenue. Un *Comité de Défense* fut créé pour coordonner les projets des trois services : armée, marine, aviation, pour atténuer leurs rivalités et « tenir les militaires à leur place ». Mais, fait remarquer M. Brogan, cette institution n'empêcha pas les services de revenir à de vieilles habitudes, en particulier de rechercher l'appui des politiciens, d'où des fuites. Le Président du *Comité de Défense* n'y suffisant pas, ce furent les Présidents eux-mêmes, c'est-à-dire Truman puis Eisenhower qui imposèrent aux services rivaux de faire la paix entre eux.

Du Congrès et du Président, c'est encore ce dernier qui détient la plus grande part d'autorité en matière militaire, et ceci d'autant plus aisément

que le Président actuel est un militaire à la brillante carrière. Toutefois, l'ère atomique a fait naître de nouveaux problèmes. D'après l'auteur, les études faites à West Point et Annapolis n'ont pas préparé les militaires et les marins à une entente facile avec les savants formés dans l'atmosphère très différente de Harvard, de Chicago ou de l'Université de Californie. Le Congrès, exclu des questions militaires, n'est pas satisfait. M. Brogan estime qu'il est urgent pour les États-Unis de donner une autre solution au problème des relations entre la Défense nationale et le système politique, de manière « que le plus important domaine des affaires publiques soit dirigé par des institutions et des principes, non par des personnalités ».

M. G. H. N. Seton-Watson, professeur d'histoire russe à l'Université de Londres, a écrit un chapitre intitulé : « Russie, armée et autocratie. » La Russie, dit-il, a été et reste un grand empire militaire, mais l'armée n'a jamais exercé d'influence dans le gouvernement. Elle a toujours été un instrument aux mains du chef de l'État. Prenons tout de suite, dans ce chapitre, la période moderne. Quand le tsarisme s'effondra, le corps des officiers montra que sa loyauté à l'égard des tsars avait fait place à la loyauté envers la nation. Vinrent les remous qui suivirent la Révolution de 1917, après lesquels le parti communiste établit sa suprématie grâce surtout à l'appui dévoué qu'il trouva dans l'armée. L'organisation du parti dans les forces armées fut semblable à celle qui fut instituée dans l'administration du pays, à cette différence près que les commissaires politiques placés aux divers échelons du commandement ne furent pas élus par le bas mais nommés par le haut. Leur statut varia, mais progressivement s'affirma une tendance à limiter leur rôle au domaine politique et culturel ; de bonne heure, ils ne contresignèrent plus les ordres purement militaires. Le grade de colonel, le titre de maréchal, furent rétablis. Mais vint la célèbre purge de 1937 dont les causes ne sont pas complètement connues et dont les effets se révélèrent désastreux quand Hitler attaqua la Russie en 1941. Grâce à l'habileté du commandement supérieur, à l'aide envoyée par les Alliés, à la réaction des populations maltraitées par les Allemands, le rétablissement fut cependant possible. Après la guerre, il semble que Staline ait voulu rejeter résolument l'armée et ses chefs à l'arrière-plan, mais à sa mort un revirement fut constaté. L'armée a regagné du prestige depuis 1953 et sa rivale, la police, a perdu du terrain. Toutefois « ce serait une erreur de penser que l'armée est un facteur politique ambitieux, actif, et encore moins libéral ». « Elle reste ce qu'elle a toujours été, une force capable de se battre héroïquement pour accomplir la mission qui lui est donnée, que cette mission consiste à réprimer une révolution intérieure ou à écraser les libertés d'un autre pays. »

Le chapitre « Japon » est dû à M. F. C. Jones, professeur d'histoire d'Extrême-Orient à l'Université de Bristol, qui s'est proposé d'exposer la politique militariste du Japon entre 1931 et 1945. Le sujet a été traité maintes fois déjà et l'auteur n'a pas jeté de lumières nouvelles dans son exposé assez bref (les huit études réunies dans ce livre ont eu pour bases huit conférences). Ce qu'il importe de souligner, c'est d'abord que le Japon a toujours placé le métier des armes au premier rang (du moins jusqu'à sa défaite récente), que le militaire japonais s'est fait depuis des siècles un code plus ou moins conventionnel mais sacré de lois morales (c'est le fameux *bushidô*) dans lequel la loyauté à l'égard de l'autorité supérieure s'inscrit à une place d'honneur. Ensuite, il faut se rappeler cette volonté ardente, dont le Japon fut pénétré quand il s'éveilla de son sommeil de deux siècles et découvrit le monde extérieur, de devenir l'égal de ces grandes nations dont la civilisation matérielle avait une telle avance sur la sienne et dont la puissance militaire et navale était redoutable. Orgueilleux, avide d'apprendre, il

rattrapa les siècles perdus avec une rapidité stupéfiante. Ambitieux, poussé aussi par la nécessité de trouver un exutoire à une population qui s'accroissait très rapidement, plutôt pauvre, il jeta les yeux sur le continent. Ses victoires sur la Chine et la Russie le grisèrent. Jamais ses îles n'avaient été envahies. Ses appétits grandirent démesurément. Un chauvinisme effréné se développa, surtout dans les milieux militaires. L'histoire de ce mouvement, forcément abrégée dans ce livre en raison du cadre restreint dont M. F. C. Jones disposait, a été très approfondie par M. R. Storry dans *The double patriots*. On sait à quelle catastrophe les ultra-nationalistes ont conduit leur pays.

Il convient aussi de retenir la solution donnée par le Japon au problème des relations entre le commandement militaire et le Gouvernement. Elle reposait sur deux bases. D'abord, la situation spéciale, unique, du Souverain demeuré le descendant direct des dieux qui ont créé le Japon (puis le reste du monde). L'Empereur détenait à ce titre, un caractère sacré qui n'avait fait que s'accentuer depuis la restauration de Meiji. Ensuite, à l'imitation de l'Allemagne dont l'armée fut prise comme modèle à partir de 1878, l'état-major général était totalement indépendant des organes civils du gouvernement. L'Empereur régnait sur le Japon, mais aucune responsabilité ne tombait sur ses épaules ; ses ministres seuls étaient responsables. Il était le chef des forces armées, mais là encore les responsabilités incombaient aux chefs d'état-major de l'armée et de la marine qui avaient le privilège d'un accès direct auprès du souverain et dont le cabinet ministériel ignorait les décisions.

M. F. C. Jones aurait pu encore souligner que cette juxtaposition des pouvoirs du gouvernement et du commandement aurait justifié l'existence d'un organe suprême. Ce dernier n'existait pas. Les avis empreints de bon sens et de modération que donnait l'Empereur, timide et prisonnier des traditions, eurent parfois une bonne influence pour créer entre les civils et les militaires l'harmonie nécessaire et il ne faut pas oublier que c'est l'Empereur qui donna l'ordre de cesser le feu. Il fallait donc entre Gouvernement et commandement, une entente à moins que l'un ne dominât nettement l'autre. De même, les pouvoirs du chef d'état-major de l'armée et de son collègue de la marine, dont personne ne « coiffait » la juxtaposition, pouvaient se trouver en conflit, et en fait, ils le furent. Il fallait donc attendre de discussions et de négociations l'établissement d'une harmonie d'autant plus indispensable que la guerre du Pacifique fut avant tout une guerre mixte dans laquelle soldats et marins étaient intimement mêlés.

Tout cet ouvrage est plein d'intérêt.

G. Renondeau.

Une histoire yougoslave de la guerre

Drugi Svetski Rat. Pregled Ratnih Operacija, (La deuxième guerre mondiale. Les opérations militaires), par l'Institut d'Histoire militaire de l'Armée populaire yougoslave, Livre I[er] : *Les événements depuis le commencement de la guerre jusqu'au 22 juin 1941*, Belgrade, 1957, 596 p. (1).

Malgré « l'absence des documents officiels étrangers (relatifs à la deuxième guerre mondiale), les insuffisances de nombreuses publications privées éditées

(1) Auteurs : le général Velimir Terzic, le colonel Milutin Markovic, les lieutenants-colonels Nikola Mraovic et Rativor Prohaska, le commandant Dragomir Macej et l'employé Andrija Pavlovic. Rédacteur responsable : le général Velimir Terzic. Rédacteur : Milutin Markovic.

jusqu'à ce jour, le petit nombre d'études historiques officielles, etc. » — ces réserves sont soulignées dans la préface, l'*Institut d'Histoire militaire* publie un exposé des opérations militaires de la deuxième guerre mondiale afin de faire connaître au corps d'officiers et aux écoles militaires yougoslaves « les principaux événements de la guerre, les faits les plus instructifs sur l'action de différentes unités militaires et sur l'emploi d'armes nouvelles » (p. 6).

L'ouvrage comprendra 3 volumes : le deuxième volume sera consacré aux événements allant du 22 juin 1941 à juillet 1943 et le troisième volume à ceux de juillet 1943 jusqu'à la fin de la guerre.

On trouve aux pages 567-573 une longue bibliographie des sources yougoslaves et étrangères de cette étude. Mais, comme les archives de la guerre de l'ancienne armée yougoslave n'ont pas été conservées, les données relatives aux forces yougoslaves et à leur action au moment de l'agression hitlérienne proviennent presque exclusivement des souvenirs personnels de ceux qui y participèrent (p. 7).

Le premier volume contient 12 chapitres, traitant des événements précédant la deuxième guerre mondiale ; de l'organisation des armements des armées belligérantes ; de l'agression allemande contre la Pologne ; de la guerre sur le front occidental ; de la guerre soviéto-finoise ; de l'agression allemande contre le Danemark et la Norvège ; de la défaite des Pays-Bas, de la Belgique et de la France ; de la bataille pour la Grande-Bretagne en 1940-1941 ; des opérations militaires en Afrique et dans les régions méditerranéennes ; de la guerre dans les Balkans en 1940-1941 et des opérations maritimes dans l'Atlantique. Le dernier chapitre contient une conclusion générale sur la première période de la deuxième guerre mondiale.

L'ouvrage est illustré de 23 cartes des opérations militaires.

Quoique les auteurs soulignent dans la préface que ce premier volume est « une synthèse chronologique des actions militaires les plus importantes, mais qu'il ne contient pas une analyse critique des événements, en particulier de ceux qui ont précédé la deuxième guerre mondiale » — ils ont consacré néanmoins 40 pages à ces derniers événements, en les analysant brièvement et de façon « anti-impérialiste » marxiste-léniniste, d'inspiration nettement soviétique. Toutefois, ils reconnaissent que « les États de la coalition antifasciste ont mené dès le commencement une guerre juste et libératrice, malgré le fait que dans cette coalition participèrent les États capitalistes qui luttaient en même temps pour la conservation de leurs empires coloniaux et de leurs positions acquises dans la première guerre impérialiste mondiale » (p. 47).

Les chapitres I, II, IV et VI traitent aussi de la situation générale de la France entre les deux guerres, de l'armée française au début des hostilités, des préparatifs directs de guerre, etc., en France. La plus grande partie du chapitre VII est consacrée à la bataille et à la défaite de la France en mai-juin 1940.

Voici quelques passages saillants concernant la défaite de la France et ses causes :

« L'armée française était commandée par les commandants de la première guerre mondiale. Ivres de leurs victoires dans la dernière guerre, ils croyaient posséder la pensée militaire la plus avancée et qu'en matière de l'art militaire ils n'avaient rien à apprendre... Tous les efforts de certains commandants (par exemple du colonel de Gaulle) de leur faire accepter la nouvelle doctrine de guerre et de motoriser d'urgence l'armée n'eurent pas de suite... » (pp. 55-56).

« En six semaines seulement, la France a subi la plus grande défaite de son histoire... défaite qui était la conséquence naturelle non seulement de l'absence d'une coopération suffisante entre les armées alliées, mais

avant tout de la faiblesse générale de la France dans tous les domaines de l'activité socio-économique, politique et militaire. » Suivent quelques-unes de ces faiblesses : la profonde crise interne aboutissant au « malaise militaire » ; la brutale politique coloniale de la bourgeoisie française aboutissant au mécontentement des divisions coloniales ; le recul industriel, les mauvaises finances et les immenses dépenses pour la construction de la ligne Maginot, empêchant la France de doter son armée d'armements modernes ; les fausses conceptions stratégiques de l'état-major général français, qui consacra tous les moyens disponibles à cette ligne des fortifications et négligea les tanks, l'aviation, etc. (pp. 253-259).

La place consacrée dans ce volume à la Yougoslavie est à peu près la même que celle consacrée aux autres belligérants. Seules 42 pages traitent de l'agression de l'Allemagne contre elle, de sa défaite et de son partage entre l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie, et la Bulgarie.

Mais alors que cette partie abonde en critiques virulentes — le plus souvent justes mais parfois tendancieuses — à l'encontre de l'Ancien Régime, il ne nous semble cependant pas que ses auteurs ont prêté assez d'attention à la position privilégiée de l'armée yougoslave entre les deux guerres, ainsi qu'à celle de son corps d'officiers et qui sont indiscutablement la cause principale de son effondrement subit en avril 1941. Le roi Alexandre, son chef unique, l'avait soustrait dès le début à tout contrôle du parlement qui votait les budgets successifs du ministère de la guerre sans discussion et par acclamation. Cette absence de tout contrôle démocratique de l'armée fit d'elle un véritable État dans l'État et encouragea finalement le roi à proclamer sa dictature personnelle en 1929. Mais lorsque Alexandre Ier mourut, assassiné à Marseille, cet édifice fort coûteux resta aux mains d'un groupe de généraux qui s'étaient fait connaître plutôt par leur esprit courtisan, rétrograde et « grand-serbe » que par leurs qualités militaires.

Cette situation anachronique devait d'ailleurs porter tous ses fruits funestes le jour où le gouvernement yougoslave, issu du coup d'État mémorable du 27 mars 1941, ne put que constater en désespoir de cause que les responsables de l'armée n'avaient pas même exécuté ses ordres relatifs à la mobilisation et que celle-ci, fixée d'abord au 28 mars puis reportée au 1er avril, n'avait eu lieu que le 3 avril. L'ouvrage mentionne naturellement cette mobilisation tardive, mais l'attribue au gouvernement ou à son chef (lui-même général et titulaire du poste de chef de l'état-major du grand quartier général), alors qu'elle fut l'œuvre de leurs subordonnés militaires immédiats, de cet État dans l'État donc qui mena directement le pays à la défaite et à la catastrophe au lieu de le défendre.

Ce que furent cette armée, cette mobilisation tardive à cause de prétendues raisons techniques et ses conséquences tragiques, l'ouvrage le constate de la façon suivante :

« Par son organisation, par sa formation, son équipement et sa tactique, l'armée yougoslave n'était pas prête pour une guerre moderne... Elle ne possédait aucune unité blindée ou motorisée et son aviation était trop faible pour pouvoir empêcher l'action de l'aviation ennemie. De plus, l'armée yougoslave ne disposait pas des moyens suffisants défensifs anti-tanks et anti-aériens ; elle fut donc exposée aux attaques destructives de l'aviation et des tanks fascistes, qui lui firent subir de grandes pertes, en provoquant la démoralisation de ses unités, et, dans la plupart des cas, sa rapide défaite.

« L'attaque des forces allemandes et italiennes considérablement supérieures a surpris l'armée yougoslave au cours de sa mobilisation et de sa concentration, ce qui rendait de beaucoup plus difficile l'exécution des opérations prévues par le commandement suprême yougoslave. La plus

grande partie des divisions n'était même pas arrivée à leurs points de concentration, mais furent lancées dans la lutte comme elles se présentaient, alors que certaines divisions étaient incapables d'y participer en raison des émeutes et de la désorganisation générale ou à cause de la fin rapide de la guerre. Les états-majors, n'ayant pas achevé la mobilisation, n'étaient pas à même de diriger avec succès leurs unités. Comme les unités de liaison ne furent pas mobilisées, toute direction régulière des opérations était exclue. Comme, d'autre part, la mobilisation n'était pas terminée (une grande partie des conscrits, du bétail et des véhicules n'ayant pas répondu à l'ordre de mobilisation) la plupart des unités ne purent pas être dirigées vers leurs positions. C'est pourquoi il est difficile de parler dans ce cas de la concentration, du développement stratégique ou d'une certaine conduite planifiée ou du moins cohérente des opérations, l'armée yougoslave ayant été effectivement détruite et désorganisée au cours de sa mobilisation » (pp. 489-493).

On ne saurait nier d'autre part que toute cette confusion tragique fut provoquée aussi par les lourdes fautes des précédents gouvernements, parmi lesquelles l'adhésion au pacte tripartite fut évidemment la plus fatale. Mais là encore, le ministre de la Défense nationale (un général appartenant comme de coutume au groupe dirigeant de l'armée) avait soutenu la politique d'abandon du prince régent Paul, en invoquant la faiblesse de l'armée.

Quant au principal sujet de ce volume — à l'analyse des opérations militaires depuis le commencement de la deuxième guerre mondiale jusqu'au 22 juin 1941 — elle semble objective, bien documentée, parfaitement claire et, par conséquent, d'un excellent niveau scientifique.

On ne peut en dire autant de certaines considérations politiques dans l'ouvrage, relatives à la guerre et aux événements qui l'ont précédée. De même, les auteurs attribuent au parti communiste yougoslave le mérite décisif dans les événements du 27 mars 1941 à Belgrade, ce qui est historiquement faux. D'autre part, leur attitude à l'égard du traité d'amitié soviéto-allemand d'août 1939 et de l'agression soviétique contre la Finlande dénote un esprit partisan plutôt que scientifique, à l'intention sans doute de l' « endoctrinement » d'actuels et futurs officiers yougoslaves auxquels ce manuel est avant tout destiné. Mais est-ce là la bonne méthode d'éducation des cadres militaires, appelés — d'après la terminologie officielle et entre autres — à empêcher la répétition de la catastrophe d'avril 1941 ?

K. M. Dincic.

Une histoire des grandes puissances

Dans la troisième édition de son ouvrage (1), M. Mourin relate les événements de 1918 à 1958 (la 2e éd. s'arrêtait à 1947). Il explique, dans sa préface, son projet, qui est limité : « Exposer impartialement le déroulement des faits. » C'est donc un manuel de pure histoire *événementielle* qui nous est offert ; il se borne parfois à une chronologie commentée et accorde peu d'attention aux faits économiques, qu'il est malaisé de situer dans le temps, pour faire la plus grande place aux événements politiques, militaires et diplomatiques.

Son but étant tel, on ne peut pas dire que M. Mourin ne l'a pas atteint. La concision de l'exposé l'amène à une sécheresse de style qui réduit consi-

(1) M. Mourin, *Histoire des grandes puissances*, Payot, Paris, 1958, 654 p.

dérablement les commentaires et accroît l'impression d'impartialité ; par ailleurs, bien que de grandes lacunes soient visibles, et certaines omissions regrettables, dans l'ensemble, les faits les plus importants ont été convenablement choisis et groupés. Dans l'émiettement des grands problèmes, considérés successivement sous l'angle particulier à chaque nation, il était inévitable que des répétitions se produisent ; c'était une gageure de saisir toutefois des ensembles, et elle a été souvent gagnée, notamment pour les réparations, les dettes de guerre, le désarmement, la S.D.N., les buts sociaux des nazis, etc. C'était une autre gageure de résumer en quelques lignes une action politique étalée sur plusieurs années et de condenser en quelques phrases une conclusion ; elle n'a pas toujours été gagnée : dire que « Chautemps forma, le 26 novembre 1933, un gouvernement qui ressemblait aux précédents » et passer à autre chose, n'éclaire guère le lecteur ; conclure que « les partis politiques français étaient plus préoccupés de leurs intérêts propres que de l'intérêt général » revêt, faute de nuances, une apparence « partisane », que dément le reste du récit.

Le reproche à faire à M. Mourin est, croyons-nous, tout autre. Par son découpage rigoureux (126 pages pour la France, 104 pour l'Allemagne, 76 pages pour la Grande-Bretagne, 62 pour l'Italie, 82 pour l'U.R.S.S., 80 pour les États-Unis, 46 pour la Chine, 46 pour le Japon), il s'interdit toute véritable explication des événements ; leur enchaînement même ne peut pas être respecté : le lecteur apprend que Barthou rejette un projet de limitation des armements le 17 avril 1934 avant d'avoir lu une seule ligne sur l'existence d'un certain Hitler. Quelques juxtapositions de faits, sans grand rapport les uns avec les autres, font penser plus aux titres de première page de grands journaux qu'à un livre d'histoire : l'agression des *Camelots du roi* contre Léon Blum, par exemple, mise bout à bout avec la remilitarisation de la Rhénanie.

Surtout, toute vue d'ensemble, tout survol des événements, est interdit au lecteur, qu'il s'agisse de la crise mondiale de 1929 (exposée p. 464 pour les États-Unis), de la crise des démocraties, de la montée des fascismes, ou de l'évolution des Empires coloniaux. Les doctrines, l'activité littéraire et artistique et, de façon générale, l'évolution des idées, restent dans l'ombre, ou n'en sortent que partiellement : le système concentrationnaire nazi, correctement décrit, n'était-il pas inclus dans l'idéologie nazie et mis en pratique dès 1933 ?

Peut-être M. Mourin aurait-il pu ajouter à ses monographies nationales, quelques chapitres « collectifs » susceptibles d'éclairer globalement les diverses parties. Une bibliographie, ajoutée à un index fort utile, aurait aussi facilité d'éventuelles recherches de lecteurs désireux de compléter leur information, journalistes, chroniqueurs ou simples curieux, pour qui, de toute façon, l'ouvrage de M. Mourin constituera un précieux aide-mémoire.

H. Michel.

SUR LES ACCORDS DE MUNICH

L'accord de Munich fut-il une conspiration capitaliste ?

Aux livres, documents et articles à consulter au sujet de l'accord de Munich de 1938, dont le nombre n'a cessé de croître, il faut joindre désormais un long ouvrage dû à la plume d'un propagandiste communiste expérimenté (1).

Comme le titre même l'indique déjà, Rothstein s'est mis en tête de prouver que la politique franco-anglaise d'apaisement n'était ni un expédient imposé par l'impréparation militaire de ces deux pays, ni la conséquence d'une erreur de jugement quant à la vraie nature des dictatures que l'on espérait apaiser par des cadeaux.

Pour M. Rothstein, l'accord de Munich était une conspiration tramée en vue de commettre une « agression » (p. 271). Selon lui, « c'était un accord conclu entre des puissances décidées à laisser Hitler s'emparer de la Tchécoslovaquie, dans l'espoir que ce rapt ne serait qu'une halte temporaire sur la voie qui menait à une guerre russo-allemande » (p. 266). Cette thèse exposée avec beaucoup d'habileté et au milieu d'un flot de citations empruntées à des documents diplomatiques, des mémoires, des journaux, etc., dans lesquels le ridicule côtoie librement ce qui est digne d'attention. (Ainsi, beaucoup d'importance est accordée aux résolutions condamnant la politique d'apaisement qu'adoptèrent en Grande-Bretagne telle ou telle section locale de tel ou tel syndicat.) Avant d'examiner ce que vaut cette affirmation, nous devons signaler entre Rothstein et les écrivains communistes qui tentent d'impressionner les Tchèques, une différence importante. Les auteurs tchèques communistes qui étudient cette époque, exploitent naturellement la capitulation de Chamberlain et Daladier devant les exigences allemandes en vue de renforcer au sein du peuple tchèque un courant anti-occidental. Toutefois, pour discréditer Bénès et la démocratie libérale qu'il représente, ils affirment aussi que Bénès et le régime tchécoslovaque d'avant-guerre se prêtèrent de bon gré à cette politique qui aboutit à la disparition provisoire de la Tchécoslovaquie. D'après eux, la requête du gouvernement de Prague demandant que Londres et Paris couchâssent par écrit leur refus de soutenir la Tchécoslovaquie, était une invitation à abandonner le pays et un acte de trahison. M. Rothstein explique l'affaire tout autrement (p. 127) :

« Qu'était-il arrivé le 20 (septembre 1938) ? Le 20, les ministres français et britanniques à Prague, ayant reçu communication du refus du gouvernement tchécoslovaque, avaient déjà commencé à le menacer d'abandon : ceci, le câble de Newton (le ministre britannique) nous le montre clairement. Hodza (le Premier ministre) avait demandé à Lacroix (le ministre français), dans une position différente, puisque la France était liée par les traités de 1924 et 1925, de confirmer par écrit que la France n'avait pas l'intention de faire honneur à ses engagements. *Cette requête était si naturelle* que Bénès la formula lui-même à l'issue de la visite que lui rendirent les 2 ministres dans la nuit. En fait, le message que lui adressa Bonnet le 21 (et qui fut publié dès 1939) correspond étroitement à l'ultimatum dont Lacroix avait donné lecture à Bénès plus tôt dans la journée. »

La différence s'explique très bien par des buts de propagande différents : afin que soit présentée dans un livre destiné à des lecteurs occidentaux sous

(1) Andrew ROTHSTEIN, *The Munich Conspiracy*, Londres, 1958, Lawrence & Wishart, 320 p. Prix : 35 shillings.

son jour le plus noir, la politique d'apaisement, Bénès doit être sans reproches. Les lecteurs de Prague doivent le voir jouer un rôle actif dans une conspiration anti-patriotique ; de celle-ci les lecteurs occidentaux doivent le croire victime.

Toutefois, même si en dépit de ses nombreuses citations, il n'apporte guère d'éléments nouveaux, l'ouvrage de Rothstein constitue une mise en accusation sincère et parfois brillante de la politique d'apaisement d'avant-guerre. Aucune bribe de témoignage qui semble venir à l'appui de la théorie de la conspiration n'est négligée, mais existe-t-il *vraiment* de telles bribes de témoignages ? Tous les documents et mémoires publiés jusqu'à ce jour, confirment uniquement ceci : en 1938, la Grande-Bretagne et la France ne se jugeaient pas assez fortes pour entrer en guerre. Les deux pays ne pensaient guère à la Russie et le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Lord Halifax, envisagea même à un moment donné de laisser aux représentants des « puissances directement intéressées » le soin de résoudre le conflit, par voie de négociations sans exclure la possibilité de participation de délégués russes (1). Dans l'entretien qu'il eut le 30 septembre avec Hitler à Munich, Chamberlain minimisa le danger russe qu'avait souligné Hitler à sa façon habituelle (2).

« Le Fuhrer répliqua sans doute que la Russie rejetterait cette proposition (l'abolition de l'aviation de bombardement . Il (Chamberlain) admit que l'attitude russe serait une source de difficultés. Il tenait à ce que l'on n'oubliât pas que l'aviation allemande de chasse et de bombardement offrait une protection suffisante contre une *invasion russe, qu'il ne redoutait nullement* du reste. » Un Premier ministre britannique résolu à pousser l'Allemagne vers l'Est, se fût-il exprimé en ces termes ? Hélas ! M. Rothstein préfère ignorer ces passages dans des publications auxquelles il fait de fréquents emprunts.

Dans la deuxième thèse qu'il développe, l'auteur s'efforce de nous convaincre que l'Union Soviétique était fermement décidée à voler au secours de la Tchécoslovaquie, disputant son sol à l'agresseur allemand. Dans l'esprit de M. Rothstein, il ne fait aucun doute que l'Union Soviétique fut prête à aider la Tchécoslovaquie ou bien seule, ou bien aux côtés de la France, si celle-ci faisait honneur aux engagements qui découlaient du traité. Devons-nous ajouter à cette thèse plus de foi qu'à la précédente ? Nul n'a jamais observé en Union Soviétique de préparatifs militaires quelconques en septembre 1938. D'ailleurs, le cours des événements n'eût guère été modifié si les dirigeants soviétiques avaient procédé à des préparatifs qui ne brillèrent que par leur absence. A l'époque, l'Union Soviétique n'avait avec l'Allemagne ou la Tchécoslovaquie aucune frontière commune. Le Kremlin savait parfaitement que la Roumanie et la Pologne se refusaient absolument toutes deux à laisser l'armée rouge traverser leurs territoires respectifs. Qu'elles aient eu tort ou raison, le fait est là. Une aide soviétique n'eût pu être apportée à la Tchécoslovaquie que dans le cadre d'une action concertée de la France, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique. De toute façon, Bénès devait abandonner tout espoir dès qu'il devint manifeste que les pays occidentaux préféraient une politique d'apaisement plutôt qu'une épreuve de force.

Si vraiment le gouvernement soviétique avait été prêt à courir le risque d'une guerre avec l'Allemagne, seul ou allié à l'Ouest, il aurait certainement préparé l'opinion à tout événement imprévu et à une éventuelle déclaration

(1) Lettre d'Halifax à Runciman : relatifs à (18 août 1938), *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 3e série, vol. 2, n° 143.

(2) *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, série D, vol. 4, n° 247.

de guerre. En septembre 1938, la presse soviétique ne s'émut pas, à peine consciente de l'existence d'un danger. Tout au contraire, on pouvait lire le 21 septembre dans l'éditorial de la *Pravda* : « A l'Union Soviétique il importe peu de savoir quel sera le brigand impérialiste qui s'abattra sur telle ou telle colonie, tel ou tel État indépendant, car elle ne fait aucune différence entre le brigand allemand et le brigand britannique. » Le 26 septembre, les *Izvestia* expliquaient que l'Union Soviétique n'avait envers la Tchécoslovaquie aucun engagement à tenir si la France restait neutre. Ceci était peu encourageant pour les Tchèques.

M. Fierlinger qui, en 1938, représentait la République tchécoslovaque à Moscou, est aujourd'hui Président du Parlement tchécoslovaque. Nous lisons certains rapports qu'il envoya à Prague, dans ses mémoires (1) publiés en tchèque en 1947, pour être retirés de la circulation après février 1948. Le 17 septembre 1938, il écrivit : « J'ai dit à Coulondre (l'ambassadeur de France) que je n'excluais pas de la part de l'Union Soviétique un certain manque d'empressement à entrer en guerre. Je ne sous-estime pas non plus certains signes de faiblesse interne de l'Union Soviétique. »

Dans son rapport du 29 septembre, nous lisons : « Il est compréhensible que l'Union Soviétique hésite toujours à prendre part au conflit sans les puissances occidentales. » Finalement, Coulondre lui-même écrit dans ses mémoires (2) que Fierlinger lui déclara le 12 septembre (3) : « On ne croit pas au Kremlin que la France et l'Angleterre soient prêtes à faire la guerre pour la Tchécoslovaquie et dans ces conditions on juge préférable de se tenir sur la réserve. »

Une fois encore, M. Rothstein préfère ne pas tenir compte de témoignages qu'il connaît certainement. Voulant définir brièvement l'attitude soviétique, un observateur impartial dirait que les dirigeants soviétiques espéraient se voir dégager de leurs engagements par la politique occidentale d'apaisement.

A propos, comment un écrivain au savoir aussi vaste peut-il écrire (p. 279-280) que Dantzig « appartenait à la Pologne depuis le Traité de Versailles » ?

Dr J. W. Bruegel,
Londres.

La conférence de Munich (1938)

C'est à un jeune historien tchèque, le Dr Boris Celovsky — il est né en 1923, a terminé ses études après 1948 en Allemagne et vit actuellement au Canada — que nous devons l'exposé le plus poussé et le plus complet du problème qu'en politique internationale on désigne du mot de « Munich » (4). Il est significatif que cet ouvrage d'un Tchèque qui traite du point culminant du conflit entre l'Allemagne de 1938 et la Tchécoslovaquie, a pu paraître en Allemagne même : il est publié par l'excellent *Institut für Zeitgeschichte* dont le directeur, le Dr Paul Kluke, l'a lui-même préfacé. Ce fait seul démontre que l'auteur a dû traiter un sujet délicat et controversé avec le maximum d'objectivité, vu le peu de distance qui nous sépare encore de l'événement.

(1) Zdenek Fierlinger, V Sluzbach C.S.R. *(Au service de la République tchécoslovaque)* t. I, Prague, 1947, p. 143 et 167.

(2) Robert Coulondre, *De Staline à Hitler*, Paris, 1950, p. 157.

(3) En français dans le texte.

(4) Boris Celovsky, *Das Münchener Abkommen von 1938 (Veröffentlichungen des Institutes für Zeitgeschichte)*, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart, 1958, 518 p. DM. 26.

Parfois, on a même l'impression que Celovsky a été quelque peu égaré par son louable désir d'être objectif et compréhensif pour les arguments du parti opposé. En reprochant au traité de Versailles (p. 10) « une grossière violation du principe démocratique permettant aux peuples de disposer d'eux-mêmes », il devrait, au préalable se demander si semblable respect intégral et schématique de ce droit — d'ailleurs défini nulle part — est possible face à toute partie adverse sans distinction. Sans vouloir défendre « Versailles » il faut repousser la thèse (p. 476) selon laquelle Hitler a réparé, dans quelque cas que ce soit, « le tort fait à Versailles au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Il peut y avoir « droit de disposer de soi-même » uniquement là où règne le droit, partant uniquement en démocratie. Hitler a abusé de ce slogan au profit de sa politique comme d'autres dictateurs en ont abusé dans d'autres cas au profit de leurs revendications. Le fait qu'il est impossible jusqu'ici de prouver par des documents que Henlein dépendait dès le début (octobre 1933) de Berlin, incline l'auteur à penser (p. 110) que Henlein, au début, n'a pas agi de connivence avec Berlin et que ce n'est que plus tard qu'il s'est mis sans restriction au service de Hitler. Mais, aucun observateur de l'époque ne pouvait ne pas voir que, dès octobre 1933, chaque pas de Henlein était synchronisé avec les besoins tactiques respectifs de Berlin.

Mais ces observations restrictives touchent à peine au fond du problème. De fait l'auteur a réussi à dresser un tableau objectif des événements. Avec un soin extraordinaire, il a analysé, pesé, comparé d'innombrables sources et documents souvent peu connus ou difficilement accessibles. Il a ainsi décrit les événements du moment où éclatait le conflit des Sudètes jusqu'à la conclusion des accords de Munich, en suivant toutes les ramifications du problème et en observant l'attitude de tous les intéressés même les plus éloignés. Quelle que soit la richesse des sources dont nous disposons pour cette époque, il reste toujours quelques points qui ne sont pas encore éclaircis. Ainsi, par exemple, la mystérieuse mission Trauttmannsdorff-Haushofer qui, fin 1936, devait gagner Bénès à la conclusion d'un pacte de non-agression avec l'Allemagne ; de même le problème de la mobilisation partielle tchèque, du 20 mai 1938 ; de même également la discussion des propositions de cession d'une partie des territoires que Bénès aurait transmises en septembre 1938 à Paris et Londres pour éviter le pire. Avant de se prononcer lui-même, Celovsky reproduit consciencieusement les différentes versions — souvent contradictoires — qui ont été émises au sujet de ces problèmes. On pourrait discuter certains détails de son exposé, mais les faits essentiels ont été élaborés par lui de façon définitive et, semble-t-il, irréfutable.

L'auteur nous fournit les preuves concluantes que, pour Hitler en 1938, il ne s'agissait pas de libérer des compatriotes d'un état d'insupportable oppression, mais d'écarter, par une campagne raffinée, un bastion de démocratie en Europe centrale, bastion qui aurait fait obstacle aux vastes plans de conquête du national-socialisme même si les Allemands de Sudètes n'avaient pas eu à présenter les moindres doléances d'ordre politique et national. Il s'en dégage l'impression d'un total aveuglement régnant alors en France et en Angleterre. Chamberlain et Halifax, Daladier et Bonnet auraient dû mettre le holà aux prétentions des nazis. Au lieu de cela, ils leur ont aplani les voies et ils ont exercé, non pas sur Berlin, mais sur Prague, une pression sans cesse renforcée pour obtenir des concessions allant jusqu'à la capitulation. Ainsi, on ne voyait pas, comme dit Celovsky, « qu'on n'avait pas affaire à l'Allemagne mais au national-socialisme », et que toute concession politique faite à Henlein — concession raisonnable et souhaitable dans d'autres circonstances — devait fatalement livrer un

bastion de démocratie au totalitarisme. Que Prague ait été alors enclin à des concessions plus ou moins importantes, avait évidemment une certaine importance tactique. Mais, sur le plan général, tout cela était sans portée puisque les partisans de Hitler parmi les Allemands des Sudètes — avec lesquels, sous la pression de Londres et de Paris le gouvernement de Prague était contraint de traiter — avaient l'ordre strict de répondre à toute concession par des exigences accrues. Ce sont là des vérités premières qu'on n'a plus aujourd'hui à exposer en détail aux Anglais ou aux Français. Mais Celovsky a le grand mérite de les avoir présentées, pour la première fois, et de façon convaincante, dans une publication allemande.

Cependant, en dépit de son ampleur, le livre de Celovsky présente quelques lacunes qu'il aurait été facile d'éviter. Ainsi, c'est uniquement par quelques notes au bas des pages qu'on apprend l'existence, en Tchécoslovaquie, d'un mouvement démocratique très actif d'ouvriers allemands, mouvement qui s'opposait avec le courage du désespoir à la vague d'unification d'Henlein et qui identifiait sans restriction sa cause avec celle de la démocratie tchécoslovaque. En négligeant ce point, l'auteur risque de faire apparaître Henlein aux yeux de nombreux lecteurs pour ce qu'il n'a jamais été : le porte-parole de *tous* les Allemands des Sudètes. De même, c'est seulement une simple note au bas d'une page qui mentionne l'argument peut-être le plus décisif contre la politique d'apaisement, à savoir la révolte — étranglée par la capitulation de Chamberlain et de Daladier devant Hitler — des généraux allemands, qui aurait pu mettre fin à toute l'agitation. Avec cela, Celovsky souligne à plusieurs reprises qu'il n'identifie pas le peuple allemand avec le national-socialisme.

L'auteur soumet aussi à un examen détaillé l'attitude des deux « outsider », l'U.R.S.S. et les U.S.A., pendant la crise qui a conduit à Munich. Quant à la question, fort controversée de savoir si Moscou, en 1938, était disposé à se porter au secours de la Tchécoslovaquie, soit pour le cas où la France remplirait ses engagements d'alliance, soit pour aider une Tchécoslovaquie se battant seule, Celovsky arrive à la conclusion que, d'après les sources disponibles, le Kremlin n'a pas sérieusement envisagé alors de soutenir la Tchécoslovaquie. Malheureusement, le livre s'arrête assez brusquement avec la conclusion des accords de Munich. Il n'enregistre que brièvement la satisfaction donnée aux demandes territoriales de la Pologne et de la Hongrie qui sont pourtant étroitement liées à Munich. L'ouvrage se termine sur la reproduction complète des accords de Munich et surtout sur une bibliographie d'une rare richesse.

Traduction de P. Levy. J. W. Bruegel *(Londres)*.

Les forces aériennes et la crise de Munich

Dans les hypothèses et les spéculations sur les chances respectives des protagonistes en cas de guerre en 1938, l'évaluation des aviations militaires a joué un grand rôle ; pour la première fois, de grandes flottes aériennes allaient se trouver en présence ; les théories de Douhet faisaient encore la loi dans les esprits ; la propagande pacifiste prédisait d'immenses destructions du fait des bombardements aériens ; en France des controverses passionnées s'engageaient sur les causes de l'infériorité de l'aviation française.

Quelles étaient exactement les forces en présence ? C'est à les chiffrer et à les mesurer que s'est employé M. Pierre Sorlin dans un article paru dans le numéro de novembre 1958 des *Forces aériennes françaises* (1).

(1) *Les perspectives aéronautiques dans la crise tchécoslovaque de 1938.*

La question est capitale pour la Tchécoslovaquie elle-même ; État continental, les liaisons avec ses alliés ne peuvent être assurées que par air. Par contre, la Tchécoslovaquie serait un magnifique tremplin d'attaque pour l'aviation russe (1) ; le trajet au-dessus de la Roumanie n'offre pas de difficulté ; les aérodromes tchèques sont suffisamment nombreux ; à partir d'eux, les bombardiers russes sont immédiatement à pied d'œuvre et peuvent atteindre la Saxe, la Silésie, Munich, Nuremberg, Vienne, voire Berlin. Or, écrit M. Sorlin, « les installations de défense anti-aérienne allemandes sont nettement insuffisantes ». Inversement, la zone vitale de la Tchécoslovaquie se trouve exposée aux assauts allemands ; la guerre « aurait amené une ruine à peu près totale de la Tchécoslovaquie ».

Cela étant, M. Sorlin note fort justement que les préoccupations des adversaires sont extrêmement différentes. Pour Hitler, il s'agit moins de la Tchécoslovaquie que de la levée d'une hypothèque, qui rend impossibles tous les plans à venir : le bastion bohémien doit être, d'abord, démantelé. Ses adversaires, séparés en deux blocs isolés, pensent moins à leur riposte qu'à leur défense. « La comparaison des forces en présence constitue leur premier souci. »

Le grand intérêt de l'étude de M. Sorlin est de montrer que, en novembre 1938, les deux partis étaient très au courant de leur potentiel aérien respectif ; les renseignements obtenus aujourd'hui le confirment.

Sans suivre l'auteur dans ses considérations techniques, notons que le Reich peut compter en septembre 1938 sur « un effectif de 3 500 appareils de première ligne ou de réserve, plus de la moitié étant des bombardiers » ; par leurs performances, les appareils allemands se classent au premier rang, mais les modèles récents sont loin d'être partout en usage. Par contre, les avions italiens, dont un quart est immobilisé en Éthiopie, sont anciens et leurs équipages de valeur discutable. Au total, l'Axe possède 1 800 chasseurs et 2 500 bombardiers.

En face, la masse essentielle est fournie par l'U.R.S.S. ; en nombre avec ses 6 000 appareils, l'aviation russe est supérieure à l'allemande ; en fait, outre qu'un bon tiers est immobilisé en Extrême-Orient, 1 500 avions sont inutilisables ; les performances des autres sont inférieures à celles des appareils allemands. Quant à l'aviation tchèque, elle est loin d'être négligeable, avec ses 600 avions, dont la moitié est constituée par de bons chasseurs.

Le drame est que les incertitudes d'ordre diplomatique — ou la conduite de leur politique par les meneurs de jeu français et anglais — amènent les Alliés occidentaux à ne tenir compte, dans leurs calculs et leurs prévisions, que de l'évidente infériorité franco-britannique. Si les Anglais commencent à installer leurs stations de radar, et si leurs conceptions techniques sont aussi avancées que celles des Allemands — les nouveaux Hurricane et Spitfire en apportent la preuve — leur retard et leur lenteur de fabrication font, qu'au moment de la crise, ils ne possèdent que 1 350 avions, dont 620 sont des bombardiers de type ancien.

Pour ce qui concerne la France, M. Sorlin énumère succinctement les divers plans de modernisation établis depuis 1933 et leurs résultats décevants, sans rechercher les causes de ces déceptions. En définitive, la France, à l'automne 1938, « peut mettre en ligne 1 250 avions à la rigueur utilisables, dont 800 sont pratiquement périmés ».

« L'insuffisance de la chasse occidentale, la peur des bombardements ont

(1) M. P. Sorlin exclut les possibilités de parachutages de troupes ; *l'Armée Rouge* avait pourtant procédé à des manœuvres spectaculaires dans ce domaine.

grandement influé sur la décision des gouvernements français et anglais » (1), conclut M. Sorlin. Et il ajoute fort justement que « c'étaient eux qui menaient le jeu, eux aussi que Hitler craignait le moins ». Or, en fait, en ajoutant l'U.R.S.S., les Alliés avaient sur l'Axe une énorme supériorité aérienne numérique, si, qualitativement, ils sont inférieurs. Mais les Occidentaux ne comptent pas les Russes dans leurs plans.

On voit ainsi le rôle réel que jouèrent les risques de la guerre aérienne dans la capitulation qui conduisit les Occidentaux à Munich. Rôle considérable certes, mais qui aurait été nul si, diplomatiquement, l'alliance avec l'U.R.S.S. avait été conclue. M. Sorlin semble admettre comme totale la volonté russe de combattre ; c'est toute une question qui ne peut être traitée à cette occasion ; le moins qu'on puisse en dire est qu'une incertitude subsiste à ce sujet, comme d'ailleurs à l'égard d'une véritable volonté d'entente des Occidentaux avec l'U.R.S.S.

En conclusion de son excellente étude, M. Sorlin insiste sur la part essentielle que les Allemands réservaient aux opérations aériennes ; mais il ajoute que les Allemands ne pensaient pas du tout à attaquer Londres ou Paris ; le voudraient-ils qu'ils ne le pourraient pas. Ainsi les Alliés occidentaux, obnubilés par leur insuffisance, ont commis une triple erreur : ils ont négligé l'apport russe, sous-évalué l'importance de la redoute tchèque, surévalué la menace aérienne allemande sur leurs propres pays.

Henri MICHEL.

La sécession slovaque du 14 mars 1939

Après la dissolution par le président Hacha de son gouvernement slovaque, Mgr Tiso est-il allé de son plein gré voir Hitler à Berlin ; sa visite a-t-elle déclenché le mécanisme hitlérien, de la réunion de la Diète slovaque imposée à Hacha, à l'ultimatum de Hitler au malheureux président tchèque, en passant par la proclamation de l'indépendance slovaque ? M. Milan Saint-Durica s'élève contre ce récit des faits communément admis (2).

Selon lui, Tiso, invité par un envoyé de Hitler, commença par mettre au courant de la démarche faite auprès de lui son successeur Sidor et ne partit pour Berlin que mandaté par le Conseil des Ministres slovaque, avec mission d'écouter le *Führer*, de ne prendre aucun engagement et de rendre compte à son retour. A Berlin, il refusa de lire, à la radio, la déclaration d'indépendance, déjà rédigée en slovaque que lui remettait obligeamment Ribbentrop. A son retour, il relata les déclarations que lui avait faites le *Führer* : garantie promise à une Slovaquie indépendante, abandon à son sort — c'est-à-dire partage — d'une Slovaquie liée aux Tchèques. Après quoi, le gouvernement Sidor ayant démissionné, c'est le Parlement, sur l'initiative de son président Sokol qui, en toute liberté, proclama l'indépendance de la Slovaquie à l'unanimité des 57 députés présents (sur 63).

Bien que M. Durica ait tiré cette rectification moins de documents que de récits écrits *a posteriori* par les acteurs, il n'y a pas de raison de mettre en doute son exactitude : c'est très probablement bien ainsi que le scénario s'est déroulé. Mais le comportement exact de Tiso ainsi décrit, on ne voit guère de changement sur le fond de la question ; que ce soit le gouvernement, à l'initiative de son ex-chef ou de son successeur, ou que ce soit le Parlement qui ait pris la décision, il n'en reste pas moins que les Slovaques

(1) Il faut relever l'importance de la neutralité belge, qui interdit aux avions anglais du moment, obligés de contourner la Belgique, d'atteindre la Ruhr.

(2) *La Secessione slovaqua del 14 marzo 1939*, Il Politico, Universita di Pavia, 1959.

ont fait exactement ce que souhaitait Hitler et que tous les responsables slovaques du moment ont été d'accord pour agir ainsi.

M. Durica entend démontrer que l'attitude des Tchèques à l'égard des Slovaques, leur refus obstiné de leur reconnaître une véritable autonomie, leur désir affirmé de reprendre les quelques concessions qu'ils avaient été contraints de leur accorder après l'accord de Munich, expliquent et justifient la sécession slovaque, voulue par le peuple slovaque unanime. Les responsables sont donc les Tchèques et les Tchèques seuls ; toute union tchéco-slovaque est contraire à la nature inconciliable des deux parties.

Outre quelques contradictions dans l'exposé même — l'aveu par exemple que quelques ministres *agrariens* du gouvernement de Tito ne voulaient pas de l'indépendance slovaque — il faut relever quelques affirmations peu nuancées : la politique de Benès n'était pas orientée essentiellement dans une direction pro-soviétique avant Munich et encore moins celle de Chvalkovsky après Munich. Surtout, la passion nationaliste de M. Durica l'amène, pour mieux accabler le gouvernement de Prague, à justifier partiellement Hitler : non seulement il n'est plus le responsable principal de toute la crise de Munich, mais il aurait possédé, plus que Benès, le sens des réalités ethniques ! Appliquée aux Juifs — et aux Slaves — la remarque de M. Durica se revêt d'une ironie macabre qui paraît lui avoir totalement échappé.

H. Michel.

LA GUERRE A L'EST

Quelques publications polonaises

Le Pr St. Kot, historien polonais éminent et ministre du gouvernement Sikorski en exil, devint ambassadeur polonais auprès du Kremlin, après la reprise des relations diplomatiques polono-soviétiques.

Les tâches qui incombaient à son ambassade étaient des plus complexes. En vertu de l'entente conclue, des centaines de milliers de ressortissants polonais furent libérés des prisons et des camps de déportation staliniens. L'ambassade et ses services devaient leur prêter une aide substantielle, organiser leur transport, rechercher les membres de leurs familles, retrouver la trace des Polonais toujours détenus, renouveler des démarches en faveur de leur libération. Cependant, il fallait compter avec la permanente « espionnite » russe, exarcerbée par la guerre. De plus, les autorités soviétiques arrêtaient des personnes déjà relâchées. Tel fut, entre beaucoup d'autres, le cas de V. Alter et H. Ehrlich, chefs du parti socialiste juif *Bund*, fusillés en dépit de toutes les interventions et sans que ce meurtre fût jamais motivé. Déconcertant fut le manque de toute réponse, qui alternait avec des renseignements nettement contradictoires, fournis à l'ambassade dans ses recherches de milliers d'officiers, prisonniers de guerre. Cette permanente induction en erreur ne trouva d'explication que beaucoup plus tard, avec la tragique affaire des massacres de Katyn.

Des problèmes non moins douloureux surgissaient dans la multitude des gens libérés. N'ayant rien appris ni rien oublié, certains parmi les « militants » polonais reprenaient très vite leurs habitudes : ils jugeaient utile et urgent d'attiser les animosités à l'encontre des minorités nationales (juifs, ukrainiens, bielorusses). Les autorités soviétiques ne pouvaient que s'en réjouir : sans parler des aspects moraux, cette agitation allait de pair dans leur esprit, « politiquement », avec la future annexion des territoires polonais de l'Est.

Les conséquences de ces faits n'échappaient guère à l'ambassadeur Kot. Il en informait constamment le chef du gouvernement et multipliait les démarches auprès des responsables des unités militaires polonaises respectives. En même temps, un conflit majeur opposait l'ambassade, qui représentait les facteurs politiques, au commandement de l'armée en formation sous l'égide du général Anders. Après tous les malheurs subis, ce dernier se proposait notamment de sortir à tout prix son armée du territoire de l'U.R.S.S., pour la soustraire au commandement russe et l'engager plus tard dans les combats, mais aux côtés des Alliés occidentaux. Réalisée par la suite, cette idée correspondait à la nostalgie de ses soldats, recrutés parmi les prisonniers à peine libérés et pleins de méfiance vis-à-vis de tout ce qui était soviétique. Elle était toutefois opposée à l'idée maîtresse du chef du gouvernement polonais. Sans sous-estimer les intentions du Kremlin, le général Sikorski jugeait, en effet, nécessaire de s'entendre *malgré tout* avec Staline. Dans cet ordre d'idées, l'armée polonaise formée en U.R.S.S. devait combattre aux côtés de l'Armée Rouge pour se retrouver au moment de la libération du pays, sur le sol de la Pologne. Porte-parole du chef du gouvernement, l'ambassadeur St. Kot devint par la force des choses le grand adversaire du général Anders.

Voilà la substance de ce gros volume, livre à la fois passionné et passionnant, publié par le Pr St. Kot, sous le titre : *Lettres de Russie au général*

Wl. Sikorski (1). Il s'agit d'un recueil des rapports et messages que l'ambassadeur Kot adressait au chef du gouvernement. Kot le fait précéder d'une étude d'introduction où il retrace le cadre et les événements qui situent les thèmes faisant l'objet de ses rapports. Il ne manque pas, non plus, de pourvoir les textes de renvois bibliographiques, de références et même d'extraits de documents qui s'y rattachent. Enfin, dans les notes supplémentaires *(Pro domo sua)*, St. Kot, homme politique et polémiste vigoureux, s'explique avec ses ennemis. Pendant sa mission en Russie, il a servi en effet, de cible aussi bien aux adversaires de la politique du général Sikorski qu'à ses ennemis personnels. Avec le temps, le nombre de ces derniers n'a fait qu'augmenter. Après la mort tragique du général Sikorski, St. Kot a pris part aux activités politiques du leader paysan St. Mikolajczyk, dont il a partagé le sort : participation aux pouvoirs installés par l'U.R.S.S. à Varsovie, échec de cette participation et retour en exil.

Le général Sikorski ayant été l'ami d'enfance du Pr Kot, son ambassadeur dans les rapports qu'il adressait au chef du gouvernement, s'exprimait avec spontanéité et chaleur. Libres de toute trace de langage officiel, ces comptes rendus font connaître un des secteurs les plus complexes de la deuxième guerre mondiale.

Si le recueil sus-mentionné, se rapporte à des événements survenus en U.R.S.S., l'ouvrage de Zygmunt Zaremba *Guerre et conspiration* (2), offre un témoignage d'ensemble relatif à l'occupation hitlérienne en Pologne. Venant après de nombreuses publications concernant la même réalité, il laisserait craindre une reprise ou même une répétition d'une quantité de thèmes déjà connus. Il n'empêche que, dès leur parution, ces mémoires ont conquis une large audience et pas seulement auprès des Polonais vivant à l'étranger. Des exemplaires circulent aussi en Pologne, où (phénomène rare même à l'époque du « dégel ») ce livre a eu de larges comptes rendus dans la presse. Tout en s'élevant contre « l'optique politique » de l'auteur, les auteurs de ces comptes rendus ne contestent pas la véracité de son récit.

L'auteur disposait d'un vaste champ d'informations. Ancien député à la Diète et dirigeant du Parti socialiste polonais, Zaremba fut, sous l'occupation hitlérienne, un des chefs du mouvement clandestin. Participant, au nom de son parti, à la direction générale de l'*État secret*, il gardait toujours des contacts avec les milieux ouvriers et les multiples activités poursuivies par le Parti socialiste. Cette particularité de ses informations se fait jour dès les chapitres liminaires. On y trouve notamment des précisions au sujet des démarches effectuées juste à la veille de la guerre, auprès du gouvernement et auprès du maréchal Rydz-Smigly, en vue d'une re-démocratisation constitutionnelle. Les pages consacrées au siège et à la défense de Varsovie en 1939, abondent en détails inédits ayant trait aux attitudes de la population et surtout aux *Bataillons ouvriers*, formés sous l'égide du P.P.S. La même « optique » caractérise la suite du récit concernant la création des institutions clandestines, les étapes de leur unification, leurs destinées. L'auteur du livre a l'heureuse idée d'insérer dans son texte des souvenirs de militants disparus, émouvant « dictionnaire » biographique des combattants tués. Outre les notices nécrologiques consacrées à des camarades du parti, et cela aussi bien à des leaders chevronnés (comme M. Niedzialkowski, K. Dubois, B. Ziemiecki, A. Baryka, A. Prochnik) qu'à de jeunes et courageux militants (Adam Rysiewicz, etc.), outre des souvenirs dédiés aux chefs du secteur militaire (comme à Grot-Rowecki, prédécesseur de Bor-Komorowski), nous lisons là d'émouvants portraits de ses adversaires

(1) Stanislaw Kot, *Listy z Rosji do gen. Sikorkiego* (Londres, 1956), 577 p.
(2) Zygmunt Zaremba, *Wojna i konspiracja*, Londres, s. d., 347 p.

politiques (comme M. Starzynski, président de la ville de Varsovie, combattu par l'opposition démocratique, ou M. Trajdos, leader de l'extrême droite). A travers ces souvenirs perce la complexité des attitudes en Pologne entre les deux guerres : dans leur jeunesse, nombre de partisans fanatiques et de lieutenants du maréchal Pilsudski ont combattu (comme lui-même d'ailleurs et comme son successeur Rydz-Smigly) dans les rangs du P.P.S. C'était là leur « légende dorée ». Elle ne les empêcha pas d'adopter, plus tard, une position franchement hostile à ce parti ; cependant, aux jours de grandes épreuves, leurs yeux se tournèrent spontanément vers le passé et vers leurs activités clandestines poursuivies, sous la direction du P.P.S., contre l'Empire des Tsars.

L'accord signé, le 4-1-1940, par les autorités françaises et le général Sikorski, n'était qu'une réaffirmation du pacte du mois d'août 1939. En vertu dudit accord, entre octobre 1939 et avril 1940, furent organisés, sur le sol français : la Division polonaise de Grenadiers (à Coëtquidan-Guer en Bretagne), sous le commandement du général Duch ; la Division des Fantassins du général Prugar-Ketlicz (dans la région de Parthenay) ; la Brigade dite de Podhale (à Coëtquidan), sous le commandement du général Szyszko-Bohusz ; la Brigade motorisée des Blindés, du général Maczek (dans le camp Sainte-Cécile-les-Vignes, près d'Avignon) ; le groupe d'aviation de chasse (à Lyon) ; une Légion d'officiers (à Vichy) ; ainsi que plusieurs écoles et centres de perfectionnement militaire. La formation de deux autres divisions, celles du général colonel Zieleniewski et du général Dreszer, fut rompue par la débâcle de juin 1940.

Dans la collection « Les Polonais sur les fronts de bataille de la deuxième guerre mondiale », paraissant à Varsovie, sous les auspices du ministère de la Défense nationale, vient de paraître le volume de Jan Gerhard, consacré à la *1re Division polonaise de Grenadiers* (1). Jan Gerhard reprend dans sa préface les accusations habituelles contre la politique de non-intervention pendant la guerre civile en Espagne, les accords de Munich, le gouvernement Daladier-Bonnet, etc. Dans son résumé des événements européens qui hâtèrent la deuxième guerre mondiale et qui contribuèrent à la défaite française de 1940, il n'oublie que tout ce qui a trait au pacte germano-russe et ses conséquences. Il souligne en revanche que, au début de la guerre, la France envoyait « d'importants contingents de troupes en Syrie, où grandissait l'armée du général Weygand, forces destinées à opérer contre l'U.R.S.S. ». Et tout de suite après : « Des quantités considérables d'armes et de médicaments ainsi qu'une mission spéciale de Croix-Rouge furent envoyées en Finlande, qui combattait alors contre l'U.R.S.S. » Le lecteur devrait conclure, que le gouvernement français ne songeait qu'à déclencher une guerre contre l'U.R.S.S. et que c'est la très belliqueuse Finlande qui a envahi la très pacifique U.R.S.S. Par contre, le récit qui concerne directement la 1re Division de Grenadiers est écrit dans un style sobre et offre de précieux renseignements. Retraçant le stade liminaire et le recrutement de la division, Gerhard analyse les origines sociales et les conflits entre les « vieux » émigrés et ceux qui n'affluèrent en France qu'à la suite de la débâcle de septembre 1939. Autant ici qu'en relatant les étapes successives, il recoupe les descriptions dues à ses observations personnelles avec des documents et des chiffres. Il s'agit de préciser chaque fois les effectifs et l'état d'armement, souvent pour discuter l'opportunité de telle ou telle décision du commandement. Dramatique fut surtout

(1) Jan GERHARD, *Grenadierzy, 1940*, Varsovie, 1957, 226 p.

le cas de conscience du général Duch en juin 1940, lorsque sa division était engagée dans les combats en Lorraine. Prévoyant l'inévitable capitulation, le général Sikorski lança, par la radio, l'ordre aux unités polonaises en France, d'effectuer une percée et de gagner des ports méditerranéens en vue d'un transport en Angleterre, ou, à défaut, vers la Suisse. Les radio-télégraphistes de la division interceptèrent cet ordre dans la nuit du 19 au 20 juin. A ce moment, le général Duch ne pouvait nourrir aucune illusion quant aux résultats des combats en cours. Certes, le général Sikorski était le commandant en chef de l'Armée polonaise, mais la division des grenadiers faisait partie du XX^e^ corps d'armée. Le général Duch restait donc subordonné également au général Hubert. Auquel de ces deux chefs devait-il obéir ? Choisissant une voie intermédiaire, il s'adressa au général Hubert en lui demandant la permission d'exécuter l'ordre du général Sikorski. Le général Hubert refusa. S'étayant sur toute une série de données caractérisant la situation sur le front, l'auteur du livre reproche amèrement au général Duch sa mollesse : « ... Il faut toutefois constater, ajoute-t-il, que l'idée de passer la frontière suisse ou de partir en Angleterre ne provoquait aucun enthousiasme chez les grenadiers-lignards. Ces mineurs et ces ouvriers agricoles, séjournant depuis de longues années en France, manifestaient leur sincère ardeur pour la lutte contre les fascistes, mais aucune envie de quitter le pays qui les nourrissait depuis si longtemps et auquel ils étaient sincèrement attachés. Ils voulaient partager les bons et les mauvais jours des Français. »

Restée sur le front, la division continua à participer très activement aux combats. Au moment de l'Armistice, elle reçut l'ordre de se disperser et de détruire ses armes. La 1^re^ Division fut « la dernière unité polonaise qui a combattu en France en 1940, sans se couvrir de la honte de la capitulation. Les pertes qu'elle a subies dans la bataille de Lorraine allaient jusqu'à 45 % de ses effectifs, environ 6 000 tués et blessés ».

L'auteur retrace les batailles auxquelles la division avait pris part et le cheminement vers la frontière suisse des groupes après l'Armistice et la dispersion. Quant au général Duch, il a réussi à gagner l'Angleterre. Plus tard, pendant la campagne d'Italie, il commanda la 3^e^ Division de Tireurs des Carpathes. Des anciens grenadiers combattirent soit dans les maquis en France, soit en Afrique du Nord, en Italie, et, en 1944, derechef en France.

Inspiré (comme les autres publications du même *Institut occidental* de Poznan) par le souci de consolider l'intégration des *Terres recouvrées*, l'ouvrage collectif réalisé sous ce titre (1) nous offre une documentation d'ensemble. L'exposé géographique y est suivi d'un rappel des traditions polonaises restées en vigueur sur les territoires en question. Une partie spéciale du livre analyse les bases juridiques de la frontière Odra-Nyssa. D'autres études offrent un aperçu de l'évolution démographique, avec l'accent mis sur les changements survenus dans ce territoire depuis 1945, et sur les résultats obtenus dans les domaines économique, culturel et social.

Le 7^e^ volume de *Documenta Occupationis* (série publiée par le même Institut) traite de l' « affaire de 58 000 *Volksdeutsche* (2) ». En effet, la propagande hitlérienne a largement diffusé des assertions sur les assassinats en

(1) *Polskie Ziemie Zachodnie*, Poznan, 1959, 271 p.

(2) Sprawa 58 000, Volkdeustschow, *Documenta Occupationis*, t. VII. Poznan, 1959, 228 p.

masse commis — selon elle — par les Polonais sur leurs concitoyens d'origine allemande. Amorcées (à titre de préparation psychologique à la guerre) avant le déclenchement des hostilités, ces accusations allèrent s'amplifiant durant les premiers mois de l'occupation pour devenir le thème préféré de ladite propagande : celui des atrocités, reprochées au peuple envahi. Le communiqué du 10-2-1940 parlait de 58 000 *Volksdeutsche*, assassinés pendant la campagne d'août (dont 12 857 morts identifiés) et 45 000 personnes portées disparues. En même temps, on accusait les Polonais d'avoir assassiné 62 000 Allemands en 1939, pendant les derniers mois de paix. La publication intitulée *Dokumente polnischer Grausamkeit (Documents sur les atrocités polonaises)* exposait, sous la plume de Robert Freisler (secrétaire d'État au ministère hitlérien de la Justice), les buts visés : « Les crimes dont s'est chargé le peuple polonais sont uniques et ne pourront jamais être lavés. Ce peuple a prouvé d'une manière indubitable, qu'il n'est pas digne de l'Europe *(europaunwürdig)*. Le caractère polonais, révélé par les crimes en masse ..., dangereux pour toute société, non asocial, mais anti-social donne un point de départ du Droit pénal allemand envers les Polonais. »

Le but de ces accusations n'est plus à démontrer et les chiffres précités n'ont jamais pu être pris au sérieux, ils sont cependant repris par les publications allemandes d'après-guerre. C'est ainsi que dans son étude *Irrweg und Umkehr*, Carl H. Müller-Graaf cite, non sans scepticisme, il est vrai, le chiffre de 70 000 Allemands assassinés en septembre 1939. Gerhard Ludwig, *Massenmorde in der Weltgeschichte (Meurtres en masse dans l'histoire universelle)*, arrondit le nombre de 58 000 à 60 000. Dans un compte rendu de cette étude, Reinhardt Wittram nia ce chiffre, tout en avançant celui de 16 000 assassinés. Interrogé par l'*Institut occidental* de Poznan, sur la source de ce chiffre précis, le Pr Wittram expliqua qu'il s'était appuyé sur le communiqué du 10-2-1940, mais en soustrayant le chiffre de 45 000 « personnes portées disparues », jugé fictif.

Est-ce à dire qu'avant et pendant la campagne de 1939, il n'y a point eu en Pologne d'assassinats commis sur des Allemands ? Le problème est plus nuancé. Pour l'éclairer, Karol Marian Pospieszalski rappelle le rôle joué alors par les Allemands en Pologne : agitation, espionnage, diversion armée, etc., sans parler de sanglantes représailles, exercées par la majorité hitlérienne au sein de la minorité allemande en Pologne, sur des Allemands non hitlériens. Par-dessus le marché, le pacte dit de non-agression conclu, en 1934, entre la Pologne et l'Allemagne, assurait aux Allemands en Pologne (dominés par les hitlériens et soumis aveuglément aux ordres venant du *Reich*) une liberté d'action excessive. En pratique, cette dernière dépassait même la plus libérale interprétation des clauses écrites : pour des « raisons d'État », le gouvernement polonais réagissait contre ces excès avec une faiblesse extrême. Informé de ces actions subversives, le ministère de l'Intérieur devait trop souvent céder au ministère des Affaires étrangères qui, lui, jugeait utile d'étouffer ces scandales. Dans le climat d'effervescence, des « règlements de comptes » ont, en effet, eu lieu de part et d'autre. Ils s'amplifièrent pendant la campagne de septembre 1939, quand les Allemands locaux se dressèrent — en groupes de diversions pré-organisés — contre l'Armée polonaise. On y ajoutera un certain nombre de victimes parmi les *Volksdeutsche*, internés et conduits vers le centre du pays au milieu de la désorganisation générale, au moment où le transport était paralysé, le bombardement allemand omniprésent et les routes encombrées par la population en exode. Quel fut pourtant le nombre de toutes ces victimes ?

Ayant trouvé les originaux des actes allemands (reproduits *in extenso* dans la volumineuse annexe de l'ouvrage), K. M. Pospieszalski passe en

revue une affirmation après l'autre, les confronte avec d'autres sources. Abstraction faite du fait que le nombre des victimes inscrites par la *Centrale allemande des Tombeaux*, n'a rien à voir avec le chiffre avancé par le communiqué du 10-2-1940, l'auteur constate le procédé suivant : même sur les listes de la *Centrale*, on a compté parmi les victimes les soldats polonais d'origine allemande, tombés sur le champ de bataille ; les citoyens polonais de nationalité allemande, fusillés par la *Wehrmacht* ou la *Gestapo* après l'invasion, les personnes déportées dans les camps hitlériens, etc.

Son analyse permet à M. Pospieszalski de formuler ces précisions : Avant la guerre, il n'y a eu qu'une seule victime de l'agitation anti-allemande (dans la ville de Tomaszow Mazowiecki). Le chiffre de 58 000 *Volksdeutsche*, assassinés au cours de la campagne de septembre 1939, est entièrement faux. Il en va de même pour le chiffre (avancé par le communiqué du 10-2-1940) de 12 867 « dépouilles identifiées » : un mois auparavant, le nombre des Allemands tués et portés disparus s'élevait, selon l'officielle statistique allemande à 5 437. Ce dernier chiffre englobe cependant toutes les pertes de la minorité allemande en Pologne, et non seulement les victimes des représailles polonaises contre la diversion hitlérienne. Tout compte fait, M. Pospieszalski avance le chiffre d'environ 2 000 Allemands, comme celui de victimes directes et indirectes, provoquées par les activités des organisations hitlériennes, en septembre 1939.

Michel Borwicz.

Le « Journal » de Litvinov ?

Préludant par la disgrâce de Trotzky et les premiers démêlés soviétiques en Mandchourie, s'achevant pratiquement sur le procès des Maréchaux et la crise tchécoslovaque de l'été 1938 : ce sont dix années de l'histoire soviétique, années toutes bourrées d'événements, que fait défiler devant nous le responsable officiel de la diplomatie soviétique, M. Litvinov (1).

Impossible d'aborder ces *Mémoires* sans curiosité ni méfiance. Le voile pourrait-il se lever sur les secrets de la diplomatie et du gouvernement soviétiques, ce mystère enveloppé dans une énigme dont parlait Churchill ? Mais comment ne pas se défendre d'un certain scepticisme à lire les péripéties qui portèrent ces *Carnets de notes* entre les mains de leur éditeur britannique ? M. E. H. Carr dont on connaît les travaux sur la révolution russe, expose clairement en introduction les raisons de les tenir pour apocryphes, et celles qui prouveraient leur authenticité. Sont-ils de la main de Litvinov ? de celle d'un collaborateur ? ou l'œuvre d'un habile faussaire ? Autant de raisons de douter que de raisons de croire ; passages évidemment controuvés et passages hautement probables alternent et accroissent la perplexité du lecteur.

« Authentiques ou non » ces *Mémoires*, nous affirme le préfacier, méritaient qu'on les publie. Si l'on doit regretter que l'éditeur ait cru bon de refuser tout *fac-similé* à un lecteur pourtant invité à instruire lui-même le dossier, et que nulle expertise technique ne semble avoir été faite de ces notes, leur teneur ne manque pas de captiver. Les thèmes brûlants de la politique soviétique y sont en effet passés en revue au hasard de l'actualité : rivalité nippo-soviétique en Extrême-Orient, isolement économique et diplomatique de l'U.R.S.S., appréhension devant le renouveau allemand, crainte d'une croisade européenne contre l'U.R.S.S., rivalités germano-polonaises...

(1) Maxim Litvinov, *Notes for a Journal*, Éditions A. Deutsch, Londres, 1955, 303 p. Prix : 18 s.

Mais ces thèmes ne monopolisent pas le récit ; des développements aussi étoffés relatent les mille péripéties de la politique intérieure et de la vie moscovite, qui se commandent l'une l'autre. Autant et plus peut-être qu'un ouvrage de politique étrangère, M. Litvinov nous offre une chronique politique, mondaine et scandaleuse de la Russie d'entre deux guerres.

Car, aussi curieux que cela puisse paraître, ces notes ne nous donnent qu'un aperçu diplomatique assez succinct. C'est que Litvinov, ce ministre des Affaires étrangères que l'on convoque pour résumer l'état d'une question, transmettre des instructions aux ambassades, ou lire en assemblée internationale des discours composés par autrui, apparaît personnage de médiocre importance, peu à même d'imposer une diplomatie personnelle. Seules se dégagent avec clarté quelques caractéristiques de la diplomatie soviétique : le sentiment très accusé de la faiblesse internationale de l'U.R.S.S., la crainte d'un encerclement, la recherche de l'appui diplomatique des U.S.A... Fonctionnaire consciencieux, soucieux à l'extrême des formes diplomatiques, l'auteur revêt plutôt l'aspect du témoin que de l'acteur.

L'originalité de ces *Mémoires* tient donc largement à la place qu'ils reconnaissent implicitement dans l'État à la diplomatie. Fréquemment dépossédé par les négociations secrètes de Staline, doublé par des services de contre-espionnage remarquablement informés, à l'aide desquels Staline jette les bases de sa diplomatie, humilié par les arrestations que la police secrète opère dans les rangs de ses subordonnés, ce ministre des Affaires étrangères fait souvent piètre figure. Cette profonde dépendance de la diplomatie soviétique, récriminant sans cesse contre les empiètements des services de police et de contre-espionnage, et à qui n'est confié qu'un strict rôle d'exécutant, telle paraît bien être une des révélations de ces *Mémoires*. Soumise aux aléas intérieurs, la diplomatie n'est pas parvenue à acquérir la moindre autonomie.

On ne s'étonnera donc pas de voir l'auteur abandonner maintes fois les soucis diplomatiques, et donner fréquemment à ses notes l'allure d'un jeu de têtes. C'est surtout à ce chassé-croisé d'intrigues et d'accusations, au récit des complots et des arrestations les plus inattendus, à d'inlassables doléances sur les procédés du N.K.V.D., que Litvinov consacre le meilleur de ses notes. Seul un faussaire remarquablement informé aurait pu nous servir un récit aussi détaillé sur cette classe dirigeante : société *composite* où évoluaient les anciens émigrés parvenus au pouvoir, les ralliés au régime et un contingent notable d'arrivistes, en un ballet dirigé déjà par le premier secrétaire du parti *Koba* (Staline). On trouve de ce dernier, lié à Litvinov par maints souvenirs de clandestinité, plus d'un portrait où l'humour ne manque pas : tour à tour diplomate calculé et patient, possédant au plus haut point l'art de savoir attendre (p. 49) ; politicien prudent et attentif à ne rien risquer (p. 112), ou particulier animé d'une jalousie tout asiatique (p. 141), c'est lui rapidement qui arbitre les rivalités cachées. Toute la haute société moscovite se trouve indirectement dépeinte, comme par ricochet.

Si ses propos sur Menzhevsky, le chef du G.P.U., Yagoda, Vychinsky ou Ezhov manquent de tendresse, Litvinov s'exprime avec autant de liberté sur son parti et l'*orthodoxie marxiste*. Sceptique sur la décomposition interne du monde capitaliste (p. 152), persuadé que les hommes politiques contribuent à « faire l'histoire » (p. 245), ou déplorant les violences dont s'accompagnent la politique agraire de Staline (p. 112) et tant d'autres procès spectaculaires, il nous campe à son insu un *tableau* original et plausible du *haut fonctionnaire* soviétique, qui remplit imperturbablement ses fonctions par fidélité globale au régime, et malgré de nombreux désaccords politiques. Il serait même tentant de voir dans ce mélange — assez déroutant pour un

Occidental — de fidélité au Parti et de désapprobations assez fréquentes quant à ses méthodes ou son action, une preuve de l'authenticité de ces *Mémoires*. Bien des confessions surprenantes s'expliqueraient par cette psychologie assez complexe, où les souvenirs de clandestinité — si souvent évoqués — et la fierté devant une œuvre accomplie malgré l'hostilité de l'Europe, créeraient une solidité plus puissante que toute divergence idéologique, si compromettante fût-elle.

Et pourtant ce diplomate, si véhément parfois, se révèle singulièrement discret ou peu informé sur bien des points. On suit mal à travers ces *Mémoires* le problème si important pour l'U.R.S.S. de sa participation à la politique de sécurité européenne, qui motiva en 1932 la venue de Litvinov à Genève. On s'étonne de voir le responsable officiel de la diplomatie soviétique juger improbable le *pacte antikomintern* nippo-allemand, passer sous silence le *traité d'alliance franco-soviétique* ou ignorer les dessous du *procès des Maréchaux*... Même en tenant compte des lacunes que comportent inévitablement des brouillons, somme toute sommaires, il faut reconnaître que ces notes prennent rapidement une allure trop fragmentaire pour être aussi précieuses qu'on le souhaiterait.

Là serait même, puisque cette question de l'authenticité du journal reste primordiale, un des arguments les plus forts en sa faveur. Malgré des erreurs matérielles toujours possibles, ou quelques rares passages que leur lucidité ou leur violence exceptionnelle rend manifestement apocryphes (ainsi, p. 98, une prophétie d'un rare pessimisme sur la carrière de Staline, qui tranche avec les jugements plus mitigés que l'auteur lui consacre par ailleurs), la *cohérence* du personnage, ses lacunes, sa ponctualité de haut fonctionnaire sans éclat joueraient en faveur de l'authenticité ; un faussaire aurait cherché plus de brio.

Trancher cette irritante question est en effet bien délicat. La période est trop riche en passions, trop fertile en coups de théâtre pour permettre une application utile des seuls critères logiques. Le lecteur, tiraillé entre méfiance et crédulité, réduit à juger de l'*esprit* de l'ouvrage et de sa seule logique *interne*, se sent plutôt désarmé. Oui, l'on voit mal un faussaire déployer tant d'ingéniosité pour nous donner un personnage de second plan, et relativement effacé, même si cet effacement rendait le pastiche plus aisé. Force nous est de l'avouer : à lire ces *Mémoires* qui seraient si habiles par ce qui ne l'est pas, et si malhabiles par ce qui l'est trop, l'hypothèse d'une supercherie perd du terrain. Indéniablement pourtant, la prudence dont ne peut se départir le lecteur, réduit encore la signification d'une œuvre qui pose par elle-même plus de questions qu'elle ne donne d'éclaircissements.

Fr.-X. Coquin.

L'évacuation de la Crimée en 1944

La revue militaire *Wehrwissenschaftliche Rundschau* édite chaque année en fascicules annexes des études qui dépassent le cadre normal d'un article. Dans le n° 9 de ces cahiers, paru en janvier 1959, un jeune historien, qui a déjà publié des travaux sur la place tenue par la Roumanie dans la deuxième guerre mondiale, relate les circonstances qui ont abouti pour les Allemands, au mois de mai 1944, à la perte de la Crimée (1).

L'auteur précise que son propos n'est pas tant d'exposer le déroulement

(1) Andréas Hillgruber, *Die Räumung der Krim 1944*, eine Studie zur Entstehung der deutschen Führungsentschlüsse ; Beiheft 9 der Wehrwissenschaftlichen Rundschau, Januar 1959 ; Mittler u. Sohn, Berlin u. Frankfurt a. M. ; 160 p., 10 croquis.

des opérations, que de rechercher quels ont été les facteurs des décisions prises dans ce domaine par le haut commandement allemand. Ce sujet a déjà été abordé par un des principaux acteurs, le général Zeitzler, alors chef d'état-major de l'armée, sous le titre : Discussions autour des décisions militaires pendant la deuxième guerre mondiale, dans la *W.W.R.* de 1951, nº 8.

Quelle est la situation générale dans le secteur Sud du front russe, à l'automne 1943 ? Après l'échec de l'offensive allemande sur Koursk (opération *Citadelle*, juillet 1943), les armées soviétiques ont passé à l'offensive et contraint les groupes d'armées von Kleist et von Manstein à abandonner en septembre la coupure du Donetz. En liaison avec ce mouvement rétrograde, la XVII^e^ Armée, qui tenait encore, sur la rive Est de la mer d'Azov, la presqu'île de Taman, évacue celle-ci du 14 septembre au 9 octobre et vient occuper la Crimée, dont elle a pour mission d'assurer la défense, avec une partie de ses forces (1 division allemande, 7 divisions roumaines, des éléments des réserves générales ou de l'aviation). Le reste (8 divisions allemandes) est affecté à l'armée voisine, la VI^e^, qui cherche à se stabiliser entre le coude du Dniéper à Zaporojé et la côte de la mer d'Azov à Melitopol. En fait, son front est rompu le 24 octobre et le 1^er^ novembre les Soviétiques atteignent l'isthme de Pérékop, coupant la seule liaison terrestre que conservait avec l'ensemble du front russe la XVII^e^ Armée. Celle-ci se trouve donc isolée en Crimée, n'ayant plus de communications que navales ou aériennes.

La première réaction du colonel-général Jaenecke (2), commandant la XVII^e^ Armée, est d'attaquer le « bouchon » de Pérékop pour s'ouvrir un passage vers le Nord, et de rallier le front du Dniéper inférieur avec toutes ses forces, abandonnant ainsi la Crimée. Cette façon de voir est partagée par le commandant du groupe d'armées A, le maréchal von Kleist. Elle l'est également par le général Zeitzler, qui remplit en fait les fonctions de commandant du théâtre oriental des opérations ; désireux d'éviter un « nouveau Stalingrad », il veut épargner à la XVII^e^ Armée le sort des divisions du maréchal Paulus, en lui donnant l'ordre — ou l'autorisation — de repli avant qu'il ne soit trop tard. Le maréchal Antonesco, chef du gouvernement roumain, appuie vivement dans le même sens : après la destruction de la III^e^ Armée roumaine dans la boucle du Don, la perte des 7 divisions isolées en Crimée provoquerait dans le pays de telles réactions que le sort du gouvernement serait mis en question.

Hitler est d'un avis diamétralement opposé et le traduit par l'ordre à la XVII^e^ Armée de se maintenir à tout prix en Crimée. Quelles raisons invoque-t-il ?

La Crimée et Sébastopol commandent la mer Noire ; or, le grand-amiral Dœnitz affirme que leur perte aurait les plus graves répercussions sur la situation navale dans cette mer et sur le ravitaillement des îles de la mer Égée, qui emprunte la route maritime des Dardanelles. Il déclare en outre que l'évacuation par mer des 200 000 hommes restant en Crimée, avec leurs armes et leur matériel, exigerait, sur la base du tonnage allemand disponible, de 40 à 80 jours, suivant les conditions atmosphériques ; ce même tonnage, par contre, permet d'amener par mer à la garnison de la Crimée les subsistances dont elle a besoin pour durer.

Aux arguments présentés par le commandant en chef de la flotte, viennent s'ajouter ceux du maréchal Gœring, commandant en chef de l'armée de l'air. La conservation de la Crimée est indispensable, prétend-il, pour couvrir l'Ukraine. Le propos est habilement choisi : Hitler ne peut

(2) Jaenecke avait rempli à Paris, de juillet 1940 à janvier 1942, les fonctions de directeur général des services auprès du *Militär Befehlshaber in Frankreich*.

pas ne pas se rappeler qu'à l'été 1941 il a justifié sa décision d'abandonner la marche sur Moscou et d'occuper l'Ukraine et la Crimée, par la nécessité de protéger le bassin pétrolifère de Roumanie. Or — le fait n'a peut-être pas été suffisamment relevé — le *Führer* n'a cessé, depuis la fin de 1940 jusqu'aux premiers mois de 1945, de pratiquer une « stratégie du pétrole » qui a orienté les lignes essentielles de sa politique de guerre. Pour lui, la Crimée est et restera un « porte-avions » d'où l'adversaire pourrait diriger, comme de la Crète, des attaques aériennes contre Ploesti.

Hitler se plaît en outre à rappeler qu'il fut un combattant de la première guerre mondiale. Il n'a pas oublié que l'offensive des Alliés, partant de Salonique, provoqua l'effondrement des satellites de l'Allemagne et contribua dans une très large mesure à la capitulation de celle-ci, menacée d'être prise à revers. Craignant le renouvellement d'une telle manœuvre de la part des Alliés maîtres désormais de la Méditerranée, il voit encore dans la Crimée un bastion flanquant cette zone dangereuse des Balkans.

D'autres influences jouent sans doute : il est vraisemblable, avance l'auteur (p. 81), que les autorités du Parti ou des S.S. insistent en faveur du maintien en Crimée, celle-ci, et plus particulièrement la côte de Yalta, constituant pour elles un agréable lieu de séjour.

Le point de vue politique joue enfin ; l'abandon de la mer Noire par les Allemands ne manquerait pas d'influer sur l'attitude des États riverains : la Turquie, neutre encore ; la Bulgarie, qui est en guerre avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, mais non avec l'U.R.S.S. ; la Roumanie, dont l'alliance avec le Reich ne durera qu'autant qu'Antonesco se maintiendra au pouvoir.

Tels sont les facteurs de la décision prise par Hitler dans les derniers jours d'octobre 1943 : la XVII[e] Armée, renforcée par voie maritime ou aérienne, doit défendre à tout prix la Crimée, qu'il est indispensable de conserver pour couvrir les côtes roumano-bulgares et la zone pétrolifère de Ploesti ; l'évacuation par mer sera préparée à toute éventualité ; quant à une « sortie » par l'isthme de Pérékop, elle ne saurait être envisagée, en raison des délais qu'elle exigerait.

En vain, le général Jaenecke va-t-il discuter lui-même de la question au Q.G. du *Führer*. En vain, le maréchal von Kleist propose-t-il, à tout le moins, d'évacuer la presqu'île de Kertch pour réduire le périmètre à défendre. En vain, faut-il reconnaître que la VI[e] Armée, qui préparait une offensive de dégagement en direction de Pérékop, est obligée d'y renoncer, sa propre situation sur le Dniéper devenant critique. En vain Manstein, « le meilleur cerveau stratégique de l'armée allemande », fait-il valoir que l'attitude de la Turquie, de la Bulgarie et de la Roumanie dépendra moins de la conservation de la Crimée que du maintien d'une aile Sud intacte loin de leurs frontières orientales ; or, les renforts nécessaires ne peuvent guère être prélevés que sur la XVII[e] Armée. Hitler, sa décision prise, n'en démord pas pendant cinq mois.

Les faits semblent tout d'abord lui donner raison. La XVII[e] Armée peut être renforcée par 3 divisions allemandes grâce aux convois maritimes et à un « pont aérien » ; la marine assure de façon satisfaisante le ravitaillement ; les Soviétiques n'attaquent pas. Ils ne cessent, il est vrai, de progresser dans les plaines au Nord de la Crimée, de sorte que le front s'éloigne de plus en plus de celle-ci, en direction du Dniester. Le 10 avril 1944, Odessa tombe. C'était de là que partaient les convois destinés à la Crimée ; dès lors, il ne reste plus, comme base disponible, que Constantza, à 400 km à vol d'oiseau de Sébastopol. Jugeant le fruit mûr, les armées soviétiques prennent alors l'offensive par le Nord (8 avril).

La situation devient tout de suite alarmante pour la XVII[e] Armée qui,

le 10, commence à évacuer la presqu'île de Kertch non attaquée, et replie rapidement ses divisions autour de Sébastopol ; à l'exception de son extrémité Sud-Ouest, toute la péninsule est perdue en moins d'une semaine. Bien que préparé de longue date par l'E.M., ce mouvement rapide a entraîné de fortes pertes en matériel : les 3/4 de l'artillerie et des moyens de défense antichars ; l'infanterie elle aussi est très diminuée. Enfin, le moral des combattants est ébranlé, en particulier chez les Roumains, dont les chefs demandent le rapatriement immédiat, mesure à laquelle le commandant de la XVII[e] Armée est disposé à accéder. En effet, pour lui, comme pour le colonel-général Schœrner, nouveau commandant du groupe d'armées, la seule leçon à tirer de ces événements, dans le cadre de la situation générale, est l'absolue nécessité d'abandonner sans délai Sébastopol, dont la défense ne présente plus aucun intérêt.

Telle n'est pas l'opinion de Hitler, qui le 12 avril interdit expressément toute évacuation autre que celle des blessés et des éléments inutiles des services. A nouveau, les apparences sont pour le Führer : ébranlée par le repli sur Sébastopol, la Turquie, sous la pression des Alliés, décide d'arrêter les livraisons de minerai de chrome à l'Allemagne (21 avril), et l'on peut craindre désormais qu'à tout moment elle n'entre en guerre. Jaenecke, convoqué au G.Q.G., est relevé de son commandement par Hitler déjà à la recherche d'un bouc émissaire (1[er] mai). Son successeur, le général de C. A. Allmendinger, voit la résistance de Sébastopol s'effriter rapidement sous les coups violents portés par 3 armées soviétiques. Il ne peut que demander l'envoi urgent de renforts et de munitions, ainsi que l'enlèvement des Roumains devenus inutilisables (7 mai).

Mais déjà la fin approche. Le 7, la position principale de défense est rompue en différents points. Le 9 au soir, les Allemands n'occupent plus qu'une petite tête de pont autour du cap Chersonèse. Le 8, Hitler, qui ne veut pas que les événements semblent lui forcer la main, a donné l'ordre d'évacuation. L'embarquement, qu'il aurait été possible de réaliser méthodiquement, il faut l'effectuer maintenant en toute hâte, sous le feu de l'adversaire. L'aviation couvre jusqu'au 9 en fin de journée l'opération, que la marine exécute avec dévouement, mais non sans un certain désordre. Elle se prolonge jusqu'au 12 mai ; ce jour-là, à bout de munitions, les dernières forces allemandes mettent bas les armes.

Des 230 000 Allemands et Roumains que la XVII[e] Armée comptait le 12 avril, date du début des transports, la marine en a rapatrié 130 000, l'aviation un peu plus de 20 000. Le nombre des tués, prisonniers, noyés, atteint donc près de 80 000 hommes, le tiers de l'effectif global : malgré la « psychose de Stalingrad » qui dans le commandement et la troupe a dominé toute l'opération, le bilan n'est pas aussi catastrophique que celui de janvier 1943, grâce au concours apporté par la marine et l'aviation.

Ayant exposé ces faits, auxquels il ajoute une relation détaillée de la part prise par les aviations et les flottes adverses, l'auteur en recherche les responsables. Les polémiques qui se sont déroulées en Allemagne sur ce point ne nous intéressent pas directement. Ce que nous devons retenir bien plutôt d'un tel « cas concret », présenté avec objectivité et appuyé sur une documentation considérable, c'est tout d'abord l'extraordinaire complexité des facteurs militaires, économiques, politiques, qui interviennent dans une décision stratégique.

C'est ensuite l'impossibilité, pour un commandant d'armée, d'agir selon son propre sentiment ; le téléphone, l'avion, le mettent en rapports faciles et constants avec les échelons supérieurs, et le dernier mot appartient à un chef distant de milliers de kilomètres et qui parfois — tel était le cas pour Hitler — ignore entièrement les conditions réelles de la lutte. Inévitable-

ment, un conflit naît entre le subordonné qui voit sur place les difficultés, et le supérieur qui doit donner à chaque élément d'un vaste ensemble sa juste place. Mais Hitler a-t-il su apprécier la valeur exacte des différents facteurs ? Le maintien en Crimée, décidé pour « couvrir » les puits de pétrole, ne se justifiait plus à partir du moment où ceux-ci étaient attaqués par une autre direction ; quant à l'attitude de la Roumanie, elle fut défavorablement influencée par le triste sort des divisions roumaines de Crimée. Ce maintien pouvait à la rigueur s'admettre en octobre 1943, mais à partir d'avril 1944, après la perte de l'Ukraine, il n'était plus défendable ; Hitler en fit une question de prestige. Contre ses généraux, qui estimaient de leur devoir de tenter de sauver leurs hommes, le Führer — ainsi que l'a fait déjà remarquer le général Zeitzler — aimait jouer des arguments politiques. Or la perte de la Crimée n'eut pas les effets qu'il redoutait. Si le bassin de Ploesti fut bombardé, ce fut par l'aviation anglo-américaine basée en Italie ; si la Turquie rompit les relations diplomatiques avec l'Allemagne (2 août 1944) et si la Roumanie changea de camp (23 août), ce fut à la suite du débarquement en Normandie, d'une part, et d'autre part de l'écrasement du groupe des armées allemandes du centre, à partir du 22 juin, qui devait entraîner l'écroulement définitif de tout l'ensemble du front Est.

La dernière leçon, enfin, est la difficulté d'articuler de façon adéquate le commandement suprême d'une nation ou d'une coalition en temps de guerre. Le problème a existé, peut-on dire, de tout temps ; il a pris une ampleur nouvelle avec les guerres mondiales. Le présent exemple, qui met en jeu les trois armées (terre, air, mer) ainsi que des considérations de politique étrangère et d'exploitation des richesses économiques, constitue une preuve supplémentaire qu'à ce problème le III[e] Reich n'a pas su donner une solution satisfaisante. A ce titre, l'étude d'Andreas Hillgruber est d'une portée qui dépasse largement le cadre de la Crimée et de l'année 1944.

A. Golaz,
Service historique de l'Armée.

ITALIE

La démocratie chrétienne

L'un des phénomènes les plus remarquables de la situation politique en Europe occidentale après la seconde guerre mondiale a été certainement la brusque ascension des partis démocrates chrétiens dont l'idéal représentait un « essai d'insertion dans la vie publique de l'esprit de l'Évangile et des principes moraux propagés par l'Église catholique » (p. 7). De quelles traditions historiques pouvaient-ils se recommander, quelles doctrines les soutenaient, pourquoi ont-ils obtenu des succès électoraux spectaculaires, comment en ont-ils usé, quel bilan après dix ans peut être dressé de leur action : telles sont les questions que, dans le premier volume d'une *Histoire de la démocratie chrétienne*, aborde M. Maurice Vaussard pour la France, la Belgique et l'Italie (1).

Le passé de la démocratie chrétienne, selon lui, a été dominé par trois impératifs : l'essor industriel, accéléré par les progrès du machinisme, a précipité l'évolution sociale en accentuant les différences entre les classes, en créant un immense prolétariat et en attribuant à la bourgeoisie une richesse et une autorité auxquelles elle n'a eu d'autre ambition que de se cramponner aveuglément ; les révolutions de 1848 étaient susceptibles de rapprocher les travailleurs de l'Église ; elles aboutirent, au contraire, à les en détacher et à leur montrer en elle l'alliée de leurs exploiteurs. Le recours à la conscription transformait les différends entre États en des luttes nationales qui requéraient toutes les forces des peuples et risquaient de les épuiser ; la vieille Europe s'entre-déchira ainsi en 1914, et en ne saisissant point en 1917 les occasions offertes par la tentative de paix séparée de l'Autriche-Hongrie et par la note du pape Benoît XV aux chefs des puissances belligérantes, elle manqua une chance décisive de salut. Cependant, l'effort que pouvaient déployer les chrétiens pour infléchir selon leurs croyances l'ordonnance de la société ne devait pas tant prendre la forme d'un engagement politique que celle d'une action populaire, selon les recommandations de l'encyclique *Graves de communi*, publiée par Léon XIII le 18 janvier 1901.

Ces conditions générales posées, les tendances démocrates chrétiennes ont évolué si différemment dans les trois pays étudiés que l'auteur a pris le parti de les décrire séparément, en ne suggérant que de discrètes comparaisons. Des analyses particulièrement attachantes qu'il donne des conjonctures sociales, des renseignements abondants, minutieux, qu'il présente et dans le détail desquels il parvient à ne pas s'égarer, il n'est possible de tirer ici que quelques remarques et rapprochements.

L'histoire « ancienne » de la démocratie chrétienne s'est prolongée jusqu'en 1945. En France, les précurseurs du XIX^e^ siècle s'employèrent à « éveiller chez les privilégiés de la naissance, de la fortune et du savoir, la conscience d'un devoir social envers les déshérités qui, de la simple assistance, passera bientôt à la prévoyance, puis beaucoup plus lentement à l'organisation professionnelle, à l'impôt progressif et, enfin, au partage du pouvoir politique » (p. 33). Au *Sillon*, dont le mouvement naquit en 1891, les cercles d'études sociales réunissaient fraternellement les étudiants et les jeunes ouvriers et suscitaient l'instruction et l'amitié réciproques. Néanmoins, c'étaient davantage les milieux de l'artisanat et du petit commerce que ceux de la grande industrie qui étaient touchés ; les militants ouvriers chrétiens se méfiaient de l'action politique ; la hiérarchie et les représentants de la « classe élevée » les soutenaient

(1) Maurice Vaussard, *Histoire de la démocratie chrétienne*. I : *France-Belgique-Italie*, Paris, Éditions du Seuil, 1956, 1 vol. in-16, 336 pages. (Collection « Esprit ».)

mal. Des initiatives dispersées, une action législative patiente procurèrent certains résultats ; mais la vision de ces hommes de bonne volonté restait limitée : ils ne nourrissaient aucune idée particulière en politique étrangère ; ils n'apercevaient pas les conséquences possibles des rivalités nationales exaspérées ; ils estimaient, selon l'expression d'Albert de Mun, que la guerre était « horrible... féconde cependant, source aussi de grandeur et de prospérité » ; la plupart se rangèrent parmi les adversaires de Dreyfus. Après la première guerre, en dépit de l'espoir que se constituerait un vaste rassemblement démocrate-chrétien, le catholicisme politique et social ne fut représenté sur le plan parlementaire que par le *Parti démocrate-chrétien* qui groupait en 1924 tout juste quatorze membres ; il se donna un programme très détaillé, mais il ne possédait « ni la longue tradition parlementaire du parti catholique belge, ni ce ferment d'unité d'être une minorité en pays protestant qui avait tant aidé à la cohésion du Centre allemand et maintiendra de même celle des catholiques hollandais... ni un chef indiscuté comme Don Sturzo en Italie, derrière qui se devinait l'accord du Saint-Siège et auquel la foi d'une population restée chrétienne, avec de puissantes organisations professionnelles, assurait la certitude de millions d'électeurs » (p. 87-88). Une influence médiocre au parlement était en partie compensée par l'intérêt de quelques journaux comme le quotidien l'*Aube*, par les succès de la *J. O. C.* et de la *J. A. C.* dans les milieux de la jeunesse ouvrière et rurale, par l'extension de la *C. F. T. C.*, qui réunissait en 1939 plus de 500 000 syndicalistes.

Si la méfiance de la majorité des catholiques envers le régime républicain avait longtemps pesé en France sur leur comportement et amoindri leur efficacité, les catholiques italiens furent soumis pendant plus de trente ans à l'interdiction de participer à la vie publique qu'avait prononcée Pie IX en 1870 ; ils se contentèrent de briguer quelques mandats administratifs, municipaux ou provinciaux, jusqu'aux élections législatives de 1904 où Pie X accorda son consentement tacite à la candidature de « quelques catholiques notoires pourvu qu'ils ne prétendissent point constituer à la Chambre un groupe d'étiquette confessionnelle » (p. 232), avant de transformer, l'année suivante, cette tolérance en une règle destinée à préparer les catholiques « prudemment et sérieusement à la vie politique pour le moment où ils y seraient appelés ». Parallèlement, les militants qui s'étaient lancés dans les « bonnes œuvres » d'éducation populaire et d'assistance charitable et qui s'étaient retrouvés depuis 1874 dans l'*Œuvre des Congrès et des Comités catholiques en Italie* étaient rassemblés, par les soins du même pontife, en cinq grandes Unions dont les présidents formaient le *Directoire de l'Action catholique* qui eut bientôt Don Sturzo pour secrétaire général. Ce fut ce prêtre, « homme de pensée et d'action, réalisateur né,... le plus grand (et) peut-être le seul *penseur* démocrate-chrétien qui ait paru en Occident depuis le début de ce siècle » (p. 243 et 244), qui, en fondant à la fin de 1918 le *Parti Populaire italien*, permit une première fois à la démocratie chrétienne d'établir un programme complet et d'influencer la vie nationale. Mais les conditions politiques étaient étroites : au risque de rendre impossible le fonctionnement du système parlementaire, entre une opposition socialiste irréductible et une droite obstinée à la défense de ses privilèges, les populaires étaient contraints de prêter leur appui aux libéraux et de lier leurs ambitions au sort de gouvernements débiles. Dès 1922, leur déclin s'amorçait que l'avènement du fascisme consacra.

Toute différente s'était trouvée la position des catholiques belges, puisque c'était leur union avec les libéraux qui avait fait triompher en 1830 la cause de l'indépendance nationale et qu'ils ne cessèrent de jouer au gouvernement un rôle majeur. Les tendances de la démocratie chrétienne, qui l'emportèrent finalement parmi eux en 1911, furent successivement représentées en 1867 par la *Fédération des sociétés ouvrières catholiques*, en 1891 par la *Ligue démocra-*

tique belge, en 1904 par un Secrétariat général des Unions professionnelles chrétiennes qui, dirigé par le P. Rutten, contribua au développement rapide du syndicalisme chrétien. Premier ministre de 1884 à 1894, Auguste Beernaert avait tracé un plan de réformes du travail dont il put réaliser certains articles ; mais la principale originalité de ce groupe était sans doute de professer le pacifisme et de réclamer le désarmement progressif et simultané et le recours à l'arbitrage international. Après la première guerre, le Bloc catholique, où les cadres étaient vieillis, où la pratique du pouvoir avait substitué « les routines administratives à l'élan des premières conquêtes » (p. 158), se laissa dominer par la question flamande et gagner par l'engourdissement général de la vie publique jusqu'à l'apparition du Rexisme. La victoire remportée à l'élection partielle de Bruxelles, le 11 avril 1937, par M. Van Zeeland sur Léon Degrelle, aurait pu être le signe d'une véritable renaissance si, très vite, l'expérience du premier ministre n'avait été brisée.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les possibilités ouvertes devant la démocratie chrétienne étaient toutes neuves. Les militants français avaient aperçu dans la Résistance « l'occasion d'affranchir définitivement les catholiques des formules périmées qui les repliaient trop souvent sur eux-mêmes dans une circonspection inquiète en face du monde moderne, de les faire participer librement et largement à la vie d'une nation rénovée par la souffrance » (p. 107) ; épris de justice, guidés par les enseignements pontificaux, ils s'orientaient vers la politique comme vers « le moyen privilégié, irremplaçable, de réaliser un idéal social » : aux élections pour l'Assemblée constituante, à la fin de 1945, le M. R. P. enlevait 150 sièges. En Belgique, après l'échec d'une formation nouvelle, — l'Union démocratique belge —, le Parti social chrétien se posait à la fois en successeur et en rénovateur du Bloc catholique, et il confiait son programme à une forte majorité d'hommes nouveaux. Enfin, dotée par Alcide de Gasperi d'un plan hardi, la Démocratie chrétienne attirait en 1946 35,2 % des suffrages exprimés par les citoyens italiens.

Deux tactiques étaient possibles : s'attacher à la réalisation progressive d'une série d'objectifs strictement définis ; ou bien rechercher l'exercice du pouvoir, quitte à sacrifier à des alliés nécessaires certains articles du programme et à adapter les autres aux circonstances. Ce fut la seconde méthode qui fut généralement suivie. Son bilan est assez décevant. M. Vaussard est particulièrement sévère pour le M. R. P., dont il ne met peut-être pas suffisamment en valeur que l'ampleur du succès fut imputable au désarroi momentané de la droite traditionnelle. Il lui reproche, notamment, de n'avoir pas su imaginer une politique audacieuse pour réorganiser les relations de la France avec ses possessions d'outre-mer, d'avoir préféré la réforme constitutionnelle à la rénovation des méthodes parlementaires. Le Parti social chrétien belge, longtemps appliqué à la solution de la question royale, a reculé au scrutin du 11 avril 1954, et, en laissant à ses rivaux le soin de diriger le pays, il n'a pu éviter que la *loi Collard* soulevât la querelle scolaire et du coup l'obligeât à reprendre un caractère de défense confessionnelle dont il avait pourtant réussi, depuis la fin de la guerre, à débarrasser son action. C'est en Italie que l'œuvre démocrate-chrétienne s'avère la plus féconde, et l'auteur insiste sur la portée de la réforme agraire, destinée non seulement à distribuer 700 000 hectares de terres labourables et à rénover les zones les plus déshéritées de la péninsule, mais surtout à rajeunir les méthodes et, par une plus juste répartition de la richesse nationale, à dégager une classe moyenne plus étoffée que celle qui ne comprend actuellement que des fonctionnaires et des hommes de loi.

Un danger inquiète surtout M. Vaussard : la faiblesse de la doctrine politique des chrétiens sociaux. La Démocratie chrétienne d'Italie n'y échappe point, qui n'a pas trouvé, dans ses jeunes éléments, un penseur de la qualité et de la vigueur de Don Sturzo, pour lequel l'auteur ne cache pas son admi-

ration. Peut-être sa conclusion doit-elle être cherchée dans le rapport écrit en 1952 par M. Robert Houben, directeur du bureau d'études du Parti social chrétien de Belgique, et cité p. 197 : « Après avoir établi de larges principes abstraits, les programmes descendent ensuite tout à coup à l'examen de points particuliers, sans que l'on trouve entre les deux les critères généraux permettant non pas de déterminer *a priori*, mais d'orienter la solution des questions concrètes selon une conception politique d'ensemble. Il manque une vue générale suffisamment claire de la structure que les chrétiens entendent donner à la cité, s'ils en ont le pouvoir, des droits et des responsabilités qu'ils veulent attribuer à l'État, aux personnes, aux sociétés... en tenant compte des situations de fait. » Les encycliques pontificales en matière économique et sociale ne fournissent que des cadres, des points de départ ; la vision du monde est construite moins sur une culture historique solide que sur des réactions sentimentales et intéressées. « Sorties du domaine de la défense religieuse ou de celle de la liberté d'enseignement, qui ne constituent tout de même pas des bases suffisantes pour la conduite d'un État moderne..., les formations politiques rassemblant des démocrates chrétiens... sont parallèlement et contradictoirement séduites soit par des solutions empruntées au vieux libéralisme, soit par des solutions étatistes et socialisantes. »

B. Guillemain.
Faculté des Lettres de Bordeaux.

Victor-Emmanuel et Mussolini

Dans un livre, qui fait partie de la collection « Témoignages pour l'histoire de notre temps », Nino d'Arona s'efforce de donner un aperçu d'ensemble des rapports qui, pendant une vingtaine d'années, se sont établis entre le Roi et le Duce (1).

L'auteur, élevé dans une famille républicaine, ne cache pas que Victor-Emmanuel lui sembla longtemps un petit homme médiocre. Mais peu à peu, ses préventions se dissipèrent et il sentit que le Souverain avait le grand mérite d'aimer son pays, puis de faire confiance à Mussolini. Nino d'Arona, journaliste et commentateur à la radio sous le régime fasciste, ne cache pas son estime pour le *Duce*.

Cependant, il a voulu « objectivement » définir la personnalité des deux hommes qui, sur un fond d'événements dramatiques, ont occupé le devant de la scène italienne. Deux types d'hommes différents, opposés même, mais avec des affinités qui se précisèrent au cours du long chemin parcouru ensemble d'octobre 1922 à juillet 1943.

L'ouvrage a l'intérêt d'être une première vue générale de ce long contact humain. Il puise à une vaste documentation, à des sources inédites, à des archives encore secrètes. Il est rédigé sobrement, dans une langue claire et agréable.

Le Roi, taciturne, solitaire, choisit en 1915 l'intervention dans la guerre par souci de grandeur nationale au moment où Mussolini, venu du socialisme, agit dans le même sens au *Popolo d'Italia*. Les déceptions de l'après-guerre, les lacunes du parlementarisme, les difficultés d'un Nitti, d'un Giolitti, d'un Bonomi, paraissent laisser le Roi sans réaction. Pourtant, au moment de la marche sur Rome, il soutient mal l'acta et, pour éviter la guerre civile, il légalise la prise du pouvoir par le chef audacieux des milices fascistes.

(1) Nino d'Arona, *Vent'anni insieme. Victor-Emmanuel et Mussolini*, Cappello, 1957, 396 p.

A la Chambre de 1924, le Roi déclare : « C'est la génération de la victoire qui dirige désormais le Gouvernement. »

Mussolini, habilement, laisse au Roi le rôle effacé d'arbitre suprême pendant qu'il affermit sa dictature, bouleverse les institutions, lance de grands projets dans le pays, amorce une politique extérieure d'envergure. Victor-Emmanuel n'est pas toujours d'accord, mais la personnalité de son premier ministre lui en impose. Dans l'affaire éthiopienne il le soutient et prend avec joie le titre d'Empereur. Par contre, il ne peut dissimuler son aversion pour Hitler. A la veille de la guerre, c'est la plus grande confusion. Mussolini souffre d'être méprisé par ses alliés allemands. Le Roi est d'autant plus réticent qu'il connaît l'état d'impréparation de l'armée qui a perdu du matériel en Éthiopie, en Espagne, en Albanie. Victor-Emmanuel est nettement pour la neutralité, l'attentisme et Mussolini, troublé, avoue : « Le Roi me guide de ses paternels conseils et je le suis avec une dévotion filiale. »

La victoire allemande pousse Mussolini à attaquer la France parce qu'il croit à un conflit rapidement terminé et à la possibilité d'agir sans aide allemande, dans l'alliance mais pour son compte. Le Roi alors laisse faire, mais désormais il songe à mettre fin au régime fasciste. Son entourage, ulcéré par les défaites, le pousse à agir. Mais il tient à préparer soigneusement l'affaire avec ruse et patience. Le 28 juillet 1943, la chute de Mussolini laisse le champ libre à Badoglio qui prépare la sortie de l'Italie d'un camp où elle n'a connu que des déboires. Mais les malheurs de la patrie emportent également la monarchie.

Nino d'Arona, qui continua la lutte dans le Nord, après la romanesque évasion du *Duce* et qui servit ainsi jusqu'au bout la République sociale, par fidélité aux principes et aux alliés choisis, cet écrivain n'est pas et ne peut pas être impartial. Ses jugements sur la démocratie, la politique franco-anglaise, Giolitti, Badoglio, Acquarone sont d'une sévérité, qui frise l'injustice. Mais, ces réserves étant faites, l'ouvrage est intéressant et il raconte par un biais toute l'histoire de l'Italie fasciste.

J. Defrasne.

Un général italien à Vichy

En novembre 1942, les Gouvernements allemand et italien décidèrent d'envoyer chacun une mission militaire auprès du Gouvernement de Vichy, commandée par le général von Neubronn pour les Allemands, et par le général Avarna di Gualtieri pour les Italiens. Ce dernier a narré ses souvenirs dans une revue italienne (1).

Malheureusement, il étend son récit bien au delà de ce qu'il a fait, ou même vu, jusqu'à des considérations d'ensemble sur la politique de Vichy, et à des jugements sur le comportement de Pétain et de Laval. Cette partie de l'article manque d'autant plus d'intérêt que, insuffisameent étayée, elle contient en outre de surprenantes erreurs d'appréciation ou de fait : Roosevelt admirateur de la France, de Gaulle reconnu par les U.S.A. en octobre 1942, la « dernière partie de la flotte française » saisie par l'Axe à Bizerte le 3 novembre 1942, etc.

La mission italienne ne dura, il est vrai, que 8 mois, et de toute évidence, son rôle fut minime. Le général Gualtieri signale que les rapports franco-italiens étaient corrects, sans sympathie ; Mussolini et Ciano éprouvaient d'ailleurs une solide aversion personnelle pour Laval. Lui-même se targue d'avoir toujours essayé d'arranger les choses dans un but d'humanité ;

(1) *Nuova Antologia di Lettere, Arti e Scienze*, Rome, janvier 1958.

ainsi, pour protéger les Israélites, il signifia aux ministres de Vichy que les autorités italiennes devraient seules décider des internements dans leur zone d'occupation ; les résultats heureux de cette décision pour les Israélites sont confirmés par une citation d'un ouvrage du *Centre de Documentation juive contemporaine.*

En fait, deux questions seulement furent de quelque importance. L'Italie réclama à la France : la cession de la flotte sabordée dans le port de Toulon et le paiement d'une amende de 5 milliards de francs-or, en raison de la découverte de dépôts d'armes clandestins.

Sur le deuxième point, Laval fit valoir que la France n'avait plus d'or et que le principe même de l'amende ne se justifiait pas après les instructions qu'il avait données aux préfets de livrer les dépôts d'armes. Le général Gualtieri affirme avoir obtenu de son Gouvernement que le paiement de l'amende fût différé ; non résolue en droit, la question aurait donc reçu une solution de fait favorable pour la France.

Sur le premier point, Laval se montra consentant, à condition qu'une flotte symbolique fût laissée à la France. Les Allemands et le Commandement italien avaient accepté, mais le Gouvernement italien refusa : la flotte devait être renflouée, puis remise en état en Italie ; ne s'agissait-il pas de l'utiliser dans la lutte « pour l'Europe » ? Malgré la répugnance des milieux de l'Amirauté française, Laval céda.

Le général Gualtieri ne dit rien de la Corse, ni de l'action de l'*Ovra* ; il est muet aussi sur la capitulation de l'armée italienne en France devant des forces allemandes bien inférieures, après la chute de Mussolini.

H. Michel.

Les Alliés et l'Italie

De l'armistice du 8 septembre 1943 jusqu'au traité de paix du 10 février 1947, la vie de l'Italie a dépendu de ses relations avec les Alliés. En étudiant celles-ci, M. Norman Kogan a, du même coup, éclairé l'histoire de l'Italie pendant quarante et un mois où son sort fut en suspens (1).

Lorsque les premiers pourparlers furent engagés à Lisbonne en août 1943, les trois objectifs que devaient poursuivre les responsables de la politique italienne apparaissaient déjà avec netteté : renverser les alliances, placer les forces nationales aux côtés de celles des Alliés, sauvegarder la souveraineté du gouvernement royal. Mussolini n'avait pas été chassé en juillet par l'opposition anti-fasciste ; les éléments sur lesquels il s'appuyait et, notamment les hautes classes sociales, lui avaient retiré leur concours à cause de l'échec de sa politique étrangère. Victor-Emmanuel avait pris la tête du mouvement : il s'agissait pour lui de préserver la monarchie, non pas de renouveler complètement le personnel dirigeant et de bouleverser l'équilibre du pays. Par un calcul d'une impudente simplicité, le changement de camp semblait la meilleure méthode de salut.

Ce dessein ne fut que très imparfaitement réalisé. Le roi et Badoglio s'avérèrent hésitants, timorés. Il fallut la menace du général Eisenhower pour que l'armistice préparé fût proclamé et entrât en vigueur. Le gouvernement royal ne put faire respecter son autorité que par sept divisions, démoralisées et mal équipées, sur les soixante et une qui avaient été mobilisées : c'était un maigre présent pour les Alliés ! La fuite à Pescara, dès le 9 septembre, discrédita le roi et les ministres ; les populations du Centre et

(1) Norman Kogan, *Italy and the Allies*, Harvard University Press, Cambridge, 1956, 1 vol., x-246 p.

du Nord, laissées sous la rude poigne allemande, eurent le sentiment d'être abandonnées ; le comité des partis anti-fascistes, prenant acte de cette défaillance, se proclama aussitôt *Comité de Libération nationale* : il appela toute la nation à la lutte pour que l'Italie récupère son rang dans la communauté des peuples libres. C'était justement ce que le gouvernement de Victor-Emmanuel aurait voulu faire tout seul !

De cette situation initiale découlèrent toutes les péripéties : la délégation de pouvoir au prince Humbert, les rivalités entre les partis qui revenaient rapidement à la lumière, la cascade des ministères dont celui de Ferrucio Parri (juin-décembre 1945) fut le seul à donner l'impression qu'une Italie nouvelle pourrait sortir de la Résistance, l'abdication de Victor-Emmanuel III, le plébiscite en faveur de la République.

Cette complexité des événements avait étonné les Alliés qui n'étaient pas prêts à accueillir une Italie rapidement débarrassée du fascisme. L'armistice du 8 septembre leur avait apporté une victoire politique et psychologique ; mais ses résultats militaires étaient décevants. La déclaration de guerre du gouvernement Badoglio à l'Allemagne, le 13 octobre 1943, amena les Alliés à reconnaître l'Italie comme co-belligérante ; celle-ci mit en ligne 48 000 combattants réguliers au printemps 1945 ; elle déclara la guerre au Japon. Mais elle ne parvint jamais à être admise comme une véritable alliée, participant avec ses propres forces à la lutte commune ; les prisonniers italiens demeurèrent, jusqu'à la fin, à la disposition des vainqueurs. Quelle politique les grandes puissances appliquèrent-elles donc ?

Les Américains avaient reconnu la primauté des intérêts britanniques en Méditerranée. Mais des objectifs contradictoires guidaient les Anglais : ils désiraient sauver l'institution monarchique et l'ordre social ; pour eux, ainsi que l'exprimait Winston Churchill au président Roosevelt le 5 août 1943, l'effacement des classes moyennes en raison de vingt ans de fascisme laissait seulement en présence le roi, autour duquel les patriotes s'étaient groupés, et le communisme. Le seul tort de Mussolini avait été d'attaquer la Grande-Bretagne. Il fallait donc consolider le trône. Cependant, pour rétablir sa prépondérance navale, l'Angleterre avait besoin d'une Italie faible. Et ceci n'était pas conciliable avec cela !

Les Américains n'imposèrent que lentement leur influence ; ils constatèrent l'impuissance de Badoglio, la vigueur des partis anti-fascistes, dont ils demandèrent l'association aux responsabilités. Ils incitèrent les Anglais à publier avec eux la déclaration du 26 septembre 1944 qui promettait le relâchement des contrôles, le redressement des industries et des transports et invitait le gouvernement italien à envoyer des représentants auprès d'eux. Redoutant les progrès du communisme dans un pays épuisé, ils favorisèrent la Démocratie chrétienne, l'Église et la reconstruction économique. Au fond, ils furent les seuls à appliquer les proclamations de principe sur la distinction à établir entre le peuple italien et le régime fasciste.

L'U.R.S.S., plus lointainement intéressée encore, agit avec habileté et avec prudence. Elle fut la première à nouer des relations diplomatiques normales avec le gouvernement Badoglio le 13 mars 1944. Elle tempéra les revendications du parti communiste, tant que la guerre dura, pour ne pas compromettre sa solidarité avec les Occidentaux ; elle espérait peut-être que les classes dirigeantes traditionnelles pourraient être plus aisément abattues une fois la paix restaurée.

Ce fut précisément la discussion du traité de paix qui montra l'inanité des projets entretenus depuis l'été 1943 par les Italiens et l'omnipotence des Alliés. Les clauses furent sévères. Les vainqueurs jetèrent le masque et révélèrent les buts qu'ils recherchaient. La modération des Russes n'était-elle

pas destinée à faciliter les demandes yougoslaves sur la Vénétie julienne et à obtenir un mandat international sur la Tripolitaine ? L'Italie ne fut qu'un enjeu, le traité du 10 février 1947 un essai pour instaurer un *modus vivendi* entre l'Est et l'Ouest. Le partage du monde entre deux nouveaux blocs de puissances dominait désormais la conjoncture universelle.

M. Kogan qui enseigne l'histoire diplomatique à l'Université de Connecticut a utilisé un nombre important de mémoires, de rapports, de journaux, aussi bien alliés qu'italiens, pour démêler un écheveau assez embrouillé de projets, de plans, d'intrigues ; il a dégagé les fils conducteurs et son analyse très claire retient l'attention. Il est nécessaire de recourir à son livre pour s'informer de la politique méditerranéenne des coalisés à partir du débarquement en Sicile et pour connaître les négociations de paix de 1947. L'auteur ne juge tendrement ni les vues de Winston Churchill, ni les revendications frontalières de la France : il ne parle d'ailleurs des intentions françaises vis-à-vis de l'Italie qu'à l'occasion de la conférence de Paris ; il semble ignorer qu'un corps expéditionnaire français s'est battu dans la péninsule et il ne prend pas la peine d'examiner d'ensemble la position du *Comité d'Alger* et du *Gouvernement provisoire*. Incidemment, il note que Badoglio n'était pas en état de tenir la dragée haute aux Alliés à l'instar du général de Gaulle. Il est visible que pour ce professeur américain les « Grands », seuls, comptent : son ouvrage le montre ! Dans les quinze dernières pages, l'historien se transforme en essayiste pour évaluer les chances de la démocratie en Italie et pour jauger la sincérité de la participation italienne au mouvement d'unité de l'Europe. Il est permis au lecteur de ne plus le suivre sur ce terrain.

Bernard GUILLEMAIN.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

CHARLES (J.-L.), capitaine. — Vers une histoire de la deuxième guerre mondiale, *L'armée, la nation*, 2 juill. 1959, pp. 16-18.

Efforts accomplis dans ce sens par tous les pays et surtout par la Belgique.

*DIEHN (Otto). — *Bibliographie zur Geschichte des Kirchenkampfes, 1933-1945*, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1959, in-8°, 249 p.

H. G... — Zur Entwicklung der amerikanischen Kriegsliteratur. Zwischen Pazifismus und Patriotismus, *Berichte und Informationen*, 10 avr. 1959, pp. 13-15.

**Protiv fals'sifikatorov istorii vtoroj mirovoj vojny. Sbornik statej* [*Contre les falsificateurs de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Recueil d'articles*], Moskva, Voenizdat, 1959, in-8°, 334 p.

GACON (Jean). — La seconde guerre mondiale « à l'ordre du jour », *Nouv. critique*, juill.-août 1959, pp. 149-155.

Étude critique sur les nos 9-10 et 12 de *Recherches internationales* et les remarques qu'ils ont suscitées.

MIDDLETON (Drew). — World War II : after the soldiers came a legion of books, *N. Y. Times Book R.*, 16 août 1959, pp. 3 et 23.

Article passant en revue les principaux livres d'études et de mémoires sur la deuxième guerre mondiale.

WORMSER (Olga). — Peut-on faire l'histoire de la deuxième guerre mondiale ?, *Temps mod.*, mai-juin 1959, pp. 1878-1886.

Notamment, celle de la Résistance.

*ŽILIN (P. A.). — *Buržuaznye fal'sifikatory istorii vtoroj mirovoj vojny* [*Les falsificateurs bourgeois de l'histoire de la deuxième guerre mondiale*], Moskva, Znanie, 1959, in-8°, 32 p.

(Vsesojuz o-vo po rasprostraneniju polit. i nauč znanij, sér. I, Istorija, 8.)

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*BONHEUR (Gaston). — *Charles de Gaulle*, Paris, Hachette, 1959, in-8°, 96 p., ill.

*BONHOEFFER (D.). — *Gesammelte Schriften*. Band II : *Kirchenkampf und Finkenwalde. Resolutionen, Aufsätze, Rundbriefe, 1933-1943*, München, Chr. Kaiser, 1959, in-8°, 667 p.

10 années de lutte du pasteur Dietrich Bonhoeffer contre l'hitlérisme.

*BRET (Paul-Louis). — *Au feu des événements*, Paris, Plon, 1959.

L'auteur était directeur du bureau de Londres de l'Agence Havas : Munich. Le gaullisme. L'Afrique de Vichy. C. r. dans *Preuves*, sept. 1959, par J. BLOCH-MICHEL.

*BRUDER (Herbert). — *Ich komme wieder. Ein deutscher Soldat erzählt*, Leoni a/Starnbergersee, Druffel-Verlag, 1959, in-8°, 248 p.

Mémoires d'un combattant.

CAUDANA (Nino). — Il Figlio del Fabbro. Una biografia senza incenso e senza veleno, *Tempo* (Roma), 5 avr.-30 juin 1959, pp. 7-9 *(à suivre)*.

Biographie de Mussolini.

*CHALMERS (W. S.). — *Full cycle : the biography of Admiral Sir Bertram Home Ramsay*, London, Hodder and Stoughton (1959), in-8°, 288 p.

Importance de son rôle dans la stratégie navale britannique au cours de la guerre.

*DEERE (Alan C.). — *Nine lives. Foreword by Air Chief Marshal Lord Dowding*, London, Hodder and Stoughton, 1959, in-8°, 262 p., fig.

Souvenirs d'un pilote de chasse britannique : bataille d'Angleterre ; protection des convois de bombardiers sur l'Allemagne.

DOLIMANN (Eugenio), HERFELDT (Olaf). — Il Tesoro di Hitler e ancora in Alto Adige, *Tempo* (Milano), 16-23 juin-7, 14 et 21 juill. 1959, pp. 30-36, 20-26, 40-46, 29-33 et 30-32, phot.

Efforts des services de renseignement pour retrouver 40 caisses contenant de soi-disant documents secrets provenant de la Chancellerie du Reich.

*EPTING-KULMANN (Alice). — *Zwischen Paris und Fluorn. Erinnerungen aus den*

(1) Un astérisque précède les notices d'ouvrage. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de M. F. DEBYSER.

Jahren 1944-1945, Burg Stettenfels bei Heilbronn a. N., Hünenburg-Verl. (1958), in-8°, 134 p.

*Eyre (Donald), Bowler (Douglas). — *The Soul and the sea*, London, Hale, 1959, in-8°, 192 p.

Après la chute de Singapour, évasion de 11 militaires anglais et australiens vers Sumatra et les Indes, qui, arrivant par erreur en Birmanie, y furent capturés par les Japonais.

Fleat-admiral Halsey dies. Leader in defeat of Japan, *N. Y. Times*, 18 août 1959, pp. 1 et 6.

Ancien commandant de la Third U. S. Fleet, dans le Pacifique.

*Grenier (Fernand). — *C'était ainsi (Souvenirs)*, Paris, Éditions sociales, 1959.

Souvenirs du militant communiste : Chateaubriant, Londres, Alger.

Harrod (Sir Roy). — Churchill's right-hand man, *Sunday Times*, 6 sept. 1959, p. 13.

Extraits d'une biographie de Lord Cherwell qui fut chargé, pendant la guerre, par l'Amirauté, de la S-Branch (S pour Statistics), et dont le rôle fut de première importance pour le ravitaillement et la vie économique de la Grande-Bretagne.

*Henderson (James L.). — *Adolf Reichwein. Eine politisch-pädagogische Biographie*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst., 1958, in-8°, 224 p.

Pédagogue social-démocrate exécuté pour participation au complot du 20 juillet 1944.

*[Hitler (Adolf)]. — *Le testament politique de Hitler. Paroles recueillies par Martin Bormann.* Préface de H. R. Trevor-Roper. Commentaires de A. François-Poncet, Paris, Fayard, 1959, in-8°.

Heusinger. Bittgang zur Gestapo, *Spiegel*, 27 mai 1959, pp. 18-22.

Authentique résistant ou dénonciateur du complot du 20 juillet ?

Heusinger verriet die Männer des 20. Juli 1944 an die Gestapo, *Dokumentat. d. Zeit*, 20 avr. 1959, p. 30.

D'après les documents de l' « Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere ».

Hitler (Paula). — Mio fratello Adolfo, *Tempo* (Milano), 26 mai 1959, pp. 72-76, phot.

Souvenirs intimes de la sœur du Führer.

Jameson (Sir William), Rear-Adm. Horton of the Western approaches, *Sunday T.*, 22 mars 1959, pp. 21-22.

L'amiral Horton pendant la guerre 1939-1945.

*Joos (Joseph). — *So sah ich sie. Menschen und Geschehnisse*, Augsburg, Winfried Werk, 1958, in-8°, 160 p.

Mémoires d'un dirigeant des syndicats chrétiens.

*King (William), Commander. — *The stick and the stars*, New York, W. W. Norton, 1958, in-8°, 192 p.

Souvenirs d'un commandant de sous-marin américain qui participa aux opérations dans le Pacifique.

Kirkpatrick (Sir Ivone). — The extraordinary affair of Rudolf Hess, *Sunday T.*, 7 juin 1959, pp. 11-12.

Extrait des Mémoires de Sir Ivone Kirkpatrick, qui paraîtront sous le titre *The Inner Circle*.

*Land (Emory S.), Admiral. — *Winning the war with ships*, New York, R. M. McBride, 1958, in-8°, XII-310 p.

Autobiographie de l'amiral Land qui dirigea les constructions navales militaires des États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale.

[Leahy (Fleet-Admiral William D.)]. — L'amiral Leahy est mort, *Le Monde*, 22 juill. 1959, p. 6. — Admiral Leahy : sea power and diplomacy, *Times*, 21 juill. 1959, p. 8. — Fleet-Admiral Leahy dies at 84. Presidents'Chief of Staff in War, *N. Y. Times*, 22 juill. 1959, pp. 1 et 7.

Notices nécrologiques de l'ancien ambassadeur des États-Unis à Vichy, et chef d'É.-M. du président Roosevelt.

[Reynaud (Paul)]. — Paul Reynaud précise..., *Express*, 27-8-59, p. 10, phot.

A propos du livre du général Serrigny, l'auteur se défend d'avoir intentionnellement « passé la main » au maréchal Pétain en juin 1940.

*Ristow (Fritz). — *Sturmgrenadiere*, Bonn, Steinverl., 1959, in-8°, 272 p., c. ill.

Mémoires de l'ancien commandant du « Sturmgrenadierbataillon n° 7 » pendant les deux guerres mondiales.

Rokossovskij (K.). — Na Central'nom fronte [Sur le front du Centre], *Voen. ist. žurnal*, 1959, n° 6, pp. 19-35.

1943. Souvenirs.

*Rossi (Cesare). — *Trentatre vicende Mussoliniane*, Milano, Ceschina, 1958, in-16, 645 p.

Schramm (Wilhelm Ritter von). — Das politisch-militärische Testament des Generalobersten Beck. Zu seinem 15. Todestag am 20. Juli, *Wehrkunde*, juill. 1959, pp. 346-351.

*Scott (Lionel). — *I dropped in*, London, Barrie & Rockliff, 1959, 224 p.

Récit d'un pilote anglais tombé en France, qui vécut dans le maquis et chez des particuliers.

Sep-Szarzyński (Stanisław). — Trop legendy [Genèse d'une légende], *Kultura* (Paris), n° 9, sept. 1959, pp. 87-116.
Sur le général Sikorski.

*Serrigny, général. — *Trente ans avec Pétain*, Paris, Plon, 1959, in-8°, 244 p.
Mémoires suivis de la Déposition du général devant la Haute Cour de Justice le 2 août 1945.
Extraits dans l'*Express*, numéro du 30 juillet et suivants.

Sorrentino (Lamberti). — La verità sulla guerra tra Balbo e De Pinedo, *Tempo* (Milano), 24, 31 mars, 7 et 14 avril 1959, phot.

Symmons-Symonolewicz (Konstantin). — Bronisław Malinowski (1884-1942) : an intellectual profile, *The Pol. Rev.* (New York), vol. 3, n° 4, aut. 58, pp. 55-76.
Le patriote, le sociologue.

Urbanowicz (Witold). — Dywizjon « Tygrysow » [La division des « Tigres »], *Skrzydl. Polska*, mai 1959, n° 21, pp. 10-11 ; n° 25, 17 juin.
Souvenirs d'un pilote de l'armée polonaise qui combattit en Chine contre les Japonais sous les ordres du général Chennault.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Baturin (M.). — SSA i Mjunkhen [Les États-Unis et Munich], *Mežd. žizn.*, 1959, n° 4, pp. 98-106.

Bonnet (Georges). — Témoignages pour l'histoire : il y a vingt ans, la seconde guerre mondiale commençait, *Historia*, sept. 1959, pp. 221-228.

[Bonnet (Georges)]. — Une lettre de M. Georges Bonnet à propos des origines de la guerre 1939-1945, *Monde*, 5 sept. 1959, p. 6.
Mise au point provoquée par l'article de J.-B. Duroselle. L'auteur « ne croyait pas à l'apaisement », en 1939.

Budkevic (S. L.). — Japano-amerikanskaja bor'ba za Jugo-Vostocnuju Aziju v nacale 2-oj mirovoj vojny [La lutte entre les États-Unis et le Japon en Asie du Sud-Est au début de la deuxième guerre mondiale], *Krat. soobsc. inst. vostokovedenija*, 35, 1959, pp. 49-61.

Budurowycz (Bohdan B.). — Poland and Hitler's offers of alliance, *Polish R.*, aut. 1958, pp. 16-29.
Les tentatives de rapprochement germano-polonais en vue d'une attaque des Soviets. Contacts pris et conversations depuis le 2 mai 1933 jusqu'au 5 janvier 1939.

Dell'Omodarme (Marcello). — La Missione Wohltat, *Riv. di studi polit. internaz.*, avr.-juin 1959, pp. 235-242.
Mission du Dr Wohltat, commissaire au Plan quadriennal et conseiller économique de Göring, à Londres, en juillet 1939. Ses contacts avec Sir Horace Wilson et le secrétaire au commerce extérieur Hudson.

Duroselle (J.-B.). — Les origines immédiates de la guerre 1939-1945 : I. Les desseins et les calculs d'Hitler ; II. Les réactions des Alliés, *Monde*, 21 et 22 août 1959, pp. 1 et 7.

Jablonski (Henryk). — Osamotnieni [Isolés], *Nowe Drogi*, n° 9, août 1959, pp. 8-18.
Examen de la position des hommes d'État polonais avant 1939.

Jurkiewicz (Jarosław). — Polska wobec planow Paktu Wschodniego w latach 1934-1935 [La Pologne et les plans de Pactes orientaux en 1934-1935], *Sprawy Międzyn*, n° 3, mars 1959, pp. 18-51. Résumés russe et anglais.

*Klein (Burton H.). — *Germany's economic preparation for war*, Cambridge, Harvard Univ. Press, 1959, in-8°, 320 p.
1933-1943.

Mel'nikov (Ju. M.). — SŠA i evropejskij političeskij krisis 1939 goda [Les États-Unis et la crise politique européenne de 1939], *Novaja i novejšaja istorija*, 1954, n° 3, pp. 88-108.

Mintz (I.). — La leçon de Munich, *Nouv. R. intern.*, mars 1959, pp. 30-48.

Moscati (Ruggero). — La Politica estera fascista nel '24-25, *Riv. storica italiana*, 1959, fasc. II, pp. 312-320.
Sur le vol. III, série VII, des *Documenti diplomatici italiani (23 févr. 1924-14 mai 1925)*, réunis sous le contrôle de l'auteur.

Neilson (Francis). — Some political issues in the background of World War II, *Amer. J. of Econ. and Sociol.*, juill. 1959, pp. 381-397.
Attitude des dirigeants britanniques à la veille de la guerre.

**Protokoly Polsko-Francuskich rozmow sztabowych w Paryzu, w maju 1939...* [*Procès-verbaux des conversations d'état-major franco-polonaises à Paris, mai 1939*], London, Obditka z kwartalnika « Bellona », 1958, zesz. II (1958), in-8°, 16 p.
(Instytut historyczny im. Gen. Sikorskiego, General Sikorski historical Institute.) Conversations des 15, 16 et 17 mai 1939 entre les généraux Gamelin et Kasprzycki et leurs adjoints, suivies du texte du Protocole du 19 mai (en français, anglais et polonais).

Teichová (Alice). — Die geheimen britisch-deutschen Ausgleichsversuche am Vorabend des zweiten Weltkrieges, *Z. f. Geschichts-Wissenschaften*, Heft 1959, pp. 755-797.

Viel (Marie-Jeanne). — Ainsi la France entra dans la guerre. Un chapitre du roman vrai des 80 ans dont nous avons hérité, *Paris-Presse intransigeant*, 26 août 1959 et jours suivants, photos.

Vigrabs (Georg). — Die Stellungnahme der Westmächte und Deutschlands zu den baltischen Staaten im Frühling und Sommer 1939, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1959, pp. 261-280.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

Deborin (G. A.), Zastavenko (G. F.), Tel'Pukhovskij (B. S.). — Pričiny poraežnija germanskogo imperializma v 2-kh mirovykh vojnakh [Les raisons de la défaite de l'impérialisme allemand dans les deux guerres mondiales], *Vopr. ist.*, 1959, n° 5, pp. 22-43.

Libicki (Bolesław). — Koszty współczesnych wojen i przyczyny ich wzrostu [Le coût des guerres actuelles et les causes de son accroissement], *Wojsk. Akad. Pol. im. Dzierzynski. Biul.*, n° 3, juill.-sept. 1958, pp. 101-131, tabl.

*Špirt (Aleksandr Uljanovič). — *Afrika vo 2-j mirovoj vojne. Syr'e i ljudskie resurcy* [*L'Afrique pendant la deuxième guerre mondiale. Matières premières et ressources en hommes*], Moskva, izd. vostočnoj literatury, 1959, in-16, 130 p. (Akademija nauk SSSR. Institut vostokovedenija.)

*Tel'pukhovskij (B. S.). — *Velikaja otečestvennaja vojna Sovetskogo Sojuza, 1941-1945. Kratij očerk* [*La grande guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945. Bref aperçu*], Moskva, Gospolitizdat, 1959, in-8°, 675 p., cartes.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Burdick (Charles B.). — The Errant flyers, *Mil. R.*, juin 1959, pp. 53-57.

L'affaire de Mechelen, janv. 1940, et son influence sur la modification des plans allemands.

Direktivy nemecko-fašistskogo komandovanija, otnosjaščiesja k vedeniju načal'noj kampanii protiv SSSR [Les directives du commandement fascite allemand concernant les débuts de la campagne contre l'U.R.S.S.], *Voen. ist. Žurnal*, 1959, n° 6, pp. 77-88.

*Grinnel-Milne (Duncan). — *The Silent victory*, London, the Bodley Head, 1958, in-8°, 206 p.

Raisons psychologiques et techniques qui ont empêché l'opération Sea Lion en 1940.

Iz istorii kapituljacii vooružennykh sil fašistskoj Germanii [Contribution à l'histoire de la capitulation des forces armées de l'Allemagne fasciste], *Voen. ist. Žurnal*, 1959, n° 5, pp. 79-95.

K voprosu o podgotovke plana operacii « Citadel » [A propos de la préparation du plan « Citadelle »], *Voen. ist. Žurnal*, 1959, n° 6, pp. 89-91.

Dans la région de Kursk, pendant l'été 1943.

Lyet (colonel Pierre). — L'invasion de la Pologne en 1939. Tandis que la Pologne était écrasée par les armées allemandes, le souci de ne pas « casser » les forces françaises a justifié aux yeux du Haut Commandement leur inaction de septembre 1939, *Le Monde*, 30-31 août 1959, pp. 1 et 9.

Vetrov (M. B.). — Boevoe sodružestvo sovetskikh i bolgarskikh vojsk v zaključitel'nom etape Velikoj Otečestvennoj vojny [La collaboration militaire des armées bulgare et soviétique au cours de la dernière période de la guerre], *Novaja e novejšaja istorija*, 1959, n° 3, pp. 136-147, carte.

Who was right : Monty or Ike ?, *U. S. News & World Rep.*, 22 juin 1959, pp. 78-84.

Réponses aux critiques de Montgomery par les généraux américains Clark et Gay (ces critiques ont été faites au cours d'une émission de T.V. aux États-Unis, le 28 avril 1959, en réponse à une conférence de Montgomery à Oxford le 15 mai 1959).

This was Churchill blunder !, *Action*, 27 juin 1959, p. 2.

Attaque contre la politique de guerre des Alliés, s'appuyant sur l'article cité ci-dessus.

Zajcev (I.). — K voprosu ob otkrytii vtorogo fronta i ego roli vo vtoroj mirovoj vojne [A propos de la création du 2e front et de son rôle pendant la deuxième guerre mondiale], *Voen. polit. Žurn.*, 1959, n° 6, pp. 52-65.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Bondil (général). — Le chemin de fer et les transports interalliés, *R. hist. Armée*, mai 1959, pp. 83-99.

*Brookes (Ewart). — *Glory passed them by*, London, Jarrolds, 1958, in-8°, 176 p.

Les poseurs de mines de la marine anglaise.

Della Santa (J.). — L'attaque de nuit, *R. mil. suisse*, juillet 1959, pp. 329-336 ; août 1959, pp. 376-389.

Avec des exemples tirés de la deuxième guerre mondiale (dont l'opération *Totalize*, 7-8 août 1944, au sud de Caen.)

Elser (Gerhard). — Sturmlandungen. Ein Beitrag zur Entwicklung des amphibischen Angriffs 1933-1945, *Wehrkunde*, juillet 1959, pp. 377-383, cartes.

Galey (N.), Hptm. — Munitionsverbrauch der Sowjetarmee im Zweiten Weltkrieg, *Allg. schw. mil. Zg.*, juill. 1959, pp. 518-531 ; août 1959, pp. 611-617, tableaux.

Méthodes statistiques. Exemples. — Estimation des coups tirés par l'artillerie russe de 1941 à 1945. Estimation des bouches à feu de l'ensemble de l'armée et dépenses en munitions pour 1945.

Goutard (A.), colonel. — La bataille pour les divisions cuirassées, *R. Paris*, août 1959, pp. 22-39.

La position du commandement français en ce qui concerne l'arme blindée.

Gundelach (Karl). — Drohende Gefahr West. Die deutsche Luftwaffe vor und während der Invasion 1944, *Wehrw. Rundschau*, juin 1959, pp. 299-329, cartes h.-t.

Mordal (Jacques). — Les transports maritimes, *R. hist. armée*, mai 1959, pp. 151 171.

Notamment pendant la deuxième guerre mondiale.

*Munzel (Oskar). — *Panzer-Taktik*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1959, in-8°, 136 p.

Pendant la deuxième guerre mondiale, sur le front Est.

Service historique de l'Armée de l'air. — La voie aérienne, *R. hist. Armée*, mai 1959, pp. 130-150.

Pendant la deuxième guerre mondiale (transports).

Sesterin (F.). — Razvitie sovetskoj istrebitel'noj aviacii v Velikoj Otečestvennoj vojne [Le développement de l'aviation de chasse soviétique pendant la grande guerre nationale], *Voen. ist. Žurnal*, 1959, n° 6, pp. 36-51.

**The Soviet Air and rocket Forces. Edited by Asher Lee*, New York, F. A. Praeger, 1959, in-8°, 311 p.

Les chapitres II, III et IV (pp. 47 à 88) concernent la deuxième guerre mondiale.

*Thomas (Benjamin E.). — *Trade routes of Algeria*, Berkeley, Univ. of California Press, 1957, in-8°.

(Univ. of California publications in geography, vol. 8, n° 3.) Cf. le chap. IV : « Transportation during World War II » (pp. 210-218).

U-Booterfolge gegen grosse Handelsschiffe im Zweiten Weltkrieg. I : 1939-1941, *Marine Rundschau*, août 1959, pp. 246-247.

Tableau. Navires coulés (nationalité, date, lieu), sous-marin agresseur (nationalité, nom du capitaine).

Von R... — So sah ich deutsche Sanitätssoldaten, *D. Die. Soldat*, juill. 1959, pp. 195-199.

Pendant la deuxième guerre mondiale.

Volkov (N.). — Dejstvija germanskogo flota na morskikh i okeanckikh kommunikacijakh Anglii i SSA vo vtoroj mirovoj vojne [Les opérations de la flotte allemande dirigées contre les communications maritimes entre l'Angleterre et les États-Unis au cours de la deuxième guerre mondiale], *Voen. ist. Žurnal*, 1959, n° 5, pp. 29-50, cartes.

Zakharov (G. N.). — Družba, skreplennaja krov'ju [Amitié, scellée par le sang], *Kul'tura i zizn'*, 1959, n° 5, pp. 46-48.

La collaboration des aviateurs français et soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale.

HISTORIQUES D'UNITÉS

Bayard. — La Division S.S. « Charlemagne », *Nation Europa*, juin 1959, pp. 17-20.

Bidlingmaier (Gerhard). — Erfolg und Ende des Schlachtschiffes *Bismarck*, *Wehrw. Rundschau*, mai 1959, pp. 261-282, cartes.

Bibliographie. Coulé le 26 mai 1941.

*Bond (Geoffrey). — *Lancastria*, London, Oldbourne, 1959, in-8°, 256 p.

Le *Lancastria* fut coulé par l'aviation allemande pendant l'évacuation du corps expéditionnaire anglais de Saint-Nazaire en 1940.

*Cain (T. J.) as told to A. V. Sellwood. — *H. M. S. Electra*, London, Muller, 1959, in-8°, 282 p.

Activité de ce destroyer.

*Johnson (R. F.). — *Regimental fire ! The Honourable Artillery Company in World War II*, London, H.A.C. (Armoury House, City Road), 1958, in-8°, 440 p., ill., cartes.

Secteurs d'opérations : Égypte, Tunisie, Italie, Europe occidentale.

Očerk po istorii boevykh dejstvij 42-j armii [Étude sur l'histoire des opérations militaires de la 42e armée], *Ist. arkhiv*, 1959, n° 2, pp. 68-90.

*Ogburn (Charlton), Jr. — *The Marauders*, New York, Harper, 1959, in-8°, 307 p.

Souvenirs sur « Galahad », autrement dit « the 5307th composit Unit (Provisional) », souvent appelée « Merrill's Marauders », qui participa en 1943 et 1944 aux opérations en Birmanie.

*Roskill (S. W.). — *The Secret capture*, London, Collins, 1959, in-8°, 161 p.

Complément au livre *The War at sea : histoire du sous-marin allemand U. 110.*

*Scheibert (Horst). — *Bildband der 6. Panzer-Div., 1939-1945*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1958, in-8°, 176 p.

*Schuler (Emil). — *Mit dem Bergschuh in Russland und Finnland. Kriegserlebnisse und Kriegserfahrungen der 7. Geb. Div.*, München, Eigenverl. E. Schuler, 1959.

Die 6. SS Gebirgs-Division « Nord », *D. Freiwillige*, juin et juillet 1959, pp. 15-19 et 7-10, 21, ill.

Torelli (Marcello Vacca). — L'Affondamento della *Roma*, *Riv. marittima*, sept. 1959, pp. 17-37, ill., cartes.

Coulé le 9 sept. 1943 par l'aviation allemande au moment où, conformément aux clauses de la capitulation, il allait se rendre aux Alliés.

*Wehrten (Wolfgang). — *Geschichte der 16. Pz.-Div., 1939-1945*, Bad Nauheim, H. Podzun, 1958, in-8°, 320 p.

*Young (Peter). — *Storm from the sea*, London, Kimber, 1958, in-8°, 221 p.

Activité du Commando n° 3 et de la « Special Service Brigade ».

Z... — Der Einsatz der Division « Nederland », *D. Freiwillige*, juin 1959, pp. 7-9 et 10.

Zeitzler (Kurt). — Die Panzer-Gruppe v. Kleist im zweiten Teil des Feldzuges 1940, *Wehrkunde*, juin 1959, pp. 293-299, cartes.

OPÉRATIONS

Anmerkungen eines deutschen Teilnehmers zum Feldzug in Nordafrika, 1941-1943, *Oase*, mai 1959, pp. 7-8.

*Barbašin (I. P.), Kharitonov (A. D.). — *Boevye dejstvija Sovetskoj Armii pod Tikhvin om v 1941 g* [*Opérations de l'armée soviétique devant Tikhvin en 1941*], Moskva, Voenizdat, 1958, 80 p.

Blagowieszczański (Igor). — Zarys formowania I Armii Wojska Polskiego. Marzeclipiec 1944 r [Étude esquissée de la formation de la 1re armée polonaise de mai à juillet 1944], *Wojsk. Prz. Hist.*, n° 1, 1959, pp. 30-70, ill., plans.

*Cameron (Ian). — *Red duster, while ensign*, London, Muller, 1959, in-8°, 218 p.

La marine britannique et la défense de Malte.

*Detmers (Theodor). — *The Raider « Kormoran »*, translated by E. Fitzgerald, London, W. Kimber, 1959, in-8°, 206 p.

Récit des actions d'un « bateau-piège » allemand.

*Eremenko (A. I.). — *Na zapadnom napravlenii. Vospominanija o boevykh dejstvijakh vojsk zap. Brjan. frontov u 4-j udarnoj armii v pervom periode Velikoj Otečestv. vojny* [*Vers l'Ouest. Souvenirs des exploits militaires des Armées de l'Ouest, des fronts de Briansk et de la 4e armée de choc pendant la première période de la grande guerre nationale*], Moskva, Voenizdat, 1959, 190 p., portrait.

Evseev (Aleksandr). — Osaždennyj Sevastopol' [Sébastopol assiégé], *Zvezda*, 1959, n° 5, pp. 132-153.

Forstmeier (Friedrich). — Die Eroberung Saipans und die Schlacht in der Philippinensee im Juni 1944, *Marine Rundschau*, août 1959, pp. 201-225, cartes.

Prise de Saipan, 3-20 juin 1944 ; bataille de la mer des Philippines, 18-22 juin 1944.

*Garth (David). — *The Watch on the bridge*, New York, G. P. Putnam's sons, 1959, in-8°, 320 p.

L'affaire du pont de Remagen, récit romancé.

Geissler (Gen.-maj.). — Tobruk gefallen ! Eine Erinnerung an die Tage vom 18. bis 21. Juni 1942, *Oase*, juin 1959, p. 4.

La prise de Tobruk par les Allemands.

*Hayashi (Saburo). — *Kogun : the Japanese Army in the Pacific War*, Quantico, The Marine Corps Ass., 1959, in-8°, 249p.

Hummelchen (Gerhard). — Unternehmen « Eisstoss ». Der Angriff der Luftflotte I gegen die russische Ostseeflotte im April 1942, *Marine Rundsch.*, août 1959, pp. 226-232, ill.

Les attaques aériennes contre la flotte russe dans le golfe de Finlande en mars-avril 1942.

Klejnosov (I. F.). — Zaščita zavoevanij Oktjabrja v period Velikoj Otečestvennoj vojny [La défense des conquêtes d'octobre pendant la grande guerre nationale], *Trudy Sib. lesotekhn. instituta*, n° 28, 1959, pp. 93-123.

En fait, il s'agit de la défense de Moscou.

*Koeltz (Louis). — *Une campagne que nous avons gagnée : Tunisie*, Paris, Hachette, 1959, in-8°, 400 p., cartes.

L'auteur commandait le 19e corps français.

KON (Wieńczysław). — Desant brytyski w. St Nazaire [Le commando britannique de Saint-Nazaire], *Wojsk. Prz. Hist.*, n° 1, 1959, pp. 106-134, phot. et plans.

*MCCARTHY (Dudley). — *South-West Pacific area First year : Kokoda to Wan*, Camberra, Australian War Memorial, 1959, in-8°, XIV-656 p., pl. h.-t.

(Australia in the war of 1939-1945 : Series I (Army), vol. 5.)

MARIN (Günther). — Alle Deichseln waren nach Osten gerichtet. Aus dem Tagebuch eines Artillerieoffiziers, *D. dte Soldat*, juill. 1959, pp. 208-215, ill.

Journal de marche d'un officier d'artillerie pendant la campagne de Russie.

MERGLEN (lt-col.). — Une remarquable action combinée : l'attaque sur Lae, Nouvelle-Guinée, 4-5 septembre 1943, *R. hist. Armée*, mai 1959, pp. 31-39.

MORDAL (Jacques). — Les poches de l'Atlantique, *Miroir de l'histoire*, juill. 1959, pp. 892-902, photos, carte.

NAZAREWICZ (Ryszard). — Zarys działalnosci Gwardii Ludowej i Armii Ludowej w okręgu Częstochowsko-Piotrkowskim w latach 1942-1945 [Étude esquissée de l'activité de la Garde populaire et de l'Armée populaire dans le secteur de Czestochowa-Piotrkow durant les années 1942-1945], *Wojsk. Prz. Hist.*, n° 1, 1959, pp. 71-105, ill. plans, carte, fac-sim.

OGAREV (P.). — Boi u Verkhne-Kumskogo [Les combats auprès de Verkhne-Kumskij], *Voen. ist. žurn.*, 1959, n° 5, pp. 51-59, cartes.

Sud-Est de Stalingrad (15-19 déc. 1942).

*PAULL (Raymond). — *Retreat from Kokoda*, London, Heinemann, 1958, in-8°, XIX-319 p.

Les troupes australiennes en Nouvelle-Guinée.

*PHILLIPS (Lucas). — *Commandos sur Saint-Nazaire*, Paris, Presses de la Cité, 1959, in-8°.

(Collection : « Coup d'œil ».)

PISSIN (Werner). — Die Einnahme der Festung Eben-Emael, am 10./11. Mai 1940, *Allg. schw. mil. Zt.*, août 1959, pp. 579-599, ill.

Contient des détails qui ne se trouvent pas dans les ouvrages de Kurz ou de Melzer.

PRAGOWSKI (Aleks.). — Kampania wrześniowa [La campagne de septembre], *Kultura* (Paris), n° 9, sept. 1959, pp. 72-86.

Réflexions critiques sur la campagne de Pologne de 1939, par un ancien officier du général Rómmel.

*REHM (Walther). — *Jassy. Schicksal einer Division oder einer Armee ?*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1959, in-8°, 164 p., cartes.

(Die Wehrmacht im Kampf : Bd. XXI.)

Le destin des divisions des 6e et 8e armées en Roumanie, été 1944.

RÓMMEL (Juliusz), gen.-Armia « Warszawa » w kampanii wrześniowej ze wspomnińe dowódcy armii. Zakonczenie [L'armée « Warszawa » dans la campagne de septembre, d'après les souvenirs du chef de l'armée] (fin), *Wojsk. Prz. Hist.*, 1959, n° 1, pp. 153-223, ill.

Pour le début, voir *ibid.*, 1958, nos 2, 3, 4.

Rozmawiamy z b dowodcą akcji dywersyjnej na lotnisko Bielany ppor. pil. « Spadem » Aleksandrem Wąsowiczem [Entretien avec Alexandre Wasowicz qui commanda la diversion aérienne sur Bielany], *Skrzyd. Polska*, n° 18, 29 avr. 1959, p. 11, plan.

3 mai 1944, banlieue de Varsovie.

RYBICKI (Franc.). — Współpraca lotnictwa z Armią Krajową [L'aide apportée par l'aviation à l'armée du pays], *Zwiazkowiec* (Toronto), n° 66, 19 août 1959, pp. 2 et 4.

Du 9 oct. 1941 jusqu'en 1945. Témoignage d'un aviateur.

*SETH (Ronald). — *Stalingrad — point of return*, London, Gollancz, 1959.

STEINBECK (John). — Quatre récits de guerre : avec les troupes alliées en Sicile et dans les îles, 1943, *Figaro litt.*, 15 août 1959, pp. 1 et 5.

STEPIEN (Stan.). — Obrona poł wyspu Hel w 1939r [La défense de la presqu'île de Hela en 1939], *Wojsk. Akad. pol. im. Dzierżynski. Biul.*, n° 2, avr.-juin 1958, pp. 80-99.

STIEBEL (Chr.-Gilb.). — 1944 : dans Strasbourg avec Leclerc et Rouvillois, *Figaro litt.*, 4 juill. 1959, pp. 1 et 7.

Une journée de combat avec la 2e D.B., en Alsace (23 nov. 1944).

YELAGUINE (I.). — Na pomoc Praze (Au secours de Prague), *Slovan. přehled* (Prague), n° 5, mai 1959, pp. 150-152.

En mai 1945. Récit d'un colonel de l'armée rouge.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

CADOGAN (Sir Alexander). — Lettre en date du 2 novembre 1944 adressée M. Thadée Romer, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement polo-

nais en exil, *Cah. Pologne-Allemagne* (Paris), n° 1, avr.-juin 1959, pp. 117-118.

Au sujet des nouvelles frontières polonaises et du soutien que donnerait la Grande-Bretagne à la délimitation Oder-Neisse.

**Foreign relations of the United States Diplomatic Papers 1941, vol. III : British Commonwealth, Near East and Africa*, Washington, Govt. Printing Off., 1959, in-8°, VIII-998 p.

**Ibid.*, 1941, vol. II : *Europe*, in-8°, VIII-1 011 p.

KNACKSTEDT (Heinz). — Der Altmark Zwischenfall, *Wehrwiss. Rundschau*, juill. 1959, pp. 391-411 ; août 1959, pp. 466-486.

L'affaire de l' « Altmark » du point de vue juridique.

MEL'NIKOV (D.). — O planakh rasčlenenija Germanii 1941-1945 [Les plans de démembrement de l'Allemagne 1941-1945], *Meždun. žizn'.*, 1959, n° 6, pp. 78-87.

OPIE (R.). — Anglo-american economic relations in war-time, *Oxford econ. Papers*, juin 1957, pp. 115-152.

Zone sterling et contrôle des changes. Le Prêt-bail jusqu'à l'emprunt britannique de 1947.

PAVLOVA (K.). — Sovetskij Sojuz i Sraźajuščajasja Francija [L'Union soviétique et la France combattante], *Meždun. zizn'.*, 1959, n° 6, pp. 67-77.

ROTHFELS (Hans). — Adam von Trott und das State Department, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1959, pp. 318-333.

ROW (Robert). — The Churchill correspondence with Stalin, *European*, août 1958, pp. 338-353.

Critique de l'attitude de Churchill, d'après le livre : *Stalin's correspondence with Churchill, Atlee, Roosevelt and Truman, 1941-1945.*

VAGTS (Alfred). — Unconditional Surrender vor und nach 1943, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1959, pp. 280-310.

**Sovetsko-francuzskie otnošenija vo vremija Velikoj Otečestvennoj Vojny 1941-1945 gg. Dokumenty i materialy* [*Les relations franco-soviétiques pendant la grande guerre nationale 1941-1945. Documents et matériaux*], Moskva, Gospolitizdat, 1959, in-8°, 551 p.

(M-vo innostrannykhdel SSSR.)

**WOJCIK (Andrzej J.). — *The Teheran Conference and Odra-Nisa boundary*, New York, s. n., 1959, in-8°, 70 p.

Le processus diplomatique qui a amené l'adoption de la frontière Oder-Neisse.

**YAMENTCHOUK (Romain). — *La ligne Curzon et la deuxième guerre mondiale*, Louvain, Nauwelaerts, 1959, in-8°, 134 p.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

**CARRÉ (Mathilde-Lily). — *J'ai été « La chatte »*, préf. d'Albert NAUD, Paris, Morgan, 1959, in-8°, 400 p.

**DE JONG (Louis). — *Die deutsche fünfte Kolonne im Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1959, in-8°, 282 p.

(Quellen und Darstellungen z. Zeitgeschichte. Bd. 4.) Éd. originale : *De Duitse vijfde Colonne in de Tweede wereldoorlog.*

**IND (Allison). — *Spy ring Pacific*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1959, in-8°, 305 p.

Mise en place du réseau d'espionnage allié dans le Pacifique après l'entrée en guerre des États-Unis contre le Japon.

**STEAD (Philip John). — *Second Bureau*, London, Evans Brothers, 1959, in-8°, 212 p.

Le 2e Bureau pendant la deuxième guerre mondiale.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

DUMÉRIL (Edmond). — Un témoignage capital : les cinquante otages de Nantes, *Historia*, sept. 1959, pp. 254-262.

Fusillés le 22 octobre 1941.

**HOESS (Rudolf). — *Le Commandant d'Auschwitz parle*, trad. de l'allemand par C. DE GRUNWALD, Paris, Julliard, 1959, in-8°, 256 p.

Cf. MERLE (Robert), Le plus grand assassin des temps modernes, *Lettres françaises*, 16 juill. 1959, pp. 1 et 9, phot.

KLAFKOWSKI (Alfons). — La responsabilité d'Erich Koch à la lumière de la Convention de La Haye de 1907, *R. de la presse cath. de Pol.* (Varsovie), n° 10, 1er-15 avr. 1959, pp. 7-16.

Trad. de l'art. paru dans *Panstwo i Prawo*, 1959, n° 8, pp. 69-100.

**KNIERIEM (August VON). — *The Nuremberg trials*, Chicago, H. Regnery, 1959, in-8°, 561 p.

SPANDOWSKI (Antoni). — Magnanimité et justice, *Zachodn. Agenc. Prasowa*, n° 12, avr. 1959, pp. 6-9.

Le procès Koch.

**Zagadnienia prawa karnego i teorii prawa. Księga pamiątkowa ku czci Prof. W. Woltera* [*Problèmes de droit criminel et de théorie du droit...*], Warszawa, Wydawnictwo Prawnicze, 1959, in-8°, 244 p., portr. front.

Pp. 135-145 : Polan-Haraschin (J.), De l'exécution par le soldat d'un acte illégal commandé. Pp. 167-178 : Les « expériences » des médecins S.S. sur les détenus des camps de concentration [Examen général et cas du S.S. Ober-Führer Joachim Mrugowski au camp de Sachsenhausen].

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Bandinelli (Angiolo). — Auschwitz, *Mondo* (Milano), 14 juill. 1959, p. 12., phot.
A propos de l'érection d'un mémorial international à Auschwitz.

*Bell (Leslie). — *Destined meetings*, London, Odhams Press, 1959, in-8°, 256 p.
Étude sur les conditions de l'internement des prisonniers à Singapour, en particulier du point de vue médical.

*Chrisp (J.). — *The Tunnellers of Sandborstal*, London, Hale, 1959, in-8°, 172 p.
Souvenirs sur l'attaque de la Crète, par un officier de marine anglais. Évasion de marins prisonniers de guerre en Allemagne.

Les évasions, *R. Fr. libre*, juin 1959, pp. 4-50 (numéro spécial).

*Domagala (Jan). — *CI, ktorzy przeszli przez Dachau (Duchowni w Dachau)* [*Ceux qui passèrent par Dachau (Les ecclésiastiques à Dachau)*], Warszawa, Pax, 1957, in-8°, 392 p.
Conditions de vie au camp. Liste des déportés par pays et par confessions (la notice comprend les dates et lieux de naissance, d'arrestation, de passage dans les camps).

Drozdov (I. V.), Fedoseev (S. M.). — Sil'nye dukhom [Les valeureux], *Vestn. vožd. flota*, 1959, n° 4, pp. 79-83.
L'activité du gén. G. J. Tkhora, dirigeant d'une organisation clandestine de prisonniers de guerre.

Furman (John). — *Be not fearful*, London, A. Blond, 1959, in-8°, 224 p.
Comment les prisonniers de guerre évadés pouvaient rester en liberté en Italie. L'auteur travaillait pour l'organisation d'évasion qui avait son siège au Vatican.

*Levin (Meyer). — *Eva*, New York, Simon & Schuster, 1959, in-8°, 311 p.
Déportée à Auschwitz.

*Massa Gallucci (Alberto). — *No ! 12 anni prigioniero in Russia*, Milano, Rizzoli, 1958, in-16, 215 p., pl. h.-t.
Souvenirs de captivité d'un général italien fait prisonnier sur le front russe.

*Paul (Daniel). — *Surgeon at arms*, New York, W. W. Norton, 1959, 227 p.
Captivité et évasion d'un médecin parachutiste.

**Vojna za koljučej provolokoj. Vospominanija byvšikh uznikov gitlerovskogo koncentracionnogo lagerja Bukhenval'd* [*La guerre derrière les barbelés. Souvenirs des anciens prisonniers du camp de concentration de Buchenwald*], Moscou, Izd. lit. na inoctp. jaz., 1959, in-8°, 179 p., ill.

Voronec (I.). — Oni ne sdalis' [Ils ne se rendirent pas], *Lit. Kirgizstan*, 1959, n° 2, pp. 50-66.
Souvenirs d'un ancien déporté soviétique.

IV. — VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*Erbe (René). — *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik 1933-1938 im Lichte der modernen Theorie*, Hrsg. vom Basle Centre for Economic and financial Research, Series B., n° 2, Zürich, Polygraphischer Verl., 1958, in-8°, 196 p.

**Die erste Bekenntnissynode der Deutschen Evangelischen Kirche zu Barmen. II. Text, Dokumente, Berichte*, Göttingen, Bandenhoeck u. Ruprecht, 1959, in-8°, 208 p.

*Gurtler (Paul). — *Nationalsozialismus und evangelische Kirchen im Warthegau. Trennung von Staat und Kirche im nationalsozialistischen Weltanschauungstaat*, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1959, in-8°, 361 p.

*Klein (Burton H.). — *Germany's economic preparation for war*, Cambridge Harvard Univ. Press, 1959, in-8°, 320 p. (1933-1943.)

*Lersner (Dieter Frhr. von). — *Die evangelischen Jugendverbände Württembergs und die Hitlerjugend 1933-1934*, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1959, in-8°, 72 p.

*Niemöller (Gerhard). — *Die erste Bekenntnissynode der Deutschen Evangelischen Kirche zu Barmen. I. Geschichte, Kritik und Bedeutung der Synode*, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1959, in-8°, 269 p.
L'origine de la « Bekenntniskirche ». L'opposition au régime de l'Église évangélique.

Simpson (Amos E.). — The struggle for control of the German economy (1936-1937), *J. modern History*, mars 1959, pp. 37-45.
L'action du Dr Schacht contre Goering pour maintenir l'économie allemande.

Skubiszewski (K.). — Le transfert de la population allemande a-t-il été conforme au droit international ?, *Cahiers Pol.-Allemagne* (Paris), n° 1, avr.-juin 1959. pp. 42-56.

Durant les années 1945-1947. Bibliographie, pp. 54-56.

*Steiner (Felix). — *Die Freiwilligen. Idee und Opfergang*, Göttingen, Plesse Verl., 1958, in-8°, 392 p.

Par l'ancien commandant de la Div. S.S. Wiking, puis général du III^e Panzer Korps S.S.

**Die Zweite Bekenntnissynode der Deutschen Evangelischen Kirche zu Dahlem. Text, Dokumente, Berichte*, Hrsg. von Wilhelm Niemöller, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1959, in-8°, 240 p.

Synode à l'origine de la « Bekenntnis Kirche », l'Église évangélique d'opposition au III^e Reich (1934).

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*Bourget (Pierre) et Lacretelle (Charles). — *Sur les murs de Paris*, Paris, Hachette, 1959, in-8°, 208 p., ill.

Les affiches durant l'occupation.

Mathis, Cap. — Comment furent actionnées, par l'État-Major français de Londres, les Forces françaises de l'Intérieur, *R. hist. Armée*, mai 1959, pp. 39-60.

Rémy. — Six dix-huit juin (d'espoir, de misère, de gloire...), *Carrefour*, 17 juin 1959, pp. 16-17.

ÉTATS-UNIS

**The Ineffective soldier. Lessons for Management and the Nation*, by Eli Ginzberg and others, New York, Columbia Univ. Press, 1959, 3 vol., in-8°.

1. The Lost divisions : 2. Breakdown and recovery ; 3. Patterns of performance. Étude sur les 2 440 000 hommes inaptes au service ou renvoyés dans leur foyer pendant la deuxième guerre mondiale par les Américains en raison de troubles émotifs ou nerveux.

**Preventive medicine in World War II.* Vol. IV : *Communicable diseases transmitted chiefly through respiratory and alimentary tracts*, Washington, Government Printing Office, 1958, xxi-544 p. (U. S. Army medical service. Medical department, army.)

*Smith (R. Elberton). — *The Army and economic mobilization : U. S. Army in World War II*, Washington, Department of the Army, 1959, in-8°, 749 p.

ITALIE

A. P. — Il Convegno di Firenze sulla Resistenza e la Scuola, *Mov. di liberaz. in Italia*, avr.-juin 1959, pp. 82-87.

L'Armistizio, gli Alleati ed il governo Badoglio (II), *Mov. di liberaz. in Italia*, avr.-juin 1959, pp. 41-57.

*Carocci (Giampiero). — *Storia del fascismo*, Milano, Garzanti, 1959, in-16, 104 p. (Serie « Saper tutto ».)

Pansa (Gianpaolo). — Appunti per una storia della Resistenza nella provincia d'Alessandria, *Mov. di. liberaz. in Italia*, avr.-juin 1959, pp. 3-40.

Secchia (Pietro). — La Resistenza : organizzazione o spontaneita ?, *Mov. di liberaz. in Italia*, avr.-juin 1959, pp. 58-81.

*Spinetti (G. Silvano). — *Bibliografia degli esuli politici sotto il fascismo*, Present. di A. Garosci, Roma, ed. di « Solidarismo », 1959, in-8°, 38 p.

POLOGNE

Blum (Ignacy), gén. bryg. — Udział Wojska Polskiego w walce o utrwalenie władzy ludowej. Walki z bandami UPA [La part prise par l'Armée polonaise dans l'affermissement du pouvoir populaire. Les luttes contre les bandes de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne], *Wojsk. Prz. Hist.*, n° 1, 1959, pp. 3-29, ill., fac-sim., cartes.

Structure de l'UPA. Combats de 1946 et 1947, précédés de l'histoire de ceux des années 1944 et 1945.

Cornides (Wilhelm). — Zur « Umsiedlung der Juden im Generalgouvernement. Aufzeichnungen eines deutschen Unteroffiziers vom 31-8-1942, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juillet 1959, pp. 333-337.

*Kuhn (Walter). — Das Deutschtum in Polen und sein Schiksal in Kriegs- und Nachkriegszeit, dans : *Osteuropa-Handbuch. Polen*, Köln, Graz, Böhlau-Verl., 1959, in-4°, pp. 138-167.

Łecki (Tadeusz). — Wspomnienia z działań partyzanckich II Brygady Armii Ludowej « Swit » [Notes sur la lutte des partisans de la 2^e Brigade de l'Armée populaire, « Swit », mai-octobre 1944, *Z Pola Walki*, n° 2, 1958, pp. 160-178.

Ses rapports avec l'Armée intérieure (AK).

*Mazurkiewicz (Michal). — *Karabiny maszynowz naprzod* [*Mitrailleuses en avant*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959, in-16, 121 p., carte h.-t., couv. ill.

(Polacy na frontach II Wojny swiatowej. Seria wydawana przy współpracy Biura Historycznego Wojska Polskiego.) Souvenirs sur la campagne de septembre 1939 par un jeune officier de la « Poznanska Brygada Kawalerii », que commandait le général Abraham.

*Mrowiec (Alfons). — *Z dziejow okupacji hitlerowskiej w Rybnickiem* [*Contribution à l'histoire de l'occupation hitlérienne à Rybnik*], Katowice, Śląski Instytut Naukowy, 1958, in-8°, 35 p.

(Biblioteczka wiedzy o Śląsku.) En annexe liste de déportés et notes bibliographiques.

Okęcki (Stanisław). — Polacy w Powstaniu Słowackim [La participation des Polonais au soulèvement slovaque], *Nowa Kult.*, n° 35, 30 août 1959, pp. 4-5.

En 1944.

Podkowinski (Marian). — Sprawa « Volksdeutschow » w Polsce. Hitlerowskie falszerstwa w swietle dokumentow [L'affaire des « Volksdeutsche » en Pologne. Les falsifications hitlériennes des faits à la lumière des documents], *Tryb. liter.*, n° 20, 17 mai 1959, pp. 1-2, fac-sim.

*Poralla (Curt). — Die Wirtschaft (Polens) zwischen den beiden Kriegen, dans : *Osteuropa-Handbuch Polen*, Köln, Graz, Böhlau-Verl., 1959, in-4°, pp. 69-98.

*Rhode (Gotthold). — Die politische Entwicklung Polens im Zweiten Weltkrieg, dans : *Osteuropa-Handbuch Polen.*, Köln, Graz, Böhlau-Verl., 1959, in-4°, pp. 194-223.

*Roos (Hans). — Polen zwischen den Weltkriegen, dans : *Osteuropa-Handbuch. Polen*, Köln, Graz, Böhlau-Verl., 1959, in-4°, pp. 18-69, cartes.

La question de Danzig, les minorités, la politique d'équilibre de Beck, la « 3e Europe ».

*Roos (Hans). — Polen in der Besatzungszeit, dans : *Osteuropa-Handbuch. Polen*, Köln, Graz, Böhlau-Verl., 1959, in-4°, pp. 167-194.

Rusinek (Kazimierz). — Bezbronni bohaterowie [Héros sans armes], *Tygod. Polski* (Paris), n° 34, août 1959, pp. 10-11, carte.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Feierabend (L.). — Obsazeni Prahy 15.3.1939 a prvni dny Protektoratu [Occupation de Prague le 15 mars 1939 et les premiers jours du Protectorat], *České slovo* (Munich), n° 3, mars 1959.

Extrait des mémoires de l'ancien ministre tchécoslovaque.

Doležal (Jiři), Mezinárodní solidarita v národne osvobozovacim boji slovenskeho lidu [Solidarité internationale dans les combats du peuple slovaque pour sa libération], *Slovan. přehled* (Prague), n° 6, juin 1959.

Sur la participation des volontaires français en 1943-1944.

U.R.S.S.

Birjuzov (S.). — Nastuplenie vojsk 4-ogo Ukrainskogo fronta v Krymu [L'offensive des troupes (soviétiques) du 41e front d'Ukraine en Crimée], *Voen. ist. žurnal*, 1959, n° 5, pp. 12-28, cartes.

*Borisenkov (V. M.). — *Bessmertnye podvigi molodeži v gody Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Exploits immortels de la jeunesse pendant la grande guerre nationale*], Moskva, Znanie, 1959, 47 p., ill.

*Černov (A. H.). — *Garnizon otvažnykh. Vospominanija učastnika oborony Brestskoj kreposti* [*Une garnison de vaillants. Le siège de la forteresse de Brest. Souvenirs d'un combattant*], Saratov, Kn. izd., 1959, 198 p.

*Čertko (V. F.). — *Koncentracija voennykh zakazov i sistema ikh oplaty v SSA v gody 2-oj mirovoj vojny* [*La concentration des commandes militaires et le système de leur paiement pendant la deuxième guerre mondiale*], Trudy Sverdl. sel'. khoz. inst., t. V, 1959, pp. 145-157.

Daniljuk (M. Z.). — Trudovoj podvig kolkhoznogo krest'janstva Ukrainy v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [Le travail héroïque des paysans d'Ukraine pendant la grande guerre nationale], *Voprosy ist.*, 1959, n° 6, pp. 3-19.

*Dedov (G. I.). — *Kizelovskij ugol'nyj bassejn v gody Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Le bassin houiller de Kizel pendant la grande guerre nationale*], Perm', Kn. izd., 1959, 211 p.

Par l'ancien chef des « Faucheurs » de Gdynia en septembre 1939.

Siemasko (Zbigniew). — Wojenne kontakty z Krajem [Mes liaisons avec la Patrie pendant la guerre], *Kultura* (Paris), n° 5, mai 1959, pp. 135-141.

De 1942 à 1945 dans les bataillons de liaison d'Orient, d'Afrique, d'Italie et de Grande-Bretagne.

*Turlejska (Maria). — *O wojne i podziemiu. Dyskusje i polemiki* [*Débats et polémiques sur la guerre et la résistance*], Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1959, in-16, 284 p., pl. fac-sim., h.-t., couv. ill.

Sur les causes de la défaite polonaise de 1939, les rapports polono-soviétiques depuis 1941, les rapports entre la Résistance intérieure et extérieure polonaise, l'infiltration de la Gestapo par les organismes anticommunistes. Documents inédits joints provenant des Archives de la Commission des Recherches des crimes de guerre en Pologne.

**Le XXe anniversaire de l'agression allemande contre la Pologne*, PAP. Matériaux et documents, août 1959, in-4°, 32 p.

Ludwik Gelberg traite de la dénonciation de la déclaration polono-allemande de janv. 1934 par le III[e] Reich et W. Roman de *La campagne de septembre 1939* du point de vue militaire ; H. Jabloski, De l'isolement polonais et des relations avec l'U.R.S.S. (art. paru dans *Nowe Drogi*, n° 9, 1959), pp. 8-18.

*Wanat (Leon). — *Za murami Pawiaka. Przedmowa Poli Gojawiczynskiej* [*Derrière les murs du Pawiak : Introduction par Pola Gojawiczynska*], Warszawa, Ksiazka i wiedza, 1958, in-16, VI-319 p., ill., couv. ill., plan joint.

Documents sur les incarcérations par la Gestapo, les fusillés, les survivants de l'insurrection du Ghetto, tenus à jour dans la prison même par un détenu chargé des écritures.

Skarzynski (Aleks.). — Kilka uwag w związku z dyskusją o decyzji podjecia walki w Warszawie [Quelques remarques à propos de la polémique concernant le soulèvement de Varsovie], *Wojsk. Proz. Hist.*, 1959, n° 1, pp. 251-264.

*Fadeev (A. V.). — *Podvig Odessy* [*L'exploit d'Odessa*], Moskva, Gospolitizdat, 1958, in-8°, 72 p., fig., couv. ill.
Siège d'Odessa en 1941.

*Ilnytzkyj (Roman). — *Deutschland und die Ukraine 1934-1945*, Tatsachen europaïscher Ostpolitik, München, Osteuropa Institut, 1959, 2 Bde, in-4°.

Juščenko (M.). — Komunisti Ukrainy — organizatori patriotičnogo pidnesennja trudjaščikh respubliki na vidsič vorogiv v počatkovyi period Velikoj Vitčiznjanoi vojni [Les communistes d'Ukraine — organisateurs de l'élan patriotique des travailleurs de la république contre l'ennemi au début de la grande guerre nationale], *Ukr. ist. žurn.* (Kiev), n° 3, mai-juin 1958, pp. 46-62.

*Kapasev (A. V.). — *Leningradcy v gody blokada, 1941-1943* [*Les habitants de Leningrad pendant les années du siège 1941-1943*], Moskva, AN SSSR, 1959, in-8°, 316 p.

Karimov (J. A.). — Kolkhoznoe krestjanstvo Uzbekistana v gody Velikoj Ote' čestvennoj vojny [Les paysans des kolkhozes de l'Ouzbekistan pendant la deuxième guerre mondiale], *Trudy Tašk. sel'. inst.*, n° 3, 1958, pp. 29-34.

*Kravčenko (I. S.), Zalesskij (A. I.). — *Belorusskij narod v gody Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Le peuple de Biélorussie pendant la grande guerre nationale*], Minsk, Gosizdat BSSR, 1959, 146 p.

Ladožskaja ledovaja doroga [Le chemin de glace du Ladoga], *Ist. arkhiv*, 1959, n° 3, pp. 3-30, cartes.
Le ravitaillement de Leningrad assiégé, 1941-1943.

**Navečno v stroju* [*Pour toujours en service. Recueil d'essais sur les héros de la grande guerre nationale*], Moskva, Voenizdat, 1959, vol. II, 165 p., ill.

*Podšivalov (E.). — *Po dorogam vojny* [*Sur les chemins de guerre, 1941-1945.* Tiré de l'album de photos d'un correspondant de guerre], Jaroslav, Kn. izd., 1959, 2 p. de texte, portr., 30 pl. h.-t.

Samsonov (A. M.). — O partizanskom dviženii v 1942 g. [Le mouvement de partisans en 1942], *Ist. SSSR*, 1959, n° 3, pp. 46-63.

*Ščegolev (K. M.). — Učastie evakuirovannogo naselenija v kolkhoznom proizvodstve Zapadnoj Sibiri v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [La participation des évacués à la production des kolkhozes de la Sibérie occidentale pendant la grande guerre nationale], *Ist. SSSR*, 1959, n° 2, pp. 139-145.

Slin'ko (I.). — Bojovij partizans'kij rejd pid Kiev [Un raid des partisans à Kiev, 1943], *Ukr. ist. žurn.* (Kiev), n° 4, juill.-août 1958, pp. 52-62.

Tolmačeva (A. F.). — Patriotičeskij pod vig tambovskikh kolkhoznikov v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [L'exploit patriotique des kolkhoziens de Tambov pendant la grande guerre nationale], *Uc. zap. Tamb. ped. inst.*, n° 17, 1958, pp. 91-126.

Septembre 1959.

Le gérant : Henri Michel.

1960. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 668 Dépôt légal : 1-1960 IMP. N° 15 954
IMPRIMÉ EN FRANCE

LES RAPPORTS FRANCO-BELGES AU MOMENT DE L'OFFENSIVE ALLEMANDE DE SEDAN LE 10 MAI 1940

Le numéro de juillet 1958 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, consacré à « La Belgique en guerre », apporte un début d'explication de l'équivoque tragique des rapports franco-belges, le 10 mai 1940. Certains faits cependant doivent être mis au point dès le départ, tout au moins en ce qui concerne les opérations dans le Namurois et le Luxembourg belge.

La ligne Maginot, et surtout les organisations plus ou moins fortifiées la prolongeant vers l'Ouest, de Montmédy à la mer du Nord, devaient, pour être pleinement efficaces, être à l'abri d'une attaque par surprise, tout particulièrement le secteur de Sedan à Givet, où ces organisations étaient souvent insuffisantes. Il en était de même de la manœuvre des grandes unités, mouvements et mises en place, qui devaient venir s'installer défensivement sur la Meuse belge entre Givet et Namur. Cette couverture contre l'effet de surprise était d'autant plus nécessaire que les unités françaises à l'ouest de la Moselle, de Thionville jusqu'à la mer du Nord, n'étant pas au contact des troupes allemandes, subissaient depuis neuf mois les effets d'une stagnation dissolvante.

Confiant dans la neutralité armée belge, le Commandement avait, en effet, étiré un certain nombre de grandes unités à la frontière même et sur de très grands fronts ; d'autres grandes unités, pour des commodités de stationnement ou d'instruction, en étaient éloignées, souvent très éloignées. Toutes faisaient des travaux de campagne ; toutes avaient des détachements à l'instruction (1), 10 à 15 % de leurs effectifs en permission, etc. Enfin, la population civile proche de la frontière était restée sur place, où la vie normale du temps de paix continuait. Cette situation, en se prolongeant, rendait les unités françaises de plus en plus vulnérables à un « rush » allemand, non contrarié par une couverture sérieuse des troupes

(1) Par exemple, la 55e D.I. qui sera enfoncée le 13 mai, venait d'envoyer son 213e régiment d'infanterie au camp de Bugency, pour une période d'instruction devant commencer précisément le 10 mai ; la 22e D.I. avait toutes ses unités antichars au camp de Sissones : elles ne rejoindront pas la division, qui se battra sans ses moyens antichars.

belges : en cas d'alerte, la mise en place des unités françaises sur la Meuse de Givet à Namur, comme celle des unités chargées de défendre les positions fortifiées entre Givet et la Moselle de Thionville, dépendaient, pour une bonne part, de la couverture que la résistance belge pouvait leur donner.

Cette couverture, le Commandement français était fondé à l'attendre de l'armée belge, malgré les erreurs et les mésententes réciproques.

Le lieutenant-colonel Vandaele, chef de la section historique de l'armée belge, le rappelle dans son excellente étude parue dans la *Revue de Défense nationale*, de juin 1948 : « Lorsque l'armée allemande, envahissant la Pologne, déclencha la deuxième guerre mondiale, le devoir de la Belgique, dans le domaine militaire, se présentait clairement. Ce devoir était formulé dans la déclaration de 1937, où l'Allemagne, aussi bien que la France et l'Angleterre, avait pris acte de la détermination du gouvernement belge :

« *a)* De défendre avec toutes ses forces les frontières de la Belgique contre toute agression ou invasion et d'empêcher que le territoire belge ne soit utilisé en vue d'une agression contre un autre État, comme passage ou comme base d'opérations par terre, par mer, ou dans les airs ;

« *b)* D'organiser à cet effet, d'une manière efficace, la défense de la Belgique. »

Cette détermination n'était d'ailleurs que la contrepartie de la *Déclaration franco-britannique* du 24 avril 1937, qui déliait la Belgique de toutes ses obligations antérieures, résultant en particulier du *pacte de Locarno* et des engagements de Londres du 16 mars 1936 — et qui accordait cependant à la Belgique la garantie de la France et de la Grande-Bretagne, sur simple appel de la Belgique. Elle était, en outre, *une garantie aussi bien pour l'Allemagne que pour la France et la Grande-Bretagne :* l'Allemagne allait être la première à en bénéficier et, peut-on dire aujourd'hui, allait lui devoir son succès.

Que serait-il advenu en effet si, alors que l'Allemagne, toutes forces réunies, envahissait la Pologne en septembre 1939, les armées françaises du Nord avaient traversé la Belgique pour se porter sans délai sur la plate-forme Eupen-Malmédy et menacer d'occupation, à moins de 100 km, la Ruhr démunie de défenses ? Hitler n'aurait-il pas dû demander précipitamment la paix, le régime nazi s'effondrant sans effusion de sang ? Il n'en fut pas ainsi parce que, dans la semaine qui précéda l'attaque allemande sur la Pologne, la Belgique mobilisa « pour empêcher que le territoire belge ne fût utilisé en vue d'une agression contre un autre État ». D'ailleurs, il n'aurait pu en être ainsi, parce que la France respecte les accords qu'elle signe — aussi douloureux qu'il fût pour elle de le faire ici, malgré l'appel de son alliée, la Pologne.

Car la France n'avait plus, dès lors, aucun champ de bataille valable pour agir au profit direct de la Pologne, dès l'instant que la neutralité belge lui barrait la direction de la Ruhr ; à l'est de la Moselle, la ligne Siegfried, de profonds champs de mines, conséquences de la réoccupation de la rive gauche du Rhin — que les puissances garantes des statuts

rhénans n'avaient pas permis à la France d'interdire — ne permettaient plus d'envisager une offensive française rapide ; et, dans la vallée du Pô, la neutralité complice de l'Italie barrait l'accès à l'Autriche, envisagé en liaison avec l'armée yougoslave.

Ainsi, en proclamant sa neutralité le 3 septembre 1939, la Belgique ne faisait qu'user du droit que les Franco-Britanniques lui avaient reconnu dans leur déclaration du 24 avril 1937 ; mais, en le faisant, elle préservait l'Allemagne. Elle ne devait être que davantage tenue, le 10 mai 1940, « de défendre avec toutes ses forces les frontières de la Belgique » contre l'agression allemande. Voyons les faits :

25 août : Léopold III décrète le début de la mobilisation belge — *phase A* ;

26 août : le Reich confirme alors, curieusement, sa promesse du 13 octobre 1937, de respecter le sol belge : sans doute, avant de s'engager en Pologne, veut-il endormir la méfiance de la Belgique ;

27 et 28 août : France et Grande-Bretagne font, séparément, une déclaration analogue ;

31 août : Léopold III décrète la phase terminale de la mobilisation belge. — *Phase C* : celle-ci place, face à la France de Arlon à la mer du Nord, six divisions ; elle place seulement, face à l'Allemagne, trois divisions. Or, l'Allemagne dispose d'une armée puissante et menaçante ; elle n'a pas encore déclenché la guerre vers l'Est ;

3 septembre : la Belgique proclame sa neutralité dans le conflit qui éclate. Neutralité armée, puisque toute l'armée est mobilisée, qu'un dispositif de surveillance et de défense est placé aux frontières, que les huit cents destructions déjà préparées sont amorcées ; que huit cents autres vont être entreprises...

Pourquoi proclamer à ce moment-là cette neutralité ? Allemagne, France, Grande-Bretagne, viennent précisément de confirmer leur volonté de respecter le sol belge. Sans doute le roi des Belges veut-il tout faire pour que, si le conflit s'étend à l'Ouest, la Belgique n'en ait aucune responsabilité (1) ?

Quoi qu'il en soit, proclamant ou non sa neutralité dans le conflit qui s'ouvrait, la Belgique savait qu'il fallait *désormais* rétablir des contacts confiants avec l'É.-M. français : cette absence de contact sera la cause immédiate véritable des désastres *communs* de mai 1940 et il est difficile d'affirmer que ces contacts n'étaient pas indispensables, les accords militaires entre les deux pays, antérieurs à la proclamation de la politique d'indépendance de la Belgique du 14 octobre 1936, restant tacitement reconduits. Tous les éléments de détermination de la manœuvre française avaient changé entre octobre 1936 et septembre 1939 ; et ils allaient

(1) Le Directive n° 1 du 31 août 1939 du Haut Commandement allemand disait : « ... Il importe qu'à l'Ouest la responsabilité des hostilités retombe de façon très nette sur la Grande-Bretagne et sur la France... »

changer bien davantage entre septembre 1939 et le 10 mai 1940. Il fallait que les contacts fussent rétablis.

En effet, les accords antérieurs, du 15 mai 1936, étaient périmés. Arrêtés par le nouveau chef d'É.-M. belge de l'époque, le général Van den Bergen, et le général Gamelin, ils prévoyaient alors la poussée de divisions françaises un peu partout : surtout sur le front belge, dont l'établissement était prévu sur les solides canaux du Nord (canal Albert), la droite à Liège ; dans les régions de Arlon et de Bastogne ; enfin sur la Meuse des Ardennes. Le général Gamelin demandait aux Belges de s'accrocher au canal Albert et suggérait des organisations sur la ligne Anvers-Namur (1). Dans son ouvrage, *Albert Ier-Léopold III* (p. 164), le général Van Overstraeten précise : « Les Français savaient donc que l'É.-M. belge ne s'attachait pas à la défense des Ardennes ; ils acceptaient que, hormis les chasseurs ardennais et la 3e division d'infanterie, nous n'envoyions aucune troupe à l'est de la Meuse (2). »

Est-ce que vraiment le général Van Overstraeten a pu penser, en septembre 1939, que les effets de la remilitarisation de la rive gauche du Rhin — 7 mars 1936 — pour ne citer que ce fait nouveau, ne justifiaient pas que des dispositions nouvelles soient prises, dans les Ardennes par exemple ? Notons, en passant, que les organisations suggérées par le général Gamelin n'ont jamais été préparées et que, dans les accords précités, les troupes belges à l'est de la Meuse devaient passer automatiquement sous commandement français — clause supprimée, avant le 10 mai 1940, par le général Van Overstraeten, sans que les Français aient été avertis.

Mais, surtout, tout avait été bouleversé dans la situation générale de base : mécanisation de l'armée allemande, politique d'hégémonie de Hitler, construction de la ligne Siegfried, changements dans le rapport des forces, alliance germano-russe, translation vers le Nord d'armées françaises en liaison avec les Britanniques..., tout rendait caducs les accords d'É.-M. de 1936 : missions des unités, délais, couverture, déploiements. Tout était à modifier et exigeait des contacts permanents.

Or, la Belgique refusera ces contacts jusqu'au 10 mai 1940 inclus.

Certes, on peut dire qu' « il y eut quelques filtrages » ; que, en particulier, un officier de l'armée Huntziger avait été admis à visiter le système des destructions préparées en Luxembourg belge. Si le fait est exact, cet officier a été bien coupable de ne pas parler de choses plus sérieuses que de destructions, comme, par exemple et avant tout de conventions pour la diffusion rapide de l'alerte, d'itinéraires et de guides belges pour l'arrivée rapide des unités françaises en Belgique, des centres de résistance à atteindre sans délais par le gros des troupes, centres de résistance cerclés de destructions, de défense en profondeur des pénétrantes routières ;

(1) Général Wanty, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juillet 1958.
(2) *Ibid.*

d'interdiction des zones entre ces pénétrantes, etc. Et, surtout, de la sécurité du Luxembourg belge et du Namurois contre les innombrables agents allemands en civil, déjà armés et sur place, attendant des commandos de volontaires, des groupes francs, des terroristes. Les destructions en effet, et sauf cas particulier comme celui d'un tunnel ou d'un viaduc, n'ont qu'une durée d'efficacité limitée, surtout si elles ne sont pas défendues ; elles constituaient là un *problème vraiment mineur par rapport aux autres.*

Certes, également, en mars 1940, les Belges eux-mêmes, inquiets de voir la concentration massive allemande qui s'opérait à leur frontière, demandèrent des contacts avec les Français : mais ces contacts, curieusement d'ailleurs, ne concernèrent pas les régions entre Namur et Arlon. Enfin, « le 10 avril, furent demandés aux Belges le plan de leurs destructions et celui du repli des chasseurs ardennais. Le général Van Overstraeten répliqua qu'il était difficile de communiquer un plan de destructions, et que les mouvements des chasseurs ardennais seraient soumis nécessairement aux réactions de l'ennemi » (1). Le général Van Overstraeten ajoutait d'ailleurs que tout serait fait afin de ne pas contrarier le « Rush » de la cavalerie française.

Ainsi, tous les renseignements dont le Commandement français avait besoin dans l'Ardenne lui furent refusés.

Et cependant à cette date, 10 avril 1940, la concentration allemande face à la Hollande, à la Belgique, à la France, ne laissait plus aucun doute sur l'intention toute prochaine de l'Allemagne, « de violer le sol belge ». Aussi, la veille, France et Grande-Bretagne avaient-elles demandé à la Belgique de les appeler préventivement. Celle-ci refusa.

Ce refus, Jacques Willequet en donne aujourd'hui les justifications suivantes... « Une action préventive des forces franco-britanniques aurait permis à Hitler une justification à ses intentions... l'armée allemande eût riposté d'une manière foudroyante ; l'intérêt militaire de cette opération était donc insignifiant, pour ne pas dire nul. Ces dramatiques événements se seraient tout simplement déroulés un peu plus tôt, et sensiblement de la même façon. C'est à Sedan, loin du secteur belge, que s'est passé le drame de 1940 : Il n'était pas au pouvoir du gouvernement belge d'y changer quelque chose (2). »

Cette longue citation devait être faite : toute l'équivoque franco-belge de 1940 est là.

C'est, en effet, sur la possibilité de bondir d'une « manière foudroyante », que Hitler basa toute sa manœuvre ainsi que sur la grande vulnérabilité à cette forme d'attaque des troupes françaises à l'ouest de la

(1) Cité par le colonel R. Villate, ancien professeur d'histoire militaire à l'École supérieure de Guerre : L'entrée des Français en Belgique, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juin 1953.

(2) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juillet 1958, pp. 10-11.

Moselle, stagnantes, sans initiative, endormies à couvert de la neutralité belge. La seule parade était de réveiller l'armée française, de lui faire prendre l'initiative, devancer l'attaque allemande, faire échec à l'effet de surprise de Hitler. Car l'attaque allemande du 10 mai, toute « foudroyante » qu'elle voulût être, pouvait échouer : Il s'en faudra de quelques heures, malgré toutes les fautes accumulées par la Belgique et par la France, pour que cette attaque soit cependant bloquée. Une intervention préventive franco-britannique portait évidemment la bataille dévastatrice sur le sol de la Belgique, mais elle nous mettait à égalité avec les forces allemandes ; en tout cas, une entente préalable avec les Belges sur l'engagement franco-britannique aurait permis à nos unités de s'installer dans l'Ardenne et sur la Meuse franco-belge jusqu'à Namur.

Pourquoi ce refus systématique de tout accord ? Tout particulièrement, pourquoi cet abandon de toute défense entre le sillon Sambre-Meuse et la Moselle ? Dans cette zone, souvent difficile au parcours des grandes unités allemandes, tout au moins avec quelques obstructions, il ne restera que la 1re division de chasseurs ardennais et la 1re division de cavalerie avec une mission limitée :

Donner l'alerte, ce que quelques douaniers munis de postes radio pouvaient faire d'ailleurs ;

Faire sauter les destructions — et non jouer à la convenance de la manœuvre : le 10 mai, les destructions ayant eu lieu, mais n'étant pas surveillées, elles seront contournées et franchies par petits ponts routiers, l'emplacement de chacune d'entre elles étant connu à l'avance des Allemands (1).

Cet abandon de toute défense dans le Namurois et le Luxembourg belge, les Belges nous disent aujourd'hui qu'il fut dû à leur volonté de concentrer leurs forces sur la position du canal Albert, Liège et Namur... « Ne laissant devant la partie sud-est du pays, Namurois et Luxembourg belge, que les éléments jugés nécessaires pour faire sauter les destructions et préparer l'arrivée des renforts prévus en 1936... En resserrant leur dispositif au nord, ils ont laissé aux Français leur champ de bataille ardennais... (2). L'interruption, enfin, des contacts d'É.-M., entre 1936 et le 10 mai 1940, n'a donc produit aucune solution de continuité dans les engagements pris par les Belges vis-à-vis de l'É.-M. français. »

S'il en avait été ainsi, grande aurait été l'erreur. Quand les cavaliers français s'engagèrent en Ardenne belge en 1940, poursuivant leur mission nº 1 : « Soutenir au plus tôt les forces belges », c'est-à-dire dès l'appel du roi Léopold III, le champ de bataille ardennais, vidé pratiquement de troupes belges, aura été laissé, en fait, aux armées allemandes. En tout cas, nous serons loin des engagements formels de la déclaration du

(1) Voir récit d'un officier de la Compagnie 2/505 de Pionniers, dans le *Militär-Wochenblatt*, du 3-1-41.

(2) Général Wanty, *op. cit.*, p. 23.

14 octobre 1936 de la Belgique, « de défendre avec tous ses moyens, ses frontières, afin que son sol ne soit pas utilisé comme zone de passage ou comme base d'opérations ».

Les Belges disent que leur déploiement n'avait pas pu échapper au S.R. français. Oui, mais ce déploiement ne disait pas que les effectifs belges dans l'Ardenne, encore que faibles, mais suffisants pour barrer les routes et préparer l'arrivée des renforts français, allaient, au contraire, s'évanouir dès l'alerte, abandonnant tout de suite la défense des itinéraires. Et, réciproquement, les Français étaient fondés à penser que leur propre déploiement était connu des Belges — et que les nombreuses alertes avaient suffisamment indiqué leur volonté de pénétrer dans l'Ardenne belge, dès l'alerte également. Les Belges savaient que trois divisions de cavalerie devant la IIe armée, et deux divisions de cavalerie devant la IXe (1), devaient pénétrer en Belgique (2). Ces dispositions, qui ne correspondaient pas à celles antérieures à 1936, devaient suffire, si vraiment il était besoin, à montrer à l'É.-M. belge que la manœuvre française de 1936 était changée et que, dès lors, *l'intérêt commun était qu'ils s'en préoccupent.*

Pourquoi, dans ces conditions, n'ont-ils pas au minimum assuré le nettoyage préalable du « champ de bataille ardennais », avant de le passer aux Français ? De multiples commandos allemands tireront dans le dos des cavaliers français, signaleront les itinéraires d'infiltration dans les lignes françaises du moment, attaqueront leurs liaisons, occuperont même les postes d'essence. Les Belges savaient que cette Ardenne belge conduisait aux IIe et IXe armées françaises, les plus fragiles, constituées à Sedan de troupes de réserve ; armées qui avaient été démunies en effectifs, surtout de qualité, au profit des armées chargées d'une large pénétration en Belgique : les cavaliers français ne trouvèrent aucune aide, si ce n'est l'aide morale, souvent émouvante, de la totalité de la population belge, malgré l'espionnage allemand en place.

Cet abandon de l'Ardenne ne fut pas le fait de l'action de l'ennemi. Le général Wanty nous le dit aujourd'hui : « ... En janvier 1939, la défense des Ardennes prit une physionomie nouvelle, par une intervention personnelle du général Van Overstraeten... Il n'y aura donc pas d'action retardatrice, ce pourquoi les chasseurs ardennais avaient été créés » (3)... Les Français n'en furent pas avertis : donc, une fois de plus, les Belges considérèrent bien comme caducs les accords antérieurs à 1936.

Jacques Pirenne, secrétaire du roi pendant la guerre 1939-1940, avance un autre argument : « ... Les Français s'étaient réservés de défendre la Meuse... et, malgré les avertissements du roi Léopold III, n'avaient

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

(2) En fait, et les Belges le savaient aussi, ces effectifs étaient accrus de trois brigades de cavalerie et de nombreux groupes de reconnaissance de corps d'armées ou divisionnaires.

(3) Général Wanty, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juillet 1958, p. 18.

placé que des troupes de réserve pour défendre le secteur de Sedan... » C'est la même explication de notre défaite que celle donnée par plusieurs des stratèges de Vichy. En fait, qu'elles fussent d'active ou de réserve, les troupes françaises ont été surprises en cours de mise en place et de remaniements tardifs prescrits par le Commandement français ; toutes ont obligé les Allemands à de durs combats, les mettant souvent en échec. « Dès le 12, en fin d'après-midi, l'action retardatrice de notre cavalerie est terminée... et les motocyclistes et les blindés ennemis... gagnent la rive droite de la Meuse : or, les unités de la IX^e^ armée ne sont pas encore toutes arrivées, et la II^e^ armée remanie son dispositif dans la région de Sedan (1). » Si leur confiance dans la résistance belge avait été moins grande, quelques camions auraient fait gagner aux divisions françaises les quelques heures, une journée au maximum, qui leur ont manqué.

A Sedan, les 55^e^ et 71^e^ D.I. sont surprises en pleine relève, troupes d'un côté, cadres de l'autre, liaisons précaires, feux discontinus, sans couverture. Dès le 13 mai, 700 avions, 16 groupes d'artillerie, 16 bataillons d'assaut, 3 bataillons du génie d'assaut, 3 bataillons d'équipage de pont attaquent sur un front réduit à Sedan. Les ponts ont sauté, mais trop hâtivement, aucune des nombreuses péniches n'a pu être coulée ; des berges ne sont pas battues ni même surveillées ; à 15 heures, l'Allemand, dans des nuages de fumigène, pousse ses bateaux pneumatiques. La 2^e^ panzer est cependant bloquée à Donchery ; et la 10^e^ panzer à Wadelincourt. Au centre, où l'ennemi concentre ses forces, la 1^re^ panzer n'a réalisé en fin d'après-midi qu'une tête de pont réduite : 1 500 m sur 2 000 m. Mais à la nuit, n'ayant pas reçu de renforts, encore trop éloignés, les Français ne peuvent pas arrêter un flot de fusiliers allemands qui occupent le passage en souterrain du canal des Ardennes à l'Ouest (2). Mais, sur la position de résistance, la progression allemande avait été lente ; les troupes françaises, dans l'ensemble, s'étaient battues.

Comment cette surprise du secteur de Sedan s'est-elle produite ? C'est que, en dehors des cavaliers français, appelés trop tardivement, et qui furent bousculés au fur et à mesure de leur arrivée, rien n'avait gêné l'énorme « armada » du groupement mécanique de von Kleist dans le Luxembourg belge : 19^e^ *panzerkorps* en tête, en trois colonnes parallèles, une par *panzerdivision*, chacune de 120 km de long, de sorte que la tête arrivait à Sedan alors que la queue quittait à peine Koblentz ; derrière, le 14^e^ corps motorisé, 2^e^, 13^e^, 29^e^ divisions, chacune suivant une *panzerdivision*, en une nouvelle colonne de 120 km également. Ces *panzerdivisions*, liées aux routes au milieu de grandes bandes boisées les isolant, incapables de se déployer pour combattre si nécessaire, formaient une masse bruyante ayant quitté ses cantonnements le 9, à 18 heures, pour franchir la frontière à la nuit. Personne n'a signalé leur arrivée ; rien n'a

(1) Colonel GOUTARD, *La guerre des occasions perdues*, Hachette, p. 199.
(2) La direction d'exploitation de la bataille de rupture de Sedan est Sedan-Abbeville.

troublé leur marche, que le moindre incident pouvait transformer en catastrophe. Le colonel Goutard écrira (1) : « Les *panzer* poussent à travers le Luxembourg belge, à peine ralenties par les destructions et les obstructions. » On lit dans les *Carnets* de Rommel : « ... La plupart des barricades avaient été laissées sans défense par les troupes belges... Nous pûmes passer à côté ou les dégager rapidement... » Quant au général Blumentritt, chef des opérations du général von Rundstaedt, il écrira : « En fait, notre avance à travers les Ardennes ne fut pas une opération au sens tactique du mot, mais une marche d'approche... Nous ne rencontrâmes aucune résistance sérieuse... simple problème administratif... Les routes étant réservées aux *panzerdivisions*, l'infanterie utilisa les moindres sentiers forestiers et marcha à travers la campagne... Les *Feldgendarmen* sont les grands vainqueurs de la première phase de la bataille de Sedan... Les troupes françaises furent plus bousculées que vaincues... Il n'y eut pas de vrai combat : heureusement, car notre approvisionnement n'avait pas suivi et chaque batterie ne disposait que de 50 coups... » A Mézières-Charleville, il s'en faudra de six heures pour que la 53e division, alors à l'instruction, ait le temps de terminer son introduction, prescrite trop tardivement, sur la partie droite de la 102e division de forteresse, qui tient le secteur, et assure ainsi, solidement, la liaison entre les IIe et IXe armées.

Dans la partie gauche de cette 102e division, à Monthermé, contrairement à une légende, l'Allemand ne franchit la Meuse que dans la boucle abandonnée, la position de résistance passant là par la corde de cette boucle (bois escarpés de Roma) : la 42e brigade de mitrailleurs et le 248e régiment d'infanterie tiendront héroïquement la position, contre-attaquant sans cesse, et ne se replieront que le 15 au matin, sur ordre, pris à revers par des chars venant du Sud — de Sedan vraisemblablement (2).

— Au nord, la 61e division, de réserve, déjà installée, repousse les reconnaissances allemandes.

— Plus au nord, à Chooz, Givet, Hastières, la 22e division de Série A voit ses avant-gardes prises sous le feu dès leur arrivée sur la Meuse. Il s'agit cependant, non pas d'unités blindées rapides, mais de la 32e division allemande, non motorisée, avec des groupes de reconnaissance à cheval, ayant parcouru ce terrain très difficile sans incident aucun ; les échecs français de Chooz, de Givet et de Hastières sont dus, pour une bonne part, à la facilité avec laquelle cette 32e division (3) a pu traverser le Luxem-

(1) Cf. colonel Goutard, *op. cit.*, p. 197.

(2) Les blindés de la 6e *panzerdivision* n'ont pu commencer l'attaque de la position que le 14 au matin ; la 8e *panzerdivision*, qui ne pouvait progresser que derrière la 6e panzerdivision, alla ensuite sur Nouzonville : c'est le manque de route entre Dinant et Sedan qui a retardé, seul, ces *panzerdivisions*. Il était facile de les stopper par des obstructions.

(3) Cette 32e division a « marché la route » classiquement sans le moindre heurt, par Mongautier, vers Hastières et Givet.

bourg belge. Le 12 au soir, entre le groupement blindé de von Kleist axé sur Sedan et la 7e *panzerdivision*, qui atteint la Meuse de Dinant, sur 60 à 80 km, il n'y a que cette malheureuse 32e division — objectif facile pour la guerilla.

— Plus au nord, toujours à Dinant, la 18e division française est dans une situation analogue à celle de la 22e division. Ses avant-gardes, arrivant sur la Meuse, ne peuvent s'y installer de jour ; et, la nuit, les petites unités vont à l'aveuglette au milieu de commandos allemands. Un capitaine et quelques gradés doivent s'ouvrir un passage à la grenade pour dégager le secteur à occuper ; aucun Belge ne signale les dangers de l'île du Houx dont les passages ne sont pas détruits ; des barques traînent partout.

Enfin, entre cette 18e D.I. et le fort de Daves de la défense de Namur, qui aurait dû être tenu par les Belges, s'est établie la 5e division motorisée française, excellente division d'active : elle sera attaquée par des éléments remontant de sa droite. Le colonel commandant le 129e R.I. est tué en reconnaissance : le pont d'Yvoir saute de justesse au moment où une automitrailleuse s'y engage. Cet incident est dû au repli trop tardif des réfugiés belges. Dans la nuit, les Allemands passent par l'île de Houx et s'infiltrent sur le plateau ouest. Sur ces plateaux, de durs combats s'engagent ; partout, la IXe armée organise son front et stoppe la poussée allemande. Le 15 cependant, toutes les divisions, de Mézières à Namur, seront obligées de se replier, menacées d'enroulement par les blindés passés à Sedan.

Sur l'île de Houx, voici ce qu'un capitaine allemand, fait prisonnier par la contre-attaque du 14 mai du 14e régiment de dragons sur la localité de Haut-les-Wastia, a déclaré dans son interrogatoire : « Je commandais la compagnie de tête du 13e fusiliers, régiment porté de la 7e *panzerdivision*. Ma division a été alertée le 9 mai. Nous avons fait une étape de 130 km dans la nuit du 9 au 10. Nous n'avons rencontré aucune résistance avant celle des Français sur l'Ourthe. Mon bataillon a débarqué le 12, à 22 heures, au carrefour sud de Evrehailles, guidé par un homme connaissant la région. J'ai reçu l'ordre de franchir tout de suite la Meuse, de cacher ma compagnie au pied des pentes ouest jusqu'au jour, puis d'attaquer en direction de l'ouest le plus loin possible. Le franchissement de la Meuse s'est fait sans difficultés par le barrage de l'Écluse entre 23 heures et 24 heures ; la Compagnie est restée tapie contre la falaise jusqu'au 13, à 3 h 30 ; elle s'est infiltrée, puis a attaqué et occupé Haut-les-Wastia — la contre-attaque française m'a fait prisonnier le 14 mai, à 6 heures du matin. Le pont d'Anhée a été réparé le 13, au matin (1). »

Mais alors, que firent les Belges à l'est de la Meuse à partir du 9 mai, minuit ? Le lieutenant-colonel Vandaele écrit (2) : « ... Il était important qu'une zone fortifiée d'Anvers à Arlon par Maescyck fût gardée par des troupes pouvant donner l'alerte, barrer les routes, assurer l'exécution des

(1) Presque toutes les destructions de ponts ont été trop hâtives : non destruction des culées, accès, piliers...

(2) Lieutenant-colonel Vandaele, *Revue de Défense nationale*, p. 715, juin 1948.

nombreuses destructions prévues... d'où l'utilité des centres fortifiés construits dans le Limbourg, à l'est de la position de Liège *et dans le Luxembourg*. » C'était bien là, en effet, la mission normale des troupes à l'est de la Meuse : barrer les routes, exécuter les destructions, c'est-à-dire non seulement leurs consignes techniques de mise au feu, mais leurs consignes tactiques. C'était bien là aussi sur quoi il fallait s'appuyer : des centres fortifiés, susceptibles de durer. Mais, au début de 1939, et sans que les Français en aient été prévenus, le général Van Overstraeten, condamnant tout détachement, avait prescrit, dès l'alerte donnée, la réunion de toutes les forces belges sans délai et en vue de la bataille, dans la position d'armée choisie, à l'ouest de Namur. Dès lors, les chasseurs ardennais ne devaient plus que donner simplement l'alerte, opérer les destructions et s'efforcer de gagner Namur au plus tôt. (On peut se demander quelle bataille voulait livrer ensuite le général Van Overstraeten après le rassemblement belge.) Or, les chasseurs ardennais ayant été créés pour mener l'action retardatrice dans les Ardennes, en liaison « avec les Eaux et Forêts et pour défendre les destructions et les axes routiers » (1), les Français avaient demandé aux Belges leurs plans de manœuvre et de destructions ; mais le général Van Overstraeten n'avait pas répondu à leur demande.

Ainsi, entre le sillon Sambre-Meuse et la Moselle, les Belges mèneront leur propre bataille des frontières : leurs forces constituent le *groupe K* (général Keyaerts) (2), composé de la 1re division de chasseurs ardennais étalée de Arlon (Messancy) à Saint-Vith (Vielsalm) et de la 1re division de cavalerie postée en arrière et sur l'Ourthe-de-Durbuy et Coublains-le-Pont. Ce *groupement K* ne doit, en aucun cas, se laisser compromettre (3). En bref :

10 mai, 0 heure. — Ordre d'alerte aux troupes belges : les Français n'en sont pas avertis.

3 heures. — Remise du *mémorandum* de Hitler, par les ambassadeurs respectifs du Reich auprès des gouvernements hollandais et belge, annonçant l'entrée imminente de la *Wehrmacht* sur leur territoire : les Français n'en sont pas avertis.

3 h 40. — La 22e division aéroportée allemande s'abat sur les centres vitaux de la basse Hollande : Amsterdam et Rotterdam sont sauvagement bombardées, sans aucune nécessité militaire — si ce n'est, sans doute, celle d'appliquer la prescription du *plan Schlieffen :* « La terreur doit précéder les avant-gardes. » — Les Français n'en sont pas officiellement avertis.

5 h 30. — 120 divisions allemandes, dont 10 *panzerdivisionen* courant aux passages de la Meuse, entament leur manœuvre « foudroyante » : les Français sont appelés ; mais il est déjà bien tard.

(1) Général Wanty, *op. cit.*, p. 18.
(2) *Revue de Défense nationale*, juin 1948, p. 719.
(3) Note du général en chef de l'armée belge n° 41-34, du 12 février 1940.

La préparation et la mise en route d'une telle masse de manœuvres n'avaient pu échapper aux Belges. En particulier, ils ne pouvaient pas ignorer que le Luxembourg était virtuellement occupé le 9 mai par des commandos allemands en civil, terrorisant la population, s'imposant partout ; que des touristes allemands y entraient à pleins cars ; que, par exemple, des passerelles avaient été jetées par les Allemands, le 8, sur la petite rivière, la Sure. En faisant connaître aux Français leur intention de les appeler en cas d'attaque, ce qui demeura incertain jusqu'à la dernière minute, en leur permettant d'être alertés sur place, mais à temps, les Belges leur auraient fait gagner les quelques heures voulues pour leur permettre de faire échec à la manœuvre « foudroyante » allemande.

Cependant, ce ne sera que le 10 mai, à 6 h 30, que le général Gamelin apprendra que le roi des Belges demande l'intervention en Belgique des troupes garantes. Pourquoi ce retard ? Au mieux, on peut être admis à penser que, jusqu'à la dernière extrémité, et même au prix d'une pénétration profonde des avant-gardes allemandes sur le sol belge, le roi des Belges a voulu montrer qu'il ne faisait appel aux puissances garantes que devant la violation flagrante de la Belgique par Hitler, sans la moindre provocation. Quelque chose, dans le temps, d'analogue à ce qu'avait été, dans l'espace, cet ordre de retrait de 10 km de la frontière, donné aux troupes françaises de couverture par le ministère Viviani, en août 1914.

Mais ce devait être infiniment plus tragique : les Français ne sont appelés qu'à 6 h 30 ; le temps d'alerter et de mettre en route les unités, leurs premiers éléments ne franchiront la frontière franco-belge qu'à partir de 8 heures ; les gros des divisions de cavalerie, souvent à midi. Or, dans la guerre de moteurs qui commençait, chaque heure perdue pouvait représenter un gain de 20 à 30 km par l'ennemi. La manœuvre de la cavalerie française, « chargée de se porter au plus tôt en soutien des troupes belges », était compromise dès le départ, d'autant que les éléments du *groupement K* se repliaient tout de suite vers le nord-ouest, suivant un ordre, que les Français ne connaissaient pas ; et se repliaient sans combat ; d'autant que aussi la plupart des destructions belges seront franchies par les éléments de tête des unités allemandes avant que les cavaliers français aient eu le temps de venir les *utiliser* et les défendre ; que les commandos de civils allemands sillonnent le pays, malgré le dévouement spontané et unanime de la population belge.

Dès le 10 mai, en fin d'après-midi, le *groupement K* est derrière l'Ourthe, laissant précisément ouverte toute la partie du Luxembourg belge au sud de l'Ourthe, au groupement blindé de von Kleist (19e panzerkorps et 14e corps motorisé), celui qui doit mener l'action de rupture de la position du secteur de Sedan. Le *groupement K* se repliera sur Namur, sur ordre, dès la nuit du 11 au 12 mai et, le 12 au matin, il n'y aura plus un soldat belge à l'est de la Meuse.

Cependant, les cavaliers français, s'efforçant de venir au plus tôt au

soutien des troupes belges, tombent dans le vide : non renseignés, ils doivent être partout et ne sont forts nulle part ; sans points d'appui, ils sont bousculés. Dès le 10 en fin d'après-midi, les têtes de colonnes allemandes sont sur l'Ourthe au nord ; à quelques kilomètres de la voie ferrée Libramont-Neufchâteau-Virton au sud ; la zone frontière est très largement dépassée.

Dès le 11 à l'aube, ces têtes de colonnes sont à Neufchâteau ; elles avancent en faisant sans cesse des brèches dans une ligne de cavaliers non installés, obligés sans cesse, également, de se replier pour se ressouder sans pouvoir s'accrocher nulle part.

— Au nord-est de Longwy et dans le Luxembourg, la 3e division de cavalerie et la 1re brigade de spahis, retardées une heure par des obstructions à la frontière, se heurtent, à une quinzaine de kilomètres de la frontière, à une puissante infanterie allemande déjà installée ;

— Au nord de Montmedy, la 2e division de cavalerie, retardée également à la frontière, *même par des destructions*, est stoppée tout de suite à Habbaye-la-Neuve-Arlon. Dès midi, le groupe de reconnaissance du 18e C.A. se bat durement à Étalle, à peine dans la clairière Arlon-Florenville. Les gros de la 2e division de cavalerie atteignent la voie ferrée à Mellier et à Rulles ; mais, dès 17 heures, une puissante attaque de chars rejette le 5e régiment de cuirassiers sur Jamoigne : c'est la 10e *panzerdivision* qui pousse est-ouest par la clairière de Florenville, flanc-garde au sud du 19e panzerkorps : la 2e division de cavalerie est bloquée à 30 km de la frontière.

— Devant Carignan, la 5e division de cavalerie passe la Semoy à 10 h 30. Elle atteint Libramont-Neufchâteau, mais, dès le 11 à l'aube, elle est rompue par une attaque de chars à Neufchâteau, puis à Bertrix. Repliée par ordre derrière la Semoy, où sont établis trois bataillons d'infanterie en soutien, elle y stoppe l'attaque allemande : cependant, à sa gauche, le gué de Mouzaives, non signalé et non tenu, mais connu par contre des motocyclistes de la 1re *panzerdivision*, est occupé par eux : des blindés s'y engouffrent dans la nuit du 11 au 12 et toute la ligne de la Semoy, débordée, doit être repliée : la 5e division de cavalerie repassera la Meuse le 12 après midi.

Et pourtant, un régiment de cavalerie belge occupait la Semoy le 10 ; rappelé à Namur dès l'alerte, il a laissé, non gardés, les gués et passages de la Semoy, et les destructions préparées sur la rivière.

— Vers Givet, la 1re division de cavalerie atteint le ruisseau l'Homme, le 10 après midi. Mais son 1er régiment d'automitrailleuses, qui avait dépassé cette coupure « en découverte », doit s'y replier ; les Belges, en se repliant, faisant déjà sauter des destructions à l'ouest de la ligne atteinte.

— Vers Dinant, la 4e division de cavalerie a ses gros le 10 au soir à une dizaine de kilomètres à l'est de la Meuse. Le 11, à 4 heures, son 4e régiment d'automitrailleuses est surpris par la 7e panzerdivision à Marche, et bousculé : la 7e panzerdivision progressant sur l'axe Saint-Vith, Marche,

Dinant, a passé l'Ourthe à Marcour, dont les ponts n'étaient ni gardés, ni même surveillés par les Belges et, à la nuit, la 4e division de cavalerie doit entamer son repli sur la Meuse.

Dans son ouvrage sur l'*Histoire de la IXe armée*, le général d'armée Doumenc écrit : « ... pas plus le 10 que le 11 mai, les formations belges, avec lesquelles notre cavalerie prend contact, ne s'arrêtaient pour marquer une résistance, même de courte durée, ni sur les lignes de destruction, ni sur l'Ourthe, ni plus au sud... premier effet regrettable du manque d'entente entre états-majors français et belge. »

Pourtant, le lieutenant-colonel Vandaele écrira : « Ainsi, le 14 au matin, le cinquième jour de la guerre, la concentration de l'armée belge sur la position KW (1) est un fait accompli, malgré sa grande dispersion initiale sur des frontières étendues (2) :

— Sur KW, en première ligne, sur un front de 50 km : 8 D.I. quasi intactes.

— En arrière de celles-ci : trois D.I. en réserve.

— Derrière le canal de Willebroeck : trois D.I. plus ou moins mal en point.

— En réserve d'armée, le corps de cavalerie. »

C'est exact : l'armée belge était parfaitement réunie et « sans aucun détachement », comme le désirait le général Van Overstraeten. Elle était en parfait état, ayant réussi le véritable tour de force de ne pas se laisser compromettre et de n'avoir aucune perte, tout au moins pour ses unités initialement à l'est de la Meuse ; malgré la manœuvre « foudroyante » allemande, axée sur Coblentz-Sedan-Amiens (effort principal). Mais elle n'avait pas interdit l'accès de son sol, contrairement à sa détermination de 1937. Et, trois jours après, les Allemands faisaient leur entrée à Bruxelles.

Général Rollot.

(1) Position Anvers-Namur, passant par Konigshoickt et Wawre : c'était la position Dyle.

(2) Il fallait compter 335 km de frontière exposée à des attaques allemandes, dont 225 de Maescyck à Arlon.

LES OPÉRATIONS GRÉCO-ITALIENNES
DU 28 OCTOBRE 1940 AU 20 AVRIL 1941 [1]

Jusqu'à l'attaque italienne contre l'Albanie, du 7 avril 1939, la Grèce ne considérait comme adversaires éventuels que la Bulgarie et l'Albanie. La Yougoslavie, qui n'avait jamais été son ennemie, avait, au contraire, lutté à ses côtés contre l'Empire ottoman en 1912, puis contre la Bulgarie (juin-juill. 1913). Pendant la première guerre mondiale, Grèce et Yougoslavie s'étaient trouvées toutes deux dans le camp des Alliés. Un nouveau traité d'amitié les avait unies le 27 mars 1929, confirmé par le Pacte balkanique du 9 février 1934.

Quant à son dernier voisin, la Turquie, une ère d'entente avait succédé à l'hostilité traditionnelle. Celle-ci avait fini avec l'accord gréco-turc de Lausanne du 24 juillet 1923, qui résolvait l'épineux problème des minorités par un transfert de populations. Il avait été suivi du traité gréco-turc du 30 octobre 1939 et du Pacte du 14 septembre 1933, par lequel les deux puissances se garantissaient mutuellement leurs frontières communes.

Des deux adversaires éventuels, c'était la Bulgarie, qui était de loin le plus important à cause de ses traditions, de ses moyens militaires et de ses constantes aspirations à un débouché sur la mer Égée. Alexandrople restait pour elle l'objet de ses plus fortes convoitises et la raison de son refus d'adhérer au Pacte balkanique. L'Albanie, elle non plus, n'avait pas adhéré à ce pacte, mais ses faibles forces en faisaient un adversaire secondaire. L'Italie cependant s'intéressait, depuis la fin de la première guerre mondiale, à ce royaume récent. Pour ne pas l'indisposer, la Grèce, en adhérant au Pacte balkanique, d'ailleurs défensif, avait spécifié à ses cosignataires qu'elle entendait ne prendre aucun engagement touchant l'Italie.

LES PLANS DE LA GRÈCE EN VUE D'UNE CAMPAGNE D'ALBANIE

Jusqu'au 7 avril 1939, les plans de l'état-major général hellénique n'envisagèrent qu'un théâtre d'opérations gréco-bulgare. La ligne Metaxas, commencée en 1936 face à la Bulgarie, s'arrêtait à 70 km à l'est du Vardar. Elle ne couvrait donc pas la Grèce face à l'Albanie. A l'ouest du Pinde, les Grecs n'avaient même pas entrepris d'aménager leur réseau routier à des fins stratégiques.

(1) Cette étude qui retrace les opérations, *vues du côté grec*, a été rédigée essentiellement à l'aide de documents de l'état-major hellénique, que le maréchal Papagos a bien voulu me commenter.

Le coup de force mussolinien en Albanie obligea la Grèce à remanier ses plans. Après avoir conquis l'Albanie, l'Italie y maintint des effectifs supérieurs aux besoins d'une simple occupation, soit cinq divisions sur pied de guerre, dont une cuirassée, la 101e (ou division Centauro — le tiers de ses forces blindées), sans compter une forte aviation. Les Italiens, aussitôt maîtres du pays, se mirent à y construire des ouvrages et des aérodromes et surtout à y tracer des routes, en particulier dans le Sud, tel cet embranchement dirigé vers la haute vallée du Drin, dans le saillant de Longo, qui constituait une bonne base de départ en cette région de l'Épire.

Le 14 avril 1939, la France et la Grande-Bretagne garantirent à la Grèce qu'elles l'assisteraient en cas d'agression italienne, mais aucun accord pratique ne suivit la déclaration qu'elles lui firent. Néanmoins, la Grèce considéra qu'une garantie de principe suffisait à protéger ses côtes contre un débarquement italien.

La deuxième guerre mondiale confirma la Grèce dans ses inquiétudes. Elle entreprit, pendant l'été de 1938, quelques travaux de campagne à l'ouest du Pinde, mais se prépara surtout à faire face à la Bulgarie. L'état-major général hellénique prévit que, la concentration terminée, il disposerait au total de 16 divisions, dont une de cavalerie, et de quatre brigades, soit au bout de quinze jours à partir de la mobilisation, de six divisions et d'une brigade sur le front bulgare et, au bout de vingt-deux jours seulement, de huit divisions et de deux brigades face au front albanais, avec, en réserve générale, une division et une brigade d'infanterie et une division de cavalerie. Ces prévisions supposaient que les transports ne seraient pas paralysés par la puissante aviation italienne, à laquelle la Grèce ne pouvait opposer que 44 chasseurs (dont 26 seulement immédiatement disponibles), 46 bombardiers, dont 23 disponibles, les uns et les autres de modèle ancien et 16 avions de combat neufs et 50 de modèle ancien (d'une vitesse de 120 km à l'heure).

L'effondrement français, en 1940, eut des répercussions en Méditerranée. La Grande-Bretagne en retira une grande partie de sa flotte. La Grèce ne pouvant plus compter que les deux puissances occidentales lui garantiraient sa sécurité maritime dut, pour protéger le Péloponnèse et les îles Ioniennes contre un débarquement italien, prélever des détachements sur son corps de bataille et ses réserves générales, et laisser en Crète la division qui y était stationnée.

A la mi-août, l'Italie entreprenant de concentrer des forces en Albanie, la Grèce décida de mobiliser les réservistes de ses districts frontaliers. Elle procéda avec discrétion et se borna à cette mesure pour tenir compte des assurances données par le Reich à l'ambassade grecque à Berlin que l'Italie s'abstiendrait d'attaquer la Grèce, si celle-ci s'abstenait de mesures provocantes. Cette mobilisation préliminaire mit sur pied une division en Épire et une division et une brigade en Macédoine occidentale.

Le plan d'opérations hellénique pour le théâtre occidental, laissait

l'initiative à l'armée italienne. En Épire, l'armée grecque devait au début se borner à retarder l'avance des Italiens. La responsabilité de la liaison entre les forces d'Épire et celles de Macédoine occidentale incombait à celles-ci. Le haut commandement hellénique se réservait de prendre à son tour l'offensive en direction du nœud de communication de Koritsa, et dans la région à l'ouest du massif de la Morava.

La différence qui existe de part et d'autre de la frontière entre les systèmes routiers est le trait saillant du théâtre d'opération gréco-albanais. En territoire grec, entre le Pinde et la mer Ionienne, il est fort rudimentaire. Cela tient à ce que les Turcs, dont l'occupation se prolongea jusqu'en 1912, au nord de la ligne Arta-Volo, s'étaient désintéressés de l'Épire, province cul-de-sac et, pour eux, excentrique. La première guerre mondiale et les difficultés qui s'ensuivirent ne permirent guère aux Grecs de rattraper ce retard.

En Épire, les Grecs ne disposent en tout que de deux routes qui se coupent à Janina, la capitale de la province. L'une, longitudinale, reliant le golfe d'Arta à Élaia à proximité de la frontière ; l'autre, transversale, celle du col de Zygos près de la bourgade de Metsovo. Celui-ci, d'une altitude de 1 549 m, entre les monts Zagorias (2 082 m) au nord et Péristéri (2 187 m) au sud, souvent enneigé en hiver, avait été l'enjeu constant des belligérants pendant la guerre de l'Indépendance et les guerres balkaniques. Les Grecs en faisaient le pivot et la charnière des manœuvres qu'ils envisageaient pour la suite.

Pour les voies ferrées, il n'y en a pas à l'ouest du Pinde. Les plus proches de l'Épire s'arrêtent en Thessalie à Kalabaka, en Macédoine, à Amindaion, terminus d'un embranchement issu de la voie ferrée de Salonique vers la Yougoslavie, et à Florina, terminus d'un embranchement qui relie cette ville à la voie précédente, par le territoire yougoslave.

Quant aux terrains d'aviation, en Épire grecque, il n'en existait qu'un, médiocre, à Janina, alors que les Italiens avaient grandement amélioré ceux de Koritsa (1), d'Argyrocastro (2), de Valona (3) et de Tirana (4).

L'Épire albanaise, moins élevée que la Grèce septentrionale, prolonge l'Épire grecque par un plan incliné que, de l'ouest à l'est, les rivières suivantes drainent vers Valona et la région de Tirana :

La Sousitsa (ou Shusitsa), affluent de gauche du Drin ; le Drin (ou Drinos) qui passe à Argyrocastro, affluent de gauche de la Voyoutsa ; la Deshnitsé, affluent de gauche de la Voyoutsa ; la Voyoutsa (ou Viejosé, ou Viosa, ou Aoos) qui passe à Premeti (5), Klissoura (6) et Tépéléni (7) ; l'Osoum (ou Osumi, ou Apsos) qui passe à Bérat, affluent de gauche de la Semen ou Semani ; le Devoli qui passe à Moschopoli, affluent de gauche de la Semen.

L'Épire septentrionale ou albanaise, qui constitue la moitié méridionale de l'Albanie, jouit d'un système de routes perfectionné par les Italiens, bien meilleur que celui de l'Épire grecque.

(1) Ou Kortcha ou encore Korça, ou Korce, en Macédoine albanaise, qu'il ne faut pas confondre avec Konitsa en Épire grecque.
(2) Ou Gjinocastar.
(3) Ou Vlone ou Avlona.
(4) Outre celui de Piskopia au nord de l'Albanie.
(5) Ou Permet.
(6) Ou Kelcyre.
(7) Ou Tebelen ou Selenice.

A l'ouest du massif allongé de la Tomoritsa (2 480 m), qui prolonge le Pinde en Albanie, deux routes pénétrantes principales, qui empruntent, l'une, la vallée de l'Osoum, l'autre, la basse vallée de la Voyoutsa et la vallée du Drin, mènent de Bérat et de Valona vers la Grèce, où elles convergent à Élaia, après s'être rapprochées comme deux genoux cagneux à la hauteur de Tépéléni et de Klissoura, villes reliées elles-mêmes, par une courte transversale. La route de Bérat pénètre en Grèce à Merdjani (1). Celle de Valona, par Tépéléni, franchit la frontière à Kakavia (2). A l'ouest ces deux routes sont doublées par le chemin qui remonte la Sousitsa, et par la route qui relie Valona au port de Santi-Quaranta à travers le plateau côtier. Une transversale s'y greffe, qui rejoint, à Giorgoukavi, la route d'Élaia à Valona.

Enfin, au nord du massif de la Tomoritsa, une troisième pénétrante mène d'Elbassan à Koritsa par la vallée du Dévoli, puis au delà de la frontière, à Salonique, soit par Kastoria, soit par Florina.

Trois transversales coupent les pénétrantes :

A l'ouest, sur le plateau côtier, la transversale de Santi-Quaranta à Giorgoukavi, qui rejoint en ce point la pénétrante de Valona à Élaia par Tépéléni ; au centre, entre cette pénétrante et celle de Berat à Élaia, la courte bretelle de Télépéni à Klissoura ; à l'est, la transversale de Merdjani, Leskovice, Konitza, Florina, par le sillon creusé entre le Pinde et le mont Tomoritsa.

L'ensemble de ces trois routes constitue à proximité de la frontière, et parallèlement à elle, une rocade commode qui facilita grandement les mouvements de l'armée italienne, alors que l'armée hellénique ne disposait que de la difficultueuse rocade de Janina à Kalabaka par le col de Metsovo. à plus de 60 km de la frontière, à travers la chaîne du Pinde, qui sépare brutalement l'Épire de la Macédoine et de la Thessalie.

Le haut commandement italien savait que, dès le jour J, le dispositif italien, fort de huit divisions, se superposait à celui des routes. Il consistait en une masse principale de trois divisions (3) (dont la division blindée, division Centauro), sur les trois pénétrantes de Valona, Bérat, et El Bassan, et sur la rocade de Giorgoukavi à Santi-Quaranta. Outre la 101e D. B., la masse comprenait la 23e D. I. (division Ferrare), dans la région de Premeti, de l'artillerie lourde et de la cavalerie dans la région d'Argyrocastro et de Giorgoukavi. Sa gauche était formée par la 51e D. I. (division Siena), face au bas Kalamas. Au nord, la 49e D. I. (division Parma) et la 29e D. I. (division Piémont) étaient stationnées à Koritsa. La 3e D. I. (division alpine Julia) et cinquante chars étaient stationnés sur la rocade entre Ersekan (4) et Leskovice. En arrière, une division à Elbassan et une en Albanie septentrionale sont en réserve.

Ce dispositif traduisait une intention offensive en direction d'Élaia, défensive au nord. Il permettait également, après avoir rapproché les

(1) Ou Mélissojephira (ou Sarandé ou Port-Edda sous l'occupation italienne) près de Melissopetra et du pont de Bourazani, d'où un embranchement se dirige vers Konitsa.
(2) Ou Liakoviki.
(3) Le 1er novembre, s'y ajoutera le 19e D. I. (division Venise).
(4) Ou Koulougé.

deux divisions de réserve, d'attaquer par la suite en direction de Kastoria et de Salonique. De fait, les Italiens se préparaient à percer en direction de Janina par Élaia pour, de là, foncer sur le col de Metsovo que la division alpine Julia à pied d'œuvre sur la rocade les aiderait à saisir en remontant le haut Aoos.

Les opérations principales du 28 octobre au 5 mars allaient se dérouler entre Élaia-Metsovo d'une part, et Télépéni-Klissoura de l'autre.

A la lumière de renseignements qu'il possédait sur le dispositif italien, le haut commandement hellénique ne modifia pas son intention initiale d'opposer à l'ennemi en Épire une action retardatrice menée par sa gauche entre les lignes définies ci-dessus ; mais il décida de soulager la manœuvre de celle-ci et de parer, en la devançant, à une percée ennemie en direction de Salonique par Koritsa et Kastoria (si les progrès de sa concentration le permettaient), par une offensive limitée, en Macédoine orientale. Le terrain montagneux y favorisait, en effet, les troupes grecques, dépourvues d'engins blindés, contre un ennemi qui en possédait, mais ne pouvait les utiliser. Cette offensive, en outre, devait élever le moral des troupes et de la nation.

L'opération comprendrait deux attaques successives. La première viserait le massif de la Morava qui domine le bassin de Koritsa et le nœud des routes qui confluent en cette ville. La droite de l'armée hellénique la mènerait, tout en gardant la liaison sur le Pinde avec le centre. Après quoi, couvert à sa droite par le massif de la Morava et Koritsa, le centre attaquerait de flanc les forces italiennes qui auraient pénétré en Épire.

Le dispositif des forces helléniques qui comprenaient trois divisions et la valeur d'une quatrième était le suivant, avant le déclenchement des hostilités : à gauche, en Épire, les forces chargées de l'action retardatrice tenaient le cours du Kalamas et le carrefour d'Élaia. Elles étaient composées de la 8e D. I., de la 3e brigade, d'artillerie de montagne et de quelques pièces d'artillerie lourde. La position d'Élaia avait été fortifiée par quelques travaux de campagne (emplacements d'armes automatiques et de batteries, tranchées, réseaux de barbelés peu développés, des obstacles anti-chars, très peu d'abris). En Acarnanie, c'est-à-dire dans la province au sud de l'Épire, un régiment destiné à ce groupement était en marche. Celui-ci était couvert sur l'axe de l'attaque principale, entre le Kalamas à l'ouest de Ménina et la frontière, par le détachement de Tchamouria ou Thesprotie, prélevé sur la 8e division et constitué de trois bataillons et de deux batteries. Ce détachement avait aussi mission de parer à un débarquement italien à l'embouchure du Kalamas. En outre, un bataillon et une batterie couvraient le port de Préveza, base de ravitaillement du groupement d'Épire, contre une attaque par mer.

A droite, entre le lac Prespa et le Grammos, qui constitue le dernier massif du Pinde en Grèce, la mission de tenir la position de la frontière et de s'emparer par des coups de main de quelques hauteurs importantes était confiée à la 9e brigade (renforcée). Ces unités, légèrement en retrait

de la frontière, la bordaient, couvertes par de petits détachements postés sur la frontière elle-même.

Au centre, la liaison entre le goupement d'Épire et le groupement de Macédoine était assurée sur le Pinde, face à la rocade Leskovic-Ersekan, du Grammos au Smolika. Un troisième bataillon était en marche vers ce secteur. Un bataillon et deux batteries gardaient le col de Metsovo.

PREMIÈRE PHASE : DU 28 OCTOBRE AU 13 NOVEMBRE 1940
L'OFFENSIVE ITALIENNE : LA POCHE DU PINDE

Les hostilités commencèrent le 28 octobre, à 5 heures. La mobilisation générale des forces helléniques fut décrétée le même jour à 6 heures.

L'armée italienne attaque par son centre (Pinde) et sa droite (plateau épirote), du Grammos à la mer Ionienne, tandis que les deux divisions de sa gauche (29e et 49e) en Macédoine occidentale, se bornent d'abord à refouler les avant-postes helléniques ; puis, à partir du 1er novembre, elles passent à la défensive.

En Macédoine occidentale, de ce jour au 5 novembre, la droite grecque (9e D. I., 4e brigade) occupe, conformément à sa mission, les hauteurs qui dominent à l'est, en territoire albanais, le haut Divoli, dont le cours supérieur entoure d'une boucle le mont Morava. Elle s'apprête à attaquer ce massif. Cependant, les Italiens acheminent en ce secteur la 19e D. I. (division Venise).

En Épire centrale, la prise de contact retardée par les éléments avancés du groupement central grec, dure jusqu'au 1er novembre. Ces trois jours sont marqués par des bombardements aériens exécutés par les Italiens sur le front et les arrières grecs. Le 4 novembre, les Italiens abordent la position d'Élaia, dont les Grecs ont évacué les avancées dans la nuit, et ils l'attaquent surtout à coups de canon et de bombes d'avion, en relâchant l'effort de leur infanterie. Les Grecs ne manquent pas d'exploiter cette situation. Entre le 11 et le 13 novembre, ils réoccupent les positions avancées d'Élaia.

En Épire occidentale, le 5 novembre, après avoir aménagé pour les automobiles le tronçon de la pénétrante côtière qui traverse la frontière entre Konispol et Sayada et déplacé son artillerie lourde, la droite italienne franchit le Kalamas de vive force, près de Vrissela, avec la 51e D. I. (division Siena), renforcée d'un régiment de grenadiers. Elle réussit à creuser dans le dispositif grec une tête de pont large de 40 km, qui s'étend à toute la Thesprotie jusqu'à Margariti, terminus de la route de Vrissela vers le Sud, mais elle perd le contact des forces grecques. Celles-ci s'installent le 7 au soir sur une bretelle nord-sud, au flanc ouest du mont Souli et sur le bas Achéron (1). De là, du 12 au 15 novembre, elles se reportent en avant, refoulant les Italiens sur Igouménitsa, à quelques

(1) Ou Mavropotamos.

kilomètres au sud du Kalamas. La tête de pont de Thesprotie est donc réduite au bout d'une semaine de combat.

Mais, c'est au centre, sur le haut Aoos ou Voyoutsa dans le Pinde où les Italiens font une poche, que se produit l'événement le plus important. Il s'en faudra de peu qu'ils ne s'emparent du col de Metsovo et ne débordent les forces grecques de l'Épire ou celles qui protègent la route de Salonique. L'attaque italienne se déroule sur un front de 50 km entre le Grammos et la ville de Konitsa, dont elle s'empare aussitôt. Le 1er novembre, le mont Voutzion (cote 1877) tombe aux mains de la 3e division alpine (division Julia). Le 2, elle occupe Samarina. Le 3, elle atteint Distraton et Voyoutsa aux sources de la rivière du même nom (ou Aoos) à 40 km de Konitsa et le 16 de Samarina. Elle n'ira pas plus loin.

Le commandement hellénique avise aussitôt à parer le coup et décide d'empêcher la poche de s'élargir, de façon à conjurer le débordement qui menace sa droite et son centre, puis de la réduire. Il lui faut surmonter de très grandes difficultés de subsistance et surtout de transport. Ses convois automobiles ne peuvent dépasser Nestorion au nord de la poche, Doutzico à l'est (à une vingtaine de kilomètres du front), Metsovo au sud ; et les routes sont étroites, scabreuses et détrempées par les pluies. A l'ouest, il ne peut disposer d'aucun moyen de transport automobile et, pour comble de malheur, l'Aoos, grossi par les orages d'automne, est infranchissable. De plus, les unités dont la mobilisation a été hâtée manquent de la plupart de leurs animaux de bât organiques. Celles qu'on a poussées précipitamment en camions débarquent souvent sans leur train. C'est donc surtout à pied et par des sentiers de montagne que les renforts sont acheminés. La population civile, surtout les femmes des villages, puisque les hommes sont mobilisés, assure le ravitaillement. En revanche, les unités italiennes dont les arrières sont installés à une altitude moins élevée, mieux desservis par le réseau routier, ont été depuis longtemps mis sur pied de guerre et sont bien équipés.

Le commandement grec n'a que peu de réserves. Ses renforts sont constitués par les forces qui viennent d'achever leur mobilisation en Thessalie (1re D. I., 5e brigade et quelques unités de cavalerie). Ils proviennent de Thessalie et de Macédoine et se dirigent vers Samarina et Metsovo. Aucun renfort ne vient de l'Ouest, où les troupes helléniques appelées à la rescousse ne peuvent arriver à temps.

Les Italiens, surpris par la vivacité de la résistance hellénique, profitent du vide qui s'étend entre le mont Voutzion, réoccupé par les Grecs et l'Aoos débordé, qui couvre leur flanc droit, pour refluer vers Konitsa.

Les Grecs reprennent Samarina le 3, Voyoutsa le 4, Distraton le 7 et infligent à la 3e division alpine (division Julia) de lourdes pertes.

Le 15 novembre, le groupement central grec n'est plus qu'à quelques kilomètres de Konitsa. Les forces italiennes se ressaisissent alors. La plus grande partie de la 47e D. I. (division Bari), récemment amenée d'Italie, défend cette ville opiniâtrement, tandis qu'à l'est, aux passages de la

frontière que les Grecs abordent à présent, des détachements du 1er régiment de bersagliers de Naples, récemment amenés d'Italie, s'installent sur la défensive.

Outre ce régiment, le commandement italien fait venir précipitamment des renforts et achemine vers le front la division qui était, jusque-là, en réserve en Albanie septentrionale.

DEUXIÈME PHASE : DU 14 NOVEMBRE AU 28 DÉCEMBRE 1940
L'OFFENSIVE GRECQUE

Les Grecs cependant n'ont pas achevé leur concentration, qui ne devait se terminer que le 20 octobre. Le haut commandement hellénique ne dispose que de la valeur de quatre divisions et de deux brigades en première ligne, au lieu des huit divisions et des deux brigades prévues par le plan. Sept autres divisions (dont deux prélevées sur les six qui se concentrent face à la Bulgarie) sont en route vers le front ou l'atteignent déjà. Il faut donc tabler sur un corps de bataille de onze divisions. Le commandement italien, à cette date, a déjà porté l'effectif de ses troupes combattantes en Albanie de huit à seize divisions. Il s'emploie à les renforcer encore. L'écart des forces entre les deux adversaires ne pourra que croître avec le temps.

Les Grecs viennent de remporter une victoire. Le moral de l'armée et de la population si prêtes à l'enthousiasme (mais aussi si sensibles aux revers qui se prolongent) est très haut. Le commandement juge qu'il faut exploiter ses succès initiaux et l'ardeur qu'ils ont inspirée à ses troupes sans attendre que l'ennemi, dont le moral ressemble à celui des Grecs, ait eu le temps de se renforcer. En conséquence, le haut commandement hellénique décide de passer à la contre-attaque sans délai et de ne rien changer aux missions de ses trois groupements.

Au nord, l'objectif de la droite reste le nœud des routes de Koritsa. Le centre continuera à pousser jusqu'à la rocade albanaise, afin de s'emparer du tronçon de route compris entre cette ville et l'Aoos. La gauche continuera de refouler la droite italienne sur la route de Valona.

Le commandement des troupes est réorganisé. Le généralissime disposera, à l'est, d'une part de la section d'armée de Macédoine occidentale, elle-même composée du 3e C. A. et du 2e C. A. et d'autre part, à l'ouest, du 1er C. A. (1). Trois divisions et une brigade constituent les réserves générales (2).

(1) Le 3e C. A. comprend, outre la 9e D. I. la 15e D. I. et la 4e brigade renforcée (déjà engagées), les 10e D. I., 11e D. I. en route vers le secteur nord.

Le 2e C. A. comprend la 1re D. I., la 5e brigade et la division de cavalerie.

Le 1er C. A. comprend la 2e D. I. et la 3e brigade, qui sont poussées de Metsovo sur Élaia et la 3e D. I. formée au Péloponnèse, qui approche d'Arta.

(2) 4e D. I. et 16e brigade en Thessalie occidentale à Trikala-Kalabaka, 17e D. I. au carrefour de Kozani et 5e D. I., primitivement destinée au front de Bulgarie, qui reste provisoirement à Salonique.

Les mouvements, correspondant à ces remaniements et que l'aviation italienne n'a pas gênés sensiblement, se sont exécutés à peu près exclusivement à pied, les unités fournissant des marches de 200 à 400 km. Elles seront engagées aussitôt arrivées, comme dans la première phase.

Le bassin de Koritsa est dominé et défendu à l'est du côté de la Grèce par le massif de la Morava (1 805 m) limité au sud par le col de Darsa (1 100 m) et prolongé au nord par le mont Ivan (1 676 m), dont il est séparé par le col de Tsankoni (860 m). Ce col, où passe la route de Kastoria à Koritsa, est plus large, plus bas et plus aisé que celui du sud. Mais, démuni de chars et d'armes antichars, le commandement de la section d'armée de Macédoine occidentale préfère manœuvrer par la partie la plus escarpée de son objectif et orienter son effort principal sur la passe de Darsa.

Le 14 novembre, le 3e C. A. déclenche son attaque avec trois divisions en premier échelon. Sa gauche (10e et 9e divisions) est chargée de l'effort principal. Sa droite (15e D. I.), qui fait face au mont Ivan, a pour mission de fixer le gros de la gauche italienne, après avoir refoulé les troupes de sûreté ennemies, ce dont elle s'acquitte le jour même.

Le 15, le contact est pris. Le 16, la 10e et la 9e D. I. prennent pied dans le massif de la Morava, au nord et au sud de la passe de Darsa. Le 17, elles élargissent leurs positions. Le 18, les Grecs apprennent que les Italiens engagent dans le secteur une troisième division, la 53e D. I. (division Arezzo), suivie le lendemain de la 2e division alpine (division Tridentina), mais eux-mêmes sont renforcés de la 11e D. I. qui, intercalée entre la 9e et la 10e, constitue avec cette dernière, détachée du 3e C. A., le groupement K chargé de l'attaque principale. Le 19, la passe de Darsa est prise. Le 21, le 2e C. A. enlève le mont Morava, et le 22, le mont Ivan. Ce même jour, les Italiens abandonnent Koritsa. Les Grecs y font leur entrée, puis s'emparent du col de Kiafé-Karité sur la rocade albanaise.

Ainsi, en neuf jours, la section d'armée a conquis son objectif distant de 15 km de la frontière, malgré les bombardements aériens, les fortifications de campagne aménagées soigneusement depuis un an autour de Koritsa et la supériorité que valent aux Italiens leurs armes à tir courbe (1). La route de Salonique par la Macédoine du Nord est fermée.

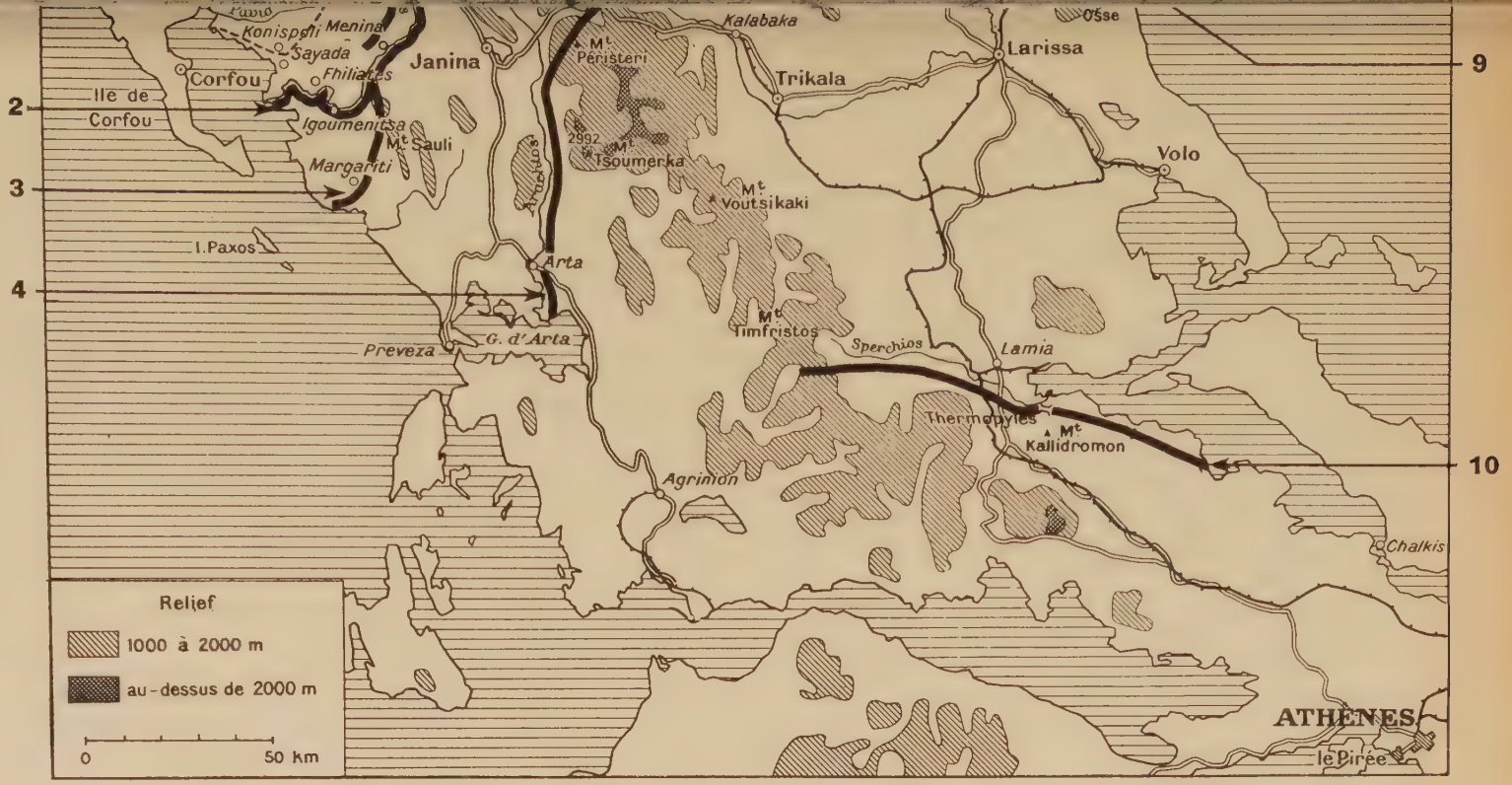
Dès le 14 novembre, le commandement hellénique décide d'exploiter son succès. La section d'armée de Macédoine occidentale est renforcée de quatre groupes de reconnaissance divisionnaires prélevés sur les quatre divisions concentrées face à la Bulgarie, et attribués au 3e C. A.

Le 16 novembre, la section d'armée, liée à sa droite, au groupement K, passe à l'attaque, et, le 22 novembre, s'empare de Koritsa, d'Ersekan et de Barova (2). Le 23 au soir, elle est maîtresse de la rocade albanaise, du lac Presba à l'Aoos sur un front de plus de 80 km.

(1) Le régiment d'infanterie italien disposait de 60 mortiers (51 de 45 et 6 de 81) ; le régiment grec de 4 mortiers de 81.

(2) Ou Borove.

Scutari
Drin
Prizrendi
Kokos
Skoplje
Vardar
Bregalnica
Dibra
Drinu
TIRANA
Durazzo
Prilep
Tchernu
Stroumica
Plateau d'Ograsden
Strumitsa
Mont Beles
Dedeli
L. Doiran
Kerkinitis
5
Librasdi
Struga
Elbassan
Ochris
Lac Ochrida
Monastir
Mt Karmanchalam
2130
Gievgueli
Detacht de Krouchta
Kroussia
Strumon
Mt Karadagh
Seres
L. Prespa
Kenali
2525
Mt Paikon
Kilkis
Gallikis
Vertiskos
L. Volvi
Devoli
Pogradets
L. Malzki
Mt Vernon
Florina
Tomorisa
2480
Bérat
Moskopolis
Ostrovitza
Koritza
Mt de la Morava
Ostrovo
Amindaion
Mt Vermion
SALONIQUE
Badesi
Valona
Trebezina
Spandari
Apsos
Fraseri
Klisoura
Kastoria
Ptolemais
6
Mt Grammos
Nestorion
Mt Siniatsikon
Kozani
Mt Pierria
Tepeleni
Nivisa
Mt Bouze
Essekan
Premeti
Malisbora
Apsos
Doutzico
Mt Voutsion
Samarina
Grevena
Allakhton
Aliakmon
7
1
Himarra
Lesskovce
Mont Vourinon
Servia
Golfe
Argirocastron
Mt Vasilitsa



Les opérations en Grèce orientale, du 28 octobre 1940 au 27 avril 1941

1. Front italo-grec le 6 avril 1941. — **2.** Position défensive hellénique avancée. — **3.** Front italo-grec le 3 novembre 1940. — **4.** Position de repli extrême prévue contre les forces italiennes.

Pour mémoire, lignes successives occupées par les forces helléniques sur le théâtre d'opérations oriental :

5. Ligne Métaxas (1re position). — **6.** 2e position. — **7.** 3e position. **8.** 4e position. - **9.** 5e position. **10.** 6e position.

En Épire, le 1er C. A. a également progressé. Le 22 novembre, il est maître du V routier ouvert vers le nord-ouest et dont la pointe est à Élaia, jusqu'à Merdjani à droite où il est en liaison avec la section d'armée, sur la branche de droite, et jusqu'au col de Delvinaki en territoire albanais à gauche, sur la branche de gauche.

Sans doute les organisations défensives du secteur épirote, situées en territoire grec, sont plus sommaires qu'autour de Koritsa, mais l'économie des routes en cette région favorise les mouvements des forces motorisées et mécaniques de l'ennemi. Aussi est-ce par ses deux ailes que le 1er C. A. a opéré. Le 20 novembre, à sa droite (2e D. I.), il s'est emparé, après des combats à la baïonnette, du mont Dousca, situé entre le haut Kalamas et l'Aoos, et du col de Drimadès le 21, tandis qu'à sa gauche (8e D. I.), malgré l'intervention du 2e régiment de bersagliers arrivés en renfort, il s'emparait du col de Delvinaki qui domine la vallée du haut Drin.

A l'ouest, enfin, entre Delvinaki et la mer, le détachement de Thesprotie (reliquat de la 8e D. I. et 3e brigade) occupe le 22 novembre également la bourgade de Philiates, après avoir franchi le bas Kalamas, dans la région de Ménina, le 20 novembre.

Le commandement hellénique décide une nouvelle fois de poursuivre son offensive. Il a le choix entre les deux zones de progression que sépare la dorsale albanaise, où la chaîne de Tomoritsa culmine à 2 417 m entre l'Apsos ou Ossoum ou Osma, qui est la rivière de Bérat, et la rivière de Tomoritsa. C'est au nord qu'il vient de remporter ses plus grands succès, mais les raisons qui lui avaient fait exercer son effort principal par la droite ont disparu. Koritsa pris, la route à peu près continûment carrossable qui mène de cette ville vers le Nord, en longeant le lac d'Ochrida, est fort médiocre et, à hauteur de Librasdi, elle se heurte à des fortifications. De Koritsa part, il est vrai, une autre route qui conduit à Elbassan en descendant la vallée du Devoli, mais elle cesse d'être carrossable au bout de 25 km, à Lesker (1). La vallée de la Tomoritsa, qui descend du massif du même nom, mène aussi vers Elbassan ; mais il faut, pour en atteindre la source, avoir escaladé la chaîne perpendiculaire d'Ostrovitza (qui culmine à 2 384 m à l'ouest de Moschopolis). Pendant le premier temps, du 13 au 22 novembre, les difficultés de communication dans le secteur oriental ont gêné surtout les Italiens qui s'éloignaient alors de leurs bases. A présent, si les Grecs veulent pousser au delà de Moschopolis, la situation se renversera : ils devront progresser à travers un terrain d'altitude croissante et plus sauvage, à mesure que l'hiver se fera plus rude qu'à l'ouest, et ce seront eux qui distendront leurs lignes de communications.

Il leur faudra disposer de beaucoup plus de mulets et de camions (2)

(1) Ou Libzan.

(2) Le nombre des automobiles de l'armée, même augmenté par la réquisition, était fort réduit. Les Grecs ne commencèrent à recevoir du matériel automobile qu'à la fin de

qu'il n'est possible d'en avoir pour assurer le ravitaillement entre les premières lignes et les gares d'Amindaion, de Florina et de Kalabaka, d'où le matériel n'est pas transporté par route plus loin que Metsovo.

L'Épire albanaise, en revanche, plus basse et plus plate, est aussi plus propice aux mouvements, y compris d'ailleurs ceux des chars ennemis. Le réseau routier y est plus développé, comme nous le savons ; grâce à la transversale de Tépéléni à Klissoura, il permet, à partir de cette dernière ville, de faire converger à Valona une armée venue du Sud par la vallée de la Trébézina et par la vallée de l'Aoos. Rappelons qu'une autre transversale, celle d'Élaia à Santi-Quaranta, relie le cœur de l'Épire albanaise à la mer. Une avance dans cette région ne peut que faciliter les ravitaillements, puisque Santi-Quaranta conquis remplacerait Prévéza, base de l'Épire grecque (1).

Enfin, des succès remportés sur ce plateau, plus riche que les montagnes de l'Est, et où Valona est situé, seraient plus décisifs et plus retentissants.

Quant à l'ennemi, les renseignements indiquent qu'il continue à se renforcer ; raison de plus pour précipiter les opérations et tâcher de le priver des ports les plus proches : Santi-Quaranta, Himarra et surtout Valona. C'est donc par le plateau occidental que le haut commandement hellénique choisit de faire son effort principal dirigé de Janina sur Valona.

L'idée de manœuvre, pour le deuxième temps de l'offensive grecque, est de se rapprocher du port de Valona, objectif final de la présente phase. A cette fin, les forces grecques conquerront d'abord le carrefour de Tépéléni (au confluent de l'Aoos et du Drin) et le verrou de Klissoura (au coude de l'Aoos) tout en s'emparant, à gauche, du port de Santi-Quaranta, et en couvrant le plateau de Koritsa par une attaque secondaire en direction d'Elbassan, par la vallée de la Tomoritsa. Cela leur permettra d'user librement du carrefour de Koritsa, de la rocade de Koritsa-Élaia, et d'un port albanais.

En conséquence, couverts à droite par la section d'armée de Macédoine (quatre divisions) qui, à cheval sur le Dévoli, fera face à Pogradets et à Moschopolis, le 1er C. A. (trois divisions et demie) et le 2e C. A. (trois divisions accolées), tous les deux face à Tépéléni, seront chargés de l'effort principal.

Tépéléni et, accessoirement, Santi-Quaranta seront le premier objectif du 1er C. A. à cheval sur le Drin et sur la route d'Argyrocastro.

Ainsi, le corps de bataille grec, du 14 novembre au 28 décembre, sera constitué de onze divisions (sans compter la division de cavalerie fort usée, retirée du front), de trois brigades et d'un groupement de quatre groupes de reconnaissance. Démuni de chars et pour ainsi dire d'aviation (2),

janvier 1941. Il n'arriva, entre cette date et la fin de mars, que trois cents voitures, dont beaucoup usées.

(1) Les évacuations des blessés se font par Missolonghi, pour plus de sécurité.

(2) Outre les avions cités ci-dessus, les Grecs ne recevront pendant cette période que 39 chasseurs et 18 bombardiers à équipages britanniques.

il se heurtera à quinze divisions italiennes, dont huit fraîches, et à une division blindée, renforcées de bataillons albanais, de bersagliers et de chemises noires.

La section d'armée de Macédoine commença de s'acquitter de sa mission de couverture en s'emparant de Moschopolis (1), qu'une route relie à Koritsa (25 novembre) et de Pogradets, à la pointe sud du lac d'Ochrida (4 décembre), où la route d'Elbassan est resserrée entre la montagne et le lac. Pour atteindre ces deux points, la section d'armée avait progressé de part et d'autre du petit lac de Maliki que le Dévoli forme au nord de Koritsa (13e (2) et 9e D. I. en deuxième échelon). La résistance italienne la plus vive s'était exercée à l'est, en avant de Pogradets, région favorable aux engins mécaniques. L'apparition de chars italiens et d'une nouvelle division italienne, la 48e D. I. (division Taro) avait obligé les Grecs à manœuvrer l'adversaire de flanc, par l'ouest, à travers la montagne (30 novembre). Mais là, l'âpreté du terrain permettait aux Italiens de se défendre avec des moyens plus réduits.

Puis, au delà de Pogradets et de Moschopolis, les Grecs descendirent la vallée du Dévoli jusqu'à Lesher, terminus de la route carrossable. Ils escaladèrent à l'ouest la chaîne d'Ostravitza, dévalèrent dans la vallée de la Tomoritsa jusqu'à Trébel (où la 10e D. I. repoussa une contre-attaque italienne le 11 décembre), de façon à pouvoir disposer, sinon de cantonnements, du moins de bivouacs moins incommodes, car un froid rigoureux commençait, et à s'assurer la possession du col de Gropos sé Pipéros (3), qui relie Trébel à la vallée du Dévoli et à Lesher, ce qui raccourcit le circuit des mulets de ravitaillement (24 décembre). Ainsi, à la fin de 1940, au nord du massif de Tomoritsa, la section d'armée couvrait largement le plateau de Koritsa.

Au sud de Tomoritsa, cependant, le 2e et le 1er C. A., à qui Santi-Quaranta et la transversale Tépéléni-Klissoura étaient assignées comme premier objectif, réussirent d'abord à dégager largement, par une avance de 30 km, la rocade d'Élaia à Koritsa en s'emparant de Premeti le 5 décembre, d'Argyrocastro le 8 et de Santi-Quaranta le 6. Le 2e C. A. descendant la vallée de l'Aoos se heurta aux chars italiens et à deux nouvelles divisions italiennes (5e D. I. (division Pusteria), moins un régiment et 37e D. I. (division Montena), moins un régiment). Premeti pris, du 5 au 8 décembre, il consolida sa position en conquérant à l'est le plateau de Frassari (4), au sud de l'Apsos.

Mais il ne put déborder Klissoura et se heurta à la crête de Sévranine-Taronine, dont il ne réussit pas à déloger les Italiens. Il dut arrêter là son effort, car le tronçon de route Merdjani-Klissoura, qui servait à ses transports, fort endommagé par la circulation et coupé par les destruc-

(1) Voskopolje.
(2) Relevée par la 17e D. I. à la fin de novembre.
(3) Ou Daf è Kumbulès.
(4) Ou Frasher.

tions nombreuses que les Italiens avaient faites en se retirant, demandait des réparations. Les torrents étaient en crue et emportaient les ponts flottants. Les Grecs n'en avaient d'ailleurs que fort peu. L'aviation ennemie en outre gênait les travaux et les mouvements.

Quant au 1er C. A. qui agissait sur la branche occidentale du V routier au nord-est d'Élaia, il dut s'ouvrir de vive force l'entrée de l'Albanie à Kakavia défendue par trois régiments frais (un de la 37e D. I., un de la 5e D. I. et un régiment de cavalerie), qui tinrent la 8e D. I. grecque plusieurs jours en échec, jusqu'à ce que les 3e et 2e D. I., engagées fin novembre, fissent tomber la position naturellement forte de Kakavia en la débordant. Au delà, vers Argyrocastro, les Grecs s'abstinrent d'utiliser la route qui emprunte la large vallée du Drin. Ils progressèrent par les hauteurs qui la bordent, pour échapper aux chars. Cela ne laissa pas de ralentir leur avance et de la rendre pénible. Au cours de ces opérations, le 2e C. A. fut renforcé par la 11e D. I.

Des tempêtes de neige qui sévirent à la fin de décembre sur les massifs de Golik (1 723 m) et de Bouzé (1 529 m) au sud de Tépéléni, de part et d'autre du Drin, interrompirent l'offensive principale du 1er C. A., sur sa droite. Il dut remettre à plus tard l'attaque de cette bourgade.

A l'ouest, sur la côte, il atteignit Santi-Quaranta, gauche de son objectif, le 6 décembre, après avoir débouché du bas Kalamas et traversé sans matériel de pontage et non sans peine la Bistritsa (1) débordée.

L'opération fut facilitée par une diversion exécutée au cap Stylos par une compagnie grecque débarquée à l'improviste de Corfou sur les arrières de l'ennemi. Cette compagnie fut à peu près anéantie.

Puis, fin décembre, mettant à profit le temps encore doux qu'il faisait à proximité de la mer, il poussa sa gauche par la route côtière jusqu'à Himarra, qu'il occupa le 28 décembre, et par la vallée de la Sioussitsa, tandis qu'il portait son centre sur le plateau de Kourvellési qui partage les eaux entre cette rivière et le bas Drin.

A leur centre et à leur gauche, les Grecs n'avaient donc pu s'emparer des carrefours de Klissoura et de Tépéléni.

TROISIÈME PHASE : DU 29 DÉCEMBRE AU 25 MARS 1941
LA BATAILLE DE TÉPÉLÉNI-KLISSOURA : LA CONTRE-OFFENSIVE

Le 28 décembre, vu l'usure des troupes et du matériel, surtout des véhicules, et l'état des communications aggravé par les intempéries, le haut commandement hellénique décide de passer à la défensive pour réorganiser ses forces et les préparer à reprendre l'offensive. Mais, tout en suspendant les opérations d'ensemble, son intention est de consolider les positions conquises et de s'assurer par des opérations locales une base de départ sur son axe d'effort, ce qui entretiendra d'ailleurs l'esprit offensif

(1) Ou Pavla.

des combattants. Son front, entre l'Apsos et le Kourvellési, est actuellement creusé d'une poche où sont situés Tépéléni et Klissoura. Il vise à la réduire en commençant par l'est où la crête de Sévranine-Taronine, parallèle au côté droit de la poche, commande la vallée de l'Aoos en aval de Klissoura. Un bon chemin muletier la traverse au surplus, qui relie cette ville à un coude de la rocade albanaise par Sévranine. En disposer doublerait la route de l'Aoos et raccourcirait les trajets des mulets.

Ce sera la mission du 2e C. A. que de s'emparer de la crête de Sévranine-Taronine. Quant au 1er C. A., il sera chargé, en premier lieu, de nettoyer l'angle que forment l'Aoos et son affluent, le Zagorias, au sud de Klissoura.

Quelques relèves ont amené ou amèneront des modifications de détail au dispositif grec sans changer le nombre des unités en ligne.

Au centre et à gauche, le 2e C. A. (1) compte toujours trois divisions de première ligne, 11e D. I., 15e D. I., 1re D. I., de la droite à la gauche, avec en réserve la 5e brigade. Il recevra, au début de février, la 5e D. I. présentement à Koritsa. Le 1er C. A. perd la 4e D. I., fort éprouvée, qui va au repos dans la région de Kakavia ; la 3e D. I. de ce même corps absorbe les forces de la 3e brigade et du ci-devant détachement de Thesprotie.

A l'aile droite de la section d'armée de Macédoine, la 17e D. I., qui a conquis Pogradets, permute avec la 13e qui passe en premier échelon. La section d'armée sera renforcée au cours de cette phase de la 16e D. I. (à deux régiments) en route d'Amindaion — Ptolémaïs vers Koritsa.

Les réserves générales, outre les 4e, 5e et 16e D. I., comprennent la division de cavalerie répartie entre Konitsa et Élaia. Le haut commandement leur adjoint la 6e D. I. (deux régiments d'infanterie), qu'il prélève sur le théâtre d'opérations de Bulgarie. Soit un total de quatorze divisions, dont dix en ligne, contre vingt-six divisions italiennes, dont dix n'ont encore jamais été engagées. Quant à celles qui l'ont été déjà, elles sont réorganisées et recomplétées, alors que les Grecs ne disposent en réserve que de deux divisions nouvelles.

On peut représenter schématiquement le champ de bataille à l'intérieur de la poche de Tépéléni-Klissoura par un H. Ces deux villes réunies par l'Aoos occupent les extrémités de la barre horizontale, le bas de la branche droite étant formé par le cours supérieur de l'Aoos, le haut par un affluent de celui-ci, la Doshinitsa (2) (cote moyenne 300 m). Cette rivière est bordée, à l'est par la crête de Sévranine-Taronine (point culminant 1 150 m) et à l'ouest (à l'intérieur du H) par l'échine escarpée du Trébézina (point culminant 1 923 m). Le bas de la branche gauche représenterait le cours inférieur du Drin, le haut représentant l'Aoos en aval de Tépéléni. Pour permettre de suivre le deuxième temps des opérations de cette phase, ajoutons qu'un sillon partage le H dans sa longueur,

(1) Il aura affaire à sept divisions italiennes dont quatre complètement fraîches.
(2) Ou Deshnice.

constitué au-dessus de la barre par la vallée du Mexhgoran, dominée elle-même, à gauche par l'échine du Sendhéli (1 802 m) et prolongée vers le bas par le Zagorias (1) que le Golik (1 723 m) sépare du Drin.

Entre le 30 décembre et le 10 janvier, la 15e D. I. et la 5e brigade du 2e C. A. grec prirent pied sur la crête de Sévranine-Taronine. La 1re D. I. à sa gauche appuya son effort et s'empara ensuite de Klissoura, que protégeaient plusieurs lignes de tranchées et de réseaux de barbelés. La défense en était assurée par trois divisions italiennes (3e D. I., ou division Julia ; 5e D. I., ou division Pusteria ; 47e D. I., ou division Bari).

Le commandement italien se décida à la contre-attaque. Dans ce dessein, il achemina la 7e D. I., dite des *Loups de Toscane*, débarquée d'Italie. Mais profitant d'une tempête de neige, la 15e D. I. faisant face au nord, de concert avec l'aile gauche de la 11e D. I. qui traverse l'Apsos, attaque les *Loups de Toscane* eux-mêmes et occupe la région de Spandarit (2), au nord-est de Taronine et achève la conquête de cette crête (22 janvier).

Cependant, à la gauche du 2e corps hellénique, la 1re D. I. prenait pied sur l'échine du Trébézina, qui domine Klissoura par un à pic de plus de 1 000 m. Mais des tempêtes de neige contraignirent les Grecs à abandonner ces hauteurs.

Le commandement italien, entre temps, amenait en renfort, vers la poche, outre la 7e D. I. des *Loups de Toscane*, trois autres divisions fraîches (24e D. I., ou division Pignerole ; 22e D. I., ou division des Chasseurs des Alpes ; 6e D. I., ou division Coni, et des unités de la 37e D. I., ou division Montena ; et de la 51e D. I., ou division Siena), complétées et réorganisées. Dans les autres secteurs, il monta sans succès d'autres contre-attaques locales, tandis que sa flotte intervenait sur la côte en y bombardant les positions grecques et que son aviation faisait preuve d'une grande activité.

Du 22 janvier au début du mois suivant, les Italiens cherchèrent à reprendre le défilé de Klissoura (soit la moitié de droite de la barre du H), par deux attaques convergentes, couvertes à l'est, sur le faîte du Trébézina, par les skieurs du bataillon Cervi qui, profitant du départ des Grecs, s'y étaient installés. A gauche, la 58e D. I. (division Legnano), qui venait d'arriver, devait descendre la vallée de la Mexhgoran, tandis que le centre et la droite de la contre-attaque italienne, appuyée par des chars et progressant par la vallée de l'Aoos et dans l'angle Aoos-Zagorias, devaient s'emparer des hauteurs de Brezhan (1 280 m) et de Malishova. La droite fut arrêtée par les forces en ligne du 2e C. A. grec, puis rejetée sur les pentes ouest du Trébézina par la 5e D. I., qui venait de l'arrière. Les contre-attaques du centre et de la droite échouèrent également, ainsi qu'une autre lancée par la route de Bérat dans la région de Bubési sur la haute Deshnice, au sommet de la branche droite du H.

(1) Ou Zagor, ou Soukha.
(2) Ou Spatharé ou Spathré.

Afin de dégager Klissoura à fleur de front, le commandement hellénique décida de reprendre son offensive dont le déclenchement, d'abord prévu pour le 3 février, fut remis, à cause du mauvais temps, au 13 février. A cet effet, comme il avait dû engager la 5e D. I. qu'il comptait réserver, il mit en route, à pied, à destination de Premeti, la 17e D. I. (réserve de la section d'armée de Macédoine) et, par chemin de fer jusqu'à Florina, la 6e D. I. (alors en Macédoine orientale), afin de remplacer la 17e. La situation, devenant plus inquiétante du côté de la Bulgarie, le G. Q. G. fut transféré de Janina vers l'est et les 1er et 2e C. A., jusque-là aux ordres directs du généralissime, furent réunis pour former la section d'armée d'Épire.

La crête parallèle au Trébézina, soit le Sendéli (1) et le mont Golik (cote 1 723), qui prolonge le Sendéli au sud de l'Aoos, fut assignée comme objectif à la nouvelle section d'armée. Au jour « J », la 5e D. I. traversa la vallée de Mexhgoran et, malgré l'opiniâtre défense de deux divisions italiennes (la 2e D. I., ou division Sforzeca, et la 59e D. I., ou division Cagliari), et du groupe de Chemises Noires Galbiati, enleva le Maricajit. Deux jours après, elle enleva la cote 1 550 et le col du Mexhgoran au milieu du Sendéli, mais non la partie sud de cette échine. Le 19, après avoir traversé le Zagorias, la 2e D. I. du 1er corps enleva le village de Pestani, entre cette rivière et l'Aoos sur les pentes ouest du Golik, puis conquit ce môle, symétrique du Sendéli, qui garde avec lui l'entrée du défilé de Klissoura.

Au nord de son secteur, la section d'armée d'Épire repoussait pendant ce temps des contre-attaques de diversion dans la région de Bubesi et de Spandarit, mais le mauvais temps arrêta pour trois semaines les opérations. Elles reprirent le 7 et le 8 mars. Les premiers éléments de la 17e division grecque, qui venaient d'arriver, reçurent aussitôt la mission d'achever au nord de l'Aoos le dégagement de Klissoura. Ils réussirent à s'emparer sur les pentes du Sendéli du village de Mexhgoran, à l'ouest de la rivière du même nom.

Depuis le 10 février, les observateurs terrestres et les reconnaissances aériennes helléniques signalaient de grands mouvements chez l'ennemi en arrière du front, en particulier sur la route de Bérat, ainsi que des travaux de route et l'apparition de dépôts. Pour se préparer à recevoir l'offensive italienne annoncée par ces indices, le commandement hellénique ne put que faire roquer à pied la 6e division de la section d'armée de Macédoine occidentale de l'est à l'ouest, pour y remplacer la 17e division déjà affectée à la section d'armée d'Épire, remplacer à son tour la 6e division par la division de cavalerie au repos à Élaia-Konitza et organiser dans la région d'Amindaion une nouvelle division, la 20e, destinée, en cas d'urgence, au plateau de Koritsa.

(1) La croupe nord du Sendéli (cote 1 178) sur la feuille Gjinokèster de la carte au 1/50 000 y est appelée Mali Maricajit. La carte au 1/300 000 la baptise Maricait cote 1 207.

Le dispositif du 2e C. A. fut modifié de façon à placer en premier échelon, de droite à gauche, la 11e D. I. (une partie) (1), la 15e, la 1re, la 5e et la 17e D. I. (une partie), avec, en deuxième échelon, les reliquats de la 17e et de la 6e. En réserve, la 4e D. I. à Kakavia. Ce furent la 15e et la 1re D. I., dans la région de Bubési-Trébézina, qui supportèrent l'attaque principale. L'offensive italienne se prolongeant, le jeu des relèves amena en première ligne le reste de la 17e, la 6e et la 4e. La 11e (une partie), la 15e et la 1re passèrent en deuxième échelon. Les dispositifs du 1er C. A. et de la section d'armée de Macédoine ne furent pas changés.

Le 9 mars, les Italiens passent à l'offensive. Leur intention est de débloquer d'abord Tépéléni et Klissoura, afin de se rouvrir les deux pénétrantes qui, de ces points, conduisent en Grèce. Ce jour-là, après une violente préparation d'artillerie et des bombardements d'aviation sur le front et les arrières grecs, les forces italiennes attaquent le 2e C. A., entre l'Apsos et l'Aoos. Les combats les plus violents se déroulèrent dans le thalweg supérieur de la Deshnice, entre Bubési et Trébézina. Les Italiens voulaient forcer Klissoura par cette vallée, en suivant la route de Bérat. Ils n'y réussirent pas. Leurs attaques de diversion en dehors de ce secteur échouèrent de même.

Le 10 mars, reprise de l'attaque principale, élargie à l'ouest en direction du Sendéli, et attaques locales à l'ouest de l'Aoos dans la région de Nivisa, sur la côte, et à l'est de l'Apsos. Nouveaux échecs qui se répétèrent le 11, le 12 et le 13 et dans la nuit du 13 au 14. A partir du 15, l'offensive italienne consista en une série d'attaques locales de moindre envergure et moins violentes, entrecoupées le 16 et le 18 d'actions massives d'artillerie, contre Bretzani le 18 mars, contre le mont Trébézina le 19, contre le Golik dans la nuit du 21 au 22, contre le Sendéli le 23, contre Bubési dans la matinée et l'après-midi du 24, contre Bretzani et le Sendéli le 25. Aucune attaque ne réussit.

Les Italiens avaient engagé douze divisions complètes dans leur zone d'attaque (2), plus des unités de *Chemises Noires* et de *Bersaglieri*. Leurs avions étaient maîtres de l'air. Pendant cette période, l'aviation grecque reçut douze chasseurs et cinq bombardiers britanniques. L'aviation britannique de Grèce ne reçut elle-même que vingt-quatre chasseurs et vingt-huit bombardiers, mais, en raison du danger allemand, ils furent gardés en réserve et ne fournirent que quelques rares sorties. Aucun des autres éléments britanniques stationnés en Grèce ne fut autorisé à intervenir, ni même à dépasser le parallèle de Larissa. C'est donc pratiquement réduite à ses seules forces que la Grèce, du 28 octobre au 25 mars, opposa quinze divisions, dont une de cavalerie à cheval et deux brigades, aux

(1) L'autre partie était restée à l'est de l'Apsos.

(2) 3e D. I. A. (Julia), 5e D. I. A. (Pusteria), 7e D. I. (Loups de Toscane), 2e D. I. (Sforzeca), 22e D. I. (Chasseurs des Alpes), 24e D. I. (Pignerole), 37e D. I. (Montena), 38e D. I. (Pouille), 47e D. I. (Bari), 51e D. I. (Sienne), 59e D. I. (Cagliari), 101e D. B. (Centauro).

forces italiennes qui, le 25 mars, comptaient vingt-cinq divisions, dont une blindée. Au cours de cent cinquante-huit jours de combat, après avoir paré l'attaque contre Metsovo, réduit la poche du Pinde et occupé 10 000 km² de territoire albanais, elle avait porté à plus de 60 km au delà de la frontière du Nord-Ouest, de Pogradets à Himara (1) sur la côte, où elle disposait du port de Santi-Quaranta un front que l'offensive italienne de mars n'avait pas rompu.

QUATRIÈME PHASE : DU 25 MARS AU 20 AVRIL 1941
L'INTERVENTION ALLEMANDE
LA RETRAITE GRECQUE EN ALBANIE

Désormais, la campagne d'Albanie se double à l'est d'une autre campagne. Ce n'est que le 6 avril que le Reich intervint avec ses troupes en Grèce ; mais, auparavant, il avait pesé déjà sur la conduite des opérations en Albanie. Le Grand Quartier Général hellénique sentait, depuis longtemps, que ce nouveau danger se précisait ; apparemment, il agissait comme il s'abstenait d'en tenir compte, soucieux de mener la guerre d'Albanie jusqu'au bout. Mais le 25 mars, jour où fut signé l'accord germano-yougoslave, force lui fut de modifier ses plans. Il pense d'abord évacuer l'Albanie sur-le-champ, afin de rendre au moins au théâtre des prochaines opérations orientales l'équivalent des unités dont il l'avait dépouillé au profit de l'Ouest. Il n'en fut rien, car il était déjà trop tard pour que ces mouvements pussent aboutir à temps et le repli à l'Ouest, qu'ils auraient causé, aurait découragé les Yougoslaves, compromis un nettoyage envisagé en commun de l'Albanie et porté sans compensation un coup grave au moral des troupes et de la nation.

Les Italiens, cependant, durent faire faire demi-tour à leur division blindée et à deux ou trois divisions alpines pour parer à une attaque yougoslave de revers. Un mouvement d'opinion hostile au pacte germano-yougoslave du 25 mars se faisait, en effet, jour dans la population et l'armée yougoslaves. En conséquence de la conférence de Kénali, au sud de Monastir, où le commandement en chef grec avait rencontré un représentant de l'état-major général yougoslave, le Grand Quartier Général hellénique avisa la section d'armée d'Épire et celle de Macédoine occidentale d'avoir à se préparer à l'attaque. Face à leur frontière albanaise, les Yougoslaves avaient rassemblé deux divisions dans la région de Podgoria et de Cettigné au nord de Scutari, et deux au nord du lac d'Ochrida (dans la basse vallée du Drin, à Dibra qui est au sud-ouest de Prizren et à Strouga, à l'embouchure de la rivière dans le lac), qui menaçaient Elbassan. Ces deux groupes de division devaient terminer leur concentration le 12 avril, mais ils pouvaient agir plus tôt si le Reich attaquait avant cette date.

(1) Le front était sensiblement celui des Alliés devant l'armée autrichienne en 1916.

Conformément à ces prévisions, le commandement hellénique du secteur de Koritsa mit sur pied, avec le commandement yougoslave de la région d'Ochrida, une manœuvre combinée visant Liné, c'est-à-dire la ville albanaise où la transversale Monastir-Tirana, après avoir contourné le nord du lac d'Ochrida, entre en Albanie en suivant le tracé de l'ancienne Via Egnatia (1).

Le 7 avril, la droite de la section d'armée de Macédoine attaqua les Italiens dans la région à l'ouest de Pogradets, par la montagne, selon son habitude, occupa une partie des positions ennemies et fit des prisonniers. Mais les Yougoslaves n'avaient pas attaqué.

La situation devenait grave en Thrace et en Macédoine. Le 11 avril, les Allemands qui avaient pénétré en Yougoslavie firent leur jonction avec les Italiens à Strouga. Le Grand Quartier Général hellénique décida de suspendre son offensive à l'Ouest, pour pouvoir prélever de ce côté des renforts à destination de l'Est.

Il donna, le 8 avril, l'ordre à la division de cavalerie à cheval, mobile et proche, de se porter rapidement au nord-est de Koritsa, en direction de Monastir par Florina.

Mais ce ne fut que le 9 avril, après avoir appris que les Allemands étaient à Skoplje (2), que le G. Q. G. hellénique envisagea des mesures de repli en Albanie. Encore ne s'agit-il que d'un repli partiel, qui touchait Koritsa. On en retira d'abord le matériel et les formations lourdes. L'ordre général de repli ne fut donné que le 12 au matin. La région de Koritsa devait être évacuée en premier ; une des quatre divisions qui occupaient celle-ci fut portée à l'ouest de Kiafé-Kiarité sur la rocade albanaise, pour

(1) La *Via Egnatia*, « cet iter expeditum », comme l'appelait César, qui, prolongeant au delà de Brindes (Brindisi) et du canal d'Otrante la Voie Appienne, joignait dans l'Antiquité l'Illyrie, la Macédoine et la Thrace, était jalonnée par les points suivants : Dyrrachium (Durazzo), Clodiana (Elbassan) (où aboutissait un embranchement secondaire issu d'Appollonia) (Valona), Pons Servilii (Strouga), Lychridus (Ochrida), Héraclée des Lyncestes (Monastir), Nicia (à proximité de l'actuelle Florina), Callae à proximité du lac de Vergoritis (Ostrovo), qu'elle contournait par le Nord ; Edessa ; Pella, d'où un embranchement se dirigeait vers Beroea (Veria) ; Thessalonique (où cette voie subsiste dans une rue qui porte encore le nom de Via Egnatia).

(De là, suivant le bord de la mer, elle coupait la base méridionale de la Chalcidique au sud des lacs de Langada et de Volvi (trajet du chemin de fer à voie étroite construit par les Alliés en 1916) ; Apollonia (Pazarkia), sur la rive sud du second de ces lacs ; Amphipoli, à l'embouchure du Strymon. De là, elle continuait depuis la domination macédonienne en longeant la Pangée par le Nord (Phillipes) ; Néapolis (Cavalla), à l'est de quoi son trajet coïncidait avec l'actuel trajet de la voie ferrée de Salonique à Alexandrople (l'ancienne Trajanopolis ou Doriscus). Un embranchement la reliait de Stabulae Diomedis, au nord de Bouloubeki, à Brarophana (Comotini). La Via Egnatia se terminait sur l'Ebre (Evros, Maritza), à Dymae (Derbend). Mais une autre voie la prolongeait vers Rodosto, sur la Marmara, et une pénétrante la joignait à Adrianapolis (Andrinople, Edirne), en remontant la Maritsa.

(Adrianapolis était alors, comme aujourd'hui, reliée au nord-ouest à Pectovio (Pettau par Sirmium-Mitrovica) ; Singidinum (Belgrade) ; Philippopoli et Serdica (Sofia) et à l'est de Constantinople).)

(2) Ou Uskub.

couvrir le flanc droit des forces d'Épire. Les trois autres décampèrent à l'insu des Italiens, qui ne s'avisèrent de ce repli que vingt-quatre heures après. Ils lancèrent alors quelques unités motocyclistes aux trousses des trois divisions grecques en marche sur Grevena par Kastoria.

Mais deux divisions allemandes, dont une blindée, descendues de Monastir, leur barrèrent la route dans la région de Klissoura-Kastoria, le 14 avril, après s'être emparées de la gare de Florina. Les trois divisions helléniques furent contraintes de se rejeter sur le Pinde où, faute de ravitaillement, elles se dispersèrent.

Ce même 14 avril, à l'ouest de la dorsale albanaise, les dix divisions de la section d'armée d'Épire entamèrent à leur tour leur retraite, en commençant par les troupes qui occupaient le mont Trébézina et le mont Sendéli. Klissoura fut abandonné le 16 avril. Il n'existait qu'un pont sur l'Aoos, celui de la rocade de Merdjani. La Regia Aeronautica le pilonnait constamment. Il devait servir à l'évacuation des six divisions qui se trouvaient à l'Est, aux éléments non endivisionnés du 2e C. A. et à la division de couverture de Kiafé-Karité. La 1re D. I., en réserve depuis la fin de mars, fut chargée de relayer cette dernière, tandis que la 11e D. I., également en réserve depuis la même époque, était transportée en camions sur Metsovo pour protéger ce col contre les forces allemandes de l'Est. La retraite s'exécuta en ordre, les unités d'arrière-garde contre-attaquant chaque jour les Italiens qui les suivaient.

Le 18 avril, tandis que l'armée italienne atteignait Argyrocastro, une partie de la division S. S. Adolf Hitler, parvenue à Kalabaka sur la route de Metsovo, coupa les forces grecques d'Épire de celles de Thessalie. Devant cette menace, les généraux commandant les 1er, 2e et 3e corps d'armée grecs prescrivirent à leurs troupes de se disperser et demandèrent l'armistice au commandant en chef allemand le 20 avril. Le jour même, les Allemands étaient à Janina, avant que les forces fascistes eussent franchi la frontière gréco-albanaise.

Bernard VERNIER.

LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE EN YOUGOSLAVIE

Dans le compte rendu déjà paru (1) du *Recueil de documents et informations relatifs à la guerre de Libération nationale des peuples yougoslaves*, les faits principaux de cette lutte furent mentionnés. Mais ils se rapportaient uniquement à son organisation, à sa direction suprême et aux opérations de son armée centrale en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. Les effectifs de cette armée centrale étaient en grande partie serbes et la plupart des régions dans lesquelles elle luttait serbes aussi, même si certaines, comme le Monténégro, tenaient toujours à s'assurer une large autonomie vis-à-vis du pouvoir central de l'État.

Les autres trois grands centres de la lutte de libération se trouvaient, par contre, en Croatie, en Slovénie et en Macédoine, peuplés surtout par des nationalités non serbes bien que slaves qui ne cessèrent de protester entre les deux guerres contre la suprématie *grand-serbe* dans leur État commun et d'exiger leur autonomie. La Croatie l'avait même obtenue à la veille de la guerre.

C'est d'ailleurs sur le mécontentement des Croates et des Macédoniens, sinon des Slovènes, que les envahisseurs allemands, italiens, hongrois et bulgares misaient ouvertement pour faciliter leurs plans relatifs à la destruction et au partage de la Yougoslavie. Mais, contrairement à leurs plans et à la cinquième colonne parmi ces peuples, ce furent aussi les Croates et les Macédoniens qui, en participant à la lutte de Libération nationale, contribuèrent puissamment au rétablissement de la Yougoslavie, mais sur des principes fédératifs d'égalité en droits. C'est à cet aspect particulier de la lutte de libération à la fois nationale et commune de ces peuples que ce compte rendu est surtout consacré.

LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE EN CROATIE

21 volumes du tome V du *Recueil de documents relatifs à la lutte en Croatie* ont été publiés jusqu'à la fin de l'année 1958. C'est pour le moment le plus grand nombre des volumes sur la lutte, publiés par une nationalité ou une région yougoslaves. Le tome IV sur la lutte en Bosnie-Herzégovine vient ensuite avec 18 volumes, puis le tome I, contenant les documents sur la lutte en Serbie, avec 17 volumes.

Dans son plan d'inspiration sadique du partage de la Yougoslavie,

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 34, avril 1959, pp. 9 à 20.

Hitler — d'accord d'ailleurs avec Mussolini — avait prévu la création d'un État croate, faisant partie du nouvel ordre nazi-fasciste européen et englobant la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et une partie de la Dalmatie. Pour que l'ironie fut plus grande, ils donnèrent même à ce condominium germano-italien le nom de l'État indépendant de Croatie.

Dès l'occupation de Zagreb, au début d'avril 1941, les Allemands tâchèrent d'organiser un gouvernement croate de leur obédience — du type Quissling. Ils en avaient offert la présidence à Vladimir Matchek, président du parti paysan croate et chef virtuel de la Croatie, surtout depuis qu'il avait réussi à arracher son autonomie au gouvernement dictatorial de Belgrade, en septembre 1939. Matchek s'étant récusé, les Italiens parvinrent alors assez facilement à faire admettre à ce poste un de leurs agents attitrés depuis plusieurs années, Anté Pavelitch, le chef sinistre du petit mouvement extrémiste croate des *oustachis*.

Une fois parvenu « au pouvoir », grâce au soutien de Mussolini et aux tanks et avions allemands, Pavelitch et ses *oustachis*, fraîchement arrivés de l'Italie, déclenchèrent un massacre général contre la population serbe, fort nombreuse dans cet État prétendu indépendant. Mais ils persécutèrent avec autant de cruauté les Juifs et les Tziganes, ainsi que les Croates de tendance yougoslave, progressiste et communiste. Pour éviter une mort certaine, une partie des Serbes adoptèrent la religion catholique, alors qu'une autre partie se réfugiait dans les montagnes, surtout dans la région de Lika. C'est parmi ces réfugiés serbes que les communistes réussirent à organiser leurs premières unités de partisans en Croatie. Grâce à ces recrues inattendues, ces unités purent commencer, dès le mois de juillet 1941, leurs premières attaques contre les occupants (1). Mais quelle que fut leur origine, le parti dota tout de suite toutes ces unités de cellules communistes et de commissaires politiques. Dès le début, il exigea aussi d'elles de se consacrer, à côté de la lutte, à une propagande intense parmi le reste de la population (2).

Un peu plus au sud, dans le centre de la Dalmatie, habitée exclusivement par les Croates, les conditions étaient loin d'être les mêmes. Les premières petites unités de partisans, formées d'ouvriers, que le parti communiste dirigea de Split et des autres villes dalmates vers l'intérieur, furent dans la plupart des cas dispersés par les paysans, parfois même dénoncées et livrées aux occupants italiens et aux *oustachis* (3).

Les masses paysannes croates sont à ce moment attentistes, conformément d'ailleurs aux instructions de leur parti paysan croate et de son chef Matchek, qui de surcroît leur recommandait, comme par le passé, de refuser toute collaboration avec les communistes. De leur côté, les premières unités de partisans en Croatie, commandées par plusieurs anciens volontaires d'Espagne, ne cachaient pas au début le caractère ouvertement communiste de leur lutte et étalaient partout leurs drapeaux rouges (4).

De plus, ces unités étaient formées presque uniquement de Serbes — bien que leurs dirigeants communistes fussent en majorité Croates — ce qui non plus ne facilitait guère les efforts du parti communiste de recruter aussi des Croates. Tito demanda donc, en septembre, à l'état-major général de la lutte de Libération nationale en Croatie d'expliquer aux masses croates « qu'elles doivent se soulever (contre l'occupant et ses séides à Zagreb) si elles veulent prouver devant le monde qu'elles ne sont pas responsables

(1) *Zbornik (Recueil de documents...)*, t. V, vol. 1, p. 36.
(2) *Ibid.*, pp. 40 et 46.
(3) *Ibid.*, pp. 89-91.
(4) *Ibid.*, pp. 143-54.

des terribles crimes commis par le criminel Pavelitch contre les Serbes et les autres peuples » (1).

C'est justement à ce moment-là que les dirigeants communistes déploient une action intense aussi bien auprès des dirigeants du parti paysan croate que directement auprès des paysans croates, afin de les amener à coopérer. Mais au début, sans aucun succès. Le délégué de l'état-major suprême en Croatie informait Tito à la fin de septembre : « Tous nos efforts pour amener Zagorje (le nord de la Croatie) dans la lutte armée sont restés sans résultats... L'attitude du groupe réactionnaire des dirigeants du parti paysan croate nous cause beaucoup des difficultés. Leur mot d'ordre est : « Rien avec les communistes ; attendons (2). » Mais on doit convenir aussi que les dirigeants du parti paysan croate, même ceux qui prirent part en tant que groupe d'opposition aux travaux du parlement improvisé de Zagreb, avaient adopté une semblable attitude envers les *oustachis*, tout en réclamant la cessation des « progroms des Serbes et des Juifs », la dissolution des camps de concentration, etc. Ils ne sont pas du reste inactifs, car ils travaillent fiévreusement dans les campagnes au renforcement de leurs organisations, « afin de pouvoir prendre le pouvoir plus tard », comme Ivo Ribar, alors à Zagreb, le signale à Tito dans un rapport sur la situation en Croatie du 17 mars 1942 (3).

Cette attitude du parti paysan croate ne devait d'ailleurs pas varier durant toute la guerre, même après l'arrestation et l'emprisonnement de son chef Matchek par les *oustachis*. Croyant fermement à la victoire alliée, ils pensaient que c'était la meilleure chose à faire, tant dans l'intérêt de la population que dans celui de la sauvegarde de leur idéologie paysanne. Les événements ultérieurs devaient cependant démontrer que leur immobilisme aida beaucoup le parti communiste à parvenir à ses fins.

Après l'unification de l'organisation de la lutte des partisans, décrétée en septembre 1941, Tito et son état-major suprême procédèrent à la nomination des membres de l'état-major général de Croatie. Au même moment, le comité central du parti communiste de Croatie avait interdit l'emploi des drapeaux rouges et ordonnait leur remplacement par des drapeaux nationaux avec une étoile à cinq branches (4).

Il n'était pourtant pas facile de faire respecter tous les ordres par les dirigeants des unités de partisans, ce qui ressort de cette phrase d'un rapport du 15 janvier 1942 de Vladimir Bakaritch, le principal responsable de la lutte en Croatie : « Comme nous sommes ici la (seule) autorité, les habitants d'ici se disent aussi communistes (5). » C'était une façon plutôt ironique de dire qu'on leur obéissait, car dans un de plus forts détachements de partisans d'alors en Croatie — celui de Banija par exemple — le commandant est toujours Vasil Gatchecha, un riche paysan serbe dont les opinions sont loin d'être communistes (6). D'où inévitablement des frictions incessantes entre les éléments dirigeants communistes et la masse des effectifs partisans non communistes. Mais comme dans les mêmes parages se trouvaient aussi des *tchetniks* qui, tout en se réclamant du commandement du général Draja Mihaïlovitch, collaboraient dans la plupart des cas avec les Italiens qui les armaient et les ravitaillaient, la tactique des communistes

(1) *Zbornik*, V, 2, p. 21.
(2) *Ibid.*, II, 2, pp. 85-6.
(3) *Ibid.*, p. 158.
(4) *Ibid.*, V, 1, pp. 171-3 et 209-10.
(5) *Ibid.*, V, 3, p. 81.
(6) *Ibid.*, p. 418.

est cependant des plus élastiques. Mais elle fut facilitée beaucoup auprès de la population serbe en général dès que certains groupes des tchetniks locaux commencèrent à collaborer même avec les *oustachis* dans leur lutte commune contre les partisans.

D'ailleurs dans ce détachement de Banija, sur ses 720 partisans, 30 seulement sont des Croates (1), trop peu nombreux donc pour assoupir la rancœur compréhensible des Serbes et leur faire à nouveau croire à un État commun avec les Croates, comme la propagande communiste ne cessait de leur enseigner. C'était l'un des plus grands mérites et sans conteste l'un des plus forts atouts dans la victoire finale du communisme en Yougoslavie.

Les crimes des *oustachis*, foncièrement contraires à toutes les traditions du peuple croate, leur terreur ainsi que celle des occupants, devaient vite décider des Croates de plus en plus nombreux à adhérer au *mouvement de Libération nationale* et à se joindre aux unités de partisans. Surtout après que Pavelitch, lors d'une visite à Rome à la fin du mois de mai, eut reconnu à l'Italie la possession de presque toutes les îles et de la plus grande partie des côtes dalmates, en même temps qu'il acceptait le protectorat de l'Italie sur la Croatie et un membre de la maison de Savoie comme roi de cette dernière. Après cet acte infame et les massacres de la population serbe, aucun doute ne pouvait plus subsister sur les véritables mobiles de cet agent italien et de ses collaborateurs.

En septembre déjà, de nouvelles unités de partisans réapparaissent en Dalmatie, notamment dans le secteur de la Dinara, forçant bientôt les occupants italiens à se barricader littéralement dans les villes et à s'en remettre pour la lutte contre eux — non pas aux *oustachis* honnis — mais aux *tchetniks* serbes avoisinants. Plus au nord, dans le détachement du littoral croate, le nombre des partisans croates dépasse déjà celui des serbes. Toutefois à la fin de 1941, l'état-major général de Croatie dispose à peine de 6 000 à 7 000 hommes, dont la moitié ne possèdent pas encore des armes (2).

Au même moment, Tito donnait les instructions suivantes au Comité central du parti communiste de Croatie : « Il ne faut pas se taire devant les déclarations et les directives de Matchek : « Nous ne marchons pas avec les communistes et nous devons attendre. » Le temps de certains égards envers Matchek et son groupe est passé. Le moment est venu pour le parti communiste croate de déclarer courageusement et ouvertement qu'une pareille attitude du chef du parti paysan croate est non seulement nuisible, mais que c'est une trahison... (3). »

Bien que la date de cette lettre coïncidât avec l'arrestation de Matchek par les *oustachis*, le parti communiste croate redoubla son action contre lui, ainsi que son activité dans les campagnes croates pour les soustraire à son influence (4). Déjà en mai 1942, l'état-major de Croatie était en mesure d'informer l'état-major suprême que les unités de partisans existaient presque partout en Croatie, grâce aux adhésions de plus en plus nombreuses des Croates et qu'elles commençaient à pénétrer et à prendre pied même en Istrie (province croate annexée par l'Italie en 1919) (5).

En août, l'état-major de Croatie dispose de 5 centres importants de lutte — de cinq zones : 1re zone Lika-Kordun-Banija, 2e zone Kalnik,

(1) *Zbornik*, p. 413.
(2) *Ibid.*, V, 2, pp. 147-8 et 289.
(3) *Ibid.*, V, 3, p. 11.
(4) *Ibid.*, V, 10, p. 343.
(5) *Ibid.*, V, 4, p. 319.

3e zone Slavonie, 4e zone Dalmatie, 5e zone Primorje et Gorski Kotar — avec 12 283 combattants en tout (1).

A ce moment, Tito avec son armée centrale — ses fameuses *brigades prolétariennes de choc* — poursuivait sa marche difficile mais triomphale du Monténégro, à travers la Bosnie, jusqu'aux confins de la Croatie. Son arrivée dans la Krajina bosniaque avait insufflé encore plus de vigueur à tout le *mouvement de Libération nationale*, d'autant plus qu'il se trouvait pour la première fois en contact direct avec toutes les zones des opérations en Bosnie et en Croatie, ainsi qu'avec le mouvement de libération en Slovénie.

A ce sujet, un rapport du commandant de l'armée italienne dans la partie occidentale de la Yougoslavie (le général Mario Roatta), du 11 octobre 1942, adressé à l'état-major italien suprême est révélateur : « Chez la population et les forces armées en Croatie on remarque — dit-il — un marasme moral dangereux. Refus de répondre à l'appel de mobilisation (alors que les « mobilisables » s'enfuient dans la « forêt ») et passage d'unités entières (parfois même de celles des *oustachis*) aux partisans... Dans la plus grande partie de la Croatie, les insurgés (les partisans) font ce qu'ils veulent ou presque, comptant aussi bien sur l'appui de la population que sur la faible efficacité des forces armées croates (2). »

Entre temps, et conformément aux ordres de l'état-major suprême, les premières brigades, puis divisions et corps d'armée de la nouvelle armée yougoslave furent formés en Croatie. Les effectifs de ces nouvelles formations de la lutte de Libération nationale sont au début sensiblement inégaux. Ainsi, en novembre 1942, la 6e division disposait de 4 046 hommes et 184 femmes en tout ; en février 1943, la 9e division dalmate, formée de trois brigades dalmates, avait 2 119 combattants seulement ; en mai, la 13e division 1 883 hommes et 62 femmes, etc. (3).

En mars 1943, le Ier corps d'armée comptait 12 257 hommes en tout. Il fut formé de la 6e et de la 8e divisions, de quatre détachements de partisans, d'un groupe d'artillerie (85 hommes) et d'une compagnie de tanks (35 hommes avec 11 tanks) (4).

Le IIe corps d'armée comprenait, au 1er octobre 1943, 9 408 hommes en tout, dont 7 103 paysans, 1 575 ouvriers, 359 artisans, 228 intellectuels, etc. Ce corps fut formé des 10e et 12e divisions, de trois détachements de partisans, de trois bataillons et d'un groupe. A noter aussi que sur ces effectifs, 1 588 étaient déjà membres du parti communiste (5).

Le 8 octobre est formé par un ordre conjoint de l'état-major suprême et de l'état-major général de Croatie le VIIIe corps d'armée des divisions 9, 19, 20 et 26 et de tous les détachements de partisans de Dalmatie (6).

Comme on le voit, ce dernier corps d'armée fut créé après la capitulation de l'Italie, qui représente le tournant décisif de la lutte de Libération nationale en Yougoslavie. A côté de la libération d'une partie de la Slovénie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine et du Monténégro, ce fut sans conteste l'armée de Libération nationale de Croatie qui profita le plus de cette capitulation. Dans un rapport du 11 octobre 1943 à l'état-major suprême, l'état-major de Croatie constatait en effet : « Après la capitulation de l'Italie, le désarmement d'un grand nombre de divisions italiennes et la libération de

(1) *Zbornik*, p. 319.
(2) *Ibid.*, V, 8, pp. 432-3.
(3) *Ibid.*, V, 10, pp. 324-6 ; V, 12, p. 130 et V, 15, p. 310.
(4) *Ibid.*, V, 13, pp. 298-9.
(5) *Ibid.*, V, 20, pp. 10-11.
(6) *Ibid.*, pp. 187-8 et 361-2.

plusieurs provinces et régions, nos unités portées par un élan irrésistible, ont débouché sur la mer Adriatique et pris possession de la côte adriatique et de toutes les îles depuis Trieste à Dubrovnik (1). » Les longs et tenaces efforts de l'impérialisme italien pour s'approprier cette côte croate et yougoslave se soldèrent ainsi par un échec cuisant et sans doute final. La lutte continua cependant dans cette partie de la Yougoslavie, cette fois contre dix divisions allemandes, jetées à la dernière minute dans la bataille pour redresser la situation, définitivement compromise par la capitulation de l'Italie et l'inefficacité de l'armée des *oustachis*, sans compter l'armée croate mobilisée par ces derniers dont les effectifs passaient aux partisans à chaque première occasion. Mais, comme elle ne dispose pas de tanks, l'armée de Libération nationale de Croatie poursuit sa tactique de guérilla avec toujours plus de succès, même contre les divisions allemandes, qui finirent à leur tour par s'enfermer dans les villes. Il ne se passe d'ailleurs plus de jour que les partisans en Croatie ne commettent plusieurs faits d'armes importants, harcelant incessamment l'ennemi, ses communications et ses bases. De nombreux rapports du commandement militaire *oustachi*, publiés dans les volumes 20 et 21 du tome V, contiennent à ce sujet une très riche documentation, voire même une rubrique spéciale et régulière sous le titre : *Les événements sur les voies ferrées* qui en dit long sur les destructions journalières des rails, des trains entiers, des gares, des tunnels, des dépôts, etc.

Entre temps, le *mouvement de Libération nationale* de la Croatie avait créé, le 13 juin 1943, son propre *conseil antifasciste* comme institution politique suprême de la Croatie, qui sous peu devait devenir une des six unités fédérées de la nouvelle Yougoslavie. C'est à peu près là que s'arrêtent les documents, parus jusqu'à la fin de 1958, sur la guerre de Libération nationale en Croatie.

LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE EN SLOVÉNIE

Les 6 volumes du tome VI du *Recueil*, parus jusqu'à la fin de 1957, contiennent les documents et les notes relatifs à la lutte de Libération nationale en Slovénie. Ils vont jusqu'au 9 septembre 1943. Comme tels ils se rapportent à la première partie de cette lutte en Slovénie.

Contrairement à la Croatie qui s'était vu doter d'un statut d' « État indépendant » par le nouvel ordre européen, les fascistes allemands et italiens avaient procédé au partage de la Slovénie. Les Allemands s'étaient réservés la moitié septentrionale, longeant l'ancienne frontière de l'Autriche, alors que les Italiens avaient créé avec leur dépouille « la province de Ljubljana ». On donna même une région — le Prekomurje — à la Hongrie. A la tête de leur nouvelle province, les Italiens avaient installé un haut commissaire italien, tout en s'évertuant à lui assurer des collaborateurs bénévoles parmi la population slovène. A cet effet, Mussolini avait même créé, en mai, un *comité consultatif* à Ljubljana, composé de personnalités slovènes connues.

Par contre, les Allemands avaient commencé tout de suite par des expulsions massives de la population slovène de ses foyers, et par une colonisation avec de nouveaux venus d'Allemagne.

Les communistes et certains groupes patriotiques ne s'étaient pas laissé cependant tromper par cette différence de tactique de la part des deux occupants aussi mortellement dangereux pour l'existence même du petit peuple slovène, d'autant plus que les atrocités du fascisme italien d'avant-

(1) *Zbornik*, V, 20, pp. 237 et suiv.

guerre contre la population slovène et croate du littoral slovène et d'Istrie, annexés à l'Italie en 1919, se poursuivaient toujours.

En se conformant aux directives du Comité central du parti communiste yougoslave, le Comité central du parti communiste slovène lançait, le 22 juin 1941, un appel au peuple slovène, l'invitant « à une guerre sainte... contre l'agresseur fasciste aux côtés de l'armée rouge ouvrière-paysanne ». Au même moment, le parti communiste slovène forma le *Front de Libération* du peuple slovène — dont faisaient partie la grande organisation à la fois patriotique et sportive des *Sokols*, un groupe des chrétiens-sociaux, etc. — et il commence à organiser les premières unités de partisans (1).

Mais, dans cette dernière tâche, les communistes slovènes n'avaient obtenu au début que des résultats minimes. Par contre, leur *Front de Libération* s'imposa vite comme un véritable État slovène sous l'occupation et dans la clandestinité.

Afin de s'allier la paysannerie, le *Front slovène* créa une organisation paysanne — la *Défense paysanne* — dont les tâches étaient les suivantes : « Tuer tout espion, répondre aux représailles par des représailles, organiser la résistance dans des villages entiers, attaquer et détruire toute unité ennemie ou toute personne venant dans le village pour commettre des actes de violence, organiser les actions communes avec les unités de partisans, constituer une réserve en hommes pour ces unités, etc. (2). »

En septembre, le *Front slovène* forme le *Comité de Libération nationale* (S.N.O.O.) en tant que pouvoir national suprême en Slovénie. Parmi ses premières décisions relatives à la protection du peuple slovène, à l'impôt, à l'emprunt de la liberté, une en particulier prévoyait la peine de mort pour les traîtres (3).

Afin de mettre tout de suite fin à certaines tentatives de créer en Slovénie des unités des *tchetniks* relevant du commandement du général Mihaïlovitch, le *Front de Libération slovène* avait interdit, au début de 1942 et sous peine de mort, d'organiser — à côté des unités de partisans — d'autres formations militaires. Il l'avait fait sous la proposition d'Edvard Kardelj qui — se trouvant alors en Serbie — l'informait, au début de décembre 1941, du conflit entre les partisans serbes et les *tchetniks* de Mihaïlovitch et en tirait toutes les conséquences. Il conseillait donc à l'état-major général slovène de ne pas permettre l'accès sur son territoire à d'autres formations armées et de les liquider si nécessaire même par les armes. Il suggérait de plus de fusiller les déserteurs, surtout les plus connus, « comme une nécessité absolue pour renforcer (la discipline dans) les rangs des partisans ». « Remettez-les aux tribunaux des unités de partisans — concluait Kardelj — ou liquidez-les par la procédure la plus simple (4). »

Du reste, certains Slovènes appartenant aux anciens partis bourgeois et paysans, notamment au parti populaire slovène (catholique) tout puissant entre les deux guerres, avaient commencé par former leur propre organisation armée — « la *garde blanche* » — pour l'opposer avant tout aux partisans « rouges ». La guerre civile qui sévissait déjà en Serbie, au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, s'était répandue ainsi également sur la Slovénie. Le 29 mars 1942, Kardelj, qui était revenu à Ljubljana, écrivait à Tito : « La *garde blanche* s'arme avec les armes et l'argent italiens... dénonce... les militants du *Front de Libération* et du parti communiste,

(1) *Zbornik*, VI, 1, pp. 5-14 et 15-19.
(2) *Ibid.*, VI, 2, pp. 30-31, 137-42.
(3) *Ibid.*, 1, pp. 75, 99-100.
(4) *Ibid.*, 1, pp. 153-4.

invente différentes méthodes de terreur et donne des conseils aux Italiens. En même temps, elle lance des tracts, dans lesquels elle attaque le *Front de Libération*, l'U.R.S.S., ainsi que Hitler et les Hongrois et loue les Anglais, Draja Mihaïlovitch, tout en invitant la population à être loyale envers les Italiens (1). »

D'ailleurs, Kardelj est très fier de l'évolution de la résistance en Slovénie, comme il le souligne dans ces lignes adressées à Tito (alors à Foca en Herzégovine) : « Sincèrement, je ne m'attendais jamais que les Slovènes puissent lutter ainsi (brillamment). » Toutefois, il ajoute tout de suite que cela n'aurait pas été possible sans les services des renseignements et des exécutions du *Front de Libération* « dont tous les membres appartiennent au parti ». « Le service des renseignements — poursuit Kardelj — fonctionne aujourd'hui mieux que l'O.V.R.A. et la Gestapo à Ljubljana... Le service des exécutions dispose de 50 gars... qui descendent journalièrement les dénonciateurs, les serviteurs de l'ennemi, etc. ... Le prestige du parti (communiste) est ici immense et son rôle dirigeant est total. Il est intéressant de noter que nos principaux alliés — les chrétiens-sociaux et les *Sokols* — ont renoncé à créer leurs propres partis et reconnaissent le rôle dirigeant du parti communiste. » En terminant cette lettre, Kardelj mentionne que le nombre des partisans slovènes était alors (en mars 1942) d'environ 5 000 y compris « les milices paysannes » (2). Mais d'une autre source, on constate qu'à peine une moitié de ce chiffre appartenait aux effectifs des unités de partisans (3).

En avril 1942, les unités de partisans slovènes sont réorganisées et les 13 détachements existants groupés en trois secteurs (4).

A la fin de mai, Kardelj, toujours à Ljubljana, informe Tito de ce qui suit : « Les partisans de Draja Mihaïlovitch commencent à apparaître sur le terrain... en petits groupes de quelques hommes, qui campent dans les monastères ou chez des prêtres... Dès qu'on les découvre, les nôtres les poursuivent... et les liquident (5). » Dans la plupart des cas, il s'agissait des officiers slovènes de l'ancienne armée yougoslave.

Dans la même lettre, Kardelj fait savoir à Tito que les Allemands ont changé de tactique, dans la partie de la Slovénie occupée par eux, et qu'il n'y a plus de persécutions massives ; qu'eux aussi commencent à s'appuyer sur les *gardes blancs* qu'ils fusillaient auparavant. « Ainsi — conclut-il — l'histoire de Serbie et de Bosnie se répète ici (6). »

Raison de plus pour le parti communiste slovène d'agir de façon encore plus efficace. Le 26 mai, le *Front de Libération* exécute à Lubljana un professeur de théologie, en tant qu'initiateur de la *garde blanche* et, le 27 mai, l'état-major général de Slovénie informe les Slovènes que dorénavant « sera fusillée toute personne qui par une action quelconque allume la guerre civile et par là aide les occupants » (7).

Le plus intéressant est que ces dernières mesures furent prises au cours de la première offensive d'envergure des unités slovènes de partisans contre les occupants italiens. Entre avril et juin le *Front de Libération* disposait déjà d'un assez vaste territoire libéré avec la ville Brod sur Kupa. Dans une lettre à Tito du mois de mai, Kardelj lui dit que « les combats actuels en Slovénie peuvent se comparer à ceux de Serbie » (d'automne 1941) (8).

(1) *Zbornik*, 2, p. 66.
(2) *Ibid.*, VI, 2, pp. 74-5, et *Zbornik* II, 3, pp. 277-80.
(3) *Ibid.*, VI, 2, p. 270.
(4) *Ibid.*, p. 90.
(5) *Ibid.*, p. 258.
(6) *Ibid.*, p. 261.
(7) *Ibid.*, p. 278.
(8) *Ibid.*, p. 232.

Encouragé par ces succès, le comité exécutif du *Front de Libération* forma même un Comité provisoire, en fait un véritable gouvernement se composant de neuf commissaires. Une autre de ses décisions prévoyait les élections du Conseil de Libération nationale.

Mais, d'autre part, certains dirigeants communistes se mirent alors à persécuter et à fusiller sans aucun égard non seulement leurs adversaires déclarés, mais aussi leurs propres alliés avec lesquels ils n'étaient pas tout à fait d'accord. Kardelj s'en plaint amèrement dans une lettre du 14 juillet 1942 à Ivo Ribar et déclare n'avoir jamais pensé que les militants communistes slovènes feraient preuve « d'un tel sectarisme... Ils ont emprisonné ou fusillé — ajoute-t-il — nos propres alliés, sans qu'il soit nécessaire de mentionner les autres — les industriels et les riches. Ils sautent déjà à la seconde étape (de la lutte, par quoi Kardelj pense sans doute à la dictature du prolétariat), ce qui naturellement fait du tort à la profondeur de notre action » (1). D'ailleurs, l'armée italienne, sensiblement renforcée, avait réussi à réoccuper assez rapidement, à partir du mois d'août, la plus grande partie du territoire libéré, forçant les partisans slovènes à se replier dans leurs réduits alpestres.

En octobre, le commandant de l'état-major général de Slovénie (Franz Leskovchtchek) et son remplaçant (Aleche Bebler) furent relevés de leurs postes sans toutefois tomber en disgrâce. Bebler fut même chargé de l'organisation d'un soulèvement général des Slovènes dans le littoral slovène (avec Trieste et Gorica), faisant partie de l'Italie avant 1941 (2).

Entre temps, il fut interdit aux états-majors des unités de partisans de juger et d'exécuter les civils et cela sous peine de mort pour les responsables. C'est alors que fut instituée une nouvelle juridiction pour juger et condamner les civils à mort, « la commission judiciaire d'exception » (3).

A la fin de 1942, les unités de partisans slovènes furent groupées en quatre zones d'opérations. Elles consistaient en 4 brigades et 6 détachements (4). Comme une brigade slovène avait 360 hommes environ et un détachement 500 hommes environ, l'armée de Libération nationale slovène devait disposer à ce moment-là de 4 000 partisans tout au plus. Un document mentionne du reste qu'en août 1943, ses 4 brigades et 3 détachements avaient 3 553 hommes et 102 femmes en tout.

Cette période, qui va de septembre 1942 à la capitulation de l'Italie en septembre 1943, était particulièrement difficile pour les partisans de Slovénie, car à côté des occupants de plus en plus vigilants, la *garde blanche* était devenue elle aussi très active dans les campagnes, combattant — d'après un rapport de Kardelj lui-même — avec les mots d'ordre : « Pour le gouvernement (yougoslave) de Londres », « Pour le roi Pierre », etc. (5).

Rien n'est cependant plus en état d'arrêter l'emprise de plus en plus totale du *Front de Libération* sur la Slovénie et par lui du parti communiste. Les unités de partisans poursuivent la lutte indomptablement et partout, comme en témoignent de longs rapports sur leurs actions et leurs combats, qui embrassent parfois de longs mois et dont les extraits sont publiés dans les volumes 5 et 6 du tome VI.

Le parti communiste slovène est non moins tenace dans ses rapports avec le parti communiste italien qu'il invite à l'aider à organiser ses propres orces, ainsi que les organes du pouvoir populaire slovène dans tout le lit-

(1) *Zbornik*, VI, 3, p. 142.
(2) *Ibid.*, VI, 4, pp. 161-2.
(3) *Ibid.*, VI, 3, p. 298.
(4) *Ibid.*, VI, 4, pp. 409-13.
(5) *Ibid.*, p. 120.

toral slovène avec Trieste, en attendant leur rattachement à la Slovénie (1). Mais force nous est d'arrêter ici le compte rendu de cette lutte du peuple slovène, étant donné que les documents la concernant, publiés jusqu'à ce jour, ne dépassent pas la date du 9 septembre 1943.

LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE EN MACÉDOINE

Dans le *Recueil de documents*, le tome VII, consacré à la Macédoine, est le plus complet, car il embrasse toute la guerre sur son territoire, l'occupation, la lutte et la libération du peuple macédonien. Mais il est aussi le plus court, car il contient 4 volumes seulement.

Le *Mouvement de Libération nationale* avait très mal commencé en Macédoine, partagée en 1941 entre la Bulgarie et l'Italie. Le secrétaire du Comité provincial pour la Macédoine du parti communiste yougoslave avait tout simplement refusé d'exécuter les décisions du Comité central de ce dernier en date du 28 juin 1941, relatives à l'organisation immédiate du soulèvement populaire en Macédoine, sous prétexte que celle-ci, étant occupée par l'armée bulgare, c'était au parti communiste bulgare de décider. Bien qu'il y eut collusion entre ce Macédonien (le secrétaire du Comité provincial) d'orientation bulgare et la plupart des membres du Comité central communiste de Sofia, on doit néanmoins convenir que tel n'était pas l'avis de tous les dirigeants du communisme bulgare. Ainsi Traitcho Kostov, secrétaire général de ce parti à l'époque, crût même nécessaire d'attirer l'attention du secrétaire provincial pour la Macédoine sur ces faits : « D'après des informations sûres, qui nous parviennent de la part de camarades compétents... qui connaissent parfaitement la situation en Macédoine, 80 % au moins des habitants slaves en Macédoine se considèrent comme Macédoniens et non pas Bulgares (ne comprennent pas la langue bulgare). Nos documents bulgares se traduisent en macédonien et la propagande bulgare réussira difficilement à briser cette conscience (nationale) macédonienne... Il est clair que le processus de la formation du peuple macédonien a beaucoup progressé... (2). »

Ces constatations de Kostov se sont d'ailleurs affirmées très rapidement, le peuple macédonien s'étant vite aperçu que les Bulgares, autant que les Serbes avant eux, n'étaient pas des libérateurs, mais intéressés avant tout à l'agrandissement de leurs États. D'autre part, on notait aussi que l'Organisation révolutionnaire macédonienne pro-bulgare d'avant-guerre — la terrible O.R.I.M. — avait perdu elle aussi tout attrait sur le peuple macédonien, surtout sur la nouvelle génération. Cette dernière ressentait décidément, et profondément, les revendications bulgares sur la Macédoine, d'autant plus qu'elle se trouvait en présence d'une machine administrative et militaire bulgare qui lui apparaissait encore plus lourde et étrangère que celle qu'elle avait connue et combattue en Yougoslavie. Débarrassée des préjugés bulgarophiles des générations précédentes, la jeunesse macédonienne croyait que la seule solution de son problème national consistait dans l'émancipation de la Macédoine à la fois des Serbes et des Bulgares et dans sa constitution en une unité d'un État fédéral englobant tous les Slaves du Sud et les autres peuples balkaniques. C'était justement ce que les socialistes macédoniens, dès leur apparition à la fin du dernier siècle,

(1) *Zbornik*, VI, 5, p. 867.

(2) *La Macédoine dans la guerre de Libération nationale et dans la Révolution populaire (1941-1944)* (en macédonien), Belgrade, Archives historiques du P.C.Y., 1951, p. 22.

ne cessaient de réclamer et à leur instar tous les socialistes yougoslaves.

Bien que le Comité central du parti communiste yougoslave ait tout de suite relevé de son poste le secrétaire insubordonné du Comité provincial en Macédoine, en l'excluant aussi du parti, et qu'il ait nommé à sa place le jeune étudiant Lazar Kolichevski (1), il fut impossible de réparer rapidement les dommages commis. Les premières unités de partisans en Macédoine, formées en octobre 1941, puis en 1942, étaient en effet très petites et disposaient à peine de 100 partisans en tout et tout au plus.

Au début de l'année 1943, Tito crut néanmoins que le moment était arrivé d'organiser enfin la lutte de Libération nationale du peuple macédonien. Il envoya donc en Macédoine Svetozar Voukmanovitch Tempo, un de ses meilleurs collaborateurs et de plus courageux et entreprenant, avec mission d'organiser le soulèvement général du peuple macédonien contre les envahisseurs bulgares, italiens et allemands. Dans cette mission extraordinaire, ce jeune étudiant monténégrin, mais qui avait vécu en Macédoine, devait réussir d'une façon vraiment prodigieuse.

Le 28 février 1943, Voukmanovitch invite les détachements macédoniens existants à renforcer leur action (2). En mars, il forme quatre zones d'opérations en Macédoine et leur assigne leurs tâches immédiates (3). Grâce à toute une série d'initiatives identiques — parmi lesquelles la création du parti communiste macédonien et du *Front de Libération nationale* du peuple macédonien — il existait déjà au milieu de l'année 1943 plusieurs brigades macédoniennes, fortes de 327 à 432 hommes (4) et de nombreuses unités de partisans, fortes de 50 à 60 hommes, notamment dans les secteurs de Kicevo, Ohrid, Bitolj et Kavadar.

Au moment de la capitulation de l'Italie, en septembre 1943, les partisans macédoniens libérèrent Kicevo, Debar et une grande partie de la Macédoine occupée jusque-là par l'armée italienne. Bien que ces villes aient été par la suite reprises par l'armée allemande, le *Mouvement de Libération nationale* en Macédoine était déjà à même de lutter avec cette dernière et de se répandre sur toute la Macédoine, ainsi que parmi la population slave de la Macédoine grecque.

En octobre, l'état-major général de Macédoine lançait une proclamation au peuple macédonien, dans laquelle on pouvait lire : « Nous travaillons afin de créer... une union fraternelle de tous les peuples yougoslaves... y compris le peuple bulgare. »

Au début de 1944, les partisans macédoniens nettoient la région de Kumanovo des unités de *tchetniks* relevant du général Mihaïlovitch (5). Le 14 mars 1944 enfin, le Comité pour la convocation du conseil antifasciste de Libération nationale du peuple macédonien (A.S.N.O.M.) invitait les citoyens de la Macédoine à élire les comités populaires des villes, villages, districts et départements, ainsi que les délégués au conseil antifasciste de la Macédoine. Ce fut le commencement de l'érection de la nouvelle République populaire de la Macédoine — incontestablement le plus grand événement de toute l'histoire du peuple macédonien.

A cette même occasion, le Comité mentionné exprimait la reconnaissance à tous les peuples yougoslaves pour l'aide fraternelle qu'ils apportèrent au peuple macédonien pendant les trois dernières années, en ajoutant : « Au cours de la guerre actuelle, le peuple macédonien a pu définitivement cons-

(1) *Zbornik*, VII, 1, pp. 13-15.
(2) *Ibid.*, VII, 1, pp. 201-6.
(3) *Ibid.*, pp. 217-22.
(4) *Ibid.*, VII, 4, pp. 214-38.
(5) *Ibid.*, VII, 3, p. 109.

tater qui est son ami et qui est son ennemi. Les faits l'ont convaincu que tous les peuples de Yougoslavie, excepté la clique hégémonique *grand-serbe*, étaient et sont demeurés ses fidèles amis et ses frères dans sa dure lutte pour la liberté nationale (1). » Ce qui en disait déjà long sur la détermination du peuple macédonien de rester uni aux autres peuples yougoslaves.

A la veille de la capitulation de la Bulgarie, le 9 septembre 1944, l'armée macédonienne avait libéré la plus grande partie de la Macédoine. Après cette capitulation, et malgré l'irruption des troupes allemandes pour prendre la relève des troupes bulgares, cette jeune armée ira de succès en succès, en libérant successivement toutes les villes occupées par les Allemands et pour finir, le 13 novembre 1944, Skoplie, la capitale de la Macédoine.

Sur toutes ces questions et beaucoup d'autres que la place limitée du compte rendu n'a pas permis de mentionner, nous disposons aujourd'hui d'une précieuse documentation, grâce à ce très riche *Recueil*, documentation qui témoigne de l'immense apport de chaque peuple yougoslave à leur lutte commune, ainsi que des certaines particularités propres à la lutte de chacun d'eux.

Kruno Meneghello-Dinčić.

(1) *Zbornik*, VII, 3, pp. 90-4.

COMPTES RENDUS

ÉTATS-UNIS

Les Réparations

Le titre du livre de M. Gescher *Les États-Unis et les Réparations* (1) ne correspond pas à son contenu. Il est bien question des Réparations et des États-Unis, mais ce n'est pas là une étude de la politique américaine en matière de Réparations. D'abord parce qu'il n'y est jamais question des *Mixed Claims*. Bien sûr officiellement ceux-ci n'étaient pas les Réparations. Le gouvernement de Washington avait même grand souci de maintenir la différence, ce qui lui permettait d'exiger de l'Allemagne des paiements de *Mixed Claims* à une époque où il expliquait au gouvernement français que l'Allemagne vraiment ne pouvait pas payer les Réparations. Ainsi en 1930-1931. Mais ce *distinguo* est spécieux et les seules réparations (sans majuscule) qui intéressaient le gouvernement américain étaient les *Mixed Claims*.

Aussi, du moment où M. Gescher considérait comme hors de son sujet la question essentielle, il ne lui restait pas grand-chose à traiter. Car toute la politique de Harding et de Hughes en matière de Réparations dues à la France était de n'en avoir point. M. Gescher n'a pas remarqué ce trait fondamental de la politique américaine et pourtant son livre en apporte de nombreuses preuves. L'administration républicaine déclarait « ne pas avoir d'opinion » sur la question des Réparations, se faisait un principe de donner le moins d'instructions possible à ses représentants en Allemagne et refusait d'intervenir dans un sens ou dans l'autre. Ce ne fut pourtant pas faute d'appels angoissés des Allemands qui allèrent (M. Gescher semble l'ignorer) jusqu'à faire intervenir à plusieurs reprises le Pape auprès du président Harding. En vain d'ailleurs. Pour que le gouvernement américain se décidât à abandonner la politique de Ponce-Pilate, il ne fallut rien moins qu'une intervention divine : il fallut que dans la nuit du 26 décembre 1922 Hughes fût réveillé soudainement par la « voix de Dieu lui enjoignant de parler à New-Haven de la situation européenne »! Vouloir étudier une politique aussi négative était assurément une entreprise décevante. Mais cette politique officielle n'était qu'un aspect — peut-être le moins important — de l'attitude générale des États-Unis à l'égard des Réparations. La question que M. Gescher aurait dû traiter est la position des milieux d'affaires américains. Ceux-ci étaient opposés au principe même des Réparations parce que ces paiements, ces livraisons en nature perturbaient le marché allemand. Mais tous ces milieux n'avaient pas les mêmes intérêts : ceux des cotonniers et des fermiers du *Middle West* ne correspondaient certainement pas à ceux des industriels. La position des banques est encore plus importante, car en 1922 l'Allemagne aurait peut-être payé les Réparations si elle avait pu lancer un emprunt à long terme sur le marché international. Mais la banque Morgan était absolument opposée à un tel emprunt. On aurait aimé que M. Gescher nous dise pourquoi.

Celui-ci en fait ne traite pas d'histoire américaine mais d'histoire

(1) Dieter Bruno Gescher, *Die Vereinigten Staaten von Nord-Amerika und die Reparationen, 1920-24*, Bonn, 1958, in-8°.

d'Allemagne. Il a entrepris, en partant des archives du *State Department* de démolir la thèse exposée avec tant de fougue par Étienne Mantoux de la mauvaise foi allemande dans la question des Réparations, et de démontrer que, si la politique suivie en cette matière fut un échec, la faute doit en être imputée à la France. Ce faisant, M. Gescher a écrit un livre clair, court, lisible qui peut être une bonne introduction à une étude plus poussée. Certes, l'argumentation aurait plus de poids si elle était étayée par la documentation allemande aujourd'hui accessible et non sur les archives du *State Department*. Car le fait que les diplomates américains à Berlin (Logan, Dresel, Hougthon) aient jugé excessives les exigences alliées en matière de Réparations ne prouve en rien l'insolvabilité de l'Allemagne et encore moins la bonne volonté du gouvernement allemand en la matière. Il prouve tout au plus que les ministres allemands étaient parvenus à en convaincre les diplomates américains. En fait, le problème de la solvabilité de l'Allemagne reste entier aussi bien que celui de la chute vertigineuse du mark. Il est certes douteux que le gouvernement allemand ait eu le machiavélisme de provoquer l'effondrement monétaire. Mais là encore il faudrait étudier l'attitude des banquiers et des industriels allemands car en 1922 la fuite des capitaux fut une des raisons majeures de la dépréciation du Mark. Quant à la bonne volonté allemande elle est douteuse car dès avant Spa le gouvernement de Berlin avait décidé de ne pas se prévaloir de la clause du Traité permettant à l'Allemagne de faire des propositions en matière de Réparations. En fait, le gouvernement allemand après avoir essayé pendant un an de marchander la Haute-Silésie contre les Réparations, cessa tout paiement le jour où la Haute-Silésie lui échappa.

M. Gescher a certainement raison de souligner après M. Weill-Raynal l'étroitesse de vues du gouvernement français. Mais il n'est pas certain qu'en 1921-1922 l'Allemagne n'aurait pas pu payer les 4 milliards-or qu'on lui demandait. Quant aux Américains, si au lieu de se retirer sous leur tente, ils avaient eu le courage de faire face à leurs responsabilités de grande puissance, peut-être auraient-ils évité cette occupation de la Ruhr qui pour la France comme pour l'Allemagne se solda par un désastre.

André SCHERER.

Les « Papiers » de Moffat

Ce titre n'est pas celui d'un quelconque volume de mémoires et quoique le nom de son auteur soit presque ignoré en Europe — il est mort en 1943 à l'âge de 47 ans — il est peu de sources aussi importantes pour la connaissance de la diplomatie des États-Unis. Quand nous aurons expliqué l'intérêt de cet ouvrage, on ne s'étonnera plus de voir la fréquence avec laquelle les bons historiens de Roosevelt, Freidel, Arthur Schlesinger Jr, Langer, citent les *Moffat Papers* (1).

Jay Pierrepont Moffat appartenait à une famille très aisée de juristes, descendant du fameux John Jay, premier *Chief Justice* des États-Unis. Comme beaucoup de jeunes gens « de bonne famille », il fit ses études secondaires à Groton, l'école élégante qu'avaient fréquentée Franklin D. Roosevelt, Sumner Welles, les frères Alsop et bien d'autres — et ses études universitaires à Harvard. Il entra dans la carrière diplomatique en 1917 et devait la poursuivre jusqu'à sa mort. Son *cursus honorum* ne

(1) *The Moffat Papers. Selections from the Diplomatic Journals of Jay Pierrepont Moffat*, éd. by Nancy Harvison HOOKER, with a foreword by Sumner WELLES, Cambridge, Harvard University Press, 1956, XII-408 p.

présente qu'un caractère particulier, la fréquence et la durée de ses activités au *State Department*, à Washington : de 1925 à 1927, comme chef du protocole ; de 1932 à 1935, comme chef de division des Affaires d'Europe occidentale ; de 1937 à mai 1940, comme chef de la nouvelle division des Affaires européennes. Étant donné l'importance des Affaires européennes pendant cette période, il est l'un des conseillers les plus écoutés et de Stimson, et de Cordell Hull.

Mais le fait essentiel est que, depuis le 1er décembre 1917, et surtout depuis 1927, il tint un journal détaillé et à peu près quotidien de ses activités et de ce qu'il observait autour de lui. La date de 1927 est importante. C'est en effet le 27 juillet de cette même année qu'il épousa Lilla Grew. Or, Lilla Grew était la fille d'un diplomate déjà connu, et qui devait par la suite jouer un rôle de premier plan, Joseph C. Grew, ambassadeur des États-Unis au Japon, de 1932 à Pearl Harbour. Tous les historiens de cette période connaissent le célèbre livre de Grew : *Ten years in Japan*, traduit en français (Flammarion, 1945). Mais on connaît moins en France les deux énormes volumes que Grew a écrits sous le titre : *The Turbulent Era, a diplomatic Record of Forty Years, 1904-1945*. Le beau-père va nous aider à comprendre le gendre. « Persuadé, écrit-il, que le récit exact des faits historiques dépend d'une appréciation véridique et immédiate des événements, je me suis astreint au cours de mes trente-neuf années de carrière, dans le service diplomatique des États-Unis, à noter, jour par jour, les renseignements, les impressions et les pensées du moment... Ce n'est que dans les pages d'un journal honnête et franc que nous pouvons trouver, couchées par écrit, les convictions et les suppositions sur lesquelles ont été fondées nos décisions et nos actes (1). »

Moffat entreprit d'imiter Grew. Tous les matins, en arrivant à son bureau, il dictait à sa secrétaire le « Journal » du jour précédent. De plus, Grew et Moffat échangeaient périodiquement leurs propres textes. Si l'on considère que ces deux hommes étaient à la fois remarquablement intelligents et d'une sincérité patente, on se rendra compte de l'extraordinaire importance des renseignements qui sont consignés dans leurs écrits. Moffat, pour sa part, a écrit cinq volumes dactylographiés pour la période 1917 à 1931 et quinze volumes pour 1931 à 1943. Le livre dont nous rendons compte aujourd'hui n'est qu'un extrait de cette œuvre considérable, laquelle est déposée dans l'une des bibliothèques de Harvard, la *Harvard College Library*.

Il y a naturellement beaucoup à tirer de ce qu'il a écrit lorsqu'il était en poste à l'étranger. Mais l'essentiel, à notre avis, réside dans les informations qu'il nous donne sur la vie du *State Department* à Washington, et sur les innombrables personnages qu'il y rencontre. Il nous suffira d'en donner un aperçu, puisque de toutes façons un « Journal » ne saurait être résumé.

Le « filtrage » au *State Department*, c'est-à-dire la barrière qui entoure le secrétaire d'État pour ne laisser passer que ceux dont ses collaborateurs pensent qu'il doit les recevoir, est décrit avec acuité. On voit par exemple, en novembre 1931, Hugh Wilson et Marriner essayer pendant trois jours de se faire recevoir par Stimson à propos de l'affaire de Mandchourie, et n'y parvenir enfin que grâce à Allen T. Klots, assistant spécial du secrétaire d'État. Plus curieux et amusant est l'exemple des dirigeants d'une compagnie américaine produisant du caoutchouc, la *Firestone Corporation*. Celle-ci avait obtenu de vastes concessions au Libéria pour y développer la culture du caoutchouc. Elle en avait tiré de grands bénéfices sans en faire beaucoup profiter le budget libérien. Si bien qu'en décembre 1932, le Gouvernement de la petite République africaine décida de réviser ses conces-

(1) *Dix ans au Japon*, p. 9.

sions. Aussitôt, MM. Firestone père et fils se rendirent au *State Department* et obtinrent l'appui du sous-secrétaire d'État William R. Castle. Puis ils furent reçus par Stimson lui-même et passèrent deux heures chez lui. Ils essayèrent de le convaincre que les Britanniques étaient responsables des agissements libériens et qu'il fallait que les États-Unis missent au pilori le vénérable Lord Robert Cecil, président du Comité international de la S.D.N. sur le Libéria (5 janvier 1933). Stimson dut les écouter, car « le président, pour des raisons politiques, était désireux de faire tout ce que voulaient les Firestone » (p. 82). Mais il ne put s'empêcher de se mettre en colère contre leurs exigences, déclara qu'il agirait selon ses propres plans et non selon les leurs. Les deux businessmen montèrent alors chez Moffat où ils passèrent une autre heure ; quelques jours après, les Libériens rejetèrent la protestation américaine et se préparèrent à révoquer toutes les concessions des Firestone. Moffat reçut la visite, en leur nom, d'Everet Sanders, président du Comité national républicain. Il apprit par eux qu'ils faisaient des démarches auprès de la Maison Blanche pour qu'on envoyât un vaisseau de guerre américain au Libéria. Cette petite affaire prenait des proportions gigantesques. Le *State Department* était rigoureusement opposé à une politique de force qui serait en contradiction avec l'attitude des États-Unis en Amérique latine. Stimson songea à donner sa démission. Si nous nous contentons d'énumérer les « pressions directes » des Firestone sur le *State Department*, nous relevons : 26 janvier 1933, visite d'Everett Sanders à Stimson ; 7 février 1933, visite des Firestone à Hoover, puis à Stimson : « L'entrevue dans le bureau du secrétaire fut tout à fait dramatique ». 14 février 1933 : nouvelle démarche des Firestone ; Stimson refusa de les recevoir. Ils passèrent une heure chez les sous-secrétaires. 27 février 1933 : « La journée fut presque entièrement consacrée au Libéria. » Les Firestone, conscients du proche changement d'équipe gouvernementale, assiégèrent le futur secrétaire d'État, Cordell Hull. Finalement, le Département l'emporta et aucun navire de guerre ne fut envoyé. Mais c'est un bel exemple de pression, et la technique en est minutieusement décrite.

Intéressante aussi est l'étude de l'origine des décisions. Sous Hoover par exemple, les positions américaines sur le désarmement sont pratiquement élaborées par Castle et Moffat, adoptées par Stimson et entérinées par Hoover. Sous Roosevelt, le *State Department* est tenu à l'écart. « Nos affaires étrangères sont tellement centralisées par le Président que personne ici ne sait réellement ce qui se passe. Hier par exemple, le Président a eu un entretien d'une heure avec le nouvel ambassadeur français et personne jusqu'à présent, pas même le secrétaire ou le sous-secrétaire ne sait quel en était le sujet » (p. 93).

Les personnages ne sont jamais décrits à loisir par Moffat, comme le fait par exemple un François-Poncet. Mais l'accumulation des petites touches, des nuances, est extrêmement révélatrice. On voit le général Mac Arthur « dans sa meilleure forme », citant Aristote pour montrer que seuls les morts ont vu la fin de la guerre (p. 91). Cordell Hull, toujours soucieux de ne pas avoir l'air d'être tenu à l'écart par Roosevelt et tirant de sa poche un article de la presse Hearst qui soutenait cette thèse avec beaucoup de venin. « Apparemment le secrétaire épluche les journaux au peigne fin et est beaucoup plus sensible aux attaques personnelles que je ne l'avais prévu » (p. 108). Litvinov voit, en novembre 1937, sa position s'affaiblir : « Les jeunes hommes qui entourent maintenant Staline n'ont aucune connaissance de l'Europe, méprisent tous les étrangers, et veulent que la Russie se replie dans sa coquille » (p. 174).

En général, Moffat s'attache peu à la psychologie des hommes. Son esprit est logique. Il cherche à rendre un compte exact des débats. Aussi

trouvera-t-on dans son livre des renseignements de tout premier ordre sur la Conférence de Bruxelles de novembre 1937, à laquelle il prit part (conférence des neuf puissances signataires du traité de Washington de 1922 sur la Chine); sur l'appel de Roosevelt à Hitler et Benès fait le 26 septembre 1938 malgré l'avis de Cordell Hull; sur la lettre de Stimson de janvier 1939 à Cordell Hull, demandant une révision de la politique américaine de neutralité (p. 226-28); sur le rôle croissant du sous-secrétaire d'État Sumner Welles (p. 239, p. 253); sur la décision prise par Roosevelt dès le 5 septembre 1939 d'entamer la procédure pour la révision de la loi de neutralité (p. 262 sq.).

On s'aperçoit enfin, en lisant Moffat, que la diplomatie américaine, si peu active en cette période de neutralisme, disposait, bien plus qu'on ne l'imagine généralement, d'excellentes informations sur la situation politique européenne. Si bien que l'ouvrage de Moffat n'est pas seulement indispensable pour la connaissance de la politique extérieure des États-Unis; il est d'une extrême utilité pour l'étude de la politique européenne elle-même.

J.-B. Duroselle.

Trois ouvrages sur F. D. Roosevelt

La personnalité de Roosevelt et son rôle politique dans la paix comme dans la guerre continuent d'inspirer publicistes et historiens et de susciter une abondante floraison d'ouvrages qu'attestent des arrivages réguliers et massifs dans les bureaux de nos revues. Le hasard des coïncidences dans les sorties des maisons d'édition réunit sur notre table trois livres différents à bien des égards par le genre de leurs préoccupations, par le style, par la qualité, mais qui ont en commun un trait à vrai dire fondamental : tous trois nous parlent de Roosevelt (1).

Assurément, ils ne le font pas dans les mêmes termes. Si elles retiennent toujours l'intérêt, la figure de Roosevelt et sa politique continuent aussi de diviser : de précédents comptes rendus nous avaient déjà donné l'occasion de le signaler. Dix ans après sa mort les passions n'ont pas désarmé : le gros livre de John F. Flynn le prouve assez. Le titre révèle son propos : il s'agit de ruiner la réputation du prétendu génie de Roosevelt, de déboulonner l'idole. La réputation de Roosevelt est une création artificielle : il n'eut ni les talents qu'on lui prêtait, ni les mérites qu'on lui attribua. Bien au contraire, son action fut des plus malfaisantes. Deux crimes surtout chargent sa mémoire : avoir livré à Staline la moitié de l'Europe et avoir dénaturé la forme traditionnelle de la démocratie américaine en attaquant la *Cour suprême*. M. Flynn laisse de côté sa responsabilité éventuelle dans le déclenchement de la guerre avec le Japon. C'est l'auteur du New Deal plus encore que le chef de la diplomatie qui suscite son animosité : ses griefs ont trait principalement à la politique intérieure, économique et sociale. Après beaucoup d'autres, il refait le procès de la bureaucratie tentaculaire, de la planification tyrannique, de la dette croissante : tableau classique du dirigisme sous une plume libérale et presque interchangeable d'un pays à l'autre. Les titres des trois parties sont assez parlants : *Trial and Error*, *Confusion*, *Betrayal*. M. Flynn fait flèche de tout bois et recueille précieusement le moindre

(1) James Mac Gregor Burns, *Roosevelt, The lion and the fox*, New York, 1956, xvi-553 p., 5 $ 75; John F. Flynn, *The Roosevelt Myth*, Edition revised, New York, 1956, XII, 465 p., 3 $ 95; John L. Snell, editor, Forrest C. Pogue, Charles F. Delzell, George A. Lensen, *The Meaning of Yalta. Big three Diplomacy and the New Balance of power*, Bâton Rouge, 1956, xvi-239 p., 3 $ 75.

ragot : il s'en prend à la vie de famille du président, passe son entourage au crible, dénombre les divorces de ses enfants, épluche leurs comptes. Mrs Roosevelt, surtout, a droit à son animosité. Ce n'est assurément pas une œuvre d'historien : son objectivité est des plus douteuses. Mais le livre est intéressant comme document : c'est un échantillon des polémiques entretenues autour de Roosevelt, un témoignage de la violence et de la persistance des haines que son nom continue de soulever.

Tout différent et d'une qualité scientifique incomparablement supérieure apparaît le gros livre de M. Burns. L'auteur ne fait pas mystère de sa sympathie pour l'homme, de son admiration pour certaines de ses étonnantes qualités politiques : il reconnaît aussi ses faiblesses, ses limites et souligne ses échecs, convaincu qu'il y a autant de leçons à en tirer que de ses réussites. L'intention d'objectivité est servie par une documentation considérable : M. Burns a consulté des dizaines de milliers de lettres et de documents conservés à la *Franklin D. Roosevelt Library*, établie dans l'ancienne propriété du président, à Hyde Park. Le résultat est assez remarquable.

M. Burns a voulu explicitement faire une biographie politique. Il étudie conjointement l'homme public et l'homme privé : comment les séparer ? Le rôle politique de Roosevelt ne s'éclaire-t-il pas par la connaissance de ses antécédents ? La biographie est un genre, sinon décrié, du moins assez délaissé par l'école historique française. A tort sans doute, pense-t-on, en lisant le livre de M. Burns. Celui-ci, il est vrai, n'isole jamais Roosevelt du contexte général de la société américaine. L'étude de son accession au pouvoir le conduit même à s'interroger sur l'exercice du *leadership* dans la démocratie politique américaine. C'est aussi la signification profonde de ce sous-titre un peu mystérieux : le lion et le renard. M. Burns l'emprunte à un passage de Machiavel, qui souligne la nécessité pour le Prince d'unir la force et l'habileté : elle n'est pas moins impérieuse pour qui aspire au pouvoir dans une démocratie et brigue les suffrages de ses concitoyens. M. Burns se pose, à ce propos, un problème éthique : l'homme politique a-t-il le droit de faire, en quelque sorte, de la démagogie pour gagner les élections et acquérir ainsi le moyen d'accomplir la politique qu'il croit la meilleure ? Cette préoccupation court au long de l'ouvrage comme un fil conducteur et concourt à l'unité profonde de son inspiration. Ce livre, on le voit, se situe au point où se confondent histoire et science politique. Ce n'est pas son moindre intérêt.

M. Burns propose du caractère de Roosevelt et de son personnage politique une explication assez convaincante. Quoi de plus énigmatique et déconcertant, au premier regard, que cet aristocrate détesté des riches et l'idole des foules ? Quel paradoxe que ce paralytique devenu le symbole de la force de son pays et de sa résistance aux entreprises de domination mondiale ! Personnalité complexe, souvent contradictoire. Pour M. Burns, le second mandat présidentiel de Roosevelt est le plus typique, celui où se marquent le mieux ses aptitudes et ses limites : point de vue, notons-le, assez neuf. On y voit Roosevelt hésiter à aller jusqu'au bout de sa politique, à combattre ses adversaires, renoncer à transformer le parti démocrate, préférer biaiser, attendre et composer. Prisonnier des forces que lui-même a déchaînées, il l'est aussi de lui-même, de son tempérament et de la conception qu'il se fait de son rôle : l'homme est divisé, plusieurs mondes se combattent en lui. Il compte que les événements dessilleront les yeux de ses concitoyens et préfère tenir le rôle d'un arbitre plutôt que d'un chef ; M. Burns, qui le déplore, pense qu'en plusieurs circonstances il a manqué à son devoir d'informer son peuple. Ce fut moins un chef qu'un prodigieux tacticien et un habile manipulateur des forces politiques : lui faisaient défaut un peu de cette flamme dont brûlent les doctrinaires et l'intransigeance des convictions.

Trop souple et trop mobile. Et pourtant, il croyait profondément en un certain nombre de valeurs morales. L'homme qui nous apparaît ainsi est peut-être en définitive plus attachant encore que sa figure de légende. L'étude de son comportement est passionnante, en particulier pour amener le *Congrès* à abandonner la législation qui règle la neutralité des États-Unis, et plus encore au moment de décider s'il sollicitera, contrairement à la tradition, un troisième mandat. M. Burns passe très vite sur les années de guerre traitées seulement en épilogue. Bref sur Yalta, il récuse néanmoins les accusations habituelles : Roosevelt ne commit, dit-il, qu'une erreur de calcul : avoir compté qu'il vivrait assez pour présider à l'organisation de la paix.

Le troisième ouvrage limite précisément son propos aux accords de Yalta. La conférence de Crimée est un des aspects les plus contestés de la politique de Roosevelt, un des moins défendables apparemment et celui, sans doute, qui cause aujourd'hui encore le plus de malaise à l'opinion américaine. Ses ennemis accusent Roosevelt d'avoir livré sans motif à Staline les peuples de l'Europe orientale et de lui avoir fait des concessions sans nécessité. Quatre historiens, disciples de Walter Lippman, ont voulu entreprendre un effort d'éducation, dépassionner le débat, et faire justice de ces accusations excessives. Ils ont essentiellement utilisé les *Yalta Papers*. Sans apporter beaucoup de neuf, l'ouvrage est sérieux, l'exposé clair et bien fait : doté d'un index, d'une bibliographie, ce peut être un bon instrument de travail.

Consacré à l'étude d'un cas de *peacemaking*, il comporte une importante leçon de méthode ; pour apprécier équitablement les stipulations d'un accord, au lieu de les considérer isolément, il faut les remettre dans leur contexte. En février 1945, le contexte est à la fois militaire, politique, diplomatique et psychologique. Quatre données dominent la situation : la guerre à terminer victorieusement ; la puissance de l'U.R.S.S., déjà largement établie en Europe orientale ; le sort de l'Allemagne, bientôt vaincue, à fixer ; la paix à organiser. La conjonction de ces quatre problèmes limitait étroitement la marge de manœuvre des États-Unis. Il faut se souvenir de ce qu'était la situation militaire sans oublier le théâtre extrême-oriental : la guerre n'était pas gagnée à l'ouest, la récente offensive des Ardennes avait jeté le désarroi (la carte de la page 29 omet les poches des ports de l'Atlantique) ; Mac Arthur estimait avoir besoin de l'aide russe pour venir à bout du Japon. L'Occident était demandeur. D'autre part, la contribution de l'Armée rouge à l'effort de guerre était inappréciable : elle est en situation de force, à moins de 150 kilomètres de Berlin. Le *State Department* tient aussi à obtenir l'accord de l'U.R.S.S. pour l'O.N.U. : il estime impossible de posséder une organisation internationale durable sans son assentiment et son adhésion. Il s'en faut, du reste, que Roosevelt et Churchill n'aient fait que des concessions : ils ont marqué certains points. Pouvaient-ils faire mieux, obtenir davantage ? Les auteurs ne le croient pas et montrent pourquoi. La démonstration est honnête et convaincante. La conclusion s'impose : il n'y eut pas trahison à Yalta.

René Rémond.

Documents diplomatiques

Foreign Relations of the United States, 1935, t. II : *The British Commonwealth, Europe*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1952, LXXII-816 p.

Nul pays n'a poussé plus loin que les États-Unis la publication de ses documents diplomatiques pour l'entre-deux-guerres. Mais nul pays n'a

eu une politique plus réservée, plus terne, plus effacée, pendant la période 1933-1939 où l'isolationnisme traditionnel se mue en un neutralisme de principe consacré par l'étonnante législation des *Neutrality Acts*. Il en résulte que, sur le plan politique pur, ce gros volume est d'un mince apport. Les diplomates américains font leur métier qui est d'observer la situation et ils envoient des rapports souvent intéressants (voir par exemple la question du réarmement allemand en mars 1935 et les réactions de l'opinion publique américaine : p. 301, de l'Angleterre : p. 304, de la France : p. 305, de l'U.R.S.S. : p. 312-314). La guerre italo-éthiopienne et les conséquences du conflit sur la législation de neutralité ne sont pas inclus dans ce volume.

Que reste-t-il ? Uniquement la négociation, d'ailleurs fort importante, de ce réseau de traités de commerce bilatéraux que prévoyait le *Réciprocal Trade Agreements Program* de 1934. On sait que Cordell Hull eût préféré un vaste arrangement multilatéral tendant progressivement à établir le libre-échange. Mais Roosevelt n'en avait cure et préférait une méthode plus empirique, laquelle au surplus, était favorable à l'exécutif puisqu'elle donnait au Président le droit d'abaisser largement les droits de douane pour les pays qui useraient de la réciprocité. Détail intéressant, on remarquera que ce sont en général les pays étrangers qui prennent l'initiative des négociations bilatérales.

J.-B. DUROSELLE.

Foreign Relations of the United States : diplomatic papers 1940, vol. II, United States Government Printing Office, Washington, 1957, 915 p., in-8°.

Ce 2e volume d'une série qui doit en compter cinq, rassemble un certain nombre de documents généraux sur la politique américaine en 1940. Ils concernent essentiellement la politique de neutralité suivie par les États-Unis, et les droits des neutres pendant le conflit européen. Plusieurs ont trait aux difficultés qui surgissent avec l'Angleterre à l'occasion du blocus ; d'autres marquent le souci de constituer aux États-Unis des stocks de matières premières pour faire face à toute éventualité.

Mais un intérêt plus considérable sera accordé par le lecteur français aux documents de la 2e partie qui se rapportent aux relations durant le conflit, entre le gouvernement de Washington et diverses puissances européennes. Peu à garder de ce qui concerne le Danemark (sauf ce qui a trait aux précautions américaines dans la région du Groenland), l'Allemagne, la Grèce, l'Islande, l'Italie, la Lithuanie, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, l'Espagne, la Suisse, et même l'U.R.S.S. Mais la France tient une grande place et les documents qui la concernent soulignent la persévérance apportée par les représentants du gouvernement nord-américain à percer les tendances et les visées de la politique menée par Vichy. Les conversations rapportées ici, qui tiennent un bon tiers du livre, et qui s'échelonnent du lendemain de l'armistice à décembre 1942, ont une valeur documentaire considérable, surtout pour asseoir un jugement valable sur les dirigeants français de l'époque. On y trouve, candidement exposées par lui, les erreurs de calcul et d'estimation des forces, mais encore les bévues psychologiques d'un Laval, qui ne croit pas dans la victoire anglaise, mais compte sur la magnanimité d'Hitler. Comme aussi les incertitudes et l'équivoque de l'attitude de Pétain.

Recueil documentaire donc, mais d'importance, et qui restera un précieux instrument de travail pour l'étude de la deuxième guerre mondiale.

Henri CALVET.

ALLEMAGNE

La République de Weimar

Il faut saluer, pour plus d'une raison, toute étude générale de l'Allemagne weimarienne, lorsqu'elle est attentive. Celle d'un auteur aussi connu, et apprécié, que Erich Eyck (1) se présente, en plus, avec des garanties d'élégance et de succès.

C'est un livre civique : dédié à deux amis « qui n'ont jamais failli » — l'Allemand Theodor Heuss et l'Anglais George Gooch — il a été conçu et construit en Grande-Bretagne, terre d'asile de « l'émigré » Eyck, et, dans l'avertissement de chaque volume, l'auteur insiste sur les buts qu'il s'est assignés : pour que Bonn ne devienne pas un nouveau Weimar, il a estimé utile un dernier livre, par lequel il prendrait congé de l'histoire allemande, après avoir signalé de la manière la plus nette les critiques et les responsabilités dont les Allemands devaient se charger eux-mêmes (au lieu d'accuser le monde entier des malheurs de leur patrie) ; ainsi se préparerait-on à une digne, solide et féconde coopération internationale. A travers l'exposé et ses jugements, c'est un point de vue « libéral et démocratique » qui s'affirmera, étranger au « doctrinalisme républicain », mais nourri par l'expérience des événements et des hommes.

Il s'agit donc d'atteindre le grand public. L'auteur y est parvenu d'emblée, n'ayant négligé ni le style, dont l'éloge n'est plus à faire, ni la présentation même du récit, au surplus allégé des notes (rejetées à la fin), et dans lequel un index permet facilement de s'orienter. Cette « aération » n'exclut pas le sérieux de l'information, parfois inédite : conversations, de dates diverses, avec Helfferich, Otto Gessler, Hans Schaeffer. L'auteur a raison de signaler en toute première ligne, parmi ses sources principales, Bracher ; il aurait dû consulter l'historiographie française : on s'étonne de n'apercevoir jamais l'œuvre d'Edmond Vermeil, ni la thèse de Castellan, ni la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* ; même dans l'horizon allemand, il ne paraît pas qu'il ait eu le souci de pousser bien loin ses investigations.

Ouvrage civique, belle vulgarisation, récit. Il serait oiseux de détailler les chapitres successifs, passablement nombreux (24), et de présenter, ici et là, des observations après tout secondaires : ainsi, de louer le chapitre consacré au traité de Versailles, tout en relevant l'insuffisance de l'allusion au fameux article 231 (I, p. 166) ; d'accrocher, à propos de Gênes et de Rapallo, le grand chapitre des relations germano-russes (I, p. 275 et s.), tout en renvoyant à Höltje ; de souligner le mérite des passages nuancés traitant de la loi de protection de la République et de l'attitude du juriste Radbruch en 1922 (I, p. 291-293) ; ou de remarquer que, dans la crise de 1924, les *Deutschnationale*, s'ils ont prêté à rire (p. 417-418), se sont en définitive bien tirés d'une grosse difficulté, et que l'auteur aurait pu, sur ce point, consulter l'étude de W. Liebe. Mais il est une autre perspective d'examen, que je crois plus intéressante : la forme générale de cette histoire, est-elle vraiment satisfaisante ? N'est-elle pas purement analytique ? Certes, Eyck présente les faits avec justesse, avec justice, avec clarté, et on l'appréciera,

(1) *Geschichte der Weimarer Republik*, Erlenbach (Zurich)-Stuttgart, t. I : *Vom Zusammenbruch des Kaisertums bis zur Wahl Hindenburgs 1918-1925*, 1re éd., 1954 ; 2e éd., 1957, 468 p. ; t. II : *Von der Konferenz von Locarno bis zu Hitlers Machtübernahme 1925-1933*, 1956, 621 p.

particulièrement à propos de Versailles ; même, il n'hésite pas à argumenter, par exemple sur le grand tournant politique du 27 mars 1930 (II, p. 310-312). Mais on aimerait aussi, de temps à autre, une synthèse : sur l'Allemagne de 1920, sur l'évolution du socialisme, sur les courants du nationalisme, sur l'évolution sociale du pays, sur les rapports entre socialistes et communistes comme entre communistes et nazis, etc.

Erich Eyck a fait un excellent livre « classique », dans un esprit « libéral » : l'événement politique s'y trouve parfaitement décrit, mais on lui souhaiterait des fondations sociologiques plus solides. Nous voudrions qu'à la faveur d'une édition nouvelle l'ouvrage tînt compte des nombreuses études politico-sociales, notamment des dissertations doctorales menées à bien, depuis dix ans, dans les deux Allemagnes.

Personnage hors série, dont les dimensions politiques surprirent, inquiétèrent ou révoltèrent, dans les premières années de la République, Rathenau a été éclipsé, dans l'historiographie récente, par Stresemann. La biographie que nous avons sous les yeux (1) se présente avec un choix de sources (p. 323-324) qui ferait croire qu'elle date de 1932. En fait, c'est une bonne esquisse : à consulter notamment sur le milieu familial, sur la recherche — vaine — du dialogue avec la France (rencontre avec Gide, 1920), sur la bataille engagée contre Stinnes, surtout depuis 1920, enfin sur la définition des rapports germano-russes, méditée dès le printemps de 1914 (p. 219).

A l'autre extrémité de l'époque weimarienne, voici l'œuvre d'un germaniste, qui s'est fait historien (2). Elle ne manque pas de mérites : étayée sur les publications déjà classiques de Vermeil et de Bracher d'une part, sur les mémoires et souvenirs des hommes politiques de l'autre. Au fur et à mesure qu'on avance dans la lecture de ce petit livre, on apprécie la vigueur et la clarté de l'exposé, et l'espèce de tour de force qui permet souvent d'aller au détail concret et vivant. Je signalerai entre autres les pages, relativement considérables (31-69), qui traitent du ministère Bruning, ou celles qui concernent le « coup d'État » du 20 juillet 1932 qui renversa le gouvernement prussien social-démocrate (77-80), ou encore ce qui concerne l'attitude de l'industrie et des milieux d'affaires volant au secours de Hitler (p. 106 et s.).

L'auteur soutient un certain nombre de thèses, dont la plus générale se trouve résumée de manière particulièrement nette dans les termes suivants : « La faille que les luttes de 1919 avaient révélée entre socialistes et communistes était profonde. Les uns, s'accommodant du régime capitaliste, voulaient une République bourgeoise, qui allait laisser le champ libre à ses assassins. Les seconds souhaitent prolonger la révolution démocratique jusqu'à la révolution sociale, mettre un terme à l'exploitation de la classe ouvrière... » (p. 121). Aussi, lorsque la crise mondiale multiplia les chômeurs, les institutions de Weimar, dépourvues d'assises démocratiques, commencèrent-elles à craquer. Sur cette lutte entre socialistes et communistes, G. Badia donne des indications intéressantes, qu'il aurait eu intérêt à grouper : un chapitre sur les rapports entre socialistes et communistes, un autre sur les relations entre le parti social-démocrate et les partis bourgeois auraient donné une vue synthétique et autorisé un jugement sans doute nuancé des responsabilités ; l'auteur, lui, accable les socialistes, notamment

(1) Helmuth M. Böttcher, *Walther Rathenau, Persönnlichkeit und Werk*, Bonn, 1958, 324 p.

(2) Gilbert Badia, *La fin de la République allemande (1929-1933)*, Paris, 1958, 136 p.

Severing, réservant pour les notes des retouches qui apparaissent comme le *mea culpa*, très postérieur, des dirigeants communistes allemands. En gros, G. Badia admet que les communistes ont sous-estimé le danger nazi au moins jusqu'en 1931, et qu'ils n'ont envisagé l'unité d'action qu'en 1932, en y mettant une condition qui allait loin : le mouvement des masses, c'est-à-dire en pratique la subordination des chefs syndicalistes et politiques de la social-démocratie aux initiatives et au commandement communistes. On rappelle aussi l'intermittente collusion (le mot est de nous, non de l'auteur) entre communistes et nazis de 1930 à 1932 (p. 43, p. 62-63, p. 94-95)...

Au reste, cet éclairage intermittent des problèmes de la République de Weimar, et ce procédé par touches, les unes en plein texte, les autres en note, ne peuvent vraiment contenter l'esprit. Il manque une vue suffisante des caractères généraux de la République et de la vie politique et spirituelle de l'Allemagne entre 1919 et 1929. Nous retrouvons, une fois de plus, cette négligence des dix premières années au profit des quatre dernières, certes plus hautes en couleurs. Mais à procéder ainsi on se prive de comprendre la nature réelle du socialisme allemand, la véritable condition ouvrière (matérielle, juridique, morale), l'importance des « neutralisations » politiques des cadres, la force du nationalisme et la genèse de l'impérialisme nouveau.

La politique extérieure de la République de Weimar comporte, aujourd'hui encore, plus d'une zone d'ombre ou de clair-obscur — il suffit de mentionner ici le « dossier » Stresemann, avec les travaux d'Annelise Thimme. Mais le problème des frontières de l'Est entre 1919 et 1933 (et même 1934) vient d'être traité de façon remarquable — et exemplaire (1). Une documentation très complète, d'abord (non seulement ce que donnent les archives publiques, mais encore le « fonds Stresemann » de Londres, mais encore les interviews), aux pages 261-290 et dans plus d'un rez-de-chaussée ; tout au plus peut-on regretter l'oubli ou l'omission du *Jadis* de Édouard Herriot ou des mémoires de Saint-Aulaire... Ensuite, une étude menée méthodiquement, élargie par la prise en considération des autres points de vue, le français, l'anglais, le tchèque, et surtout, on l'aura déjà deviné, le polonais et le russe. Qu'on nous permette au passage d'envier nos collègues allemands qui, à Marbourg et ailleurs (je pense à Leipzig), sont dotés des moyens d'une étude scientifique des pays de l'est de l'Europe !

Il y a donc beaucoup à prendre dans cet ouvrage. L'auteur montre bien le refus moral de presque tous les Allemands devant le tracé oriental des nouvelles frontières, qui mutile si gravement le germanisme. Ce refus se cristallisera, en quelque sorte, lorsque le prestige de la philosophie de Locarno fera appréhender un *Locarno de l'Est* : la notion même de *Locarno de l'Est* apparaît en mars 1926. Vers 1930-1931, s'ajoute le principe de la *Gleichberechtigung*. Sur ce double fondement — refus d'un *Locarno de l'Est* et réclamation de l'égalité de traitement — la campagne de révision des frontières prend son départ.

A la première phase, la plus longue, et dans l'ensemble la plus négative ou la plus expectante, appartiennent de grands chapitres. La guerre russo-polonaise en ouvre la série : pouvait-elle vraiment donner l'occasion d'une restauration ? Des contacts ont été pris de bonne heure avec les Soviétiques (p. 25), mais l'armée est faible au lendemain du *Kappputsch* et de ses complications. Aucun responsable ne songe à l'aventure. L'auteur admet que l'hypothèse de la révision ait agité les esprits, et il cite des déclarations

(1) Christian Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, Würzburg, 1958, 306 p.

édifiantes du député nationaliste Hoeltzsch en faveur de la victoire soviétique ; peut-être aurait-il pu mieux souligner les espérances des Allemands, du moins des Berlinois, à la veille de la bataille de Varsovie. En tout cas, l'affaire se règle sans la participation allemande, et sa conclusion renforce les craintes des Allemands. Même allure générale pendant la crise franco-allemande de 1923, en quelque sorte symétrique de la précédente : ici, c'est le Polonais qui pourrait être tenté de bouger, mais Rapallo agit comme un frein. Sur les relations germano-russes dans le contexte de Rapallo, on retiendra les premiers contacts, mi-officiels mi-privés, avant Rapallo, puis la déclaration de Trotzki à Hilger, en décembre 1922, puis l'action de Brockdorff-Ranzau (p. 55 et s.). On lira volontiers les dix pages concernant la politique orientale de Stresemann, avec l'essai d'interprétation (p. 114) : une révision partielle (corridor et Haute-Silésie), pacifique, en conclusion d'une réconciliation profonde avec l'Occident. Il semble que, par contre, l'auteur sollicite, sinon le texte, du moins l'esprit des accords franco-polonais et franco-tchèque de 1925 (p. 89). Signalons encore l'intérêt des analyses de la presse politique des pays intéressés (p. 131-160). Mais c'est à chaque instant que le lecteur rencontre des notations intéressantes, parfois même inédites (1).

Fernand L'Huillier,
Faculté des Lettres de Strasbourg.

Sur le IIIe Reich : un précis...

Dans un petit livre sur les bases et le développement politique du IIIe Reich, d'abord publié dans le cadre d'un manuel de « formation politique et historique » édité par le ministère de la Défense de Bonn, M. Buchheim analyse, avec la lucidité et la sévérité d'un historien doublé d'un moraliste, les principaux traits de la politique intérieure et extérieure d'Hitler, en mettant particulièrement en lumière le processus de la mainmise progressive du Parti sur l'État (2).

S'il n'apporte rien de neuf au spécialiste, c'est, à maints égards, un livre courageux.

L'auteur montre ce qu'il y aurait d'absurde à se croire obligé de défendre le IIIe Reich pour les raisons nationales, et légitime à deux reprises (p. 39 et 43) la formule si discutée de la « capitulation sans conditions », nécessaire à ses yeux puisque Hitler s'était révélé incapable de respecter un accord.

Il dénonce les défaillances intellectuelles et morales de l'état-major : son aveuglement, sa complaisance à prêter à Hitler un serment d'obéissance absolue, la pusillanimité de von Fritsch acceptant d'être confronté avec un repris de justice et d'être interrogé par la Gestapo.

Très poussée est aussi son analyse de l'aspect totalitaire de la lutte anti-religieuse ainsi que de l'antisémitisme « biologique » aboutissant à un anéantissement des Juifs « d'allure industrielle » que Hitler suggérait déjà dans une page trop peu connue de *Mein Kampf* (p. 772) qui nous avait depuis longtemps frappé et que, à notre connaissance, M. Jean Vidalenc est le seul historien français à avoir signalée (3).

(1) Un mémoire de Rheinbaben au chancelier, vers la fin de 1931, p. 127-128.

(2) Hans Buchheim, *Das Dritte Reich. Grundlagen und politische Entwicklung*, Kosel Verlag, München, 1958, 94 p.

(3) *Histoire universelle* sous la direction de R. Grousset et E. G. Léonard, Encyclopédie de la Pléiade, t. III, p. 766.

Quant au « secret » des dix années de succès d'Hitler en politique extérieure, il est bien simple : « Pour chaque objectif partiel, il risquait le tout, et aussi longtemps que ses adversaires se refusèrent au même enjeu pour l'empêcher de réaliser ses objectifs, ils lui restèrent inférieurs » (p. 36).

Pour M. Buchheim, comme pour bien des auteurs, la remilitarisation de la Rhénanie, le 7 mars 1936, offrait la dernière occasion d'arrêter Hitler à peu de frais. A ses yeux, Hitler a non seulement mené l'Allemagne à la catastrophe, mais il a aussi été le fossoyeur du *Deutschtum* à l'étranger. Il a réalisé le paradoxe d'une « destruction de l'idée nationale à l'intérieur d'un État qui se voulait nationaliste à l'extrême » (p. 54).

L'auteur pense qu'aujourd'hui la nation ne saurait plus être la valeur politique suprême et par son appel à la solidarité internationale il se montre « européen » dans le meilleur sens du terme.

Dans l'ensemble (1) son livre nous apparaît comme une réussite dans un genre difficile : la vulgarisation de qualité.

André Meyer,
Aix-en-Provence.

... et des travaux d'expertise

Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte (Travaux d'Expertise de l'Institut d'Histoire Contemporaine), Edition de l'Institut, Munich, 1958, 439 p.

L'histoire du III[e] Reich a ceci de particulier qu'elle oblige la recherche la plus objective, la plus impassible, à une prise de position morale qui aboutit à une condamnation globale de toute cette époque de l'histoire allemande. L'histoire débouche dans une jurisprudence. C'est pourquoi les activités judiciaires visant les crimes nazis, y compris les nombreuses procédures judiciaires qui ont pour objet soit de dédommager les victimes du nazisme, soit de juger les personnes accusées de liens avec des organismes criminels de l'État nazi, donnent lieu à des travaux préparatoires qui relèvent de l'histoire, comme une branche qu'on pourrait appeler « histoire appliquée ». De même que chaque science appliquée, elle a ses particularités qui la distinguent de la « recherche fondamentale ». Le recueil qui fait l'objet de ce compte rendu est une contribution importante à l' « histoire appliquée » de l'époque nazie.

L'Institut d'Histoire contemporaine de Munich est couramment sollicité d'établir des études d'expertise pour les procédures que nous venons d'évoquer. A la parution de ce volume il en avait déjà élaboré environ 150. Il a eu la fertile idée d'en rendre publique une partie (69 études ou courtes notes de renseignements). M. P. Kluke qui présente la publication précise dans l'introduction qu'il s'agissait « d'établir des faits et des appréciations d'histoire qui doivent aider à créer des prémisses pour la recherche équitable d'un jugement ».

Les auteurs des études sont D[r] M. Broszat, D[r] H. Buchheim et D[r] H. Heiber, collaborateurs permanents de l'Institut, et leurs adjoints, MM. H. Auerbach et H. Graml.

Les chercheurs de Munich ont utilisé principalement les vastes collections de documents rassemblés pour les grands procès de Nuremberg. Mais ils

(1) Un passage sur les conditions « relativement douces » (p. 60) de l'armistice de 1940 demanderait à être complété par cette précision : l'armistice ne soufflait mot de l'annexion de fait de l'Alsace-Lorraine et ne laissait pas prévoir les rigueurs ultérieures de l'occupation.

ont eu également recours à d'autres fonds de documents ainsi qu'à des études. Des références indiquent les sources pour chaque fait cité. La grande majorité de ces études a la valeur de travaux documentaires originaux bien que certains des documents utilisés aient été produits dans les divers procès. D'autres n'ont servi que pour leur instruction. De par sa nature, la procédure judiciaire éparpillait ces éléments pour les besoins de l'accusation et de la défense. Le rédacteur du volume a donc parfaitement raison de souligner que les travaux en question permettent de prendre connaissance, dans des ensembles cohérents, d'une matière qui a demandé beaucoup de peine pour être rassemblée de la sorte. Un index des matières et des noms permet d'utiliser cette publication comme un ouvrage de références.

Rassemblées au hasard des demandes, les études de l'Institut réussissent cependant à éclairer des traits fondamentaux du régime nazi, en premier lieu la nature de l'État dans ses rapports avec le Parti, la politique raciste en Allemagne et dans les États satellites, la politique de pénétration dans les pays limitrophes de l'Allemagne.

La nature de l'État nazi apparaît principalement dans le rôle qu'y jouait la puissance de la S.S. Une étude substantielle analyse le développement de l'emprise du *Reichsführer* S.S. Himmler sur la Police politique d'Allemagne à partir de 1933. Ensuite, la S.S. se dégage du Parti et, sans s'identifier à l'État, impose, dans ce dernier, son autorité policière. La confrontation de diverses études suscite la question de savoir si les liens entre le Parti et certaines de ses organisations n'étaient pas conçus de façon à favoriser ce détachement allant jusqu'à leur transformation presque entière en organismes de l'État *(Waffen S.S., Front du Travail)*. La présence du Parti en tant que tel dans l'État paraît se contracter avec le temps. Ainsi, après le départ de Hess, son remplaçant (dans la fonction de contresigner au nom du Parti les décisions des autorités de l'État) — Bormann — ne représente plus, au sein du gouvernement, le Parti lui-même, que Hitler dirigera dorénavant à lui seul. Mais il est au-dessus du Parti et de l'État. Il est intéressant de souligner à ce propos la précision qu'apporte l'étude sur le sens du serment au Führer : les Allemands étaient appelés à le prononcer non pas au chef du Parti, ni au chef de l'État, mais uniquement à la personne de Hitler.

L'impression la plus nette qui se dégage des diverses études est que l'État nazi était une entité en pleine gestation. Relevons les conclusions de la volumineuse étude sur la structure des services du *Commissaire du Reich pour l'Affermissement de l'Entité populaire allemande*. Cet organisme n'appartenait pas à proprement parler à l'État, mais son chef — Himmler — responsable directement devant Hitler, avait une autorité comparable à celle de Göring. L'étude en question tend à prouver que la responsabilité pour le fonctionnement de cet organisme ne peut incomber à l'État : l'emprise de la S.S. sur les attributions de l'État « désétatise » ces dernières, mais n' « étatise » pas la S.S. (p. 243). Nous touchons ici à la différence entre l' « histoire appliquée » (appliquée, en l'occurrence à des évaluations juridiques) et la « recherche fondamentale ». Au point de vue formel, un organisme qui ne rentre pas dans le cadre de l'administration de l'État fonctionne sous sa propre responsabilité. Au point de vue de l'histoire, il s'agit plutôt de voir si, *l'État étant encore amorphe*, cet organisme ne représente pas déjà une de ses formes authentiques en devenir. N'est-ce pas là le sens des antagonismes que l'étude révèle entre les services du *Reichsführer S.S.* d'un côté et les services des Ministères et aussi du Parti, de l'autre ? Si l'État nazi n'a pas dépassé le stade d'une cristallisation très imparfaite, il a quand même fortement existé en englobant ce qui, du point de vue

juridique, ne rentrait pas encore dans son appareil. L'histoire de l'Allemagne nazie est celle d'un État en devenir convulsif — entité qui se désagrège dans sa gestation par la divergence des forces en mouvement sur les plans économique, militaire, politique dont chacune tendait cependant à créer une puissante autorité étatique. Disons qu'il faut éviter l'impression qu'il pouvait s'agir d'une sorte de « dépérissement de l'État » qui deviendrait instrument de puissances purement idéologiques (p. 279) — thèse de la doctrine nazie !

La fluidité de la politique hitlérienne résulte à la fois du conflit chaotique des forces qui la portaient et de la prudence qu'elle observait avant ses coups d'éclat. L'étude sur la persécution de la religion catholique montre la savante graduation des mesures appliquées par Hitler (à l'encontre des interventions brutales d'un Bormann). Les finesses de la politique hitlérienne (propagande, astuce, brutalité) apparaissent également dans les études sur l'implantation du nazisme en Posnanie, à Memel, à Dantzig, en Lithuanie, en Haute-Silésie, dans la Saar, avant la guerre.

La partie la plus développée du recueil est consacrée au racisme dans la politique intérieure et extérieure du III[e] Reich : racisme de germanisation et racisme d'extermination des Juifs. Dans la germanisation apparaît le rôle important des considérations économiques et des intérêts de rapine. Le *Commissariat pour l'Affermissement de l'Entité populaire allemande* (rapatriement des Allemands, colonisation...), était dirigé par l'ancien directeur du service S.S. pour la main-d'œuvre en liaison avec le *Plan de Quatre ans*. C'est sous l'angle de la politique de main-d'œuvre que s'organisaient les « rapatriements » forcés des masses de « Germains » se combinant avec le mouvement contraire de colonisation prudente. Selon les besoins variables en main-d'œuvre, tantôt on refusait des étrangers qui se prétendaient « germanisables », tantôt on germanisait ceux qui ne le demandaient pas. Enfin, les liquidations et les transferts des biens des « rapatriés » donnaient lieu à des abus, tout cela dans la mythomanie de l'assainissement racial de l'Europe.

Seul maître de la politique raciste, la S.S. avait pour allié fidèle et actif le ministère des Affaires étrangères en tout ce qui touchait à la question juive dans les États dominés par le III[e] Reich. Les études largement développées sur la persécution des Juifs en Roumanie et en Hongrie font ressortir ce fait mais leur but principal est de montrer le jeu réciproque du Reich et des gouvernements roumains et hongrois dans la « solution finale de la question juive ». Ce sont des exposés très substantiels du développement sinueux des persécutions présentées sur le fond de la politique générale, en commençant par l'avant-guerre. Les conclusions de ces études sont soigneusement équilibrées. Elles constatent la lourde responsabilité du Reich dans les événements antijuifs mais aussi celle des régimes des deux États satellites : sur la base des facteurs antisémites locaux qui à cette occasion (en Roumanie surtout) purent se déchaîner, les gouvernements collaborateurs, de plus en plus réticents vers la fin (chacun à sa manière), se laissaient cependant entraîner sous une double impulsion, celle de la volonté de maintenir leur place dans le camp nazi pour profiter de la victoire escomptée et celle des menaces nazies activant l'engrenage de la collaboration. L'historien verra dans cet exposé d'interventions et de décisions de part et d'autre une matière documentaire bien ordonnée pour l'étude de certains comportements liant au III[e] Reich les États dont les régimes et les aspirations permirent la formation d'un camp suffisamment puissant pour que le nazisme déclenche et développe son aventure.

Une série d'études sur les persécutions raciales dans le Reich nous ramène aux astuces de la politique hitlérienne : réglementation des rapports

sexuels entre les étrangers et les femmes allemandes (des considérations de politique étrangère influençant les principes du racisme), statuts pour les « métis » juifs et les mariages mixtes, persécution des Juifs étrangers en Allemagne, etc. Cette dernière étude insiste sur le fait qu'en principe la persécution ne devait pas distinguer entre Juifs allemands et étrangers et considère que la législation ne connaît pas cette distinction. Il est exact que la législation de Nuremberg n'établissait aucune différence sur ce point. Ajoutons cependant pour notre part que le décret du 3 décembre 1938 sur l' « aryanisation économique » dans le Reich excluait les Juifs étrangers de l'obligation de déposer leurs titres et leurs objets de valeur. L'étude en question souligne qu'après le pogrom de novembre 1938, le gouvernement nazi a été fortement impressionné par les protestations des gouvernements étrangers. C'est cette crainte qui se reflète dans cette pièce importante de la législation antijuive dans le Reich.

Nous n'avons pas pu épuiser toute la matière contenue dans le recueil (soulignons encore l'étude sur l'extermination raciale des Bohémiens et l'étude sur les camps d'internement en France — mais cette dernière, malgré son titre, répond de toute évidence à une demande concernant exclusivement les camps dans la zone non occupée et fournit donc une image tronquée de l'implication de la politique de Vichy dans le système des camps juifs en France). L'ensemble des travaux d'expertise de l'*Institut de Munich* présente une matière très riche et variée. L'ouvrage pourra être utilement consulté pour de multiples questions de l'histoire de l'époque nazie.

J. Billig,
Centre de Documentation juive contemporaine.

Un tableau de la Wehrmacht

Dans ce tirage à part d'un article publié par la *Revue historique de l'armée* (fasc. 2 de 1957), avec la conscience et la précision qui caractérisent tous ses travaux, A. Golaz, administrateur civil au Ministère de la Guerre, présente, d'après les sources allemandes en possession du Service historique français et notamment les ouvrages de Müller-Hildebrand et de Guderian, une série de tableaux indiquant le nombre d'unités existant au début de la Guerre, les créations et dissolutions de divisions jusqu'en 1941, leur composition, la répartition de ces divisions entre les fronts à différentes dates (10 septembre 1939, 10 mai et 9 juin 1940, 22 juin 1941) et les caractéristiques de ces divisions aux mêmes dates (1).

Ces tableaux constituent un élément indispensable de toute étude d'histoire militaire relative à cette période.

Il en résulte que :

1) Notre effort de guerre pendant la « drôle de guerre » fut de beaucoup inférieur à celui des Allemands — et même à celui de la France au cours de la période équivalente de 1914-15 ;

2) Comme l'ont montré d'autres auteurs, les Allemands ne disposaient nullement sur notre front en mai 1940, de la supériorité de moyens que leur attribuait notre 2e Bureau, et qu'on a continué à leur attribuer longtemps encore après la fin de la guerre.

Général Lestien.

(1) André Golaz, *L'armée allemande de 1939 à 1945*, Ire Partie ; Jusqu'au 22 juin 1941, État-Major de l'Armée, Service Historique, 1957, in-4°, 52 p.

L'OCCUPATION DE LA FRANCE

Documents français sur les rapports franco-allemands

La *Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France*, sous la présidence de Pierre Caron, s'était, dès 1945, préoccupée de mettre immédiatement à la disposition des historiens, les plus importants des documents recueillis par les dépôts d'archives, mais que les règlements interdisent de communiquer aux particuliers avant de longs délais. C'est ainsi que parurent les trois premiers volumes de *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice, recueil de documents publié par le Gouvernement français* (t. I, 1947, II, 1950, III, 1952, établis par MM. Pierre Caron et Pierre Cézard).

Le *Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, qui, sous l'impulsion de son secrétaire général, M. Henri Michel, succéda à la fin de 1951 à la *Commission*, continua le travail en cours, mais, modifiant le plan primitif, trop ambitieux, de cette publication, décida de terminer en deux volumes la collection commencée. Le tome IV, 1957, a été annoncé dans la *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* (nº 29, huitième année, janvier 1958, p. 95-97). Voici maintenant le cinquième et dernier volume (1).

Alors que les volumes précédents faisaient une large place aux questions économiques, ce tome V s'est surtout préoccupé de l'évolution de la situation politique.

Il s'ouvre, à la fin de juillet 1941, sur une période de tension franco-allemande causée par la note du 14 juillet (t. IV, p. 564 et 589), par laquelle le Gouvernement français annonçait son intention de ne pas passer à l'exécution de la partie II du *Protocole de Paris* du 28 mai 1941 (t. IV, p. 472, 477 et 479), tant que la négociation politique n'aurait pas abouti. Les Allemands sont furieux : ils ont accordé un certain nombre de « déstockages », divers mouvements de troupes, et une extension des possibilités de déplacement de la marine de Guerre ; or, en Syrie, après l'armistice de Saint-Jean-d'Acre, ils n'ont retiré aucun profit des avantages consentis par la France en faveur de l'Irak, et la France allait refuser, d'une part, en Tunisie, les transports et cessions divers prévus au bénéfice de l'Afrika-Korps, d'autre part, à Dakar, l'utilisation du port et de ses installations par la Marine allemande !

Aussi dès le 24 juillet, au cours d'un entretien Vogl-Michelier (qui fait fonction de président de la D.F.C.A.A. en attendant que soit nommé un successeur au général Doyen), les Allemands énumèrent les « neuf points » par lesquels ils vont faire pression sur la France pour l'obliger à s'acquitter des obligations souscrites par elle dans la partie II du *Protocole de Paris* : 1) Refus de rapatrier en Afrique du Nord l'armée française du Levant ; 2) Refus de renforcer les forces françaises d'Afrique du Nord ; 3) Même refus pour les forces de police d'Afrique du Nord ; 4) Pas de réarmement de sous-marins ; 5) Pas de réorganisation des forces de l'Air ; en parti-

(1) *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice. Recueil de documents publié par le Gouvernement français*, t. V (21 juillet-21 décembre 1941). Texte établi par M. Pierre Cézard, conservateur aux Archives nationales ; index de M. Abel Doysié, Paris, Imprimerie nationale, Alfred Costes, éditeur, 1959, 1 vol. in-8°, viii-529 p.

culier, refus de conserver les formations ramenées de Syrie ; 6) Pas de renforcement anti-aérien ; 7) Pas de fabrications d'armements ; 8) Menace de retrait de l'autorisation de recruter en zone occupée ; 9) Menace de renforcement du contrôle maritime. Enfin, une dixième menace est formulée : pas de libérations pour les « relèves » coloniales.

La position française est juridiquement forte en ce sens que, si le *Protocole de Paris* débute par les mots : « Dans le cadre des négociations politiques en cours », il faut reconnaître que, dès la signature des conventions militaires, les négociations politiques ont été interrompues. De même, le protocole complémentaire reconnaît que les concessions françaises en Afrique du Nord et en Afrique occidentale « peuvent conduire à un conflit armé immédiatement avec l'Angleterre ou avec les États-Unis. Le Gouvernement français doit donc obtenir la réalisation des conditions militaires et politiques qu'implique cette situation ».

Pourtant, le point de vue français « pas d'exécution de l'accord tant que les négociations sur le plan politique sont interrompues » est difficile à défendre car, toujours dans le protocole complémentaire, il est expressément spécifié : « Les concessions allemandes fixées et prévues dans l'accord sur l'Afrique du Nord en vue du renforcement de l'état défensif sur terre, sur mer et dans les airs, permettent d'assurer immédiatement les risques que comportent les facilités accordées du côté français en ce qui concerne Bizerte. » L'Allemagne est donc parfaitement en droit de prétendre que les concessions politiques dont le Gouvernement français doit obtenir la réalisation ne s'appliquent qu'aux concessions demandées par elle à Dakar (cf. T. IV, p. 480 et t. V, p. 22 et suiv., et 388 et suiv.).

Très vite, la France doit céder, partiellement au moins : dès le 4 août, pour « clarifier l'atmosphère », le Gouvernement français accepte de signer tous les laissez-passer de la *Mission Dankworth* (achat de vivres en Afrique du Nord pour l'*Afrika-Korps*), achemine de Nîmes à la frontière libyenne, à travers la Tunisie, 400 camions (t. IV, p. 460, 475 et 515 ; t. V, en particulier p. 24-28, 45-48, 55), et transporte les vivres achetés en Afrique du Nord par la *Mission Dankworth* jusqu'à Gabès. Mais, quelques jours plus tard, le 8 août, la Délégation française remet à la Commission allemande la note dite « du 4 août » (date du départ de Vichy) qui revient sur la nécessité de lier le politique et le militaire et insiste sur le besoin de renforcer l'Afrique du Nord.

Puis la discussion s'envenime : la France refuse les cessions d'artillerie lourde (prévues au protocole pour l'Afrique du Nord) ; l'Allemagne y revient toujours et y ajoute la question du transit, par la vallée du Rhône, vers la Méditerranée, de vedettes de la Marine. Le 22 octobre, l'Allemagne exige les canons ; le 23, la France accorde les vedettes, et le 25, les canons ; le 3 novembre, alors que la rédaction des contrats s'éternise : ultimatum allemand d'avoir à livrer les canons le lendemain ; la France s'incline (t. V, p. 213 et 252).

L'Allemagne fait alors connaître que les négociations pourront reprendre... dès que satisfaction aura été donnée aussi à deux demandes italiennes (transport de blé tunisien en Libye ; compensation financière en échange de la renonciation par l'Italie aux droits que l'article X de la Convention franco-italienne d'Armistice lui confère ; (cf. t. V, p. 257 et suiv.). Les négociations seront tripartites ; la base sera le *Protocole de Paris* du 28 mai ; l'Allemagne demandera en outre la cession du tonnage neutre existant dans les ports français. La France pourra présenter les demandes en suspens, mais aucun avantage politique ne pourra lui être concédé (entretien du 12 novembre, t. V, p. 278 et suiv.). Ce même jour, l'Allemagne signale qu'une modification dans le Haut-commandement en Afrique du Nord faciliterait la prise

en considération des demandes françaises. Cela vise nommément le général Weygand.

Encore une fois, la France s'incline : le 20 novembre, le général Weygand prend sa retraite (p. 282) ; au cours de l'entretien du 23 novembre, l'Allemagne annonce : 1) Que les demandes concernant l'armée française du Levant sont accordées, ainsi que les libérations des prisonniers de la Marine et des 10 000 prisonniers nord-africains, « eu égard au nouveau climat créé en Afrique du Nord » ; 2) Que les négociations s'ouvriront à Wiesbaden le 27 novembre.

Elles sont difficiles, ces négociations : les puissances de l'Axe demandent beaucoup, mais il est clair qu'elles ne sont pas disposées à accorder grand-chose. La situation militaire générale évolue très vite en décembre 1941 et conseille l'attentisme aux représentants français : les succès de la Wehrmacht en Russie ne peuvent faire illusion ; il est évident que malgré l'avance spectaculaire réalisée d'un bout à l'autre du front, la bataille de Moscou s'est soldée par un échec. De l'autre côté du monde, les succès initiaux des Japonais ne peuvent faire oublier que l'énorme puissance économique des États-Unis vient d'entrer en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne. Aussi, lorsque, le 21 décembre, l'amiral Michelier lit le *Memorandum* qu'il a reçu de Vichy : « ... Le Gouvernement français... demeure entièrement acquis à une politique de collaboration... Il reste persuadé... que sa collaboration avec l'Allemagne ne peut correspondre à une attitude de perpétuelle et totale soumission, mais que... un véritable régime de collaboration ne s'établit que par une série de concessions mutuelles » (t. V, p. 336), on se trouve pratiquement ramené au point exact où les représentants français de Wiesbaden se trouvaient le 24 juillet. Dès lors, va s'ouvrir cette période dite de « sommeil » où sombre l'importance de la *Délégation française*.

Ce cinquième volume ne limite pas sa documentation aux seules négociations de Wiesbaden : de courtes annexes jettent la lumière sur l'entretien Gœring-Pétain de Saint-Florentin (p. 379), et le voyage du général Juin à Berlin, le 20 décembre 1941 (p. 381). Surtout, ce volume fait une place assez large aux négociations avec l'Italie. Cet élargissement est nécessaire puisque, par la volonté même des Allemands, les négociations de la fin de 1941 sont tripartites. Mais — et un heureux retour en arrière, aux événements de juillet 1940, nous y convie — cet angle nouveau sous lequel les rapports franco-allemands sont considérés met en lumière le fait que Vichy accorde aux Italiens ce qu'il refuse aux Allemands : base aérienne dans la région d'Oran accordée à l'Italie après Mers el-Kébir (p. 436-444) ; mais refus d'accorder les mêmes bases aériennes aux Allemands (demande du 15 juillet 1940) ; refus réitérés d'accorder le transit, à travers la Tunisie, du ravitaillement destiné aux forces de l'Axe ; mais accord aux seuls Italiens, à Turin (p. 406-407), du transit de camions *(transports Gamma)* et de marchandises *(transports Delta)*.

Si ce cinquième volume ne se limite pas géographiquement aux seuls événements de Wiesbaden, il ne se limite pas non plus chronologiquement aux seuls événements de juillet à décembre 1941. A côté des documents relatifs à la demande allemande du 15 juillet 1940, un autre retour en arrière nous ramène aux négociations de Paris, peu après Montoire (p. 445 et suiv.). Darlan et Laval y envisagent les hostilités contre l'Angleterre (p. 455) ; Laval ajoute que notre flotte est armée pour chasser de Gaulle (p. 461) et qu'il souhaite la victoire de l'Allemagne (10 décembre 1941). Enfin (p. 462 et suiv.), le général Doyen explique avec peine au général von Stülpnagel les raisons du renvoi de Laval (13 décembre 1940).

A côté de ces retours en arrière, il y a aussi de larges perspectives vers les années 1942 à 1944. Une longue annexe sur l'Alsace et la Lorraine (p. 132 et

suiv.) permet de suivre presque jusqu'au bout le calvaire des départements français de l'Est ; mais surtout, le gros *dossier Vignol*, long résumé des travaux de la Délégation française, permet d'assister aux négociations (p. 414 et suiv.) sur la fabrication en zone libre de poudres pour l'Allemagne (contrat signé le 8 août 1942 à Paris, après un protocole initial signé par Laval à Moulins le 11 mai) et celles qui amènent la France à céder le tonnage neutre de ses ports (Accords Laval-Kauffmann à Nevers, le 27 août 1942). Les tractations de détail sur la cession du tonnage neutre durent encore, lorsque les événements de novembre 1942 (p. 422 et suiv.) achèvent de ruiner la Délégation française.

Ainsi ce dernier volume, tout en faisant la plus large place possible aux pourparlers du dernier semestre 1941, indique l'essentiel des négociations postérieures. Avec les compléments qu'il apporte aux premiers volumes, il doit servir utilement les historiens de cette période. Peut-être aussi, par les horizons qu'il découvre sur les rapports franco-allemands, vus sous l'angle des rapports franco-italiens, ouvrira-t-il la voie à des recherches nouvelles ; l'éditeur s'en estimerait grandement récompensé.

Pierre Cézard,
Conservateur aux Archives nationales.

L'aspect financier de l'occupation

L'Institut de Tubingen a fait paraître, sous forme d'un épais cahier de 140 pages dactylographiées, un texte assez dense consacré à l'aspect financier de l'occupation allemande en France. L'auteur en est M. Alfred Munz, et la présentation de son travail est faite par les Drs Hedwig Maier et Achim Tobler. Cette production porte le nº 9 d'une série spécialisée dans la recherche des effets de l'occupation allemande, au cours de la deuxième guerre mondiale, dans les différents pays où elle a eu lieu (1).

Les Drs Maier et Tobler indiquent le sens général des études entreprises par M. Alfred Munz. Elles reposent sur la connaissance de l'exploitation des documents officiels français et allemands. Mais, estimant ces sources insuffisantes, l'auteur désire attendre et solliciter les réactions des personnes autorisées qui seraient capables de l'éclairer davantage. Ce n'est qu'après l'examen de cette documentation complémentaire, dont l'importance s'aperçoit aisément, que l'ouvrage trouvera sa forme définitive.

Dans son introduction, qui vient immédiatement après cette présentation, M. Alfred Munz pose certains principes et rappelle certains faits dont il est bon de prendre connaissance.

Mettant en évidence le rôle primordial de l'économie dans la conduite des guerres actuelles, il en déduit l'importance que prend tout naturellement l'occupation d'un pays par un autre : d'une part, en effet, la capacité économique de l'occupant s'en trouve augmentée, d'autre part, celle de l'occupé (qui reste provisoirement l'ennemi) s'en trouve pour autant diminuée. Cependant, il faut prendre garde de ne pas ruiner le pays occupé : il importe au contraire de mettre en harmonie les économies des deux pays, étant entendu que l'une sera au service de l'autre.

Si l'Allemagne a pu soutenir la guerre pendant six ans, c'est parce qu'elle a su tirer parti de tous les pays qu'elle occupait, et spécialement de la France,

(1) Alfred Munz, *Die Auswirkungen der deutschen Besetzung auf Währung und Finanzen Frankreichs*, Institut für Besatzungsfragen, Tubingen, Januar 1957, 141 p., 8 p.

qui était le plus important d'entre eux. La France a donc fourni à l'Allemagne une partie du potentiel qui lui était indispensable pour la conduite de la guerre.

Cependant, s'il était nécessaire d'adapter l'économie française aux besoins de l'Allemagne, les exigences de celle-ci ont été telles qu'il a été tiré de la France plus qu'il n'était raisonnable de lui demander. Il en est résulté que l'économie de la France a été atteinte dans sa substance même : à la fin de la guerre, ses réserves de toute nature étaient anéanties ; tout son appareil de production, par suite de l'insuffisance des réinvestissements, se trouvait singulièrement amoindri ; et sa situation monétaire et financière était ruinée.

Tel est le sombre tableau, hélas ! trop exact, que M. Alfred Munz présente avec une totale lucidité. Il s'empresse d'ailleurs d'ajouter que l'objet de son ouvrage n'est pas de porter un jugement sur la politique allemande d'occupation, ni d'en rechercher la justification. Il a simplement pour but, par l'utilisation des données connues, d'établir une image objective : celle de ces années qui furent les plus malheureuses dans l'histoire des relations entre les deux peuples.

***

Ayant ainsi précisé ses desseins, M. Alfred Munz entre dans le développement de son sujet.

Il consacre deux chapitres à des exposés, forcément un peu trop sommaires, de la situation monétaire et financière de la France entre les deux guerres mondiales et pendant la première année de la seconde.

Puis il arrive au début de l'occupation allemande en France et à l'introduction des billets des caisses de crédit du Reich. L'étude de cette monnaie, présentée par un Allemand, n'est pas dépourvue d'intérêt. Il y est notamment reconnu que le pouvoir d'achat de ces billets était surfait, puisqu'au lieu de valoir 20 F, le mark n'équivalait effectivement qu'à 10. Il y est dit aussi que cette situation était à l'avantage du soldat allemand, qui faisait à bon compte ses achats en France. Le retrait de ces billets, qui aurait dû se faire rapidement, tarda au contraire beaucoup, jusqu'à la fin de 1943. Entre temps, les mêmes billets émis dans les pays occupés de l'Est venaient envahir la France, et comme les services allemands utilisaient largement les uns et les autres au marché noir, il est aisé d'apprécier le rôle que les émissions des caisses de crédit du Reich ont joué dans « l'utilisation » de l'économie française au profit de l'Allemagne. M. Alfred Munz n'hésite d'ailleurs pas à reconnaître à l'emploi de ces billets un avantage certain : c'est qu'ils évitaient les réquisitions, toujours considérées comme une manière de pillage par les populations qui les subissent : l'occupant ne prenait pas, il payait (du moins en apparence). Les billets des caisses de crédit du Reich étaient des bons de réquisition d'une qualité « améliorée ».

***

Le chapitre suivant, qui est lourd de substance, et qui n'absorbe pas moins d'une cinquantaine de pages du cahier, est consacré à la charge financière supportée par la France du fait de l'occupation allemande.

Le lecteur français n'a rien à apprendre de ce copieux exposé : il lui a déjà été soumis par les soins de ses compatriotes. Il regrettera seulement de ne trouver, dans cette présentation allemande d'événements qui l'ont tant éprouvé, aucune appréciation personnelle de l'auteur. Celui-ci avait annoncé, au début de son travail, qu'il serait totalement objectif. Mais il

est impossible, ici, de ne pas regretter cette attitude. En effet, des événements tels que l'entrevue de Montoire, l'arrestation de Laval et beaucoup d'autres ont profondément marqué dans l'histoire de l'occupation. Les passer sous silence, c'est laisser délibérément de côté des explications indispensables ; c'est admettre à tort que de simples chiffres, dans leur impersonnelle aridité, suffiront à satisfaire la curiosité des hommes.

Quant au soi-disant accord de compensation, qui constitua au profit des Allemands un puissant moyen d'acquérir gratuitement trop de biens français, l'auteur fait également preuve, sur la nature de son fondement, d'une très grande discrétion. Il constate seulement, en citant des chiffres convaincants, qu'il a contribué largement au ravitaillement et à l'équipement de l'Allemagne.

***

Après avoir évalué, en les récapitulant, les principales charges de l'occupation imposées à la France (tribut, frais de cantonnement, clearing), M. Alfred Munz ouvre une série d'autres chapitres où il traite de la gestion des finances publiques françaises pendant et après l'occupation allemande. Plus de cinquante pages sont encore consacrées à ces études. Mais, comme elles ne donnent que des renseignements puisés, plus ou moins directement, dans des documents français, elles ne nous apprennent rien que nous ne connaissions déjà.

Cependant, cette dernière partie de l'ouvrage prépare sa conclusion. L'auteur ayant décrit les malheurs qui advinrent aux finances de la France après que l'occupation allemande eût pris fin, a le scrupule de n'en pas laisser l'entière responsabilité à cette seule occupation. Il l'impose en bonne partie à la mauvaise gestion des Français eux-mêmes. Par leur irrésolution, et peut-être même par leur incapacité, les Gouvernements français auraient précipité la ruine monétaire de leur pays.

Voilà un jugement péremptoire. Mais l'auteur oublie un fait capital : c'est que, pendant quatre ans, l'Allemagne a tenu captives les finances françaises. En vidant à son profit toute l'économie de notre pays, elle nous a obligés à payer les frais de la guerre qu'elle allait perdre. Du point de vue monétaire, son but essentiel avait été de contenir les prix, de manière à conserver à ses instruments de préemptions leur maximum d'efficacité. Procédé artificiel, dont le succès n'était assuré que par une implacable domination politique. Mais, dès la débâcle de l'armée allemande, l'explosion inévitable s'est produite : les besoins économiques du peuple français, trop longtemps comprimés, se sont subitement détendus. Il eût fallu, aux Gouvernements qui vinrent recueillir une bien lourde succession, une énergie comparable à celle de l'oppresseur pour continuer la politique farouchement restrictive de celui-ci. Il ne pouvait en être question. Oublier que la France sortait de l'une des plus dures épreuves de son histoire, qu'elle venait de subir un changement de régime, que son peuple était divisé, c'est méconnaître les inévitables réactions que la politique exerce, de très haut, sur l'économique. Voilà pourquoi la grande responsabilité des malheurs de nos finances et de notre monnaie est indubitablement imputable à l'occupation allemande.

Aussi bien, quelques années ont passé, et notre pays, se remettant sainement et définitivement de la grande secousse qui l'a ébranlé, continue à tenir la place que ses Alliés lui ont faite parmi les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale. Ce qui prouve bien, contrairement à ce que pense M. Alfred Munz, que cette place, il l'avait méritée.

Pierre ARNOULT.

GUERRE PSYCHOLOGIQUE

M. John Baker White s'était spécialisé dès avant 1939 dans l'étude, à titre privé, de la *cinquième colonne* nazie en Europe occidentale. Pendant la guerre, il a été chargé d'organiser les émissions radiophoniques anglaises destinées à l'armée allemande, ensuite affecté au Département *Political Intelligence* du *Foreign Office*, puis au *Political Warfare Executive* ; en 1943, il a été nommé *Military Assistant* du chef de la Mission de guerre politique pour le Moyen-Orient.

C'est donc un spécialiste de ce qu'il est convenu d'appeler la *guerre psychologique*. Il décrit dans *The big lie* (1) diverses initiatives anglaises ayant eu toutes pour objet de semer la confusion dans les rangs de l'adversaire ; ces initiatives peuvent être, en fait, classées en deux catégories d'activités de nature assez différente :

— des opérations de *guerre psychologique* proprement dite (émissions de la *B. B. C.*, propagande par tracts, diffusion de rumeurs, etc.), destinées à affaiblir le moral de l'ennemi ou à relever celui des populations occupées.

— des ruses de guerre, destinées à induire le commandement ennemi en erreur sur le potentiel de guerre et les intentions des Alliés (essentiellement des opérations d'*intoxication* — en anglais *deception* — visant les services de renseignement adverses).

Selon M. Baker White, le Premier britannique était assez sceptique quant à l'efficacité de la guerre psychologique, mais s'intéressait aux opérations de « déception ». Par contre, le président Roosevelt et les chefs militaires américains ont manifesté tout au long des hostilités une grande confiance dans les résultats de la guerre psychologique ; c'est grâce à l'influence américaine que cette forme de lutte a pris toute son ampleur dans les dernières années du conflit mondial.

Les plans d'*intoxication* dressés par les Anglais, puis par les Alliés, contre les Allemands ont varié en fonction des diverses étapes de la guerre :

— après juin 1940, il s'agissait pour les Anglais de se faire passer pour plus puissants qu'ils n'étaient en réalité et de décourager les tentatives d'invasion ; telle est l'origine de la mise en scène montée par les services anglais autour d'un procédé consistant à mettre le feu sur une large surface de la mer le long des côtes ; ce moyen de défense, nullement irréalisable sur le plan théorique, n'a jamais pris l'ampleur qu'il a connu dans l'esprit des Allemands, surtout auprès des hommes de troupe. En l'occurence, les Anglais ont fait à la fois jouer les ressorts de la guerre psychologique et fonctionner les « canaux » d'intoxication conduisant aux services secrets allemands.

— à partir de 1942, le problème consistait à induire en erreur les Allemands sur les plans alliés de débarquement en Afrique du Nord, puis en Sicile. Une très brillante opération, à l'actif des services de renseignement de la Marine britannique, fit tomber entre les mains des Espagnols — qui rendirent compte aux Allemands — le cadavre d'un faux « officier supérieur » britannique, porteur d'une lettre « confidentielle » dans laquelle le général Nye, chef adjoint de l'état-major impérial, était censé donner au général Alexander des « précisions » sur les projets militaires alliés. Il semble que les Allemands aient mordu allègrement à l'hameçon (2).

(1) John Baker White, *The big lie*, London, Evans Brothers Limited, 1955, in-8°, 220 pages.

(2) L'affaire a été décrite avec plus de détails par un de ses acteurs, Ewen Montagu, dans *The man who never was*, édité chez Evans à Londres.

— en 1943-1944, le Moyen-Orient fut le théâtre d'une autre manœuvre d'intoxication tendant à convaincre l'ennemi de la possibilité d'une attaque alliée à travers la Turquie en direction de la Bulgarie. La mise en scène fut poussée assez loin dans le détail, en Syrie notamment.

— au début de 1944, il parut inutile de songer à tromper les Allemands sur l'imminence de l'attaque sur les côtes de France. Par contre, les Anglo-Américains tentèrent d'induire en erreur leurs adversaires sur la zone où le coup serait frappé et s'efforcèrent de donner l'impression que leurs préparatifs étaient dirigés vers le Pas-de-Calais. Une telle *intoxication* confirmait dans leurs pronostics les chefs militaires allemands, persuadés que le premier objectif de l'armée d'invasion serait de mettre la main sur les régions servant de bases de départ aux armes « V » lancées contre l'Angleterre. Cependant, la manœuvre montée par les Alliés ne put avoir raison de l'intuition de Hitler, pour lequel l'objectif allié devait être la Normandie et le Cotentin. L'opération de *déception* ne remporta donc qu'un demi-succès : elle semble avoir réussi seulement à fixer dans le Nord de la France un certain nombre de divisions allemandes dans l'attente d'un hypothétique débarquement dans le Pas-de-Calais.

Ces diverses opérations n'eurent pas seulement des résultats de caractère stratégique ; elles alimentèrent du côté allemand les dissensions entre les services secrets rivaux de l'armée et du parti. Après une manœuvre de ce genre, en effet, la vérité éclate généralement au grand jour en s'inscrivant sur la carte des opérations et la manœuvre d'intoxication apparaît lorsqu'il est trop tard. Le service qui s'est laissé prendre au jeu de l'adversaire peut difficilement, dans ces conditions, répondre aux reproches formulés en haut lieu par un service secret rival. M. Baker White assure que les manœuvres d'intoxication alliées ont hâté la défaite de l'*Abwehr* en face du *S. D.* ; ce résultat n'était nullement recherché par les Services britanniques.

Et le lecteur de *The big lie* est amené à se demander, en conclusion, s'il ne convient pas de voir là l'une des racines de la légende tenace qui a voulu faire passer l'amiral Canaris pour favorable aux Alliés, alors qu'il a peut-être été parfois trop naïf en face des ruses anglo-saxonnes.

A. Fournier.

V1 et V2

Air Chief Marshal Sir Philip Joubert de La Ferte, *Rocket*, New York, Philosophical Library, 1957, 190 p. avec 22 illustr.

Après le maréchal de l'Air Sir Roderick Hill et le général Sir F. Pile, un autre chef de l'Armée de l'Air britannique reprend l'histoire des *V1* et des *V2*, en manière de préface à une analyse de l'influence que les *rockets* à longue portée peuvent avoir sur la politique des pays susceptibles de produire et d'utiliser de telles armes.

La partie historique de ce livre — la seule qui relève de cette *Revue* — est très développée. Se plaçant tour à tour du côté allemand et du côté britannique, l'auteur expose l'histoire de la mise au point de ces *rockets* et de leur propulsion, et celle des contre-mesures prises par les Alliés de 1940 à 1945, pour réduire leurs effets.

De ce dernier point de vue, il complète et précise les indications données par Churchill dans ses *Mémoires*. Soucieux d'appeler la reconnaissance publique sur tous ceux qui, directement ou indirectement, contribuèrent à sauver l'Angleterre, il va même jusqu'à faire l'histoire détaillée, très intéressante pour les spécialistes, de la photographie aérienne, celle des appareils

utilisés, puis celle de l'interprétation des photographies, qui, dans cette lutte, jouèrent un rôle capital.

Dès novembre 1939, une série de mystérieuses communications, venues d'Allemagne par Oslo et qu'on croit pouvoir attribuer à « un officier très haut placé dans la hiérarchie d'Hitler », avaient appelé l'attention des autorités britanniques sur les mines magnétiques, le radar, les *V1* et les *V2*. Mais il fallut attendre d'autres révélations et même, pour certaines de ces inventions, un commencement de preuve pour vaincre le scepticisme officiel. Quoique le premier *V2* eût été expérimenté avec succès en octobre 1942 et le premier *V1* en décembre, ce fut seulement en avril 1943 que le major Duncan Sandys, gendre de Churchill, reçut la mission d'étudier la question des *rockets*. En juin, des reconnaissances photographiques furent entreprises sur le territoire français, ainsi que sur la station d'essais de Peenemünde, dont l'activité suspecte avait été particulièrement signalée. L'étude des photographies permit de conclure à l'existence certaine des fusées à longue portée, et, malgré l'opposition d'experts officiels, on décida d'attaquer Peenemünde. Cette attaque fut exécutée le 17 août. Le récit, qu'en fait l'auteur d'après les témoignages des exécutants, est très émouvant. Si elle fut coûteuse (40 avions descendus), elle obtint un succès complet. Les Allemands durent transporter la station d'essais hors de la portée des avions britanniques, à Blizna, en Pologne du Sud, où un nouveau lancement ne put être effectué qu'en janvier 1944. Cette fois, ce fut la Résistance polonaise qui, par une opération audacieuse et dramatique, réussit à se procurer et à faire parvenir à Londres des précisions sur les *V2*. Dans l'intervalle, les rampes de lancement, décelées par les photographies ainsi que par les renseignements des Résistants français, à qui l'auteur rend un chaleureux hommage, avaient été systématiquement bombardées et de très nombreuses détruites, ainsi que des dépôts de bombes. Plus tard, ce fut le bombardement des communications qui ralentit le ravitaillement des postes de lancement ou d'envol des *V*, cependant que se préparaient et se perfectionnaient, d'ailleurs assez lentement, les méthodes d'attaque directe contre les terribles projectiles.

Le résultat de toutes ces contre-mesures fut que les premiers *V1* n'atteignirent l'Angleterre que le 13 juin 1944, et qu'au lieu des 5 000 qu'Hitler espérait lancer chaque 24 heures, 5 400 seulement furent lancés au total entre juin et septembre. Ils causèrent 6 100 morts et 17 500 blessés (indépendamment des dégâts produits dans un million d'immeubles). Ces pertes furent sans effet sensible sur le moral britannique. Quant aux *V2*, dont le premier fut lancé en septembre et dont l'action contre l'Angleterre fut bientôt interrompue par l'avance alliée, leurs effets matériels furent moindres, quoique leur influence sur le moral fût plus forte que celle des *V1*.

L'auteur admet, comme Eisenhower et contrairement à Churchill, que si ces bombardements avaient pu commencer six mois plus tôt et s'ils avaient visé la zone Portsmouth-Southampton, le débarquement de Normandie en eût été sérieusement compromis et, par conséquent, la durée de la guerre prolongée.

Mais il fait remarquer à ce propos que cet échec relatif des *rockets* ne doit pas être attribué aux seules contre-mesures britanniques. La responsabilité en doit être imputée pour une large part à Hitler lui-même, à ses tergiversations quant à la priorité à accorder aux fabrications et surtout à sa décision d'utiliser ces « armes secrètes » comme instrument de vengeance et de représailles contre Londres et la population, au lieu de les employer contre les forces d'invasion, ainsi que le demandaient les techniciens qui en avaient assuré la fabrication et les militaires chargés du lancement.

Général Lestien.

En Lybie en novembre-décembre 1941

Un ouvrage composé et édité sous les auspices du Service historique de l'Union sud-africaine (1), est l'étude d'une des phases de ce mouvement pendulaire qui caractérise la guerre en Afrique du Nord entre les forces allemandes et italiennes d'une part, et les forces britanniques d'autre part, les deux camps se poussant et se repoussant entre l'Égypte et la Tunisie. Cette phase est l'opération *Crusader* (Croisé) (2), autrement dit l'offensive exécutée par la VIII[e] Armée britannique en novembre-décembre 1941.

Les sources tant britanniques qu'allemandes et italiennes, auxquelles les auteurs ont puisé, sont indiquées dans une longue liste. Dans cette revue même nous avons eu l'occasion d'analyser un certain nombre d'ouvrages se rapportant à la longue campagne en Afrique du Nord (3), mais l'offensive qui nous occupe y est traitée en quelques pages alors que les auteurs du présent travail y ont consacré environ 500 pages. Cela interdit l'idée d'un résumé mais la lecture de ce livre, la comparaison avec d'autres sur le même sujet, suggèrent diverses remarques.

Le plan de l'opération mérite qu'on s'y arrête. Le général Auchinleck fut nommé au commandement en chef du Moyen-Orient en juillet 1941. A peine parti de Londres, il fut pressé, par Churchill en particulier, de prendre l'offensive en Afrique du Nord aussitôt que possible. On lui répétait que l'affaire était urgente. L'Allemagne était désormais occupée en Russie ; il fallait profiter de l'occasion. Auchinleck demanda plus de blindés, 50 % de renforts. L'Angleterre ne pouvait lui en envoyer autant. Le commandant en chef s'inclina et promit d'attaquer vers la fin de l'automne. Il fit nommer le général Cunningham à la tête de la VIII[e] Armée. Cunningham et son état-major étudièrent un plan. Les suggestions abondèrent. Un projet soutenu par un jeune officier d'état-major ardent, mais connaissant mal la guerre dans le désert, consistait à foncer tout droit depuis la frontière par les oasis de Siwa, Jarabub, Jalo pour couper la Cyrénaïque et s'installer sur les communications de Rommel. Projet audacieux, mais risqué avec les moyens dont on disposait, et qui fut écarté. A cette occasion, Desmond Young (p. 152 de la traduction française de *Rommel*) écrit : « On ne peut désormais relever aucune faute dans le plan du général. » Voire, diraient les auteurs du présent ouvrage. Le plan proposé par Cunningham à Auchinleck le 15 septembre se proposait : de prendre les forces blindées ennemies comme objectif, de les cerner et de les empêcher de se dérober ; à titre accessoire, de délivrer Tobruk. A cet effet, l'armée était divisée en trois groupes. Le 30[e] Corps au sud formait la force principale avec la 7[e] division blindée, la I[re] division sud-africaine, la 22[e] brigade de la Garde ; il devait partir de Maddalena, aller détruire les forces blindées dans la région de Tobruk et délivrer cette place. Au nord, le 13[e] Corps (division néo-zélandaise, 4[e] division indienne, 1[re] brigade de chars) devait isoler l'ennemi qui occupait Sollum et Bardia et nettoyer la côte jusqu'à Tobruk. Au centre, une brigade blindée devait attaquer les blindés ennemis qu'elle rencontrerait, et, en cas de nécessité, les attirer vers le corps du sud. Pour mémoire, une *force fantôme* était destinée à donner le change à l'ennemi et devait se porter sur

(1) J. A. I. Agar-Hamilton et L. C. F. Turner, *The Sidi Rezegh battles, 1941*, Cape Town et Oxford University Press, Londres, 1957, 505 p.

(2) *Crusader* était le nom du char anglais modèle VI.

(3) Desmond Young, *Rommel* (n° 4 de la revue) ; von Esebeck, *Rommel* (n° 6) ; Liddel Hart, *La guerre sans haine* (n° 14) ; Compton Mackenzie, *Eastern Epic* (n° 18) : Norton, *Le 26[e] bataillon néo-zélandais* (n° 21).

Jarabub en direction générale de Jolo (elle comprenait une brigade indienne, quelques chars et un peu d'artillerie des forces sud-africaines).

Il y avait eu beaucoup de conseillers au moment de l'élaboration du plan. Il y eut autant de voix pour le critiquer. Les blindés étaient déjà très éparpillés, mais chaque commandant de division voulait en avoir un paquet à sa disposition ; en particulier le général néo-zélandais Freyberg et le général sud-africain Brink déclaraient que cette précaution était indispensable pour leurs unités. Heureusement, le général Cunningham tint bon. Mais les auteurs de l'étude soulignent le grave défaut que présentait le plan ci-dessus. Les forces étaient divisées de telle manière qu'elles ne pouvaient être réunies pour la bataille, et en fait : deux très bonnes divisions et une brigade de chars au 13e Corps, une division d'infanterie et une brigade de chars dans Tobruk, une brigade de chars au centre du dispositif, ne jouèrent que des rôles passifs pendant que deux tiers seulement de la 7e division blindée se trouvaient à la bataille principale. Ainsi que l'a dit un critique canadien (cité p. 70) : « Il y avait trop de cuisiniers, et c'est ce qui a gâté la sauce. »

Le lecteur de l'ouvrage ne manquera pas d'être frappé par un aspect de la figure de Rommel auquel ni Desmond Young ni Liddel Hart commentant ses *Carnets* ne l'ont habitué. Tout le monde a admiré l'allant de ce chef infatigable, son goût du risque, sa rapidité dans la conception et sa volonté dans l'exécution ; les louanges de ses thuriféraires ont fait de lui un héros de légende. Personne n'a contesté ces brillantes qualités mais ce n'est généralement qu'avec une grande indulgence que l'on a parlé des défauts qui n'étaient chez lui que l'excès de ses qualités. Dans toutes les armées on a connu ces bouillants commandants de grandes unités qui ne se trouvent jamais assez près de leurs premières lignes et qui désertent leur poste de commandement au cours de la bataille pour se trouver parmi les combattants. Sur les fronts restreints, les inconvénients de laisser le poste de commandement sans chef ne sont pas toujours très graves ; de nos jours la radiophonie les atténue. Mais en Afrique, Rommel qui fut le type le plus représentatif de cette catégorie de grands chefs, fonçait en automobile dans des espaces immenses avec seulement quelques officiers qu'il avait tôt fait de lancer en mission et avec une radio parfois défaillante. Alors son état-major perdait sa trace pendant de longues heures. Les auteurs de ce livre citent plusieurs exemples de ces randonnées dont personne ne prévoyait l'itinéraire et des conséquences que son absence entraînait. Ils nous montrent le lieutenant-colonel Wesphal, son chef de bureau des opérations, resté seul au poste de commandement les 25 et 26 novembre aux abords de Tobruk alors que la situation devenait critique pour les troupes allemandes et italiennes. Après avoir vainement cherché Rommel par la radio, il dut prendre l'initiative d'envoyer à une division blindée un ordre de rappel qui se trouvait en opposition avec celui que son chef avait dans la tête.

Les auteurs s'appuient souvent sur l'ouvrage du colonel Kriebel : *Geschichte des Feldzugs in Nordafrika*. Kriebel était le chef des opérations de la 15e division blindée et il ne cache pas ce que la manière dont Rommel exerçait son commandement avait parfois de fâcheux. D'abord, Rommel n'écoutait guère son 2e bureau et il eut plusieurs fois à souffrir de ce dédain. Puis on lira (p. 368 et suiv.) que « ses allées et venues fiévreuses » le 26 novembre sur la frontière où se trouvaient égrenées diverses unités qui ne songeaient plus qu'à se procurer essence, eau et nourriture, ne le conduisirent qu'à contremander sans profit les ordres qu'elles avaient reçus de leurs chefs directs. Toujours selon l'avis de Kriebel : « Même en faisant la part du manque de moyens d'état-major à sa disposition immédiate,

il est impossible de ne pas arriver à la conclusion qu'au cours de cette attaque ses capacités étaient au-dessous de leur niveau habituel. »

Particulièrement intéressantes sont les pages où le général Cunningham, impressionné par les pertes subies par ses chars, pense rompre le combat et s'installer sur la défensive, Mais avant de prendre cette grave décision, il prie son chef, le général Auchinleck, de venir le conseiller, et alors le commandant en chef redresse avec fermeté la barre du navire, montrant posément mais avec une conviction inébranlable que la seule solution raisonnable est de poursuivre l'offensive avec tous ses moyens. Il ne tarda pas à relever Cunningham de son commandement, estimant que « pensant défensivement », il lui serait difficile de bien attaquer. En fait, la VIII[e] Armée força Rommel à se replier quelques jours après.

Combien sont pénibles les deux dernières pages du livre qui relatent, d'après un procès-verbal italien, la violente discussion qui éclata le 7 décembre au soir entre le général Bastico, commandant supérieur en Afrique du Nord, et Rommel qui était théoriquement son subordonné. Rommel, battu, accabla brutalement les divisions italiennes en les accusant de l'avoir empêché de remporter les succès escomptés. Il faut lire ces lignes pour mesurer les difficultés des relations entre les chefs militaires des deux pays alliés et les humiliations dont le haut commandement allemand abreuvait son partenaire.

Excellent ouvrage, indispensable pour l'étude de la guerre en Afrique du Nord.

G. Renondeau.

La campagne de Tunisie

L'exaltation justifiée des exploits des Forces Françaises au cours de la campagne d'Italie et des opérations consécutives aux débarquements de Normandie et de Provence jusqu'à la capitulation de l'Allemagne a, pour des raisons connues de tous, éclipsé et rejeté dans l'ombre le rôle brillant de l'armée d'Afrique dans les combats livrés en Tunisie de novembre 1942 à mai 1943. Pour d'autres raisons, non moins regrettables, les historiques officiels alliés n'ont pas été plus généreux à l'égard de cette Armée.

Son mérite fut pourtant d'autant plus grand qu'elle était plus démunie, dotée d'un armement périmé, d'un nombre de chars, d'engins anti-chars, de moyens de transport et de transmission ridiculement insuffisants, et totalement privée d'aviation. Or, malgré sa misère matérielle, elle se montra au moins égale à nos Alliés par sa valeur morale, son esprit offensif, son instruction tactique, son énergie et sa volonté de vaincre, et ses succès furent largement comparables à ceux qu'obtinrent à ses côtés les troupes britanniques et américaines, autrement équipées et armées. Elle couvrit l'entrée en ligne de celles-ci, prit part à toutes les opérations offensives et défensives de 1943, contribua activement à enrayer une poussée allemande qui risquait de nous rejeter sur la frontière algérienne, joua un rôle de premier plan dans l'offensive finale, subit des pertes qui dépassèrent en pourcentage celles de nos Alliés et eût fait un nombre de prisonniers peut-être supérieur, si, pour des raisons d'amour-propre, les chefs ennemis n'avaient préféré se rendre aux Britanniques.

C'est pour rendre à cette armée, la justice à laquelle elle a droit que le général Kœltz, qui, commandant du 19[e] Corps, en eut tous les éléments sous ses ordres, a écrit le récit de la campagne de Tunisie (1).

Historien dont la réputation n'est plus à faire, tant à l'étranger qu'en

(1) Louis Kœltz, *Une campagne que nous avons gagnée (Tunisie 1942-1943)* (Hachette, 1959, 398 p.

France, il ne s'est pas borné à apporter son témoignage personnel. Il a utilisé le maximum de documents de première main, soit inédits en ce qui concerne les archives françaises, soit publiés par des auteurs étrangers, les uns et les autres complétés par des renseignements donnés par les acteurs. Laissant volontairement dans l'ombre tout ce qui touche au côté politique des événements, se refusant à toute littérature et même au récit des exploits individuels, il expose les décisions des chefs français et le détail des combats de toutes les unités françaises, en replaçant, bien entendu, cet exposé dans le cadre général des opérations « pour que le lecteur puisse suivre le déroulement de celles-ci dans les deux camps ». On ne saurait trop admirer la précision et l'objectivité d'un tel récit. On y reconnaît à la fois le maître historien et le chef ayant derrière soi la plus brillante carrière d'état-major.

Quoique d'un caractère strictement militaire, il mérite l'attention de tous les historiens, car à le lire — et même simplement à le parcourir — ils se rendront compte de la physionomie générale des événements et des causes du retard d'une victoire, qui eût dû et pu être obtenue beaucoup plus tôt.

La première des erreurs commises fut, on le sait, le refus des Américains, obsédés de la crainte d'une intervention allemande à travers l'Espagne, de pousser les débarquements à l'Est d'Alger, puis de hâter l'envoi de leurs troupes vers la Tunisie, ce qui permit à l'ennemi de s'établir solidement.

C'en fut une autre, non moins grave, que la mauvaise organisation du commandement. Elle eut pour conséquences à la fois le mélange des unités, la difficulté des liaisons et la lenteur des décisions. Sans doute doit-elle être imputée en partie à la forme même des événements et à l'arrivée successive des divers éléments sur le théâtre des opérations. Mais une grande part des responsabilités en revient à l'inexpérience et à l'entêtement du commandement américain, ainsi qu'à sa méfiance à l'égard de l'armée française — et aussi, dans une certaine mesure, et tout au moins au début de la campagne, aux prétentions excessives du général Giraud.

Il faut aussi signaler, parmi les leçons de ces événements, les difficultés de l'entrée en campagne de troupes inexpérimentées, fussent-elles les plus courageuses, et surtout de contingents de nationalités différentes, chez lesquels les malentendus ne font place que peu à peu à la confiance et au respect mutuels — quand ils ne se prolongent pas, pour leur malheur, comme il arriva précisément durant cette campagne, entre le commandement allemand et le commandement italien.

Quoique le général Kœltz se soit gardé de sortir de son sujet, on se permettra d'ajouter que le tableau de ces causes de faiblesse donne une idée de la catastrophe qui se fût produite en Normandie si les Américains avaient fait accepter, au lieu du débarquement en Afrique du Nord, leur projet de débarquer sur le continent européen dès 1942.

Le livre du général Kœltz dépasse, on le voit, en intérêt, le but qu'il s'était fixé, l'hommage mérité rendu aux combattants de l'armée d'Afrique.

Général Lestien.

La bataille des Ardennes

A un livre qui n'est pas ni ne prétend être l'histoire de la bataille qui provoqua tant d'émotion à la fin de 1944, l'auteur a donné ce sous-titre : *G. I. Joe plaide non coupable !* (1). Tous les lecteurs compétents trouveront ce plaidoyer excellent..., mais superflu.

(1) Maurice Delaval, *La bataille des Ardennes*, Bruxelles, Imprimerie médicale et scientifique, 1958, 178 p.

Dans le trouble que causa dans l'opinion l'imprévu de la contre-attaque d'armées que l'on croyait à bout de souffle, l'importance du succès apparent et momentané de cette contre-attaque fut considérablement exagérée. Dans les pays alliés, certains crurent (ou affectèrent de croire) à la menace d'un écroulement total du front. On en vint à chercher les responsables de ce qui n'était en réalité qu'un accident, puis, quand la situation fut rétablie, à disputer des mérites de ce rétablissement. De là, des malentendus et des polémiques qu'aggravèrent des maladresses de langage. Mais la vérité est maintenant bien connue. Les légendes ont malheureusement la vie dure. On doit espérer que ce livre leur portera le coup mortel, grâce à l'étude approfondie que l'auteur a faite des très nombreux ouvrages qui ont traité de ces faits et des témoignages qu'il a recueillis auprès d'une soixantaine de généraux américains, britanniques et allemands.

On sait maintenant qu'en lançant cette contre-attaque, dont il attendait un résultat décisif, Hitler n'avait conçu qu'un rêve utopique, les moyens qu'il y affectait ne permettant pas l'exploitation du succès initial éventuel. Du moins pouvait-il espérer, et ses généraux réalisèrent-ils une surprise. Mais M. Delaval n'a aucune peine à établir que ce fut seulement une surprise tactique, et non stratégique. En affaiblissant le front des Ardennes au profit des fronts offensifs qui l'encadraient, le commandement américain avait accepté un « risque calculé ». Aussi ne fut-il nullement catastrophé et prit-il sans tarder les mesures nécessaires à la parade, puis à la riposte.

Cette surprise fut d'abord imputée par certains au fléchissement moral d'une troupe à qui des semaines de succès auraient fait perdre le sentiment de la nécessité de l'effort, et qui furent prises de panique. Cette affirmation n'est pas moins injuste (sauf peut-être pour un groupement de cavalerie, comptant à peine un millier d'hommes). Aucune troupe, étirée sur un front aussi étendu et assaillie par des forces aussi supérieures, n'eût pu résister à un tel assaut, ni, dans les jours suivants, se battre plus héroïquement pour retarder l'avance ennemie.

Quant aux polémiques qui opposèrent Britanniques et Américains, la « brutalité » de Patton à « l'inertie » de Montgomery, l'auteur montre que, si le tempérament si différent des deux chefs les explique dans une certaine mesure, elles sont également injustifiées. Peut-être même eût-il pu insister davantage sur le remarquable tour de force accompli par Patton et son état-major en retirant une armée établie face à l'Est pour l'amener, après une extraordinaire conversion de 90 degrés, effectuée dans un minimum de temps, à attaquer face au Nord. Peut-être aussi a-t-il écarté trop légèrement les raisons qu'a pu avoir Montgomery de retarder son intervention contre le flanc Nord de la poche. Mais c'est là matière à des discussions purement techniques, relevant seulement des Écoles de Guerre.

Quelles furent donc les causes des malentendus qui se produisirent ?... L'auteur les suggère discrètement. Il semble que la presse en fut responsable : il y eut, à l'origine, affolement des correspondants de guerre et hâte excessive à expédier, sans les contrôler, des nouvelles à sensation, puis, plus tard, absence de mesure dans les polémiques qu'inspiraient, plus que le souci de la vérité, des préoccupations d'ordre politique ou personnel.

Il y aurait là une leçon, plus utile que la réhabilitation du soldat, de l'officier et du commandement américains, qui n'en avaient nullement besoin.

Quoi qu'il en soit, cette étude consciencieuse et très intéressante fait le plus grand honneur à son auteur et s'inscrit parmi les plus sérieuses auxquelles a donné lieu cette bataille des Ardennes.

Général Lestien.

Narvik

Quoique les effectifs allemands engagés à Narvik en avril-juin 1940 aient été relativement faibles, cet épisode paraît avoir eu en Allemagne un grand retentissement, à en juger par le nombre des ouvrages imprimés ou inédits qui lui ont été consacrés et des témoignages qu'on a pu recueillir sur ces combats.

Cette multitude de témoignages a permis un récit détaillé de ces combats (1).

Le but de l'auteur a été d'exalter l'énergie et le courage déployés au cours d'une résistance de six semaines, menée contre des forces très supérieures en nombre, en dépit des difficultés considérables résultant du climat, d'un équipement et d'un ravitaillement insuffisants, de la médiocrité des liaisons, du terrain montagneux et de l'étendue du front à tenir.

La forme même de ce front, coupé de fjords, de rivières et de lacs, donna à la bataille un caractère très particulier : ce ne fut qu'un ensemble de combats de petites unités, de compagnies, de pelotons et même de groupes composites où entraient des chasseurs de montagne et des marins débarqués des navires coulés par l'attaque des destroyers britanniques.

Le récit de ces opérations de détail ne présente d'intérêt qu'à titre de souvenir pour ceux qui y prirent part, ou en vue de l'instruction des petites unités spécialisées dans la guerre de montagne.

On n'en retiendra ici que des impressions générales, celle qu'a voulu donner l'auteur de l'admirable attitude de la troupe allemande et celle de la lenteur des résultats obtenus par l'offensive alliée, dont les moyens étaient incontestablement supérieurs, sauf en ce qui concerne l'aviation.

L'auteur y revient à maintes reprises. Il ne s'explique ni cette lenteur, ni les hésitations des troupes alliées, ni les occasions qu'ils manquèrent ou ne surent pas exploiter. Au risque de diminuer les mérites de la troupe et du commandement allemands, il attribue, non sans raison, la faiblesse de ces résultats à l'absence d'une véritable unité de commandement ainsi que de toute coordination entre Norvégiens, Britanniques et Français, à l'inexpérience des troupes norvégiennes et britanniques (c'est à peine s'il parle des Français) et, tout au moins pour la période initiale, à l'excessive timidité du chef militaire britannique.

Général Lestien.

W. Churchill et le second front

Une étude critique de la stratégie alliée pendant la deuxième guerre mondiale doit retenir l'attention (2). Par l'ampleur de la documentation mise en œuvre, qui est attestée par quarante pages de bibliographie, par l'effort de comparaison avec la stratégie d'autres temps et d'autres guerres que permet la culture de l'auteur, professeur assistant d'histoire à *Hofstra College*, par l'esprit critique qui s'interdit tout dénigrement. Dès la première page, il ne veut voir en Churchill « neither as hero nor as villain ».

La thèse essentielle, qui est développée ici et qui mérite examen, même

(1) Alex Buchner, *Narvik* (*Die Wehrmacht im Kampf*, 18e vol.), Heidelberg, Kurt Vowinckel, 1958, 205 p. avec 9 croquis.

(2) Trumbull Higgins, *Winston Churchill and the second front* (1940-1943), New York Oxford University Press, 1957, 281 p., in-8°.

si elle ne peut être acceptée en totalité, est que W. Churchill est responsable du retard apporté à l'ouverture d'un deuxième front en Europe occidentale. L'attitude de Churchill s'expliquerait par son conservatisme (comme tous les conservateurs il est tourné vers le passé plus que vers l'avenir et trop attaché aux leçons prétendues des guerres précédentes, par l'intérêt qu'il porte aux régions méditerranéennes, et surtout par le souci de ménager les forces britanniques que lui dicte le souvenir des terribles pertes subies par les armées de la première guerre mondiale. Remarques curieuses : Churchill adopterait une politique de guerre « anglicane » toute d'opportunisme et de prudence, qui s'opposerait à la politique « calviniste » de guerre totale et d'offensive à outrance, qui est celle des U.S.A., après avoir été dans le passé la politique de Cromwell, de Napoléon et de Clausewitz ; et cette politique offre les mêmes erreurs que celle d'Hitler, qui n'a pas exploité à fond ses succès de 1940, principalement dans la région méditerranéenne.

Le résultat serait que la Grande-Bretagne a gaspillé un effort guerrier, d'ailleurs limité dans des domaines secondaires ; qu'elle a, par ses réticences, encouragé les États-Unis à porter leur principal effort dans le Pacifique ; qu'elle a fait naître des inquiétudes en U.R.S.S., et, finalement, donné à celle-ci son prestige et la domination effective de l'Europe orientale et d'une partie de l'Europe centrale.

Aucune de ces assertions n'est négligeable. Mais on peut remarquer que l'auteur néglige un peu l'importance des routes stratégiques mondiales dont la maîtrise devait être assurée, par des opérations en apparence secondaires, avant la grande et décisive opération sur le continent ; que l'accumulation des moyens matériels et la minutie des préparatifs demandaient un temps considérable ; que le fameux plan de Churchill de frapper « le ventre mou du crocodile » par un débarquement sur les côtes méridionales et orientales de l'Europe visait à limiter l'extension de l'influence russe, en même temps qu'il évitait de heurter les défenses érigées par l'Allemagne sur les côtes de la Manche.

Quoi qu'il en soit dans un débat d'importance, le livre de T. Higgins apporte un dossier d'un grand intérêt et que ne peuvent négliger aucun des historiens de la deuxième guerre mondiale, ni même tous ceux qui ont fait de la polémologie, science renouvelée, sinon tout à fait neuve, leur champ d'études de prédilection.

Henri CALVET.

GUERRE A L'EST

Contre-offensive soviétique (1943)

I. D. Kirin, *Tchernomorskii Flot v bitve za Kavkaz*, Moscou, éditions militaires, 1958, 200 p. Prix : 7 r. 10 k.

Nous sommes au deuxième été de la guerre, sur un théâtre d'opérations qu'allait vite éclipser le duel de Stalingrad. En mai 1942, le G.Q.G. allemand vient de lancer le Groupe d'Armées Sud dans l'opération *Edelweiss* : il s'agit de conquérir le littoral de la mer Noire, le Caucase et Bakou d'ici l'hiver.

Tâche démesurée que l'on put croire un instant réalisable. La supériorité militaire allemande, la capacité industrielle de l'Europe occupée, la neutralité bienveillante de la Turquie jouaient, nous dit l'auteur, contre les armes soviétiques. L'avance allemande est d'abord foudroyante : Sébastopol, Rostov, Azov tombent en juillet ; Temriouk, Maïkop, Piatigorsk... au mois d'août ; mais, déjà, l'héroïque résistance de Touapsé, qui commandait la route de Poti et de Bakou, retient et stoppe l'ennemi, impuissant à conquérir le littoral de la mer Noire. L'hiver ralentit les opérations avant la contre-offensive soviétique de janvier 1943, que l'auteur suit jusqu'en octobre, et la reconquête du territoire précédemment occupé. L'armée allemande, adepte du *Blitzkrieg*, avait sous-estimé la valeur de l'infanterie. Condamnée à l'offensive à outrance, mais incapable de tenir le pays sur une si grande surface, piétiner, c'était pour elle être déjà vaincue. Voici donc venir la revanche du fantassin soviétique sur les divisions motorisées de l'Allemagne.

Les défauts et qualités de ce livre sont ceux de la collection tout entière : documentation méthodique, encore enrichie par la consultation du *Journal des opérations militaires du Groupe d'Armées Sud* ; une cartographie soigneuse et nettement présentée ; quelques aperçus, si brefs et discrets soient-ils, sur les faiblesses de l'armée soviétique au début des opérations : impréparation à peu près totale de l'armée de mer aux opérations d'appui tactique à terre, manque de coordination entre les différentes armes, absence d'expérience militaire en terrain boisé et montagneux, lamentables insuffisances dans la fortification des places maritimes...

Sur tout cela, l'auteur passe d'ailleurs rapidement. Ce qui lui importe, est de démontrer qu'à l'inverse des troupes allemandes, dotées de la supériorité mécanique et technique, les troupes soviétiques détiennent la supériorité morale. Le voilà vite entraîné, comme tous ses confrères, dans un panégyrique où s'entremêlent les données stratégiques et la menue monnaie des opérations militaires. Nous apprenons au passage que la défensive soviétique fut sabotée par « le traître Béria ... ennemi juré du peuple » (p. 78) ; suit une impitoyable comptabilité des pertes de motocyclettes adverses et du tableau de chasse des batteries soviétiques. Les corps à corps, la résistance de groupes encerclés, les hauts faits isolés, les lettres de combattants et de combattantes... autant de moments d'une démonstration de la supériorité morale des troupes soviétiques, soutenues par l'exemple des guerriers komsomols et communistes, eux-mêmes animés par la glorieuse direction du parti.

On ne peut s'empêcher de souligner ce qu'a de conventionnel le ton dithyrambique de l'ouvrage, qui va du palmarès de la distribution de prix, à l'emphase solennelle qu'affectionnent les discours de monuments aux morts. Rien, par contre, n'est dit sur l'état d'esprit de l'arrière, des

populations occupées, sur la mentalité des combattants en retraite, bref sur tout ce qui fait le moral d'une population et de ses troupes ; rien que des références stéréotypées à l'union inébranlable derrière les porte-parole du parti. L'auteur semble ignorer ce courant de sobriété et de réalisme, cet effort de vraisemblance qui commencent à se répandre dans l'U.R.S.S. contemporaine. Comment la valeur proprement historique d'un ouvrage, qui eût exigé clarté et sobriété, n'en sortirait-elle pas considérablement affaiblie ?

Fr.-X. Coquin.

Jassy 1944

Jassy, c'est la capitale de la province de Moldavie, à proximité de laquelle s'est déroulée, dans la dernière décade d'août 1944, l'offensive soviétique qui aboutit au changement de camp de la Roumanie et à la destruction de l'aile droite du dispositif allemand. L'auteur (1) retrace cette phase de la campagne non pas sur le plan général, mais vue par une division, à l'É.-M. de laquelle il appartenait, la 79e. Cette division avait été déjà détruite à Stalingrad et reconstituée rapidement ; mais de cette nouvelle bataille il ne reviendra que quelques éléments des convois et services, qui serviront de noyau à une troisième division portant ce nº 79, comme *Volksgrenadierdivision*.

A la fin d'avril 1944, le front s'est stabilisé sur une ligne générale Sud-Est, Nord-Ouest, qui part du cours inférieur du Dniester, passe au nord de Kichinev et de Jassy puis rejoint les Carpathes. La VIe armée allemande à droite, la VIIIe à gauche, assurent la défense de cette ligne, avec le concours d'un certain nombre de divisions roumaines. Celles-ci sont insérées une à une dans le dispositif général de façon à être encadrées par deux divisions allemandes ; ainsi pense-t-on éviter que ne se reproduise l'écroulement d'un large pan du front, comme ce fut le cas sur le Don, en prélude à l'encerclement de Stalingrad. Mais chaque division allemande se trouve de la sorte encadrée, à son tour, par deux divisions roumaines, et si celles-ci fléchissent, il ne servira de rien aux Allemands d'avoir conservé leurs propres positions.

C'est exactement ce qui se produit pour la 79e division. Au début d'août 1944, la bataille s'annonce pour elle dans de bonnes conditions ; elle est bien assise sur le terrain, avec des effectifs et un armement à peu près au complet. Mais à sa droite et à sa gauche, les divisions roumaines sont peu sûres. Celle de gauche se volatilise dès le premier choc le 20 août, de sorte que l'adversaire pénètre en quelques heures dans Jassy, sur les derrières de la 79e division. La division de droite, dont le chef est, quant à lui, fidèle à l'alliance allemande, disparaît un peu moins rapidement, mais finit elle aussi par s'évaporer. Le 23, tandis que les Allemands essaient de se replier méthodiquement et de boucher les trous avec leurs réserves, le gouvernement Antonesco tombe ; le 25, la Roumanie déclare la guerre à l'Allemagne. L'auteur reconnaît pourtant qu'il n'y eut pas, en ce qui concerne sa division, de rencontre sanglante entre les troupes ex-alliées, soit que les soldats roumains aient eu la pudeur de ne pas ouvrir le feu, soit qu'ils aient craint la riposte. Quoi qu'il en soit sur ce point, les armées blindées soviétiques ont progressé très loin sur les flancs des divisions allemandes qui se trouvent bientôt encerclées et anéanties.

(1) Walther Rehm, *Jassy*, édit. Kurt Vowinckel, Neckargemünd, 1959, vol. 21 de la série *Wehrmacht im Kampf*, 164 p., 9 croquis.

Des détails caractéristiques montrent jusqu'à quel point les Allemands, toutes leurs liaisons coupées, ignoraient ce qui se passait. Le corps d'armée ne recevait pas d'ordres ; l'armée ne savait où était le corps d'armée et le supposait à plusieurs dizaines de kilomètres de son emplacement réel. Une incertitude semblable a régné sur le sort final de ces troupes jusqu'au retour des prisonniers. Même maintenant, l'ouvrage signale, sans s'y attarder, de nombreuses contradictions entre les divers auteurs qui ont parlé, d'une façon générale, de cette phase des opérations, parmi lesquels est cité le général Guillaume : *La guerre germano-soviétique*. Ces contradictions, l'auteur se garde de tenter de les résoudre ; ses sources consistent essentiellement dans les témoignages des survivants, et ceux-ci n'ont connu de la situation que ce qui se déroulait dans leur voisinage immédiat.

Toutefois, l'auteur s'élève contre l'opinion généralement admise que c'est la perte même de Jassy, que devait couvrir sa division, qui a déterminé la catastrophe où a disparu la VI^e^ armée allemande. En réalité, l'offensive soviétique, montée avec des moyens puissants et favorisée par la défection des troupes roumaines, a enfoncé tout le front de la VIII^e^ armée, à l'ouest de Jassy, et coupé largement les itinéraires de repli de la VI^e^ armée : ce n'est pas à Jassy, conclut l'auteur, qu'a été scellé le sort de celle-ci.

On retrouvera, dans la bibliographie donnée à la fin du volume, divers volumes traitant des relations de l'Allemagne et de la Roumanie, sujet qui semble susciter un intérêt particulier outre-Rhin, et dont nous avons eu l'occasion de dire un mot dans notre analyse récente de l'ouvrage : *L'évacuation de la Crimée*, par A. Hillgruber (1).

A. Golaz.

La marine soviétique

En 350 pages, ouvertement destinées aux officiers et aux amiraux soviétiques, est relaté le détail de trois années d'opérations maritimes (2).

D'emblée, nous voilà transportés au milieu des dures batailles défensives d'Odessa, durant l'automne de 1941, puis de Sébastopol au printemps et à l'été suivants, de Kertch, de Perekop, de Novorossiisk... bref de toutes les places de la mer Noire occidentale. Surprise en pleine transformation, encore mal préparée et insuffisamment équipée en dragueurs, la flotte soviétique fait un dur apprentissage avant de se replier sur le Caucase ; du moins élabore-t-elle, au cours de ses interminables opérations de ravitaillement, ou d'évacuation des troupes soviétiques encerclées, une technique de l'appui naval à terre qui n'allait pas tarder à s'affirmer dès les années de contre-offensive.

Retenons de la longue description des opérations la tactique appliquée pour la reconquête des côtes : par des opérations de débarquement multiples et simultanées, la flotte soviétique réussit à couper les lignes de ravitaillement et d'évacuation les plus pratiques pour l'ennemi, et à l'obliger à tenir un front démesurément allongé, truffé par surcroît de têtes de pont ennemies. Centrée sur la reconquête des bases maritimes indispensables à l'Axe, la contre-offensive profitait au maximum de l'expérience navale accumulée tout au long de dix-huit mois de retraites et de défaites.

On devine la place privilégiée que devaient occuper dans une telle stratégie les forces navales et l'artillerie de marine : telle est la thèse que l'auteur s'est

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 37.

(2) N. P. V'iounenko, *Tchernomorskii Flot v velikoï otelchestvennoï voïne*, Éditions militaires du ministère de la Défense, Moscou, 1957, 368 p. Prix : 7 r. 55 k.

attaché à démontrer. Il est seulement regrettable que le récit des opérations tourne trop souvent au *Livre d'Or* de la marine soviétique, au palmarès ou au simple journal des engagements militaires. Si ce ton de panégyrique qui a commandé le choix des photographies nuit à la sobriété et à la clarté du récit, on ne saurait trop louer l'effort apporté à son illustration cartographique et tactique. Ces cartes donnent le ton : rédigé pour des militaires, cet ouvrage peut toutefois offrir au profane, autant qu'une vue détaillée des opérations militaires, de précieuses indications sur le climat, l'acharnement et les méthodes de la lutte.

Fr.-X. Coquin.

Sur l'insurrection de Varsovie

En 1957 parurent à Varsovie deux livres consacrés au soulèvement d'été 1944, non pas comme études mais comme recueils de souvenirs. Depuis, de telles publications se sont multipliées. Peut-être sera-t-il possible bientôt d'utiliser ces ouvrages comme des sources historiques pour tracer un tableau d'ensemble de ce soulèvement dont le déroulement et l'échec ont si profondément marqué la mentalité polonaise contemporaine. Les deux documents que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs ont, entre eux, une grande différence : tandis que la *Rapsodia Zoliborska* de St. Podlewski cherche à être presque une œuvre littéraire, les *Pamietniki zolnierzy baonu Zoska*, documents recueillis par T. Suminski, ne voudraient être qu'un monument du souvenir (1).

La *Rapsodia* fait partie d'un ensemble plus vaste, groupant cinq titres, consacré à divers foyers de la lutte armée. Le quartier de Zoliborz, situé au sud de Marymont et de l'aérodrome de Bielany, se trouve à 5 km à peine de la grande forêt dite *puszcza Kampinoska* qui occupe une bonne moitié de la boucle de la Vistule de Modlin et de Nowy Dwor ; les opérations qui eurent lieu dans ce cadre furent à la fois du type « maquis » et du type « combat de rues », culminant dans la création de deux « républiques » dans la forêt et dans le quartier urbain. L'auteur a partagé son récit en deux parties inégales : la lutte et la défaite ; le volume se termine par quelques pages consacrées aux scènes qui se sont déroulées dans les hôpitaux après la défaite des insurgés, puis vient une « postface » qui raconte la genèse du livre, enfin nous trouvons un registre des noms propres et des pseudonymes. C'est sans doute avec une intention profonde que Podlewski a écrit une postface et non une préface ; le lecteur, que le style vif, parfois grandiloquent mais toujours prenant, de l'auteur a véritablement entraîné dans les rues de Varsovie et les routes forestières, a l'impression que tout est fini — les pages consacrées aux hôpitaux augmentant encore ce sentiment tragique. Mais la Pologne continue ; au camp de Sandbostel, Podlewski a commencé à rassembler parmi ses camarades les matériaux de l'ouvrage ; et pendant quelques années, il fut interdit de parler du soulèvement (« ce fut le temps où l'on ne pouvait parler de l'héroïsme polonais, où les familles, par mesure de précaution, faisaient enlever des sépultures des insurgés les plaques

(1) *L'épopée de Zoliborz*, édit. Pax, Varsovie, 1957, 464 p., photos hors-texte et deux cartes (Zoliborz, ou Bois-Joli, est un quartier périphérique qui s'est développé le long de la Vistule, entre la rivière et la voie ferrée de Gdansk, à l'ouest et au nord de la Citadelle construite en 1832 par les Russes). *Les souvenirs des soldats du bataillon Zoska*, édit. Nasza Ksiergarnia, Varsovie, 1957, 527 p. « Zoska », diminutif de Sophie, était le pseudonyme de son chef, T. Zawadzki ; le bataillon était en grande partie composé de scouts.

avec le mot A.K. ») (1). Le livre édité en 1957 fut d'abord publié au début de 1956 dans un périodique catholique et reçut, si nous en croyons l'auteur, un accueil chaleureux.

Il n'est pas possible de résumer l'ouvrage qui est une succession de récits plus ou moins groupés ; notons quelques indications précieuses au fil des pages. Tout d'abord, les premiers coups de feu furent tirés à Zoliborz vers 14 h, trois heures avant le début du soulèvement ; ce signal d'alarme mit les Allemands en éveil, ils occupèrent les voies ferrées et coupèrent le quartier du reste de la ville. L'attaque déclenchée contre la Citadelle et la gare de Gdansk fut repoussée par l'occupant avec de lourdes pertes pour les assaillants. L'effet de surprise fut partout inexistant (terrain de Bielany) autant que les parachutages d'armes *promis*. De nombreux groupes se constituèrent quasi-automatiquement parmi les jeunes gens habitant des pâtés de maisons et qui n'avaient pas fait partie de l'Organisation secrète (p. 42). Mais il y avait aussi des gens plus avisés qui posèrent la question qui, depuis, ne cesse pas de troubler tous ceux qui prirent part au soulèvement ou qui s'y intéressèrent de près : « N'a-t-on pas commencé trop tôt ? N'est-ce pas une provocation ? », découragement bien compréhensible après que les sections organisées à Zoliborz aient été envoyées pour quelques jours dans la forêt de Kaminos. Les noms des juges du tribunal de la République de Zoliborz illustrent la composition de la nation polonaise, plus tolérante en réalité que celles qui voulaient lui donner des leçons de tolérance les armes à la main : Tomaszunas (Lithuanien), Laszkiewicz (Polonais du Centre), Illinicz (Polonais de l'Est ou Ruthène), Wecsile (Othon, Allemand). Des secrets militaires ont pu être communiqués à la presse insurgée sans qu'on ait su qui l'avait fait. Entre les groupes insurgés, la lutte pour l'armement est acharnée, depuis que des parachutages ont eu lieu. Des officiers sont plus jaloux de leurs prérogatives qu'intelligents. Quand les sections quittent la forêt pour se rendre dans la capitale, elles passent par des lignes hongroises : « Les Hongrois les regardent avec intérêt et sympathie. » Des contacts sont pris avec un capitaine allemand commandant l'École des Troupes chimiques par l'intermédiaire de sa maîtresse, une Ukrainienne — mais Podlewski oublie de nous dire ce qui en résulta ; tandis que les soldats de l'armée polonaise arrivée sur la rive droite avec les Russes cherchent à s'installer sur la rive gauche (8e R.I.), les insurgés ne les aident pas ; un pharmacien procède sous le bombardement à la distillation de l'éther pour un hôpital ; le boulanger « Volksdeutscher » Scholl du quartier de Marymont abandonne toutes ses réserves de farine aux insurgés ; un chef d'escadron abat un lieutenant qui, ivre, n'a pas voulu se mettre au garde-à-vous et qui l'a menacé de son pistolet ; la femme d'un général, interné dans un Oflag, refuse sa villa et ses réserves ; dans la forêt de Kampinos, les insurgés utilisent les uniformes allemands pour s'approvisionner en armes et en véhicules ; le commandant Okon (qui d'après Podlewski a été d'une stupidité criminelle) ne sait pas organiser le mouvement des unités qui quittent la forêt de Kampinos, tarde à traverser la voie ferrée Varsovie-Lodz et provoque un massacre des insurgés ; la trop grande impatience des insurgés et le manque de liaison avec les Russes provoquent une attaque désespérée sur la digue de la Vistule et l'échec d'une tentative d'évacuation par pontons russes ; un officier polonais chargé d'évacuer 4 blessés allemands les a tous abattus ; mais un officier de la *Luftwaffe*,

(1) A.K. étaient les initiales de la *Armja Krajowa*, dont le rival fut la *Armja Ludowa* (Armée du Peuple) d'obédience russe ; après 1945, et jusqu'à la mort de Staline, les anciens de la A.K. étaient considérés comme des « fachistes » et traités comme des ennemis.

blessé et prisonnier, protège son hôpital quand les Allemands y apparaissent ; le général von dem Bach, né en Cassoubie, pendant ses entretiens avec les officiers représentant le commandement de l'A.K., cherche à les conquérir par sa sincérité, sans doute pour faire traîner les conversations et obtenir la capitulation non seulement de Zoliborz mais de tout Varsovie ; toute différente est l'attitude du général Källner, né à Katowice, et furieux de devoir combattre des bandits avec sa 17e Panzerdiv. Des membres de l'A.L. cherchent à traverser la Vistule après l'armistice, ils tombent presque tous sous le feu allemand...

Mais il n'y a pas que des anecdotes ; certains points sont traités plus largement ; avant d'analyser les rapports entre les insurgés et les armées « rouges », russe et polonaise, citons dans l'ordre : l'activité des agents de liaison, l'affaire du groupement Gora qui, venu du Nord-Est, a fait croire aux Allemands qu'ils étaient une unité opérant avec l'armée allemande. le fonctionnement des hôpitaux, les opérations, victorieuses comme la conquête du centre téléphonique, les sorties des sections de la forêt — ou désastreuses comme l'évacuation de ces troupes vers le Sud-Ouest ; l'opposition entre l'armée régulière, qui reçoit rapidement les numéros des anciens régiments d'avant 1939, et certains éléments de la population, défaitistes ou pillards, qui réussissent parfois à s'infiltrer dans les rangs insurgés. De nombreux faits cités au cours du récit font état d'une liaison radio constante avec l'Ouest et des parachutages d'armes opérés par les Anglais et les Américains. Enfin, des pages écrites dans l'ensemble avec sobriété retracent le déroulement des conversations précédant la capitulation de Zoliborz.

La haine de Podlewski ne va pas tant aux Allemands — il cite des exemples de la sauvagerie, mais aussi d'une attitude humaine (et n'excuse pas toujours les insurgés) — qu'aux Ukrainiens auxquels il reproche le plus de violences, commises surtout sur des blessés et des femmes ; il cite même un cas où leur attitude a été pire que celle des S.S. Par contre, le livre tout entier semble être écrit dans le but de recréer une unité spirituelle entre les Polonais ; Podlewski insiste sur la collaboration étroite entre A.K. et A.L. dans l'insurrection, sur la présence de nombreux socialistes et de parachutistes venus d'Angleterre dans les rangs insurgés, sur l'action enfin des autres Slaves (Tchèques, Slovaques, Serbes), combattant avec les Polonais.

Les plus grands efforts sont consacrés par lui pour expliquer (ou excuser ?) l'armée polonaise du général Berling à laquelle on a reproché d'avoir atteint la Vistule et de n'avoir rien entrepris pour soutenir les insurgés. Il ne contredit pas de front ces accusations, mais il cite dès qu'il peut les exemples de liaison entre ceux-ci et les régiments polonais de Praga, de la présence d'officiers soviétiques avec les E.M. insurgés ; dès la page 213, il consacre son récit à l'action de l'Armée Rouge qui est sur la Vistule depuis le 13 septembre ; mais les Allemands ont réussi à rejeter les insurgés qui cherchaient à s'installer sur la rive gauche du fleuve ; les unités polonaises venues avec les Russes n'épargnent pas leurs efforts pour établir une tête de pont sur l'autre rive. Enfin, Podlewski cite le général Berling disant, pour expliquer ces tentatives infructueuses et coûteuses : « Je voulais avoir une conscience nette. » Toutefois, il n'explique pas l'affaire du 29 septembre : l'Armée Rouge a proposé aux insurgés de les aider à franchir la Vistule ; Bach Zelenski était au courant de ce plan par suite de l'interception des codes et quand quelques éléments polonais, refusant de capituler, cherchent à rejoindre les Russes en se fiant au plan, personne ne les attend avec les pontons promis.

Nous ajouterions enfin une dernière question que nous impose la richesse de détails (horaire des opérations, noms de participants) : le problème des

sources. Podlewski explique qu'il a commencé à travailler à les rassembler deux mois après la fin de l'insurrection, mais pouvait-il le faire dans le camp de prisonniers de Sandbostel ? D'autre part, ou bien il est doué d'une mémoire peu commune, ou il a réussi à sauver pendant des mois des pages et des pages de notes ; il est vrai qu'au cours de cette guerre nous avons vu tous que le vrai était souvent peu vraisemblable. Nous aurions cependant aimé plus de détails sur l'histoire de ces documents ; nous aurions surtout aimé savoir comment les nombreuses photos ont pu « survivre » — et où ; ces photos sont souvent très bien faites et intéressantes (celles des chefs insurgés en particulier).

Nous avons pu rencontrer à quelques reprises dans les pages de Podlewski le bataillon *Zoska* ; le recueil de textes de Suminski nous le présente plus en détail, en le suivant dans les trois quartiers où il a opéré successivement (et nous regrettons l'absence de cartes, si précieuses pour le livre de Podlewski) : Wola, Starowka et Czerniakow. Comme l'ouvrage de Podlewski, celui-ci se prête mal à un résumé, mais les récits sont moins brefs et, par la nature des choses, leur cadre est plus restreint. Chaque « chapitre » est précédé, sous forme de reproduction d'un texte dactylographié, d'un passage de document officiel concernant les faits qu'il retrace. A 16 h, une heure avant le début fixé, un incident révèle aux Allemands le début d'une tentative armée des Polonais. Puis, divers insurgés racontent ce qu'ils ont vu, parfois très fragmentairement, mais l'ensemble donne l'impression plus directe, plus vraie que les récits de Podlewski. Le 2 août, deux chars sont capturés et constituent un peloton blindé, sans doute unique chez les insurgés. Ce qui rend certaines pages très prenantes, c'est le récit sincère du baptême du feu de jeunes gens qui n'ont pu agir en 1939 et qui cherchent à se montrer dignes tout en ayant peur, comme il est naturel. Le 5 août, 350 internés juifs sont libérés, puis c'est la conquête de la prison, le célèbre *Pawiak*, mais elle est vide et personne ne peut être délivré. Certains faits sont décrits par plusieurs témoins, ainsi la mort du lieutenant Kuba le 11 août, l'attaque de la gare de Gdansk le 22 août, l'évacuation de la Starowka vers le Centre par les égouts le 30 août, l'arrivée des patrouilles de l'armée de Berling, la traversée de la Vistule grâce à l'épave d'un bateau le 23 septembre. D'assez longs récits sont consacrés à la traversée de la forêt de Kampinos pour pénétrer en ville le 11 août, à la défense de l'hôpital de Saint-Jean-de-Dieu, parmi les folles.

Avant d'indiquer la liste des morts avec tous les détails les concernant, Suminski résume l'histoire du bataillon. Il a existé depuis août 1943, mais certaines des formations qui servirent à le former travaillèrent dans la clandestinité dès 1939 ; il s'agissait des scouts qui prirent le pseudonyme de *Szare Szeregi* (Troupes grises) ; pendant l'hiver 1942-1943, plus de 800 scouts âgés de plus de 16 ans travaillèrent en quatre secteurs, puis en sections de sabotage, renseignement, guerre psychologique. Les pages suivantes sont l'historique des opérations avec une vue d'ensemble du soulèvement dans les autres quartiers ; le bataillon a perdu près de 80 % de ses membres.

Telle est l'histoire du bataillon. Nous y trouvons plus d'humour que chez les insurgés de Zoliborz et de Kampinos, moins de plaintes contre les officiers et les civils ; peut-être l'optique de ces scouts était-elle autre ? peut-être n'ont-ils pas vu ou voulu voir ce qui aurait pu les démoraliser ? peut-être le choix de Suminski est-il plus prudent que celui de Podlewski, plus « cocardier » dans un certain sens ? Aux insurgés eux-mêmes de juger, ceux qui ont survécu et qui savent ce qui s'est passé dans leur propre secteur.

D'autres livres ont paru depuis sur le même sujet, et en 1958 une véritable avalanche de souvenirs de guerre de tous les fronts s'est abattue sur

les librairies polonaises. Peut-être est-ce de la « littérature de guerre » ? peut-être de la propagande ? Pour le moment, tant que les documents ne seront pas accessibles aux historiens, nous sommes bien obligés de nous en satisfaire — et nous ne nous en plaignons pas.

Jean-B. NEVEUX (Alger).

L'expulsion des Allemands d'Europe orientale

Parvenu au Comité d'Histoire de la seconde guerre mondiale par les soins du service de presse de l'ambassade d'Allemagne à Washington, un volume, appuyé par l'autorité de quatre professeurs dans les Universités de Cologne, Hambourg et Tubingen, et d'un archiviste du service des archives fédérales, se présente comme la réunion d'une étude préliminaire d'une centaine de pages et d'une suite de documents, de dimensions et de valeur très inégales, reproduisant des témoignages, sélectionnés parmi plusieurs centaines de textes du même ordre (1). C'est assez dire qu'on se trouve en face d'une publication officielle, ayant bénéficié de toutes les facilités d'enquête et de confrontation des documents que l'on peut imaginer, sur un sujet intéressant de fort près la politique générale de la République fédérale. On peut en voir une confirmation supplémentaire dans l'affirmation, à la fin de l'introduction, d'une adhésion à la *Charte* des réfugiés allemands qui « répudie catégoriquement toute idée de revanche ou de représailles ».

Introduction et documents sont pareillement divisés en trois sections, qui ne se correspondent d'ailleurs pas. Le texte de l'introduction examine d'abord, en une section assez confuse, la situation de la population allemande dans les territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse avant le début de l'invasion soviétique en Allemagne orientale, les mesures de défense et d'évacuation prises par les autorités à l'automne 1944, les conditions de la bataille pour la Prusse orientale, puis la fuite générale devant l'invasion en 1945. Une seconde section est exclusivement consacrée aux « excès et atrocités » des troupes soviétiques lorsqu'elles avancèrent en Allemagne orientale. La dernière section de l'introduction retrace en une vingtaine de pages les mesures d'expulsion des populations allemandes dans les territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse. Les trois sections de documents sont consacrées tour à tour à la fuite devant l'Armée Rouge (7 témoignages concernant aussi bien la Prusse orientale que les pays sudètes), à la « destruction des conditions de base de survie de la population est-allemande » et enfin à l'expulsion des territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse. C'est-à-dire que la majeure partie des textes touche plus la période postérieure à la fin des hostilités que celles-ci proprement dites.

Le texte même apporte d'abondantes informations, mais soulève des problèmes assurément difficiles à résoudre. C'est ainsi que l'étude de la population allemande des territoires à l'est de l'Oder et de la Neisse, après avoir signalé l'importance des mouvements de population résultant de la mobilisation, du reflux vers ces régions moins menacées par les bombardements de nombreux habitants des zones urbaines de Rhénanie ou de

(1) *Documents on the expulsion of the Germans from Eastern-Central Europe*, vol. I : *The expulsion of the German population from the territories East of the Oder-Neisse Line* (A selection and a translation from Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mittel Europa Band 1-1 und 1-2), Editor T. SCHIEDER, Professor at the University of Cologne, Editorial Committee A. DIESTELKAMP, R. LAUN, P. RASSOW, H. ROTHFELS, Translated by Professor Dr Vivian STRANDERS M. A. (Univ. London), Published by the Federal Ministry for Expellees, Refugees and War Victims, Bonn, XII-370 p., in-8°, s. d.

Berlin, mentionné, très discrètement, le remplacement des mobilisés par « l'emploi de nombreux prisonniers de guerre et de travailleurs étrangers », arrive à chiffrer, avec une exactitude étonnante, l'augmentation de la population ou ses variations ; comme s'il n'y avait pas eu de camps de concentration, ou comme si la présence d'innombrables travailleurs étrangers et prisonniers de guerre parmi les victimes innocentes des bombardements ne venait pas modifier sérieusement la précision des chiffres. On trouvera plus curieux, après les déclarations liminaires des auteurs, de voir mentionner « quelques centaines de milliers d'Allemands » qui avaient émigré du Reich vers la Pologne au temps de l'occupation allemande en précisant qu'il s'agissait en partie de personnes qui avaient été chassées de ces territoires par le boycott polonais vingt ans plus tôt, et aussi de ressortissants du Reich « qui étaient venus dans le pays dans le but d'administrer et de prendre en charge l'économie des districts polonais » (in order to administer and carry on the economy of the Polish districts). Il n'est pas fait la moindre allusion, dans cet exposé volontairement placé sous le signe du maintien de l'ordre et de l'essor de la productivité, bien conçu pour attendrir le lecteur américain, aux conditions politiques de cette implantation allemande, ni à ce qu'elle signifiait pour les Polonais, ni aux expulsions dont elle s'accompagnait et qui furent en somme l'exemple initial de bien d'autres. A ce point de vue, on pourra bientôt s'attendre à voir les agents de l'ennemi dans tous les pays occupés protester contre une intolérable politique, qui les amena à abandonner sans indemnité les immeubles réquisitionnés pour les divers services de l'armée allemande et de ses amis.

On appréciera également cet aveu sans artifice (p. 9-10) : « Les commandants des services armés appuyèrent catégoriquement la demande que la population civile fût évacuée des districts menacés, car ils savaient ce qui leur arriverait s'ils tombaient entre les mains des troupes russes victorieuses » (for they knew what would happen to them, if they fell into the hands of the victorious russian troops). Étant donné l'évolution des opérations, toujours poursuivies en territoire russe ou polonais jusqu'à cette date, cette « expérience » des chefs militaires ne pouvait guère avoir d'autre base que le souvenir du comportement de leurs propres troupes lors de l'invasion par surprise d'un pays ami, et la crainte de représailles somme toute compréhensibles. Elles allaient en fin de compte demeurer modérées puisque les pertes de la population civile allemande demeurent bien inférieures, d'après les auteurs eux-mêmes, aux chiffres donnés pour la population civile russe, compte tenu de la durée des opérations.

Quant aux souffrances des populations pendant l'exode, on peut dire que l'élément essentiel vint du climat, et du fait que les opérations amenèrent les civils à prendre la route sous un ciel assurément moins clément que celui qui avait, en général, accompagné les déplacements des victimes des invasions allemandes en 1939, 1940, 1941 et 1942. Sous cette réserve, la description des conditions d'évacuation, l'improvisation, la confusion, la dislocation des familles, les morts sous les bombardements, les disparitions dans les fondrières, sous le feu des canons, l'engloutissement dans la mer d'un navire chargé de réfugiés et de troupes, ont indéniablement eu pour les Allemands l'amère saveur d'une innovation dans le fait de la guerre ; il est évidemment désagréable d'apprendre par expérience le manque de charme d'un sort qu'on a fait subir à d'autres, après avoir été pendant de longues années l'auteur et le bénéficiaire de leurs infortunes. Il est véritablement curieux de voir les Allemands découvrir le caractère inhumain de marques distinctives sur le vêtement des personnes, comme s'ils n'avaient jamais vu les mentions K.G. ou les étoiles jaunes. Le plus étonnant est peut-être, quand on pense aux garanties de loyalisme demandées des béné-

ficiaires de terrains et de concessions dans les territoires de l'Est, de constater le vague et l'imprécision des connaissances des intéressés sur la structure du parti et sur leurs faibles rapports avec lui. On aurait presque envie de conseiller à ces témoins de se documenter dans l'ouvrage si précis de M. Sigmann *Qu'est-ce qu'un nazi ?*, et plus encore de les plaindre d'avoir dû subir la présence pendant de si longues années de cette véritable occupation par le « parti », absolument sans rapports avec la masse de la population, qui, il faut le dire, n'a cependant pas grand-chose à lui reprocher, à en croire les témoignages. Quant à l'expulsion des ressortissants allemands jugés indésirables — et on le comprend aisément après l'expérience malheureuse de coexistence avec ceux des Sudètes et de Posnanie, avec les méthodes de Heinlein, avec les attentats sur les arrières de l'armée polonaise lors de l'agression de 1939 — elle semble s'être effectuée dans des conditions analogues à celles qui furent utilisées pour les Français de Moselle, du Haut-Rhin ou du Bas-Rhin, c'est-à-dire avec une possibilité de préparation des bagages et de liquidation des avoirs bien supérieures à celles qui furent accordées aux habitants de tant de villes polonaises ou russes, raflés vers les gares pour aller travailler dans quelque chantier à 50 ou 2 000 km de là. Quant à l'utilisation de civils pour balayer les locaux de l'armée occupante, il semble bien qu'il s'agit d'une pratique courante de la part des troupes allemandes d'un bout de l'Europe à l'autre, et il n'y a évidemment rien de surprenant à ce que les Polonais ou les Tchèques aient, comme les Russes, repris cette pratique dont ils avaient pu apprécier tous les avantages pour la troupe.

Il est hors de doute que la publication d'un tel recueil aux États-Unis, avec un délai semble-t-il, de plus de quinze ans, avec un choix habile de détails de nature à frapper les diverses classes sociales, est de nature à contribuer à entretenir l'animosité contre les « barbares » et représente de ce fait, à côté d'une contribution certaine à l'histoire de la seconde guerre mondiale, une entreprise de propagande de nature à préparer la troisième. Il est vrai que c'est peut-être, comme on dit, le thème de la manœuvre et que cet ouvrage, de méthode incontestablement scientifique, en dépit de l'anonymat de certains correspondants tel un ancien « district mayor of Breslau », nommé ensuite par le commandement russe comme assistant allemand, se rattache aux procédés les plus confirmés de la guerre psychologique. Il est difficile de ne pas y voir en fin de compte une manifestation du même état d'esprit qui amène tels dirigeants des groupements de réfugiés de l'Est à réclamer non plus même les frontières de 1933 mais celles de septembre 1938, en affectant de considérer que le coup de Prague de mars 1939 n'a pas rendu caducs, par la volonté même d'un de ses signataires, les accords de Munich. Il est bien certain qu'à partir de ce moment on peut aller très loin et que si l'on appelle « revanche » ou « représailles » ce que font les autres et « rétablissement du droit » ce qui vous sert, on retombe assez vite dans ce qu'on peut appeler, d'un terme qu'il aurait été souhaitable de voir disparaître, le complexe psychologique de l'éternelle Allemagne. Et la modération relative de certains textes fait même penser inévitablement à certain orateur qui annonçait chaque fois que cette revendication était la dernière ; tout compte fait, on peut se demander si la seule solution qui paraîtrait juste aux auteurs ne serait pas le rétablissement du protectorat de Bohême-Moravie et du gouvernement général de Varsovie, sans oublier quelques annexes orientales, et, pourquoi pas, occidentales.

Jean VIDALENC.

NOTES DE LECTURE

« Pétain et l'armistice » (1)

Ce livre tient plus et moins que ne promet son titre.

Il est, en fait, une étude assez minutieuse et approfondie des conditions militaires et diplomatiques de l'entre-deux-guerres, et du déroulement même des hostilités, en Pologne et en France, de septembre 1939 à juin 1940.

Le problème *Pétain et l'armistice* n'est abordé qu'à la page 427, et n'est traité qu'avec des matériaux depuis longtemps familiers à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la seconde guerre mondiale. Il ne faut donc pas que ceux-ci cherchent dans l'ouvrage du général Carmona l'étude spéciale que le titre et les dimensions du travail semblent suggérer.

En revanche, pour le public de langue espagnole (et surtout pour le public latino-américain, auquel l'auteur, général chilien, a dû penser plus particulièrement), il sera très utile de disposer d'une documentation serrée sur l'évolution générale de la diplomatie et des forces militaires françaises et allemandes entre les deux armistices : celui du 11 novembre 1918 et celui du 22 juin 1940.

Les qualités de cette documentation sont indéniables, et souvent l'auteur s'efface devant les textes. En matière militaire, sa compétence (il est diplômé d'état-major en France comme au Chili) donne une grande solidité à l'appréciation des potentiels, à l'exposé des dispositifs et à celui des opérations. De bonnes cartes, présentées en pochette, complètent le texte.

Le général Carmona s'efforce également à l'impartialité, du moins dans le domaine international. Ses jugements sont d'une grande discrétion et il distingue toujours, formellement, entre les responsabilités des gouvernements et celles des peuples.

Il n'en est malheureusement pas de même — mais comment ne pas s'y attendre ? — dès qu'il s'agit de psychologie politique. L'auteur partage, en toute ingénuité, les préjugés sociaux, et, si l'on ose dire, corporatifs, des milieux français et espagnols qu'il a fréquentés. La partie — très courte il est vrai — qui répond au titre de l'ouvrage, tourne à une apologie sans nuance du Maréchal, fondée sur le simple raisonnement : un homme couvert d'une telle gloire ne pouvait ni trahir ni se tromper. Cela serait de médiocre importance si la présentation d'ensemble du problème politique et psychologique français ne souffrait également du caractère unilatéral de

(1) Jorge Carmona Yañez, *Pétain y el armisticio*, Madrid, 1957, 527 p., in-8°.

la documentation subjective ; mémoires, plaidoyers, justifications, sont presque exclusivement choisis parmi ceux des milieux militaires responsables de l'armistice. En revanche, un livre comme *L'étrange défaite* de Marc Bloch n'a pas été consulté.

L'ouvrage, juste et solide par des milliers de détails, nous semble, en définitive, superficiel et souvent trompeur quant au fond des choses. Le lecteur étranger qui l'utilisera risque de se faire une idée bien fausse de l'armée et du peuple français entre 1918 et la *drôle de guerre*. Nous connaissons beaucoup de romans qui l'orienteraient mieux.

P. Vilar.

Souvenirs de Frédéric Stampfer

Peu avant sa mort, en décembre 1957, le doyen des écrivains socialistes allemands, F. Stampfer, a terminé et édité ses *Mémoires* (1). Ils embrassent plus de 60 années d'activités politiques diverses. Né à Bruenn (Brno) en Moravie, mais se sentant bientôt trop à l'étroit dans sa patrie, il se rend en Allemagne où il devient rédacteur en chef du « Vorwärts », député au Reichstag, compagnon de Bebel et de Rosa Luxemburg. On lira avec intérêt pour cette lointaine époque, ses souvenirs sur le séjour de Jean Jaurès à Berlin, en 1911.

Après la première guerre mondiale, il collabore avec Ebert et Scheidemann et devient l'un des piliers de la République de Weimar. Il voit en elle la réalisation de ses rêves d'une Allemagne meilleure.

Ce qu'il raconte des derniers jours de la République et de l'avènement du IIIe Reich est d'un intérêt particulier. Le soir même de *l'incendie du Reichstag*, Stampfer devait parler au cours d'une cérémonie que les socialistes berlinois avaient organisée à la mémoire de K. Marx. La réunion fut dissoute juste au moment où Stampfer prononça ces mots : « Pour être marxiste, il faut savoir bien des choses ; pour être anti-marxiste, on n'a pas besoin de savoir quoi que ce soit. » Dans la même nuit, le « Vorwärts » fut interdit, mais le dernier numéro avec le discours de Stampfer put encore paraître.

Le livre de Stampfer apporte du nouveau sur un épisode qui, à l'époque, a suscité pas mal d'étonnement : le seul choc direct entre Hitler et l'opposition parlementaire. Ce fut lors de la séance du *Reichstag* du 23 mars 1933, au moment où Wels, au nom de la S.P.D., refusa d'accorder à Hitler les pleins pouvoirs. Même les plus farouches adversaires du national-socialisme ne purent alors contester que Hitler avait répondu habilement, et cela dans le cadre d'une discussion parlementaire. C'est par Stampfer que nous apprenons maintenant que Hitler n'avait nullement « improvisé » son intervention. Comme il est de coutume dans ces cas, Stampfer avait préalablement distribué les déclarations de Wels aux journalistes, si bien que Hitler avait pu préparer en toute quiétude son « improvisation ».

Le livre passe un peu rapidement sur les douloureuses années que l'auteur a vécues, en émigré, à Prague, Paris et New York, sur sa fuite de France en Amérique (1940), sur son retour dans une Allemagne dévastée. C'est que Stampfer avait commencé une histoire de l'émigration allemande que, malheureusement, la mort l'a empêché de terminer.

J. W. Bruegel, *Londres.*

(1) *Friedrich Stampfer ; Erfahrungen und Erkenntnisse, Aufzeichnungen aus meinem Leben*, Verlag für Politik und Wirtschaft, Köln.

Le débarquement en Provence fut-il utile ?

La stratégie anglo-américaine et les décisions dont les Américains portent la responsabilité ont donné lieu à de multiples critiques émanant généralement des Britanniques, Churchill en tête, et nourries aux U.S.A. par les dissensions de politique intérieure. Le débarquement dans le sud de la France a été tout particulièrement attaqué. M. Maurice Matlof, dans un excellent article, bien documenté et bien conduit, se demande s'il fut véritablement une erreur, autant qu'on l'a dit et écrit (1).

Après avoir constaté que le problème, ainsi posé, est un faux problème, entièrement construit après la guerre, selon des vues inspirées par la politique internationale actuelle, M. Matlof, loin de borner son propos à cette remarque pertinente, remonte aux origines de l'*opération Anvil* et la replace dans la différence de conceptions stratégiques qui opposèrent constamment les Anglais aux Américains, les premiers partisans d'un harcèlement périphérique de la forterresse Europe, les deuxièmes d'une attaque en force à travers la Manche pour remporter une victoire aussi complète que rapide.

En ce qui concerne *Overlord*, l'appui de Staline aux thèses américaines, à la conférence de Téhéran, fut décisif ; Churchill dut s'incliner et accepter que les opérations en Méditerranée ne soient qu'un appoint à l'attaque principale en Normandie. Mais les tergiversations recommencèrent pour localiser l'offensive à travers la Méditerranée : Churchill préconisait la poursuite de la guerre en Italie plutôt qu'un débarquement dans le sud de la France ; Eisenhower estimait qu'il avait besoin d'un grand port dans le sud de la France pour acheminer vers le Rhin les renforts encore demeurés en Amérique. Les questions de tonnage et l'évolution des opérations défaisaient les projets comme une toile de Pénélope ; abandonnée en avril, mise en balance en juin avec d'autres actions en Istrie et dans le golfe de Biscaye, remise en question par la rapide conquête de la Bretagne et les possibilités portuaires qu'elle comportait, l'*opération Anvil* (puis *Dragoon*) ne fut définitivement décidée que quatre jours avant de commencer. Dans ces conditions, son succès total n'en fut que plus remarquable.

Pour une fois, les Américains avaient tenu tête aux Britanniques avec une égale obstination. Eisenhower estimait que, militairement, *Dragoon* était le plan le plus payant et l'expérience ne fit que le confirmer dans cette opinion. Politiquement, Roosevelt jugea que l'inquiétude certaine que ferait naître chez Staline un changement dans la stratégie de ses alliés n'était pas compensée par les avantages problématiques d'une éventuelle avance en direction des Balkans.

M. Matlof se livre alors à une pertinente critique du projet auquel Churchill a donné le nom spectaculaire d'attaque sur le *ventre mou* de l'Europe. Il constate d'abord que Churchill n'a jamais demandé, ni imaginé, de vastes mouvements d'armées dans les Balkans. Il relève ensuite l'inexactitude de l'expression pittoresque du Premier Britannique : les montagnes balkaniques n'ont rien de tendre et des combats dans des régions de circulation aussi difficile auraient été lents et coûteux.

Faut-il dire alors que les Américains ont trop attaché d'importance aux buts militaires du conflit et pas assez à ses fins politiques, conformément à cette « naïveté » qui leur est si souvent reprochée ? M. Matlof, pour répondre, se borne à avancer une hypothèse, tout aussi valable que celles mises en avant par les Britanniques : un changement tardif de stratégie se serait

(1) *United States Naval Institute Proceedings*, juillet 1958, « Was the Invasion of Southern France a blunder ? », par M. MATLOF, p. 35 à 45.

traduit par des retards ; qui pourrait dire que les Russes n'en auraient pas profité pour avancer encore davantage vers le nord-ouest de l'Europe et ne seraient pas arrivés, par exemple, sur le Rhin avant les Américains ? Que serait devenue alors la guerre contre le Japon ?

Pour finir, M. Matlof avance une explication de la décision de Roosevelt : au fond, Churchill, mû par la traditionnelle politique britannique de l'équilibre des forces en Europe, envisageait froidement un risque de conflit avec l'U.R.S.S. ; mais la Grande-Bretagne était incapable d'y faire face seule, et Roosevelt savait très bien qu'il avait obtenu le maximum de l'opinion publique américaine et qu'il ne serait pas suivi s'il voulait l'entraîner dans de nouvelles complications.

Quant à la stratégie britannique — et c'est la dernière flèche que décoche M. Matlof — elle était inspirée, tout autant que par des préoccupations politiques, par cette constatation évidente que la Grande-Bretagne n'avait pas les moyens en 1944 de mener l'opération décisive à travers la Manche ; seuls les Américains pouvaient la réussir grâce à leur puissance économique ; la stratégie et la politique des U.S.A., comme celles de la Grande-Bretagne, furent en réalité inspirées par une juste évaluation de leurs forces respectives.

H. Michel.

« L'étendard invisible »

L'étendard invisible (1), ce sont les conventions de la Croix-Rouge, mais aussi le serment d'Hippocrate. Surtout, dans l'esprit de l'auteur, chirurgien allemand mobilisé pendant quatre ans dans les hôpitaux d'un front qui le mènera jusqu'au Caucase, c'est la conscience d'un médecin véritable pour qui un blessé ne saurait être un ennemi. De la guerre, il ne s'efforce pas de brosser une vaste fresque, mais seulement de traduire l'incidence des événements du front sur la table d'opération, dans le bloc sanitaire, à l'abri, ou improvisé sur la ligne de feu.

Bien des types d'humanité apparaissent dans cet ouvrage, écrit avec un souci d'objectivité teinté d'humour à la façon du colonel Bramble. Les hommes qui entourent Bamm, officiers ou hommes de troupe, n'ont pas le sentiment d'appartenir à la race des seigneurs, mais des préoccupations immédiates de nourriture, de pain, de chaussures, la crainte de l'attaque et de cet immense pays où ils s'enfoncent, un sentiment de la victoire qui faiblit dès 1942 et que submerge la peur de la S. S., les « autres » : ils introduisent la suspicion et la crainte dans la troupe. L'angoisse de la décision immédiate à prendre, couper une jambe ou risquer la gangrène, épargner une vie ou l'anesthésique rare, Bamm les éprouve comme tout chirurgien de toutes les armées du monde, en Crimée où il soignera les milliers de blessés russes abandonnés tandis que « les autres » exécutent les Juifs dans la prison de Sébastopol. Il les éprouve pendant l'avance des troupes allemandes vers le Caucase, tournant décisif de l'année 1942, il les éprouve de plus en plus cruellement après l'encerclement de Stalingrad et l'hallucinante retraite qui le conduira jusqu'à Copenhague avec les débris de sa compagnie sanitaire. En quatre ans, elle a couvert 12 000 kilomètres et effectué 8 000 opérations dans ses cinquante hôpitaux de campagne.

(1) Peter Bamm, *Sous l'étendard invisible*. Traduit de l'allemand par J. et Y. Weiland, Plon, 1957, in-12, 310 pages.

Livre intéressant, dont il est difficile de contrôler dans les détails la véracité historique, surtout lorsqu'il s'agit des rapports « cordiaux » avec les médecins russes prisonniers et les civils russes. Mais le ton, avec plus d'humour et de détachement, ne dément pas celui des « *Lettres de Stalingrad* » et veut prouver que, malgré le nazisme et la Gestapo, les sentiments de pitié, d'humanité, de solidarité humaine n'avaient pas été abolis au cœur des soldats allemands.

O. Wormser.

Sur les services des renseignements allemands

Dans son numéro de janvier 1958, la *Revue militaire suisse* a publié un article du Dr Paul Leverkuehn, dont la direction de la revue précise « qu'il a fondé et dirigé le service de renseignements militaires allemands en Asie Mineure et au Moyen-Orient ».

Après avoir exposé de façon claire, mais un peu sommaire, le rôle et l'agencement des divers bureaux de l'*Abwehr* et avoir signalé, sans insister, les conflits d'attribution qui les opposèrent à la *Gestapo*, le Dr Leverkuehn donne quelques exemples de l'activité des services. Si Hitler interdit longtemps toute action dirigée contre le Danemark, l'Angleterre ou l'Italie, dans la plupart des opérations — notamment celles qui concernèrent la Pologne et la France — les mesures prises dès le temps de paix se révélèrent efficaces, même lors de l'attaque contre la Grèce, pour laquelle le délai de préparation fut court.

Malheureusement Hitler n'accorda pas toujours créance aux conclusions de ses Services spéciaux. Il ne crut ni au potentiel économique des U.S.A. ni à la force blindée de l'Armée rouge et il minimisa les projets alliés en Méditerranée. De cette clairvoyance infaillible de l'*Abwehr* et de l'aveuglement chronique du *Führer*, le Dr Leverkuehn n'apporte, il est vrai, aucune preuve.

L'activité des services allemands bénéficia des appuis des services équivalents de la Hongrie, de la Bulgarie et de l'Espagne — ce qui ne surprendra personne — mais aussi de la Roumanie au temps où celle-ci n'inclinait pas encore vers l'Axe, la protection du défilé des Portes de Fer expliquant cette coopération inattendue.

Le Dr Leverkuehn reconnaît volontiers que les services de l'*Abwehr* sortirent un peu de leur rôle traditionnel en organisant des groupes de sabotage ou des kommandos de sécurité qui, comme la *division Brandebourg* en U.R.S.S., devançaient les troupes régulières pour empêcher des destructions qui auraient pu gêner la Wehrmacht.

Autre indication intéressante : l'afflux des étrangers en Allemagne et la lutte contre la Résistance dans les pays occupés imposèrent aux services des tâches supplémentaires de protection ou de poursuites, qui les détournèrent de leur mission militaire propre.

Le Dr Leverkuehn dit le plus grand bien de l'amiral Canaris. Toutefois, il approuve, comme naturelle et « rationnelle », l'incorporation, au mois de mai 1944, des services de recherches militaires à la Direction centrale de la Sûreté du Reich. N'était-ce pas pourtant soumettre l'*Abwehr* à la *Gestapo*, contrairement à la pensée de l'amiral Canaris ? Il est vrai que sur les méthodes particulières utilisées par la *Gestapo*, le Dr Leverkuehn est étrangement muet, et qu'il n'est pas question que ces procédés aient pu contaminer l'*Abwehr*.

Henri Michel.

Une lettre du général Conquet

Dans le but de renseigner au mieux vos lecteurs, précisément parce qu'ils représentent une partie éclairée de l'opinion nationale et internationale, j'ai l'honneur de vous prier d'insérer la très brève mise au point ci-après relative à la question de notre manque de divisions blindées en 1940 :

1) Il est hors de doute que la politique de guerre de l'État français, parce qu'elle était *intrinsèquement défensive*, a contribué à écarter la solution, préconisée par Charles de Gaulle, d'un groupement de divisions blindées, *instrument de guerre spécifiquement offensif*.

C'est ce point de vue, qui peut assez naturellement échapper à des non-professionnels, que je me suis appliqué à mettre en lumière dans l'étude dite *L'énigme (de notre manque) de divisions blindées*, chap. IV.

2) Si on relève, eu égard à notre instabilité ministérielle de 1932 à 1940, que M. Daladier a été cependant ministre de la Guerre en 1933, puis d'une façon continue de 1936 à 1940, cette remarque renforce l'argument tiré du rôle joué par « l'incidence de la politique » dans notre manque de divisions blindées, puisque M. Daladier a donné dès le 15 juin 1934, à la Tribune, son adhésion à la stratégie purement défensive, adhésion qu'il a renouvelée formellement, comme ministre, en novembre 1936, le 28 janvier 1937, le 3 décembre 1937.

Or, M. Daladier était un des chefs les plus autorisés du parti majoritaire à l'époque.

3) Peut-on contester que l'année 1935 ne fut pas perdue pour la rénovation *effective* de notre armée si on connaît la pauvre quantité de commandes de matériels nouveaux en 1935 :

Chars Renault R. 35 : 300 commandés en avril 1935 ;

Chars Hotchkiss H. 35 : 200 en novembre 1935 ;

(D'autres commandes suivront, écrit Gamelin, au fur et à mesure des crédits, *Servir*, t. II, p. 187.)

Char S.O.M.U.A. : 1re commande en 1936 ;

Fusil automatique : 1re commande en 1936 ;

Canon 105 L. Schneider : 1re commande en 1936.

Etc.

4) Si un auteur fait imprimer que le général Conquet « s'abstient de reproduire *intégralement* tel écrit capital et se borne à en donner quelques extraits sans citer les passages caractéristiques suivants » alors que ces passages dits caractéristiques *n'existent pas* mais ont été composés par lui sous la forme qu'il lui a plu de leur donner, quel est le lecteur qui ne sera pas confondu par un tel procédé ?

Veuillez agréer, etc.

Général Conquet.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

*Nollau (Günter). — *Die Internationale. Wurzeln und Erscheinungsformen des proletarischen Internationalismus*, Köln, Verl. f. Politik u. Wirtschaft, 1959, in-8°, 343 p.

Une partie de l'ouvrage porte sur le « Kominform » (1918-1943).

Schmitt (Bernadotte E.). — 1914 and 1939, *J. of mod. Hist.*, juin 1959, pp. 118-123.

A propos du livre de A. et V. M. Toynbee, *The eve of war, 1939*, comparaison entre la crise de 1914 et celle de 1939.

*Wagner (Wolfgang). — *Die Teilung Europas. Geschichte der sowjetischen Expansion, 1918-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1959, in-8°, 240 p.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Anfilov (V.). — Kratkij obzor sovetskoj voenno-istoričeskoj literatury po istorii vtoroj mirovoj vojny [Bref aperçu de la littérature soviétique d'histoire militaire sur la deuxième guerre mondiale], *Voen. -ist. zurnal*, 1959, n° 9, pp. 103-110.

Blackburn (Vera). — Australian War Memorial Library, *Milit. Aff.*, été 1959, pp. 102-104.

L'Australian War Memorial, inauguré en 1929 à Canberra, rassemble de nombreux documents sur la participation australienne aux deux guerres mondiales.

*Diehn (Otto). — *Bibliographie zur Geschichte des Kirchenkampfes 1933-1945*, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1958, in-8°, 249 p. (Arbeiten zur Geschichte des Kirchenkampfes, Bd. 1).

*Jacobsen (H. A.). — *1939-1945. Der 2. Weltkrieg in Chronik und Dokumenten*, Darmstadt, Wehr u. Wissen, 1959, in-8°, 540 p., c., ill.

Kravčenko (I.). — O fal'sifikacii istorii vojny na Tikhom okeane [La falsification de l'histoire de la guerre du Pacifique], *Voen. -ist. Žurnal*, 1959, n° 7, pp. 106-116.

Kunina (D.). — Izučenie vo Francii istorii vtoroj mirovoj vojny [L'étude en France de la deuxième guerre mondiale], *Voen. -ist. Žurnal*, 1959, n° 8, pp. 100-108.

Mercalov (A. H.). — Fal'sifikatory istorii vtoroj mirovoj vojny na službe imperialistov. Kak zapadnogerm. reakcionnye istoriki iskažajut voen. istoriju [Les falsificateurs de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Comment les historiens réactionnaires de l'Allemagne de l'Ouest altèrent l'histoire de la guerre], *Voronež, Izd. voronežskogo Yn-ta*, 1959.

Pavlowitch (Stevan K.). — A survey of books written and published by Serbs in exile (1941-1958), *J. centr. europ. Aff.*, juill. 1959, pp. 119-127.

Analyse d'une bibliographie parue dans *Poruka*, Londres, n° 47, janv. 1958. Sur les 467 titres cités, 46 ont été publiés pendant la deuxième guerre mondiale par des auteurs de la « première émigration ».

Pruch (Erich). — Kriegsgeschichte in sowjetischer Sicht, *Osteuropa*, nov. 1959, pp. 748-753.

**Der 2. Weltkrieg 1939-45. Wirklichkeit und Fälschung. Hrsg. von der Deutschen Sektion der Historiker der DDR und der U.d.S.S.R.* Verantw. f. d. Red. : Stefan Doernberg, Berlin, Akademie-Verl., 1959, in-8°, 174 p.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Admiral Sir R. Burnett : the sinking of the « Scharnhorst », *Times*, 3 juill. 1959, p. 9.

Notice nécrologique.

Bell (W. G.) and Blumenson (Martin). — Patton the soldier, *Ordnance*, janv.-févr. 1959.

*Berenson (Bernard). — *Pagine di diario*, vol. II : *Letteratura, storia, politica (1942-1956)*, Pref. di Guido Piovene, Milano, « Electa », 1959, in-8°, 296 p.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de F. Debyser.

*Bryant (Arthur). — *Triumph in the West 1943-1946. Based on the Diaries and autobiographical notes of Field Marshal the Viscount Alanbrooke*, London, Collins, 1959, in-8°, 576 p., phot., cartes.

Suite du 1er vol. intitulé : *The Turn of the tide*. A donné lieu, entre autres, aux commentaires suivants :

Atlee (Lord), The Alanbrooke diaries, *Observer*, 1er nov. 1959, pp. 13-14 ; Grigg (Sir James), The great argument. Light on Britain's two foremost war figures, *Sunday Times*, 1er nov. 1959, p. 15 (sur les rapports Churchill-Alanbrooke) ; Petrie (Sir Charles), The Architect of victory. « Triumph in the West, 1943-1946 », *Illustr. London News*, 7 nov. 1959, p. 591 ; Pierre (Henri), Les carnets d'un maréchal oublié, *Le Monde*, 7 nov. 1959, p. 7, col. 3-5 ; U.S. General hits at Alanbrooke « small-minded, vainglorious », *Observer*, 8 nov. 1959, p. 17 (à propos d'un article du général S. L. A. Marshall, paru dans le *New York Herald Tribune*, après la publication du 2e vol. des *Mémoires* du maréchal Alanbrooke).

*Churchill (Sir Winston). — *Memoirs of the Second World War ; an abridgment of the 6 volumes of the « Second World War », with an epilogue by the author on the post war years written for this volume*, Boston, H. Mifflin, 1959, in-8°, 1 083 p.

*Connell (John). — *Auchinleck*, London, Cassell, 1959, in-8°, 1 008 p., ill., cartes.

*Delcroix (Carlo). — *Quando c'era il Re*, Milano, Rizzoli, 1959, in-8°, 216 p.

L'auteur était président de l'Assoc. nationale des Mutilés sous le fascisme.

De Vecchi di val Cismon (Cesare Maria). — Mussolini vero. Una sconcertanto storia del Fascismo, *Tempo* (Milano), 10 nov.-15 déc. 1959, phot. *(à suivre)*.

L'auteur fut un des quadrumvirs de la marche sur Rome et représentait dans le parti fasciste le « courant monarchiste ». Intéressant sur l'attitude de V.-Emmanuel III.

Dominique (Pierre). — Le journal d'un témoin de la Troisième, *Écrits de Paris*, oct. 1959, pp. 26-32.

Sur le *Journal* de Jacques Bardoux (1er sept. 1939-15 juill. 1940).

Field-Marshal Lord Ironside, C.I.G.S., 1939-40, *Times*, 24 sept. 1959, p. 17.

Notice nécrologique de Lord Ironside, qui fut chef d'état-major impérial C.I.G.S.

*Funk (Arthur Layton). — *Charles de Gaulle, The crucial years, 1943-44*, Norman (Oklahoma), Univ. of Oklahoma press, 1959, in-8°, 336 p.

*Gaulle (Charles de). — *Mémoires de guerre*. III : *Le salut*, Paris, Plon, 1959, in-8°, 655 p., carte jointe.

Les principaux commentaires de cet ouvrage seront signalés dans le prochain numéro.

Gen. Sir Leslie Morshead. Defence of Tobruk, *Times*, 29 sept. 1959, p. 17.

Art. nécrologique. Le général Morshead commandait la 9e division australienne qui défendit Tobrouk puis combattit à El Alamein. Il joua ensuite un rôle dans les opérations en Nouvelle-Guinée et à Bornéo.

Grandjean (Émile). — Le général Catroux et l'Indochine, *Écrits de Paris*, oct. 1959, pp. 66-76.

*Groppe (Theodor). — *Ein Kampf um Recht und Sitte. Erlebnisse um Wehrmacht, Partei und Gestapo. 2. verm. Aufl.*, Trier, Paulinus-Verl., 1959, in-8°, 56 p.

*Hersey (John). — *The War lover*, N. Y., A. A. Knopf, 1959, in-8°, 404 p.

La vie de l'équipage d'une forteresse volante qui participa aux grands raids aériens sur l'Allemagne.

Hitler (Adolf). — Hitlers Brief an Reichenau vom 4-XII-1932, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1959, pp. 429-438.

Hitler expose son programme politique au colonel von Reichenau alors chef du « Wehrkreiskommando I (I. Div.) », stationné à Kōnigsberg.

*Hühnerfeld (Paul). — *In Sachen Heidegger, Versuch über ein deutsches Genie*, Hamburg, Hoffmann u. Campe, 1959, in-8°, 118 p.

L'attitude de Heidegger sous le régime nazi.

Juin (maréchal). — Le général Marshall : le soldat, l'homme d'État, *Figaro*, 19 oct. 1959, pp. 1-14.

*Klepper (Jochen). — *Überwindung. Tagebücher und Aufzeichnungen aus dem Kriege*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst., 1958, in-8°, 292 p.

Journal de guerre d'un poète antinazi.

Maj.-Gen. T. W. Rees : the taking of Mandalay, *Times*, 17 oct. 1959, p. 10.

Notice nécrologique.

Mehring (Walter). — Carl von Ossietzky, *Deutsche Rundsch.*, oct. 1959, pp. 900-907.

La persécution nazie contre le Prix

Nobel de la paix 1936, racontée par un ami de l'écrivain.

*Moreel (Léon). — *Catroux le Méditerranéen*, Paris, Édit. internationales, 1959, in-8°, 140 p.

*Müllern-Schönhausen (Johannes von). — *Die Lösung des Rätsels Adolf Hitler. Der Versuch einer Deutung der geheimnisvollsten Erscheinung der Weltgeschichte*, Wien, Verl. zur Förderung wissenschaftl. Forschg., 1959, in-8°, 256 p.

Pétain (Eugénie). — Mme Pétain raconte à Pierre Bourget : « Mon mari le maréchal », *Aurore*, 10 oct. 1959 et suiv., phot.

Petrie (Sir Charles). — The Apologia of a patriot : « War memoirs : Unity, 1942-1944 », by General de Gaulle, *Illustr. London News*, 31 oct. 1959, p. 543.

Poplavskij (S.). — Ot Varšavy do Berlina. Vospominaija sovetskogo general byvšego komandujuščego I-j armiej Vojska Pol'skogo [De Varsovie à Berlin. Souvenirs d'un général soviétique, ex-commandant en chef de la Ire armée polonaise], *Voen.-ist. žurnal*, 1959, n° 9, pp. 70-86, carte.

Servan-Schreiber (Jean-Jacques). — Charles de Gaulle, *Express*, 29 oct. 1959, pp. 5-8.

A propos du tome III de ses *Mémoires*.

*Schmidt-Hannover (Otto). — *Umdenken oder Anarchie*, Göttingen, Göttinger Verlagsanst., 1959, in-8°, 396 p.

Mémoires de l'ancien chef du parti « deutsch-national » au Reichstag.

Simon (Joseph). — Pétain mon prisonnier, *Aurore*, 23 oct. 1959, p. 10 et numéros suivants.

L'auteur est ancien directeur des forteresses où fut détenu le Maréchal.

*Strumph-Wostkiewicz (Stanislaw). — *Wbrew łozkasowi* [*Contre les ordres*], Warszawa, Czytelnik, 1959, in-8°, 406 p., ill., couv. ill., pl.

Officier de presse du gén. Sikorski, puis du gén. Anders en U.R.S.S., chef de la section de presse au commandement suprême en Angleterre, l'auteur dévoile les dessous de la question polonaise durant la guerre, particulièrement sur la mort du gén. Sikorski.

Sutherland (John P.). — « The story Gen. Marshall told me », Hitherto unpublished views on fateful decisions of World War II, *U.S. News and World Rep.*, 2 nov. 1959, pp. 50-56, ill.

Interview du général Marshall en 1954-1955, publié après sa mort. Appréciations sur Pearl Harbor, Yalta, la Bombe A, McArthur, la Corée..., etc.

*Sven Hedin. — *Ein grosses Leben*, Leoni a. Starnberger See, Druffel Verl., 1959, in-8°.

Son activité national-socialiste.

*Taut (Franz). — *Der Oberst ohne Ritterkreuz. Ein Offizier zwischen Befehl und Gewissen*, Rosenheim, Meister Verl., 1959, in-8°, 269 p.

Pendant la campagne germano-soviétique.

Wolff (Gustav). — Die Irrtümer General de Gaulle. So dachten und handelten die Pfälzer 1945 nicht, Herr General !, *Das neue Journal*, 18 nov. 1959, pp. 6-7, ill.

Rectification à un passage des *Mémoires* (t. III) : *La visite du général à Neustadt (Palatinat)*. Question de l'autonomie du Palatinat en 1945.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Baturin (M.). — SŠA i Mjunkhen [Les États-Unis et Munich], *Mežd. žizn'*, n° 4, avr. 1959, pp. 98-106.

« Belyj plan. » O podgotovke fašistskoj Germanii k vojne protiv zap. stran 1939-1940 gg. Publikacija dokumentov verkhovnogo glavnokomandovanija nem. armii [« Le plan blanc ». Histoire de la préparation de l'Allemagne fasciste à la guerre contre les pays occidentaux en 1939-1940. Publication des documents du Commandement suprême de l'armée allemande], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 9, pp. 97-102.

Deuerlein (Ernst). — Die gescheiterte Anti-Hitler-Koalition. Die politischen und militärischen Verhandlungen zwischen Grossbritannien, Frankreich und der Sowjetunion im Frühjahr und Sommer 1939, *Wehrw. Rundschau*, nov. 1959, pp. 634-651.

**Documents on German foreign policy, 1918-1945. Series C (1933-1937). The Third Reich : lst phase*, vol. III : *June 14, 1934-March 31, 1935*, L., H.M.S.O., 1959, in-8°, 1 157 p.

Gelberg (Ludwik). — Anulowanie przez III Rzeszę polsko-niemieckiej deklaracji z 26 stycznia 1934 r [Comment le IIIe Reich dénonça la déclaration germano-polonaise du 26 janvier 1934], *Spr. Miedzynar*, juin 1959, pp. 78-94.

**Die Hintergründe des Münchner Abkommens von 1938. Auswahl von Referaten und Diskussions beiträgen der Prager internationalen wissenschaftl. Konferenz zum 20. Jahrestag der Münchener Ereignisse (25-27 sept. 1958)*, Hrsg. von Prof.-Dr. Karl Obermann und Prof.-Dr. Josef Polisensky, Berlin, Rütten u. Loening, 1959, in-8°, 260 p. (Schriftenreihe d. Kommission d. Historiker d. DDR u.d. C.S.R. Bd. II).

*Khvostov (V. M.), Nekrič (A. M.). — *Kak voznikla vtoraja mirovaja vojna* [*Comment a éclaté la deuxième guerre mondiale*], Moskva, Gospolitizdat, 1959, 84 p. (Akad. nauk SSSR. Inst. istorii).

Král (Vaclav). — Československo a Mnichov [La Tchécoslovaquie et les accords de Munich], *Čs. čas. histor.* (Prague), n° 1, févr. 59, pp. 25-48.

Lapter (Karol). — Angielskie gwarancje dla Polski w r. 1939 [La garantie donnée par l'Angleterre à la Pologne en 1939], *Spr. Miedzynar*, n° 6, juin 1959, pp. 3-31.

Extr. de l'ouvrage *Geneza radziecko-niemiecko paktu nieagresji z 23 września 1939 r.*

Leonidov (A.). — Počemu ne byla predotvraščena vtoraja mirovaja vojna ? K 20-letiju so dnja načala vojny [Pourquoi la deuxième guerre mondiale n'a-t-elle pas été empêchée. Pour le 20e anniversaire du jour de déclaration de guerre], *Novoe vremja*, 1959, n° 35, pp. 4-7.

Lipták (L.). — Dokumenty k dějinám mnichovskej zrady [Documents pour l'histoire de la trahison de Munich], *Nová mysl* (Prague), n° 10, oct. 59, pp. 114-119.

Nekritch (A.) et Troukhanovski (V.). — La vérité sur 1939, *Nouv. R. intern.*, sept. 1959, pp. 77-93.

La politique internationale et les alliances à la veille de la guerre.

**Opinia polska wobec Monachium w świetle prasy, opracowala Barbara Ratynska* [*L'opinion polonaise sur Munich d'après la presse, éd. par Barbara Ratynska*], Warszawa, Instytut Spraw Miedzynarodowyck, 1959, in-4°, x-319 p., errata (Zeszyty Historyczne, n° 9).

*Presseisen (Ernest L.). — *Germany and Japan : a study in totalitarian diplomacy, 1933-1941*, The Hague, M. Nijhoff, 1958, x-368 p.

Ragionieri (Ernesto). — Origini diplomatiche della II guerra mondiale, *Rinascita*, sept. 1939, pp. 621-637.

**September 1939. Ein Sammelband. Hrsg. v. Prof. Dr. Basil Spiru*, Berlin, Rütten u. Loening, 1959, in-8°, 160 p.

Ensemble de documents concernant la déclaration de guerre.

Siebert (Ferdinand). — Der deutsch-italienische Stahlpakt, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1959, pp. 372-396.

Sipols (V.). — Bor'ba SSSR za mir v Pribaltike v 1933-1940 [La lutte de l'U.R.S.S. pour la paix des provinces baltes de 1933 à 1940], *Kommunist sov. Latvii*, 1959, n° 9, pp. 25-32.

*Šlepakov (A.). — *Ukraina v planakh meždunarodnoj reakcii nakanune vtoroj mirovoj vojny* [*L'Ukraine dans les plans de la réaction internationale à la veille de la deuxième guerre mondiale*], Kiev, Gospolitizdat USSR, 1959, in-8°, 65 p.

*Szymanski (Antoni). — *Zły sąsiad. Niemcy 1932-1939 w oświetleniu polskiego attaché wojskowego w Berlinie* [*Le mauvais voisin. L'Allemagne de 1932 à 1939 d'après l'attaché militaire de Pologne à Berlin*], London, Katolicki Ośrodek Wydawniczy (1959), in-16, 200 p., cartes, pl. h.-t.

La Reichswehr et ses manœuvres. Débuts de la campagne de septembre 1939.

Trela (Bernard). — Mil'dzy Warszawa a Londynem w czasie czechoslowackiego kryzysm w zesniewego 1938 r [Les rapports entre Varsovie et Londres au temps de la crise tchécoslovaque de septembre 1938], *Spr. Miedzynar.*, n° 9, sept. 1959, pp. 64-84.

D'après les dernières publications et les archives du ministère des Affaires étrangères de Varsovie.

Waldner (Ulrich). — Schuldanteil Polens 1939, *Nation Europa*, oct. 1959, pp. 43-50.

Wallace (William V.). — New documents on the history of Munich. A selection from the Soviet and Czechoslovak archives, *Intern. Aff.*, oct. 1959, pp. 447-454.

Les documents publ. en sept. 1958 par les Russes et les Tchèques à l'occasion du 20e anniversaire des accords de Munich.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

Boltine (E.), Deborine (G.). — Du caractère de la deuxième guerre mondiale, *Nouv. r. inter.*, sept. 1959, pp. 58-76.

**The Impact of Air Power : national security and world politics*, ed. by Eugene M. Em-

ME, Princeton, Van Nostrand, 1959, in-8°, 914 p.

La deuxième partie de l'ouvrage : *Revolution of warfare*, est consacrée surtout à la deuxième guerre mondiale.

GALLICO (Ruggero). — Sul carattere antifascista della seconda guerra mondiale, *Rinascita*, sept. 1959, pp. 641-644.

*GELLHORN (Martha). — *The face of War*, London, R. Hart-Davis, 1959.

Recueil d'articles parus dans *Collier's* sur différents aspects de la deuxième guerre mondiale.

LA ROSA (Gaetano), magg. gen. — Politica economica e forza dei neutrali nella seconda guerra mondiale, *Riv. militare*, sept. 1959, pp. 1177-1196.

STEINBECK (John). — Quatre récits de guerre : avec les troupes alliées en Sicile... et dans les Iles, 1943, *Figaro litt.*, 15 août 1959, pp. 1 et 5.

LE COMMANDEMENT
ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

BANKWITZ (Philipp C. F.). — Maxime Weygand and the fall of France : a study in civil-military relations, *J. of modern History*, sept. 1959, pp. 225-242.

Le commandement et le pouvoir civil au cours de la campagne de France.

**Command decisions : 20 crucial decisions that decided the outcome of World War II. Prepared by the Office of the Chief of Military History*, With an introduction by Hanson W. BALDWIN, New York, Harcourt, Brace & C°, 1959, in-8°, 496 p., cartes.

DEBYŠER (Felix). — L'emploi de la bombe atomique et la fin de la guerre du Pacifique dans *Académie de Marine, communications et mémoires*, 1957-1958, pp. 75-98, bibliographie.

(Communication faite le 23 mai 1958.)

GLAISZ (Kazimierz), gembryg. — Autorstwo niemieckiego planu operacyjnego z 1940 roku [La paternité du plan opérationnel allemand de 1940], *Bellona* (Londres), n° 1, janv.-mars 1959, pp. 21-27.

Critique des livres allemands l'attribuant soit à Manstein, soit à Hitler ou à Halder.

KIRCHMAYER (Jerzy), gen. — Na marginesach wspomnien dowodcow armii « Lodz » [En marge des souvenirs du chef de l'armée « Lodz »], *Wojsk. Przegl. Hist.*, 2, avr.-juin 1959, pp. 256-293.

Mise au point après les vives polémiques suscitées par les souvenirs de l'auteur et du gén. polonais Rommel.

*KLEE (Karl). — *Dokumente zum Unternehmen « Seelöwe » ; die geplante deutsche Landung in England 1940*, Göttingen, Berlin Musterschmidt, 1959, in-8°, 475 p.

(Studien und Dokumente zur Geschichte d. 2. Weltkrieges. Bd. 4b.)

LEBEDEFF (N. I.). — « Balkanskij variant » anglo-amerikanskoj strategii v period vtoroj mirovoj vojny [Variante balkanique de la stratégie anglo-américaine pendant la deuxième guerre mondiale], *Novaja i novejsaja istorija*, 1959, n° 5, pp. 41-60.

LIDDELL HART (B. H.). — Defence against the odds, *Manchester Guardian Weekly*, 2 juill. 1959, p. 7.

La défensive pendant la guerre de 1939-1945 chez les Alliés.

LISS (Ulrich), Generalmajor a. D. — Die französische Führung in der Schlacht um Frankreich, vom 25. Mai bis zum 25. Juni 1940, *Allg. schw. mil. Zt.*, nov. 1959, pp. 849-860 *(à suivre)*.

LISS (Ulrich). — Der entscheidende Wert richtiger Feindbeurteilung. T. I : Beispiele aus der neueren Kriegsgeschichte ; t. II : Gedanken zum G-2 Dienst, *Wehrkunde*, nov. 1959, pp. 584-593, et déc. 1959, pp. 644-652.

L'auteur a été chef du département « Fremde Heere West » à l'état-major général.

MIL'ŠTEIN (M.), Maj.-gén. — Necestnaja igra s otkrytiem vtorogo fronto [L'ouverture du deuxième front et le jeu malhonnête des Occidentaux], *Meždun žizn.*, n° 1, janv. 1959, pp. 127-136.

« Mistakes » of Western Desert campaign. General criticizes Lord Montgomery, *Times*, 12 août 1959, p. 7.

A propos de l'article du général Sir R. McCreery paru dans le *Journal du 12e Royal Lancers* sur les difficultés entre le général Montgomery et le général Lumsden en 1942. Voir aussi « *Alamein Mistake* ». Lettres M. G. HENSMAN, Cyril FALLS et Alexander CAMERON, *Times*, 17, 19 et 27 août 1959.

Napadenie fašistskoij Germanii na Sovetskij Sojuz (Vyderzki iz sluzebnogo dnevnika Nač. Gen. Staba sukhoputnykh vojsk fasistskoj Germanii gen-polk Gal'dera za period s 22 ijunja po 13 ijulja 1941 g [L'agression de l'Allemagne fasciste contre l'Union soviétique. Extraits du journal de route... du général Halder pendant la période du 22 juin au 13 juillet 1941], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 7, pp. 84-105.

NOVODRAN (V. A.). — Napadenie gitlerovskoj Germanii na Pol'šu v 1939 godu [L'agression de l'Allemagne hitlérienne contre la Pologne en 1939], *Novaja i Novejšaja*, 1959, n° 4, pp. 19-35, carte.

SAUNDERS (M. G.), Commander. — Hitler's admirals. Reflections inspired by their memoirs, *J. royal unit. Serv. Inst.*, août 1959, pp. 315-319.

A propos de la publication des *Mémoires* de Erich RAEDER et de Karl DÖNITZ.

SCHOFIELD (B. B.), Vice-admiral. — A bolt from the blue, *Army Quart.*, juill. 1959, pp. 181-184.

L'incident de Mechelen (janv. 1940), par l'attaché naval britannique à Bruxelles.

*TERREL (Edward). — Admiralty brief ; the story of inventions that contributed to victory in the battle of Atlantic, *London, Harrap*, 1958, in-8°, 240 p., ill., carte, diagr.

TUTINO (Saverio). — A venti anni della « strana guerra ». L'alto comando francese nel, '39 non vuol provocare il nemico ! *L'Unità*, 2 déc. 1959, p. 3, col. 3-7.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*COLL (Blance D.), KEITH (Jean E.), ROSENTHAL (Herbert H.). — *The Corps of engineers : troops and equipment*, New York, G.P.O., 1959, in-4°, 622 p.

(U.S. Army in World War II. The technical Services.)

COWPER (Julia M.). — The Women's services of other lands, *Quart. R.*, juill. 1959, pp. 335-345.

Les services féminins créés pendant la guerre en Grande-Bretagne, puis dans les autres pays et depuis la fin de la guerre.

DRISCALL (John J.). — Impact of weapons technology on air warfare 1941-45, *Air Power Historian*, janv. 1959.

*HERZOG (Bodo). — *Die deutschen U-Boote 1906 bis 1945*, München, J. F. Lehmann, 1959, in-8°, 234 p.

HOTH (Hermann). — Der Kampf von Panzerdivisionen in Kampfgruppen in Beispielen der Kriegsgeschichte, *Wehrkunde*, nov. 1959, pp. 576-584, carte.

L'ÉTANG (H. J. C.). — Five psychiatric fallacies, *Army Quart.*, juill. 1959, pp. 161-166.

A propos du livre d'AHRENFELDT : *Psychiatry in the British Army in the Second World War (Étude des services psychiatriques dans l'armée)*.

LOTT (Arnold S.). — Japans nightmare : mine blockade, *U.S. Naval Inst. proceedings*, nov. 1959, pp. 39-51, phot. carte.

Efficacité du blocus par mines effectué par l'aviation navale et notamment de l'opération « Starvation » de mars 1945 à la capitulation japonaise.

*LUSAR (Rudolf). — *Die deutschen Waffen und Geheimwaffen des 2. Weltkrieges und ihre Weiterentwicklung*. 3. stark überarb. u. erw. Aufl., München, J. F. Lehmann, 1959, in-8°, 267 p.

MATHYS (Paul). — Tarnung und Täuschung als Kampfmittel, *Allg. schw. mil. Zt.*, nov. 1959, pp. 838-849, cartes.

Camouflages et manœuvres de diversion au cours des opérations de la 11e armée allemande pour l'occupation de la presqu'île de Kertch, mai 1942.

OGORKIEWICZ (R. M.). — Tank statistics of the Second World War, *Army Quart.*, oct. 1959, pp. 63-67.

La production de tanks avant 1939 et pendant la deuxième guerre mondiale.

*REXFORD-WELCH (S. C.). — *The Royal Air Forces medical services*, vol. III *(Campaigns)*, London, H.M.S.O., 1959, in-4°, XXV-730 p.

(History of the Second World War ; United Kingdom medical series, Fighting services. Royal Air Forces, vol. 3.)

RIEMANN (Horst). — Zur Geschichte der deutschen Panzergrenadiere, *Wehrkunde*, déc. 1959, pp. 644-652, ill.

*TESSIN (Georg). — *Formationsgeschichte der Wehrmacht 1933-1939. Stäbe und Truppenteile des Heeres und der Luftwaffe*, Boppard am Rhein, Boldt, 1959, in-8°, VIII-266 p.

(Schriften d. Bundesarchivs, 7.)

**U.S. Army Medical Service. Medical Departement, Army : Preventive medicine in World War II*, vol. IV : *Communicable diseases transmitted chiefly through respiratory and alimentary tracts*, Washington, Gov. Print. Off., 1958, in-8°, XXI-544 p.

**U.S. Army. Office of the Surgeon General. Medical Department, Army : Surgery in World War II, neurosurgery*, vol. I, Washington, Gov. Print. Off., 1958, in-8°, XIX-466 p.

WENDT (W. R.). — Antimissile defense of a port., *Marine Corps Gaz.*, fév. 1959. Défense d'Anvers contre les V1 en 1944.

ŽURAVLEV (N.). — Razgrom germanskoj aviacii vo vtoroj mipovoj vojne [Défaite de l'aviation allemande pendant la deuxième guerre mondiale], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 9, pp. 42-53.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Dettmers. — « *Kormoran.* » *der Hilfskreuzer, der die « Sydney » versenkte*, Biberach a. d. Riss, Koehlers Verlagsges., 1959, in-8°, 264 p.

Le croiseur australien *Sydney* fut coulé le 19 nov. 1941.

Garlinski (Bohdan). — Walki 2 Dywizji Strzelców Pieszych [Les combats de la 2e division de chasseurs à pied], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 2/II, avr.-juin 1959, pp. 74-108, cartes, ill.

Le gén. Prugar-Ketling et sa division polonaise sur le front français, 15-20 juin 1940.

*Houart (Victor). — *Desert squadron*, London, Souvenir Press, 1959, in-8°, 167 p., fig.

L'escadrille du désert de la R.A.F. (raids sur Tmimi, attaque de Bengazi...).

Komornickij (S.). — Razrabotka istorij voinskikh castej Vojska Pol'skogo [Étude de l'histoire des unités de l'armée polonaise], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 8, pp. 72-75.

Mordal (Jacques). — La destruction de l'*U 371*, *Miroir de l'histoire*, nov. 1959, pp. 1495-1503, ill. carte.

Sous-marin allemand torpillé en mai 1944, en Méditerranée, au large de Djidjelli, par le *Sénégalais*.

*Park (Yunnie). — *Warriors on wheels*, London, Hutchinson, 1959, in-8°, 384 p.

« L'armée Popski » sur le théâtre d'opérations méditerranéen.

*Pearson (Ralph E.). — *Enroute to the redoubt. A soldier's report as a regiment goes to war. v. 4. A continuation of the chronological account of some of the activities of the 314th and 318th in Europe*, Fort Bragg (N.C.), The Author, 1958, in-8°, 118 p.

Popiel (Wałcaw), col. — Na marginesie wspomnien gen. Prugara-Ketlinga. « Działania II KB P ». [En marge des mémoires du gén. Prugar-Ketling : Les opérations de la 2e division d'infanterie des Carpathes], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 2/II, avr.-juin 1959, pp. 294-320.

*Peterson (Ingo). — *Ein sonderlicher Haufen. Die Saga vom Sturmbataillon 500*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1959, in-8°, 228 p.
(Landser am Feind. Bd. 4.)

Roginskij (S.). — Iz vospiminanij o dejstvijakh III-j strelkovoj divizii, 1941-1942 [Souvenirs des opérations de la IIIe division d'infanterie, 1941-1942], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 7, pp. 33-46, cartes.

*Schmidt (G.). — *Geschichte des Pz. Art. Regt. 73*, Bremen, W. Böttcher, 1959, in-8°, 208 p.

*Scott (Robert Lee). — *Flying Tigers : Chenault of China*, New York, Doubleday, 1959, in-8°, 285 p.

Skibinski (Franciszek). — 10-a Brygada Kawalerii w kampanii wrześniowej. Wspommnienia szefa stabu... [La 10e brigade de cavalerie dans la campagne de septembre. Souvenirs du chef d'état-major *(fin)*], *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 2/II, avr.-juin 1959, pp. 221-256, cartes.

*Stering (Erich von). — *Jeder war ein Stück von uns. Leben und Kampf einer Kompagnie auf ihrem Weg von Attika nach Sarajewo. Herbst 1944*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1959, in-8°, 249 p.
(Landser am Feind. Bd. 3.)

Travkin (I.). — Udary po vrazeskim konvoja. Vospominanie komandira podvojnoj lodki « K-52 » [Coups portés sur les convois ennemis. Souvenir du commandant de l'escorteur K. 52], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 8, pp. 43-56, cartes.

Zoric (Rade). — Dejstva 5 divizije na komunikacijama Mostar-Sarajevo-Zenica i Zenica Travnik od 28 augusta do 10 oktobra 1943 [Les opérations de la 5e division contre les communications Mostar-Sarajevo-Zenica et Zenica-Travnik du 28 août au 10 octobre 1943], *Voj. istor. Glas* (Belgrade), n° 4, août 1959, pp. 31-49.

En Bosnie et Herzégovine.

OPÉRATIONS

Bartnicki (Witold), Saski (Jozef). — Akcja pod Czarnocinem. Wysadzenie mostu na rzece Wolborce [Le coup de main sur Czarnocin. La destruction du pont sur la Wolborka], *Wojsk. Przegl. Hist.*, n° 2, avr.-juin, pp. 59-85, ill., cartes, fac-sim.

La préparation en 1942. Exécution le 5 juin 1943. Document de la Gestapo du district de Radom.

Baldwin (Hanson W.). — La plus grande bataille aéronavale de l'histoire : Okinawa, *Historia*, nov. 1959, pp. 469-475, ill. carte.

Bitzer (Eberhard). — Der erste Schuss am I. September 1939. Wie vor zwanzig Jahren der Zweite Weltkrieg begann, *Frankf. allg. Zg.*, 29 août 1959, ill.

A Danzig.

BOUVET, général. — De Bizerte au Rhin avec les commandos d'Afrique, *R. hist. armée*, 1959, n° 3, pp. 109-120, cartes, ill.

Débarquement à l'île d'Elbe et en Provence. Opérations dans la trouée de Belfort.

BROEKMANS, major. — La bataille des Ardennes (hiver 1944-1945), *L'armée, la nation*, 1er déc. 1959, pp. 5-12, cartes, ill.

BUSCH (Fritz Otto). — Zehn Zerstörer. Die Besetzung Narviks, *Hannover, Sponholtz*, 1959, in-8°, 167 p.

CUIKOV (V. I.), maréchal. — Iz zapisok komandarma [Notes d'un commandant d'armée], *Druzba narodov*, n° 2 et 3, févr.-mars 1959.

La bataille de Stalingrad.

*DANILOV (F. V.). — *Radom-Lodzinskaja operacija* [L'opération de Radom-Lodz], Moskva, Voennoe izd., 1958, in-8°, 232 p., cartes.

Par la 69e armée du 1er front de Biélorussie, Pologne, janv. 1945.

DEC (Władisław). — Jeszcze o walkach pod Hołoskiem w 1939 r [Encore un mot sur les combats de Holosko en 1939], *Wojsk. Przegl. Hist.*, n° 2/II, avr.-juin 1959, pp. 325-327.

Dans la région de Lwow, les 19-21 nov. 1939. Critique des études allemandes et polonaises.

*DIVINE (David). — *The nine days of Dunkirk*, New York, W. W. Norton, 1959, in-8°, 308 p., cartes.

EVEN, commandant. — La retraite allemande des côtes de Provence à Lyon, *R. hist. armée*, 1959, n° 3, pp. 99-108, ill. cartes.

Ordre de bataille allemand avant le débarquement en Provence. Opérations dans la vallée du Rhône jusqu'au 31 août 1944.

*FADEEV (A. V.). — *Geroj « Maloj zemli ». O podvigakh geroev-morjakov, ostaivavšikh placdarm Myskhako bliz Novskaorossij v 1943 g* [*Les héros de « Malaja Zemlija ». Les exploits des héroïques marins, défenseurs de Myskhako, près de Novorossijsk en 1943*], Moskva, Gospolitizdat, 1959, 55 p.

(Iz istorii Sovetskoj Rodiny.)

GARAS (Jozef), Ppłk.-Oddzialy Gwardii I Armii Ludowej w obwodzie Lubelskim [Les sections de la Garde de la Ire Armée populaire dans l'arrondissement de Lublin], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 2/11, avr.-juin 1959, pp. 187-220 ; n° 3/12, juill.-sept. 1959, pp. 133-160, ill., cartes.

Ire Partie : Les chefs ; IIe Partie : L'organisation des sections ; pp. 154-160, bibliographie.

GLOWACKI (Ludwik), lieut. col. — Obrona Modlina [La défense de Modlin], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 3/12, juill.-sept. 1959, pp. 172-228, ill. cartes.

Suivi des *Mémoires* du gén. commandant la place de Modlin, W. THOMMEC (13-28 sept. 1939).

GUBERINA (Rade). — Dejstva na zadarskom podrucju vreme kapitulacije Italije [Les opérations dans la région de Zadar, à l'époque de la capitulation de l'Italie], *Voj. istor. Glas* (Belgrade), n° 5, oct. 1958, pp. 24-35.

*HARRISSON (Tom). — *World within : a Borneo story*, London, Cresset Press, 1959, in-8°, XII-349 p., ill., cartes.

L'organisation de la guérilla à Bornéo en 1945. Parachutistes anglais et indigènes.

*HECKSTALL-SMITH (Anthony). — *Tobruk, the story of a siege*, London, A. Blond, 1959.

HÜMMELCHEN (Gerhard). — Balkanräumung 1944, *Wehrwiss. Rundschau*, oct. 1959, pp. 565-584.

IACHINO (Angelo), amm. d'armata. — Midway e Saipan., *Riv. marittima*, déc. 1959, pp. 31-36, ill., cartes.

Midway, 3-6 juin 1942 ; Saipan, 19 juin 1942.

JADZIAK (Emil). — Walki I Armii WP o Kolobrzeg, 7-18 mars 1945 r... [Les combats de la Ire armée polonaise pour Kolobrzeg, 7-18 mars 1945 (2)], *Wojsk. Przegl. Hist.*, n° 2/11, avr.-juin 1959, pp. 35-58 et n° 3/12, juill.-sept. 1959, pp. 3-38, ill., cartes.

KRWAWICZ (Marian), Commt et ROSEN-ZAWADZKI, col. — O stanie badan nad kampania wrześniowa. [L'état des recherches sur la Campagne de septembre 1939], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 3/12, juill.-sept. 1959, pp. 336-356.

LARIN (P.). — Boevye dejstvija vojsk Sovetskoj Armii po osvobovdeniju Estonskoj SSR v 1944 godu [Opérations des armées soviétiques pendant la libération de la RSS d'Esthonie en 1944], *Izvestija Akad. nauk Eston. SSR*, t. 8, Serija obscestv. nauk., n° 3, 1959, pp. 215-233.

LEDERREY (E.), col. — La VIe armée allemande sur le front de l'Est de 1941 à 1944. Son engagement, sa capitulation. Sa résurrection, sa fin, *R. mil. suisse*, nov. 1959, pp. 525-539, tableaux, cartes.

De 1941 à Stalingrad. Reconstitution

et 1943. Bataille de Roumanie-Bessarabie en août 1944.

Liška, général. — Před 15 lety u Dunkirku [Devant Dunkerque, il y a 15 ans], *Čechoslovák* (Londres, nos 39-43, 23-30 oct. et 6-13, 20 nov. 1959.

Participation de l'armée tchécoslovaque libre à la bataille de Dunkerque, fin oct. 1944, par l'ancien général qui la commandait.

*Lobanok (V. E.). — *Partizany Vitebščiny v bojakh za Rodinu. 1941-1945 gg* [*Les partisans de la région de Vitebsk au combat pour la patrie*], Minsk, Gosizdat BSSR, red. coc. ekon. lut., 1959, 232 p., ill.

Malinin (M.). — O dejstvijakh vojsk I-go Belorusskogo franta v Belorusskoj nastupatel'noj operacii (ijun'-ijul' 1944 goda) [Les opérations des armées du 1er front bielorusse dans l'opération offensive bielorusse, juin-juillet 1944], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 7, pp. 18-32.

Moraca (Pero). — Moralni i borbeni kvaliteti operativne grupe u bicina Sutjeci kroz sacuvana dokumenta [Les qualités morales et combatives du principal groupe d'armées dans la bataille de Sutjeska, à la lumière des documents], *Istor. Glas* (Belgrade), n° 3-4, 1958, pp. 3-25.

Mai-juin 1943.

Mordal (Jacques). — Les poches de l'Atlantique, *Miroir de l'histoire*, juill. 1959, pp. 892-902, fig., cartes.

Leur rôle stratégique.

*Morison (Samuel Elliot). — *Liberation of the Philippines, Luzon, Mindanao* ; the *Visayas (1944-1945)* New York, Little, Brown, 1959, in-8°, 384 p., ill., cartes, ordres de bataille en appendices.

(U.S. Naval Operations in World War II, vol. XIII.)

Morison (Samuel Elliot). — *Les grandes batailles navales du Pacifique (1941-1945)*. III : *La bataille de la mer des Philippines. La bataille de Leyte*, éd. franç. par René Jouan, Paris, Payot, 1959, in-8°.

(Collection de mémoires pour servir à l'histoire de la guerre.)

Old soldiers under fire by an 8th Army officer, *Times*, 18 sept. 1959, p. 11.

La légende la VIIIe armée et la réalité (son moral en particulier).

Parker (Reuben), lieut.-col. — Infiltration as a form of maneuver, *Mil. R.*, déc. 1959, pp. 38-44, cartes.

L'action de la 36e division américaine à la bataille de Velletri (Italie), 27 mai 1944.

Piatkowski (H.), col. — Uwagi o udziale I Armii W.P.w przełamaniu valu pomorskiego [Remarques sur la participation de la Ire armée polonaise à la percée du « Mur du Littoral »], *Bellona* (Londres), n° 1, janv.-mars 1959, pp. 27-41.

Du 19 janv. au 7 mars 1945, l'opération Vistule-Oder.

Proektor (D.). — Germano- pol'skaja vojna [La guerre germano-polonaise], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 9, pp. 15-27, carte.

*Rehm (Walter). — *Jassy. Schicksal einer Division oder einer Armee*, Neckargemünd, K. Vowinckel Verl., 1959, in-8°, 164 p.

Effondrement du front roumain.

Roos (Hans). — Der Feldzug in Polen vom September 1939, *Wehrwiss. Rundsch.*, sept. 1959, pp. 491-513.

*Ryan (Cornelius). — *The longest day : D-day, June 6, 1944*, New York, Simon & Schuster, 1959, in-8°, 352 p., pl. h. t., cartes.

*Sidorenko (A. A.). — *Na Mogilievskom napravlenii. Nastupatel'naja operacija 49-j armii 2-go Belorus. franta v june 1944 g* [*Dans la direction de Mogilev. Attaque de la 49e armée du 2e front de Bielorussie en juin 1944*], Moskva, Udenizdat, 1959, 183 p.

En Moldavie.

*Slim (Sir William), Field-Marshal. — *Unofficial history*, London, Cassell, 1959, in-8°, 242 p.

Parmi d'autres épisodes, deux concernent les combats contre les Italiens sur la frontière d'Abyssinie et contre les troupes françaises de Vichy sur le Haut-Euphrate.

Sorokin (V.). — Forsirovanie reki Dunaj vojskami 46-j armii, 1944 [Le passage du Danube par les éléments de la 46e armée, 1944], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 8, pp. 30-42, carte.

Stepancic (Miroslav). — Dejstva 7 korpusa NOVJ od I-20 aprila 1945 god [Les opérations du 7e corps de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie (1-20 avril 1945)], *Voj. istor. Glas*, n° 5, oct. 1958, pp. 1-24.

En Slovénie.

Stepancic (Miroslav). — Zavrsna dejstva 7 korpusa [Les opérations finales du 7e corps d'armée], *Voj. istor. Glas*, n° 6, déc. 1958, pp. 3-29.

En Slovénie, du 20 avril au 15 mai 1945.

*Toland (John). — *Battle : the story of the Bulge*, New York, Random House, 1959, in-8°, 400 p. ill.

La bataille des Ardennes (déc. 1944).

*Turner (John Frayn). — *Invasion '44 : the full story of D. Day.*, London, Harrap, 1959, in-8°, 256 p.

Vasiljevic (Jovan). — Partizanska dejstva na rekama i Ratna recna flotila u Narodno Oslobodilackom [Les opérations de partisans sur les cours d'eau et la flottille fluviale de guerre durant la guerre de Libération nationale], *Vojn. istor. Glas*, n° 4, août 1959, pp. 49-78.

De 1941 à 1944.

Veršinin (K.). — Vosdušnoe sraženie nad Severnym Kavkazom vesnoij 1943 goda [Combats aériens au-dessus du Caucase du Nord au printemps de 1943], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 8, pp. 16-29, carte.

*Voelker (Johannes). — *Die letzten Tage von Kolberg*, Würzburg, Holzner, 1959, in-8°, VIII-159 p.

(Ostdeutsche Beiträge aus dem Göttinger Arbeitskreis. Bd. 12.)

**Westerplatte. Wspomnienia, relacje, dokumenty, zebrał, opracował i wstępem opatrzył Zbigniew Flisowski* [*Westerplatte. Souvenirs, relations, documents choisis et édités... par Zbigniew Flisowski*], Warszawa, Wydewnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej, 1959, in-8°, XXXIX-300 p. ill., cartes.

(Wojskowy Inst. historyczny.) Bibliographie, pp. 272-288. Les documents allemands sont cités en langue originale.

Wilson (B. T.), major-gen. — A German account of Dunkirk, *Army Quart.*, juill. 1959, pp. 205-206.

A propos du livre de H. A. Jacobsen, *Dünkirchen*, 1958.

Wrzosek (Mieczysław). — Materiały do kampanii wrześniowej 1939 r., znajdunące się w CAW [Documents sur la campagne de septembre 1939, trouvés dans les Archives militaires centrales], *Wojsk. Przegl. Hist.*, n° 3/12, juill.-sept. 1959, pp. 357-363.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

*Dawson (Raymond H.). — *The Decision to aid Russia, 1941 : foreign policy and domestic politics*, Durham, Univ. of North Carolina Press, 1959, in-8°, XV-315 p.

**Dokumente zur Berlin-Frage 1944-1959*, hrsg. vom Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Ausw. Politik in Zusammenarbeit mit dem Senat von Berlin..., München, Oldenbourg-Verl., 1959, in-8°, 435 p.

Hillgruber (Andreas). — Deutschland und Ungarn 1933-1944. Ein Überblick über die politischen und militärischen Beziehungen im Rahmen der europäischen Politik, *Wehrw. Rundschau*, nov. 1959, pp. 631-677.

Bibl. pp. 678-680.

*Fox (Annette B.). — *The Power of small states : diplomacy in World War II*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 1959, in-8°, 224 p.

La diplomatie de la Finlande, de la Norvège, de la Suède, de l'Espagne et de la Turquie avant et pendant la guerre ; son influence sur le déroulement de la guerre et le sort de ces pays.

Israeljan (V.). — Krizis fasistskoj koalicii v rezul'tate pobed Sovetskoj Armii v 1943 godu [La crise de la coalition fasciste, résultat de la victoire de l'armée soviétique en 1943], *Voen.-ist. Žurnal*, 1959, n° 9, pp. 28-41.

Karcev (A. A.). — Amerikano-anglo-višijskie peregovory o cotrudničestve v Severnoj Afrike v načale vtoroj mirovoj vojny (avgust 1940-janvar 1941 g.) [Les pourparlers américano-anglo-vichyssois au sujet de la collaboration en Afrique du Nord, août 1940-janv. 1941], *Učen. zapiski In-ta vostokovedenija, Akad. nauk. SSSR*, t. 19, 1959, pp. 70-105.

Kleist (Peter). — Nach Stalingrad bot Josef Stalin Hitler den Frieden an. Deutschlands ungenützte Schicksalsstunde, *Dte. Soldaten Ztg*, déc. 1959, pp. 1 et 4.

L'offre de paix aurait été transmise à l'auteur, alors chef de service au Departement « Ost, Dienststelle Ribbentrop ».

**Polen, Deutschland und die Oder-Neisse Grenze*, Berlin, Rütten u. Loening, 1959, in-8°, 1 056 p., c.

(Schriftenreihe d. Deutschen Instituts f. Zeitgeschichte. Bd. 1.)

Puric (Bozidar). — Pozdrav Kralju [Salut au roi], *Sloboda* (Chicago), 1er mars 1959.

Les conversations politiques entre le roi Pierre II et Anthony Eden en 1943 à Londres au sujet de la Yougoslavie occupée.

Rapacki (Zbigniew). — Le problème polono-allemand, *Polit. étrang.*, 1959, n° 4, pp. 446-482.

La frontière polono-allemande et les accords de Potsdam ; les réactions occidentales.

*Russell (Ruth B.), and Muther (Jeannette E.). — *A History of the United Nations Charter : the role of the United States 1940-45*, Preface by Robert D. Calkins, Washington, The Brookings Institution, London, Faber & Faber, 1958, in-8°, xviii-1 140 p.

Sanakoev (G.), Pavlenko (K.). — Les leçons de la coopération franco-soviétique pendant la guerre, *U.R.S.S.* (Paris), n° 1756, 29 juill. 1959, pp. 1-4.

A propos de la publication du recueil de documents sur les relations franco-soviétiques de 1941-1945 *(Sovetsko-francuskie otnošenija)* ; texte russe, *Pravda*, 29 juillet 1959.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Brown (Mac Alister). — The Third Reich's mobilization of the German Fifth column in Eastern Europe, *J. centr. europ. Aff.*, juill. 1959, pp. 128-148.

La politique d'Hitler avec les minorités allemandes dans les pays d'Europe orientale.

*Buckmaster (Maurice). — *They fought alone ; the story of British agents in France*, New York, Norton, 1959, in-8°, 255 p.

Par l'ancien chef, auprès du War Office, de la Division chargée de l'action clandestine en France.

*Collier (Richard). — *10 000 Augen*, Konstanz, Stuttgart, Diana Verl., 1959, in-8°, 428 p.

Les agents de renseignements alliés au travail auprès du mur de l'Atlantique.

Heimark (Captain J. V.). — Know thine enemy, *U.S. naval Inst. proc.*, août 1959, pp. 65-71, fig.

Le rôle des services de renseignements de la marine américaine dans les batailles navales de la deuxième guerre mondiale : Pearl Harbor, mer de Corail, Midway, Philippines, guerre sous-marine dans l'Atlantique.

*Wighton (Charles) et Peis (Gunther). — *Hitler's spies and saboteurs : based on the German secret service war diary of General Lahousen*, New York, Holt, 1958, 285 p.

*Young (Gordon). — *In trust and treason ; the strange story of Suzanne Warren*, L., Ulton Press, 1959, in-8°, 199 p.

(British secret Services.)

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Cieślak (Tadeusz). — Polacy w obozie koncentracyjnym Sachsenhausen pod Berlinen [Les Polonais au camp de concentration de Sachsenhausen près Berlin], *Prz. Zachod.*, n° 3, mai-juin 1959, pp. 76-87.

Témoignage d'un déporté, 7 juill. 1941-2 mai 1945.

*Grundig (Hans). — *Zwischen Karneval und Aschermittwoch. Erinnerungen eines Malers*, Berlin, Dietz, 1958, in-8°, 428 p.

L'auteur a été détenu au camp de Sachsenhausen.

Madajczyk (Cześław). — Deportations in the Zamość region 1942 and 1943 in the light of German documents, *Acta pol. Historica* (Varsovie), 1958, n° 6, pp. 75-106.

*Schnabel (Ernst). — *Anne Frank — Spur eines Kindes. Ein Bericht mitt Dokumenten, hinterlassenen Schriften und Photographien*, Frankfurt a. M., Fissher Bücherei, 1959, in-8°.

(Politische Aufklärung, n° 199.)

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Heydecker (Joe J.) et Lebb (Jean). — *Le procès de Nuremberg*, Paris, Buchet-Chastel, 1959, in-16, 448 p.

Smirnov (L.). — Njurnbergskij process i ego rol' v razoblačenii prestuplenij germanskogo imperalizma [Le procès de Nuremberg et son rôle pour démasquer les crimes de l'impérialisme allemand], *Soc. zakonnost'*, 1959, n° 8, pp. 49-56.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

Esson (Major D. M. R.). — The secret weapon : terrorism, *Army quart.*, juill. 1959, pp. 167-180.

(Europe, 1940-45 ; France, 1940-44 ; Yougoslavie, 1941-45 ; Russie méridionale, 1941-43.)

*Moritz (Günther). — *Die Gerichtsbarkeit in besetzten Gebieten. Historische Entwicklung und völkerrechtliche Würdigung...*, Tübingen, Institut f. Besatzungsfragen, 1959, in-4°, xv-126 p., exempl. ronéoté.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen, n° 8.)

**Niemals vergessen. Aus dem antifaschistischen Widerstandskampf der Studenten Europas*, hrsg. von K.-H. Jahuke, Berlin, Neues Leben, 1959, in-8°, 224 p.

ALLEMAGNE

*Bernhardt (Harri). — *Geschichte der Stadt, Festung und Garnison Köln...*, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen Bernard u. Graefe, 1959, in-8°, 122 p.
(Deutsche Garnisonen. Bd. 5.)

Brodskij (E. A.). — Ob antifašistskoj borbe v Germanii v gody vtoroj mirovoj vojny [La lutte antifasciste en Allemagne pendant les années de la deuxième guerre mondiale, *Voprosy istorii*, 1959, n° 7, pp. 49-68.
Bibliogr. marginales.

**Die deutschen Vertreibungsverluste. Bevölkerungsbilanzen für die deutschen Vertreibungsgebiete, 1939-50*, Stuttgart, Kohlhammer, 1958, in-4°, 540 p., c.

Döring (Hans-Joachim). — Die Motive der Zigeuner-Deportation vom Mai 1940, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1959, pp. 418-429.

*Fraschka (Günther). — *Fertigmachen zum Erschiessen, Zwischen Willkür und Gewissen*, Rastatt/Baden, E. Pabel, 1959, in-8°, 248 p.
Le sort de soldats condamnés en France occupée par des tribunaux militaires allemands.

*Geber (Berthold). — *Staatliche Wirtschaftslenkung in den besetzten und annektierten Ostgebieten während des 2. Weltkrieges...*, Tübingen, Institut f. Besatzungsfragen, 1959, in-4°, xxi-188 p., exempl. ronéoté.
(Studien d. Institut f. Besatzunsgfragen..., n° 17) (documents en annexe).

*Götte (Karl-Heinz). — *Die Propaganda der Glaubensbewegung « Deutsche Christen » und ihre Beurteilung der deutschen Presse. Ein Beitrag zur Publizistik im Dritten Reich*, Münster i.W., Selbstverb., 1957, in-8°, 247 p.

Hofft (Klaus-Dieter). — Die Agrarpolitik des deutschen Faschismus als Mittel zur Vorbereitung des Zweiten Weltkrieges, *Z. f. Geschichtsw*, Heft 6, 1959, pp. 1205-1231.

*Kaznelson (Siegmund). — *Jüdisches Schicksal in deutschen Geschichten, Eine abschliessende Anthologie*, Berlin, Jüdischer Verl., 1959, in-8°, 523 p.

*Kleist (Peter). — *Auch Du warst dabei !*, 5. verb. Aufl., Göttingen, K. W. Schütz, 1959, in-8°.
Tableau du III^e Reich par un ancien haut fonctionnaire national-socialiste.

*Krebs (Albert). — *Tendenzen und Gestalten der NSDAP. Erinnerungen an die Frühzeit der Partei*, Stuttgart, Deutsche Verlags Anst., 1959, in-8°, 232 p.
(Veröffentlichung d. Institut f. Zeitgeschichte. Quellen u. Darstellungen R. Zeitgeschichte. Bd. 6.) Mémoires de l'ex-Ortsgruppen-u. Gauleiter de Hamburg qui fut exclu du parti en 1932.

*Niemöller (Wilhelm). — *Hitler und die evangelischen Kirchenführer [Zum 25. Januar 1934]*, Bielefeld, Bechauf, 1959, in-8°, 343 p.

**Die Reichskristallnacht. Der Antisemitismus in der deutschen Geschichte*, Bonn, Friedrich Ebert Stiftung, 1959, in-8°, 46 p.

Die Roten Kämpfer. Zur Geschichte einer linken Widerstandsgruppe, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1959, pp. 438-460.

Simon (Ernst). — *Aufbau im Untergang, Jüdische Erwachsenbildung im nationalsozialistischen Deutschland als geistiger Widerstand*, Tübingen, J.C.B. Mohr (P. Siebeck), 1959, in-8°, ix-108 p.
(Schriftenreihe wissenschaftl. Abh. d. Leo Baeck Institute. Bd. II.)

*Schorn (Hubert). — *Der Richter im Dritten Reich. Geschichte und Dokumente*, Frankfurt a. M., V. Klostermann, 1959, in-8°, vi-743 p.
De l'indépendance de la magistrature sous le régime hitlérien.

*Vogelsang (Thilo). — *Die Reichswehr und die Politik, 1918-1934*, Hannover, Niedersächs. Landeszentrale f. Heimatdienst, 1959, in-8°, 31 p.
(Schriftenreihe d. Niedersächs. Landeszentrale f. Heimatdienst, Zeitgeschichte. H. I.)

Vor Zwanzig Jahren. Zusammengestellt von A. Hillgruber, *Wehrw. Rundsch.*, sept. 1959, pp. 543-545.
Chronique du mois de septembre 1939.

AUTRICHE

Reut-Nicolussi (Eduard), Die faschistische Herrschaft in Südtirol, dans *Südtirol. Versprechen und Wirklichkeit...*, Wien, W. Frick, 1958, in-4°, pp. 35-68.

BELGIQUE

Hoyois (Giovanni). — Au temps du rexisme. Mgr Picard et Léon Degrelle, *R. gén. belge*, nov. 1959, pp. 83-94.
Les origines de « Rex ».

BULGARIE

Gornenski (N.). — Podgotovka i izvăršvane na Devetoseptemvriiskoto văstanie

[La préparation et la réalisation de l'insurrection du 9 sept. 1944], *Istor. preg.* (Sofia), n° 4, sept. 59, pp. 42-65.

I'ANAIOTOV (P.). — Documenti iz dăržavnite archivi za văorăženata borba na bălgarskija narod protiv fašisma (1941-1944) [Documents provenant des archives nationales concernant la lutte armée du peuple bulgare contre le fascisme 1941-1944], *Istor. preg.* (Sofia), n° 4, sept. 59, pp. 172-179.

STOINOV (B.). — Boinite grupi -edna ot formite na văorăženta borba na bălgarsveija narod protiv fašisma (1941-1944) [Les groupes de combats sont une des formes de la lutte armée du peuple bulgare contre le fascisme 1941-1944], *Istor. preg.* (Sofia), n° 4, sept. 59, pp. 172-179.

Les organisations de partisans.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*FRASCHKA (Günter). — *Gnade für Paris. Frankreichs Hauptstadt zwischen den Fronten*, Rastatt/Baden, E. Pabel, 1959, in-8°, 300 p.

*KISLENMACHER (Hans). — *Die Auswirkungen der deutschen Besetzung auf die Ernährungswirtschaft Frankreichs während des 2. Weltkrieges*, Tübingen, Institut f. Besatzungsfragen, 1959, in-4°, XVI-128 p., 24 pl. h.-t., exempl. ronéoté.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen..., n° 16.)

Novye dokumenty o sotrudnišestve Viči s gitlerovskoj Germaniej (Publikacija. Vstupit. stat'ja K. Cybinoj) [Nouveaux documents sur la collaboration de Vichy avec l'Allemagne hitlérienne. Publications. Introduction par K. Cybinoj], *Mezdunarod. žizn'*, 1959, n° 8, pp. 144-158.

SILTOVA (A.). — Nacional 'no-osvoboditel' noe dviženie v'etnamskogo naroda v period japonskoi okkupacii i višistskogo režima Deku v Indokitae, 1940-mart 1945 gg. [La lutte pour la libération nationale du peuple vietnamien sous l'occupation japonaise et le régime vichyssois, 1940-1945], *Sbor. Statei po fil., ist. i pravu*, 1957, pp. 18-36.

SZUMOWSKI (Tadeusz). — Polska organizacja wojskowa we Francuskim Ruchu Opuru w latach 1943-1944 [L'organisation militaire polonaise dans le mouvement de résistance en France de 1943-1944], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 3/12, juill.-sept. 1959, pp. 229-262, ill., facsim.

Complète l'article de J. GERHARD : La participation des Polonais au mouvement de résistance française de 1940-1945, *ibid.*, n° 4/57, p. 4919.

The voice of Vichy, *Time lit. Sup.*, 2 oct. 1959, p. 564.

Compte rendu de la traduction anglaise de *La vie en France sous l'occupation, 1940-44*, documents de l'Institut Hoover.

ÉTATS-UNIS

*ALLEN (Mary Moore). — *Origin of names of Army and Air Corps posts, camps, and stations in World War II in United States*, Goldsboro (N.C.), 1958, in-8°, 352 p.

MURRAY (Robert K.). — Goverment and Labor during World War II, *Current Hist.*, sept. 1959, pp. 146-152.

La mobilisation, les problèmes du travail, des salaires et de la main-d'œuvre.

*SMITH (Elberton). — *The Army economic mobilization*, Washington, Depart. of the Army, Office of military history, 1959, in-4°, 749 p.

(History of the U.S. Army in Second World War. The War Department, vol. V.)

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*HORNBY (William). — *Factories and plant*, London, H.M.S.O., 1958, 421 p.

(History of Second World War, United Kingdom Civil series ; war production series.)

*MANSERGH (Nicholas). — *Survey of British Commonwealth affairs : problems of wartime co-operation and post-war change, 1939-1952*. London, Oxford Univ. Press, 1958, in-8°, XVI-470 p.

(Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs.)

ITALIE

*ARFÈ (Gaetano), edit. — *Storia dell' «Avanti!», 1926-1940*, Milano, «Avanti!», 1958, in-16, 295 p.

Les années d'exil du quotidien socialiste, en France et en Suisse.

L'Armistizio, gli Alleati e il Governo Badoglio (III), *Mov. di Liberaz. in Italia*, juill.-sept. 1959, pp. 39-51 *(à suivre)*.

*BANFI MALAGUZZI (Daria). — *A Milano nella Resistenza*, Roma, ed. Riuniti, 1959, in-16, 199 p.

*FALDELLA, generale. — *L'Italia nella seconda guerra mondiale*, Bologna, Cappelli, 1959, in-8°, 800 p.

C. r. critique par l'amiral Aldo COCCHIA dans *Riv. militare*, nov. 1959, pp. 7-22.

*Fioravanzo (Giuseppe) e Viti (Guido). — *L'Italia in Africa*, vol. II : *L'Opera della Marina 1868-1942*, Testo di G. Fioravanzo e G. Viti, Roma, Ministero delgi Affari Esteri [Ist. poligr. dello stato], 1959, in-8°, xvi-244 p., pl.

Fogar (Galliano). — Trieste 1943, *Mondo*, 27 oct. et 3 nov. 1959, pp. 11-12, phot.

La fin du fascisme à Trieste.

Fonti documentarie dell'Archivio dell' Istituto Nazionale, *Mov. di Liberaz. in Italia*, juill.-sept. 1959, pp. 52-64.

I. La Difesa degli impianti idroelettrici ; II. La situazione degli internati italiani in Svizzera ; III. Colonie italiane libere in Svizzera. Extraits des archives du C.L.N.

*Germino (Dante). — *The Italian Fascist Party in power, A study in totalitarian rule*, London, Oxford Univ. Pr., 1959. in-8°, 181 p.

Gracci (Angiolo) [Gracco]. — La Lotta partigiana fra il Valdarno e Firenze, *Rinascita*, avr. 1959, pp. 279-284, cartes.

Hood (Burton F.). — The Gran Sasso raid, *Milit. r.*, févr. 1959.

Délivrance de Mussolini par Skorzeny, 1943.

Lisovskij (Ju. P.). — Ital' janskaja literatura po istorii narodnoosvodobitel' noj vojni 1943-1945 gg. v Italii [La littérature italienne sur la guerre de libération nationale, 1943-1945, en Italie], *Novaja i nivejšaja istorija*, 1959, n° 4, pp. 127-133.

Luraghi (Raimondo). — Le Amministrazioni comunali libere nella prima fase della Resistenza nelle Langhe, *Mov. di Liberaz. in Italia*, juill.-sept. 1959, pp. 3-21.

*Mussolini (Benito). — *Opera Omnia*, vol. XXVII : *Dell' inaugurazione della provincia de Littoria alla proclamazione dell' Impero (19 dicembre 1934-9 marzo 1936)*, A cura di Ed. e D. Susmel, Firenze, « La Fenice », 1959, in-8°, xxxiii-415 p.

**Repubblica sociale Italiana : Storia ; a cura de vari autori*, Pref. di Giuseppe Carlucci, Roma, Centro edit. naz., 1959, in-8°, xvi-244 p.

*Trabucco (Angelo). — *Partigiani in Val Chisone (1943-1945)*, Present. di Ferruccio Parri. Torre Pelia, Tip. Subalpina, 1959, in-8°, 156 p., ill.

*Turati (Filippo), Kuliscioff (Anna). — *Il Delitto Matteoti e l'Aventino*, Torino, Einaudi, 1959, in-8°, 532 p.

(« Saggi ».)

*Vailati (Vanna). — *Badoglio risponde*, Appendice del prof. G. Gigli, Milano, Rizzoli, 1959, in-8°, 351 p., pl., cartes, ill.

L'auteur de *Badoglio racconta* répond aux critiques soulevées par ce premier ouvrage ; en appendice, des documents rassemblés par le Pr Gigli, éclairent les rapports entre le maréchal et Mussolini.

*Valiani (Leo). — *Dall' antifascismo alla Resistenza*, Milano, Feltrinelli, 1959, in-16, 200 p.

LUXEMBOURG

Wanty (E.). — Les deux libérations du grand-duché de Luxembourg. Analyse critique... de l'ouvrage du lieut.-col. E. T. Meltchers, *L'armée, la nation*, 1er sept. 1959, pp. 14-17, cartes.

9 sept. 1944-2 mars 1945.

NORVÈGE

Riggert (Ernst). — Norwegische Widerstandsbewegung 1940-1945, *Wehrkunde*, déc. 1959, pp. 652-657.

PAYS-BAS

*Minco (Margo). — *Das bittere Kraut. Eine kleine Chronik*, Hamburg, Rowolt, 1959, in-8°, 146 p.

De la persécution juive pendant l'occupation de la Hollande.

*Wilson (John). — *Escape route ; Dutch Resistance aid escaping Allied airmen* [Westport, Conn., Associated Booksellers, 1959], 160 p.

Histoire d'une famille de résistants hollandais.

POLOGNE

Les dommages de guerre subis par la Pologne dans les années 1939-1945, *P.A.P. Matériaux et documents*, n° 17-18, juillet 1959, pp. 4-6.

Chiffres fournis par l'Office central de Statistique de la R. populaire de Pologne.

Berman (A.). — O ruchu oporu w getcie warszawskim (Refleksje) [Réflexions sur le ghetto de Varsovie], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 29, janv.-mars 59, pp. 40-57, résumé angl. pp. 158-9.

Écrit en 1943 par un résistant.

*Kirchmayer (Jerzy). — *Powstanie Warszawskie* [*Le soulèvement de Varsovie*], Warszawa, « Ksiazka i Wicolza », 1959, in-8°, 536 p., pl., cartes h.-t.

L'auteur soutient la thèse que l'insurrection fut dirigée contre l'U.R.S.S. tout autant que contre l'occupant.

*Klimaszewski (Todeusz). — *Verbrennungskommando Warschau*, Warszawa Czytelnik, 1959, in-16, 172 p., plan.

Témoin oculaire des destructions commandées du 8 août au 23 août 1944 par Reinefarth et Dirlewanger.

Krolikiewicz (Tadeusz), cap. de rés. — Lotnictwo polskie w przededniu wojny w 1939 natle owczesnych umow wojskowych [L'aviation polonaise à la veille de la guerre mondiale et les accords militaires d'alors], *Wojsk. Przegl. Hist.*, n° 2/11, avril-juin 59, pp. 145-168.

Nombreux extr. de documents.

H. St. — Polen vor 20 Jahren « überfallen » ? Der polnische Terror war unerträglich geworden. — Was immer noch verschwiegen wird, *Die Wochenztg*, 10 oct. 1959, p. 3.

Hermann (Ernst). — Rätsel um den Warschauer Aufstand ? Die wahren Gründe, warum die Rote Armee nicht eingriff, *D. deutsche Fallschirm. Jäger*, nov. 1959, pp. 11-13, c.

Materiały do zagadnienia przemysłu wojennego w Polsce w latach 1919-1939. [Éléments pour l'étude de l'industrie de guerre en Pologne durant les années 1919-1939], *Niepodległość* (Londres), t. VI, 1958, pp. 148-187.

Rapport du général Litwinowicz suivi de remarques par divers auteurs.

*Pietrzykowski (Jan). — *Hitlerowcy w Częstochowie w latach 1939-1945* [*Les Hitlériens à Czestochowa durant les années 1939-1945*], Poznan, Instytut Zachodni, 1959, in-8°, 264 p., ill., fac-sim.

(Badania nad okupacja w Polsce, t. VI.)

*Porwit (Marian). — *Obrona Warszawy. Wrzesien 1939. Wspommniewia i fakty* [*La défense de Varsovie, septembre 1939. Souvenirs et faits*], Warszawa, « Czytelnik », 1959, in-8°, 285 p., couv. ill., cartes et pl. h.-t.

Souvenirs d'un combattant.

Ringelblum (Emanuel). — Stosunki polsko-ż ydowskie w czasie II-ej wojny swiatowej [Les rapports polono-juifs durant la deuxième guerre mondiale], *Biul. P. Zyd. Inst. Hist.*, n° 31, juillet-septembre 59, pp. 26-37. 3e et 4e suites, cf. *ibid.*, nos 28, 29, 30.

Ryszka (Franciszek). — Spor o wprowadzenie niemieckiego prawa cywilnego na tzw. « terytoriach wlaczonych » (w czasie okupacji). Dokumenty [Controverse sur l'établissement du droit civil allemand dans les territoires dits « annexés » au temps de l'occupation. Documents], *Czasop. prawno-hist.*, t. XI, cah. i, mai 1959, pp. 96-123.

La question du Volksdeusche en fait partie. Textes originaux des documents allemands de juillet et août 1940, en partie signés par Borman.

Sierakowiak (D.). — Dziennik z getta łodzkiego [Journal du ghetto de Lodź], *Biul. Żyd. Inst. Histor.*, n° 28, n° 29, janv.-mars 59, pp. 112-144, fac.-sim.

Résumé angl.

Wrzosek (Mieczysław). — Materiały źrodłowe do historii aparatu politycznego Ludowego Wojska Polskiego w latach 1943-1945 przechowywane w Centralnym Archiwum Wojskowym. [Sources documentaires pour l'histoire de l'organisation politique de l'Armée populaire polonaise durant les années 1943-1945 conservées aux Archives centrales de l'Armée], *Wojsk. akad. Pol. Dzierzynsk*, 1959, n° 1, pp. 3-14.

Zbiniewicz (Fryderyk). — Dzialania radzieckiego zgrpowania partyzanckiego « Czornego » na Lubelszczyznie w 1944 r. Z historii wspoldzialania partyzantow polskich i radzieckich [L'activité du groupement de résistance soviétique « Czorny » dans la région de Lublin en 1944. Contribution à l'histoire de la coopération des résistants polonais et soviétiques], *Wojsk. Przegl. Histor.*, n° 3/12, juillet-septembre 59, pp. 39-73, cartes et ordres de bataille.

ROUMANIE

Matej (George). — 15-ja godovščina osvoboždenija Rumynii ot fašistskogo iga [15e anniversaire de la libération de la Roumanie du joug fasciste], *Voprosy istorii*, 1959, n° 9, pp. 78-90.

SUISSE

*Kurz (Hans Rudolf). — *Die Schweiz im 2. Weltkrieg. Das grosse Erinnerungswerk an die Aktivdienstzeit 1939-1945...*, Thun, Ott, 1959, in-4°, 400 p.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Amort (Čestmir). — Národy Československa a Bulharska v boji proti fašistickym okupantům [Les peuples de Tchécoslovaquie et de Bulgarie dans la lutte contre les occupants fascistes], *Slovan. prehled Prague*, n° 7, sept. 59, pp. 239-241.

Asmolov (A. N.). — O politickom a vojenskom význame Slovenského národného povstania [Importance politique et militaire de l'Insurrection nationale

slovaque], *Predvoj* (Bratislava), n° 37, 27 août 59.

Par le général de l'Armée rouge.

*Bohmann (Alfred). — *Das Sudetendeutschtum in Zahlen. Handbuch über den Bestand und die Entwicklung der Sudetendeutschen Volksgruppe in den Jahren von 1910-1950...*, München, Sudetendeutscher Rat, 1959, in-8°, 283 p.

Doležal (Jiří). — Mezinárodni solidarita v národně osvobozovacím boji slovenského lidu [Solidarité internationale dans la lutte de libération du peuple slovaque], *Slovan. přehled* (Prague), n° 6, juin 1959.

Participation des volontaires français en 1943-1944.

Gajek (Irži). — Zakhvat fašistskimi agressorami Čekhoslovakii v marte 1939 goda [Envahissement de la Tchécoslovaquie par les agresseurs fascistes en mars 1939], *Novaja i novejšaja istorija*, 1959, n° 4, pp. 3-18.

Hrozienčik (Jozef). — K otázke slovanskej myšlieky v Slovanskom národnom povstáni [La pensée slave dans l'Insurrection nationale slovaque], *Slovan. přehled* (Prague), n° 7, sept. 59, pp. 233-235.

Kropilak (Miroslav). — Vosstanie 1944, važnejšee sobytie v istorii nacional' noosvoboditel' noj borby slovackogo naroda. Stat' ja iz Cekhoslovakii [Le soulèvement de 1944 a été l'événement le plus important dans l'histoire de la lutte de libération nationale du peuple slovaque], *Voprosy istorii*, 1959, n° 9, pp. 91-105.

Toma (Peter A.). — Soviet strategy in the Slovak uprising of 1944, *J. centr. Europ. Aff.*, oct. 1959, pp. 290-298.

L'insurrection de 1944 et les raisons de la non-intervention de l'Armée rouge avant la fin d'octobre.

U.R.S.S.

*Andreev (V.). — *Narodnaja vojna. Zapiski partizana Velikoj Otečest vojny* [*La guerre nationale. Carnets d'un partisan de la Grande guerre nationale*], Moskva, Voennizdat, 1959, 52 p.

*Dosekin (V.). — *Tomiči v bojakh za Rodinu* [*Les habitants de Tomsk au combat pour la Patrie*], Tomsk, Kniž. izd., 1959, 44 p.

*Ilnytzkyj (Roman). — *Deutschland und die Ukraine 1934-1945. Tatsachen europäischer Ostpolitik*. 2. Aufl., München, Osteuropa-Institut, 1958, 2 vol. in-8°, XII-383 p. et XIV-438 p. Documents en annexe, t. I, pp. 270-372 et t. II, pp. 262-410.

Les différentes conceptions d'une politique allemande à l'égard de l'Ukraine. L'occupation.

Kajsenov (Kasim). — Iz kogtej smerti. Vospominanija učastnika partizanskogo dviženija na Ukraine v gody Velikoj Otečestv. vojny [Des griffes de la mort. Souvenirs d'un membre de l'organisation de partisans en Ukraine pendant les années de la Grande guerre nationale], *Alma-Ata, Kazgoslitizdat*, 1959, 126 p., portr.

Kjung (N. F.), Tal'mant (U. R.). — Iz istorii dviženija soprotivlenija sovetskikh ljudej v lagerjakh gitlerovskoj Germanii 1941-1945 [Histoire du mouvement de résistance des Soviétiques dans les camps de l'Allemagne hitlérienne, 1941-1945], *Istorija SSSR*, 1959, n° 5, pp. 39-55, carte.

*Kuznecov (P. G.). — *Dni boevye. Velikaja Otečestv. vojna 1941-1945* [*Jours de combat. Grande guerre nationale 1941-1945*], Moskva, Voenizdat, 1959, in-8°, 327 p., ill., carte.

YOUGOSLAVIE

Guberina (Rade). — Ilegalna stampa u okupiranim gradovima [La presse clandestine dans les villes occupées], *Nar. arm.* (Belgrade), 25 sept. 1959.

Vasiljevič (Jovan). — Partizanska dejstva na rekama i Ratna rečna flotila u Narodno Oslobodilackom ratu [Les opérations de partisans sur les cours d'eaux et la flottille fluviale de guerre durant la guerre de Libération nationale], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 4, août 1959, pp. 49-78 [1941-1944].

Visnjic (Petar). — Razvoj ustanka u Sumadiji 1943 god [Le développement de l'insurrection à Sumadija (Serbie) en 1943], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 6, décembre 1958, pp. 29-50.

15 décembre 1959.

Le gérant : Henri Michel.

1960. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 668 Dépôt légal : 2-1960 IMP. N° 16 109
IMPRIMÉ EN FRANCE

LA GUERRE SUR MER A L'OUEST

Les histoires officielles, anglaises et américaines, des aspects navals de la seconde guerre mondiale continuent à faire leur apparition. Des volumes qui seront ici examinés (1), les deux premiers retracent l'évolution de la bataille pour le contrôle de l'Atlantique depuis le début de 1942 jusqu'à la capitulation de l'Allemagne, le capitaine Roskill menant le récit jusqu'à mai 1943 et le Pr Morison prenant la suite. Le troisième volume traite de l'une des grandes conséquences de la victoire remportée par les Anglo-Américains dans cette bataille : les débarquements alliés de 1944 en France. Pris ensemble, les trois livres décrivent la conquête, la consolidation et l'usage décisif de la puissance maritime. Ils sont d'une importance vitale pour l'histoire de la seconde guerre mondiale, et également passionnants pour quiconque s'intéresse à l'étude de la guerre en général.

Les deux auteurs n'ont pas à être présentés aux lecteurs de cette *Revue* (2). Le capitaine Roskill est un marin de métier qui est devenu un historien de grande valeur ; le Pr Morison est un historien estimé, qui fut détaché auprès de la flotte des États-Unis pendant la guerre pour observer son sujet de première main. Ainsi tous deux combinent l'expérience personnelle avec les aptitudes techniques de l'historien. Leurs styles sont en contraste — celui de Roskill est coulant et raffiné, celui de Morison plein de verve et familier — mais tous deux sont clairs et très agréables à lire. Ce sont des historiens officiels, ce qui signifie qu'ils ont eu accès aux archives de leurs gouvernements, qui resteront interdites aux autres personnes pendant plusieurs années encore. Ils ont eu des facilités particulières pour s'entretenir avec les personnages qui avaient pris part aux diverses campagnes. Ils ont pu faire pleinement usage de la documentation saisie sur l'ennemi. Tout cela donne à leur travail une autorité particulière, à laquelle ne peuvent prétendre d'autres récits de la guerre navale. Mais l'histoire officielle a généralement ses inconvénients, en particulier souvent l'omission des faits peu agréables, ou la répugnance à prononcer des juge-

(1) Capitaine S. W. Roskill, *The War at Sea 1939-1945*, vol. II : *The period of Balance*, Londres, H.M.S.O., 1956 ; Samuel Eliot Morison, *History of United States Naval Operations in World War II*, vol. X : *The Atlantic Battle Won*, et vol. XI : *The invasion of France and Germany*, tous deux édités à Boston, Little, Brown & Co ; 1957. Les parties du livre du capitaine Roskill qui traitent de la Méditerranée et de l'Extrême-Orient seront examinées dans d'autres articles de cette *Revue*.

(2) Cf. les comptes rendus de Roskill, vol. I, in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, no 28, et de Morison, vol. I, II, III et IX dans les nos 8 et 23.

ments sévères à l'adresse de son propre gouvernement ou de ses chefs. Il est impossible de dire ce qui a pu être passé sous silence dans ces livres, mais il est certain que leurs auteurs n'hésitent pas à prononcer des jugements. Dans ce volume, par exemple, comme dans son premier volume, le capitaine Roskill parle de la tendance qu'avait l'amiral Pound (Premier Lord Naval) à trop intervenir, de Londres, dans les actes du commandant sur place, l'occasion la plus notable ayant été l'ordre de dispersion adressé au convoi PQ-17 vers la Russie. Il examine cette affaire en détail et sans passion, et arrive à une conclusion qui est pleine de mesure et de compréhension, mais nettement critique à l'égard de Pound. C'est là un modèle de la façon dont il faut s'y prendre dans ces situations. Le Pr Morison a déjà montré à plusieurs reprises (en particulier dans son premier volume, *The Battle of the Atlantic*) qu'il sait être impitoyable dans la critique de ses compatriotes. Bien qu'il ait peu d'occasions de l'être dans les présents volumes, il fait des commentaires acérés sur l'état des forces sur le littoral oriental des États-Unis *(Eastern Sea Frontier)* en 1943 ; et c'est à ce propos qu'il soulève en passant, mais sans le développer, un problème très intéressant. Il remarque que le commandant de ce secteur avait à sa charge la défense des grandes agglomérations de la côte est, et par conséquent était sujet à une « pression politique et sociale accentuée » (vol. X, p. 178). Que ce soit le résultat de scrupules « officiels », ou de simples considérations de pertinence, cette pression n'est pas plus amplement examinée, ce qui aurait pu ajouter une autre dimension révélatrice à la description de la guerre navale.

Ces livres sont, par conséquent, excellents en leur genre ; ils ont tous les avantages de l'histoire officielle et un minimum de ses inconvénients. Il reste encore un point à soulever avant d'entreprendre l'examen de leur contenu : celui de la méthode. Les volumes du capitaine Roskill font partie de la série complète de l'histoire de la guerre publiée en Angleterre, et la mission que lui assigne son éditeur est « de décrire la guerre navale *dans son ensemble* » (p. xv) ; par conséquent les comptes rendus détaillés des divers engagements doivent normalement être exclus. Le Pr Morison, pour sa part, est en train d'écrire une *Histoire des opérations navales des États-Unis*, ce qui lui permet de faire ce qu'il semble adorer : donner des descriptions détaillées et vivantes des actions particulières. Lorsqu'il s'agit de la bataille de l'Atlantique, qui se compose d'innombrables petites escarmouches, ce traitement détaillé est particulièrement appréciable, car ce n'est qu'à travers les détails que se révèlent la nature et la tactique changeantes de ce conflit (1).

(1) En décrivant la guerre contre les sous-marins, de janvier 1942 à mai 1943, le capitaine Roskill traite souvent, du point de vue de la *Royal Navy*, des événements que le Pr Morison a déjà racontés sous l'angle américain. Le lecteur de *War at Sea* doit cependant se référer constamment à *The Battle of the Atlantic* du Pr Morison. Les deux récits sont complémentaires et c'est un point de plus à mettre à l'actif des auteurs qu'en dépit de leur patriotisme et de leur fierté militaire leurs conclusions soient tout à fait semblables.

L'année 1942 fut désastreuse pour les Alliés. Les sept premiers mois, les pertes en bateaux furent énormes : 681 bâtiments de 3 556 999 tonnes furent coulés par les sous-marins, surtout allemands, sans compter les autres formes que prenait l'action ennemie et les hasards normaux de la mer. En revanche, 32 sous-marins seulement furent coulés, ce qui représentait seulement 3,9 % de ceux qui étaient en mer. Les pertes sont presque toutes survenues dans les eaux américaines, où pendant des mois les sous-marins eurent pratiquement toute liberté d'action contre une flotte de bateaux mal protégés. Il n'y eut pas de convois le long de la côte est des U.S.A. jusqu'au milieu d'avril 1942. Les Allemands cherchèrent alors des proies plus faciles dans la mer des Caraïbes, et ce n'est pas avant juillet que l'extension du système des convois les obligea à abandonner ce secteur à son tour. L'amiral Doenitz fut aidé, pour exploiter cette situation, par l'introduction en mars 1942 des *vaches à lait*, ces grands sous-marins transporteurs d'essence qui pouvaient ravitailler les sous-marins en mer et doubler le rayon d'action des petits bâtiments de 750 tonnes, les rendant ainsi aussi utiles que de plus grands. Mais la raison principale des désastres alliés ne fut pas le nombre des sous-marins ennemis : il y en avait rarement plus d'une douzaine simultanément en activité le long des côtes américaines pendant les premiers mois de 1942. La vraie raison fut l'absence de convois protégés. Les U.S.A. portent la responsabilité de cette lacune, et le capitaine Roskill se contente d'attirer l'attention sur les critiques déjà faites nettement par le Pr Morison, qui était arrivé à cette conclusion que la flotte américaine avait été surprise, sans préparation, dépourvue de plans et incapable d'en mettre sur pied avant plusieurs mois. Il ajoute, discrètement, que l'Amirauté britannique avait communiqué aux Américains tout ce que lui avaient enseigné deux ans de lutte contre les sous-marins. Il fait également remarquer que le gouvernement des États-Unis, dans sa hâte à lancer rapidement un débarquement en Europe, avait donné la priorité aux fabrications de matériel de débarquement sur la construction de bâtiments d'escorte — ce qui était certainement mettre la charrue avant les bœufs. (Le Pr Morison, on peut le noter au passage, fait la même remarque.) C'est là une démonstration de l'interdépendance de tous les éléments en jeu dans la guerre, et de ce truisme selon lequel certaines des plus importantes décisions stratégiques portèrent sur l'utilisation correcte des ressources industrielles. En l'occurrence, une erreur fut commise, et lorsque après la période de pénurie chronique la production américaine d'escorteurs destroyers atteignit son point culminant, la menace sous-marine avait déjà considérablement diminué (1).

Avec l'aide de quelques bâtiments britanniques, mais surtout grâce à leurs propres efforts qui, d'une façon bien caractéristique, furent énormes et efficaces une fois mis en train, les Américains parvinrent à

(1) Morison, X, p. 34. En août 1943, un programme de plus de 1 000 escorteurs destroyers avait été autorisé ; 520 seulement furent achevés, 420 armés, et 373 effectivement utilisés pendant la guerre.

maîtriser les difficultés. Ils mirent au point, pendant la seconde moitié de l'année 1942, le *système de coordination des convois*, qui ajustait avec l'exactitude d'un horaire de chemins de fer les mouvements de navires sur toute la côte depuis le Brésil jusqu'à la Nouvelle-Écosse et les raccordait avec les traversées des convois atlantiques. Ce système se révéla extrêmement efficace ; il y eut encore de-ci, de-là, cependant, de lourdes pertes en 1942, à certains endroits critiques qui ne pouvaient pas encore être convenablement protégés, par exemple au large de la Trinité. En conséquence, comme l'amiral Pound le prédisait en juillet, les Allemands déplacèrent leur secteur d'attaque, en le reculant vers le centre de l'Atlantique et les parages occidentaux des îles Britanniques.

Les secteurs cruciaux étaient dans cette région ce qu'on appelait les *air gaps*, c'est-à-dire les vastes portions de l'Atlantique qui étaient hors de portée de la couverture aérienne basée à terre. Là, les escorteurs de convois étaient seuls ; là, les submersibles ennemis étaient libres de se ravitailler en carburant et de faire surface (cette liberté était évidemment vitale pour eux, parce qu'à cette époque ils ne pouvaient charger leurs batteries qu'à la surface, et qu'en plongée leur vitesse était déplorablement réduite). C'est surtout en exploitant ces *air gaps* que les Allemands conservèrent un taux très élevé d'envois par le fond dans les cinq derniers mois de 1942. Les submersibles ennemis coulèrent, au total, 2 709 216 tonnes de bâtiments, ce qui représentait une moyenne mensuelle plutôt plus élevée que pendant les sept premiers mois. La grande majorité de ces navires furent perdus dans l'Atlantique, et beaucoup d'entre eux furent coulés *en dépit* de la protection des convois (1). Une des raisons en fut que les Allemands avaient un nombre croissant de sous-marins disponibles, mais ce n'est pas la raison fondamentale, puisque leur nombre continuait à augmenter au moment où le vent tourna à leur détriment, l'année suivante (2). La raison majeure est simplement que les Alliés n'avaient pas encore assez de puissance pour accomplir tout le travail qui devait être fait, sur mer et dans les airs. Il n'y avait pas assez d'escorteurs, et, parmi ceux qui existaient, beaucoup étaient trop lents (surtout les corvettes britanniques), et d'autres avaient un rayon d'action insuffisant. L'impuissance à répondre à toutes les exigences de la guerre navale se manifesta de façon éclatante à l'automne de 1942, où l'on dut réorganiser tout le système des convois atlantiques, interrompre provisoirement les convois vers la Russie, Gibraltar et la Sierra Leone, et priver presque entièrement la *Home Fleet* de ses destroyers pour fournir les escorteurs repris pour le débarquement en Afrique du Nord. En particulier, deux innovations tactiques pleines de promesses durent être remises à une date ultérieure. En septembre 1942,

(1) Voir le tableau dans Roskill, p. 378. D'août à décembre 1942 inclus, 166 navires alliés furent perdus en convoi, contre 256 navires faisant route isolément. De janvier à juillet, les chiffres avaient été respectivement de 73 et 574.

(2) Voir le tableau dans Roskill, Appendice K. Les Allemands avaient 91 sous-marins en action en janvier 1942 ; 121 en avril ; 140 en juillet, et 196 en octobre.

le premier *Groupe de Protection* fut formé : il se composait de dix bâtiments de flotille et d'un pétrolier. Sa fonction était d'agir comme une réserve mobile, de se porter au secours des convois attaqués et d'user ensuite de sa liberté de mouvement pour prendre en chasse les sous-marins ennemis, tâche impossible aux escorteurs de convois. Mais le mois suivant, le *Groupe* dut être dispersé et les navires furent envoyés pour couvrir les opérations d'Afrique du Nord. Plus sérieuse encore fut l'obligation où l'on se trouva de détourner pour le même but les premiers porte-avions d'escorte, sur qui l'on comptait pour combler les *air gaps* et qui venaient tout juste d'être mis en service. Ainsi l'on ne put utiliser ni les porte-avions d'escorte, ni les *Groupes de Protection* dans l'Atlantique avant le printemps de 1943.

La situation était semblable dans les airs. Le capitaine Roskill donne un compte rendu très clair de la controverse qui, en 1942, opposa l'Amirauté et le ministère de l'Air au sujet du meilleur usage à faire des bombardiers lourds disponibles. La question était de savoir si l'on devait en détourner un certain nombre des opérations de bombardement sur l'Allemagne pour les jeter dans la lutte anti-submersibles dans l'Atlantique, et la difficulté fondamentale était qu'il n'en existait pas un nombre suffisant pour remplir ces deux tâches convenablement. Au cours de cette longue discussion, l'amiral Pound revint aux grands principes traditionnels de la stratégie britannique : « Si nous perdons la guerre sur mer, nous perdons la guerre » (Roskill, p. 78). A ce principe, l'Amirauté en ajoutait un autre beaucoup plus neuf : « Les navires à eux seuls » étaient « incapables de maintenir la maîtrise des mers » (*ibid.*, p. 84). Le renforcement de l'aviation à longue portée sur l'Atlantique était ainsi un élément essentiel pour gagner la guerre. Le ministère de l'Air répliqua qu'il serait inutile de détourner des bombardiers vers l'Atlantique avant qu'on pût les équiper de radars, et qu'ils pouvaient être plus efficaces, même sous le rapport de la lutte anti-submersibles, en bombardant les installations industrielles en Allemagne. (Cet argument, notons-le en passant, s'est révélé erroné. En dépit de l'intensité des bombardements alliés, la production de submersibles en Allemagne se maintint à un niveau élevé jusqu'en avril 1945 : voir le tableau dans Morison, X, p. 366.) Cet aspect d'une discussion fondamentale sur l'usage correct de la puissance aérienne fut réglé par la création du *Comité interministériel de la Lutte anti-submersibles*, sous la présidence du Premier Ministre. Cet organisme, qui se réunit pour la première fois en novembre 1942, se décida pour ce que le capitaine Roskill appelle un déplacement d'accent, plutôt que pour un changement de politique : trente bombardiers Halifax furent transférés du service de bombardement au service des Côtes, et Churchill demanda trente Liberators à Roosevelt pour boucher le trou creusé dans le service de bombardement. « Ces dispositions », écrit le capitaine Roskill, « permirent de satisfaire dans une très large mesure les besoins sur lesquels l'Amirauté avait attiré l'attention avec insistance depuis le mois de mars précédent ». La faible

quantité d'appareils requis pour combler ces besoins montre, plus clairement que toute autre considération, combien les ressources de la R.A.F., en 1942, étaient étroitement limitées.

Le grand tournant de la bataille de l'Atlantique se produisit en l'espace étonnamment court de trois mois, entre mars et mai 1943 (1).

Le 30 janvier 1943, l'amiral Raeder démissionna de ses fonctions de commandant en chef de la flotte allemande, et fut remplacé par l'amiral Doenitz, ancien commandant de la flotte sous-marine. Bien que la décision prise par Hitler de mettre en congé les grands navires de surface, décision qui avait provoqué ce changement, n'ait pas été maintenue, la priorité absolue allait être maintenant donnée à la construction des sous-marins, et il était manifeste qu'une intensification de la guerre sous-marine était imminente. La crise se produisit pendant les 20 premiers jours de mars, où les pertes totales s'élevèrent à 97 navires de plus de 500 000 tonnes, *dont près des deux tiers circulaient en convoi.* Huit sous-marins allemands seulement furent coulés pendant cette période. On pouvait se demander si le système du convoi n'était pas en train de cesser d'être une méthode efficace de défense ; si ç'avait été le cas, la défaite aurait dû être imminente. Mais avant la fin de mai la situation se transforma. Au cours de ce mois, bien que 50 navires de plus de 250 000 tonnes aient été encore coulés par les sous-marins, 41 sous-marins furent détruits, dont 38 dans l'Atlantique. Le 22 mai, Doenitz reconnut sa défaite et rappela ses submersibles de l'Atlantique-Nord. Ils devaient y retourner ; mais à ce moment-là il fut évident que la bataille avait dépassé son point culminant, avait été perdue et gagnée.

Par la suite, Hitler et Doenitz attribuèrent cette défaite à une invention alliée bien précise, l'appareil radar à ondes courtes. Mais le capitaine Roskill et le Pr Morison insistent tous les deux pour dire que ceci est une grosse déformation de la vérité, qui, comme d'habitude, a de nombreuses faces.

Un point négatif doit être d'abord noté. Dans une guerre qui fut remarquable par la création de systèmes de commande interalliés complexes, le théâtre d'opérations de l'Atlantique se présente comme une exception. A l'automne de 1943, il fut suggéré par des officiers américains et britanniques qu'un commandant suprême pour l'Atlantique devrait être désigné. Mais cela souleva de grands problèmes d'administration dans une bataille qui se déroulait sur une étendue aussi vaste, des deux côtés de l'océan. Qui plus est, il aurait été politiquement impossible de trouver un commandant suprême acceptable et pour la Grande-Bretagne, et pour les U.S.A. C'était bien là un lièvre à ne pas soulever et

(1) Pour l'histoire de cette période, on peut considérer ensemble le livre du capitaine Roskill et les premiers chapitres du Xe volume du Pr Morison, car dans ces chapitres ce dernier examine les nouvelles formes d'organisation, les navires, et les innovations techniques qui furent introduites pendant le printemps de 1943.

la vieille méthode de coopération entre les trois marines anglaise, canadienne et américaine fut continuée. Il y eut un changement dans l'organisation, en mars 1943, quand les Britanniques et les Canadiens prirent en charge tout le trafic de l'Atlantique-Nord et les États-Unis tout le reste de l'océan. Il y en eut un autre en mai, quand la 10e flotte américaine fut mise sur pied pour obtenir une unification du contrôle des forces anti-submersibles en opération et des organisations à terre. Cependant ces deux changements étaient simplement des ajustements du vieux système et non pas un essai pour en créer un nouveau et ne semblent avoir joué qu'un petit rôle dans la victoire.

Beaucoup plus important fut le fait d'avoir remédié au défaut chronique de 1942 : le manque de bâtiments d'escorte. Avec le retour des bâtiments d'Afrique du Nord et l'augmentation de production dans les arsenaux, l'amiral Horton (commandant en chef des *Western Approaches* depuis le mois de novembre 1942, et l'un des commandants les plus éminents de la guerre) put créer cinq *Groupes de Protection* à la fin de mars 1943. Un de ceux-ci comprenait un porte-avions d'escorte H.M.S. *Biter* ; le porte-avions d'escorte américain *Bogue* était le centre d'un autre groupe dans l'Atlantique-Nord. Les *Groupes de Protection* se montrèrent très efficaces. C'est ainsi qu'en mars 1943 les convois HX-229 et SC-122 furent attaqués par 40 sous-marins allemands, leurs escortes durent se battre seules et 21 navires furent perdus contre seulement 1 sous-marin ennemi coulé. Mais le convoi ONS-5, dans une bataille qui dura du 28 avril au 6 mai, reçut l'aide de deux *Groupes* de *Protection* : les forces de surface coulèrent cinq des 51 sous-marins allemands et ne perdirent que 13 navires marchands (1). Ceci fut la dernière bataille de convois dans l'Atlantique sur une telle échelle. Les groupes réunis autour d'un porte-avions d'escorte devaient être particulièrement importants. Ces porte-avions étaient, à cette époque, des navires marchands transformés, transportant d'habitude 16 avions de chasse et 12 bombardiers torpilleurs. Plus tard, dans les dernières phases de la Bataille de l'Atlantique, ils devaient devenir les ennemis mortels des sous-marins allemands, mais même avant qu'il en fût ainsi, ils se révélèrent sans prix. Un bon exemple est un convoi qui, en mai, fut escorté par le porte-avions *Bogue* : 42 sous-marins se concentrèrent contre lui, un seul fut coulé, mais le convoi passa intact, parce que les sous-marins furent constamment repérés et harcelés par les avions du *Bogue* et se révélèrent incapables de développer une attaque.

Les convois, *Groupes de Protection* et porte-avions escorteurs étaient appuyés par un nombre croissant peu à peu d'avions basés à terre. L'arme la plus importante sur ce point était le bombardier à très longue portée Liberator, qui seul pouvait rétrécir les brèches dans la protection aérienne.

(1) Roskill décrit ces combats significatifs avec certains détails et Morison donne un récit encore plus complet de la bataille du convoi ONS-5, bien que tous les bateaux engagés fussent britanniques.

Le capitaine Roskill rappelle le lent accroissement de cette force aérienne dans le service de défense côtière, qui s'éleva de 52 appareils le 1er janvier 1943 à 105 le 1er juillet, tandis que le Pr Morison nous dit qu'il y avait 78 Liberators américains à très longue portée dans le secteur atlantique en avril. Ce nombre n'était évidemment pas, et de loin, assez grand pour satisfaire tous les besoins, et, au printemps de 1943, la vieille querelle se réveilla entre l'Amirauté et le ministère de l'Air à propos de l'utilisation des bombardiers ; il y eut aussi une discussion entre la Grande-Bretagne et les États-Unis au sujet de la meilleure utilisation des Liberators disponibles.

Les navires comme les avions furent de plus en plus armés avec des équipages qui avaient été spécialement entraînés pour la lutte contre les sous-marins, comme l'avaient demandé avec insistance aussi bien l'amiral Horton que l'amiral Ingersoll (commandant en chef de la flotte atlantique américaine). Ces équipages avaient aussi à leur disposition un arsenal formidable de moyens techniques. Il y avait le *Hedgehog* (hérisson), rampe de lancement qui permettait de projeter des grenades sous-marines à l'avant des navires escorteurs. Il y avait l'équipement détecteur de direction à haute fréquence, qui fut en un sens la colonne vertébrale de la campagne anti-submersibles, parce que les Allemands révélaient constamment leur position en adressant régulièrement leurs rapports par radio à Berlin. Il y avait le *phare Leigh*, puissant projecteur de détection porté par des bombardiers Wellington modifiés et utilisés pour des patrouilles de nuit contre les sous-marins. Le plus important de tous était le poste radar à ondes courtes, résultat d'une idée britannique développée à l'Institut de Technologie du Massachusetts, que portaient aussi bien les navires que les avions, particulièrement important, parce que si les Allemands avaient été capables de détecter l'approche d'un navire ou d'un avion qui utilisait l'ancien modèle de radar, ils étaient, avec le nouvel équipement, sans cesse surpris. Ils ne découvrirent pas le secret avant décembre 1943, et ce n'est pas avant mars 1944 que les appareils de détection furent installés sur les sous-marins. Il y avait encore d'autres armes, trop nombreuses pour être mentionnées ici. Aucun de ces engins n'était nouveau au printemps de 1943, mais leur nombre croissant et leur efficacité cumulée procurèrent aux Alliés une période de supériorité technique complète.

Le radar à ondes courtes, il vaut la peine de le noter, fut la clef du succès de l'offensive de la R.A.F., en 1943, contre les sous-marins qui traversaient le golfe de Gascogne, ce que devaient faire tous ceux qui étaient basés dans les ports français de l'Atlantique. Ce fut cette *offensive du Golfe* qui décida Doenitz à donner l'ordre à ses sous-marins de rester en surface et de se mesurer avec les avions, ce qui se révéla coûteux pour les deux partis à une époque où les Alliés étaient de plus en plus capables de supporter la dépense. Pendant la période cruciale du mois de mai 1943, 6 sous-marins furent coulés pendant leur traversée du golfe de Gascogne,

et l'effet moral de cette offensive semble avoir été encore plus grand que ce chiffre ne pourrait le laisser supposer.

Ce fut cette combinaison de facteurs entrant en jeu à peu près au même moment qui fit pencher la balance aussi brusquement au printemps de 1943 — le Pr Morison les résume en ces mots : « Doctrine, recherche, entraînement, production » (vol. X, p. 247). A ces facteurs, nos deux auteurs le soulignent, on doit toujours ajouter la persévérance et l'habileté des équipages des navires marchands, des navires de guerre et des avions.

Le récit contenu dans la dernière partie de *The Atlantic Battle Won*, du Pr Morison, est celui de succès alliés ininterrompus contre les sous-marins allemands jusqu'à la fin de la guerre. Pendant tout le restant de 1943, ces succès furent presque sans faille. Les Allemands furent fidèles à leur stratégie traditionnelle, qui était de déplacer le point d'attaque en recherchant les secteurs faiblement protégés, mais cette fois elle leur valut peu de succès. A ce propos, le Pr Morison a raison de critiquer l'un des aspects de la pensée de l'amiral Doenitz, en faisant remarquer le caractère erroné de sa théorie selon laquelle l'important était le *tonnage* de navires coulés, sans tenir compte des autres facteurs. Cette conception avait une certaine valeur tant que les Allemands pouvaient couler plus de navires que les Alliés n'en pouvaient construire, mais en 1943 cela devenait impossible, et dans cette situation, comme le dit le Pr Morison, « un demi-million de tonnes coulées dans l'océan Indien avait moins d'influence sur l'issue de la guerre qu'une perte de 100 000 tonnes n'en aurait eu sur une route de convois dans l'Atlantique ou dans la Méditerranée » (vol. X, pp. 303-4).

En même temps qu'ils suivaient un faux principe, les Allemands furent incapables de découvrir une brèche sérieuse dans les défenses alliées. Ils essayèrent l'Atlantique central, mais ce ne fut que pour perdre seize sous-marins en trois mois (de fin mai à fin août), sous les coups des groupes américains de porte-avions d'escorte. Huit d'entre eux, au surplus, étaient des *vaches à lait*, dont la perte fut préjudiciable aux opérations allemandes dans la mer des Caraïbes, l'Atlantique-Sud et l'océan Indien. Dans les deux premiers de ces secteurs, les sous-marins allemands n'eurent que de maigres succès, et ils subirent de lourdes pertes. Sur dix sous-marins envoyés dans la mer des Caraïbes en juillet, par exemple, cinq y furent coulés, et encore deux pendant leur trajet de retour. Dans l'océan Indien, ils remportèrent plus de succès, et pendant les dix mois qui suivirent juin 1943, ils y coulèrent plus de navires que dans tous les secteurs atlantiques. Mais là encore leurs pertes furent substantielles, particulièrement lorsque plusieurs furent surpris en train de se ravitailler en carburant au large des îles du Cap-Vert, en mars et avril 1944, par les porte-avions d'escorte américains.

Ces porte-avions américains furent, en effet, les agents de destruction

les plus efficaces envers les sous-marins allemands, dans les derniers mois de 1943 (1). Ils adoptèrent des tactiques d'attaque dans l'Atlantique central, avec d'excellents résultats. Ils avaient un large rayon d'action, pour la protection générale des convois, mais avec liberté de pourchasser toute concentration de sous-marins révélée par le réseau à haute fréquence de détection de direction. La valeur de ces réseaux était encore accrue, car de telles tactiques de chasse auraient eu peu d'utilité si les Alliés n'avaient pas su, en gros, où se trouvaient les sous-marins. Ainsi non seulement les porte-avions compensaient les *air-gaps*, mais pour la première fois prenaient l'initiative contre les sous-marins dans l'Atlantique.

Mais, bien que la fortune ait tourné, le Pr Morison fait remarquer qu' « il n'était nullement évident qu'elle ne tournerait pas de nouveau » (vol. X, p. 11). Les Allemands, eux aussi, pouvaient produire de nouvelles armes. La première d'entre elles, la *torpille acoustique*, destinée à être attirée par les hélices d'un bâtiment d'escorte, fut introduite en automne 1943. Elle fut rapidement déjouée, car les Alliés mettaient au point depuis quelque temps un antidote. Elle eut quelque succès dans l'Atlantique-Nord, en septembre et octobre, et rendit la tâche des escortes de convois plus dangereuse, mais ce fut tout.

Une menace beaucoup plus grande vint du *snorkel*, qui commença à être utilisé dans les opérations en 1944. C'était un long tuyau d'aspiration, qui permettait au sous-marin de faire marcher ses diesels et de charger sa batterie sans faire surface. L'idée avait pris corps chez les Hollandais avant la guerre et une partie de leur équipement fut capturée par les Allemands en 1940 : un des résultats, et non le moindre, de leur trop grande confiance cette année-là fut de ne pas s'en être servi avant la fin de 1942. En mer, les extrémités émergées des *snorkels* se montrèrent presque impossibles à détecter par les installations de radars de cette époque. Dans l'Atlantique, cependant, les sous-marins équipés de *snorkels* étaient peu nombreux, et prenaient beaucoup de précautions pour approcher des convois. La supériorité alliée, établie en 1943, s'affirma ici puissamment. Ils étaient plus actifs et efficaces dans les eaux côtières britanniques et ce fut surtout à cause de ces opérations qu'un plus grand nombre de navires britanniques fut perdu en mars et avril 1945 qu'en n'importe quel mois depuis juillet 1943. Les escortes et *Groupes de Protection* continuaient à prélever une lourde rançon — soixante-dix sous-marins furent coulés en zone atlantique pendant ces deux mêmes mois — mais la lutte devint plus égale avec l'arrivée du *snorkel*.

Un résultat frappant fut la chute des résultats obtenus par les porte-

(1) Le Pr Morison fait remarquer, avec tout le tact possible, qu'ils remportèrent bien plus de succès que ceux qui battaient pavillon de la marine britannique ; une raison importante de ceci fut probablement que les avions américains de type Avenger étaient meilleurs que les anciens Swordfish de l'aéro-navale britannique, bien que les Swordfish équipés de fusées aient eu un succès considérable en 1944.

avions d'escorte, dont les avions ne pouvaient plus compter apercevoir les submersibles ennemis ou les détecter au radar. On en eut une illustration très claire dans la dernière opération anti-submersible à grande échelle de la guerre, qui est aussi intéressante en elle-même. En mars 1945, l'amiral Doenitz expédia un groupe de six sous-marins vers la côte est des États-Unis. Les services de renseignements américains avaient recueilli des éléments d'information qui firent craindre que ces sous-marins ne puissent lancer des fusées contre le continent — étrange préfiguration des craintes actuelles. Pour les intercepter, deux « forces de barrage » furent envoyées, constituées chacune par deux porte-avions d'escorte et quelque vingt destroyers, alignés sur plus de 100 milles de longueur. Ce puissant coup de filet permit d'atteindre le groupe allemand et de couler cinq des six sous-marins, mais tous les dégâts furent l'œuvre des destroyers, les quatre porte-avions se révélant à peu près inutiles.

Étant donné l'efficacité du *snorkel* comme système de protection envers les avions, ce fut une chance pour les Alliés que les Allemands aient été incapables de mettre en service leurs nouveaux types de sous-marins. *Walter*, un sous-marin de rayon d'action presque illimité et de vitesse très élevée en plongée, fut abandonné en 1943, parce que sa production aurait demandé trop de temps. Deux autres modèles moins révolutionnaires, pourvus de *snorkels* et ayant des capacités améliorées en plongée, connurent beaucoup de « maladies infantiles », et bien qu'ils aient été produits en quantités considérables, on n'en lança que treize dans les opérations navales. Ce n'est pas à dire que les Alliés n'auraient pas pu trouver une réplique contre ces appareils, mais leur supériorité écrasante aurait certainement été ébranlée. C'est là une justification supplémentaire de la décision stratégique primitive des Anglo-Américains, qui était de battre l'Allemagne avant de battre le Japon.

Le capitaine Roskill et le Pr Morison traitent aussi d'un certain nombre de points d'importance secondaire, qui se rattachent au thème principal de la bataille de l'Atlantique. Les cargos qui étaient convoyés à travers cet océan se rendaient en Russie aussi bien qu'en Grande-Bretagne, et l'histoire des convois arctiques est racontée avec quelque détail. C'est au cours d'une tentative d'attaque contre l'un de ces convois que le *Scharnhorst* fut coulé en décembre 1943, sonnant ainsi le glas de cette sérieuse menace à l'égard du commerce qu'avaient représentée les bâtiments lourds allemands. Les chapitres du capitaine Roskill sur « La Guerre des Océans » rappellent aussi la fin des bateaux-pirates allemands, qui lançaient des raids contre les navires de commerce, presque impossibles à attraper, et qui avaient remporté des succès hors de proportion avec leur nombre. Ces épisodes, même les convois russes, sont d'importance mineure dans l'ensemble de l'histoire de la guerre navale. Mais, comme le Pr Morison prend soin de le souligner, ils démontrent une fois de plus qu'une flotte forte et équilibrée finit par triompher d'une flotte qui se fie

exclusivement à la *guerre de course*. Sous ce rapport, cependant, on se demande si le Pr Morison n'est pas trop influencé par Mahan, dans son mépris pour la doctrine de la « marine en soi », et si le capitaine Roskill serait entièrement de son avis. Ce dernier, par exemple, écrit à propos de la présence du *Tirpitz* en Norvège, au début de 1942, que « son influence devait nécessairement se faire sentir dans tous les secteurs, depuis Mourmansk jusqu'au littoral américain, dont la *Home Fleet* avait principalement la responsabilité ». Les navires de surface allemands dans leurs ports eurent leur efficacité dans le cours de la guerre, quand bien même ce furent les escadres qui tenaient la mer qui remportèrent finalement la victoire.

Comme le capitaine Roskill l'indique bien, « l'Europe n'aurait pas pu être envahie avant que la bataille de l'Atlantique ait été gagnée » ; l'enchaînement entre l'histoire de cette bataille et le XIe volume du Pr Morison : *The Invasion of France and Germany*, est ainsi direct. Dans ce livre, l'auteur affronte une tâche particulièrement difficile. Il doit mettre le lecteur au courant de tout l'arrière-plan des discussions et plans stratégiques et aussi le tenir suffisamment au courant des opérations effectuées par les armées après les débarquements. Les deux sont nécessaires pour comprendre le rôle joué par la marine des U.S.A. qui est vraiment le sujet du livre.

Le Pr Morison réussit admirablement ce travail. Sa discussion de « Grande Stratégie et Haute Politique » et « Plans et préparations » est courte et précise. Il résume clairement les controverses bien connues entre Anglais et Américains et met en évidence le point assez peu connu que la marine des États-Unis en mars 1942 n'était pas enthousiaste pour faire des plans d'invasion de l'Europe en 1943, en raison des difficultés de transport des troupes et approvisionnements en Grande-Bretagne avant la défaite des sous-marins allemands ; en raison aussi de la difficulté de construire assez de matériel de débarquement à temps. Comme d'habitude le professeur donne clairement son avis : ce fut à ses yeux la meilleure solution pour les Américains de suivre ce qu'il appelle l' « impulsion stratégique » anglaise en Méditerranée et de reculer l'invasion de la France jusqu'en 1944. Il suit le même procédé en décrivant les origines de l'invasion en Provence. Il expose les arguments de chaque côté et fait une critique brève mais efficace du plan de rechange Churchill de donner l'assaut par la percée de Ljubljana. Il manifeste son approbation des idées des généraux Marshall et Eisenhower sur la nécessité de prendre Marseille comme port de secours pour la campagne de France et, à la fin de son récit de l'opération, il invite ceux qui mettent en doute son bien-fondé à considérer le total de cargos et de troupes passés par Marseille entre septembre 1944 et le 8 mai 1945 : plus de 4 millions de tonnes de trafic et plus de 900 000 hommes. C'est un argument convaincant. Il y a là assez de matière pour guider le lecteur, et de références pour qu'il

en apprenne davantage (1) s'il le souhaite. De même, les détails donnés sur les combats du débarquement sont suffisants sans être accablants.

La réelle valeur de ce livre, cependant, est qu'il est un compte rendu des grandes opérations amphibies écrit spécifiquement du point de vue des forces navales engagées. Trop souvent, celles-ci sont évoquées brièvement avec une allusion superficielle au rôle vital de la maîtrise des mers, alors qu'un récit détaillé de ce rôle est accueilli avec plaisir.

Dans le débarquement en Normandie, les marins accomplirent trois tâches vitales pour les armées : ils les transportèrent ainsi que leur ravitaillement à travers la Manche ; ils les protégèrent, elles et leurs communications, d'une attaque ennemie par mer ; ils les soutinrent par leur artillerie.

La première tâche fut, avant tout, un tour de force d'organisation pour lequel le Pr Morison paie un généreux tribut d'admiration à l'amiral Ramsay, commandant naval des Alliés. La flotte d'invasion devait être entraînée, rassemblée (ici détail étonnant : le 1er juin 1944, 99,3 % des bateaux de débarquement américains et 97,6 % des anglais étaient prêts pour le service). Un travail écrasant de déminage utilisant 245 bateaux devait être ponctuellement exécuté. Ensuite, une quantité énorme de bateaux et de péniches de débarquement devait être rangée en bon ordre dans la surface de rassemblement et guidée le long des canaux dégagés de mines, selon un horaire minutieux. Tout cela fut exécuté avec une efficacité très grande, avec le minimum de confusion dans la présente traversée. Une efficacité égale fut nécessaire pour suivre les débarquements. Comme dit le Pr Morison : « Les Alliés devaient surclasser en nombre les défenseurs au point d'attaque ; mais leur grand problème était d'édifier par mer plus vite que les Allemands ne pouvaient renforcer par terre » (p. 45). Ceci aussi fut accompli avec l'aide indispensable des ports artificiels *Mulberry*, bien que, sur ce point, le Pr Morison mentionne quelques défauts dans l'organisation où l'improvisation eut quelque part. Le plus grand ennemi fut en fait le mauvais temps, car le grand orage du 20-21 juin non seulement empêcha des débarquements, mais aussi brisa un des ports *Mulberry*, sans réparation possible.

La protection contre une attaque navale allemande fut en comparaison une tâche assez légère. Quelques attaques furent faites par des sous-marins allemands, des torpilleurs et des bâtiments légers, mais les flancs du front d'invasion étaient inviolables grâce aux patrouilles qui furent rarement traversées et les pertes furent insignifiantes.

L'artillerie fut assurée par une flotte anglo-américaine massive, de 6 cuirassés, 2 monitors, 23 croiseurs (comprenant, très à propos, les Français *Georges Leygues* et *Montcalm*) et 73 destroyers. L'efficacité de leur feu dans la bataille côtière est démontrée par le Pr Morison dans d'innombrables récits détaillés. Il fait ressortir que les histoires de l'armée

(1) A ces références, on peut ajouter les propres conférences du Pr Morison sur *United States Contributions to the Strategy of World War II* (Oxford University Press, 1958).

des U.S.A. mentionnent à peine le bombardement naval après le jour J, et il est bon d'ajouter que le récit de l'invasion, en anglais, probablement le plus lu, de Chester Wilmot, *The Struggle for Europe*, ne le mentionne pas du tout. Pleine justice est rendue aux bateaux de guerre dans ce récit : les faits parlent d'eux-mêmes et le Pr Morison leur ajoute le témoignage contemporain des soldats américains et aussi allemands. Cependant, il met en lumière le fait que le bombardement naval fut plus efficace contre l'artillerie de campagne ou les batteries plus ou moins à découvert. Par contre, le bombardement de Cherbourg prouva que les batteries côtières fortement protégées et bien servies pouvaient tenir seules, même contre des cuirassés : la vieille querelle sur la supériorité des bateaux sur les forts côtiers n'a pas été épuisée par l'exemple de la Normandie. A cette exception près, reste le fait que le feu puissant et souple des bateaux de guerre fut d'une importance vitale pour le succès de l'invasion.

Le Pr Morison a ainsi grandement ajouté à notre connaissance et compréhension du débarquement en Normandie. Nous attendons maintenant le volume de conclusion du capitaine Roskill pour compléter les détails du côté britannique que l'auteur américain ne peut forcément qu'esquisser.

Le reste du livre du Pr Morison est, inévitablement, quelque peu en perte de vitesse. Il fait ressortir que les plans et l'organisation du débarquement en Provence furent brillamment réalisés, et démontre à nouveau l'effet du bombardement naval et ses limitations contre des batteries lourdes bien protégées. Ensuite la partie III, comme il le dit lui-même, « est faite de pièces et de morceaux » (p. 293), décrivant le rôle joué par la marine américaine dans la campagne finale en Europe. Quelques-uns de ces morceaux sont d'une lecture intéressante, notamment sur l'utilisation du matériel de débarquement naval dans la traversée du Rhin, mais la substance réelle du livre est ailleurs.

Le Pr Morison abandonne son thème principal quand il décrit, presque à la fin de son livre, comment, au premier anniversaire du jour J, les derniers bateaux des forces navales américaines en Europe quittèrent Le Havre et s'arrêtèrent sur la route du retour pour saluer de coups de canon les plages de Normandie. C'est une scène qui convient parfaitement pour prendre congé d'un livre qui retrace si bien dans notre esprit le rôle de la marine américaine dans cette grande invasion.

P. M. H. Bell,
University of Liverpool.

LA MARINE ITALIENNE PENDANT LA GUERRE

Le Service historique de la Marine italienne a entrepris depuis plusieurs années déjà une histoire en plusieurs volumes, intitulée *La marina italiana nella seconda guerra mondiale.*

On trouvera ci-après une analyse des divers ouvrages parus à ce jour.

*
* *

DONNÉES STATISTIQUES

Cet important travail (1) est presque uniquement composé de tableaux et graphiques donnant de multiples renseignements statistiques sur la Marine italienne pendant la guerre 1940-1945. On y trouvera, en particulier, des données numériques sur la situation des forces navales, de la flotte de commerce, de la défense côtière, des bases, du personnel, à différentes époques des hostilités, sur l'activité des forces navales (pour chaque bâtiment : nombre de missions effectuées, nombre de milles parcourus, nombre de jours d'immobilisation pour travaux, quantités de combustible consommées, etc.), sur les transports de matériel et de personnel outre-mer, sur les pertes..., etc.

Notons simplement, pour donner un bref aperçu de l'effort de guerre de la Marine italienne, les chiffres suivants :

Pertes de la Marine de guerre : du 10 juin 1940 au 7 septembre 1943 : 412 unités (dont 88 sous-marins) soit 382 669 t ; du 8 septembre 1943 au 8 mai 1945 : 382 unités, soit 281 031 t (dont 249 unités et 181 337 t perdues par sabordage).

Pertes de la Marine de commerce (bâtiments de plus de 500 t de jauge brute) : du 10 juin 1940 au 7 septembre 1943 : 460 unités, soit 1 700 000 t.j.b.; du 8 septembre 1943 au 8 mai 1945 : 213 unités, soit 836 000 t.j.b. (la plupart par sabordage).

Transport de matériel en Libye : 1 930 000 t (pertes : 315 000 t).

Transport de personnel en Libye : 206 402 hommes (pertes : 17 240 hommes).

Transport de matériel en Tunisie : 433 000 t (pertes : 127 000 t).

Transport de personnel en Tunisie : 77 741 hommes (pertes : 5 495 hommes).

NAVIRES PERDUS (2)

Le tome premier donne la liste de tous les bâtiments de guerre italiens perdus au cours de la guerre 1940-1945 pour quelque raison que ce soit. Pour chacun d'eux les dates, lieux et causes de leurs pertes sont indiqués en quelques lignes.

(1) *Dati statistici*, Rome, 1950, 355 p.
(2) *Navi perdute*, t. I : *Navi Militari* ; t. II : *Navi mercantili*, Rome, 1951.

Dans cette liste figurent également les bâtiments étrangers (français, grecs, yougoslaves) qui avaient été saisis par les Italiens et incorporés à la Marine royale au cours des hostilités.

Le tome II donne la liste de tous les navires de commerce italiens perdus pendant la guerre. Pour chaque bâtiment sont indiqués : la date et le lieu de la perte ainsi que sa cause (torpille, canon, mine, bombe d'avion, sabordage, naufrage).

En fin de volume un tableau résume les pertes de la flotte commerciale italienne au cours des hostilités : elles s'élèvent au total à 2 513 unités pour 3 522 120 t de jauge brute (en y comprenant voiliers et voiliers à moteur).

LA GUERRE EN MÉDITERRANÉE

Assurer la protection du trafic maritime entre l'Italie et la Libye fut l'un des rôles les plus importants — sinon le plus important — de la Marine italienne pendant la guerre (1).

Devant les risques élevés auxquels un trafic maritime avec la Libye paraissait devoir être exposé et dans l'espoir d'une guerre de courte durée, le gouvernement italien avait initialement prévu que le ravitaillement urgent ne serait transporté en Afrique du Nord italienne que par sous-marins, par avions et éventuellement par quelques petits bâtiments de commerce à moteur qui, partant de Sicile, pourraient rallier la côte libyenne en une nuit.

Mais il apparut très rapidement que la guerre pourrait être longue et les besoins des troupes en Afrique du Nord très importants ; le ravitaillement d'un corps expéditionnaire de 230 000 hommes allait donc nécessiter l'organisation d'un trafic maritime régulier avec la Libye dont la protection devint le rôle essentiel de la Marine italienne. Or, Malte, forteresse britannique en Méditerranée centrale se trouvait en plein centre de ce trafic.

Dès avant la guerre, la Marine italienne avait estimé que le ravitaillement de l'Afrique du Nord ne pourrait être assuré avec une sécurité suffisante que si Malte était occupée ; si cette opération n'avait pas lieu, une neutralisation de l'île par bombardements était indispensable. De leur côté, si les Britanniques étaient conscients de l'importance de Malte, ils n'en pensaient pas moins que les bombardements aériens rendraient cette position intenable ; aussi, dès les premières attaques aériennes italiennes en juin 1940, en retirèrent-ils forces de surface, sous-marins et avions. C'est pourquoi dans les premiers mois des hostilités les convois de Libye purent être organisés dans une tranquillité presque complète.

En novembre 1940, les Britanniques, ayant constaté que les bombardements italiens de Malte n'étaient pas très graves, renvoyèrent dans l'île avions et navires de guerre ; les attaques contre le trafic italo-libyen commencèrent aussitôt et les convois italiens enregistrèrent leurs premières pertes. Mais la situation changea complètement quand l'Allemagne ayant décidé l'envoi en Libye d'un corps expéditionnaire sous les ordres du général Rommel, basa sur la Sicile le 10e corps d'armée aérien allemand. Ce 10e corps, fort de 4 500 appareils de différents types, entreprit fin janvier 1941 un bombardement systématique de Malte qui fut complètement neutralisé ; le transport du corps expéditionnaire allemand se fit sans difficultés et jusqu'au mois de juin 1941, les pertes de bâtiments de commerce furent faibles et dues surtout aux sous-marins (de décembre 1940 à juin 1941 : 30 navires coulés représentant 109 000 t).

(1) *La Difesa del traffico coll'Africa settentrionale*, t. I (10 juin 1940-30 septembre 1941), 1958.

Dans le courant de mai 1941, le 10e corps aérien allemand quitta la Sicile pour la Russie et les Balkans ; la pression sur Malte s'étant ainsi relâchée, l'île reprit peu à peu sa puissance offensive. Celle-ci était encore accrue par l'entrée en service d'avions torpilleurs à grand rayon d'action et par une excellente mise au point de leur coopération avec les avions de reconnaissance qui avaient été dotés de radars, coopération qui leur permit de remplacer les attaques de jour par des attaques de nuit, beaucoup plus efficaces et moins onéreuses.

En six mois (de juin à novembre 1941), alors que le trafic fut nettement inférieur à celui des six mois précédents, 44 navires, représentant plus de 222 000 t furent coulés.

Devant la gravité de la situation, les Allemands se décidèrent à renvoyer en Sicile un autre corps d'armée aérien (le 2e corps) qui, à partir de décembre 1941, reprit les bombardements de Malte ; une nouvelle fois neutralisée, Malte, évacuée par ses avions, ses bâtiments de surface et ses sous-marins ne put plus servir de base aux attaques britanniques contre le trafic italien et, jusqu'au mois de mai, le ravitaillement de la Libye par voie de mer put se faire presque sans pertes.

Quand, à la fin d'avril 1942, le 2e corps aérien allemand dut réduire ses attaques contre Malte pour participer à la lutte sur le front égyptien, l'île reprit peu à peu son activité. En huit mois (de décembre 1941 à août 1942), les convois de Libye ne perdirent que 23 navires (dont 15 coulés par sous-marins) représentant environ 116 000 t.

A partir d'août 1942, les attaques aériennes contre Malte allèrent en diminuant jusqu'à cesser pratiquement à partir de novembre et l'efficacité de l'île s'accrut parallèlement ; en particulier le nombre d'avions bombardiers et torpilleurs qui y furent basés augmenta considérablement.

Les pertes italiennes s'élevèrent de telle façon qu'en janvier 1943 tout ravitaillement de l'armée italo-allemande en retraite en Libye devint impossible.

D'août 1942 à janvier 1943, les convois de Libye perdirent 53 navires (dont 21 coulés par sous-marins et 26 par avions), pour un total de 184 000 t.

En résumé, de juin 1940 à janvier 1943, 896 convois groupant 1 789 navires firent la traversée Italie-Libye ou vice versa.

151 bâtiments de commerce et 17 escorteurs furent coulés en mer (il faut y ajouter la perte de deux croiseurs transportant de l'essence en Libye et de quatre sous-marins également utilisés comme transports).

Ces pertes représentent :

— 7,3 % du tonnage de navires de commerce utilisés ;
— 14 % du poids de marchandises transportées ;
— 8,3 % du personnel transporté.

Ces pertes *en mer* étaient en somme assez faibles et les résultats de la protection de ce trafic, essentiel pour les forces armées de l'Axe en Afrique du Nord, pouvaient être considérés comme satisfaisants. Ils auraient été bien meilleurs si Malte avait pu être mise définitivement hors de combat ; des projets d'occupation de cette île avaient été étudiés et l'opération avait même eu un début de préparation mais elle ne fut jamais exécutée.

Ne pouvant obtenir des Allemands le concours indispensable à une tentative d'occupation de Malte, les Italiens insistèrent vivement et à plusieurs reprises, pour obtenir la libre utilisation de la Tunisie.

Il est certain que si la Marine italienne avait pu disposer des côtes et ports tunisiens et des bases d'aviation, elle aurait pu faire suivre à ses convois de Libye des routes dont elle aurait facilement assuré la surveillance, la protection et le contrôle.

Mais les Allemands refusèrent toujours de laisser les Italiens s'installer en Tunisie et ceux-ci n'osèrent pas passer outre au veto de leurs Alliés. Il faudra attendre le débarquement en Afrique du Nord pour que les troupes de l'Axe envahissent la Tunisie.

ACTIVITÉ APRÈS L'ARMISTICE

Le Service historique de la Marine italienne en commençant l'exposé de l'activité de la Marine italienne après l'armistice de septembre 1943 et de sa collaboration avec les Alliés a estimé devoir débuter par l'histoire des événements qui se sont déroulés en mer Égée (1).

C'est en effet dans cette région, éloignée des organismes centraux et pratiquement isolée, que se sont produits, malgré quelques hésitations du début, les premiers actes de coopération anglo-italienne, bien avant que les modalités de la participation de l'Italie à la lutte aux côtés des Alliés aient été fixées.

On sait que pour prix de son entrée en guerre contre les Empires centraux en 1915, le Pacte de Londres du 26 avril 1915 avait reconnu la souveraineté italienne, à la fin des hostilités, sur les îles du Dodécanèse que l'Italie occupait déjà temporairement depuis la guerre de Libye (1911-1912). Après d'interminables discussions à l'issue de la guerre, ce ne fut que par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 que les îles du Dodécanèse furent attribuées à l'Italie.

Les possessions italiennes de la mer Égée se composaient des seize îles suivantes : Rhodes, Castellorizo, Symi, Kalki, Piscopi, Nisero, Kos, Kalimno, Lero, Patmos, Levitha, Lipso, Gaidano, Stampalie, Scarpanto et Casso.

En outre, après l'occupation de la Grèce par les troupes de l'Axe en 1941, des garnisons italiennes avaient été placées dans les Sporades septentrionales (Samos, Nicarie, Fourni) et dans les Cyclades (Syra, Thermia, Zea, Serpho, Mykoni, Tinos, Andros, Naxos, Amorgo, Santorin).

En septembre 1943, le gouverneur des possessions italiennes de l'Égée était l'amiral d'escadre Campioni, résidant à Rhodes ; il était également commandant supérieur des forces armées en Égée et avait donc sous ses ordres les forces d'occupation des Sporades et des Cyclades.

C'est par la radio diffusant une proclamation du maréchal Badoglio que l'amiral Campioni apprit la signature de l'armistice ; il diffusa aussitôt cette proclamation à tous ses subordonnés en attirant leur attention sur le dernier paragraphe qui prescrivait de cesser les hostilités contre les forces anglo-américaines, mais de réagir à d'éventuelles attaques de quelque autre provenance que ce soit. Il est évident que ce dernier ordre concernait l'attitude à observer vis-à-vis des Allemands.

Or, les Allemands qui occupaient la Grèce ne pouvaient pas courir le risque de voir les Britanniques se substituer aux Italiens dans les îles grecques, qui avec leurs ports et leurs terrains d'aviation auraient constitué autant de têtes de pont pour d'éventuelles opérations contre le continent.

C'est à Rhodes surtout que la situation allait se révéler immédiatement des plus délicates : en effet, s'il n'y avait pas de troupes allemandes dans les autres îles du Dodécanèse ou dans celles occupées par les Italiens, sauf un détachement de 1 500 hommes à Scarpanto, il y avait par contre à Rhodes une division motorisée (6 à 7 000 hommes).

(1) *Attività dopo l'armistizio*, t. II : *Avvenimenti in Egeo*, Rome, 1957, 657 p. dont 182 de documents.

Il n'y avait donc pour les Allemands qu'une alternative possible :

— évacuer Rhodes avant l'arrivée très probable des troupes britanniques ;
— se maintenir dans l'île et alors se substituer dans tous les points de défense aux Italiens qui ne devaient plus s'opposer à un débarquement britannique.

Le commandement allemand n'ayant naturellement nullement l'intention de laisser les Alliés s'installer à Rhodes, il était indispensable que les troupes allemandes désarment le plus rapidement possible les Italiens et prennent leur place.

Les Italiens entretenaient bien dans l'île une force armée s'élevant à environ 34 000 hommes auxquels il fallait ajouter environ 2 000 marins (armant en particulier les batteries côtières) et une soixantaine d'avions. Mais l'armement de ces troupes était des plus médiocres, en outre, prévues pour s'opposer à un débarquement éventuel, elles étaient dispersées dans tous les différents postes de défense.

Les Allemands au contraire disposaient d'une division motorisée dotée d'un armement moderne ; concentrée, au lieu d'être dispersée, elle constituait une excellente masse de manœuvre dont l'action serait d'autant plus efficace que c'est à elle qu'allait revenir l'initiative des opérations. Elle pouvait en outre recevoir l'appui de l'aviation allemande basée en Grèce ou en Crète. D'autre part, il était difficile de demander aux soldats italiens, aussi disciplinés qu'ils pussent l'être, de se battre avec enthousiasme contre leurs alliés de la veille.

Dès le 9 septembre, un avion allemand avait lancé des tracts sur la ville de Rhodes invitant les troupes à se rendre et leur garantissant un prompt retour en Italie ; cette promesse touchait un point sensible : les soldats italiens se trouvaient en effet à Rhodes depuis le début des hostilités et n'avaient jamais pu avoir de permissions, la perspective qu'on leur faisait entrevoir de rejoindre bientôt leurs familles était bien faite pour les inciter à renoncer à toute défense.

Le même jour les Allemands avaient commencé à agir contre les troupes italiennes auxquelles le gouverneur avait donné l'ordre de s'opposer par la force à tout acte de force ; il y eut de nombreux engagements au cours desquels les Italiens eurent 125 tués et 300 blessés, mais très rapidement les Allemands furent maîtres de la situation.

Le 11 au matin, un officier allemand remit à l'amiral Campioni un ultimatum exigeant la reddition sans conditions de toutes les troupes italiennes, faute de quoi les Stukas venant de Crète bombarderaient la ville de Rhodes.

Se rendant compte que la prolongation de la résistance serait vaine et qu'aucun secours n'était à attendre de la part des Britanniques, le gouverneur se décida à accepter la reddition. Tous les navires de guerre se trouvant à Rhodes (vedettes, dragueurs, bâtiments auxiliaires) avaient évacué l'île dans la journée du 11 septembre.

Le 12 septembre, le commandement allemand exigea de l'amiral Campioni qu'il ordonnât aux troupes italiennes de Scarpanto de déposer les armes ; s'il refusait de le faire les bombardiers allemands bombarderaient l'île sans égard pour la population civile. Devant cette menace, l'amiral accepta de donner cet ordre ; il refusa par contre énergiquement de donner le même ordre aux autres îles du Dodécanèse.

Le 22 septembre, l'amiral Campioni fut transporté par avion à Athènes et de là en Allemagne. En janvier 1944, il fut traduit devant le tribunal spécial de la République socialiste italienne à Parme ; condamné à mort, il fut fusillé le 24 mai.

En septembre 1943, le commandant de la Marine à Leros était le capi-

taine de vaisseau Mascherpa (promu peu après contre-amiral). La garnison de l'île s'élevait à 8 000 hommes (troupes combattantes et services divers) dont 6 000 environ appartenant à la Marine qui avait à sa charge les batteries côtières.

Dès le 12 septembre était venue une première mission britannique et les troupes britanniques avaient commencé à y arriver à partir du 15 ; près de 4 000 hommes y furent débarqués sous le commandement du brigadier général Brittorous chargé d'organiser la défense de l'île contre une attaque allemande éventuelle (au début de novembre ce fut le général Tilney qui prit le commandement de Leros).

Le concours des Italiens à cette défense aurait pu être des plus utiles mais les Britanniques, manquant de confiance dans les troupes italiennes, leur assignèrent un rôle purement défensif.

Le 26 septembre commencèrent les attaques aériennes allemandes : ce jour-là, le destroyer britannique *Intrepid* atteint par une bombe dut s'échouer et le destroyer grec *Olga* gravement atteint chavira dans le port ; il y eut 300 tués. Ces bombardements se poursuivirent sans interruption les jours suivants et, du 26 septembre au 31 octobre, Leros subit 140 raids aériens qui mirent en jeu environ 1 200 appareils.

Les batteries antiaériennes armées par les Italiens réagirent vigoureusement mais ne tardèrent pas à manquer de munitions. Les attaques aériennes cessèrent du 1er au 6 novembre puis reprirent avec violence le 7 novembre et le 12 novembre avant l'aube les Allemands commencèrent à débarquer dans l'île. Dans l'après-midi du 12 et dans la matinée du 13 atterrirent des groupes de parachutistes.

Très rapidement les Allemands furent maîtres de la situation et le 16 novembre le général britannique Tilney capitulait.

Au cours de ces opérations les Italiens avaient eu une centaine de tués ; les Britanniques avaient environ 600 tués et perdaient en outre 3 000 prisonniers. Quelques bâtiments de guerre (dont le contre-torpilleur *Euro*) avaient été coulés à Leros par les bombardements ; les autres (vedettes et bâtiments auxiliaires) évacuèrent l'île avant la reddition et la plupart d'entre eux se réfugièrent en Turquie où ils furent internés.

Les Allemands, furieux de constater que les Italiens avaient participé activement à l'action (les batteries côtières en particulier avaient ouvert le feu non seulement sur les engins de débarquement mais également contre les troupes à terre) fusillèrent immédiatement une douzaine d'officiers italiens sous prétexte qu'ils avaient donné ordre de tirer sur leurs troupes.

L'amiral Mascherpa fut transporté sur le continent le 29 novembre. Renvoyé ultérieurement devant le tribunal spécial de Parme, comme l'amiral Campioni, il fut condamné à mort et fusillé le 24 mai 1944.

Après Rhodes et Leros, Kos était l'île la plus intéressante du Dodécanèse parce qu'elle possédait un excellent terrain d'aviation et les Britanniques, dès que Rhodes eut capitulé, y envoyèrent quelques avions et environ 1 300 hommes. La garnison italienne s'élevait à environ 4 000 hommes. Les Allemands commencèrent les bombardements de Kos le 11 septembre et jusqu'au 2 octobre l'île subit 28 attaques aériennes.

Le 3 octobre eut lieu le débarquement allemand par mer et par air. La résistance fut brisée au bout de vingt-quatre heures ; elle avait été très vive du côté des Italiens et les Allemands s'en vengèrent en fusillant dans les trois jours qui suivirent une centaine d'officiers.

Les autres îles du Dodécanèse, qui ne possédaient pratiquement aucune défense organisée furent, soit évacuées par leurs garnisons italiennes, soit occupées sans combat ou après de brefs engagements. Seule Castellorizo,

où un important détachement britannique était arrivé dès le 9 septembre, ne fut jamais occupé par les Allemands.

A Samos, les troupes d'occupation italiennes s'élevaient à environ 9 000 hommes. Les Britanniques y envoyèrent un millier d'hommes environ. Mais après la chute de Leros, ils renoncèrent à la défense de cette île et dès le 19 novembre commença l'évacuation. Tous les Britanniques et la plus grande partie des Italiens avaient quitté l'île quand les Allemands y débarquèrent le 23 novembre.

L'île voisine de Nicarie, où il n'y avait qu'un petit détachement italien avait été évacuée quelques jours auparavant ; les Allemands s'y présentèrent le 18 novembre et furent accueillis sans aucune opposition, par un détachement de la Milice qui s'y trouvait encore.

La principale île des Cyclades était Syra, siège du commandement militaire italien des Cyclades.

Le 13 septembre arrivèrent quelques parlementaires allemands ; les conditions de la reddition furent discutées et acceptées. Le lendemain un détachement allemand débarquait et, le 18 septembre, les troupes italiennes étaient évacuées sur la Grèce.

Les autres îles des Cyclades furent occupées par les Allemands sans difficultés, les garnisons italiennes qui s'y trouvaient étant très réduites ; il y eut cependant des tentatives de résistance, vite dominée, à Andros, Amorgos, et Santorin.

En définitive, avant la fin de novembre 1943, toutes les îles grecques, antérieurement occupées par les Italiens étaient aux mains des Allemands, à l'exception de Castellorizo.

Cette perte, très sensible pour les Alliés, aurait-elle pu être évitée ? Il eut fallut pour cela, du côté britannique, qu'un plan eût été prévu et que l'occupation des îles eût été organisée dans le détail avec la mise en œuvre de moyens importants. Mais les Alliés, alors engagés en Italie, ne pouvaient disposer dans le Moyen-Orient des forces navales, aériennes et terrestres suffisantes pour s'opposer efficacement à une attaque allemande.

En outre, les Allemands, installés en Grèce et en Crète, étaient à pied d'œuvre et encerclaient pratiquement les îles grecques qu'ils pouvaient atteindre rapidement par mer sans pour cela disposer de moyens navals importants ; enfin ils étaient fermement décidés à agir rapidement et énergiquement. D'autre part, les Britanniques n'ont pas su ou n'ont pas osé se servir complètement des forces locales italiennes et l'on conçoit qu'ils aient eu quelques doutes sur la volonté de résistance de ces dernières à leurs alliés de la veille. Pourtant, presque partout, les Italiens se sont défendus de façon certainement sérieuse si l'on en juge par la férocité avec laquelle les Allemands se sont vengés de cette résistance — assimilée par eux à une trahison — en procédant à de très nombreuses exécutions sommaires d'officiers italiens.

LES MISSIONS DANGEREUSES D'UNE ESCADRE DE « NAVIRES BLANCS » (1)

Les « Navires blancs », ce sont les bateaux hôpitaux.

L'existence de théâtres d'opérations extérieurs (Grèce, Libye, puis Tunisie) avait rendu nécessaire l'armement par la Marine italienne de plusieurs navires hôpitaux. Entre 1940 et 1943, elle eut en service sept grandes unités, quatre navires de moyen tonnage et sept petits navires de secours.

(1) M. Peruzzi, *Le missioni avventurose d'una squadra di navi bianche (juin 1940-septembre 1943)*, Rome, 1952.

Ces navires hôpitaux n'eurent pas seulement pour mission de rapatrier les blessés et les malades des théâtres d'opérations terrestres d'outre-mer ; ils furent également très souvent utilisés pour la recherche et le sauvetage des naufragés des nombreux bâtiments de guerre et de commerce coulés par les Britanniques, en Méditerranée, en particulier entre la Libye — ou la Tunisie — et l'Italie.

Ces différentes missions, qui conduisirent les navires hôpitaux au voisinage des régions minées, dans des zones où parfois étaient en cours des engagements navals ou aéronavals, dans des ports soumis à de fréquents bombardements aériens, n'étaient pas exemptes de dangers. D'autre part, bien que peints en blanc (d'où le nom de « navires blancs »), avec bandes vertes et croix rouges, brillamment éclairés de nuit, ils furent parfois, par erreur sans doute, en butte aux attaques des sous-marins ou des avions.

Au total, de 1940 à 1943, huit navires hôpitaux italiens furent perdus par opérations de guerre : quatre par mines, trois par torpilles, un par bombardement aérien. En outre, plusieurs d'entre eux furent avariés par bombardements.

Outre l'histoire mois par mois, des navires hôpitaux italiens, c'est un côté peu connu de la guerre sur mer que nous conte le lieutenant général médecin M. Mario Peruzzi : le sort des naufragés des bâtiments coulés en combats, leur vie dans les embarcations, sur les radeaux, exposés à la mer, au froid, au soleil, mourant parfois de faim et surtout de soif — leur recherche obstinée par les navires hôpitaux pendant des heures, des jours même.

Ces récits ont été écrits à l'aide des rapports des bâtiments. C'est dire qu'ils sont très sobres et très simples et n'ont rien du roman.

FLAMMES JAUNES SUR LA MER (1)

Les « Flammes jaunes » sont les bâtiments des Douanes italiennes. A l'ouverture des hostilités, ces petits bâtiments et leur personnel furent mobilisés et mis à la disposition de la Marine de guerre pour la protection et la surveillance côtières et le dragage des mines.

Des 138 unités ainsi utilisées par la Marine italienne, 41 furent perdues en opérations ou par sabordage et 32 (pour la plupart saisies par les Allemands) disparurent.

L'histoire de ces petits navires, contée par l'amiral Fioravanzo, pourra intéresser les amateurs de la « petite histoire » navale.

Capitaine de Vaisseau Caroff,
Service historique de la Marine.

(1) Amiral Fioravanzo, *Fiamme gialle sul mare*, Rome, 1955.

SUR LA CONFÉRENCE DE YALTA[1]

Celle de Munich mise à part, aucune des confrontations diplomatiques internationales du XX^e siècle — pas même la Conférence de la Paix de 1918-1919 — n'a donné lieu à plus de commentaires, ni suscité plus de controverses passionnées que la Conférence de Yalta.

Qu'elle ait été, pour les Puissances occidentales, un demi-succès — de l'avis des plus optimistes — ou un échec total, elle représente pour elles, pour les États-Unis en particulier, la Conférence de la Déception. Déception d'autant plus grande que ses propres négociateurs avaient placé en elle les plus grands espoirs.

Il est normal qu'à la fin d'une guerre totale comme celle de 1939-1945 les futurs vainqueurs, au moment d'écraser un ennemi qu'ils considèrent comme la source unique de tous leurs maux, caressent l'illusion que désormais s'établira un nouvel ordre mondial, quelque *brave new world* de paix, de prospérité et de justice internationale, à tout le moins une situation infiniment préférable à celle qui eût existé si la guerre n'avait pas eu lieu. De cet équilibre nouveau, satisfaisant pour *tous*, les vainqueurs, unis dans la paix comme ils l'étaient dans la guerre, se doivent d'être les fidèles garants. Illusion du poilu de 1918 ; illusion du G. I. 1945, et, à cette date, de toute l'opinion américaine confiante en la sagesse de ses chefs politiques (2).

Que cette paix n'apparaisse bientôt que comme un règlement imparfait et précaire, comme un rapport de forces différent mais aussi menaçant que l'ancien, il n'en faut pas plus pour que, désabusée, l'opinion publique ne s'en prenne aux négociateurs coupables, à ses yeux, d'avoir négligé, sinon trahi, les intérêts vitaux et l'idéal au nom desquels tant de sacrifices avaient été consentis. Telle est la disgrâce qu'ont subie, après coup, Roosevelt et ses principaux conseillers. L'idée qu'une coalition — et de quelle « étrange alliance » ne s'agissait-il pas ! — ne puisse se dénouer que par des compromis plus ou moins hasardeux est la dernière qui vienne à l'esprit dans l'euphorie de la victoire. Ce n'est là qu'une évidence à retardement.

Il faut dire, à la décharge des détracteurs de la politique rooseveltienne — dont l'objectivité n'est pas le trait principal — que les événements ont abondamment favorisé leur thèse : satellisation soviétique des États d'Europe centrale et orientale pour l'indépendance desquels la guerre avait été théoriquement déclenchée, blocus de Berlin, communisation de la Chine, guerre de Corée ; enfin, et surtout, le fait — contre lequel les diplomates ne pouvaient rien — que l'U.R.S.S. soit devenue, dès 1949, une puissance atomique, partant une menace éventuelle et permanente pour la confortable et traditionnelle invulnérabilité américaine, tout semble s'être concerté pour donner à penser qu'en consentant à Staline des « concessions fantastiques » (au dire de Mac Arthur), le Président avait sacrifié, au

(1) D'après les documents américains.

(2) Illusion beaucoup moins partagée par la Grande-Bretagne et ses dirigeants. Churchill ne câble-t-il pas à Roosevelt avant la Conférence : « ... Pour le moment, je pense que la fin de cette guerre peut fort bien être plus décevante encore que ne fut celle de la dernière » (8 janv. 1945). Quant au ministre Eden, ses vues sur la situation d'après-guerre étaient encore moins optimistes.

profit d'un naïf et chimérique concept de la Paix, les intérêts vitaux des États-Unis et de leurs alliés occidentaux. « Marché de dupes », « Munich de guerre », « Waterloo diplomatique », « Braderie » [*sell-out*], voire même « Trahison », telles sont les expressions courantes employées par les revisionnistes anti-rooseveltiens. En bref, à les entendre, l'aboutissement essentiel de la guerre, c'est-à-dire l'accession de la Russie soviétique au rang de grande puissance mondiale, ne serait le fait que d'une suite de fausses manœuvres diplomatiques commises à un moment donné de la conjoncture internationale, très exactement au cours des séances de la Conférence de Crimée (du 4 au 11 février 1945).

Il va de soi que, même en les débarrassant de leurs formes excessives et de leurs simplifications hâtives, on ne saurait accueillir ces critiques — dont beaucoup ne sont pas sans fondement — qu'avec la plus grande prudence. « L'explication, la justification d'un acte politique exigent l'analyse non pas de ses seuls résultats, mais des circonstances de sa naissance et des sentiments de ses auteurs à ce moment seul », écrivait, ici même, M. Henri Calvet (1).

Il faut tenir compte, enfin, d'une opinion communément répandue et dont il est, semble-t-il, difficile de se défaire — et qui consiste à croire que dans une Conférence diplomatique, comme à une table de bridge, chaque partenaire bénéficie, au départ, de chances sensiblement égales et que c'est uniquement de son talent, de son habileté, de sa fermeté que dépendront les résultats obtenus. Alors qu'on ne saurait trop avoir à l'esprit la sage, la modeste formule de Sir Edward Grey : « Ce sont les événements qui font la diplomatie et non la diplomatie qui fait les événements. »

Disons, enfin, qu'en publiant, en premier lieu, les documents des Conférences de Malte et de Yalta, le Département d'État américain, répondant aux vœux de la Commission d'Appropriation du Sénat, a contribué, involontairement, à isoler cette négociation de son contexte historique antérieur, l'a coupée « des circonstances de sa naissance », ce qui ne peut qu'ajouter à la confusion. On ne saurait donc trop regretter que les volumes consacrés aux Conférences antérieures à Deux ou à Trois n'aient pas paru simultanément ou dans un délai très court après les *Yalta documents* (2). Ils eussent éclairé, et dans une certaine mesure justifié, certaines positions prises à la Conférence de Crimée. On les attend encore.

*
* *

Les *Yalta Documents* publiés en 1955 constituent un volume de LXXXVIII-1054 pages, rassemblant plusieurs séries de documents.

Les *Pre-Conference Documents,* corrrespondance diplomatique dont la

(1) La clause de reddition inconditionnelle, *R. d'h. de la deuxième guerre mondiale*, oct. 1955, p. 43.

(2) Le volume des *Foreign Relations of the U. S. : The Conferences at Malta and Yalta 1945* fait, en effet, partie d'une série spéciale qui doit comprendre cinq volumes, consacrés à ces Conférences ou entretiens à Deux ou à Trois. Les volumes traitant des Conférences du Caire et de Téhéran et de celle de Potsdam devaient être publiés au cours de l'année fiscale 1956. On ignore les circonstances du retard de cette publication bien qu'au dire de certains (Bryton BARON, *Inside the State Department*), tout le travail préparatoire de compilation ait été déjà fait.

En ce qui concerne le texte des accords signés par les Trois, à Yalta, sauf le *Rapport terminal*, la publication en fut échelonnée pour des raisons évidentes d'opportunité. En mars 1945, l'accord concernant la Conférence de San Francisco et la procédure de vote au Conseil de Sécurité ; en février 1946, l'accord secret concernant l'intervention soviétique contre le Japon ; et en mars 1947, le texte des 14 autres accords réunis sous le nom de *Protocole des réalisations de la Conférence de Crimée.*

première pièce remonte au 17 juillet 1944 (première proposition faite par Roosevelt à Staline d'une Conférence à Trois), et les documents se référant aux *Négociations et recommandations sur les sujets principaux* dont les dates extrêmes vont du début de septembre 1944 à fin janvier 1945. Ces « sujets » principaux sont l'Allemagne, la Pologne, la Yougoslavie, la France, l'Extrême-Orient, l'Organisation des Nations Unies. Ces documents de base sont suivis sur chaque question à débattre d'un *Briefing Book* à l'usage du Président, sorte de condensé historique des questions, mise au point rapide de la position du Département d'État pour chacune d'elles, recommandations pratiques au Président sur la position vraisemblable de ses deux autres interlocuteurs à leur égard, solutions de compromis acceptables ou à rejeter, etc. Bref, une sorte de *vade mecum* rappelant au Président, sur chaque problème à discuter, le point de vue du Département d'État et celui des deux autres « Grands ». Ces documents, qui ne sont ni signés ni datés, ont été rédigés, nous dit-on, en fin 1944-début 1945. Il est inutile d'en souligner l'intérêt : ils permettent de faire le point de ce que souhaitait la diplomatie américaine et de ce qu'elle obtint.

Viennent ensuite les documents concernant la Conférence de Malte (30 janvier-2 février), tenue par les deux alliés occidentaux pour coordonner leurs plans politico-militaires avant d'aborder les Russes. La plupart de ces documents sont d'ordre militaire (cinq *meetings* des *Combined Chiefs of Staff*), le dernier en présence du Président et du Premier ; entretiens Eden-Stettinius ; enfin, dernier entretien Churchill-Roosevelt accompagnés de leurs chefs d'É.-M. à bord du croiseur *Quincy*.

La troisième partie du recueil est consacrée aux discussions mêmes de la Conférence de Crimée. En tête vient le *President's log*, c'est-à-dire son « journal de bord », précis chronologique établi heure par heure, et sans commentaire, des activités du président à Yalta. Puis viennent les différents *Records* de la Conférence. Ils comprennent :

Les *Minutes* des discussions en séances privées ou plénières. Comme il n'a pas été tenu de compte rendu sténographique officiel des discussions, chaque délégation tenait ses propres minutes. Charles E. Bohlen, adjoint au secrétaire d'État, faisait à la fois office d'interprète et de sténographe pour la délégation américaine. Ses notes sont considérées, dit la préface, comme ce qui se rapproche le plus d'un *American Official Record* de la Conférence.

Les compilateurs du recueil y ont joint certains documents provenant de la collection Alger Hiss, alors directeur adjoint des Affaires politiques spéciales, notes personnelles prises au cours des débats, memoranda, et quelques « papiers » d'origine anglaise ; enfin les « Minutes » de Freeman Matthews, directeur du Bureau des Affaires européennes sur six des conférences plénières auxquelles il a participé. Ces notes, dans l'ensemble, comportent plus de redites que de différences ; celles d'Alger Hiss, remplies d'abréviations personnelles, sont pratiquement illisibles. L'ensemble de ces documents confirme, en général, les récits que les témoins mêmes de ces discussions (Stettinius, Byrnes, Hopkins, Leahy, Churchill) en avaient déjà faits dans leurs *Mémoires* et n'apportent de « révélations » modestes que sur des points de détail (1).

Pour ce qui est des conversations militaires, les comptes rendus sont plus sûrs, du fait que les trois délégations les confrontaient après chaque séance de travail et se mettaient d'accord sur un texte commun.

(1) Quoi qu'en ait dit la presse américaine, lorsque ces comptes rendus de la Conférence ont fait l'objet d'une publication « sensationnelle » dans le *New York Times* du 18 mars 1955 quelques mois avant la sortie du Recueil officiel, presque tout ce qui a été ainsi « révélé » avait été dit antérieurement, et fort honnêtement, dans les *Mémoires* cités ci-dessus.

Les « éditeurs » des *Yalta Documents* ont en outre reçu du ministère de la Défense communication des dossiers du *Joint Chiefs of Staff* et des *Combined Chiefs of Staff* (1) qui permettent de faire le point avec précision sur ce qu'étaient les vues stratégiques des états-majors occidentaux au début de 1945, notamment en ce qui concerne la nécessité d'obtenir l'intervention militaire russe contre le Japon. Enfin, ils ont eu accès aux papiers personnels du président Roosevelt conservés à la *F.D. Roosevelt Library*, à ceux de la Maison Blanche, aux archives *privées* de la plupart des délégués à la Conférence, sauf à celles de James Byrnes, de Averell Harriman, ambassadeur à Moscou, et d'Edward Stettinius, secrétaire d'État, lesquels, sauf Harriman, ont publié leurs récits de la Conférence.

On trouvera, enfin, sous une rubrique spéciale, les textes officiels dans leur forme définitive du Rapport final des accords et des protocoles bilatéraux et trilatéraux signés à la fin de la Conférence.

Il est possible, dit l'introduction anonyme du recueil, que de futures publications de documents britanniques et surtout soviétiques viennent ajouter des éclaircissements sur certains points controversés. « Mais il est douteux — ajoute-t-elle — qu'aucune de ces sources nouvelles apporte des modifications de base au tableau de la politique américaine tel qu'il est ici présenté. »

Certaines omissions ont été délibérément commises, soit par nécessité d'État *(to protect defense information)*, soit pour épargner certaines susceptibilités nationales ou individuelles à l'étranger (2).

Notons au passage que les épreuves de ce recueil ont été soumises avant publication au *Foreign Office*. Toutes les omissions ou lacunes sont signalées par des lignes de points de suspension.

Quoi qu'il en soit, et compte tenu de ces lacunes intentionnelles et avouées, l'ensemble du dossier n'a pas apporté aux détracteurs de la négociation de Crimée la pâture attendue des « révélations » sensationnelles. Il montrerait plutôt que chaque question à débattre à la Conférence avait été minutieusement étudiée par le Département et que le *Briefing Book* du Président — en admettant que celui-ci l'ait lu attentivement, ce sur quoi les avis sont le plus partagés — lui permettait d'en discuter avec Churchill et avec Staline en toute connaissance de cause. Il ne semble donc pas que les décisions prises, les « concessions fantastiques » acceptées, aient été le fait, comme beaucoup l'ont insinué, d'improvisations irréfléchies ou qu'elles aient été arrachées à la volonté affaiblie d'un malade au terme de sa vie. Les positions prises à Yalta par la délégation américaine sont certes critiquables, mais elles étaient dans la ligne de la politique du Département d'État depuis 1941. Il ne s'agit pas d'une négociation bâclée. L'enthousiasme incontestablement sincère de la délégation à la fin de la Conférence confirme cette impression ; elle croyait avoir fait d'excellent travail pour le présent et pour l'avenir.

(1) En complément de ces documents, cf. *The Entry of the Soviet Union into the war against Japan 1941-1945* publié en octobre 1954 par le Dép. de la Défense et dont nous avons donné, dans la revue *Politique étrangère* (déc. 1955) et ici même (*Revue hist. deuxième guerre mondiale*, juill. 1956, p. 53-56), une courte analyse.

(2) C'est ainsi que la plupart des documents concernant la France ne sont donnés que sous forme d'extraits ; il en est de même pour ce qui touche à Tito et à la Yougoslavie. Il va sans dire que la nécessité avouée de procéder à des « omissions » n'a pas rassuré les anti-rooseveltiens. L'un d'eux y voit « une conspiration pour empêcher le peuple américain de connaître l'imbécillité diplomatique et la trahison qui ont précipité le pays dans un gâchis sans précédent dans l'Histoire » (Bryton Baron, *ouvr. cit.*, p. 50 ; l'auteur est un ex-fonctionnaire de l'*Historical Division* du Département d'État).

Si la publication des *Yalta documents* n'a pas fait changer d'un iota les positions *a priori* prises antérieurement, elle a permis en revanche l'existence de remarquables ouvrages de critique historique, tels ceux de William McNeill, d'Herbert Feis (1) et l'excellent travail collectif intitulé *The Meaning of Yalta* (2), qui permettent, en la replaçant dans son contexte historique, d'analyser à fond la substance de cette première confrontation capitale entre l'Est et l'Ouest que les désaccords d'après-guerre, la « guerre froide » et, sur le plan national, les vicissitudes de la politique intérieure américaine ont contribué à dénaturer.

*
* *

On sait que les problèmes à résoudre étaient les suivants : 1°) Traitement à infliger à l'Allemagne vaincue (occupation et contrôle, démembrement et frontières nouvelles, réparations, criminels de guerre) ; 2°) Quelle serait la pénétration de la Russie soviétique en Europe (frontières et régime de la Pologne, de la Yougoslavie et des futurs États satellites, Bulgarie, États du Sud-Est européen) ; 3°) Intervention de l'U.R.S.S. dans la guerre contre le Japon ; 4°) Mise sur pied d'une Organisation des Nations Unies (accord sur la procédure de vote, participation de la France et de la Chine au Conseil de Sécurité en qualité de membres permanents).

Il serait présomptueux de vouloir faire ici, en quelques pages, l'analyse des débats concernant chacune de ces questions, de dire même sommairement comment et pourquoi certaines décisions furent prises et aussi pourquoi certaines décisions essentielles furent ajournées. Nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages signalés ci-dessus.

Qu'il nous soit permis, cependant, de nous livrer à quelques constatations générales.

Si la Conférence n'a pas, comme le pensaient un peu prématurément, au lendemain de sa clôture, les délégués américains et la presse des États-Unis, « jeté les fondations durables d'une paix de justice internationale » ni « balayé à jamais les doutes que l'on pouvait avoir sur les possibilités des Trois Grands de coopérer dans la paix comme dans la guerre », si elle a encore moins été « la plus grande victoire des Nations Unies », elle n'a pas été non plus, par suite d'on ne sait quel complexe d'infériorité, d'incompétence et de légèreté chez ses négociateurs (occidentaux du moins) la cause et la cause unique de la tension internationale d'après-guerre. Byrnes peut fort justement dire de Roosevelt qu'il a plus obtenu, sur le papier du moins, qu'il n'a cédé. Sur la plupart des questions litigieuses, ce dernier n'a fait qu'accepter, et en y apportant des réserves de principe et des délais, les conséquences d'une situation irréversible.

Les auteurs revisionnistes américains n'oublient que trop volontiers certains éléments déterminants d'appréciation et recourent trop souvent au fameux : « Il n'y avait qu'à. » Ils oublient que : 1°) Les États occidentaux avaient presque entièrement, et pendant des années, laissé aux seuls Russes tout le poids de la guerre, compte tenu de l'aide matérielle fournie par eux et de l'opération de diversion périphérique que constituait leur campagne

(1) McNeill (William H.), *America, Britain and Russia. Their cooperation and conflicts 1941-1946*, Oxford Univ. Press, 1953 (Royal Inst. of Intern. Affairs). Bien que cet ouvrage soit paru antérieurement au recueil officiel, l'auteur a visiblement eu connaissance des pièces du dossier. Feis (Herbert), *Churchill, Roosevelt, Stalin. The war they waged and the Peace they sought*, Princeton Univ. Press, 1957.

(2) *The Meaning of Yalta. Big Three diplomacy and the new balance of Powers*, by John L. Snell, édit., Forrest G. Pogue, Ch. F. Delzell, George A. Lensers. Louisana State Univ. Press, 1957.

d'Afrique du Nord et d'Italie. Situation de fait qui, jusqu'au débarquement de Normandie, avait créé un climat de défiance réciproque. Car si les Anglo-Américains pouvaient craindre le chantage russe d'une paix séparée avec l'Allemagne — qui, avant Stalingrad, n'eût d'ailleurs été qu'un Brest-Litovsk aggravé — les Russes, de leur côté, étaient en droit de penser que le retard apporté à l'établissement d'un deuxième front était délibéré afin d'amener l'épuisement réciproque des nazis et des communistes pour imposer finalement la victoire occidentale avec le minimum de risques et de pertes humaines ; 2°) Que la Conférence de Yalta s'est tenue à un moment où la carte des fronts était le plus défavorable aux Occidentaux, l'Armée Rouge déjà en possession de têtes de ponts sur l'Oder (à 75 km de Berlin) ayant en main les capitales des petits États de l'Europe de l'Est et à portée de la main celles de l'Europe centrale alors que les Anglo-Saxons, durement secoués par la contre-offensive des Ardennes, n'avaient pas encore franchi la ligne Siegfried ; 3°) Qu'enfin, Roosevelt venait à Yalta en solliciteur, à la fois idéaliste et intéressé. D'une part, pour obtenir l'adhésion sincère et à des conditions raisonnables de l'U.R.S.S. à l'O.N.U. en construction ; d'autre part, pour obtenir son intervention militaire contre le Japon, intervention que l'emploi de la bombe atomique devait rendre superflue, mais qui, sans elle, menaçait d'être longue et meurtrière. Là encore, on demandait à l'Armée Rouge de tirer au moins une partie des marrons du feu.

Que tout cela méritât quelques concessions (1), voire quelques atteintes aux principes de la *Charte de l'Atlantique*, seuls des défenseurs intransigeants du caractère sacré de ces principes pouvaient s'en indigner. Churchill ne leur avait-il pas déjà fait subir quelques violences dans son accord personnel avec Staline d'octobre 1944 sur le pourcentage respectif d'influence dans les États du Sud-Est, et ne disait-il pas d'elle : *The Charter is a Guide not a rule* ? Au demeurant, Staline, même aux pires moments de 1941, n'avait jamais caché ce que sa conception de la « Sécurité » recélait de visées expansionnistes dont certaines avaient été déjà tacitement admises à Téhéran (oct. 1943). Espérait-on qu'ayant conquis, et à quel prix, ces territoires, on lui contestât le droit d'y agir à sa convenance ?

En fait, Roosevelt, partisan d'un « Wilsonisme réaliste », a conclu avec Staline à Yalta un de ces traités secrets (l'accord concernant l'Extrême-Orient) que Wilson condamnait, mais il a fait revivre sa « noble candeur » en espérant qu'une coopération pacifique avec l'U.R.S.S. serait possible si celle-ci entrait dans l'Organisation internationale des Nations Unies. L'O.N.U. devant posséder, à ses yeux, la vertu magique de régler ou de prévenir pacifiquement tout conflit international, voire même permettre de revenir sur des « faits accomplis » incompatibles avec les principes de la Charte. Ne déclare-t-il pas au Congrès, à son retour de Yalta, que « dans le monde d'après-guerre il ne serait plus besoin de sphères d'influence, d'alliances, d'équilibre de forces, d'aucun de ces accords spéciaux par lesquels, dans un passé malheureux, les nations essayaient d'assurer leur sécurité ou de favoriser leurs intérêts ». En quoi il restait fidèle à la conception — théorique — américaine que la politique internationale est une question de droit et non de lutte de puissance. En quoi il s'opposait à Churchill, vieil Européen, qui n'était pas disposé, pour autant, à abandonner les traditionnelles méthodes de puissance et de sécurité britanniques, qu'il s'agisse du Royaume-Uni ou de l'Empire et que le « vide de puissance »

(1) Encore ne furent-elles faites à Yalta qu'en principe et à retardement ; certaines d'entre elles, frontières, régime intérieur de Pologne, furent ajournées jusqu'à la Conférence de la Paix ou remises à l'étude de Commissions interalliées.

que l'effondrement de l'Allemagne créera entre l'Oder et Douvres inquiète (1). D'où l'appui vigoureux et intéressé qu'il donne au redressement de la France dans le concert européen malgré les préventions très nettes du Président sinon du Département d'État (participation de la France à l'occupation de l'Allemagne, au Conseil de Contrôle, au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., aide à la reconstitution d'une armée française modernement équipée).

Que la confiance sincère de Roosevelt en Staline et son indiscutable sympathie pour lui l'aient mené, malgré les avertissements venus de gens comme l'ambassadeur Harriman et le général Deane, jusqu'à l'imprudence ; qu'il ait peut-être trop compté sur sa propre habileté manœuvrière dans les « contacts d'homme à homme » qu'il recherchait ; qu'il ait abordé avec trop d'assurance ce subtil dosage d'intransigeance foncière, parfois brutale, et de bonnes paroles qu'est la diplomatie soviétique ; qu'il ait peut-être été plus défiant de la vieille politique impérialiste britannique que des intentions soviétiques pour l'après-guerre, tout cela est incontestable (2).

Mais une autre attitude, de refus et de résistance, était-elle possible sans recourir à la menace, sinon à la force, avant l'effondrement final de l'Allemagne et la capitulation lointaine encore du Japon ? On épiloguera sans fin sur ce dilemme (3).

La Conférence de Yalta n'a été qu'un premier affrontement, cordial encore, mais déjà stérile, des énormes divergences qui séparaient les Alliés provisoires que l'agressivité des puissances fascistes avaient réunis contre elles, et dont elles avaient fait des *fellow travellers*. Ceux-ci, à la fin du voyage, ne pouvaient que constater l'opposition de leurs buts de guerre, née du caractère inconciliable de leurs concepts idéologiques, économiques et sociaux, voire tout simplement de leur situation géographique.

L'effondrement total de l'Axe Berlin-Tokio en créant de par le monde d'immenses « vides de puissance » devait fatalement aboutir — quoi qu'aient pu faire les diplomates — à donner toute leur acuité à ces divergences. Les accusations réciproques de mauvaise foi n'y changent rien (4) et apparaissent

(1) L'intention de Roosevelt souvent exprimée, et redite à Yalta, de faire rentrer les troupes américaines dans un délai maximum de deux ans est un des soucis majeurs de Churchill. A Yalta, dira Hopkins, « Churchill s'est battu comme un lion pour la France ».

(2) Deux propos du Président éclairent sa pensée. A Mikolajczyk, il déclare : « Staline est un réaliste ; nous ne devons pas oublier que le régime soviétique n'a pas plus de deux années d'expérience en matière de relations internationales. Il y a cependant une chose dont je suis certain : c'est que Staline n'est pas impérialiste. » Il le croit « accessible » et pense pouvoir régler avec lui des problèmes « d'homme à homme », à condition « d'être patient et accommodant ». Propos dont il faut rapprocher une boutade à Stettinius : « Les Anglais prendraient de la terre n'importe où, même s'il ne s'agissait que de rochers isolés ou de bancs de sable » (STETTINIUS, *Yalta*, p. 212).

(3) Les Britanniques notamment, qui restent persuadés que leur plan d'invasion par le *soft-underbelly* de l'Europe était la vraie solution (Churchill, Chester Wilmott). Opinion dont on trouve encore un écho récent dans une conférence de lord Montgomery à Oxford (15 mai 1959). « Le meilleur était de finir la guerre avec les forces occidentales plus profondément enfoncées vers l'Est... Mais Roosevelt a différé toutes les questions de frontières jusqu'à la fin des combats et la stratégie américaine a toujours dissocié les buts politiques des objectifs militaires... » « On n'ignorait cependant rien des désirs d'expansion russe en Europe... » « Ayant déclaré l'*unconditional surrender* en 1943, les Alliés occidentaux auraient dû s'assurer avant les Russes de la possession des grands centres politiques européens : Berlin, Prague et Vienne. »

(4) James Byrnes, dans son plaidoyer pour Roosevelt, dit que la diplomatie américaine à Yalta aura eu au moins ce mérite d'avoir amené les dirigeants soviétiques à faire des promesses qu'ils étaient déterminés à violer, ce qui les a discrédités aux yeux du monde. N'est-ce pas là une consolation assez mince ? Quant à Stettinius, il pense que c'est le *Politburo* qui aurait contraint Staline à revenir sur des engagements sincèrement pris (?).

un peu hypocritement naïves. Pour peu que les dirigeants soviétiques aient eu foi dans la vertu du communisme, ils ne pouvaient sincèrement admettre comme condamnable qu'après avoir libéré, au prix de quels sacrifices, les États d'Europe centrale du fascisme ils ne les délivrent aussi de l'exploitation capitaliste, non plus que les Occidentaux, dans la mesure où ils sont fidèles à leur conception de la démocratie, ne peuvent considérer la soviétisation de cette partie de l'Europe comme définitive. Les engagements diplomatiques ne pouvaient être à Yalta que des « garanties de papier ».

La Conférence de Crimée n'a été en définitive qu'une étape diplomatique d'un nouveau rapport de forces. La Russie victorieuse devait inévitablement se trouver, au lendemain des défaites allemande et japonaise, une des deux grandes puissances mondiales. Quel que fût son régime — eût-il même été tsariste — il était fatal qu'elle trouvât dans les États-Unis (et réciproquement) une puissance rivale, avec tout ce que cette situation comporte d'hostilité latente (1). L'antinomie communisme-capitalisme ne pouvant que renforcer cette opposition et que mener, sauf recours à la force, à l'impasse actuelle.

Félix DEBYSER.

(1) Il est curieux de rappeler cette prédiction — en avance d'une guerre — d'un très honorable membre du Cabinet britannique en juillet 1914, lord Mosley : « Avez-vous jamais pensé à ce qui arrivera si la Russie est victorieuse, l'Allemagne et l'Autriche écrasées ? Ce ne sont ni la France ni l'Angleterre qui sortiront de cette guerre toutes-puissantes en Europe. Ce sera la Russie. Sera-ce un bien pour la civilisation occidentale ? » Et plutôt que d'approuver l'intervention aux côtés de la Russie et « le règne du cosaque en Europe », lord Mosley démissionna (John Viscount MOSLEY, *Memorandum on resignation*).

QUELQUES LIVRES SUR LA RÉSISTANCE FRANÇAISE

Sur le général de Gaulle

Deux livres viennent de paraître sur le général de Gaulle, tous deux — c'est significatif — œuvres d'Américains. De valeur inégale, ils ont ce caractère commun de ne pas apporter au lecteur, en des sens différents, ce qu'il pourrait attendre des titres.

M. Robertson a entrepris d'analyser la *doctrine du général de Gaulle*. Il s'agit, précise l'éditeur (1), d'une thèse de doctorat passée à Strasbourg en 1954 par un professeur américain, ancien officier de liaison entre la VII[e] armée américaine et une division française — la nature du doctorat n'est pas indiquée. En fait, l'ouvrage est inspiré du plus pur esprit « gaulliste », au sens donné à ce mot pendant la guerre. De toute évidence, l'auteur s'est adressé à ses compatriotes pour réfuter un certain nombre d'opinions erronées, trop communément acceptées par eux.

Il est ainsi amené à insérer dans l'analyse de la pensée du général quelques développements qui relatent succinctement des événements bien connus ; il réfute quelques jugements défavorables de M. Galimand ou de l'amiral Muselier. Son exposé a tantôt le ton d'un plaidoyer, tantôt celui d'une biographie, avec des *impédimenta* comme une analyse des idées de Pucheu et de Darlan au début de 1942 !

Deux thèmes sont abondamment soutenus : le général de Gaulle n'est pas un dictateur — le chef dont il exalte la grandeur ne doit rien au surhomme nietzscheen, mais s'inspire entièrement de la « mesure classique » — et, s'il s'est allié aux communistes, ce fut non pour les porter au pouvoir, mais pour les utiliser et les contenir.

Malheureusement, les chapitres consacrés aux discours du général de Gaulle pendant la guerre sont très sommaires. Par contre, il est rendu compte consciencieusement de tous les écrits du général avant la guerre, et la bibliographie en fin d'ouvrage est, à cet égard, précieuse. L'ordre suivi est parfois déconcertant, et si le lecteur découvre au passage quelques idées maîtresses de la philosophie politique du général, l'auteur ne l'aide guère à les dégager. Trop de formules sont, par ailleurs, hâtivement rédigées (2) et les aperçus originaux rares (3). Le sujet est loin d'être épuisé.

(1) Arthème Fayard, *Les idées et la vie*, 1959, 319 p.

(2) Celle-ci, par exemple, à propos du fonctionnement de l'Assemblée consultative en 1946 : « C'était le retour à la III[e] République, à Sedan, à Vichy. »

(3) Pour expliquer l'appel du 18 juin, l'auteur rappelle opportunément que le général de Gaulle était à ce moment officier de liaison auprès du gouvernement britannique. Il souligne avec raison que le général ne s'attribue aucun pouvoir ; « il invite les Français à se mettre en relations avec lui » ; les événements ont fait de lui un centre de ralliement.

***

Il n'en est pas de même pour l'excellente étude que M. Funk, bien connu des lecteurs de cette revue (1), vient de publier sous le titre : *Charles de Gaulle. Les années cruciales* (2), et qui constitue un ensemble lucide et très complet.

L'intérêt premier de l'ouvrage de M. Funk tient d'abord à la méthode qu'il a suivie. S'il a consciencieusement dépouillé études et mémoires (3), et si le *State Department* lui a permis l'accès à quelques archives encore inédites, c'est toutefois essentiellement de ses conversations avec les principaux acteurs qu'il a tiré le principal de sa documentation, et surtout une lumière que les seuls textes écrits n'auraient pas toujours laissé percer. Au nombre de ses interlocuteurs figurent des personnages de grand poids et dont le rôle fut considérable, comme MacMillan, Murphy, Massigli, Couve de Murville, A. Léger, et de Gaulle lui-même (4).

Le résultat est digne d'éloges. Non seulement l'évolution est très complètement reconstituée, qui conduisit le général de Gaulle, pendant les « années cruciales » que furent pour lui 1943 et 1944, des rivages algériens d'où il avait été tenu écarté en novembre 1942, à la descente triomphale des Champs-Élysées guère plus de 18 mois plus tard, mais le livre, qui apporte plus que les promesses de son titre, contient en outre une analyse serrée de la politique de Roosevelt envers la France, avec des aperçus éclairants sur sa conception de la guerre et du monde de l'après-guerre.

Avant d'aborder les principaux thèmes de l'auteur, relevons quelques menues erreurs ou quelques affirmations contestables : sur le « non-gaullisme » de Mendès-France avant 1942, ou sur la « division blindée » de Leclerc au temps où, démunie de tout, elle opérait dans le Sahara ; il est inexact d'écrire que A. Philip ne fut pas un « gaulliste de la première heure », si c'est vrai pour Massigli ; exagéré d'affirmer que « le 2e bureau giraudiste contrôlait — au début de 1943 — plusieurs centaines d'agents en France ». Peut-on d'autre part, reprocher aux troupes françaises en Tunisie, sans quelque injustice, leur manque, gênant pour les Alliés, d'équipement et de matériel, alors qu'elles furent, un temps, seules en ligne ? De façon générale, c'est la Résistance intérieure qui est le moins bien connue — ainsi Giaccobi est mis sur le même plan que Frenay ou d'Astier — et le rôle capital, qui fut le sien, par le soutien qu'elle apporte à de Gaulle, n'est pas suffisamment mis en valeur. Mais ce sont là broutilles (5). La seule affirmation véritablement surprenante concerne Darlan et la condamnation de son exécution, « dont le seul résultat, écrit M. Funk, fut de retarder le rapprochement entre Roosevelt et de Gaulle ». Tout le long de son livre, M. Funk démontre que l'hostilité pérenne de Roosevelt ne tenait certes pas à ce seul incident et n'aurait guère été modifiée par un autre cours des choses ; quant à Darlan, il était, pour les Alliés, un partenaire dont le maintien au pouvoir les aurait fâchés avec tous leurs amis en France et qui, ayant donné tout ce qu'on pouvait attendre de lui, avait fait son temps.

(1) Cf. notamment le n° 13, janvier 1954 (A. Funk, *L'historien et les archives du gouvernement aux U.S.A.*), et le n° 33, janvier 1959 (A. Funk, *La « reconnaissance du C.F.L.N. à Québec en août 1943 »*).

(2) *Charles de Gaulle. The Crucial Years*, Oklahoma Press, 1959, 336 p.

(3) Regrettons dans la bibliographie l'absence du n° 2 des *Cahiers d'histoire de la guerre*, qui contient les textes des accords interalliés sur l'Afrique du Nord.

(4) On peut s'étonner que n'aient pas été interrogés des Résistants intérieurs et des Français Libres, comme Kœnig, Coulet, Chevigné, Le Trocquer, Cochet, etc., qui eurent à mettre en application les accords de principe conclus pour la Libération.

(5) Comme le lapsus : « Cinq étoiles pour Giraud, *une* pour de Gaulle. »

L'essentiel de l'étude est un récit minutieux de faits, certes connus pour la plupart, mais qu'on est heureusement surpris de voir un étranger si bien analyser, lorsqu'il s'agit d'un conflit aussi typiquement français, dans l'optique du moment, que celui qui opposa de Gaulle à Giraud. M. Funk ne cèle pas les aspects sordides que revêtit parfois la querelle, mais il en mesure exactement l'importance et les conséquences qu'elle pouvait avoir pour la France. Dans l'ensemble, s'il est assez favorable aux hommes qui commandaient les services spéciaux de Giraud — tout en constatant que le B.C.R.A. était mieux préparé, malgré son « amateurisme », à la guerre révolutionnaire — il est sévère pour le commandant en chef, « dont le choix ne fut heureux ni le 8 novembre, ni le 26 décembre », et qui « manquait complètement de connaissance des conceptions, théories et méthodes sur lesquelles les hommes bâtissent leurs structures sociales ».

Si Churchill, malgré son irritation quasi chronique, et souvent explosive, n'abandonne pas de Gaulle, c'est qu'il voit en lui un allié possible, dans l'après-guerre, pour la préservation des Empires que menace la théorie américaine des *trusteeships*. Quant à Giraud, c'est au moment de son plus gros succès — la libération de la Corse — qu'il commence à perdre l'appui inconditionné des Américains parce qu'il a agi à l'encontre de la stratégie générale alliée, alors qu'on le soutenait dans l'espoir qu'il se montrerait à son égard plus docile que de Gaulle. Par la suite — M. Funk confirme ici les conclusions de M. Vigneras (1) — c'est pour des raisons militaires, en raison de l'incompréhension constante manifestée par le commandement en chef français des exigences de la guerre moderne, que Eisenhower commença à se séparer de lui. Au passage, M. Funk insiste sur le rôle joué par Wilson, délégué américain auprès du Comité national français, un peu éclipsé d'habitude par la carrure de ses homologues MacMillan et Murphy. N'est-ce pas lui qui convainquit de reconnaître *de facto* le C.F.L.N. Cordell Hull, « qui n'avait pourtant pas de rival dans son antipathie pour le gaullisme » ?

Au terme de sa relation des discussions passionnées qui, jusqu'à la veille du débarquement, n'avaient pas encore trouvé de solution quant à la reconnaissance du gouvernement provisoire et de ses pouvoirs pour administrer la France. M. Funk constate, justement, que la rapidité de la Libération, et l'existence d'une résistance organisée, rendirent toutes ces discussions inutiles, ainsi d'ailleurs que les accords qui y avaient mis fin, des solutions empiriques ayant dû être improvisées dans la plupart des cas. Cette constatation piquante aurait pu donner lieu à des moqueries ou à une ironie dont se garde bien notre auteur.

Il ne cèle pas pour autant la sévérité de son jugement sur Roosevelt, le grand coupable, par son obstination, des malentendus, crises et conflits qui s'étalèrent sur deux ans. Que Roosevelt ait pu voir en de Gaulle à la fois un fasciste, apprenti dictateur, et un homme d'extrême gauche favorable au communisme international, est absolument aberrant. Qu'il ait persisté dans son hostilité à de Gaulle contre l'avis du S.H.A.E.F., de l'O.S.S., du *War Department* et du *State Department* lui-même — y compris Murphy — relève d'un entêtement maladif. Certes, il fut longtemps mal conseillé et Leahy, sur ce point, porte une grande responsabilité (2). M. Funk souligne

(1) *Rearming the French*, cf. notre compte rendu, in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 35, juillet 1959.

(2) Le général de Gaulle aurait esquissé, pour l'auteur, une explication psychologique : « grande coquette » de la politique, Roosevelt aurait manifesté le caprice d'une « vedette » d'autant moins désireuse de reconnaître son erreur que celle-ci se prolonge et s'accentue. M. Funk ajoute qu'au moment le plus critique, Roosevelt était devenu un grand malade.

fort justement que d'autres raisons, d'un caractère plus élevé, peuvent expliquer le comportement du président des U.S.A. Les expériences de Yougoslavie et de Grèce lui ayant montré les risques d'une guerre civile faisant suite à la guerre étrangère, et ne pouvant imaginer la rapidité avec laquelle le *pétinisme* perdait ses adhérents, il avait surtout à cœur de préserver, contre des troubles éventuels, les lignes de communication des armées américaines ; pour cela, la meilleure méthode lui paraissait devoir être une occupation et une administration militaires de la France, du type de celles qui n'avaient pas donné tellement de mauvais résultats en Italie. D'autre part, Roosevelt n'imaginait pas un après-guerre fondé sur une politique partageant le monde en deux blocs hostiles ; il espérait que la paix serait préservée par le maintien de l'alliance des Trois Grandes Puissances, et surtout grâce à son entente personnelle avec Staline ; de Gaulle avait beau toujours parler de la grandeur française ; la France n'avait plus, n'aurait jamais plus, sa place dans le *Club des Grands*.

Toutes ces vues se sont révélées fausses, constate M. Funk ; et l'attitude de Roosevelt fut « purement négative et indéfendable ». Mais, ajoute notre auteur, il aurait suffi de peu de chose pour qu'il en fût autrement. De toutes façons, toutes ces querelles politiques, si déplaisantes et si gênantes qu'elles aient été, n'ont pas empêché que, matériellement, les choses se soient arrangées à la satisfaction de tous : les accords nécessaires, financiers, économiques et militaires, ont été conclus en temps voulu, et la France a été convenablement ravitaillée en armes, comme en produits alimentaires et en fournitures de toutes sortes. Sur cette nouvelle constatation de la vanité des jeux politiques, M. Funk n'ironise pas non plus. Il apporte toutefois cette vue neuve, apparemment paradoxale, sur les « accords d'Anfa » : sans le désir de Roosevelt d'écarter de Gaulle et d'imposer Giraud, l'armée française n'aurait probablement pas reçu autant d'équipement, car les plans des militaires ne le prévoyaient pas ; c'est donc une décision politique de Roosevelt qui, en définitive, et contrairement à l'intention de son auteur, aurait fait le jeu du général de Gaulle.

C'est naturellement au côté américain des événements qu'il raconte que M. Funk accorde le plus d'attention et c'est tant mieux pour le lecteur français, car son livre complète ainsi utilement ceux de Soustelle, de Lemaigre-Dubreuil, ou du général Catroux. Il n'a pas omis cependant d'étudier la *France Libre*, sinon le *Gaullisme*, et son étude ne manque pas d'aperçus justes, parfois même originaux. Il a bien vu, par exemple, que, parmi les gouvernements émigrés à Londres, de Gaulle constituait un cas unique, faute de pouvoir s'appuyer sur un mandat du peuple ou sur une autorité reconnue en droit international. Le paradoxe était que cette faiblesse congénitale de caractère juridique ne l'empêchait pas d'administrer plus de territoires qu'aucun autre des gouvernements émigrés.

Sur de Gaulle lui-même, il faut regretter quelques formules mesquines sur « son ambition personnelle », la prétendue préoccupation que lui causait la popularité de De Lattre, etc. (1). Mais, s'il déplore une tendance fâcheuse du général à se fâcher avec des personnes dont il a absolument besoin, et s'il regrette que trop souvent il ait manqué de souplesse, M. Funk n'en rend pas moins un grand hommage à la hauteur des vues du chef de la *France Libre*, comme à son indomptable ténacité. Il rappelle qu'il fit la conquête, au cours d'entretiens en tête-à-tête, du général Eisenhower, et même de l'amiral Leahy, qui, à son sujet, revenait de loin. Il conclut, justement,

(1) Il est de même fait état, un peu longuement, du fameux serment prêté par les Français Libres à la personne du général, et il est regrettable de lire que « les services de Passy utilisaient les procédés de la Gestapo ».

que « la perte de Charles de Gaulle aurait été inestimable pour la France ». On est alors un peu surpris de lire quelques lignes plus haut que, en dépit de sa formation progressive d'homme d'État compétent et de diplomate habile, « De Gaulle n'avait pas acquis cette grandeur, cette largeur d'idées, et ce sens de l'humour, qui auraient pu changer le cours de sa carrière et rendre son déroulement encore plus grand qu'il n'a été ». Il est vrai que le livre a été écrit bien avant le printemps de 1958...

Le Cinquième Bureau de l'Armée

Sous le titre, un peu tapageur et commercial, de *Deuxième Bureau* — que dément le ton objectif de son livre (1) — un Anglais a écrit, pour des lecteurs anglais, un récit de l'activité du 5e bureau de l'armée, à Vichy d'abord, en France occupée et à Alger ensuite. Un pareil sujet soulève d'abord la question des sources utilisées par l'auteur. Celui-ci explique, au cours de son récit, que 40 tonnes de documents ont été soit détruites, soit prises par l'ennemi, lors de l'entrée des Allemands en zone sud, en novembre 1942 ; seule la partie « la plus secrète » a été sauvée ; on ne voit pas clairement si elle a été mise intégralement à sa disposition et on ne sait pas non plus s'il a pu compulser toute la documentation des services en A.F.N., qui n'avaient pas eu à subir les mêmes dommages de guerre. Par contre, M. Stead a pu longuement interroger les acteurs encore vivants et c'est de leurs souvenirs, déjà rédigés ou non, qu'il s'est le plus servi.

Ainsi, à bien des égards, son livre prend-il les aspects d'un plaidoyer. Traitant des événements d'Alger, il est une réponse aux chapitres des ouvrages de M. Soustelle (2), qui exaltent l'action du B.C.R.A., dont M. Stead, par contre, critique l'expérience un peu « jeune ». Les rapports des agents envoyés en France occupée sont publiés tels quels, ou seulement résumés et le récit de la mission du colonel Groussard à Londres est tiré tout simplement des *Mémoires* du témoin.

Le livre est donc visiblement « inspiré » et il donne souvent l'impression « d'une défense et illustration » des services secrets de l'armée. Entre les deux guerres, peut-on lire, les gouvernements français ont toujours été bien renseignés sur le réarmement allemand, mais ils n'ont pas su tirer le meilleur parti de ces renseignements. Le contre-espionnage français rencontrait d'ailleurs, en France, des difficultés qu'ignorait son heureux rival allemand : grand nombre d'étrangers attirés par notre pays (en 1937, 16 987 Allemands résidaient à Paris contre 500 Français à Berlin), insouciance de l'opinion et de la presse qui divulguait trop souvent des nouvelles confidentielles, indulgence de la Justice militaire. Si on ajoute que 45 % de la main-d'œuvre employée aux fortifications françaises était étrangère (tandis qu'elle était exclusivement allemande outre-Rhin) et que les consulats italiens, entre autres, demeurèrent ouverts dans la zone des armées pendant la « drôle de guerre », on comprend mieux que les codes français les plus secrets aient été en la possession de l'ennemi en 1940.

Cependant, le contre-espionnage avait réagi de son mieux. Le capitaine Paillole — qui est, à juste titre, la figure marquante de l'ouvrage — avait dressé en 1936-1937, la première liste de suspects et le premier ordre de bataille de l'espionnage allemand en France ; il avait demandé, en 1938, l'arrestation de Déat et de Brinon, qui lui fut refusée. Cependant, la création de la *Surveillance du territoire*, en 1936, mi-civile et mi-militaire, indé-

(1) P. J. Stead, *Second Bureau*, Evans Brothers Ltd, London, 212 p., 1959.
(2) *Envers et contre tout*, t. II.

pendante des préfets, avait permis que le nombre de suspects arrêtés, passât, de 20 en 1935, à 150 en 1937, 400 en 1939, et 1 000 en 1940. De son côté, si le « Service de Renseignements » n'avait pas pu déceler les dates d'invasion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, en raison du secret rigoureux gardé par Hitler, du moins avait-il correctement tiré les leçons de la campagne de Pologne.

La défaite venue, les membres des Services secrets ne succombent pas aux tentations de la collaboration et demeurent vivement anti-allemands. Tandis que le *Deuxième Bureau* subsiste officiellement dans le cadre de l'*Armée de l'Armistice*, le *Cinquième Bureau* va vivre d'une existence semi-clandestine, camouflé en partie sous le vocable des *Menées anti-nationales*, partie dans un organisme innocemment appelé *Travaux ruraux*. Ce chapitre du livre est évidemment, celui qui prête le plus à controverse.

L'auteur a, certes, bien raison de souligner, après le colonel Brouillard que, la collaboration officielle allant croissant, les Services secrets de l'Armée ont maintenu la notion de trahison. Il rappelle que, en zone dite libre, 800 arrestations d'agents allemands furent opérées, 400 d'entre eux étant poursuivis devant les tribunaux, et 50 condamnés à mort. Il a raison de montrer que les antennes du *Cinquième Bureau*, maintenues en zone occupée, furent à l'origine des premiers groupes de résistance, comme celui de Heurteaux (1). Mais s'il est vrai aussi que certains agents gaullistes, comme Saint-Jacques (2), ont été tirés de situations fâcheuses, c'est sur l'attitude des Services secrets de l'*Armée de l'Armistice* à l'égard des Anglais, des Gaullistes et des Communistes, que les affirmations de l'auteur sont le plus contestables. Une vague d'anglophobie, englobant la *France Libre* jugée à « la solde des Anglais », et de réaction politique taxant d'incompétence les « Républicains » et les communistes de trahison (en raison du pacte germano-russe), submergea les milieux dirigeants de l'*État français*, au moins jusqu'à l'automne de 1941. Si on en croit beaucoup de résistants arrêtés par eux, les membres des *Bureaux des Menées anti-nationales* ne s'étaient pas toujours dégagés de ce courant général (3).

Mais, de toutes façons, l'occupant était demeuré pour eux l'ennemi à combattre. Le grand mérite de M. Stead est de s'être habilement dirigé dans les eaux troubles et sinueuses de la politique intérieure vichyste. Ainsi apparaissent bien l'hostilité foncière de Laval à toute velléité d'opposition aux Allemands et l'indifférence croissante de Pétain à l'égard de ce genre de combat ; quant à Darlan, il passait de la réprobation à l'aide plus ou moins tacite, selon les fluctuations du conflit et l'évolution de ses relations avec Laval ; d'autres, comme Huntziger, manifestaient des hésitations contradictoires. De façon générale, l'activité des Services secrets de *l'Armée de l'Armistice*, d'abord tolérée par les maîtres de Vichy, ne put survivre qu'en opposition avec eux et, en violation, souvent, de leurs consignes. C'est là que se situe la véritable Résistance à l'occupant, dans le bloc hétérogène des éléments qu'agrégeait l'*État français*, et non dans de mythiques accords diplomatiques avec les Alliés. Aussi bien, les jeux étant faits, en novembre 1942, malgré l'ordre de leurs ministres vichystes, les services secrets de l'*Armée de l'Armistice* passèrent en Afrique du Nord.

Là commence la troisième partie du livre de M. Stead. Aux ordres du

(1) Son exposé est même curieusement incomplet sur ce point : il ne parle ni de Guedon, ni du groupe Keller, ni de l'aide apportée à Ripoche pour la fondation de C.D.L.L., etc.

(2) Le fait est confirmé par Rémy, d'après Saint-Jacques lui-même.

(3) L'organisme avait été créé, tout à fait ouvertement, par une décision du gouvernement de Vichy, à l'automne 1941.

général Giraud, les Services secrets de l'Armée n'ont pas pour autant, en apparence, rompu totalement avec la politique vichyste, puisque celle-ci continue un temps à Alger, avec Darlan d'abord, avec Giraud ensuite. Ainsi demeure l'ambiguïté de leur situation, génératrice de leurs difficultés. Contre l'ennemi, leur position est nette et, sans bavure leur action ; tout en assurant la sécurité de l'armée française qui se reconstitue et reprend la lutte en Tunisie, les Services secrets font la chasse aux espions italo-allemands et à leurs complices indigènes, recrutés parmi les nationalistes. Entre décembre 1942 et février 1943, 143 agents ennemis sont capturés et 21 missions de sabotage neutralisées ; le nombre d'arrestations passe à 268 de février à mai 1943, pour atteindre le millier en 1944. En même temps, par air d'abord, par sous-marin ensuite, des liaisons étaient rétablies avec les postes de *Travaux ruraux* demeurés en France, et un nouveau S.R. reprenait de l'activité en France occupée *(S.R. Kléber)*, au milieu des réseaux du B.C.R.A. ou du S.O.E. déjà existants.

Mais, d'un autre côté, les Services secrets de l'Armée se trouvaient engagés dans la lutte qui opposait, pour le pouvoir, le général Giraud et le général de Gaulle. Ils l'étaient, assure M. Stead, contre le gré de leurs chefs, désireux d'établir un accord de coopération technique avec le B.C.R.A. Mais M. Stead voit aussi très bien que, en fait, les buts poursuivis par les deux organismes n'étaient pas les mêmes et que leur fusion supposait qu'un choix fût fait entre deux conceptions de leur rôle : une, traditionnelle, réservant l'action à des acteurs expérimentés, au rôle exclusivement militaire ; l'autre, révolutionnaire, préparant le passage de toute une population à l'insurrection contre l'occupant.

Le choix s'est fait contre les Services secrets traditionnels et on peut penser que le poids de l'histoire, en la circonstance, ne jouait pas en leur faveur. Dans la période exceptionnelle alors vécue, il était illusoire de prétendre à une séparation totale du militaire et du politique. En fait, l'option devait être d'abord politique et la rupture avec Vichy, l'Empire entré en dissidence et la flotte sabordée, ne pouvait être que totale. Mais on comprend que de valeureux et indiscutables patriotes aient été ulcérés des soupçons que leur valurent une époque et une atmosphère viciées par des passions exacerbées, et le grand mérite de M. Stead est d'avoir réparti plus équitablement les mérites et mieux pesé les chances de vérité.

Peut-être regrettera-t-on qu'il n'ait traité qu'un aspect d'un sujet à triple façade ; la « résistance vichyste » s'est manifestée aussi par le camouflage du matériel de guerre après l'armistice et par le passage de l'*Armée de l'Armistice* à l'*Organisation de Résistance de l'Armée* après novembre 1942 ; ces deux autres volets de triptyque, M. Stead nous les laisse seulement entrevoir. Il ne traite guère non plus du *2e Bureau* de la marine dont il écrit, fort justement, « qu'elle conduisait sa propre guerre à la fois contre l'Axe et contre les Anglais ».

Malgré ses imperfections, son caractère un peu unilatéral et quelques erreurs de détail ou de forme (1), l'ouvrage de M. Stead mérite que son audience ne soit pas limitée au public anglais. Il constitue un apport méritoire à la connaissance de la guerre du renseignement, si importante pendant le 2e conflit mondial. Il permet aux Français de voir plus clair dans le comportement d'organismes jusque-là protégés par un secret imperméable ou déformés par une littérature fantaisiste. Et puis, fort modestement, l'auteur nous dit qu'il a voulu seulement « frayer la voie à d'autres études ». Puisse son invitation être suivie.

(1) L'anachronisme « Bénélux » par exemple, en 1942, ou encore un départ de Paillole à Londres, fixé le 24 janvier, et le retour le 3 janvier.

Histoire d'un Groupe Franc

Ancien membre des *Groupes Francs* des *Mouvements Unis de Résistance*, Madeleine Baudoin a entrepris d'écrire l'histoire de leur activité dans les Bouches-du-Rhône : activité singulièrement dangereuse si on considère, avec l'auteur, que « un G.F. sur quatre devait être torturé à mort, un G.F. sur deux devait être tué, huit G.F. sur dix devaient être blessés ou arrêtés ». En face de ces pertes, quel est le bilan de l'action ? Une courbe des opérations le montre avec éloquence ; leur nombre et leur ampleur n'ont cessé de croître en dépit des coups reçus de l'ennemi, et on peut en compter, en tout, 19 de novembre 1943 à août 1944 (1).

Le livre de Madeleine Baudoin est essentiellement composé des récits de ces opérations, très minutieusement reconstituées. On voit ainsi le *Groupe Franc* naître, s'étoffer, se désagréger après les arrestations, se reconstituer péniblement, perfectionner ses méthodes, faire face aux multiples difficultés renaissantes aussitôt surmontées, se heurter à l'incompréhension des uns et à la jalousie des autres, et enfin, le grand jour venu, se battre ouvertement contre l'occupant dans les rues de Marseille. Toutes ces aventures, toutes ces histoires, d'où les passions humaines ne sont pas absentes, confèrent à la lecture un intérêt passionné. Mais le lecteur y trouve bien autre chose.

D'abord un tableau, tenu à jour au cours du temps, de l'organisation des M.U.R. dans la région provençale ; avec tous leurs services (2) et leurs titulaires successifs, les éclaircissements nécessaires étant fournis sur les pseudonymes ; avec aussi des explications sur les tâtonnements de tous, les mérites des uns et les faiblesses des autres. Replacé dans cet ensemble, le combat mené par les *Groupes Francs* se détache de tout son relief.

Il se situe à la pointe de la résistance. L'attentat et le sabotage sont, par nature, la raison d'être des G.F. Or, au départ, ils ne possèdent rien : ni expérience, ni armes, ni même un appui total de leurs camarades résistants ; ils sont livrés à eux-mêmes, en face du redoutable appareil répressif de la police, de la Milice et de la Gestapo. Ils doivent tout attendre d'eux-mêmes et faire, à quel prix, leur apprentissage en tirant la leçon de leurs échecs. Leur passé les préparait-il à cette dangereuse tâche ? Quelques-uns venaient du parti communiste, par les brigades internationales d'Espagne, mais il y avait parmi eux des professeurs, un chirurgien dentiste, des étudiants, des femmes. Pourquoi, comment, étaient-ils devenus des « durs » de la Résistance ?

Madeleine Baudoin, en narrant l'aventure de quelques dizaines d'hommes, pose ainsi le problème premier d'une histoire de la Résistance : pourquoi naît la vocation résistante, comment s'explique la génération spontanée du groupe de résistants ? A vrai dire, Madeleine Baudoin est plus préoccupée de décrire l'action et d'en suivre le déroulement, que d'en expliquer la genèse et de démonter les ressorts psychologiques des acteurs. Elle donne, certes, parfois un court *curriculum vitae* de quelques-uns de ses héros ; pas toujours, et on se prend à regretter que, à l'excellente description des armes utilisées, au rapport qui jette quelque lumière sur le financement de la Résistance, ne s'ajoute pas, à défaut de portraits et d'analyses de caractères, un tableau récapitulatif des âges, professions et antécédents de tous les membres du *Groupe Franc*. Peut-être aurait-il éclairé davantage les motifs idéologiques de l'action — en principe a-

(1) Baudoin (Madeleine), *Histoire des Groupes Francs des Bouches-du-Rhône, de septembre 1943 à la Libération*, Thèse de doctorat d'Université, Faculté des Lettres de Caen, février 1959, 240 p.

(2) Sauf, on ne voit pas pourquoi, le service « maquis ».

politique pour tous — et fait la part de l'appel de l'aventure, de la révélation, fixée par les événements, d'une personnalité seconde ou de sa mutation brusque, suscitée par une sorte de grâce.

A cette question sur la causalité de la Résistance, s'en ajoute inévitablement une autre sur les moyens qu'elle emploie pour atteindre ses buts. Venus de tous les horizons, et pour des raisons très diverses, cohabiter dans la clandestinité et coopérer contre l'ennemi, les résistants étaient loin d'être d'accord sur le rôle qu'ils devaient jouer. Ils ont passionnément discuté ce point capital. Madeleine Baudoin ne cèle rien des différends qu'ont ainsi provoqués l' « activisme » des uns et l' « attentisme » des autres. Peut-être, trop proche encore d'un passé qu'elle a vécu comme acteur, a-t-elle toutefois tendance à affirmer, de façon un peu tranchante, le problème résolu ? « Évidemment, écrit-elle, l'attentisme ne mène à rien. » Où mène alors l'activisme ? Elle ne cache pas que bien des opérations des *Groupes Francs* furent montées un peu à l'aveuglette, sans prendre place dans une tactique d'ensemble, et même que quelques-unes — l'exécution du président Verdun par exemple — se révélèrent de tragiques erreurs. Ne fallait-il pas tenir compte davantage des risques de désordre et d'indiscipline, redouter de graves représailles, regretter parfois une dilapidation des forces ? Si on met en balance les bénéfices de l'action et les pertes qu'elle occasionne, l'actif de la première n'est pas certain, et les deuxièmes sont toujours lourdes. A vrai dire, il n'est pas sûr que la réponse à la question puisse être la même dans tous les cas, de façon aussi simple que la formule Madeleine Baudouin. Une généralisation hâtive de l'action immédiate n'était, de toutes façons, ni possible, ni même concevable.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que l'action des *Groupes Francs*, si minime qu'elle puisse paraître après coup, prenait à l'époque des proportions de légende ; son importance, plus que dans une comptabilité d'opérations, s'inscrivait dans le découragement lentement distillé au cœur de l'ennemi et dans l'exaltation que l'audace des uns entretenait dans la mollesse du grand nombre.

D'autre part, en adoptant un comportement activiste aussi affirmé, les *Groupes Francs* des M.U.R. montraient que l'activisme n'était pas la propriété exclusive des communistes ; à moins que, progressivement, ils n'aient subi l'influence de ceux-ci. De cette influence croissante, la thèse de Madeleine Baudoin fournit maints exemples ; à la Libération de Marseille, les *Mouvements Unis de Résistance* sont nettement en perte de vitesse devant leurs partenaires du *Parti Communiste* et du *Front National* ; n'abandonnent-ils pas, jusqu'à les laisser moisir en prison, d'irréprochables membres des *Groupes Francs* accusés de trotzkysme par les communistes ? A Marseille, comme dans la majeure partie de la France, il fallut le grand poids du général de Gaulle pour rétablir l'équilibre de la balance.

On le voit, l'étude de Mlle Baudoin va bien au delà de son titre et de son sujet, en apparence très limités. En fait, l'historiographe des *Groupes Francs* est amenée à relater souvent l'ensemble de la lutte menée par la Résistance dans la région R 2, ainsi qu'à décrire l'armature de la Gestapo — rejetée sans qu'on voit bien pourquoi, dans une annexe de l'ouvrage. Allant plus loin encore, elle permet de saisir combien le cloisonnement, si souhaitable, de la Résistance, était en fait difficile à conserver : les *Groupes Francs*, par le jeu de leur fonctionnement ne sont-ils pas conduits à créer leur service de faux papiers et leur réseau de renseignements, le deuxième coopérant avec celui des M.U.R., le premier finissant par étendre son champ d'action à toute la région ?

Au regard du sérieux du travail et de sa précision, bien légères sont les critiques, les réflexions plutôt, que fait lever la lecture. Peut-être aurait-il

été souhaitable d'ajouter, à la liste des agents cités, avec leurs titres et charges, les dates de leur entrée en fonction ? De même, quelques compléments pourraient être ajoutés à une bibliographie un peu disparate et qui ne comporte pas toujours les indications du nombre de pages et du nom de l'éditeur. Enfin, une critique plus poussée du rapport de Kaltenbrunner aurait mieux dégagé les erreurs dont il est truffé, et incité à plus de prudence dans son utilisation.

Ce sont là des broutilles, comme, au passage, l'indication un peu rapide de la présence du *Front National* dès mai 1941 (partout ? et sous quelle forme ? pour un mouvement de Résistance, la naissance n'est pas l'existence ; l'est moins encore la conception, dont le calendrier est toujours sujet à caution) ou l'affirmation, à nuancer, « que Delestraint a été imposé par Londres » (1).

Il reste que, outre un récit bien conduit, et qui comporte des éléments débordant le cadre de l'étude — dont d'autres auteurs pourront faire leur profit — même à propos d'un groupe de résistants de nature relativement fruste, la complexité et la fragilité de l'action résistante sont particulièrement mises en lumière. Le résultat en fut fâcheux pour la région de Marseille : une série d'arrestations, et de quiproquos qui auraient pu être tragiques, ne l'amenaient-ils pas à être dotée, en juillet 1944, de trois chefs régionaux et de deux chefs locaux F.F.I., s'ignorant mutuellement... et disposant de 16 mitraillettes pour 800 hommes, pour lesquels il est vrai, on avait préparé 20 000 brassards ? C'est ainsi une histoire de la Libération de Marseille qu'esquisse, en conclusion, Madeleine Baudoin.

Étant donné que cette thèse repose essentiellement sur une enquête orale et un rassemblement de témoignages, on ne peut que féliciter la Faculté des Lettres de Caen d'avoir rompu délibérément avec une tradition, en la matière périmée, et souhaiter que d'autres doyens suivent l'exemple donné par M. de Bouard.

Un agent de C.N.D. parle

S. et *G.* sont les initiales des bateaux allemands *Scharnhorst* et *Gneisenau*, dont un des chapitres de l'ouvrage de *Hilarion* (2) relate le franchissement du Pas-de-Calais, avec le *Prinz Eugen*, au grand dam de la marine britannique, en février 1942. Le lieutenant de vaisseau Philippon, responsable des « jardins de la marine » à Brest, devint un agent du réseau C.N.D. de Rémy. L'intérêt premier du livre est de relater, avec beaucoup de franchise, l'apprentissage du métier par un homme que rien ne préparait à l'exercer et qui accomplit toujours son travail avec autant de conscience de bon ouvrier que de réticence morale ; sur ce point, le livre complète utilement les souvenirs de Rémy.

Il apporte aussi des précisions sur la vie de Brest pendant la guerre, notamment sur l'état d'esprit de la majorité des habitants qui sont d'autant plus germanophobes qu'ils souffrent davantage de bombardements britanniques répétés. Quelques officiers de marine ne se mettent malheureusement pas à l'unisson ; aussi bien, les ouvriers de l'arsenal chantent-ils, par défi, *La Marseillaise*, tandis qu'un officier français — dont l'auteur tait le

(1) Entre Bertin-Chevance et Juvenal, Saric « Berger » ne s'est-il pas intercalé un temps comme chef M.U.R. et, de même Cisson avant Renard « Thibaut » comme régional de Libération ? Quelques lacunes sont constatées dans l'énumération des témoignaaes recueillis : Fortoul, Widmer, par exemple. Les M.U.R. n'ont pas installé le « réseau Gilbert » à Genève, mais une « délégation » avec le général Davet, Ph. Monod, etc. Quelques annexes (un chapitre du *Sacrifice du Matin*, de Bénouville) surprennent un peu, etc.

(2) Hilarion (capitaine de vaisseau Philippon), *S. et G.* France-Empire, Paris, 1957, 269 p.

nom, ce dont on ne peut que l'approuver — pilote un sous-marin allemand entrant dans le port.

De son expérience, qui lui valut de vives félicitations des Anglais, le commandant Philippon tire un certain nombre d'enseignements techniques valables pour d'autres occasions. Il médite certes sur son propre sort, d'exécutant froidement sacrifié à l'accomplissement d'une tâche obscure, et qui est peu encouragé à persévérer par son ignorance de la valeur des renseignements qu'il a transmis ; mais il constate aussi qu'une des règles du métier qui, par précaution, exige que l'agent ne soit pas au courant de l'ensemble de la tâche qui lui est demandée, nuit au bon accomplissement de sa mission ; s'il avait connu quelques-uns des renseignements parvenus à Londres, Philippon aurait, corollairement, modifié les siens ; *S.* et *G.* n'auraient pas survécu à leur périlleuse odyssée.

Mais l'intérêt des souvenirs du commandant Philippon, qui prennent parfois le ton d'une véritable confession, est plus psychologique que anecdotique. Les récits des poursuites des bateaux allemands, dont l'auteur a tenu à apprendre, après coup, ce qu'il en était exactement, ne nous apportent pas grand-chose de neuf, et certains même, comme celle du *Bismarck*, constituent de véritables impedimenta. Mais, pour une fois, un des officiers de marine, peu nombreux, qui œuvrèrent dans la Résistance clandestine, nous révèle les raisons qui lui dictèrent sa conduite et sonde, devant nous, ses reins et son cœur. Cet examen de conscience est passionnant.

Il porte d'abord sur la défaite et l'armistice, et il confirme ce que nous savions déjà ; moins corsetés dans le carcan d'une discipline devenue automatique, les réactions des hommes de troupes sont plus saines que celles de leurs chefs : tandis que les matelots se résignent mal à abandonner leurs bateaux et rafistolent un raffiot pour gagner l'Angleterre, les officiers se considèrent, par ordre, comme prisonniers de guerre .

A partir de ce moment, la faille ne fait que s'agrandir. « Pour conserver un port à la marine », un certain nombre d'officiers se mettent au service de l'occupant — on pense au *Pont de la rivière Kwaï*. Ils accomplissent leur travail quotidien, comme s'il n'y avait pas la guerre, comme si, soldats de métier, leur raison d'être n'était pas de continuer à se battre contre l'ennemi, comme si les mots de devoir militaire et de trahison s'étaient tout d'un coup vidés de leur sens. Stupéfiant aveuglement ! La guerre internationale se mue peu à peu en guerre civile larvée : un ingénieur ne voit-il pas, dans les ouvriers de l'arsenal, dont l'hostilité l'exaspère, « les descendants des anciens bagnards » ?

Les réflexes du commandant Philippon l'orientent vers une action tout à fait différente. Mais comme sa pensée est éloignée de celle de ses compagnons, inconnus, de la clandestinité ! Il accepte de travailler avec Rémy, à contrecœur, et pour une mission déterminée ; il est entendu que s'il est muté, son engagement cessera ; effectivement, en mars 1942, le commandant Philippon est nommé à Toulon ; son livre s'arrête à cette date, comme vraisemblablement son action. Il déplore, certes, que « notre plus belle flotte soit allée se reposer sur les fonds vaseux de la rade de Toulon » ; mais il ne semble pas avoir eu l'idée que ce malheur national aurait pu être évité ; dans son nouveau poste, la guerre ne continuait-elle pas ? Aucune mission nouvelle, s'inspirant du même esprit, n'était-elle à remplir ?

Le commandant Philippon avoue qu'il n'a connu le mot de « résistance » qu'après la guerre ; pendant, Pétain ou de Gaulle, pour lui, c'était tout un. Il se borne à constater que « dans cette période troublée, les enfants de Dieu étaient tous changés, en bien comme en mal » ; mais il approuve « l'amiral de Brest qui a relevé la marine sur cette pointe extrême de terre isolée et envahie », et il condamne ceux qui l'ont « assassiné » en 1944, et qui « se croyaient Français ».

Ainsi, au-dessus de l'épisode, dont l'enseignement semble n'avoir eu qu'une portée limitée, s'affirme un curieux état d'esprit permanent, en quelque sorte corporatif, d'une marine dont les marins sont d'abord, et peut-être uniquement, les servants. Mais que peut devenir la marine, ou l'armée, coupée de la nation, qui lui fournit sa substance comme sa raison d'être ? En ce domaine, la leçon que le lecteur peut tirer de la lecture du livre du commandant Philippon risque de n'être pas du tout celle qu'en tire l'auteur lui-même.

Souvenirs de Communistes

F. Grenier a assuré la première liaison, à Londres, entre le parti communiste et la *France libre*. Il a, ensuite, été un des deux premiers Communistes entrés au gouvernement provisoire à Alger, comme commissaire à l'Air. Il a donc joué un rôle de premier plan dans la Résistance. Aussi bien ses souvenirs ne manquent-ils pas d'intérêt (1). Certes, le souci polémique n'en est pas absent, ni celui d'apologie — non de l'auteur ici, mais de son parti ; les dates ne sont pas toujours précisées, et quelques incursions sont faites dans l'actualité, ou dans un passé proche. Mais ce sont les règles du genre. Il reste que F. Grenier fait souvent preuve d'une louable sincérité et que le ton de son récit, sans prétention d'aucune sorte, est sympathique.

La plus grande partie du livre est consacrée aux « prisons » de l'auteur : Aincourt, Fontevrault, Clairvaux et Châteaubriant d'où il s'est évadé sans grande difficulté. Le récit du voyage à Londres en janvier 1943 est conforme à celui déjà fait par Rémy. Le séjour à Londres apporte d'intéressantes notations, moins sur la *France libre* — à l'égard de laquelle se manifeste une hargne probablement née postérieurement — que sur la Grande-Bretagne. La dernière partie de l'ouvrage relate les discussions des communistes avec de Gaulle pour leur entrée au gouvernement, l'action de Grenier au Commissariat de l'Air et la terrible querelle provoquée par les événements du Vercors (sur ce dernier point, le récit de Grenier reprend l'essentiel des articles écrits par lui en 1947, notamment dans les *Lettres françaises* du 23 octobre). Le récit s'achève sur une visite à Dachau en mars 1945.

Est-ce à dire que notre curiosité est entièrement satisfaite ? Certes pas ! Le récit de Grenier n'apporte pas grand-chose sur le sujet où nous attendions le plus de lui : l'activité du parti communiste clandestin. Certes Grenier, bien que membre du *Comité central*, n'appartenait pas à la Direction. Il a constaté d'abord la vitalité du parti, manifestée par sa presse clandestine et par ses liaisons ; puis il a joué le rôle modeste qu'on lui demandait, avant d'être appelé à des responsabilités plus spectaculaires, mais cependant subordonnées. Il semble donc que, à côté, et au-dessus de son organisation résistante, le parti ait gardé un appareil clandestin purement politique. Qui le composait ? Thorez n'apparaît pas souvent dans ces pages, sauf pour recevoir quelques saluts rituels. J. Duclos et Benoit-Frachon seuls sont nommés comme deux grands responsables.

Nous ne savons donc pas dans quelles conditions et par qui furent élaborées les directives et la politique du parti, entre le pacte germano-russe et la déclaration de guerre de l'Allemagne à l'U.R.S.S. A ce moment, de nombreux militants de haut rang ont été emprisonnés et sont sortis du circuit : la ligne aurait-elle été la même s'ils avaient contribué à la fixer ?

F. Grenier rend au parti l'hommage inconditionnel de rigueur : « Il a été la seule force qui n'a pas perdu pied dans la tourmente » ; on le croit aisément lorsqu'il loue l'esprit de corps, la discipline et le sens de l'organi-

(1) Fernand Grenier, *C'était ainsi (Souvenirs)*, Éditions Sociales, 1959, 220 p.

sation des communistes dans leurs prisons. Mais l'affirmation « qu'il convenait seulement d'approfondir la politique extérieure de l'U.R.S.S. » en 1940, et l'exécution en deux mots du « traître Gitton », ne suffisent certes pas à rendre compte du grand malaise provoqué dans le parti par le pacte germano-russe. Désorganisation d'abord, surtout en zone sud, qui conduisit des isolés à des mouvements de résistance non communistes ; trouble dans les esprits ensuite, dont Grenier donne seulement un exemple, celui de deux militants éprouvés, navrés qu'on leur ait menti en leur affirmant l'invincibilité de l'Armée Rouge. Dans son récit, on chercherait en vain, par exemple, un des thèmes essentiels de la propagande du parti avant juin 1941, de la guerre impérialiste pour le profit de la *Cité* ; l'Angleterre est seulement louée pour sa résistance courageuse. Deux franches indications : quand la *Wehrmacht* pénétra en U.R.S.S., Grenier crut d'abord « à un faux bruit comme il y en a tant », comme il avoue honnêtement que, après avoir vu de Gaulle en janvier 1943, il lui a fait confiance.

*
* *

Communiste italien, ayant longtemps séjourné en U.R.S.S., puis combattu dans les *brigades internationales* en Espagne, G. Pajetta (1) avait été interné en France, d'abord au Vernet, puis au camp des Milles près d'Aix. Il s'en évade dans le courant de 1941, avec la mission de reconstituer le parti communiste italien dans le Var. Il séjourne à Saint-Tropez, puis à Toulon, effectue un voyage à Saint-Étienne et, au printemps de 1942, devenu responsable du parti dans les Alpes-Maritimes, il est arrêté à Cannes et interné à Grasse. Là s'arrêtent ses souvenirs.

Son livre apporte quelques lueurs sur un aspect encore peu connu de la Résistance : les débuts du parti communiste dans la clandestinité en zone sud, par le biais d'une relation de l'activité d'un de ses premiers militants. Malgré le sous-titre, il ne s'agit pas d'un journal écrit au moment même, mais 15 ans après les événements racontés. Cependant, l'auteur s'est efforcé de retrouver l'évolution de ses pensées et d'en situer les moments principaux ; malheureusement, il n'a pas pu, ou pas voulu, dater très exactement les faits, et sa prudence de vieux militant lui a interdit de donner les noms véritables de ses partenaires, à quelques exceptions près, dont la plus notable est Longo, qui paraît avoir exercé une très grande influence sur ses compatriotes communistes émigrés.

Pajetta est un communiste convaincu et dévoué. Mais il apparaît aussi comme un homme sensible, qui évoque avec émotion ses moments difficiles d'une existence dangereuse ; il sait analyser ses sentiments, et il fait une place aux plus intimes d'entre eux, la nostalgie du pays natal, le souvenir de la mère laissée en Italie, les difficultés de la vie de famille dans la clandestinité. Son « journal » donne ainsi l'impression d'une grande sincérité, qui accroît encore son intérêt.

Le lecteur peut revivre, en suivant l'auteur dans ses pérégrinations, la curieuse ambiance de la zone non occupée dans les deux premières années qui suivirent l'armistice. L'attentisme y est de règle, avec l'anglophobie. Si le régime nouveau marque un durcissement notable par rapport à la IIIe République, il paraît encore assez débonnaire, comparé à ce que la Milice fera de lui en 1943, comparé surtout à l'occupation allemande de la zone nord ; c'est ainsi que, pour s'évader du camps des Milles, Pajetta n'eut qu'à prendre le tramway pour Marseille.

C'est à l'activité du parti communiste italien qu'est consacré l'essentiel

(1) Giuliano PAJETTA, *Douce France, Diario (1940-1942)*, Editori Riuniti, Roma, 1956, 278 p.

de l'ouvrage. Il était entièrement détruit ; après un an d'efforts, Pajetta réussit à grouper 78 militants dans le Var ; il en trouvera 150 dans les Alpes-Maritimes. Sa tâche est compliquée du fait que les émigrés italiens sont pour la plupart des gens pauvres et frustes ; or, c'est de leurs cotisations que vit le parti (50 F par mois et par tête) ; et les moyens matériels sont très limités ; le fonctionnaire clandestin pour le département dispose de 45 F par jour ; les premières notes, *Lettere di Spartacus*, sont dactylographiées ; par la suite, le journal *La Nostra Voce* est ronéotypé. Aussi bien, l'activité se borne apparemment à peu de choses, presque uniquement à prendre des contacts pour reconstituer l'appareil clandestin, et encore imparfaitement : fin 1942, il n'existe pas encore de Comité fédéral. La grande opération est une large diffusion de tracts le 1er mai 1942 ; à la date où s'arrête le journal, aucun « activisme » ne s'est encore manifesté autrement qu'en intention.

Toutefois le parti s'est implanté à peu près partout ; il communique avec l'Italie par la Suisse ; il envoie des volontaires dans les troupes italiennes en Russie pour démoraliser leurs compatriotes ; il s'étoffe par l'adhésion d'autres étrangers, Polonais, Arméniens, Grecs ; la vie est rude, les déceptions sont nombreuses, mais le dévouement manifesté par beaucoup permet à l'auteur d'écrire avec orgueil que « le parti peut demander n'importe quoi à ses militants ».

Les relations avec les communistes français sont, à la base du moins, moins étroites qu'on pourrait le croire. Le parti communiste italien est dirigé seulement par des Italiens. Mais les mots d'ordre sont les mêmes, et ce n'est pas le moindre intérêt du livre de Pajetta que ses révélations sur les premiers pas du parti communiste clandestin français en zone sud.

Au départ, si le ressentiment est vif contre le régime de Vichy, comparé à ces « fascismes balkaniques qui se battent entre eux mais rivalisent de servilité à l'égard de Hitler », le mot d'ordre est la neutralité dans la guerre. *Pétinistes* et *Gaullistes* sont mis dans le même sac, leur attitude étant la même à l'égard du parti. En février 1941, le programme du parti est ainsi formulé : « Nous nous battons pour la paix et l'indépendance et pour la liberté des peuples ; pas d'accord avec les *Gaullistes* qui veulent seulement l'extension du conflit et donnent raison aux Anglais. » Aussi bien, dans ses premières directives, le P.C. italien n'intime pas à ses adhérents l'ordre de rester en France, mais leur demande de faire leur choix : partir ou rester.

Par la suite, il semble que les Italiens aient eu tendance à se rapprocher des *Gaullistes* plus tôt que les Français. Mais, après l'agression allemande contre l'U.R.S.S., la situation est claire : il importe « d'agir de façon que Hitler ne puisse compter sur aucune aide à l'Ouest ; pour cela, l'entente est nécessaire avec tout ce qui n'est pas hitlérien ».

L'évolution des *Gaullistes* réduit de moitié le chemin à parcourir, la belle résistance de *l'Armée Rouge* diminuant leurs préventions contre les communistes. C'est ainsi que, courant 1942, prend corps l'idée du *Front national*. De leur côté, les communistes italiens nouent à ce moment leurs premières relations avec leurs compatriotes socialistes, jusque-là confinés dans une activité parallèle.

Cependant, quelques règles de l'activité résistante se dégagent peu à peu du récit de ce probe combattant : l'importance de la solidarité, qui crée les premiers liens entre les familles des victimes de la lutte et leurs amis demeurés libres ; le rôle capital joué par la propagande, avant l'action à laquelle elle prépare (au commencement, pour la Résistance, était le verbe) ; l'influence exaltante de l'écoute de la radio alliée (ici Radio-Moscou, Radio-Londres, plus audible, étant considéré comme « un foyer d'infection attentiste ») ; le rôle des relations de familles qui, pour les refuges et les liaisons notamment, sont aussi utiles que les sympathies politiques ; l'inquiétude

que fait naître l'organisation des premiers sabotages — ici dans les mines de charbon de Saint-Étienne : comment paralyser le plus possible, en détruisant le moins et, surtout, en évitant de faire des victimes ?

Tout cela, la Résistance entière, communiste ou non, l'a connu à ses débuts, y compris les dangers courus et le pourcentage des pertes : fin 1942, la majorité des dirigeants du P.C. italien ont déjà été arrêtés dans l'une ou l'autre zone.

Une histoire de la Libération de la France

Après son *Histoire de Vichy* (1), M. R. Aron a tenté, non sans courage, de brosser la vaste fresque de la *Libération de la France* (2) ; entreprise audacieuse, certes, que son audace même rend estimable, puisqu'elle est, comme l'écrit l'auteur, « la première mise au point d'une des périodes les plus dramatiques et les plus complexes qu'ait connues notre pays ».

Une première difficulté était de cerner exactement le sujet. La France a été, pour sa Libération, le théâtre de grandes batailles, souvent contées, dont il importait de ne pas recommencer le récit. Sur ce point, la tâche de M. Aron était relativement aisée et on aurait mauvaise grâce à lui reprocher de ne rien apporter de bien neuf ; du moins a-t-il mis l'accent sur la participation française dans l'immense action alliée.

Outre cet épisode de la deuxième guerre mondiale, la Libération de la France a été aussi la conclusion du long conflit diplomatique qui a opposé, depuis juin 1940, la *France Libre* aux Anglo-Saxons, surtout aux Américains, et qui s'est terminé par la victoire complète du général de Gaulle. Sur ce point aussi, M. Aron n'ayant pas eu accès à des archives diplomatiques inédites, on ne saurait lui faire grief d'avoir seulement résumé, très convenablement, l'évolution de la question.

Reste la troisième partie, la seule dont on peut demander à des Français, et à des Français seuls, d'effectuer l'étude : la participation des Français de l'intérieur à leur libération, les querelles qui les ont opposés, le bouillonnement révolutionnaire, longtemps souterrain, qui accompagna et suivit les combats. Ici, M. Aron rencontrait des difficultés que connaissent bien les historiens de la Résistance et qui ont empêché plus d'un projet de livre d'aboutir. M. Aron, et on ne saurait dire si on doit l'en louer, a cavalièrement affronté les obstacles ; il n'est pas sûr qu'il les ait tous victorieusement franchis.

Il n'a pas toujours percé les énigmes posées par les pseudonymes (3), ni triomphé des limitations que les règlements d'archives mettent à la consultation des documents les plus intéressants. Or, comment se passer, pour ne parler que d'elles, des archives des Comités départementaux de Libération ? Certes, de temps en temps, M. Aron brandit un document inédit, sur l'origine duquel on aimerait parfois recevoir plus de précision (4), mais, de façon générale, l'afflux irrégulier de la documentation sur des aspects ou des régions, amène M. Aron, tout naturellement, à donner une place excessive à certains points de son propos, et insuffisante à d'autres.

(1) Cf. notre compte rendu in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 23, juillet 1956.

(2) R. Aron, *Histoire de la Libération de la France (juin 1944-mai 1945)*, Arthème Fayard, Paris, 1959, 779 p.

(3) Charvet pour H. Frenay à Alger, par exemple.

(4) « Instruction allemande du 12 mars 1944 sur la milice » (p. 105), « un procès-verbal officiel » (p. 109), « conversation téléphonique Choltitz-Speidel, *confirmée* par un résistant français » (p. 409), etc.

Peut-être aurait-il pu cependant tirer davantage de la matière mise à sa disposition ? Certaines lacunes de sa bibliographie surprennent, et plus encore, l'absence, dans la liste des témoins interrogés, d'un nombre imposant d'acteurs parmi les plus importants (1). Aussi bien, s'il arrive qu'il tombe parfois sur le bon témoin — tel M. Dalloz pour le Vercors — ou, comme un candidat heureux à l'agrégation, sur le bon livre, trop souvent, les déclarations intéressées de témoins privilégiés sont prises en compte, sans qu'aient été passés suffisamment au crible chiffres et affirmations.

Relever les erreurs et les lacunes nous entraînerait trop loin. Mais, à mesure qu'il parcourt l'ouvrage, le lecteur peut aisément se convaincre que M. Aron ne connaît guère l'histoire de la Résistance française, si bien que sa principale entorse à la bonne méthode a été probablement de vouloir parvenir à une conclusion — la Libération — en ignorant les prémisses — l'action clandestine. L'ennui est que, au passage, des sujets très importants — la *Résistance Fer* ou la *Résistance P.T.T.* — sont ainsi défloré sans être véritablement traités.

Vouloir, de toutes façons, écrire une histoire de la Libération, et partiellement de la Résistance, sans les documents allemands ou les procès-verbaux de la gendarmerie, était une singulière gageure (2). Plus prudente, la *Commission d'Histoire de la Résistance*, après 12 années d'un travail collectif, va seulement entreprendre l'élaboration d'une chronologie de la Résistance, département par département ; après quoi, viendront peu à peu monographies de réseaux ou de régions, sans lesquelles une étude synthétique ne peut être que prématurée, et qu'il arrive à M. Aron de souhaiter.

Il reste que ce livre de dimensions imposantes est, malgré ses inévitables imperfections, le fruit d'un gros travail accompli avec une incontestable probité d'esprit. Sur bien des points, M. R. Aron fait preuve d'une sérénité qui contribuera à dépassionner d'ultérieurs débats ; sans doute, aussi, sa tentative hardie a-t-elle provoqué un grand nombre de protestations, compléments, rectifications, qui enrichiront le dossier de l'historien.

Les principales conclusions auxquelles il parvient, bien qu'insuffisamment étayées, paraissent acceptables, notamment sur le grand mérite de la Résistance — intérieure ou extérieure — d'avoir mis en place à la Libération une administration nouvelle qui, malgré sa fragilité, a pris le pays en main et limité un désordre impossible à empêcher. L'analyse du comportement du parti communiste, désirant et refusant à la fois la prise du pouvoir, est particulièrement bien venue.

Le récit est vivant, parfois peut-être un peu trop orienté vers le détail pittoresque, le « suspense », le fait sensationnel ou la conversation reconstituée (3), mais l'écrivain est toujours de qualité, qu'il évoque le débarquement, « croisade préfabriquée », la Normandie « dont le risque alimentaire, après sa libération, sera celui de la pléthore », Vichy en juin 1944, « pays légal séparé du pays réel », ou Abetz « qui aimait la France comme le paysan le bétail dont un jour il se nourrira ». Et le rappel de la coutume des proellas à Ouessant est plein de poésie.

Henri MICHEL.

(1) Je cite pêle-mêle : d'Astier de La Vigerie, Guingouin, Cassou, Ravanel, Rol-Tanguy, Defferre, Arnal, Ingrand, Aubrac, Copeau, Juvenal, D. Mayer, Kriegel-Valrimont, Le Troquer, général Montsabert, etc.

(2) La presse clandestine, peu utilisée par l'auteur, lui aurait fourni souvent d'utiles précisions. Les différences de conception entre l'A.S. et les F.T.P. s'y étalent, ainsi que les discussions sur l'action immédiate, le jour J, l'utilité des sabotages, la prise du pouvoir, les mesures à prendre à la Libération, etc.

(3) Certains portraits, tel celui du général Kœnig, ont besoin d'être sérieusement retouchés.

SUR LE JAPON DANS LA GUERRE

Les causes de Pearl-Harbour

Quelles sont les causes du drame de Pearl Harbor ? Comment la flotte américaine a-t-elle pu être surprise et détruite dans un port alors que le gouvernement et le haut commandement militaire et naval des États-Unis savaient que la guerre était imminente ? Comment expliquer ce désastre ? Négligence ? C'est en effet le reproche que se sont adressé les unes aux autres un certain nombre de hautes autorités civiles et militaires. Mais il y a aussi la thèse soutenue et exposée par l'amiral Theobald dans un livre *(Le secret de Pearl Harbor)*, analysé précédemment dans la présente *Revue* (1). Thèse machiavélique, mais qui s'appuie sur des arguments de poids. D'après l'amiral Theobald, c'est le président Roosevelt qui aurait perpétré cette machination. Convaincu que les États-Unis seraient fatalement amenés à entrer dans la guerre contre le nazisme mais sachant, d'autre part, que la majorité de ses compatriotes étaient isolationnistes, Roosevelt aurait amené les Japonais à frapper le premier coup, ce qui était nécessaire à une réaction psychologique de nature à changer l'orientation des esprits américains. Dans ce but, il aurait placé aux Hawaï une flotte laissée dans l'ignorance de la tension croissante entre le Japon et les États-Unis et de l'imminence du conflit ; le commandement militaire et civil des Hawaï, ne se méfiant pas, aurait négligé de prendre les mesures de défense nécessaires. D'où une catastrophe, mais aussi un revirement de l'opinion publique qui donna à Roosevelt la liberté d'agir.

Un ouvrage de M. Trefousse (2) ne présente pas une argumentation en faveur de telle ou telle théorie. Il se contente de rassembler les dépositions des personnes intéressées devant les conseils d'enquête, les interrogatoires des tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et de Tôkyô, des fragments de carnets de notes. Il ne les a même pas reliés par des pages personnelles où auraient pu se glisser des réflexions subjectives ; se gardant d'influencer à l'avance le lecteur, il lui met sous les yeux une documentation qu'il lui serait difficile de rassembler lui-même, et il le laisse juge.

Le livre s'ouvre sur les témoignages des deux chefs militaires des Hawaï, l'amiral Husband E. Kimmel, commandant la flotte du Pacifique, et le général Walter C. Short, commandant du secteur des Hawaï. Tous deux se plaignent de n'avoir pas été tenus par Washington au courant des informations résultant du développement des négociations américano-japonaises et du décryptement des messages secrets du Japon. L'amiral Kimmel dit en substance :

« Le 24 novembre 1941, le chef des opérations navales me prévint de l'échec probable des négociations et il ajouta qu'une attaque japonaise était possible sur les Philippines ou Guam ; il ne dit rien des Hawaï. La marine, à Washington, connaissait mon programme journalier d'opérations prévues pour la période en cours : elle n'y fit aucune objection.

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 23, juillet 1956.

(2) Hans Louis Trefousse, *What happened at Pearl Harbor ? (Que s'est-il passé à Pearl Harbor ?)*, Twaine, New York, 324 p., 1958.

« Le 27 novembre, le chef des opérations navales m'envoya un nouveau télégramme faisant prévoir une attaque du Japon dans les quelques jours qui allaient suivre. L'attaque était prévue contre les Philippines, la Thaïlande ou la péninsule de Kra, peut-être Bornéo. Il n'était pas question des Hawaï. Il me prescrivait de prendre les mesures défensives prévues ; or, le même jour, la marine et l'armée nous suggéraient le départ des Hawaï de la moitié de l'aviation de chasse, ce qui me fit envoyer, le 28, des porte-avions à Midway et à Wake ; mes unités lourdes étaient ainsi partiellement immobilisées.

« En juillet 1941, Washington m'avait envoyé au moins sept télégrammes mentionnant le déchiffrement de messages diplomatiques entre Tôkyô et plusieurs de ses ambassades ou consulats. Je n'en ai plus reçu d'autres avant le 1er décembre, quand les Japonais parlaient d'un plan d'attaque de la Thaïlande.

« En revanche, je n'ai pas eu de communication d'un télégramme japonais, déchiffré le 9 octobre, dans lequel Pearl Harbor était divisé en 5 secteurs et qui demandait à son consul général la position exacte de chaque navire de guerre américain dans ces secteurs.

« Je n'ai pas eu communication d'un télégramme japonais déchiffré le 5 novembre, qui parlait d'une date limite pour les négociations. Un deuxième télégramme, du 11 novembre, un troisième du 15 novembre, ont reparlé de cette date limite : ils ne m'ont pas été communiqués. Un autre télégramme, du 16 novembre, a souligné l'importance de la date limite : il ne m'a pas été communiqué.

« Il en est de même pour un télégramme du 22 novembre prorogeant de quatre jours la date limite, puis pour un autre du 24.

« Le 1er décembre, Tôkyô avertit ses ambassadeurs à Washington que la date en question était passée et que la situation était de plus en plus critique : le renseignement ne m'a pas été transmis.

« Le 28 novembre, Tôkyô a demandé à ses ambassadeurs de ne pas laisser croire à la rupture prochaine des négociations : je n'ai pas eu ce renseignement. »

La liste des griefs de l'amiral ne s'arrêtait pas là et après avoir exposé chacun d'eux, il répétait invariablement : « Ce renseignement ne m'a jamais été envoyé. » Cependant, en étudiant de près les informations que les autorités de Washington ont gardées pour elles, on aurait dû en conclure, affirma l'amiral, que les Japonais ne visaient pas seulement le Sud. Il ajouta que, s'il en avait eu connaissance, il se serait gardé d'obéir aux suggestions de la marine d'envoyer ses porte-avions à Midway et à Wake et sa flotte n'aurait pas été paralysée.

Après la déposition de l'amiral Kimmel, toute chargée d'accusations, nous avons sous les yeux celle du général Short. Nous entendons les mêmes doléances. A aucun moment, depuis le 12 juin 1941, le *War Department* ne lui a parlé de la possibilité d'une attaque sur les Hawaï, mais les Philippines ont été mentionnées à maintes reprises comme objectif probable. Le *War Department* a gardé pour lui les nombreux renseignements qui auraient permis au général de se faire une idée exacte de la situation. Averti le 27 novembre de la nécessité de prendre des mesures de défense, il a rendu compte de mesures contre un sabotage possible ; le Département de la Guerre aurait pu, pendant neuf jours, lui dire qu'il faisait fausse route ; la Guerre est restée muette.

Ce message du 27 novembre a fait couler beaucoup d'encre. On l'a baptisé le « Do and don't message », le message « Faites et ne faites pas. » En effet, il disait clairement qu'on pouvait s'attendre à tout moment à des actes d'hostilité de la part du Japon, *mais* il fallait faire en sorte que les États-

Unis ne portent pas le premier coup. Il y était encore dit que toutes les mesures de défense devaient être prises, *mais* il ne fallait pas alerter la population (en grande partie japonaise), qui devait rester dans l'ignorance des intentions américaines.

Je ne reproduis pas tous les reproches adressés par le général Short à son ministère et qui répètent ceux que l'amiral Kimmel a adressés au sien. Je détache seulement encore celui-ci : le *War Department* savait, dès le 1er décembre, que les Japonais étaient prêts à détruire leurs codes et machines chiffrantes, et il apprit le 3 que l'opération devait être faite aux États-Unis ; or, ce renseignement ne fut pas envoyé aux Hawaï.

Le général Short, comme l'amiral Kimmel, déplore que les renseignements de la dernière heure (le célèbre message en 14 parties) aient été transmis par des voies lentes qui les ont fait arriver trop tard, plusieurs heures après l'attaque. Je n'insiste pas, car des vies humaines auraient peut-être été épargnées, mais le résultat général de l'attaque japonaise eût été le même.

Passons plusieurs chapitres de l'ouvrage pour lire les dépositions militaires de Washington. C'est d'abord le *Secretary of War* Henry Stimson qui présente les vues (j'allais dire la défense) du ministère de la Guerre. Il rappelle qu'au cours de l'été 1941, les mouvements de forces du Japon vers le Sud, ainsi que les communications déchiffrées, firent comprendre nettement à Washington que les objectifs japonais étaient Singapour et les Indes néerlandaises. Au milieu de novembre, le gouvernement américain put craindre une grève des mineurs et envisagea de faire continuer l'exploitation par les militaires. Ce n'est que vers le 20 qu'une solution intervint et que le gouvernement put se consacrer plus entièrement à la question japonaise. A ce moment, de gros contingents japonais furent embarqués à Changhaï et dirigés vers le Sud. Le 27, on apprit que toutes ces forces allaient peut-être en Indochine, mais peut-être aussi vers les Philippines ou les Indes néerlandaises, ou vers le Siam et la Birmanie ou Singapour. Toute l'attention des hautes autorités américaines s'aiguilla vers ces régions. Or, c'est à ce moment (le 27 novembre) que fut envoyé, par le général Marshall, chef d'état-major général, le fameux message : « Faites et ne faites pas. » M. Stimson, qui coopéra à sa rédaction, le juge parfaitement clair. Le général Short, dit-il, était averti de l'imminence de la guerre, de la possibilité d'une attaque japonaise. Il devait donc être sur ses gardes. M. Stimson reconnaît que le compte rendu d'exécution du général Short, qui parlait simplement de mesures contre le sabotage, a passé sous ses yeux, sans qu'il en remarquât l'insuffisance. Ayant formellement accusé le général Short d'être, pour sa part, responsable du désastre, il termine cependant sa déposition en reconnaissant que les services du Département de la Guerre (ses services) auraient dû s'apercevoir que le général Short ne recevait pas tous les renseignements désirables et que son esprit n'était pas orienté dans la bonne voie.

Nous arrivons alors à la déposition du chef d'état-major, le général George C. Marshall. A ses yeux, le message du 27 novembre (« Faites et ne faites pas »), qui fut signé Marshall, mais dont il avait laissé la rédaction à un subordonné parce qu'il devait s'absenter, ce message, lu à son retour à Washington le 28, lui parut clair et suffisant. Quant à la réponse du général Short (jugée insuffisante par la suite), il la vit sans doute, mais son contenu ne le frappa pas et aucun de ses officiers ne lui fit remarquer que les mesures prises aux Hawaï ne paraissaient pas répondre aux nécessités de l'heure. Le général Marshall, accusé par le général Short de ne pas l'avoir tenu au courant du contenu des télégrammes japonais déchiffrés, fait valoir que son 2e bureau *(G. 2)* craignait que les Japonais n'apprissent que

les Américains liraient leurs messages à livre ouvert, et que lui-même n'intervenait pas dans l'envoi des informations aux divers commandements outre-mer. Le général Marshall fut ensuite interrogé sur l'emploi de son temps le dimanche 7, jour de l'attaque. On a trouvé bizarre, anormal, qu'il fît, ce matin-là, à un moment critique, sa promenade à cheval hebdomadaire et les partisans de la théorie avancée par l'amiral Theobald ont exploité ce fait, l'ont présenté comme prémédité. Le général Marshall n'est descendu de cheval que peu de temps avant midi et ce n'est qu'alors qu'il a lu le long message japonais en 14 parties, qui faisait prévoir un grand événement qu'annoncerait un dernier télégramme à 13 heures. Pourtant, ce message déchiffré l'attendait dans son bureau depuis la nuit précédente. Il reconnaît qu'il ne s'est pas servi, pour adresser à ce moment un télégramme d'alerte aux Hawaï, d'une voie rapide, que la marine mettait d'ailleurs à sa disposition ; aussi son télégramme arriva-t-il longtemps après que l'attaque était terminée.

Vers la fin de sa déposition, le général Marshall dit qu'il croyait que la première attaque japonaise serait dirigée sur les Philippines pour atteindre ensuite Singapour. Cette attaque eut lieu, en effet, mais en même temps le coup de surprise aux Hawaï couvrit efficacement, et pour longtemps, l'offensive japonaise au Sud.

Puisque M. Trefousse a voulu laisser au lecteur toute liberté pour juger, sans doute est-il permis à chacun d'essayer de dégager la vérité des documents mis sous nos yeux. Au reste, ne se dégage-t-elle pas toute seule ? Le général Marshall, comme son ministre, influencé par l'évolution des négociations, le déchiffrage au jour le jour des messages japonais, les mouvements des forces opérés par les Japonais, n'a guère pensé qu'à l'offensive en direction du Sud. Avec les hautes autorités militaires et navales de Washington, il a pensé qu'on pouvait encore faire attention du côté de Midway et de Wake. Mais personne n'a pensé à une attaque arrivant par le Nord sur les Hawaï. Les yeux fixés sur les Philippines, il a *négligé* — on peut écrire le mot — de mettre le commandement des Hawaï sur ses gardes ; il l'a alerté le 27 novembre, mais d'une manière un peu ambiguë et il ne s'est pas aperçu que la réponse du général Short montrait que ce dernier comprenait mal la situation. Mais le général Marshall ne porte pas seul la responsabilité de n'avoir pas pensé suffisamment aux Hawaï : son chef du bureau des opérations, son chef du bureau des renseignements, ne l'ont pas aidé à voir plus clair. Enfin, la marine japonaise a fort bien manœuvré et elle s'est portée à l'attaque dans un silence absolu, ne laissant aucune prise aux décrypteurs.

Ce qui est dit pour la guerre s'applique en tous points à la marine. D'autre part, il faut bien reconnaître que la diète d'informations, à laquelle Washington avait soumis les commandements militaire et naval des Hawaï, a assoupi ces derniers. Les dépositions font apparaître de nombreuses indications d'un regrettable manque de vigilance, que les lecteurs professionnels ne seront pas les seuls à noter. Le service des radars, en particulier, n'a pas été organisé avec soin. Les interrogatoires de certains hommes de service sont significatifs à cet égard. Il y avait un poste radar à la pointe septentrionale de l'île d'Oahu, à Opana. Le matin de l'attaque, le poste était occupé par un sergent et un homme. Le service finissait à 7 heures du matin, après quoi on fermait le poste. Mais voilà qu'à 7 h 02, ils aperçoivent sur leur écran une nuée d'avions, à ne pas en croire leurs yeux. Ils s'interrogent : le service est fini, le soldat est d'avis de s'en aller sans rien dire ; tout de même, le sergent se décide à téléphoner la présence de ces avions qu'il voit à 130 milles. Il y a deux lignes ; au bout de l'une, personne. Sur l'autre, il trouve un téléphoniste qui lui répond qu'il n'y a

personne autour de lui et qu'il ne sait que faire du renseignement. Quittant son téléphone, il trouve un lieutenant qui vient à l'appareil et dit au poste d'Opana quelque chose comme : « Oh ! Cela va ! Ne faites pas attention à cela. » Ce lieutenant, devenu colonel, déclare qu'il ne savait pas très bien pourquoi il était là, car sa mission était très mal définie. En fait, le temps s'écoula et le renseignement ne servit à rien.

L'ouvrage contient encore le texte de nombreux documents, en particulier ceux qui sont relatifs aux négociations entre Américains et Japonais à Washington.

Les passions politiques, la rancœur de ceux qui ont été frappés par des sanctions, ont fait naître une thèse qui ne résiste pas à l'examen des faits. Ceux-ci s'expliquent par des raisons simples : des erreurs de jugement et des négligences qu'il convient de considérer en se replaçant dans l'atmosphère de l'époque et, ne l'oublions pas, par une manœuvre japonaise parfaitement préparée et exécutée.

Deux histoires générales

Deux ouvrages ont traité le même sujet : l'ensemble de la guerre du Pacifique, et ces ouvrages sont parfaitement dissemblables. Aussi bien ne s'adressent-ils pas aux mêmes lecteurs. L'un est un livre d'histoire ; l'autre, de l'histoire romancée ; on se servira du premier au cours d'études ; on retirera du second des impressions. Le premier est un gros ouvrage édité d'abord en quatre volumes et réédité en huit (1). Il a été rédigé par le colonel Hattori qui fut pendant une partie de la guerre chef du bureau des opérations au Grand Quartier général japonais, qui a été employé par les Américains pendant l'occupation au classement des archives historiques japonaises et qui est actuellement directeur d'un service historique. Il a travaillé d'après les archives reconstituées (car au lendemain de la guerre les forces japonaises avaient eu l'ordre de brûler leurs documents et d'autre part les Américains avaient voulu faire le trust de tout ce qui avait trait à la guerre). Ayant vécu longtemps dans les hautes sphères du commandement, ayant participé à ses travaux dans un domaine important au premier chef, celui des opérations, il a connu et vu à l'œuvre les titulaires des hauts emplois. On peut regretter qu'il n'ait pas davantage souligné le caractère de chacun, noté leurs réactions. Parmi les grands chefs tous ne se sont pas suicidés au moment de la capitulation ou ne sont pas encore morts, c'est peut-être pourquoi le colonel Hattori s'est abstenu de tracer des portraits. Quelques touches, cependant, çà et là, suffisent à noter par exemple la rudesse de l'amiral Nagano, chef d'état-major général de la marine ; elles sont rares. Il a eu moins de scrupules à l'égard des civils ; sans trouver à aucun moment un véritable portrait du ministre des Affaires étrangères Matsuoka, le lecteur s'imagine parfaitement l'ambition, la suffisance, la grandiloquence, l'extravagance du personnage, dont le ministre de la Marine dit un jour en séance du Conseil de liaison : « Est-ce que notre ministre des Affaires étrangères a bien sa tête ? » et dont Shigemitsu Mamoru, qui fut aussi ministre, écrit dans ses *Mémoires* à la suite d'une visite à Matsuoka malade : « J'ai pensé qu'il était fou. » Ce que dit le colonel Hattori du Prince Konoe permet, de même, de voir combien cet homme fut énigmatique, brumeux dans sa pensée et son expression.

(1) Hattori (Takushirô), *Dai Tôa sensô zenshi (Histoire complète de la guerre d'Extrême-Orient)*, Tôkyô, Masushobô, 1953, 4 vol., 379 + 424 + 426 + 472 p. Nombreuses cartes, photos, etc.

Le colonel Hattori expose clairement les opérations. Il est du métier. Avant chaque campagne, le lecteur est mis en présence du plan (plus ou moins résumé), il connaît l'ordre de bataille des forces qui seront engagées. Le déroulement des faits est en général bien ordonné ; il va sans dire qu'à l'échelle de l'ouvrage, il est beaucoup moins détaillé que dans les études américaines ou britanniques dont chacune consacre quatre à cinq cents pages à une seule campagne. Mais l'auteur ne pouvait écrire à lui seul l'équivalent des cent volumes projetés par le comité de rédaction américain.

Les cartes qui accompagnent cette histoire sont à peu près suffisantes, sans mériter de louanges particulières. De nombreux tableaux d'effectifs, de munitions, etc., précisent la situation. Les photographies placées au début de chaque tome sont intéressantes malgré leur petit format.

M. Giuglaris a mis cinq ans à composer son livre (1). Il réside depuis sept ans au Japon où il est correspondant de journaux français ; je sais qu'il parle avec facilité le japonais courant, mais il ne le lit pas, car nombre de passages trahissent la traduction de textes japonais, par des Japonais. Que cette remarque n'enlève rien au mérite de l'auteur qui, ne voulant puiser qu'aux seules sources japonaises, nous dit dans son introduction qu'il « a constitué lui-même une collection de documents allant depuis les journaux du temps de guerre aux documents officiels et aux livres de mémoires », qui a dû faire un tri dans leurs traductions et les assembler. Ceci représente une tâche ardue, considérable.

Habitué aux reportages (M. Giuglaris en a fait de nombreux notamment pendant la guerre de Corée) il sait fort bien attirer et retenir l'attention du lecteur. Il a écrit pour le grand public et il a présenté les faits historiques en les accompagnant de récits pittoresques, dans un style alerte, familier, attrayant. Malheureusement, c'est précisément cette conception de l'œuvre que je regrette d'avoir à critiquer. Les dialogues innombrables qui agrémentent chaque page de son livre n'ont sans doute pas été inventés par l'auteur qui les a puisés dans des articles ou des mémoires japonais, mais ils ne peuvent être acceptés comme authentiques ou entièrement authentiques. La plupart reposent sans doute sur un fonds de vérité, mais comment faire le départ entre ce qui a été réellement dit et ce qui a été imaginé ? C'est par là que nous sortons de l'histoire proprement dite ; nous ne savons pas distinguer ce qui est digne de foi de ce qui ne l'est pas.

Chaque phase de la campagne s'ouvre sur un récit anecdotique. La surprise de Pearl Harbour débute par la manière dont les renseignements sur les Hawaï furent recueillis depuis mars 1941 par un jeune officier de marine camouflé en aide-consul. Dans la campagne de Hong-Kong, c'est la mission de propagande d'un certain affecté civil qui remplit les premières pages et ne laisse à peu près aucune place aux opérations. La campagne des Philippines forme un chapitre qui conte au long l'odyssée d'un certain caporal-chef ; l'ensemble des opérations est résumé dans une page, la dernière. Le chapitre de la conquête des Indes néerlandaises expose longuement la mission d'un commandant auprès des indigènes, toutefois l'action des troupes est moins négligée que dans les chapitres précédents. Assurément ces hors-d'œuvre ne sont pas inutiles, car débarrassés des détails surajoutés (je ne dis pas par l'auteur mais par ses sources) ils montrent bien le rôle important joué par les services de renseignements et de propagande ; malheureusement, l'histoire de la conduite des troupes se trouve reléguée à l'arrière-plan. Il se trouve cependant que certaines opérations sont bien décrites ; la bataille de Midway est du nombre et elle n'est pas la seule.

(1) Marcel Giuglaris, *Le Japon perd la guerre du Pacifique* (sous-titre : *De Pearl Harbour à Hiroshima*), Paris, Arthème Fayard, 1958, 431 p.

Les origines de la guerre occupent dans Hattori une place considérable. Sur les événements antérieurs à la guerre européenne, sur les incidents de Mandchourie et de Chine, l'historien ne trouvera que peu à glaner, mais leur présentation sous l'angle japonais présente un intérêt certain. En revanche la querelle, chaque jour envenimée, avec les États-Unis, les interminables négociations, les échanges de projets, de contre-projets, de notes et de propositions qui remplissent la période qui a précédé la guerre et surtout l'année 1941, sont éminemment instructifs, quelque fastidieuse que soit parfois la lecture des documents où les pierres d'achoppement sautent aux yeux. Ce qui retient surtout l'attention, c'est l'évolution des intentions des grands chefs de l'Armée et de la Marine, leur crainte de laisser échapper la grande occasion qui s'offrait à eux de bénéficier du trouble de l'Europe, de la victoire escomptée de l'Allemagne hitlérienne, en même temps que dans l'autre plateau de la balance ils pesaient la certitude d'un conflit avec l'Amérique et celle de ne plus être les maîtres de leur destin après deux ans de guerre.

Dans l'étude de Hattori, on voit que certains marins avaient été plus perspicaces que leurs collègues de l'Armée, mais qu'entraînés par les événements, ils n'ont pas été moins résolus qu'eux une fois prise la décision de faire la guerre.

Giuglaris a été beaucoup plus bref et plus superficiel que l'auteur japonais dans l'étude de ces préliminaires de la guerre. Il a néanmoins très bien saisi et mis en relief les divergences de vues entre l'Armée et la Marine japonaises qui opposèrent souvent l'une à l'autre et retardèrent la prise de décisions importantes intéressant la conduite de la guerre. Mais il n'expose nulle part l'organisation du commandement que l'on trouve au contraire très détaillée dans l'ouvrage du colonel Hattori. On sait que l'organe supérieur du commandement des forces japonaises était le Grand Quartier général (pourquoi ce mot n'est-il pas écrit une seule fois dans Giuglaris ?) où deux divisions se juxtaposaient. Chacune de ces divisions avait à sa tête le chef d'état-major général de l'Armée et celui de la Marine et était constituée par une fraction de l'état-major général. Mais personne ne « coiffait » ces deux organes travaillant côte à côte. Ils devaient s'entendre, se mettre d'accord. Théoriquement, l'empereur était le chef suprême des forces, mais cela n'était vrai que sur le plan théorique. Quand une décision devait être prise, les deux chefs d'état-major général portaient ensemble leur proposition unique devant le Conseil de liaison, composé de plusieurs membres du gouvernement et d'eux-mêmes, mais la décision ultime devait passer devant le Conseil des ministres. Quand la question était d'ordre particulièrement élevé, un conseil était tenu devant l'empereur, mais le gouvernement devait ensuite entériner la décision, car ces conseils n'avaient pas d'existence légale dans la Constitution. En fait, l'empereur est presque toujours resté muet en public ; il s'efforçait pourtant de se tenir au courant et faisait connaître son opinion officieusement. De tempérament pacifique, il ne voyait pas sans crainte la pente sur laquelle le Japon s'engageait, ses avis étaient empreints de prudence. Ils étaient tournés habilement, toujours respectueusement, et de telle manière qu'il ne lui restait qu'à approuver les propositions qui étaient lues solennellement devant lui. On se rappelle qu'il s'est cependant départi de son attitude résignée au moment de la capitulation.

On trouvera dans Giuglaris certains épisodes que Hattori a passé sous silence : par exemple les bombardements aériens, très limités à vrai dire, de la côte occidentale des États-Unis par les Japonais. On lira aussi tout le chapitre qu'il a consacré aux avions-suicides, aux sous-marins de poche, aux torpilles dirigées par un homme.

Malheureusement, une effarante fantaisie règne sur les noms de lieux et de personnes dans l'ouvrage de M. Giuglaris. Certains de ces noms sont déformés parce que, en japonais, « l » « ti », « tu », n'existent pas. C'est pourquoi l'île d'Attu devient Atsu, celle de Rota : Lhota, Giruwa : Guilwa, Ormok, Olmock ; il en y a bien d'autres. Des difficultés du même genre ont conduit l'auteur à nommer Jitler la position de Jitra. Pourquoi le port de Trincomali est-il devenu Trincolomae (en outre, il n'est pas « au Nord de Ceylan » mais sur la côte orientale de l'île), pourquoi Tassafaronga est-il écrit Tasaolung, puis Tasaolong avant de trouver son orthographe normale, pourquoi Finghafen, Fishaven, remplacent-ils Finschhafen ? Le plus surprenant est la transformation de Lae en La Haye... Il est curieux de constater que si tant de noms géographiques ont été maltraités dans le texte, c'est sous une forme correcte qu'on les retrouve dans les très bonnes petites cartes de ce livre. Les noms de personnes ne sont pas davantage respectés. Le général Iida, commandant d'armée, est toujours appelé Hida, le général Nishihara est toujours nommé Ishihara.

Certaines erreurs sont peut-être plus graves parce que ce n'est pas seulement la forme qui est en cause. Je n'insiste pas sur l'amiral Tulagi recevant un message au sujet du bombardement de l'île du même nom. Il s'agit de l'amiral Takagi, appelé Kakagi plus loin dans le livre. L'île de Makin n'est pas dans les Mariannes, mais entre les Marshall et les Gilbert ; quand elle fut conquise par les Américains, ces derniers étaient encore loin des Mariannes. C'est la 23e armée et non la 23e division qui fut chargée d'enlever Hong-Kong.

Une déclaration du chef d'état-major général de l'Armée que M. Giuglaris appelle depuis le début le « maréchal » Sugiyama (il ne fut maréchal que tardivement au cours de la guerre) est ambiguë. Il lui fait dire en juin 1942 : « Maintenant l'objectif doit être fixé à Rabaul, de là nous attaquerons la Nouvelle-Guinée et Port Moresby. » Or, les Japonais étaient à Rabaul depuis le 23 février 1941.

Il est dommage que ces innombrables erreurs de forme et de fond déparent un ouvrage qui compte d'excellentes pages. Le chapitre consacré à l'armée japonaise, à son recrutement, à son instruction, à son moral exalté, est un des meilleurs, des plus justes. Enfin un appendice donne la liste des navires de ligne, des croiseurs et des porte-avions du Japon avec leur carrière terminée tragiquement pour la presque totalité.

En résumé, les deux auteurs se sont proposé des buts différents ; les historiens, les gens d'étude, iront à l'ouvrage japonais ; le public qui se contente d'histoire romancée lira avec satisfaction le livre français. Quels que soient les lecteurs, ceux-ci apprécieront l'intérêt qui s'attache à des ouvrages établis entièrement sur des sources japonaises, alors que jusqu'ici ils ne disposaient que des études américaines et britanniques, admirables certes, mais qui ne sortent que d'un seul des deux camps adverses.

Les mémoires de Shigemitsu

Shigemitsu occupa au Japon des postes de haut rang. Vice-ministre des Affaires étrangères pendant trois ans entre les deux guerres mondiales, il fut ensuite ambassadeur à Moscou de 1936 à 1938, à Londres de 1938 à 1941. Il était depuis deux ans ministre des Affaires étrangères lorsqu'il dut apposer sa signature au bas de l'acte de capitulation sur le *Missouri*. Le tribunal militaire le condamna à sept ans de prison après la longue procédure que l'on sait ; il fut rendu à la liberté deux ans après et mourut en 1957.

C'est pendant qu'il était en prison qu'il écrivit ses mémoires intitulés *Shôwa no dôran*, ce que l'on pourrait traduire par *Les années d'orage de l'ère Shôwa* (1). Le traducteur a préféré prendre pour titre : *Le Japon et sa destinée*, en ajoutant de son propre chef en sous-titre : *Ma lutte pour la paix* ; il a tenu à faire ressortir que Shigemitsu fut avant tout un modéré, épris d'un idéal de paix. Le major-general F. S. G. Piggott, demeuré tout au long de sa vie un ami fidèle du Japon contre tous vents et marées, lié personnellement avec Shigemitsu, a assumé les soins de l'édition de cette traduction anglaise de l'ouvrage. Il a guidé le travail du traducteur, M. Oswald White, ancien consul général au Japon, bon japonologue comme lui-même. Le general Piggott s'est proposé de faire connaître au public occidental « l'honnêteté évidente du livre, les efforts faits par Shigemitsu pour saisir le point de vue qu'on lui opposait, l'élaboration de la politique japonaise, le récit des événements importants de sa carrière » ; il s'est abstenu de polémique au sujet du jugement qui a condamné Shigemitsu ; il s'est contenté de renvoyer pour ce point au livre de Lord Hankey intitulé *Politics, Trials and Errors*, pour rendre justice à Shigemitsu.

La traduction anglaise a supprimé de l'original certains chapitres inutiles au lecteur occidental. En outre, il faut noter que ce livre n'est pas un journal relatant la vie quotidienne de l'auteur mais plutôt une histoire. Les chapitres portant sur des périodes dans lesquelles Shigemitsu a joué un rôle ont une allure plus personnelle que d'autres, qui établissent simplement la continuité du récit des événements, mais partout on retrouve la pensée de Shigemitsu.

L'avant-guerre occupe les deux tiers du livre (en traduction). Sans doute ne trouvera-t-on aucun fait qui ne soit déjà connu, mais la présentation des événements fait l'intérêt de l'ouvrage.

Shigemitsu expose la montée rapide du parti militaire, le jeu caché de certains officiers de haut grade qui espéraient renverser le gouvernement au profit de l'armée en se servant de l'effervescence régnant parmi les jeunes officiers. Il montre clairement que l'Armée japonaise de Mandchourie se considérait comme dans un fief où elle agissait à sa guise, mettant le ministère de la Guerre de Tôkyô devant le fait accompli, écartant et menaçant même les autorités civiles japonaises sur le continent. Dans un chapitre consacré aux incidents qui éclatèrent sur la frontière sibérienne, il confirme que les troupes japonaises ont subi là une sérieuse défaite que l'on s'efforça de cacher.

Tout au long de son livre, Shigemitsu soutient le prince Konoe, homme libéral certes, mais dont la figure fut souvent déconcertante, car ses discours étaient bien fumeux et dans des circonstances graves, il se montra curieusement passif. Shigemitsu est très indulgent pour ce personnage ambitieux, suffisant et brouillon qu'était Matsuoka. Il en avait « attendu de grandes choses », mais il fut déçu. On souhaiterait des biographies impartiales de ces deux hommes d'État.

La partie de l'ouvrage qui traite de la politique au cours des deux dernières années de guerre est particulièrement intéressante. L'empereur aspirait de plus en plus à la paix, dut-il en coûter au Japon ses possessions d'outre-mer. Théoriquement, c'est lui qui avait le pouvoir de faire la guerre et la paix, mais constitutionnellement, le ministre des Affaires étrangères était son conseiller et son aide. De son côté, ce dernier devait exposer ses projets au Premier ministre, mais celui-ci était Tôjô, un militaire partisan

(1) Mamoru SHIGEMITSU, *Japan and her destiny (My struggle for peace)*, édité par le Major-general F. S. G. Piggott, traduction d'Oswald WHITE, Hutchinson, Londres, 1958, 392 p.

acharné de la guerre ! En outre, l'Armée, qui entendait pousser la lutte jusqu'à la dernière extrémité, sur le sol même du Japon, faisait surveiller de très près par la gendarmerie, devenue une police d'État, tous les hommes politiques suspects de pencher vers la paix. Shigemitsu lui-même se sentait épié.

Peu à peu les revers amenèrent presque tous les membres du gouvernement, les grands chefs de la Marine et finalement ceux de l'Armée eux-mêmes, à sentir que la reddition était inévitable.

Les efforts de Shigemitsu, conjugués avec ceux du marquis Kido, le Garde du Sceau privé et conseiller immédiat de l'empereur, sont à lire. On verra également avec intérêt le sobre récit de la révolte des irréductibles de l'Armée et des derniers soubresauts au cours desquels une attaque du Palais fut commencée, des assassinats et des incendies perpétrés, et qui se termina par le suicide des chefs de ces désespérés.

Sur le nationalisme japonais

Les origines de la guerre faite par le Japon à la Chine à partir de 1937, aux États-Unis, à l'Angleterre et à la Hollande à partir de 1941, ont été exposées maintes fois dans les nombreux ouvrages qui ont déjà été consacrés à cette guerre, surtout par les Américains et les Britanniques. Cependant, pour la première fois en dehors du Japon, un historien a analysé avec soin le développement du chauvinisme effréné et de l'appétit démesuré d'expansion qui ont abouti à la catastrophe (1). Les détails de cette évolution ont été à certains moments si confus, l'attitude de plusieurs personnages a présenté suivant les circonstances de telles incohérences, qu'il était utile d'aller plus avant dans l'étude de ce mouvement ; toutefois il a fallu à l'auteur de la persévérance pour clarifier des situations parfois très embrouillées tout en évitant de rebuter le lecteur par un amoncellement de faits secondaires. M. Storry s'est servi (en leur restant peut-être trop fidèle ?) des mémoires de Saionji, le dernier *genrô*, qui furent rédigés par Harada. Bien entendu, il s'est aidé aussi des volumineux procès-verbaux du *Tribunal militaire international* de Tokyo et il cite encore d'autres sources japonaises. Il a pu rencontrer au Japon plusieurs personnes qui ont joué un rôle important au cours de la période étudiée. Modestement, il déclare que le sujet n'est pas épuisé. Comment pourrait-il l'être ? Tant de points sont encore et resteront probablement toujours obscurs. Il a raison de rapporter cette phrase d'un Japonais qui est moins une boutade qu'elle ne le paraît : « Dans une déclaration japonaise, il y a 60 % que l'on comprend, 40 % que l'on devine et 10 % qui restent inconnus. »

Bien qu'il se soit proposé de commencer son étude avec l'incident de Mandchourie en 1931 pour la conduire jusqu'à Pearl Harbor (8 décembre 1941), l'auteur ne pouvait se dispenser de remonter plus haut et de rappeler les fondements du chauvinisme japonais : croyance à l'origine divine du pays et de la dynastie, à une mission imposée par les dieux, loyauté à l'égard du trône. Sans doute aurait-il pu insister sur le fait que, si beaucoup de Japonais des années récentes n'avaient plus dans les principes essentiels du *shintoïsme* une foi aveugle, tous avaient hérité de leur religion première et de leur éducation un grand orgueil de leur pays, orgueil que l'histoire de leurs îles jamais envahies par l'étranger et que les victoires

(1) Richard Storry, *The double patriots (Les super-patriotes)*. En sous-titre : *Une étude du nationalisme japonais*, Chatto and Windus, Londres, 1957, 335 p.

remportées sur la Chine et la Russie ont contribué à développer. Depuis la *Révolution de Meiji* tous les Japonais cultivés savaient que la civilisation matérielle de leur pays retardait sur celle des grandes nations blanches (avec une curiosité innée des choses étrangères et un désir ardent de les assimiler, ils se hâtaient de rattraper les distances), mais sur le plan de l'esprit, ils n'admettaient aucune infériorité.

La connaissance de ces particularités de la psychologie japonaise aide à comprendre le programme de ces associations nationalistes telles que celle qui fut fondée vers 1924, dissoute en 1936 et qui s'appelait le *Kokuhonsha*, la *Société des Fondements du pays*. Réunissant des personnalités marquantes de l'État, des généraux, des amiraux, présidée par un ancien ministre de la Justice, elle compta jusqu'à 200 000 membres. Voici quatre axiomes posés par son président en 1931 : 1° Le Japon a un caractère unique, religieux ; 2° Tout ce qui est contraire aux principes moraux sur lesquels le pays est fondé doit être réformé ; 3° Le Japon a en Asie une mission spéciale ; 4° Les moyens militaires doivent être employés pour détruire les forces qui s'opposeraient à la marche du pays vers son idéal.

Un autre facteur de la formation des nombreuses sociétés nationalistes qui comprenaient à la fois des militaires et des civils et qui foisonnèrent entre 1919 et 1940 (on les compta par centaines, mais beaucoup n'eurent qu'une vie éphémère ou ne groupèrent que peu d'adhérents), c'est la transformation des cadres militaires après la première guerre mondiale. Jusqu'alors les familles de *samurai* avaient fourni la plus grande partie du corps des officiers, mais peu à peu les fils de cultivateurs, d'artisans, de commerçants prirent à côté des premiers une place importante ; or ceux-ci n'avaient pas été élevés dans les traditions de ceux-là ; les nouvelles conditions économiques et les influences politiques avaient plus de prise sur eux. Après la mort du maréchal Yamagata en 1922, le clan de *Chôshû* jusqu'alors tout-puissant dans les hautes sphères de l'armée, perdit son prestige et plusieurs cliques rivales se disputèrent les hauts grades et les emplois importants.

Les buts des ultra-nationalistes, civils ou militaires, étaient souvent définis en termes assez vagues mais dans l'ensemble ils revenaient toujours à se débarrasser des gens au pouvoir, soit dans le domaine politique (ministres, conseillers de la Cour), soit dans le domaine économique (grands capitalistes, directeurs de trusts), soit dans le domaine militaire (chefs jugés timorés), pour les remplacer par des officiers ou des civils ayant le même idéal. Les programmes de ces partis comportaient l'expansion hors de l'archipel japonais, la soumission de bon gré ou la conquête par les armes de zones vastes dont les ressources étaient nécessaires à un Japon peu favorisé ; pour les exécuter, il était nécessaire de chasser de leurs possessions extrême-orientales les grandes puissances qui s'y étaient établies. Tous les moyens étaient licites pour amener au pouvoir des hommes imbus de ces idées. Ainsi s'expliquent les multiples assassinats politiques et les mutineries militaires de la période étudiée. Ce sont les mêmes desseins d'hégémonie en Extrême-Orient que l'on retrouve dans la politique extérieure.

Les nationalistes savaient que l'Empereur leur était hostile. N'osant pas l'attaquer ouvertement sous peine de se mettre en contradiction avec leurs propres principes — ils le critiquèrent tout de même à plusieurs reprises — ils disaient qu'il était conseillé par d'anciens hommes d'État timides, ou des politiciens aux idées fausses, ou des capitalistes égoïstes. Tout au long de son ouvrage, l'auteur rapporte les tentatives faites par l'Empereur pour freiner les excès des nationalistes, mais prisonnier d'un statut ambigu qui lui donnait en théorie un pouvoir total et ne lui laissait en pratique aucun moyen de l'exercer, son action ne pouvait être que

limitée. M. Storry montre que l'Empereur était un modéré, un libéral, plein de bon sens, d'ailleurs beaucoup plus porté vers ses études de laboratoire que vers les affaires politiques. Il arriva souvent que les hauts fonctionnaires ou les grands chefs à qui il faisait connaître ses désirs, fissent mine de lui obéir, quittes à agir, ou à laisser agir, dans un sens opposé à la volonté impériale. On ne peut donner d'exemple plus frappant de cette duplicité (en opposition flagrante avec la loyauté à l'égard du souverain) que dans l'attitude du ministère de la Guerre au moment de l'incident de Mandchourie.

Il convient d'abord de rappeler que l'armée du Kouan-tong agissait sur le continent avec une indépendance surprenante vis-à-vis de Tôkyô. Sans doute tenait-elle le ministère de la Guerre au courant de ce qu'elle faisait, mais parfois après coup. Quant au Gouvernement, on peut dire qu'il se trouvait toujours en face du fait accompli. Pour être renseigné, le ministère des Affaires étrangères faisait espionner — il n'y a pas d'autre mot — les militaires par ses consuls. Ces derniers l'avaient prévenu vers le 15 septembre 1931 de l'imminence d'un coup que l'armée projetait pour le 18. Shidehara, le ministre des Affaires étrangères dont la modération était qualifiée de faiblesse par les nationalistes, protesta vigoureusement auprès de son collègue à la Guerre, le général Minami, à qui l'Empereur avait justement recommandé, quelques jours auparavant, « de prendre les plus grandes précautions relativement aux actions de l'armée en Mandchourie et en Mongolie ». Minami, embarrassé, se tira d'affaire de la manière suivante. Il rédigea une lettre urgente et confidentielle à l'adresse du général Honjo, commandant l'armée du Kouan-tong, lui prescrivant d'annuler tous les préparatifs qui auraient pu être faits pour exécuter un « coup d'État ». On pourrait penser qu'il aurait télégraphié ces instructions, ou qu'il les aurait fait porter par avion. Non, il les envoya par un messager qui prit le train et le bateau. Et quel messager ! Le général Tatekawa, un nationaliste à la fois fanatique et prudent, que l'on retrouve dans la coulisse de tous les complots. L'auteur dit avec raison que cela revenait à demander à un pyromaniaque d'aller empêcher quelqu'un d'allumer un incendie. Tatekawa arriva incognito le 18 au soir à Moukden ; le commandant de l'armée était en tournée d'inspection à Leao-yang, son chef d'état-major au quartier général à Port-Arthur. Signalé en cours de route, Tatekawa fut accueilli à la descente du train par le premier officier de l'état-major. Nul ne sait ce que les deux officiers se dirent, mais Tatekawa alla passer sa nuit dans une maison de passe. Pendant ce temps, entre 22 h 30 et 23 h, l'incident se produisait ; une explosion avait eu lieu sur la voie ferrée, les premières mesures d'occupation étaient déclenchées. Ce n'est que le lendemain soir 19, vers minuit, que Tatekawa vit le général Honjo. La comédie était jouée et le ministre de la Guerre semblait avoir donné satisfaction à chacun, mais le vieux *genrô* Saionji, à la longue expérience, ne fut pas dupe.

Les actes terroristes de cette période ont été racontés maintes fois mais M. Storry en éclaire la genèse et l'accomplissement par des analyses pleines d'intérêt. Ceci est vrai en particulier pour les attentats des 9 février, du 15 mars et du 15 mai 1932, l'*année des assassinats*, ainsi que l'auteur l'appelle. On relit volontiers aussi le récit de la mutinerie du 26 février 1936 à laquelle prirent part plus de 1 400 hommes de la garnison de Tôkyô sous la conduite du capitaine Nonaka. On sait que sur sept victimes désignées (le premier ministre, le garde du sceau privé, le grand chambellan, le ministre des Finances, l'inspecteur général de l'Instruction, le prince Saionji, etc.), trois seulement tombèrent sous les coups des assassins, mais il y eut d'autres victimes, par exemple le beau-frère du premier ministre qui fut pris pour ce dernier. L'Empereur eut en ces circonstances une attitude ferme : 17 offi-

ciers furent condamnés à mort, 13 exécutés le 12 juillet et 4 autres vers la fin de l'année suivante.

L'indiscipline qui régnait à l'intérieur de l'armée et aussi dans la marine, quoique à un degré moindre, se retrouve à plusieurs reprises dans les troupes de Chine. Mais qu'on ne s'y trompe pas : la désobéissance aux ordres reçus, ou simplement les initiatives contraires aux instructions générales n'avaient pas d'autres motifs que la gloire de l'Empire. Ceux qui s'en rendaient coupables, n'étaient coupables que d'être plus royalistes que le roi. C'est pour cela que, le plus souvent, les échelons supérieurs se montraient à leur égard pleins d'indulgence. Par exemple, l'artillerie qui canonna le bateau britannique *Ladybird* sur le Yang-tseu était commandée par Hashimoto, un officier ultra-nationaliste qui avait déjà été rayé une première fois de la liste d'activité ; ce n'est que l'année suivante, à la suite de nombreuses demandes de l'ambassadeur d'Angleterre, que cet officier fut rappelé au Japon et de nouveau rayé des cadres actifs. Toutefois, les aviateurs de la Marine (un corps toujours turbulent par son chauvinisme) qui à la même époque avaient bombardé le *Panay*, bateau américain, furent l'objet de sanctions immédiates.

A partir du début de la guerre de Chine, l'histoire du nationalisme japonais se confond avec l'histoire même de la politique intérieure et extérieure du pays, la puissance des militaires grandissant de plus en plus. L'ouvrage de M. Storry présente pour cette dernière phase une originalité peut-être moins grande que pour le reste.

On ne trouvera pas, dans cet exposé très objectif, de portraits des personnages qui sont en scène. L'auteur a laissé parler les faits sans chercher à préciser les traits de certaines figures. Des touches, çà et là, nous permettent cependant d'entrevoir l'énigmatique et influençable prince Konoe, l'influent et prudent marquis Kido, mais il n'est fait aucune allusion à la verbosité et à la vanité légendaires du ministre Matsuoka, à l'esprit subtil et rusé, dissimulé sous une face joviale, bon enfant, sympathique, du général Tatekawa, à la suffisance un peu ingénue de l'admirateur aveugle du nazisme, le général Oshima, capable de tenir tête aux plus solides buveurs du Reich et dont il fut dit qu'il avait manqué une vocation de marin puisqu'il avait si bien torpillé son ambassadeur Mushakôji, pour prendre sa place.

Ces critiques vénielles ne diminuent pas la valeur considérable de l'étude du nationalisme japonais faite par M. Storry. Relevons ces pensées dans sa conclusion : « Ce mouvement fut dû (à une exception près) aux affaires extérieures... Ceci n'était pas une nouveauté dans l'histoire récente du Japon. En vérité, depuis l'époque de l'arrivée de Perry dans la baie de Edo en 1853 jusqu'à « l'incident » de la bombe à hydrogène de Bikini en 1954 ce fut le choc produit par les événements extérieurs qui à maintes reprises accapara les Japonais, parfois jusqu'à leur faire oublier leurs affaires intérieures... Se retournant vers les ruines et les cendres de la guerre du Pacifique, les Japonais sont en majorité portés à rejeter les vieux ultra-nationalistes, en uniforme ou sans uniforme, comme des fous... Personne ne peut oser prédire qu'une telle folie n'infectera pas de nouveau le corps politique du Japon, mais si cela arrive, la résistance qui lui sera offerte sera plus vigoureuse et plus durable qu'avant la guerre du Pacifique... On ne peut en dire davantage. »

La Résistance malaise

Nous sommes peu documentés sur la résistance qu'ont opposée les populations de la presqu'île malaise à l'occupation des Japonais, aussi sommes-

nous attirés par un livre écrit par un Chinois cultivé qui est né et vit en Malaisie où il est professeur (1).

Les troupes japonaises ont, par système, terrorisé les habitants pour décourager à l'avance tout mouvement dirigé contre elles. Or, les brutalités et les atrocités auxquelles elles se sont livrées ont eu un effet opposé à celui qu'elles escomptaient. Les survivants des familles massacrées ont voulu venger leurs morts et la résistance telle que M. Chin l'a exposée a été précisément fondée sur la satisfaction de vengeances individuelles autant que sur la volonté de chasser l'envahisseur hors du pays.

Le récit de M. Chin est très vivant et aussi passionnant qu'un roman d'aventures. L'historien ne peut malheureusement pas en faire état pour sa documentation, car il n'a aucun moyen de distinguer les faits réellement arrivés des épisodes imaginés. La chronologie d'incidents de faible importance est parfois enregistrée avec une grande précision, mais des faits qui ont dû cependant avoir un grand retentissement local, comme l'explosion d'un important dépôt de munitions voisin de Singapour, ne sont pas datés.

Nous retiendrons de ce livre une image certainement fidèle de la vie dans la presqu'île malaise au temps de l'occupation, et aussi des notations intéressantes sur les réactions de ces résistants de races variées : Malais, Chinois, Indiens du Nord et du Sud. On lira encore avec attention les dernières pages du livre, qui sont consacrées à l'agitation communiste en Malaisie lors et au lendemain de la défaite japonaise.

G. Renondeau.

(1) Chin kee onn, *Silent Army*, Longmans, Green & Co., New York, Londres, Toronto, 1953, in-8°, 259 pages.

SUR LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Les problèmes de la main-d'œuvre en Grande-Bretagne (1939-1945)

La présente esquisse repose sur les données fournies par deux ouvrages de l'histoire officielle britannique de la seconde guerre mondiale : *Manpower*, de H. M. D. Parker, et *Labour in the Munitions Industries* de Mrs. Inman (1). Le plan aboutissant à la répartition des matières entre les deux volumes ne peut manquer d'aboutir à des doubles emplois fréquents. La seule compensation est de voir le même sujet traité par deux auteurs au tempérament différent : l'exposé de Mrs. Inman se caractérise par une netteté plus grande et un sens critique plus aiguisé.

Les problèmes de main-d'œuvre présentent toujours deux aspects : aspect matériel relativement simple — le rapport entre le nombre de bras disponible et la quantité de travail à leur faire accomplir ; aspect psychologique beaucoup plus complexe — sentiments, aspirations et craintes des travailleurs, rapports entre employeurs et employés, traditions corporatives et syndicales, etc. Les deux ouvrages dont il s'agit ne traitent guère, de façon systématique, que l'aspect matériel du problème ; mais nous voyons à chaque instant les réactions psychologiques des travailleurs, et même des employeurs à l'occasion, avoir des contrecoups sensibles sur l'accomplissement des plans.

Jusqu'au mois de mai 1940, la main-d'œuvre disponible parut au total numériquement suffisante, l'effort de réarmement ne s'effectuant qu'à une échelle fort limitée (2), et la Grande-Bretagne entrant en guerre en 1939 avec 1 230 000 chômeurs enregistrés ; les chômeurs étaient encore près d'un million en avril 1940 (3). Par contre, la pénurie d'ouvriers qualifiés se faisait déjà sentir dans certaines branches importantes comme celle des industries mécaniques, posant d'emblée un des problèmes techniquement et socialement les plus graves : celui de la *dilution*. Ce terme anglais couvre d'une façon générale tous les procédés permettant de remplacer les ouvriers qualifiés par d'autres moins qualifiés ; ce peut être la décomposition des tâches, en liaison avec une mécanisation accrue, ou l'application de méthodes de formation professionnelle accélérée, etc. ; poussée assez loin, la *dilution* aboutit au remplacement de beaucoup d'hommes par des femmes dans les travaux industriels. Mais cette pratique, de plus en plus indispensable à mesure que la guerre devenait plus totale, se heurte à une résistance syndicale déterminée, renforcée encore par les souvenirs des années de crise, mais explicable aussi par des craintes concernant l'avenir : n'allait-on pas assister, sous le couvert des nécessités exceptionnelles de la guerre, à une évolution irréversible des techniques, aboutissant à un déclassement permanent du travail qualifié ? L'opposition ouvrière servant, d'autre part, fréquemment d'alibi à la routine des employeurs, la dilution se heurta toujours à des obstacles considérables ; elle s'effectua pourtant dans une certaine mesure — les statistiques à cet égard sont trompeuses ou impossibles

(1) *History of the Second World War. United Kingdom Civil Series*, London, His Majesty's Stationery Office, 1957.

(2) Voir notamment Inman, p. 16.

(3) Parker, pp. 72-73.

à établir — mais il paraît certain qu'il y eut jusqu'à la fin de la guerre, par le maintien obstiné de certaines pratiques des périodes de sous-emploi, un notable gaspillage des capacités, empêchant la main-d'œuvre d'atteindre son rendement maximum.

La fin de la « drôle de guerre » amena un changement complet des perspectives. Dans l'automne 1940, un Comité présidé par sir William Beveridge s'efforça, pour la première fois, d'établir un budget d'ensemble de la main-d'œuvre. Il prévoyait que, dans le courant de l'année 1941, il faudrait ajouter, aux effectifs du 1er septembre 1940, 1 800 000 personnes pour les forces armées, et 1 500 000 pour les industries de guerre (1). Ces chiffres, souvent révisés par la suite, permettent simplement de préciser le problème : il y a désormais, en Grande-Bretagne, et toute question de qualification mise à part, une pénurie absolue de personnel qui ne peut que s'aggraver sans cesse, car sans même parler des pertes de guerre, le nombre des adolescents arrivant à l'âge où ils deviennent utilisables ne cesse de décliner par suite de la dénatalité : la chute totale au cours des années de guerre est de plus de 300 000 unités (2). Il faut donc, non seulement assurer l'emploi total des hommes, mais faire largement appel aux femmes (le premier budget de main-d'œuvre prévoit le recrutement de plus d'un million d'entre elles) ; il faut avoir recours également aux sources extérieures : l'emploi des Irlandais, qui paraît tout indiqué, se heurte en fait à de considérables difficultés psychologiques, dues principalement à la xénophobie anglaise ; les autres étrangers ne donnent que des effectifs insignifiants ; seuls les prisonniers de guerre finissent par fournir plus de 200 000 travailleurs. Force est donc de dépouiller de leur main-d'œuvre toutes les activités qui n'ont pas de rapport direct avec l'effort de guerre : celles-ci perdront plus de 4 millions et demi d'employés au cours de la guerre (3). Même à ce prix, tous les besoins ne seront pas satisfaits : en 1942, par exemple, on réduira de plus de 500 000 personnes les demandes des forces terrestres, et de 250 000 celles des forces aériennes (en comprenant dans ce chiffre les besoins des industries ravitaillant ces forces) (4). Et l'on en arrivera, devant l'insuffisance des systèmes de contrôle et de priorité, aux allocations autoritaires de la main-d'œuvre que l'on répartira entre tous les besoins, aucun ne pouvant être intégralement satisfait.

Il ne faudrait pourtant pas se faire d'illusion sur cette planification théoriquement très poussée. Tout d'abord, il est impossible de calculer exactement à l'avance les besoins de main-d'œuvre correspondant à un programme industriel déterminé (5). D'autre part, le recrutement et la répartition de la main-d'œuvre furent confiés essentiellement au ministère du Travail, et celui-ci fut attribué, lors de la constitution du Cabinet de mai 1940, au grand chef syndicaliste Ernest Bevin. C'était le moyen d'obtenir la coopération la plus sincère possible, à l'effort de guerre, des *Trade Unions*, jusque-là réservées et méfiantes. Mais Bevin était un champion déterminé des méthodes volontaires, et n'employa les méthodes autoritaires qu'avec beaucoup de répugnance et de retard (6). Il faut bien reconnaître d'ailleurs que demander à un ouvrier de quitter son métier, son usine, sa ville, pour s'en aller ailleurs pratiquer un travail qu'il ne connaît pas, dans des conditions de logement et de vie souvent très précaires, et sans pouvoir emmener

(1) Parker, pp. 102-105.
(2) Parker, p. 355.
(3) Voir le tableau détaillé, Parker, p. 483.
(4) Parker, p. 178.
(5) Voir notamment la très intéressante discussion de P. Inman, pp. 201 sqq.
(6) Voir Inman, p. 65 ; Parker, p. 287, etc.

sa famille, est une entreprise hasardeuse ; l'étonnant dans ces conditions est que ces transferts de main-d'œuvre aient pu finalement s'opérer sur une assez grande échelle, et non pas qu'ils soient restés très inférieurs à ce qui eût été techniquement souhaitable. Ce qui rendait d'ailleurs cette opération encore plus difficile, c'est que le gouvernement — et Ernest Bevin en particulier — s'opposa toujours au contrôle et à la fixation autoritaires des salaires. Sans doute la stabilisation des prix réalisée par ailleurs, et le rationnement, permirent-ils dans une large mesure d'obtenir une stabilisation globale des salaires et d'endiguer l'inflation (1). Mais il y avait là un obstacle supplémentaire à la nécessaire redistribution de la main-d'œuvre : le travailleur que l'on changeait d'occupation n'était nullement assuré de retrouver un salaire au moins égal à celui qu'il perdait.

Pour ces raisons, et pour bien d'autres — surmenage, facilités économiques dues au suremploi, etc. — le nombre des grèves fut sensiblement plus important durant la période de guerre que dans la période précédente (2) ; mais le nombre de journées perdues, de ce fait, resta très inférieur à ce qu'il avait été en 1914-1918 (3), et c'est un résultat dont l'Angleterre est certainement redevable pour une grande part aux efforts considérables accomplis dans le domaine social par le ministère du Travail sous l'impulsion d'Ernest Bevin.

En résumé, la Grande-Bretagne obtint de sa main-d'œuvre, pour la guerre de 1939-1945, un effort immense : tous ceux à qui il était humainement possible de le demander furent mis au travail, souvent dans des conditions fort pénibles, et beaucoup effectuèrent longtemps des semaines de 60 à 70 heures. Mais cet effort s'accomplit avec un retard indéniable, et, pour des raisons diverses — attachement à des traditions périmées, défauts d'organisation, manque de cohérence aussi de la politique générale — n'eut pas tout le rendement qu'on pouvait escompter.

Sur l'armée et la mobilisation économique

Le titre de l'ouvrage de M. E. Smith ne doit pas prêter à confusion (4). Il s'agit essentiellement ici de la façon dont ont été effectués les achats militaires aux États-Unis durant la guerre. Les questions de mobilisation économique ne sont abordées qu'incidemment ; le livre fournit néanmoins quelques éléments visant à rectifier ou à nuancer, en présentant le point de vue du technicien, les appréciations excessives et les conceptions un peu théâtrales du monde politique, telles qu'elles sont exprimées notamment par Janeway. L'ensemble de l'ouvrage a, d'ailleurs, un caractère apologétique assez marqué. Nous ne reprendrons pas l'exposé des problèmes économiques généraux, déjà traités ici même (5), et nous nous bornerons à résumer ce que le livre nous apporte sur deux points essentiels : le volume des achats de l'armée, et le prix de ces achats.

Le volume des achats militaires américains fut énorme, très supérieur à ce qui se révéla effectivement nécessaire. Un seul exemple : à la fin de la guerre, sur 21 millions de tonnes de munitions produites aux U.S.A., 1/2 million avaient été envoyées outre-mer, et 1/4 effectivement consom-

(1) Parker, p. 432.
(2) Inman, p. 393.
(3) Parker, p. 457.
(4) R. Elberton Smith, The Army and Economic Mobilization (*U.S. Army in World War II*, Office of the Chief of Military History, Washington, D. C. 1959, 749 p. Index).
(5) Voir Points de vue sur l'économie de guerre aux États-Unis, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1955.

mées ! Évidemment, il est impossible de prévoir exactement les péripéties et l'issue d'une guerre, et de calculer les besoins correspondants, et dans ces conditions la prudence commande de voir grand, quand c'est possible. Mais ces remarques ne suffisent pas à expliquer une pareille disproportion. Il faut invoquer d'autres causes. La première est l'action personnelle du président Roosevelt : celui-ci, laissant délibérément de côté tous les essais préalables de planification, lance, au moment de Pearl Harbour, son *Victory Program*, sans aucune base précise, avec pour intention principale de frapper les imaginations et de stimuler les énergies. Mais une autre cause, sur laquelle le présent ouvrage nous apporte beaucoup de lumières, réside dans les méthodes mêmes de détermination des besoins employées par l'armée au début. Le principe en était d'assurer, automatiquement et d'avance, la couverture de tous les besoins susceptibles théoriquement de se présenter, en généralisant tous les cas particuliers. On aboutissait ainsi à des quantités astronomiques de fournitures de toute espèce, dont la plus grande partie était inutilisable dans les opérations où les troupes se trouvèrent effectivement engagées. D'ailleurs, au fur et à mesure que les opérations se déroulaient, les techniciens de l'armée, munis désormais de données expérimentales, contrôlèrent de plus en plus près la détermination des besoins, pour aboutir en général à des réductions substantielles.

L'autre grand problème était celui des prix. Pour ses achats insignifiants du temps de paix, l'armée était soumise aux règles de l'adjudication. Le système devint inapplicable dès que les commandes militaires représentèrent une fraction importante de la production nationale. Il fallut recourir aux marchés de gré à gré. Mais la production en grandes masses d'articles proprement militaires, souvent jamais fabriqués jusque-là, et dont les types étaient appelés à se perfectionner, à se modifier constamment, posait à l'industrie des problèmes entièrement nouveaux : il était souvent impossible de déterminer à l'avance le coût final de l'article ainsi commandé. Dans ces conditions, les prix fixés par contrat risquaient d'être presque toujours beaucoup trop élevés. Mais comment faire autrement ? En concluant des contrats à formule souple, prévoyant la détermination finale des prix en fonction des coûts de production effectivement constatés. L'armée employa assez largement ce système (pour un tiers de ses commandes environ), mais il fut vivement critiqué, notamment par la *Commission Truman*. Son principal défaut était que, avec ce type de contrats, rien ne poussait les producteurs à réduire leurs prix de revient. On en vint, pour réduire les prix et les profits de guerre excessifs, à une procédure directement contraire à deux principes fondamentaux du droit romain : l'inviolabilité des contrats et la non-rétroactivité des lois. Ce fut la *Renegotiation*, qui consistait à discuter à nouveau, à la lumière des coûts effectivement constatés, des prix fixés auparavant. La *Renegotiation* aboutit à faire tomber de 16 à 9 % la marge bénéficiaire des producteurs de guerre, et ses effets indirects furent encore plus importants, quoique non chiffrables : les fournisseurs se mirent à calculer moins largement leurs prix.

Au total, M. Elberton Smith n'a pas tort de conclure que la politique des achats de l'armée fut un succès : la supériorité en matériel de l'armée américaine fut un facteur décisif de la victoire ; les efforts tentés dans le domaine de la *Renegotiation* en particulier, empêchèrent le renouvellement des scandales des « profiteurs de guerre », qui avaient pesé d'un tel poids sur la politique américaine après 1919 ; en même temps, la politique de liquidation des contrats de guerre fut assez large pour permettre la longue prospérité des États-Unis après 1946. On peut pourtant faire observer que les États-Unis pratiquèrent une guerre trop chère, qui ne pouvait être victorieuse que contre un adversaire aux ressources très inférieures. Une

autre remarque s'impose à l'économiste. Dans ce domaine qui est, par excellence, celui de l'intervention de l'État, les États-Unis eurent, curieusement, le comportement « cyclique » des économies de libre entreprise : « boom » inconsidéré des commandes et des prix en 1941 et 1942, tendance à la « contraction » dans les années suivantes (ce qui n'est pas du tout le cas de la Grande-Bretagne). Il y a là matière à réflexion sur l'importance du facteur psychologique.

Le Blocus

Suivant le même plan que dans son premier volume (1), M. Medlicott continue à retracer l'histoire de la guerre économique à partir de juillet 1941, moment où la Russie cesse d'être une des grandes voies du ravitaillement allemand (2). Pourquoi introduire la coupure ici, et non un peu plus tard, à la date de Pearl Harbour ? C'est que, dès avant d'être eux-mêmes belligérants, les États-Unis coopèrent activement au blocus britannique. La politique américaine de guerre économique demeurera d'ailleurs toujours différente de la politique anglaise en ce domaine : les États-Unis, en raison même de leurs traditions, répugneront à invoquer contre les neutres les droits de belligérance, et se baseront de préférence sur le concept de « défense de l'hémisphère occidental » ; leurs armes de prédilection seront le contrôle et le blocage des fonds étrangers, la mise à l'index des firmes travaillant pour l'ennemi, les licences d'exportation, l'achat préventif (préemption) des matières premières stratégiques. Au contraire, ils n'auront guère recours à l'interception et au contrôle par les croisières navales, qu'ils interdiront même aux Anglais de pratiquer dans la mer des Caraïbes. Cela n'empêchera pas les États-Unis de se montrer souvent plus rigoureux que l'Angleterre vis-à-vis des neutres, en particulier de la Suède et surtout de l'Espagne ; la politique américaine vis-à-vis de ce dernier pays sera largement influencée par des considérations idéologiques.

En fait, c'est la participation active des États-Unis au blocus qui déclenche la guerre du Pacifique. Le Japon était, en effet, très vulnérable aux armes financières et commerciales ; le blocage de ses avoirs aux États-Unis, dans l'été 1941, signifiait pour lui l'étranglement économique à terme, et ne lui laissait le choix qu'entre l'abandon de toute la politique qu'il avait suivie depuis 1935, ou la guerre ; comptant qu'une offensive aboutissant à la conquête rapide de l'Asie du Sud-Est le libérerait de l'étreinte américaine, il choisit Pearl Harbour. Il y avait donc là, désormais, un second blocus à établir ; mais M. Medlicott ne parle qu'incidemment des problèmes japonais ; priver de ressources un adversaire insulaire lui paraît un problème de guerre navale plus que de guerre économique.

C'est donc essentiellement de l'Allemagne qu'il s'agit, et la plus grande partie du livre est consacrée aux tractations avec ses voisins neutres. Tractations laborieuses, car ces neutres ne se privent pas — même s'ils sont alliés de l'Angleterre, comme le Portugal et la Turquie — de défendre énergiquement une indépendance économique qui n'est pas sans leur valoir des profits appréciables : c'est ainsi que la Turquie se sert de son chrome pour obtenir des armes à la fois de l'Allemagne et des Alliés ; c'est ainsi que l'Espagne et le Portugal connaissent une véritable « ruée vers le wolfram » : la surenchère entre les belligérants provoque une forte hausse des prix et un considérable développement de la production, qui

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, avril 1955.

(2) W. N. Medlicott, *The Economic Blockade*, vol. II (History of the Second World War, *United Kingdom civil series*), London, H. M's Stationery Office, 1959, in-8°, xiv-727 p. Prix : 50 $.

met largement en échec la politique de « préemption ». Chemin faisant, l'auteur ne se prive pas de faire ressortir les maladresses et la brutalité de la politique des États-Unis, son incohérence aussi, due à l'absence de coordination des différentes administrations. Il serait intéressant de posséder une version américaine officielle des mêmes événements.

Quel a été finalement le résultat de ces efforts prolongés et multiples, utilisant des moyens considérables, et de ce système de mesures très complexe qu'on résume sous le nom de Blocus ? Les indications que fournit à ce sujet l'ouvrage de M. Medlicott sont assez décevantes. Non seulement l'Allemagne n'a pas été affamée, mais sa production d'armements n'a cessé de croître, pour atteindre son maximum en juin 1944. Il est vrai que c'est à peu près le moment où le blocus devient véritablement effectif : la Turquie suspend ses livraisons de chrome à l'Allemagne le 20 avril 1944, la Suisse cesse de lui fournir des armes le 1er octobre 1944, l'Espagne et le Portugal privent l'Allemagne de wolfram à partir de mai-juin 1944, etc. Qu'est-ce à dire, sinon que le blocus n'a vraiment entravé l'effort allemand qu'après les victoires militaires qu'il avait précisément mission de préparer et de faciliter ? Valait-il la peine, dans ces conditions, d'infliger aux neutres, et surtout aux pays occupés, tant d'incommodités, et même des souffrances très réelles ? La question a été posée par certains, dès ce moment, aux États-Unis et en Angleterre. Les réponses qu'y apporte l'ouvrage insistent surtout sur les effets indirects, sur le moral de l'ennemi, soulèvent le problème de ce qui se serait passé si le Blocus n'avait pas existé. Si même l'on n'est pas convaincu par ces raisonnements, on ne peut que souligner l'intérêt de cet ouvrage, et la richesse des aperçus qu'il fournit non seulement sur l'histoire de la guerre, mais sur l'économie contemporaine.

Le corps du Génie dans l'armée américaine (1)

Le Génie constitue traditionnellement dans l'armée américaine un corps d'élite, remplissant à la fois des tâches militaires et les tâches civiles confiées chez nous aux Ponts et Chaussées. Et son rôle n'a fait que croître au cours de la deuxième guerre mondiale, qui fut par excellence « une guerre du Génie ». On ne peut qu'énumérer ici les missions si neuves et si diverses étudiées dans ce livre : construction ou reconstruction de bases, de ports, d'aérodromes ; déminage ; opérations amphibies ; établissement de cartes à partir de la photographie aérienne ; distribution du pétrole, etc. Il s'ensuivit naturellement une complication considérable de l'équipement, accomplie pour l'essentiel dès 1940-41 : dans cette période, le nombre de pièces de l'équipement individuel passe de 22 à 139. Mais le problème le plus grave était de former à ces tâches multiples des hommes qui étaient à l'origine essentiellement terrassiers et pontonniers. A travers maints tâtonnements, on aboutit à une formation d'unités ou d'individus étroitement spécialisés, non sans une vigoureuse résistance des défenseurs de l'entraînement militaire général. Le Génie, présent partout, fut souvent aussi l'enjeu des rivalités inter-armes qui tiennent une telle place dans l'histoire militaire américaine.

J. Nere.

(1) Blanche D. Coll, Jean E. Keith and Herbert H. Rosenthal, The Corps of Engineers : troops and equipment (*U.S. Army in World War II*, Office of the Chief of Military History, Washington, D.C. 1958, 622 p. Note bibliographique, index, et liste des volumes publiés ou sous presse de la série : *U.S. Army in World War II*).

COMPTES RENDUS

ÉTUDES GÉNÉRALES

Histoire des relations internationales

Publiée sous la direction de Pierre Renouvin, l'*Histoire des relations internationales* a été menée à son terme avec une merveilleuse rapidité, si l'on pense qu'il s'agit d'une histoire collective en huit volumes. Le premier volume, dû à F. L. Ganshof, a vu le jour en 1952, le huitième et dernier à la fin de 1958.

Pour écrire en huit tomes une synthèse des relations internationales depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours, il fallait de toute évidence s'adresser à des spécialistes. M. Renouvin a réduit à un minimum — quatre — le nombre de ces spécialistes. Ce qui assure à chacun des livres une unité qu'il est impossible de trouver quand chaque chapitre est confié à un auteur différent. F. L. Ganshof s'est chargé du Moyen Age, G. Zeller des Temps modernes (en deux volumes), A. Fugier de la Révolution française et de l'Empire napoléonien, enfin P. Renouvin de l'époque contemporaine (en quatre volumes).

Il s'agit là d'un ouvrage qui deviendra classique et qui est extrêmement précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire, non seulement les étudiants auxquels il rendra d'éminents services.

L'*Histoire des relations internationales* facilite infiniment l'enseignement historique et en élève grandement le niveau. Elle est bien différente de « l'histoire diplomatique » qui régnait à la fin du XIX^e^ siècle. Elle veut atteindre le jeu et l'entre-jeu des forces réelles, non seulement matérielles, mais intellectuelles et morales. Elle remplace avantageusement le célèbre *Manuel historique de politique étrangère* d'Émile Bourgeois. Nous ne sommes d'ailleurs pas de ceux qui le dénigrent ; depuis la publication du tome premier en 1892, il a été utilisé avec fruit par des générations dans les Universités et les Écoles de Science politique.

La nouvelle *Histoire des relations internationales* porte sur une période beaucoup plus étendue : du Moyen Age à 1945 en huit volumes, au lieu de 1610-1919 en quatre volumes. Bien plus que le *Manuel*, elle déborde le cadre européen dans toute la mesure où l'Islam, l'Extrême-Orient, les Indes, l'Amérique ont joué leur rôle dans l'évolution du monde.

Enfin, elle est écrite dans un esprit infiniment plus moderne. Ce n'est pas seulement une étude de politique étrangère ; elle tient largement compte des réalités économiques, financières, sociales et du mouvement intellectuel. Elle dépasse largement l'histoire politique et diplomatique pour s'étendre aux aspects spirituels, économiques et sociaux.

Les amateurs d'histoire contemporaine seront enchantés de la part que fait à celle-ci cette grande entreprise. Quatre volumes sur huit sont consacrés à la période 1815-1945. Tous les quatre sont l'œuvre de Pierre Renouvin. Il était seul capable d'un pareil tour de force. On peut dire que pendant

plus de quarante ans il n'a cessé de travailler et de méditer sur l'histoire contemporaine avec un parti pris d'impartialité souveraine. La clarté d'esprit et la netteté d'expression d'un admirable professeur dissimulent une immense érudition, dont les lecteurs tireront le plus large profit.

Maurice BAUMONT.

Churchill-Roosevelt-Staline

Le livre de M. Feis est, sans doute, l'ouvrage le plus important qui ait été publié jusqu'à présent sur les aspects politiques de la coalition de la seconde guerre mondiale (1). Il débute avec l'année 1942, lorsque les États-Unis entrèrent en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et de la Russie. Comme on pouvait s'y attendre, Feis relate en détail toutes les rencontres telles que celles de Casablanca, Moscou, Téhéran, Yalta, qui eurent lieu au cours des hostilités. L'ouvrage se termine avec le conflit et ne traite pas les problèmes d'après-guerre, tels que ceux discutés à Potsdam. Les événements sont analysés avec beaucoup d'acuité et d'autorité dans un style clair, direct et assuré.

Le sujet traité rappelle l'ouvrage analogue de M. William McNeill, *America, Britain and Russia*, rédigé à l'intention du *Survey of International Affairs*, patronné par le *Royal Institute of International Affairs* de Arnold Toynbee. L'un et l'autre sont d'excellents ouvrages, mais celui de McNeill est sensiblement plus détaillé, mieux documenté et plus précis dans ses références. Ses limitations sont fonction des conditions qui présidèrent à sa préparation, à savoir, que seules les sources utilisées étaient celles accessibles au public. Il fut publié 4 ans avant celui de Feis, et de ce fait, fut privé des documents révélés entre temps.

M. Feis put utiliser les mêmes informations que M. McNeill, mais il eut également accès à certaines sources officieuses. Ayant été pendant longtemps fonctionnaire au *Département d'État*, il eut à sa disposition certains documents interdits au simple historien. En tant qu'ami personnel d'Averell Harriman, il put prendre connaissance des papiers de ce dernier. Il put également se servir d'une partie de la correspondance inédite échangée entre le président Truman et le premier ministre Churchill. Il est très vraisemblable que certaines des analyses et interprétations, faites par cet auteur, découlent de sa connaissance de ces documents et de ses contacts avec les personnages qui dirigeaient la politique. Bien souvent cependant, aucune note ne précise la source de ses informations et le lecteur ne peut que supposer que M. Feis fit appel à une documentation échappant à toute identification. A la page 315 par exemple, il mentionne une déclaration du général de Gaulle à MM. Murphy et MacMillan, à la date du 26 août 1943, dans laquelle le général français laissait entendre « qu'il ne permettrait pas aux communistes français de dominer la France malgré leur coopération maxima aux efforts de libération ». Aucune référence à cette déclaration n'est indiquée et on peut supposer qu'elle provient d'un mémorandum de conversations des archives du *Département d'État*. Néanmoins, l'auteur n'apporte pas de réponse à toutes les questions. Faisant allusion (p. 321) à une note du journal personnel du secrétaire d'État à la guerre Stimson selon laquelle le président Roosevelt était convaincu que de Gaulle perdrait de son prestige et que ses supporters britanniques seraient déçus par la marche des événements, M. Feis pose la question entre parenthèses : « Qui

(1) Herbert FEIS, *Churchill-Roosevelt-Staline, La guerre qu'ils firent et la paix qu'ils souhaitèrent*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1957 (appendice, index, 692 p.).

donc informait le président de façon erronée ? » Le fait que l'auteur fut incapable d'y répondre montre bien que sa documentation n'est pas sans lacune.

M. Herbert Feis est depuis des années, l'un des historiens les plus compétents des États-Unis. Il fut autrefois conseiller économique au *Département d'État*, et, quoique n'étant pas académicien, il a été nommé récemment membre associé de l'*Institute for Advanced Study* de Princeton. Il est l'auteur d'une intéressante étude, quoique vague, intitulée *Seen from E.A.*, dans laquelle il analyse les problèmes de politique étrangère d'avant-guerre dans leurs rapports avec l'industrie pétrolière, en se plaçant au point de vue d'un conseiller économique. Ses ouvrages récents sont plus conventionnellement historiques et son *China Tangle*, ainsi que *Road to Pearl Harbour*, font certainement autorité dans les domaines qu'ils traitent.

Churchill, Roosevelt et Staline ne constitue pas une étude idéologique ou philosophique des motivations ayant guidé les relations internationales ; il s'agit plutôt d'un compte rendu narratif étoffé des événements, rédigé d'une manière simple et parfois même quelque peu ironique. On sent que M. Feis a vu son sujet avec un esprit détendu, calme et dépourvu de passion. Il évite de s'immiscer dans des controverses, telles que celle d'Eisenhower avec Montgomery. La façon dont il juge la décision de Roosevelt s'opposant à la présence de M. Hull à la Conférence de Casablanca est caractéristique : il offre au lecteur un choix d'hypothèses ; puis, usant librement du mot « peut-être », il énumère trois ou quatre motifs possibles à cette attitude. En d'autres termes, lorsque M. Feis n'est pas en possession des données, il ne tente pas d'imposer une thèse qu'il considère lui-même comme la seule interprétation possible. En tout cas, si cet ouvrage comporte une thèse, c'est peut-être dans le propre résumé de l'auteur qu'elle se trouve le mieux exprimée :

« Roosevelt et ses collègues avaient raison : les nations avaient besoin d'une loi morale et de liberté. Churchill avait raison : les nations avaient besoin de magnanimité et d'équilibre dans leurs forces. Staline réclamait un droit : le peuple russe devait être traité sur un pied d'égalité total et se protéger contre toute agression éventuelle. Mais sous l'égide de Staline, les Russes se sont efforcés non seulement d'agrandir leur territoire et d'étendre leur contrôle sur les États voisins, mais également de reprendre leur action révolutionnaire à travers le monde. Cela ne pouvait pas manquer de rompre la coalition dans les années qui suivirent, et c'est l'origine, avec la poussée de passion nationaliste se manifestant dans des contrées jusqu'alors passives, de l'agitation du climat politique dans lequel nous vivons maintenant. »

L'ouvrage de M. Herbert Feis, *Churchill, Roosevelt et Staline* restera, pendant un certain temps, avec celui de M. McNeill déjà mentionné, l'une des études les plus sérieuses de la diplomatie de la seconde guerre mondiale. C'est un « outil » indispensable pour les historiens désireux de disposer d'une analyse objective pour apprécier les opinions partisanes exprimées par les nombreux mémorialistes, qui ont jeté quelque lumière sur l'histoire de la seconde conflagration mondiale.

A. L. Funk.
Madras

La notion de capitulation stratégique au cours de la deuxième guerre mondiale

La capitulation sans conditions, imposée à l'Allemagne et au Japon par les Alliés, restera encore bien longtemps une matière de débat tout autant pour son principe que pour les modalités peu habiles de sa publication et de sa mise en œuvre.

En reprenant le problème *ab ovo*, un nouvel ouvrage vient enrichir la série, déjà fort longue, des études publiées à ce sujet (1).

Le premier mérite de M. Kecskemeti est d'avoir essayé de définir, dans l'absolu, l'expression même de *capitulation stratégique*. Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'un problème purement militaire, tel qu'il se pose dans le cas d'une *capitulation tactique*, ne concernant que des forces militaires, mais aussi, et surtout, d'une décision mettant en jeu la vie lointaine des partis en présence. Car la capitulation stratégique ne signifie pas seulement la fin de la guerre. Elle marque le début d'une nouvelle époque dans les relations entre les États. Faut-il en conclure que la capitulation sans conditions est un leurre et qu'en réalité elle n'a pas d'existence réelle ? L'auteur le croit, tout au moins en ce qui concerne l'*unconditional surrender* exigée par les Alliés à la fin de la deuxième guerre mondiale. Les guerres de l'Antiquité mettent bien en lumière le caractère peu rationnel d'une telle attitude, qui mène à la bataille sans espoir avec le risque volontaire de la destruction complète. Avec le retour à la guerre totale, la capitulation stratégique est pourtant redevenue une nécessité, dangereuse certes, mais inéluctable. La mobilisation progressive de toutes les ressources mène fatalement à l'épuisement plus rapide d'un des adversaires. La fin de la guerre se trouve, dès lors, imposée, non par la destruction, mais par l'anémie intégrale du parti le moins favorisé.

Il arrive pourtant qu'une décision arbitraire évite l'ultime épreuve : elle épargne au vainqueur les frais d'une dernière bataille, elle sauve le vaincu de l'annihilation totale. C'est la capitulation de compromis.

On le voit, la notion reste confuse, mal délimitée, pleine de réticences. D'autant plus qu'il ne s'agit point là d'une manifestation de conscience collective. Songeons aussi à ces milieux qui souhaitent la victoire de l'adversaire pour des raisons politiques, sociales, économiques ou simplement affectives ; et qui peuvent réussir, dans certains cas, à forcer la balance.

La capitulation française de 1940, on ne peut le nier, fut une capitulation stratégique, puisque le monopole de la force restait au vainqueur. Mais elle fut loin d'être inconditionnelle. Elle empêcha l'entrée en guerre de l'Espagne, affirme l'auteur, et retarda l'occupation de l'Afrique du Nord par les forces de l'Axe, sauvegardant ainsi un élément de la souveraineté française. Mais en évitant à Hitler des opérations chronophages, elle lui permettait le jeu plus libre de sa politico-stratégie. M. Kecskemeti en arrive ainsi à la conclusion contestable que l'armistice français a été une bonne affaire pour les deux camps.

Dans ses aspects théoriques, la capitulation italienne de 1943 présente, aux yeux de l'auteur, plus d'une analogie avec l'accord franco-allemand de 1940. Dès la mi-juillet, l'élite italienne était convaincue que l'Axe devait abandonner l'espoir de la victoire. Il fallait prendre des décisions politiques urgentes pour sauver la patrie. On connaît la suite rapide des événements de juillet et août 1943. Rien n'avait été prévu par les Alliés : la chute de Mussolini les prenait complètement au dépourvu. Badoglio exigeait des garanties avant d'agir et chaque jour qui passait voyait se renforcer les unités allemandes en Italie. On voulut cependant rester fidèle à l'esprit de la reddition inconditionnelle. L'ordre envoyé à Eisenhower comportait toutefois un correctif : « These terms *do not* visualize the active assistance of Italy in fighting the Germans. » C'était le compromis, avec son inévitable

(1) P. Kecskemeti, *Strategic surrender, the politics of victory and defeat*, 1 vol. in-8°, 287 p., Stanford University Press, Stanford, 1958. Prix : 5 dollars. Excellent index bibliographique.

doute et son manque de souplesse. Cette rigidité de la stratégie politique devait coûter bien cher aux Alliés pendant la campagne d'Italie.

Si l'on admet la définition inchoative de l'auteur, Lüdendorff évita à l'Allemagne une capitulation stratégique en 1918. L'armée allemande ne fut pas détruite. Il y eut une paix négociée.

Tout autre fut la situation en 1943-1945. L'opinion nazie ignorait les demi-mesures ou feignait de les ignorer : elle se refusait à l'idée même de la défaite ou de la capitulation. Bien sûr, il existait une opposition qui estimait inconcevable du point de vue moral une victoire hitlérienne ? En 1943, avant même que tout ne soit perdu, Gördeler défendait une thèse similaire à celle de Lüdendorff. Mais en 1944, il était trop tard. L'appareil militaire en voie de désintégration ne permettait aucune négociation. D'où l'idée de la *capitulation sélective* que M. Kecskemeti définit comme suit : « Laisser pénétrer les forces occidentales aussi loin que possible pour empêcher les Soviets d'occuper l'Allemagne. » Cette attitude correspondait, en fait, aux vœux instinctifs de la population et se traduisit sur le plan militaire par la série des capitulations partielles devant les Alliés de l'Ouest, tandis qu'à l'Est les populations s'enfuyaient en masse et que des forces militaires non cohérentes se faisaient détruire dans des actions isolées. Il semble que Dönitz ait encore cru en cette idée de paix sans vainqueurs et sans vaincus. De nombreux ordres de reddition aux Américains et des transferts d'unités de la *Luftwaffe* vers les zones ouest furent exécutés jusqu'au dernier moment. Il n'en reste pas moins qu'on en était arrivé, malgré ces nuances, à la capitulation sans conditions poursuivie par les Alliés.

Bien plus complexe fut l'atmosphère de la capitulation japonaise de 1945. Le *deus ex machina* de la bombe atomique aurait, quelque peu, obnubilé la vision des militaires et des historiens. Elle décida, certes, de la capitulation aux termes de l'ultimatum de Potsdam, qui avait été rejeté par Suzuki, le 28 juillet. Mais il ne faut pas perdre de vue que la valeur résiduelle des Japonais était encore considérable au moment de la reddition. Le *planning* militaire devait tenir compte des difficultés de la phase finale. Les Américains voulaient éviter des pertes considérables et l'action possible de Moscou doublait le problème d'un aspect politique inattendu. Aussi l'auteur pense-t-il se trouver en présence ici d'un cas où les capacités résiduelles probables du vaincu peuvent obliger le vainqueur à faire des concessions politiques (notamment en ce qui concernait l'empereur), malgré la totalité de la victoire.

A la lumière de ces exemples M. Kecskemeti tâche d'établir le bilan de la politico-stratégie des Alliés. Leur erreur fut de ne pas établir de distinction entre la défaite stratégique et la capitulation, qui est un acte politique. En voulant faire le vide absolu, tout au moins à l'Ouest, ils ont voulu réduire le problème d'éviter les guerres à une leçon pour ceux qui avaient osé troubler la paix.

La tentative d'extrapolation qui clôt le volume ne peut satisfaire l'appétit du lecteur. En suggérant, pour l'avenir, la possibilité de la *capitulation sans combat* par l'application générale et soudaine d'une stratégie nucléaire, l'auteur n'ajoute rien de bien neuf au dossier.

Si ce travail ne peut être considéré comme une monographie historique, il n'en garde pas moins une grande valeur pour l'historien et pour le militaire par les idées qu'il contient. Une œuvre de méditation plutôt que de consultation, à ranger parmi ces livres qui, suivant l'expression de Gaston Bouthoul, traitent de la « polémologie » plutôt que de la « science des guerres ».

G. Symoens,
École royale militaire, Bruxelles.

Le Militarisme prusso-allemand (à propos de publications récentes)

Le militarisme allemand est actuellement à l'étude en Allemagne et donne lieu à des discussions scientifiques fertiles en aperçus nouveaux. L'historien Gerhard Ritter, comme toujours à la pointe du combat, a mis le sujet à l'ordre du jour au Congrès des historiens allemands à Brême, en septembre 1953 (1). Son brillant exposé, jeté comme un défi dans l'arène scientifique, suscita une curiosité méritée. Peu après, en 1954, Gerhard Ritter publia le tome Ier du grand ouvrage, préparé de longue date, sur l'histoire militaire et le militarisme en Allemagne et qui traite, en huit chapitres très denses, de la question au XVIIIe et au XIXe siècle (2). Le défi lancé par Gerhard Ritter fut relevé par un certain nombre d'historiens éminents des deux Allemagnes. Ainsi, l'un des éditeurs de l'*Historische Zeitschrift*, Ludwig Dehio, publia dans sa revue, un long article d'analyse critique (3). Eberhard Kessel attaqua indirectement les thèses de Ritter dans un article paru dans la même revue (4). Considérant le problème surtout sous l'angle marxiste, les historiens de la République démocratique allemande n'ont pas manqué de prendre position, dans la meilleure revue de l'Allemagne de l'Est, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, Alfred Meusel, à leur tête (5).

Certes, celui qui attendait d'un des maîtres de l'historiographie allemande une ample description du militarisme en Allemagne, de ses origines et développements, de ses ramifications profondes, a dû se trouver déçu. Il est vrai que le titre de l'ouvrage, *Le problème du militarisme en Allemagne* incite à la prudence ; ne laisse-t-il pas supposer qu'il s'agit non d'un fait établi, d'une certitude historique, mais d'une question non résolue, à l'examen, et les guillemets autour du mot accusateur, « militarisme » viennent encore renforcer cette impression En effet, Gerhard Ritter présente une thèse neuve. Il introduit positivement une procédure de révision contre le tribunal historique mondial qui a, depuis longtemps, condamné sévèrement le militarisme prusso-allemand. En somme, il cherche à prouver, tant dans son important ouvrage que dans son exposé de Brême, qui résume et précise dans un raccourci saisissant ses principales idées, que le militarisme a été un corps étranger en Allemagne ; Charles XII, Pierre le Grand et Louis XIV, voilà les premiers grands militaristes, d'après Ritter, et le militarisme, dans le sens strict du mot, serait un produit de la Révolution française. Même lorsque l'auteur décrit, sans le faire exprès, la prédominance et l'activité des forces militaristes dans l'histoire allemande, il s'empresse aussitôt d'assurer que dans les autres pays il y avait aussi des forces militaristes, alors que là n'est pas la question, mais bien plutôt

(1) Reproduit dans *Historische Zeitschrift*, Bd. 176, puis, comme brochure indépendante : Gerhard Ritter, *Das Problem des Militarismus in Deutschland*, hrsg. von der Zentrale für Heimatdienst, Bonn. 3 Aufl. Hornburg, Buchdruck C. Küster, 1955, in-8°, 32 p.

(2) Gerhard Ritter, *Staatskunst und Kriegshandwerk, Das Problem des Militarismus in Deutschland*, München, Oldenbourg, in-8°, t. I, 1954, 403 p.

(3) Ludwig Dehio, *Um den deutschen Militarismus*, Historische Zeitschrift, Bd. 180, pp. 43 et ss.

(4) Eberhard Kessel, *Bismarck u. die « Halbgötter »*, Zu dem Tagebuch von Paul Bronsart von Schellendorf Historische Zeitschrift, Bd. 181, pp. 249 et ss.

(5) Alfred Meusel, *Zum Vortrag von G. Ritter*, Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, Heft. 6, 1953, pp. 923 et ss. ; Ernst Engelberg, *Über das Problem des Militarismus*, Z. f. Geschichtsw, Heft. 6, 1956, pp. 1113 et ss. ; Werner Berthold, *Der politisch-ideologische Weg Gerhard Ritters, eines führenden Ideologen der deutschen Bourgeoisie*, Z. f. Geschichtsw, Heft, 5, 1958, pp. 959 et ss.

de savoir pourquoi, en Allemagne, le militarisme a joué un rôle beaucoup plus important que partout ailleurs.

Dans l'introduction de son allocution de Brême, Gerhard Ritter définit ainsi le militarisme : 1° La solution de problèmes politiques par des considérations d'ordre purement militaire ; 2° La prééminence des aspects militaires dans les principes fondamentaux d'un État.

En partant de cette conception, l'auteur est amené, nécessairement, à faire abstraction des racines sociales et économiques du militarisme.

L'histoire apparaît à Gerhard Ritter sous le signe de l'antinomie : militarisme — raison d'État et il place l'action des rois prussiens dans la continuité pacifique de la « raison d'État ». Les témoignages de « raison d'État » que Frédéric-Guillaume Ier et Frédéric II ont donnés dans leurs testaments politiques sont analysés avec beaucoup de bienveillance et mis en valeur. Ce faisant, l'auteur brosse, en quelque sorte, de ces deux rois le portrait flatteur de précurseurs du pacifisme. Il oublie cependant trop facilement que le roi-sergent n'a pas peu contribué à fonder la suprématie du militaire sur le civil. Quant à Frédéric II, n'a-t-il pas continué la politique militariste de son père ? Le Pr Meusel remarque, à bon escient, que Frédéric II, par ses campagnes victorieuses, n'a pas peu contribué à donner en Allemagne un prestige sans pareil à la carrière militaire, à la caste des officiers nobles en particulier, au détriment des carrières civiles. Il rappelle, non sans humour, qu'au début du siècle, le plus beau rêve d'un riche bourgeois allemand était d'être anobli et d'avoir un fils officier, au moins officier de réserve, ou d'avoir un gendre officier, quelque pauvre et endetté qu'il pût être, cela dans la pure tradition frédéricienne.

Le rapt de la Silésie par Frédéric II et la guerre de Sept ans ne font pas changer d'opinion à Gerhard Ritter. L'opiniâtreté de Frédéric II dans la guerre de Sept ans, « qui est à l'extrême limite d'une politique raisonnable » (p. 47), se serait cependant révélée comme une manifestation de la « raison d'État ». En fait, comme Ludwig Dehio observe avec finesse, c'est le succès qui fixe pour l'auteur la limite entre la sage raison d'État et l'aveugle militarisme et il est plus difficile pour le vaincu que pour le vainqueur d'invoquer la sage raison d'État pour se disculper. On peut d'ailleurs remarquer que les militaristes, cités par Gerhard Ritter, sont tous des vaincus ou des hommes dont la politique a connu des échecs en raison de conceptions erronées, comme Charles XII, Louis XIV, Napoléon, Ludendorff et Hitler (1).

En fait, Gerhard Ritter s'applique presque exclusivement à absoudre le prussianisme, *Preussentum*, du reproche de militarisme et à réfuter la thèse selon laquelle le militariste Hitler serait dans la continuité historique de Potsdam (2). Par contre, il semble que l'auteur cherche bien moins à disculper le peuple allemand du reproche de militarisme ancré de longue date. Il montre, en effet, peu de compréhension pour l'esprit antimilitariste de Lessing, Bürger, Schubart, Schiller, Kant et un grand nombre d'autres écrivains allemands.

Si Gerhard Ritter témoigne d'une indulgence compréhensive, voire d'une sympathie admirative à l'égard des rois de Prusse, il manifeste la plus grande sévérité à l'encontre de la Révolution française qui, par le principe de *la levée en masse* et le *service militaire obligatoire*, par l'excitation des passions populaires, aurait créé un militarisme nouveau, bien pire que le précédent. « Les montagnards étaient les pires impérialistes et fauteurs

(1) Ludwig Dehio, *op. préced. cit.*, p. 54.
(2) Gerhard Ritter, *Staatskunst*, pp. 30-31.

de guerre (1). » Cependant, pour justifier sa thèse, il donne un seul exemple concret, celui du discours belliqueux de Brissot au *Club des Jacobins*, mais il passe sous silence le fameux discours de Robespierre au même Club, le 11 janvier 1792, où celui-ci prenait vigoureusement parti contre la guerre. « Ce qui caractérisait la politique de guerre des gouvernements révolutionnaires n'était plus la sage raison d'État, non dépourvue de certaines considérations humanitaires, des vieux Cabinets princiers qui avaient des buts de guerre précis, limités..., mais la passion, une volonté de victoire nationale, pénétrée de principes de morale belliqueuse, tels que « l'honneur national » et un but illimité » (pp. 61-62). En réalité, les buts de guerre « bien limités » des Cabinets princiers, s'avèrent, dans la plupart des cas, comme des intentions de conquêtes et « le fait que Frédéric II n'ait pas mené une guerre totale comme Hitler perd de sa valeur, quand on examine pour quelles raisons il n'a pu le faire » (2), remarque, avec beaucoup de bon sens, l'historien Dehio.

A Napoléon, Gerhard Ritter applique le terme « d'archimilitariste » (3), simplifiant de la sorte un problème complexe en méconnaissant les facteurs positifs de progrès politique et social apportés par la Révolution française et garantis par l'Empire. Mais les Jacobins allemands, Scharnhorst, Gneisenau, qui voulaient lutter contre la domination napoléonienne en formant des groupes de *partisans*, ne trouvent pas plus grâce devant Gerhard Ritter. Il voit en Frédéric-Guillaume III, qui repoussa le plan de soulèvement de l'Allemagne du Nord présenté par Gneisenau, l'incarnation de la sage raison d'État s'opposant à la folle politique des militaristes. En réalité, il apparaît comme beaucoup plus probable que le roi Frédéric-Guillaume III ait reculé devant les méthodes de guerre nouvelles, devant le peuple en arme pouvant mettre le régime absolutiste en péril (4).

Gerhard Ritter a attaché, avec raison, une importance particulière à la période de 1815 à 1860, de Boyen à Roon, qu'il traite dans son grand ouvrage de manière magistrale ; les trois chapitres : *Armée nationale ou Garde royale*, *Le conflit de l'armée (1860-62) et ses conséquences*, *La position de l'armée dans l'État, le Cabinet militaire*, sont très substantiels. La descriptions de la formation de la nouvelle armée, des étapes de la lutte entre la bourgeoisie libérale et l'aristocratie militariste, constitue un enrichissement considérable non seulement pour l'histoire militaire de cette époque, mais encore pour l'histoire des idées.

Comme de juste, Gerhard Ritter s'étend longuement sur la période bismarckienne. Il considère Bismarck comme le dernier représentant de la « sage raison d'État » ; nullement militariste, il aurait empêché que deux super militaristes, Manteuffel et Alvensleben, mènent la lutte constitutionnelle jusqu'à la guerre civile ; il aurait su contenir les militaires, faire de l'armée un instrument utile et docile de l'État. Toutes les guerres conduites par Bismarck auraient eu des buts précis et limités, selon les principes mêmes de la raison d'État. A Bismarck, l'homme d'État à la politique sage, modérée, Gerhard Ritter oppose le militariste Moltke. Cependant, le concept de voir en Bismarck et Moltke les représentants de deux tendances opposées, s'avère erroné. En effet, il apparut évident dans les vingt années qui suivirent que tous les deux travaillaient de concert dans le même but, qu'ils étaient, l'un et l'autre, les représentants typiques du conservatisme militariste prusso-allemand.

(1) Gerhard Ritter, *op. cit.*, p. 63.
(2) Ludwig Dehio, *Rev. c.*, p. 57.
(3) Erzmilitarist-Gerhard Ritter, *Das Problem...*, p. 9.
(4) A. Meusel, *Rev. c.*, p. 928.

Passant à la période wilhelminienne (1), Gerhard Ritter décrit le pouvoir grandissant de l'armée ; complication croissante de l'appareil militaire, manque de coordination entre l'état-major et l'*Auswärtige Amt*, droit de l'état-major général d'en référer directement à l'empereur ; il montre l'état-major général élaborant le *plan Schlieffen*, qui prévoyait dans le cas d'une guerre sur deux fronts l'entrée immédiate de l'aile droite de l'armée allemande de l'Ouest en Belgique, pays dont la neutralité avait cependant été solennellement garantie par trois grandes puissances, dont l'Allemagne ; somme toute, l'armée devenait un État dans l'État. Gerhard Ritter fait une discrimination très nette entre le bellicisme des militaires et la politique des diplomates allemands ; la première guerre mondiale serait le triomphe de l'esprit militariste sur la sage raison d'État des hommes politiques allemands. Il y a certainement une importante part de vérité dans la thèse de Ritter, selon laquelle les militaires allemands seraient les grands fauteurs de la guerre de 1914-18, mais une part seulement ; il oublie le réseau d'alliances et de contre-alliances qui enserrait l'Europe d'alors et rendait impossible la localisation du conflit austroserbe, ce dont les diplomates allemands étaient, cependant, jusqu'à un certain point, responsables. Gerhard Ritter voit, à bon droit, en Ludendorff le représentant le plus important de cette politique de force, « le spécimen le plus typique du militariste pur jus » (2). Le général Ludendorff réussit, il est vrai, à dominer la direction politique de l'État allemand, à renverser le chancelier von Bethmann-Hollweg, à le faire remplacer par le ministre du Ravitaillement, Michaelis, l'instrument de l'*Oberste Heeresleitung* ; il négligea des possibilités de paix et déclencha sur le front occidental une offensive particulièrement sanglante. On ne saurait cependant surestimer le rôle du général Ludendorff sur le cours des événements, quelque forte qu'ait pu être la personnalité de Ludendorff, car il faut tenir compte du contexte historique général, des facteurs économiques et sociaux ; il ne faut pas oublier de considérer le jeune capitalisme allemand, venant trop tard dans un monde où les richesses étaient inégalement réparties, décidé à une lutte implacable avec les vieilles puissances coloniales, la Grande-Bretagne et la France, pour l'obtention de matières premières, de marchés, de colonies, de sphères d'investissements de capitaux ; c'est la genèse du capitalisme allemand à l'époque wilhelminienne qui explique, dans une certaine mesure, la position prépondérante prise par l'armée et la marine, dans l'Empire, l'agressivité particulière de l'impérialisme allemand et, en conséquence, la première guerre mondiale ; si le général Ludendorff a pu influer sur les destinées de son pays, exercer pendant un certain temps, une sorte de dictature militaire, c'est parce qu'il rencontra des conditions favorables à ses visées impérialistes.

Après la chute de l'Empire, Gerhard Ritter montre la formation, en Allemagne, de deux camps adverses, celui des militaristes qui ne désarmaient pas et voulaient transformer la défaite en victoire (3) et celui des partisans d'une politique d'entente avec les puissances victorieuses, d'une politique de paix. Comme on sait, après un court passage au pouvoir du parti libéral-démocrate, tenant d'une politique de réconciliation, le clan militariste l'emporta. Les grands chefs militaires crurent se servir du national-socialisme et furent joués, subjugés par Hitler, ce super-militariste *(Erzmi-*

(1) Gerhard Ritter, *Das Problem...*, pp. 24 et ss.

(2) Gerhard Ritter, *Das Problem...*, p. 28 : « Ludendorff, der Urtyp des Militaristen reinsten Wassers. »

(3) P. 30. Le général Seckt préconisait, notamment, de se libérer au besoin par la force « des entraves du traité de Versailles », c'est-à-dire d'abattre la Pologne et de mettre un frein à l'hégémonie française.

lilarist). Gerhard Ritter fait une remarque intéressante à propos de l'engouement du peuple allemand pour Hitler. La grande majorité des Allemands auraient suivi le joueur de flûte de Braunau, non par esprit belliqueux, mais par le désir ardent de la cessation des luttes entre partis, la nostalgie d'une communauté indissoluble du peuple, des « socialistes nationaux ». A cela, un historien allemand, Alfred Meusel, qui a vécu la montée au pouvoir du national-socialisme, observe qu'il est indéniable, en effet, que pour un certain nombre d'adhérents au parti, l'aspiration à une communauté du peuple allemand ait joué un rôle, mais qu'il est impossible d'expliquer le succès de la propagande nazie après 1930, uniquement par la toute-puissance de ce désir ; le mythe du chef, la haine et les sentiments de vengeance, l'antisémitisme de type Streicher, le revanchisme, le chauvinisme, le militarisme, voilà les arguments employés par les propagandistes nazis et qui exaltaient non seulement les rudes combattants de la S.A. et des S.S., mais aussi les dames du *Königin Luise-Bund*, les jeunes gens de bonnes familles bourgeoises, les intellectuels épris de romantisme (1).

Les rapports entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire subirent un profond changement après l'ascension au gouvernement de l' « archi-militariste » Hitler. Les hauts chefs militaires représentaient maintenant l'élément modérateur dans l'État allemand. Alors que, durant la première guerre mondiale, les généraux allemands avaient subjugué l'État, lors de la deuxième guerre mondiale, l'État avait subjugué les généraux, mais c'était l'État le plus militariste qui ait jamais pu exister.

On a pu, à juste raison, faire grief à Gerhard Ritter d'avoir fait abstraction des facteurs économiques et sociaux (2). Le succès du national-socialisme s'explique, en effet, surtout par la crise économique d'alors, le chômage, la misère ouvrière ; quant aux petits bourgeois, ruinés par la guerre et l'inflation, précipités dans un chaos aussi bien spirituel qu'économique, ils vinrent grossir la clientèle du nazisme déjà solidement étayé par les trusts et les forces financières.

On a pu aussi reprocher à Gerhard Ritter de n'avoir pas fait état des forces vives contre le militarisme, de n'avoir pas mentionné les vrais adversaires du militarisme allemand, d'avoir passé sous silence les protestations de Jacoby, Wilhelm Liebknecht et Bebel contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1871, l'action de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg lors de la première guerre mondiale, celle de la S.P.D. et du K.P.D. contre les fauteurs de guerre hitlériens.

D'une façon générale, tant la lecture des publications de Gerhard Ritter sur le militarisme allemand (3) que l'examen de la discussion soulevée à propos de ces publications, font apparaître très nettement la difficulté de cerner la question et même de donner une définition exacte du terme « militarisme » ; le danger existe aussi de décerner arbitrairement l'épithète « militariste » selon les tendances, les préjugés de l'auteur. Ainsi, Gerhard Ritter est enclin, de manière générale, à taxer de militarisme les forces populaires, démocratiques. Comment explique-t-il que Bismarck, d'abord adversaire de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, l'ait finalement acceptée ? Non seulement, parce qu'en lui survivait un peu de « l'esprit officier prussien », mais aussi et surtout « par cette forme primitive, essentiellement belliqueuse de l'âme populaire allemande ». Le peuple, toujours le peuple,

(1) Alfred Meusel, *Rev. c.*, p. 92.

(2) Alfred Meusel, *Rev. c.*, pp. 932 et ss. et Ernst Engelberg, *Rev. c.*, pp. 1120.

(3) L'important ouvrage sur le militarisme allemand au XVIII^e^ et au XIX^e^ siècle et la petite étude, succincte mais substantielle, sur le militarisme allemand du XVIII^e^ siècle à nos jours.

est responsable, selon Ritter ; le peuple serait le vrai support du militarisme et les passions des foules militarisées auraient, depuis la Révolution française, contribué à prolonger les guerres et à les rendre plus cruelles ; on pourrait cependant objecter que, pendant la première guerre mondiale, « les passions des foules » ont précisément contribué à raccourcir la guerre ; les cercles dirigeants de l'Allemagne hitlérienne, qui préparaient une deuxième guerre mondiale, n'ont-ils pas justement tiré des conclusions de ces expériences passées en brisant tout d'abord l'armature des partis et des organisations syndicales ?

Il faut savoir gré à Gerhard Ritter d'avoir apporté au monde scientifique une telle abondance de documents nouveaux, d'aperçus intéressants sur le militarisme prusso-allemand ; il faut lui savoir gré d'avoir suscité un tel mouvement des idées. Cette discussion des historiens allemands autour d'un problème très complexe, qui dépasse de beaucoup le cadre strictement allemand, brillant feu d'artifice scientifique, souligne et la grandeur et la vanité de l'histoire, science subjective entre toutes.

Marcelle Adler-Bresse,
Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

Tactique d'emploi des blindés (1)

L'intérêt de ce volume est spécifiquement militaire. L'auteur, ancien officier de chars, y expose un certain nombre d'opérations menées à grande distance par des divisions ou corps d'armée blindés allemands sur le front russe en 1941 — du Boug à la mer Noire, ou en direction de Moscou — ou en 1942 — offensive vers le Caucase — pour en dégager les principaux enseignements. Nous n'insisterons pas ici sur le détail de ces opérations, ce qui nous entraînerait trop loin. Indiquons simplement que la première partie, consacrée à la marche du XLVIII[e] corps blindé du Boug à Nikolaïev, forme les trois quarts du volume ; son texte est établi d'après un rapport détaillé de l'époque et accompagné de nombreux croquis. Les quatre autres chapitres sont beaucoup plus courts, 5 à 6 pages chacun. Quelques ordres d'opérations, établis à divers échelons, figurent en annexe et précisent de quelle façon, à cette époque, le commandement allemand employait ses grandes unités blindées, sur des distances qui peuvent paraître invraisemblables : plus de 1 000 km en 6 semaines à peine (XL[e] corps blindé du Don au Caucase, août et septembre 1942), 450 km de Brest-Litowsk aux défenses ouest de Kiew, parcourus en 18 jours par le III[e] corps blindé en juin et juillet 1941, etc.

La réussite de « raids » de cette nature — nous estimons que l'auteur utilise à tort ce terme qui évoque une incursion en territoire ennemi avec retour au point de départ — exige que soient réunis un certain nombre de facteurs favorables, qui vont du tempérament du chef au ravitaillement en essence. Il importe en de telles circonstances d'aller de l'avant le plus rapidement et le plus loin possible, afin d'échapper aux réactions adverses. Aussi le commandement, lorsqu'il a fixé un objectif à atteindre, doit-il laisser une large initiative à ses subordonnés.

L'auteur note que cette tactique extrêmement souple est difficile à décrire dans un règlement où à enseigner, parce qu'elle proscrit tout schéma.

(1) Oskar Munzel, *Panzer-Taktik ; die Wehrmacht im Kampf*, Band 20, Kurt Vowinckel Verlag, Neckargemünd, 1959, 136 p., 21 croquis.

Les opérations de Pologne, puis celles de France, quoique exécutées sur une moindre échelle, y avaient préparé une partie des cadres allemands.

Néanmoins, ceux-ci se sont heurtés, dans certains cas, à des difficultés — provenant en particulier de l'état du terrain (le sable de la steppe des Kalmouks) ou des intempéries (la pluie et la boue de l'Ukraine) — qui en leur faisant perdre du temps, ne leur ont pas permis de réaliser pleinement leur mission.

Il semblerait que de tels enseignements sont maintenant du domaine du passé. Le général Munzel n'est pas de cet avis : à l'ère atomique, le combattant ne pourra survivre que s'il est apte à se déplacer rapidement sur le champ de bataille dans des véhicules blindés, en des opérations qui évoqueront les manœuvres d'escadres navales pour l'approche, le combat, l'exploitation du succès, l'utilisation des bases ; plus peut-être que les « raids » des blindés allemands en Russie, ceux de Rommel et de ses adversaires en Tripolitaine ont déjà revêtu cet aspect. Davantage encore qu'au cours de la deuxième guerre mondiale, une guerre future ferait appel à l'intervention d'éléments aéroportés ; le facteur mobilité conserve donc, pour les troupes terrestres, toute son importance, et c'est par là que le livre du général Munzel doit retenir notre attention.

A. Golaz.

ÉTATS-UNIS

Politique à l'égard de la Chine

Un livre de documents diplomatiques américains est consacré à l'année 1942 et à la Chine (1). Les documents sont groupés par matières, ce qui aide le chercheur qui d'autre part dispose d'un index. Le recueil ne renfermant que les archives d'une année, il est évident que ses limites ne coïncident pas avec celles de telle ou telle question particulière mais il est possible de dégager les sujets principaux de cette abondante correspondance officielle.

La question qui domine une Première Partie de l'ouvrage, longue de deux cents pages, est la nécessité où se trouvaient les États-Unis de maintenir la Chine dans le camp des Alliés, en dépit du prix qu'il fallait y mettre, du marchandage par lequel Tchiang Kai-chek entendait négocier son caractère de belligérant à cette époque, de l'inertie dont faisaient alors preuve le gouvernement et les armées chinoises dans la guerre contre le Japon (il est juste de reconnaître que cette guerre durait depuis cinq ans). Le point de vue de Washington est clairement exposé dans une Note du 17 juin 1942, rédigée par Hamilton, chef de la division des affaires d'Extrême-Orient. Celui-ci commence par examiner la situation de la Chine. Il estime que le mouvement nationaliste a été stimulé par la guerre avec le Japon et que le gouvernement de Tchiang s'en est trouvé fortifié malgré les tendances des provinces à l'autonomie et l'opposition de certains partis. (Il ne parle toutefois guère des communistes.) Les armées chinoises ont en somme bien résisté aux Japonais, tout en reculant constamment devant eux, mais elles manquent de mordant et aussi de moyens matériels : aviation, chars, artillerie lourde, automobiles, etc. Le moral baisse en Chine car le pays, bloqué, ne reçoit à peu près plus rien de l'étranger ; en outre, les Alliés subissent défaite sur défaite. Hamilton pèse les conséquences que pourrait entraîner un effondrement de la Chine. Le prestige et le moral du Japon en seraient considérablement accrus ; il récupérerait des forces notables ; il tirerait librement de la Chine des ressources dont il a grand besoin ; il ne craindrait plus les bombardements par avions basés sur le continent. Les États-Unis, au contraire, perdraient un atout sérieux au point de vue politique et militaire ; le peuple américain garderait rancune à ses gouvernants d'avoir encouragé ses sympathies pour les Chinois ; personne ne s'opposerait plus à l'organisation du continent par le Japon. La conclusion de la *Note Hamilton*, qui reflétait les idées du gouvernement américain, était nette : il fallait maintenir la Chine dans la guerre.

Aussi le président Roosevelt adressa-t-il à Tchiang Kai-chek des messages aussi amicaux que flatteurs ; il s'appliqua à calmer son irritation d'avoir vu du matériel de guerre que lui avaient promis les États-Unis dirigé sur le Moyen-Orient alors en danger. Il lui fit entrevoir des envois substantiels ; il lui fit consentir par le Congrès un prêt énorme d'un demi-milliard de dollars dont il sera question plus loin. Malheureusement, Tchiang abusa sans vergogne des dispositions des États-Unis, leur laissant entrevoir qu'il serait peut-être amené à cesser la résistance contre les Japonais, demandant une aide dont il n'avait pas l'intention de se servir contre l'ennemi commun, mais qu'il espérait garder en mains, d'une part pour se présenter un jour à la Conférence de paix à la tête d'une nation militairement forte, et d'autre

(1) Foreign relations of the United States, *Diplomatic papers, 1942, Chine* (Archives diplomatiques des E.-U.), Government Printing Office, Washington, 1956, 782 p.

part pour combattre ses ennemis de l'intérieur. En général, les Américains ne furent pas dupes et ils virent clair dans le jeu de Tchiang, mais ils ne le firent pas voir. Pendant toute cette année 1942 ils s'efforcèrent de lui donner satisfaction dans une mesure où il leur semblait que ce fût nécessaire pour conserver la Chine dans les rangs des Alliés.

La deuxième grande question est celle de l'abandon par les États-Unis (et l'Angleterre) de leurs droits d'exterritorialité. Il y eut, au début, des divergences d'opinion à ce sujet parmi les Américains de Washington et de Chine. On lit dans une Note d'un fonctionnaire du *Secrétariat d'État* que les États-Unis avaient plus à perdre qu'à gagner en donnant cette satisfaction à la Chine. Gauss, ambassadeur américain à Tchong-k'ing, conseilla la réflexion et la prudence avant de se décider à cet acte libéral. Lui, qui vivait en Chine et à qui les inconvénients de cette mesure sautaient aux yeux, rappela à ses compatriotes que les Chinois demandaient, recevaient, mais ne donnaient guère. On débattit la question à Washington ; finalement sous l'influence du vent de libéralité qui soufflait en faveur de la Chine, l'intérêt politique l'emporta, et cela d'autant plus facilement que l'Angleterre se montrait dans les mêmes dispositions. Des études furent entreprises par Londres et Washington pour examiner de près les conséquences de cet abandon. Plusieurs personnes regrettèrent que l'on s'engageât dans cette voie. Des Anglais eussent voulu réserver certains de leurs énormes intérêts qui allaient se trouver lésés, notamment à Changhaï. Mais il était trop tard pour reculer. On se mit d'accord pour annoncer la nouvelle à Tchiang Kai-chek qui exulta. Alors eurent lieu de longues conversations avec les Chinois pour fixer les détails du traité ; les Américains, à leur tour, se joignirent aux Anglais dans leur désir de conserver une certaine liberté dans la navigation côtière et fluviale, de maintenir le pilotage des grands bateaux entre les mains de pilotes européens, à l'entrée de Changhaï notamment, mais les Chinois se montrèrent, au cours de ces négociations, intransigeants, méfiants, et finalement ils eurent gain de cause. Les discussions durèrent si longtemps que le traité ne fut signé que le 11 janvier 1943 à Washington. Le même jour un traité semblable était signé avec les Anglais à Tchong-k'ing.

Le troisième sujet, non moins important que les précédents et, comme le précédent, lié au premier : le désir de garder les Chinois du côté allié, est celui du « prêt » de la somme d'un demi-milliard de dollars américains. C'est le 30 décembre 1941 que Tchiang Kai-chek avait prié l'ambassadeur Gauss de demander à son gouvernement la somme considérable d'un milliard de dollars. Il avait adressé aux Anglais une demande semblable, mais moitié moins élevée. A cette époque, Tchiang spécifiait qu'il désirait secourir les finances chinoises qui étaient très mal en point. Mais quelques semaines après il n'était plus question de programme d'emploi. Les Américains consentirent un prêt de 500 000 000 de dollars, estimant que c'était là de leur part un très grand geste. Toutefois, les fonctionnaires des Affaires étrangères et des Finances qui étudiaient la question, n'étaient pas sans inquiétudes. A quoi allait servir cet argent ? N'allait-il pas être gaspillé ? Il fallait au moins qu'il contribuât à gagner la guerre. Le prêt porterait-il intérêt ? A quel taux ? Quand et comment serait-il remboursé ? Quel organe allait contrôler ou constater son emploi ? Or, très vite, les Chinois firent savoir qu'ils considéraient ce prêt comme une juste récompense des efforts qu'ils avaient faits pendant près de cinq ans ; ils n'envisageaient ni paiement d'intérêts, ni garantie, ni contrôle des dépenses ; quant au remboursement, ce n'était qu'après la fin de la guerre qu'on en reparlerait.

Les Américains qui s'étaient montrés jusque-là le plus favorables à l'octroi d'une aide à la Chine sous formes diverses, en particulier le chef de la division des affaires d'Extrême-Orient au secrétariat d'État, Hamilton, dans les

premières de ses notes contenues dans le présent recueil, se trouvèrent quelque temps ébahis. Le conseiller aux Relations politiques Hornbeck écrivit que les Chinois se livraient à un jeu de poker politique. Tchiang avait demandé d'abord un prêt sous prétexte de renflouer des finances dont l'effrondrement, disait-il, l'obligerait à cesser la lutte contre les Japonais ; mais à présent il ne s'agissait plus que d'un don pur et simple. A la fin de 1942 il avait gagné la partie.

Il n'est pas possible de passer en revue tous les sujets que concernent ces pièces d'archives. Le nombre de documents relatifs au mouvement communiste n'est pas élevé, mais on peut relever dans un chapitre intitulé *Situation politique* quelques études de l'ambassadeur américain de Tchong-k'ing qui permettent d'entrevoir l'évolution de la Chine au lendemain de la guerre.

Il faudrait encore signaler les tentatives qui furent faites pour parer au blocus de la Chine par l'est et le sud est en faisant passer un ravitaillement par un long itinéraire rail-route partant de Karachi, passant par le Turkestan russe et le Sin-kiang. Mais en fin 1942 on en était encore au stade des études ; on s'apercevait que le rendement serait très faible en raison surtout de la traversée du Sin-kiang, et que tant de facteurs interviendraient dans la mise en marche de cette organisation que la réalisation restait problématique. (Des camions devaient être envoyés à Karachi par l'Amérique, mais celle-ci manquait de bateaux de transport ; l'essence devait être fournie par les Russes, mais ces derniers voulaient retenir 40 % des marchandises en transit ; les Chinois ne pouvaient livrer aux Russes qu'une partie des matières premières qu'ils devaient leur fournir, etc.)

Ajoutons encore les projets établis pour transporter de Chine aux États-Unis des produits miniers tels que tungstène, molybdène, étain, etc., les demandes d'avions commerciaux par la Chine, l'accord de prêt-bail avec la Chine, etc.

Un recueil de sources indispensable aux études historiques, à condition bien entendu de disposer de la série entière de ces pièces d'archives.

G. Renondeau.

Politique à l'égard de la France

Ce fut l'argument essentiel des avocats de la défense au procès Pétain et le *leitmotiv* de quelques publications postérieures que le Maréchal joua le *double jeu*. La mise dans le domaine public des archives allemandes n'avait en rien étayé cette thèse ; elle avait, au contraire, prouvé la sincérité de la politique de *Collaboration*. Il aura fallu que les Américains publient leurs archives diplomatiques de 1941 (1), pour qu'on sache que Pétain a réellement essayé de mener un double jeu. Mais ce furent les Américains, et non pas les Allemands, que le vieux Maréchal tenta de berner.

La position du gouvernement de Washington à l'égard de Pétain était claire. Non seulement il reconnaissait le gouvernement de Vichy comme légitime et entretenait des relations diplomatiques avec lui, mais encore il était prêt à lui accorder une aide très large. Pour agir ainsi, il avait des raisons que Sumner Welles exposa sans ambages à Lord Halifax, le 31 mars 1941. Il s'agissait, avant tout, de fortifier la position personnelle du Maréchal, afin qu'il puisse résister à une pression allemande et ainsi

(1) *Foreign Relations of the United States, diplomatic papers, 1941* ; vol. II : *Europe* ; Washington, Government Printing Office, 1958.

empêcher que le gouvernement de Vichy n'aille au delà des clauses de l'armistice et accorde à l'Allemagne des facilités et une aide économique ou militaire exagérée. Les Américains voulaient aussi faire obstacle au retour au pouvoir de Laval et de ses amis et empêcher un conflit éventuel entre la Grande-Bretagne et Vichy, conflit qui deviendrait inévitable si le gouvernement du Maréchal prenait ouvertement parti pour l'Axe. Enfin, il y avait aussi dans cette aide apportée à la France, un certain sentimentalisme humanitaire. Cordell Hull disait à Lord Halifax, le 7 mars 1941, « que Lazare affamé fut extrêmement reconnaissant à l'homme riche de lui permettre de ramasser quelques miettes tombées de sa table et que cela était la nature humaine d'aujourd'hui ». Les Américains tentèrent donc de pallier la pénurie de vivres en France. A cette aide, ils ne mettaient qu'une condition : que cela ne gênât pas l'effort de guerre britannique, que l'Allemagne n'en tirât aucun profit, en un mot que Vichy s'en tint strictement à l'application rigoureuse des clauses de l'armistice.

On sait qu'en 1941 tel ne fut pas le cas, que Vichy signa les accords de Paris, qu'à la fin de l'année il accepta que les troupes allemandes se retirassent en Tunisie et combatissent côte à côte avec les troupes françaises pour défendre la Tunisie contre les Britanniques. La raison fondamentale de la politique de *Collaboration* ressort clairement des propos tenus par Pétain et Darlan aux Américains : l'un et l'autre croyaient fermement à la victoire allemande. Lorsque le 13 mai 1941, l'amiral Leahy exprima devant Pétain et Huntziger sa certitude de la défaite finale allemande, « le Maréchal et le Général firent montre d'un grand scepticisme et demandèrent combien de temps il faudrait pour battre l'Allemagne ». Quand, trois semaines plus tard, Leahy exprima à nouveau la même opinion, « le Maréchal et l'Amiral demandèrent tous deux immédiatement « quand ? ». Ce dernier demanda comment [les Américains pensaient] envoyer 2 000 000 d'hommes et les débarquer sur le continent européen ».

Mais pour certains qu'aient été les dirigeants de Vichy de la victoire allemande, ils n'étaient pourtant point dédaigneux de l'aide américaine. Si la Croix-Rouge pouvait faire parvenir à la France quelques boîtes de conserves, cela serait autant de gagné pour consolider le régime. Car Pétain était inquiet, non seulement de l'effet des attaques de la radio de la *France Libre*, mais aussi de celles de la presse de Paris : « Ils sont vendus aux Allemands, disait-il à Leahy le 29 janvier, et payés par eux. J'espère qu'après la guerre ils auront ce qu'ils méritent. » Enfin Vichy, en entretenant de bons rapports avec Washington, caressait un autre espoir : celui d'une paix de médiation. En juin, Darlan espérait que les États-Unis mettraient leur influence dans la balance pour arrêter la guerre ; en novembre, Pétain pensait pouvoir être lui-même l'intermédiaire nécessaire.

Les positions respectives étant ce qu'il vient d'être dit, il n'était pas tellement facile pour Vichy d'entretenir de bonnes relations avec les Américains, tout en poursuivant une politique de collaboration active avec l'Allemagne. Pour y parvenir, Pétain se servit de plusieurs procédés. D'abord, il prit l'habitude de proclamer que jamais il n'irait au delà des clauses de l'armistice. Il avait déjà tenu pareil langage dans son message à Roosewelt du 4 novembre 1940. Dès l'arrivée de Leahy à Vichy, il joua devant lui le rôle du grand résistant : « Les Allemands, disait-il, peuvent demander des bases en Méditerranée ou en Afrique du Nord. Je ne leur céderai pas. » Si bien qu'il donna à l'ambassadeur américain l'impression « qu'il ferait tous ses efforts pour s'en tenir aux termes de l'armistice et ne pas aller au delà ». Le second procédé, employé par le Maréchal pour berner les Américains, fut la comédie de la confiance. Il déclarait ne rien vouloir cacher à l'ambassadeur « spécialement ce qui touche nos difficultés »

et promettait « de l'informer d'une manière précise de toute décision qui serait prise, disant qu'il avait toujours été franc dans ses relations avec [lui] ... et qu'il ne permettrait ni duperie ni faux fuyant dans [leurs] échanges d'informations ». Il apparaît que, pendant un temps du moins, Leahy fut une dupe candide. Il écrivait que cette sincérité était « un compte rendu exact de l'attitude personnelle du Maréchal », mais qu'il n'était pas certain « que des faits ne nous soient pas cachés parfois par des gens de l'entourage [du Maréchal] sans qu'il n'en sache rien ». Car les Américains se méfiaient de cet entourage, et tout d'abord de Darlan. Pétain le savait parfaitement, et ce fut sa troisième astuce d'entretenir soigneusement cette légende d'un désaccord entre lui et l'amiral. Ainsi Leahy, le 18 avril, écrivait : « J'ai vu cet après-midi le maréchal Pétain seul. Il me dit avec une petit rire qu'il avait arrangé le rendez-vous pour coïncider avec un Conseil de Cabinet, présidé par l'amiral Darlan ; de cette manière, nous ne devrions pas être dérangés. »

Il est certain que, pendant longtemps, les Américains voulurent croire à la bonne foi de Pétain. Ils étaient, certes, étonnés de toujours apprendre les importantes concessions faites par Vichy à l'Axe d'autres sources que de la bouche du Maréchal : ainsi l'*accord Achard*, de mars 1941, sur l'échange de marchandises entre les zones occupée et non occupée, ou la livraison d'essence à l'Italie. Mais ils persistèrent dans leur idée que toutes ces concessions n'étaient que le fait de Darlan et que Pétain, lui, entendait s'en tenir aux clauses de l'armistice. Aussi le *Département d'État* enjoignait-il à Leahy de voir le Maréchal seul. Ils avaient une telle confiance en Pétain qu'ils crurent possible d'emporter l'adhésion de celui-ci à une défense commune franco-britannique de la Syrie contre les Allemands. Hull écrivait le 30 avril à Leahy : « Vous pouvez ... assurer le maréchal Pétain que le gouvernement [américain] a été informé par le gouvernement britannique que si le gouvernement français résiste efficacement à ces empiètements [de l'Allemagne], il lui donnera toute l'assistance en son pouvoir. Le gouvernement britannique croit qu'il devrait être possible de tenir la Syrie en face de n'importe quelles forces que l'Axe pourrait amener contre elle dans un avenir rapproché et qu'au cas où le gouvernement français résisterait, les flottes française et britannique, agissant de concert dans la Méditerranée orientale, pourraient couper les communications de l'Axe avec l'Afrique et rendre toute attaque des puissances de l'Axe contre la Syrie une entreprise très hasardeuse pour l'Allemagne et l'Italie. » Les Américains crurent-ils vraiment à la possibilité d'une rentrée en guerre de la France ? Ils furent, en tout cas, rapidement fixés : Leahy communiqua, le 4 mai, le message à Pétain, qui était seul, et qui répondit sèchement : « Je suis incapable de dire quoi que ce soit là-dessus. »

C'est d'ailleurs vers cette époque que les Américains commencèrent à avoir des doutes sur la sincérité de Pétain qui, malgré toutes ses belles promesses, se déclarait toujours incapable de donner la moindre information utile sur les négociations de Darlan avec les Allemands et les limites qu'il entendait fixer à la politique de *Collaboration*. Leurs dernières illusions tombèrent le 15 mai, quand ils entendirent ce message du Maréchal : « Français, vous avez appris les conversations de l'amiral Darlan avec Hitler. J'ai approuvé le principe de leur rencontre... » Il ne leur était plus possible de croire que Pétain voulait faire une autre politique que celle de Darlan. Dès lors, ils pensèrent que les fameux ordres de défendre l'Empire contre toute attaque, y compris une attaque allemande, pourraient bien être rapportés si les Allemands exerçaient quelque pression sur Vichy. Aussi tous leurs espoirs se tournèrent-ils alors vers Weygand.

***

Le gouvernement américain était prêt à soutenir à fond le délégué général en Afrique du Nord. Économiquement d'abord, pour éviter que l'Allemagne puisse profiter de troubles sociaux en Afrique du Nord pour y prendre pied : ce fut la raison essentielle de la signature de l'*accord Weygand-Murphy*. Mais cette aide économique ne devait en rien renforcer le potentiel militaire de l'Axe ; aussi l'application de l'accord fut-elle considérablement gênée par la politique de *Collaboration*, car les Américains craignaient perpétuellement que le pétrole livré à l'Afrique du Nord, pour faire les moissons, ne trouve sa destination finale en Allemagne. Le résultat fut que, le 20 novembre 1941, les marchandises livrées en exécution de l'accord Weygand-Murphy ne représentaient que 7 % des quotas autorisés sur le papier.

Au delà de cette aide économique, la politique américaine tendait à faire rentrer l'Afrique du Nord dans la guerre : dès le 17 avril, Hull le dit expressément au cours d'une conférence anglo-américaine. Il est évident qu'une telle évolution dépendait dans une large mesure de l'attitude de Weygand. Or, il semble que certains collaborateurs du général se soient fait beaucoup d'illusions sur les intentions de leur chef. Monick, par exemple, disait le 19 mai à Murphy « qu'il est certain que le général est impatient de n'avoir appris de nous [les Américains] aucun détail sur exactement quelle coopération militaire les États-Unis seraient capables d'apporter quand le général donnerait le signal ». Weygand lui-même ne fit jamais mystère de son refus d'entrer dans des conversations militaires avec les États-Unis. Le 21 juillet, en réponse à un message oral de Roosewelt, Weygand « répéta ce qu'il nous avait dit auparavant, à savoir qu'il ne prendrait aucun engagement concernant la politique générale de son gouvernement sans autorisation et qu'il n'avait pas l'intention d'entamer une action militaire indépendante ». Le 13 novembre encore, lorsque Murphy informa le général que le *Département d'État* était en train de considérer « la question de la quantité d'assistance militaire que les États-Unis pourraient fournir au général Weygand (naturellement avec l'assentiment de son gouvernement), si l'Afrique française était menacée d'une agression allemande », il répondit qu'il n'avait pas mandat de discuter aide militaire avec une puissance étrangère. Le colonel Solborg, chef du Service américain de Renseignements en Afrique du Nord, résumait ainsi, le 28 août, la position de Weygand : « S'il recevait l'ordre de combattre une invasion américaine il démissionnerait et il démissionnerait aussi s'il recevait l'ordre de Vichy de livrer les bases d'Afrique à l'Axe. S'il était sommé de résister aux Allemands il dirait qu'il n'a ni les forces ni le matériel pour le faire. » Au fond, l'espoir du gouvernement américain de voir Weygand faire rentrer l'Afrique française dans la lutte était, de leur part, pur *wishful thinking*. Les Anglais, eux, étaient plus réalistes. Ils voulaient des conversations d'états-majors et pensaient que « si le général Weygand ne voulait pas céder, il faudrait alors faire un effort pour trouver parmi les jeunes officiers... quelqu'un qui aurait le courage d'entamer de telles conversations ».

Une telle tentative a-t-elle été faite ? Ce n'est pas les documents américains qui nous le diront. Les Anglais n'avaient sans doute pas grande chance de succès, si l'opinion publique en Afrique du Nord était bien telle que la décrit Solborg : « Fondamentalement... les Français sont anti-allemands, mais ils savent quels buts de guerre et de paix les Allemands poursuivent. Ces buts peuvent être mauvais à bien des égards, mais au moins les Français savent que si l'Allemagne est victorieuse, ils ne reviendront pas au système politique corrompu des années d'avant guerre et

qu'ils ne seront pas exposés aux machinations de la « juiverie internationale ». Comme ils voient les choses maintenant, ils ont seulement le choix entre la « juiverie », si les Britanniques gagnent et les Boches si les Allemands gagnent et entre les deux ils préfèrent les seconds. » Ce tableau est, sans doute, quelque peu exagéré ; mais c'est un fait que tous les observateurs américains signalent un profond sentiment antibritannique en Afrique du Nord et là est sans doute la raison de l'attentisme des dirigeants de Rabat, d'Alger et de Tunis. Il fallut, en fait, attendre le limogeage de Weygand pour qu'un mouvement de dissidence à l'égard de Vichy se dessinât en Afrique du Nord. Le 25 novembre, le Consul des États-Unis à Tunis écrit au *Département d'État* : « D'anciens collaborateurs sincères révisent leurs idées et, pour la première fois depuis mon arrivée ici, on discute ouvertement la possibilité que l'Afrique du Nord se déclare libre. Cependant le résultat de la campagne britannique en Lybie sera la pierre de touche... Les Français ici voudraient avoir non seulement notre promesse d'aide matérielle, mais notre présence physique sous la forme de forces armées, ne serait-ce qu'un détachement symbolique de marine comme tampon contre les Britanniques... D'un autre côté, les Arabes désirent voir les Français par terre et tournent leurs regards vers l'Amérique pour qu'elle les aide à conquérir plus de liberté. »

Deux jours plus tard, dans une lettre personnelle à Welles, Murphy confirmait qu'un mouvement de dissidence était en gestation en Afrique du Nord. « Parmi d'autres, Louis Rollin... fait partie d'un petit groupe... qui s'est occupé récemment de mettre au point un plan d'action. Je peux aussi signaler que Métral, l'ancien sous-secrétaire à l'Air, est associé à l'étude qui est faite. Le départ du général Weygand... est en train de cristalliser cette étude en un mouvement effectif qui a l'avantage d'être limité à un très petit groupe. Pour l'essentiel, leur but est l'établissement en Afrique française d'un gouvernement provisoire agissant indépendamment de la France métropolitaine. Ils sont à la recherche et espèrent trouver bientôt un chef militaire (le général de Lattre de Tassigny est l'homme qu'ils ont en vue pour le moment). Ils pensent qu'il est suffisamment ambitieux... et capable pour conduire un tel mouvement. Ils ont aussi à l'esprit que Yves Chatel... aura le rôle civil le plus élevé dans un tel organisme provisoire. Le contrôle serait aux mains de 4 à 5 personnes au plus. Leur action immédiate consisterait à couper toute communication avec la France métropolitaine, auquel moment ils demanderont un appui économique et militaire des États-Unis. Par appui militaire, ils entendent matériel et munitions. [Ils cherchent aussi comment] établir un pont entre eux et l'organisme du général de Gaulle. Ils sont persuadés qu'un grand nombre de personnalités civiles et militaires... refuseraient de faire partie de l'organisme de Gaulle. »

De Gaulle. Il est certain que les documents les plus précieux, publiés dans ce volume, ont trait à la *France Libre*. Nous n'avions guère jusqu'à présent comme documents officiels que ceux publiés par le général lui-même. Or, il apparaît, quand on lit les documents diplomatiques américains, que le général de Gaulle se trompait quand il écrivait qu' « au fond ce que les dirigeants américains tenaient pour acquis, c'était l'effacement de la France ». Rien n'était plus loin des conceptions américaines. Pour les Américains, la *France Libre* était un organisme privé, honorable et méritant tous les encouragements, mais quand même un organisme privé qui ne pouvait en aucune façon prétendre représenter le peuple français, qui acclamait en 1941 le maréchal Pétain. La politique du gouvernement de Washington apparaît clairement : aider la *France Libre* dans le cadre de l'aide à la Grande-Bretagne, c'est-à-dire dans la mesure où cela ne risquait

pas de gêner les relations avec Vichy. La preuve en est que le gouvernement de Washington accepta que la *France Libre* fut comprise dans les organismes susceptibles de bénéficier du *Prêt-Bail*, mais en même temps il refusa à son représentant en Afrique équatoriale française toute initiative politique. Il existe à ce sujet une délicieuse correspondance entre le colonel Cunningham, d'une part et le *Département d'État*, de l'autre. Le premier considérait que son rôle d'observateur était complètement inadéquat, le second qu'il ne fallait, en aucun cas, laisser croire à une reconnaissance — ne serait-ce que *de facto* — de l'organisme de la *France Libre* par le gouvernement américain. De très nombreux documents sont publiés sur la première phase de l'incident de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ils prouvent, comme le général de Gaulle l'a écrit, que la position prise par le gouvernement américain était très outrée : il était hors de question que la prise de possession de Saint-Pierre par les *Français Libres* mette en question l'équilibre politique dans l'hémisphère occidental. Malheureusement, nous n'avons pas la fin de l'histoire et nous devrons attendre la parution du prochain volume pour savoir comment et pourquoi les Américains revinrent finalement à de meilleurs sentiments.

Qu'y a-t-il d'autre dans ce volume ? Quelques documents très intéressants, mais d'importance secondaire, sur l'Espagne et sur la Grèce. On attendait sur l'Allemagne, qui était en 1941 la puissance dominante en Europe occidentale, une vaste documentation. On est déçu. Si on en croyait ce volume des *Foreign Relations*, l'Allemagne et les États-Unis auraient, en 1941, entretenu des relations froides, mais correctes. Ils échangeaient des prisonniers, ils avaient quelques difficultés au sujet d'interdictions de films ou d'un drapeau à San Francisco ; mais, somme toute, il n'y avait pas là de quoi fouetter un chat et on se demande bien pourquoi les Allemands déclarèrent la guerre aux États-Unis. Il est évident que la sélection de documents publiés ne rend aucunement compte des relations germano-américaines, et que les éditeurs ont appliqué pour ce chapitre quelque règle formaliste du genre de celle qui leur permet d'ignorer le *Saint-Siège*, sous prétexte que les États-Unis n'entretiennent pas officiellement de relations diplomatiques avec lui. Il est probable que les documents concernant l'Allemagne se trouvent ailleurs qu'au *Département d'État*, à la *Maison Blanche* peut-être. La question est de savoir pourquoi on n'a pas voulu aller les y dénicher. Car une note de la page 205, au sujet d'une lettre de Roosevelt à Pétain, montre que les éditeurs savent très bien utiliser les archives déposées à la *Franklin D. Roosevelt Library* quand ils le désirent. Pourquoi alors ne pas en faire un plus large usage, quand les archives du *Département d'État* ne rendent pas compte d'une question ? Ces sortes de mystères ne font que créer des légendes, qui peuvent avoir la vie dure. Cela ôte aussi de l'autorité à la publication et cette autorité est parfois nécessaire.

Malgré ses défauts, qui sont loin d'être mineurs, ce volume reste une source importante de l'histoire de l'année 1941. Dans beaucoup de cas, elle est même la source la plus sûre, pour une période où nous n'avions guère jusqu'à présent que des *Mémoires*. Il pourrait être cruel parfois de mettre en parallèle le texte d'une conversation tel qu'il a été rapporté le jour même par Leahy ou Murphy, et celui qui, des années après, a été publié dans les *Mémoires* de tel ou tel dirigeant de Vichy. Les publications de documents diplomatiques ne sont pas d'une lecture agréable, mais leurs pages contiennent, sous leur aridité, une vie étonnante qui ne demande qu'à s'épanouir.

André SCHERER.

Le Commandement de Stilwell

Ce livre (1) pourrait porter en sous-titre : « Histoire de missions ingrates. » En effet, rarement incomba à un officier général pareille succession de tâches aussi délicates, souvent stériles et pour lesquelles il n'était pas fait.

Faisant suite à un premier volume de l'*Histoire du théâtre d'opérations Chine-Birmanie-Inde* dans la collection *U. S. Army in World War II*, l'ouvrage de Romanus et Sunderland est consacré aux commandements confiés au général Stilwell à partir du début de 1942.

Voici la première mission qui lui fut donnée à cette époque. A Washington, en décembre 1941, Churchill et Roosevelt demandèrent à Tchiang Kai-chek de créer en Chine un théâtre d'opérations allié (d'ailleurs indépendant du haut commandement allié). Tchiang accepta, demanda un chef d'état-major allié pour commander les troupes étrangères qui se trouvaient en Chine. Il avait son chef d'état-major chinois pour l'emploi des troupes chinoises. Stilwell fut désigné. A son arrivée à Tchong-k'ing en mars 1942, le généralissime feignit de l'ignorer. Cette situation dura aussi longtemps que Tchiang n'eut pas de demandes spéciales à adresser aux Américains en dehors de ce qu'il recevait régulièrement. Les deux hommes n'eurent pas de relations. Chef d'état-major, Stilwell ne disposait dans ses bureaux que d'un interprète et d'un secrétaire. Il méprisait Tchiang qu'il appelait « Cacahouète » dans son journal. Stilwell était un officier dont le général Marshall faisait grand cas, louant « son énergie prodigieuse, son courage, ses ressources illimitées en face de tous les problèmes d'attaque, son imagination plus vive que celle de presque tous les autres généraux », mais en même temps il lui reconnaissait un caractère extrêmement difficile, impatient, irritable au delà de toute mesure. Il n'avait rien d'un diplomate. On s'explique ses accès de colère devant la constante mauvaise foi, l'inertie, l'incurie, l'avidité de tant de chefs chinois, à commencer par Tchiang.

Au fond, les Américains n'avaient qu'une confiance limitée dans l'armée chinoise d'alors, armée qui était mal équipée, peu ou pas payée, mal nourrie, dans un état sanitaire déplorable, généralement peu instruite. Mais ils souhaitaient que la Chine restât dans le camp allié, de manière à retenir de grosses forces japonaises sur le continent.

Un projet avait été envisagé qui consistait à renforcer l'aviation américaine qui avait été envoyée en Chine et qui, de bases installées dans l'est du pays, reconquises ou protégées par des troupes chinoises rééquipées et entraînées par Stilwell, aurait attaqué par l'ouest les Japonais que Mac Arthur et Nimitz refoulaient dans le sud et dans l'est du Pacifique. Le commandant de cette aviation, le général Chennault, poussait le haut commandement à ordonner ces opérations. Or, pour donner à ces dernières une ampleur convenable, il fallait non seulement accroître le nombre des avions de Chennault, mais les alimenter en essence et en munitions. Ces ravitaillements ne parvenaient plus en Chine par l'Indochine occupée, ni par l'ancienne route birmane de Rangoon à K'ouen-ming dont les Japonais tenaient la base de départ et une section notable. Il fallait se contenter d'une ligne aérienne partant de l'Inde et faisant par-dessus de hautes montagnes un détour par le nord. Cette solution était coûteuse et d'un rendement faible. Les opérations de bombardement préconisées par Chennault eurent contre elles, pour des raisons différentes, Mac Arthur, qui ne voulait pas que les Philippines fussent bombardées, puis Stilwell, son chef, qui, en mauvais termes avec son subordonné, projetait un autre

(1) Charles F. Romanus et Riley Sunderland, *Stilwell's Command Problems* (Les problèmes de commandement de Stilwell), Washington, Office of the Chief of military history (Army), 1956, 518 pages, illustrations et cartes.

emploi des ravitaillements américains, enfin Washington, qui, changeant de plan, estima que ses ressources seraient mieux placées dans l'Atlantique et le Pacifique.

Stilwell avait, en effet, reçu une nouvelle mission qui s'ajoutait à la première dont Washington constatait l'inutilité. En mai 1942, il lui fut demandé d'« aider » l'armée chinoise. Toujours plein d'allant, réalisateur, Stilwell se disposa, non pas à disperser sur trois cents divisions chinoises les ressources envoyées par les États-Unis, mais à armer et à équiper un premier noyau de trente divisions qui, placées initialement dans le Yunnan, aideraient à reconquérir la Birmanie du Nord sur les Japonais. En délogeant ces derniers, on pouvait recréer une route birmane dont la partie occidentale, partant de l'Inde, rejoindrait l'ancienne route dans le nord de la Birmanie. Stilwell voulut réserver à ces trente divisions chinoises la majeure partie du tonnage amené de l'Inde par avions. Mais Chennault s'estima lésé et le désaccord s'accentua entre les deux hommes.

Une troisième mission vint s'ajouter aux précédentes lorsque l'amiral Mountbatten prit, en novembre 1943, le commandement en chef du théâtre Asie du Sud-Est. Stilwell fut nommé adjoint de Mountbatten, dont le tempérament offensif semblait devoir s'accorder avec le sien.

Sur le théâtre du Sud-Est, la position de Stilwell se compliqua. En dehors de ses fonctions d'adjoint, qui l'amenèrent à proposer un plan de campagne, il reçut le commandement direct des deux divisions chinoises que l'offensive japonaise avait forcées à se réfugier dans l'Inde. Mais à ce titre — le quatrième que nous notons depuis le début — son commandement était subordonné à celui de la XIV^e^ Armée commandée par le général Slim, lui-même aux ordres du général Giffard, commandant le XI^e^ Groupe d'Armées. Or, Stilwell supportait de recevoir des ordres de Slim, mais non de Giffard. Mountbatten fut obligé de lui donner satisfaction.

Le plan d'opérations pour la reconquête de la Birmanie fut l'objet de nombreux remaniements. La conduite supérieure de la guerre, déterminée par Churchill et Roosevelt, qui devaient mettre d'accord leurs intérêts parfois différents et qui était fonction de l'évolution des opérations en Europe et dans le Pacifique, l'assurance donnée par Staline à Téhéran qu'il entrerait en guerre contre le Japon, l'inconsistance des idées de Tchiang Kai-chek qui, au Caire, offrit d'exécuter un programme mirifique et qui se dédit dès que ses partenaires eurent repris l'avion, tous ces facteurs conduisirent à donner priorité absolue aux débarquements en France et aux opérations du Pacifique, rejetant les affaires d'Asie au second plan.

Néanmoins, l'amiral Mountbatten entendait alors mener à fond sa campagne de Birmanie. Il disposait du XV^e^ Corps d'armée britannique (trois divisions) près de la côte, du IV^e^ Corps d'armée britannique (trois divisions) plus au nord le long de la frontière, des deux divisions chinoises de Stilwell, enfin d'un groupe de chasseurs Katchin (les Katchin sont un peuple de race non-birmane habitant la Birmanie). A ces forces devaient s'ajouter une unité appelée « *Galahad* » de volontaires américains spécialisés dans les raids dans la jungle et une autre semblable de chasseurs britanniques parachutés loin derrière les lignes et ravitaillés par avions. Dans le Yunnan, onze divisions chinoises se trouvaient dans le voisinage de la frontière, mais demeuraient sous les ordres de Tchiang ; les conditions de leur engagement restaient vagues. Le premier objectif de la campagne était le centre de Myitkyina.

Stilwell rejoignit son poste de commandement le 21 décembre 1943 ; des opérations locales amorçant la campagne avaient commencé le 30 octobre. Il est permis d'imaginer qu'après les nombreuses déceptions éprouvées en Chine par Stilwell, ce dernier devait être satisfait d'exercer personnellement un commandement avec des forces aguerries qu'il avait rééquipées. Son rôle

ne fut cependant pas facile. Il lui fallut harceler ses subordonnés, menacer l'un de ses divisionnaires, veiller à l'exécution de ses ordres. Dans son journal, on trouve ces notes : « émiettement de forces... engagement des unités une à une... extrême pusillanimité et extrême lenteur... craintes imaginaires... ». Malgré toutes ces imperfections, Stilwell se rendit maître de la vallée de Hukawng qui conduit à Myitkyina. L'aide considérable apportée par des renforts américains et britanniques, un constant ravitaillement par avions avaient puissamment contribué à ces résultats, lorsque Stilwell crut que tous ses efforts allaient être vains.

En effet, les Britanniques eurent l'idée d'arrêter les opérations de Birmanie pour aller s'emparer des Indes néerlandaises. Mountbatten était disposé à accepter ces vues. Alors Stilwell envoya à Washington une mission pour défendre le plan primitif. C'était peut-être son droit, en qualité de chef d'état-major de Tchiang Kai-chek, de commandant de troupes américaines, mais il négligea d'avertir Mountbatten, ce qui fleurait l'insubordination.

Pendant ce temps, les Japonais préparaient, depuis janvier 1944, une offensive destinée à prendre pied dans le nord-est de l'Inde. Une première attaque de diversion qu'ils dirigèrent sur le front de l'Arakan fut repoussée et leur attaque principale sur Imphal en mars 1944 fut bloquée. Les transports aériens jouèrent du côté allié un rôle capital. L'incident Stilwell-Mountbatten avait été aplani et il avait été décidé chez les chefs d'état-major alliés de poursuivre la campagne de Birmanie ; l'offensive japonaise eût forcé la décision s'il en avait été besoin. Toutefois, cette contre-attaque des Japonais, la lenteur des opérations en Birmanie du Nord, le peu d'empressement de Tchiang à faire franchir le Salween par ses forces du Yunnan, restreignaient les possibilités de Stilwell. Elles ne l'empêchèrent pas, cependant, de chasser les Japonais de Myitkyina, à la surprise du haut commandement. La possession définitive de ce centre géographique, le 3 août 1944, permettait de travailler désormais à la route qui, de l'Assam par Ledo, rejoignait l'ancienne route birmane en direction de K'ouen-ming et de faire arriver l'essence par pipelines jusqu'à Myitkyina.

Nul doute que ce succès, que ses supérieurs n'attendaient pas si tôt, n'ait causé une grande satisfaction à Stilwell en le consolant un peu d'avoir vu, pour tant de raisons politiques et militaires, échouer son plan initial qui, avec l'aide des forces chinoises du Yunnan, devait conduire à la reprise de Rangoon.

Ce chapitre birman étant clos, les auteurs nous ramènent en Chine. Roosevelt était las d'envoyer une aide considérable à Tchiang, qui ne l'utilisait pas contre les Japonais. S'il avait encore des illusions sur le caractère du généralissime, il dut les perdre tout à fait lorsque Tchiang marchanda l'échange d'une opération côtière dans le golfe du Bengale, que les alliés durent refuser, contre un prêt d'un milliard de dollars au taux exhorbitant de 1 pour 20, alors que le change était de 1 pour 230. Le président laissa sans réponse cette prétention éhontée et, en janvier 1944, il menaça Tchiang de lui couper les vivres. Sur sa carte aux épingles de couleur, il voyait Stilwell avec deux divisions chinoises, qui n'avaient chacune qu'une douzaine de mille hommes, battre une division de vétérans japonais, alors qu'un groupement de douze divisions chinoises, à l'est de Salween, restait l'arme au pied devant une division japonaise fatiguée et étirée sur un front considérable.

A la fin, Tchiang céda et consentit à l'emploi de cette force du Yunnan. Elle traversa le Salween sans difficultés, mais elle ne poussa pas les Japonais.

Lorsque les Japonais déclanchèrent leurs offensives de 1944 en Chine, Tchiang, alarmé, demanda à Stilwell, qui dirigeait ses divisions vers Myitkyina, de revenir à Tchong-k'ing. Mais Stilwell ne pouvait d'un coup redresser une situation compromise par plusieurs années d'incurie. Marshall proposa à Stilwell d'accepter les fonctions de commandant des forces sino-américaines en

Chine. Stilwell, qui ne se faisait pourtant guère d'illusions, accepta cette mission, qui était la cinquième. Tchiang, ne pouvant s'accommoder du caractère de Stilwell et bien résolu à ne lui laisser aucune autorité réelle, demanda à Roosevelt de nommer une personnalité qui serait chargée de définir la position de Stilwell et, en somme, d'être l'intermédiaire entre lui-même et le commandant en chef. Le général Hurley fut désigné, mais n'arriva pas à trouver une solution acceptable. Stilwell ne voulait accepter de responsabilité que s'il disposait de l'autorité nécessaire. Tchiang tenait à garder l'administration des ressources provenant du *prêt-bail* (*lend-lease*). En outre, la rigueur intransigeante de Stilwell lui avait fait beaucoup d'ennemis. Mountbatten lui-même avait fini par demander à ne pas le conserver en Birmanie. Lorsque le vice-président des États-Unis Wallace vint à Tchong-k'ing, c'est chez le général Chennault qu'il descendit ; Chennault parla de Stilwell dans les termes qu'il est permis d'imaginer. Wallace, écoutant, d'autre part, les doléances de Tchiang Kai-chek, proposa à Roosevelt de rappeler Stilwell. Ce dernier, lassé, s'envola de Tchong-k'ing le 14 octobre 1944, laissant la Chine dans une situation lourde d'inquiétudes. Il s'était pourtant donné à ses diverses tâches avec toute l'ardeur qui le caractérisait. Eut-il mieux réussi s'il s'était montré plus diplomate? Il est permis d'en douter.

G. Renondeau.

NOTES ET NOUVELLES

Lettre du Canada

Ce n'est qu'au début du second conflit mondial qu'une *Section historique de l'Armée canadienne* fut organisée. Dès la fin de 1940, ce nouvel organisme était à l'œuvre au quartier général de l'Armée canadienne à Londres. Une fois les troupes canadiennes au combat, une équipe spéciale de la *Section historique* fut attachée à chacun des deux théâtres de guerre où les Canadiens étaient à l'action, c'est-à-dire en Italie et dans le nord-ouest de l'Europe.

Ces initiatives avaient pour objet de permettre à la *Section historique* de préparer, de longue main, une histoire de la participation du Canada à la seconde guerre mondiale. Antérieurement, la *Section historique* ne s'était préoccupée que d'écrire des récits détaillés de campagnes militaires à l'intention des officiers de carrière seulement. Mais, vu l'ampleur de la participation du Canada à la seconde guerre mondiale, la *Section historique de l'Armée canadienne* voyait sa tâche considérablement accrue. Depuis 1945, elle a publié les ouvrages suivants :

1. *Les Canadiens en Grande-Bretagne (1939-1944)*, avant-propos du lieutenant-général J.-C. Murchie, C.B., C.B.E., chef de l'état-major général du Canada, Ottawa, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1946, 188 pages (photos et illustrations).

   Extrait de l'avant-propos : « La présente brochure est la première d'une série d'exposés, tirés des archives officielles et rédigés en vue de communiquer à la population du Canada des renseignements plus complets qu'il n'a été possible de publier jusqu'ici au sujet de l'œuvre accomplie par son armée au cours du récent conflit... Le récit que renferme le présent volume est unique dans les annales de l'Empire. On y décrit en détail le rôle important que les troupes canadiennes ont joué dans la défense de la Grande-Bretagne, alors que l'invasion menaçait ce pays... Plus d'un quart de million de volontaires canadiens, qui s'étaient engagés avec l'espoir de se battre à brève échéance, restaient dans la métropole sans qu'on leur procurât l'occasion de se mesurer avec l'ennemi, pendant des périodes allant jusqu'à cinq ans. Le maintien et même l'amélioration de leur moral et de leur discipline, dans ces circonstances singulièrement difficiles, posèrent de nombreux problèmes. »

2. *De Pachino à Ortona (la campagne des Canadiens en Sicile et en Italie, 1943)*, avant-propos du lieutenant-général J.-C. Murchie, C.B., C.B.E., chef de l'état-major général du Canada, Ottawa, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1946, 168 pages (photos et illustrations).

   Extrait de l'avant-propos : « La présente brochure raconte les dix premiers mois de la participation des Canadiens aux combats du théâtre méditerranéen de la guerre... Cette dure campagne a eu une grande importance, puisqu'un contingent considérable de l'Armée canadienne, en Sicile et en Italie, s'engageait en de longues opérations pour la première fois depuis le début de la guerre. Nos officiers et nos hommes de troupe y ont acquis l'expérience du combat qui devait si bien leur servir dans les opérations encore plus considérables du nord-ouest de l'Europe. »

3. *Les Canadiens dans la bataille de Normandie (6 juin-1er septembre 1944)*, avant-propos du lieutenant-général C. Foulkes, C.B., C.B.E., D.S.O., chef de l'état-major général du Canada, par le colonel C. P. Stacey, O.B.E., directeur de la Section historique, Ottawa, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1946, 159 pages (photos et illustrations).

   Cette troisième brochure traite de façon succincte du rôle de l'Armée canadienne dans la grande campagne décisive du nord-ouest de l'Europe. Ces trois brochures préliminaires s'adressent surtout au grand public, de sorte qu'on n'y trouve pas de cartes détaillées des opérations, ni références aux sources, ni bibliographie.

4. *L'Armée canadienne (1939-1945)*, résumé historique officiel, par le colonel C. P. Stacey, O.B.E., M.A., Ph. D., directeur de la Section historique, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1949, 364 pages (cartes et illustrations).

   Avec cet ouvrage, la *Section historique de l'Armée canadienne* mettait à la disposition du public un aperçu complet — encore que succinct — de l'œuvre accomplie par les troupes canadiennes contre l'Allemagne, l'Italie, le Japon et leurs satellites, de 1939 à 1945. Dans sa préface, le colonel Stacey précise qu'il s'agit d'un compte rendu provisoire et non d'une histoire définitive de l'Armée canadienne pendant la seconde guerre mondiale. L'histoire définitive s'ouvrait avec la publication, en 1955, de l'ouvrage suivant.

5. *Histoire officielle de l'Armée canadienne dans la seconde guerre mondiale.* T. I : *Six années de guerre* : l'Armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique, par le colonel C. P. Stacey, Ottawa, Imprimeur de la Reine, version anglaise en 1955, 629 pages, version française en 1957, 652 pages (cartes et illustrations).

   L'ouvrage se divise en trois parties : 1. Organisation, instruction militaire et défense territoriale du Canada ; 2. L'Armée en Angleterre, 1939-1945 ; 3. La guerre contre le Japon, 1940-1945. Le récit s'appuie sur une documentation de première main, dont les références sont groupées à la fin du volume. Par le sérieux de sa documentation et la pondération du jugement de l'auteur, cet ouvrage enrichit l'historiographie de la seconde guerre mondiale, tout en signalant comme il convient le rôle important que le Canada a joué dans ce conflit.

6. *Official History of the Canadian Army in the Second World War.* Vol. 2 : *The Canadians in Italy*, par le lieut.-col. G. W. L. Nicholson, directeur adjoint, Section historique, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1956, 807 pages (cartes et illustrations) (version française sous presse).

   L'auteur de ce deuxième tome de l'histoire officielle de l'Armée canadienne dans la seconde guerre mondiale, qui a succédé au colonel Stacey à la direction de la *Section historique de l'Armée canadienne*, l'automne dernier, a suivi en tous points la méthode de son prédécesseur, s'appuyant comme lui sur des sources de première main, tant alliées qu'ennemies.

7. *Official History of the Canadian Army in the Second World War.* Vol. 3 : *The Victory Campaign*, par le lieut.-col. C. P. Stacey, anciennement directeur de la Section historique de l'Armée canadienne, maintenant professeur d'histoire à l'Université de Toronto.

   Ce troisième tome, qui doit paraître en janvier 1960 dans sa version anglaise, terminera l'histoire officielle de l'Armée canadienne dans la seconde guerre mondiale. Il sera suivi, toutefois, d'un quatrième tome

qui portera sur les idées maîtresses qui ont présidé à la politique militaire du Canada et traitera, notamment, de la collaboration réalisée au sein du *Commonwealth* et avec les Puissances alliées.

Jacques Gouin,
Hull-Canada.

N. B. — Il est à noter que le Canada étant un pays bilingue, toutes les publications de l'État paraissent en français et en anglais.

La Propagande

Un petit ouvrage, comparable à un « Que sais-je ? », a pour auteur un professeur d'Université, qui fut pendant la deuxième guerre mondiale le principal commentateur des émissions allemandes de la B.B.C. Il traite de la propagande en général, jusques et y compris la propagande commerciale (1). Deux séries de notations retiendront plus spécialement l'historien : quelques précisions inédites sur les services de propagande anglaise et américaine de 1940 à 1945 et un essai d'évaluation de ce que peut être l'efficacité de la propagande en temps de guerre.

L'organisation de la propagande britannique à partir de 1939 fut la résurgence du Département de la propagande ennemie, créée en 1918, par Northcliffe, à Crew House. Quelle avait été l'efficacité de Crew House ? A peu près nulle, selon Lindley Fraser. Si l'opinion contraire a été soutenue, ce fut, estime-t-il, par les nationalistes allemands, obstinés à accréditer la légende du coup de poignard dans le dos.

Durant la deuxième guerre mondiale, les propagandes ont disposé d'une arme nouvelle : la radio. La B.B.C. fut l'instrument d'une propagande à long terme, dans la perspective de ce que les Anglais appelaient leur « stratégie politique ».

Avec l'intervention américaine, le vocabulaire changea. En même temps qu'ils installaient à Londres l'A.B.S.I.E. *(American Broadcasting System in Europe)*, les Américains faisaient adopter par les Anglais l'expression de *guerre psychologique*. Leur plus importante contribution dans ce domaine allait être l'utilisation de la propagande *comme une arme tactique* : emploi de haut-parleurs sur le champ de bataille — émissions improvisées au cours desquelles on fait parler les prisonniers de la veille — lancement sur les lignes ennemies de tracts qui les incitent à déserter et qui ont l'apparence d'un « laisser-passer à travers les lignes alliées »... Et voici le « miracle » de la propagande : des milliers de soldats allemands se rendent, porteurs de ce « laisser-passer ».

Cas extrême et tout à fait extraordinaire, mais nullement miraculeux, précise Lindley Fraser, qui dresse le bilan suivant :

— La propagande alliée destinée à encourager et conseiller les peuples des pays occupés a été un grand succès ;
— Celle qui avait pour but de semer la discorde dans le camp ennemi a eu une certaine efficacité en Italie et en Bulgarie, à partir de 1942 ;
— La propagande frontale contre le moral allemand n'a porté que fort peu et seulement à partir du moment où le pays a senti le vent de la défaite.

(1) Fraser (Lindley), *Propaganda*, Oxford University Press, 1957.

Conclusion tirée de l'expérience anglaise : la propagande n'est pas un gaspillage de temps ; mais elle n'est pas capable de soulever des montagnes. Elle est apte à agir sur le moral des sujets, mais beaucoup moins à modifier leur comportement (ce qui est le véritable test de son efficacité). Elle ne peut faire mieux que d'activer des émotions ou des tendances latentes : mais dans ce cas, il lui arrive de les porter au paroxysme... Encore faut-il qu'elle ait des objectifs clairement définis et exempts d'équivoque.

Un livre de moraliste et de doctrinaire plus que d'historien, où l'on eût souhaité trouver des faits plus nombreux et une perspective plus large sur la mise en œuvre de la *guerre psychologique* en Europe.

J. L. Crémieux-Brilhac.

Pathologie de la Déportation

Si c'est au jour de la Libération que s'achève l'histoire des camps de déportation, des traces douloureuses subsistent dans la vie des rescapés d'une aventure exterminatrice ; les rares déportés survivants (un sur onze) conservent la marque d'un mode d'existence sans précédent que stigmatise l'association de la famine, du surmenage, de la promiscuité factrice d'infection et d'un climat d'angoisse et de terreur savamment entretenu. Très vite, les médecins se sont aperçus qu'aucun déporté n'en était sorti totalement indemne et, dès 1948, Ch. Richet, Uzan, Fichez et moi-même attirions l'attention de l'Académie de Médecine sur les séquelles de la misère physiologique.

La maladie concentrationnaire a engendré une hécatombe de victimes à retardement : sur 220 000 déportés français, on sait que 38 000 seulement ont été rapatriés ; or, depuis dix ans, 13 à 14 000 d'entre eux sont morts à leur tour.

Le problème des maladies concentrationnaires a été déjà traité d'abord dans diverses publications administratives relatives aux barèmes d'invalidité des déportés, puis au cours du congrès de Copenhague en 1954 et du *Congrès international de la pathologie des déportés*, organisé par le *Ministère des Anciens Combattants* à Paris, en octobre 1954 (1).

L'ouvrage de Ch. Richet et A. Mans ne fait pas double emploi avec les rapports de ces congrès. D'une part, il évite les disproportions et les redites auxquelles expose fatalement un nombre élevé de rapporteurs : il est au contraire homogène et rationnellement composé. D'autre part, tout en évitant les écueils de la vulgarisation, il est écrit à l'intention d'un public non médical et peut être consulté avec fruit par les historiens.

Précédé d'un avant-propos de M. Tanguy-Prigent, ministre des *Anciens Combattants*, préfacé par les auteurs eux-mêmes, l'ouvrage est constitué par vingt et un chapitres, dont le premier, consacré aux données générales et aux conditions de vie, expose clairement les diverses pathologies de l'encombrement, de l'insuffisance alimentaire, du froid, du travail excessif et de la fatigue, de l'angoisse et de la solitude (2), ainsi que la mauvaise qualité des soins. Les auteurs, dans ce premier chapitre, désignent sous le nom général de « pathologie de la misère » celle des prisonniers de diverses catégories soumis, sous différents climats et dans différents régimes, à des conditions exceptionnelles de sous-alimentation, d'entassement, de promiscuité, etc. Mais, parmi les quatre espèces de pathologie de la misère reconnues par les auteurs (prisonniers de guerre, prisonniers civils, trimardeurs et chômeurs chroniques, con-

(1) Charles Richet et Antonin Mans, *Pathologie de la Déportation*, Plon, 1956.

(2) Je ne suis personnellement pas d'accord sur l'interprétation qui nous est donnée de la solitude.

centrationnaires), la plus caractérisée, celle qui cumule toutes les nuances et tous les aspects, est la pathologie des concentrationnaires.

Dans les autres chapitres sont passées en revue les maladies des différents appareils (nutrition, glandes endocrines, tube digestif, poumons et tuberculose au premier chef, etc...). Comme tous les médecins déportés et comme tous les chercheurs qui ont étudié la pathologie concentrationnaire, les auteurs soulignent le fait que le camp de concentration n'a pas engendré de maladies nouvelles, mais a rendu plus fréquentes les maladies en voie de disparition dans les conditions normales, tout en rendant mortelles des maladies ordinairement bénignes. Pour les historiens et le grand public, plus que la description clinique de la maladie, ce qui apparaîtra frappant dans cet ouvrage c'est le rapport direct établi entre la cause et l'évolution de la maladie quand cette cause s'appelle le froid, ou l'encombrement, car ces phénomènes sont moins connus que les maladies de carence par exemple. L'importance de cet ouvrage est donc aussi de faire constater aux pouvoirs publics la réalité de la maladie postconcentrationnaire, la nécessité de mesures spéciales en faveur des survivants, dont trop souvent les non-initiés pensent que le retour à une vie normale a pu cicatriser toutes les plaies (1).

Soulignons l'intérêt particulier du chapitre consacré au retour des déportés, où les auteurs montrent qu'à côté de l'asthénie chronique (que je considère comme le dénominateur commun des symptômes postconcentrationnaires), à côté de la décalcification osseuse si répandue, il faut réserver une place majeure à la sénescence prématurée : « Les anciens déportés meurent jeunes et bien souvent ils meurent comme des vieillards. »

J'ajouterai que, si la maladie concentrationnaire est avant tout une dystrophie de la faim avec dénutrition globale, celle-ci une fois réparée, les séquelles de la déportation traduisent électivement l'hypertonie des centres végétatifs à laquelle tous les déportés ont été soumis : la maladie postconcentrationnaire est une maladie d'épuisement nerveux.

Dans l'ensemble, la *Pathologie de la déportation* constitue un ouvrage unique en son genre, un dossier historique précieux.

Gilbert Dreyfus.

Destin des Juifs

Il s'agit d'un essai de caractère théologique consacré à l'interprétation du destin singulier du « peuple éternel » des Juifs, au lendemain de la plus grande catastrophe de son histoire. En tant que tel, l'ouvrage (2) se place en dehors des sujets traités par cette revue. Si nous le mentionnons brièvement, c'est en vertu de la personnalité remarquable de son auteur, le Dr Leo Baeck, ancien rabbin de Berlin. Pendant la guerre, le Dr Baeck fut interné au camp de Theresienstadt, où il dirigea l'assistance sociale ; en même temps, suivant l'expression de H. G. Adler, l'annaliste de Theresienstatd, « il incorporait la conscience du camp ». Au peuple allemand, il avait souhaité, après l'effondrement hitlérien, « un avenir meilleur » ; il vit actuellement à Londres, mais il a accepté que l'essai ci-dessus paraisse d'abord en langue allemande et en Allemagne.

L. Poliakov.

(1) Après une brève incursion dans les camps d'Extrême-Orient, les auteurs reproduisent le texte du barême, les différents décrets s'y rapportant, les annexes administratives, quelques données statistiques sur les séquelles observées ; enfin une liste bibliographique des ouvrages médicaux et non médicaux ayant trait aux camps de concentration.

(2) Leo Baeck, *Dieses volk. Judische existenz*, Frankfurt am Main, Europaïsche Verlagsantalt, 1955.

***

Mémoires d'un Aviateur

Le maréchal de l'air, Sir Basil Embry, expose dans un livre (1) les phases variées d'une très belle carrière, parcourue tout entière dans la R.A.F., et qui s'acheva par le commandement des Forces aériennes alliées Centre-Europe.

Tout au long de cette carrière, ardemment convaincu des possibilités de l'aviation militaire, des liens étroits entre la technique et la tactique, du devoir, pour tout chef et tout officier d'état-major de l'Armée de l'Air, de continuer à voler, il ne cessa de tirer des leçons de son expérience personnelle, de prôner les améliorations et les réformes dont il constatait la nécessité et de dépenser une énergie inlassable pour en obtenir la réalisation.

La relation de ces efforts intéresse particulièrement et presque exclusivement les spécialistes, même en ce qui concerne la deuxième guerre mondiale.

D'un point de vue plus général, on peut toutefois noter quelques détails qui ne sont pas dénués d'intérêt. Ce sont, par exemple, les péripéties de son évasion de 1940, alors que, abattu dans la région de Saint-Omer, il réussit à fausser compagnie à ses gardiens, à traverser toute la France, mêlé aux troupes allemandes, et à gagner la frontière espagnole — et c'est surtout sa participation à l'*opération* « *Jéricho* » en 1944, ainsi qu'à d'autres opérations du même type.

Devenu le spécialiste de l'attaque à basse altitude d'objectifs très limités, tels que les rampes de lancement des V, il accepta en effet d'organiser l'attaque difficile de la prison d'Amiens, où 700 résistants étaient à la veille de leur jugement et de leur exécution. On sait que son plan, très ingénieusement conçu et étudié, assura l'évasion de 258 de ces prisonniers. Fort de ce succès, il le renouvela, quelques semaines plus tard, en réalisant la destruction totale de l'immeuble de la Gestapo et de ses dossiers en plein centre de La Haye, puis, en octobre 1944 et en avril 1945, celui d'autres immeubles de la Gestapo au Danemark, notamment à Copenhague.

Général Lestien.

(1) Sir Basil Embry, *Mission accomplie*, Paris, Presses de la Cité, 1958, 315 p., avec 24 photogr.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

DEBORIN (G.), ZOSTAVENKO (G.), TEL'PUKHOVSKIJ (G.). — Opricinakh porazěnija germanskogo imperializma v dvukh mirovykh vojnakh [Causes de la défaite de l'impérialisme allemand dans les deux guerres mondiales], *Vop. ist.*, n° 5, mai 1959, pp. 22-43, nombr. tabl.

*GEBHARDT (Bruno). — *Handbuch der deutschen Geschichte.* 8. völlig neu bearb. Aufl. hrsg. von Herbert Grundmann, Bd. IV. *Die Zeit der Weltkriege*, bearb. von Karl Dietrich Erdmann, Stuttgart, Union Verl., 1959, in-8°, 263 p.

RUKHLE (I.). — O kharaktere načal'nogo perioda v dvukh mirovykh vojnakh [Caractère de la période initiale dans les deux grandes guerres mondiales], *Voen.-ist. žurnal*, 1959, n° 10, pp. 3-18.

*WULLUS-RUDIGER (J.). — *En marge de la politique belge (1914-1956)*, Paris, Berger-Levrault, 1958, in-8°, 330 p.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

ARON (Robert). — Comment et pourquoi écrire l'Histoire contemporaine, *R. Deux Mondes*, 15 fév. 1960, pp. 608-621.

Comm. faite à Académie des Sciences morales et politiques : De la valeur relative du témoignage (Hist. de la Libération, *Mémoires* de Ch. de Gaulle).

Atti del Convegno sulla storiografia della Resistenza, *Movimento di Liberazione in Italia*, oct.-déc. 1959, pp. 5-163.

Tenu à Gênes le 24 mai 1959 au Palazzo dell'Università. Discours d'ouverture, rapports, communications et interventions. Conclusion par Ferruccio PARRI.

BORTFELDT (Hermann). — Der Widerstand als Nationales und politisches Problem. Erste Internationale Konferenz über die Geschichte der Europäischen Widerstandsbewegung, *Neue Gesellschaft*, janv.-févr. 1959, pp. 63-66.

La I^re^ Conférence internationale sur l'histoire de la Résistance européenne, Liège, septembre 1959.

EREMENKO (A.). — O fal'sifikacii istorii vtoroj mirovoj vojny v Zapadnoj Germanii [Histoire de la falsification de l'histoire de la deuxième guerre mondiale en Allemagne de l'Ouest], *Mirovaja ekonomika i meždunar. otnošenija*, 1959, n° 9, pp. 20-32.

KÜHNRICH (Heinz). — Die Darstellung der Partisanenbewegung in der westdeutschen Historiographie. Zu einigen Fragen des Partisanenkampfes während des 2. Weltkrieges, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, Heft I., 1960 (janv.-févr.), pp. 7-41.

Bibliographie.

LESER (Lothar). — Psychologische Kriegführung gegen Deutschland im 2. Weltkrieg. Versuch einer bibliographischen Übersicht, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1958, Heft 1/4, pp. 334-365.

Tracts aériens anglo-américains, russes, français.

THOMSON (Erik). — Estland und Lettland während des Zweiten Weltkrieges. Eine bibliographische Übersicht. Das Schrifttum der Jahre 1945-1958, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1958, Heft 1/4, pp. 322-328.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*BESSONOV (A. V.). — *V trudnye gody. Vospominanija učastnika oborony Brestskoj kreposti. Lit zapis' G. Lur'e* [*Pendant les années difficiles. Souvenirs d'un com-*

(1) N. B. — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de F. DEBYSER.

battant du siège de la forteresse de Brest. Transcrit par G. Lur'e], Krasnodar, Kn. ize., 1959, 89 p.

*Bourget (Pierre). — *Témoignages inédits sur le maréchal Pétain*, Paris, Fayard, 1960.

[*Bryant (Arthur). — *Triumph and Tragedy 1943-1944... Diaries... of Field Marshal the Viscount Alanbrook*, London, 1959.]

Critiques et mise au point de :

Middleton (Drew). — Eisenhower called non-general. Ex-British war chief tells of Golf game on eve of battle ; Alanbrooke critical of Marshall views on strategy, *N. Y. Times*, 1er nov. 1959, pp. 1 et 3.

Poore (Charles). — Books of the times, *N. Y. Times*, 3 déc. 1959, p. 6.

Critique du 2e volume des mémoires d'Alanbrooke.

Baldwin (Hanson W.). — Once more the General goes to war : in his homeric narrative, Lord Alanbrooke refights old battles, settles old scores, *N. Y. Times Books R.*, 6 déc. 1959, p. I.

Alanbrooke's diaries expose Churchill's disastrous war : was it « triumph » in the West, *Action*, 31 oct. 1959, p. 3.

Denuelle (Bernard). — Le sosie de « Monty », *Historia*, févr. 1960, pp. 201-204, ill.

Clifton James et sa mission à Gilbraltar et Alger en 1944.

*Doenitz, amiral. — *Dix ans et vingt jours*, trad. de l'allemand, par René Jouan, Paris, Plon, 1959, in-8°.

De Vecchi de Cismondi (Cesare Maria). — Mussolini vero *(suite)*, *Tempo* (Milano), 9 févr. au 8 mars 1960. *(A suivre.)*

Suite des *Mémoires* du quadrumvir.

Donald M. Nelson is dead at 70 ; World War II production chief, *N. Y. Times*, 30 sept. 1959, p. 4.

Président du War Production Board. Article nécrologique.

Echo of Yalta. The troubles of an Expert on Russia [ambassador Charles E. Bohlen, *U. S. News and World Rep.*, 27 juill. 1959, pp. 58-60, phot.

Interprète et conseiller du président Roosevelt à Yalta, Bohlen est de ceux sur qui a rejailli « l'échec » de la Conférence.

*Ellsberg (Edward), admiral. — *The Far shore : an American at D. Day*, N. Y., Dodd, Mead, 1960.

Témoignage de combattant ; débarquement de Normandie.

*[Gaulle (Charles de). — *Mémoires de guerre*, t. III : *Le salut*, Paris, Plon, 1960.]

Critiques et commentaires de :

Aron (Robert). — Le destin de de Gaulle, *XXe siècle fédéraliste*, 20 nov. 1959, pp. 3-5.

Suivi de *De Gaulle dictateur ?*, par le gén. Béthouart.

Broniarek (Zygmunt). — Sprawa Polski W III tomie pamiętników de Gaulle'a. [La question polonaise d'après le 3e tome des *Mémoires* de Gaulle], *Tryb. Ludu*, n° 300, 29 oct. 1959, p. 2.

Citations commentées.

Courtade (Pierre). — Pierre Courtade vous parle du 3e tome des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, *Humanité*, 25, 27, 30 nov., 2 déc. 1959.

Daurier (J. M.). — L'affaire de Syrie revue et corrigée par Charles de Gaulle, *Écrits de Paris*, févr. 1960, pp. 66-73.

Delcroix (A.). — Le mémorial de Colombey, *France-Observateur*, 12 nov. 1959, pp. 7-8.

Dubourg (Gilles). — Des « Mémoires » pour la nation, *Nation franç.*, 4 nov. 1959, pp. 1-12.

Fabre-Luce (Alfred). — Mémoires élyséens. *Écrits de Paris*, déc. 1955, pp. 33-54.

Granet (Marie). — Les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, *R. socialiste*, févr. 1960, pp. 167-174.

Hahn (K. J.). — De Gaulle als schrijver, *Inter. Spectator*, 8 nov. 1959, pp. 503-523.

Henriot (Émile). — *Le salut*, troisième tome des *Mémoires* du général de Gaulle, *Monde*, 29 oct. 1959, p. 9.

Schumann (Maurice). — De la continuité du gaullisme, *R. Déf. nationale*, févr. 1960, pp. 201-216.

Taylor (A. J. P.). — De Gaulle : dictator without a cause, *Observer*, 7 févr. 1960, p. 10.

Tersen (Émile). — De Gaulle : autoportrait, *Démocratie nouv.*, janv. 1960, pp. 53-59.

GIANNINI (Amedeo). — George Catlet Marshall. Profili di uomini politici, *Riv. di Studi polit. internaz.*, oct. déc. 1955, pp. 605-609.

Le chef d'É.-M. général et le secrétaire d'État.

*GROSSER (Alfred). — *Hitler, la presse et la naissance d'une dictature*, Paris, A. Colin, 1960.

Recueil de coupures de presse, allemandes et étrangères des années 1932-1933.

HEYDECKER (J.), LEEB (J.). — La fin de Himmler, *Miroir de l'histoire*, janv. 1960, pp. 20-27, ill.

Jose Laurel, of Philippines, dies : headed wartime puppet regime, *N. Y. Times*, 6 nov. 1959, p. 6.

Jünger und der historische Hitler, *D. Freiwillige*, janv. et févr. 1960, pp. 4-8 et 10-14.

Jugement d'Ernst Jünger sur Hitler.

*LANDGREBE (Wilhelm). — *Dietrich Bonhoeffer. Ein Blutzeuge aus jüngster Zeit*, Basel, Brunnen-Verl., 1958, in-8°, 78 p.

Exécuté comme résistant le 9 avril 1945.

*MACKIEWICZ (Stanislaw). — *Zielone oczy* [*Les yeux verts*], Warszawa, « Pax », 1959, in-16, 356 p., errata.

L'auteur reprend des reportages sur sa vie et ses rencontres avec diverses personnalités en France, en Grande-Bretagne, en Italie, depuis 1939 jusqu'à son retour à Varsovie après juin 1956.

*MANVELL (Roger), FRAENKEL (Heinrich). — *Doctor Goebbels : his life and death*, London, Heinemann, 1960, in-8°, 329 p.

*MEINCK (Gerhard). — *Hitler und die deutsche Aufrüstung, 1933-1937*, Wiesbaden, F. Steiner, 1959, in-8°, x-246 p.

*[MUSSOLINI (Benito)]. — *Opera omnia*, vol. XXVIII : *Dalla proclamazione dell'Impero al viaggio in Germania (10 maggio 1936-30 settembre 1937)*, A cura di E. e. D. Susmel, Firenze, La Fenice, in-8°, XXXV-327 p.

Les obsèques du général Joinville. Général à 33 ans, *Humanité*, 22 févr. 1960, p. 4.

Le chef d'É.-M. national F.F.I.

ROMEYKO (Marian). — Ze wspomnien attaché wojskowego. Cz. II [Quelques souvenirs d'un attaché militaire, 2° p.], *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 4, déc. 1959, pp. 279-300, phot.

Souvenirs de l'attaché militaire polonais à Rome (1938-1939).

*SMIRNOV (S. S.). — *Geroj Bretskoj Kreposti* [*Un héros de la forteresse de Brest*], Moskva, Voenizdat, 1959, 240 p.

SPERBER (Manès). — Mort d'un contemporain, *Preuves*, mars 1960, pp. 60-65.

Sur Ante Pavelič et le royaume de Croatie de 1941 à 1944.

STOJANOWSK (Jozef). — Karta z dziejow Archiwum Akt Nowych w Warszawie w okresie okupacji, w latach 1939-1944 [Une page d'histoire des Archives des Actes Modernes à Varsovie durant la période d'occupation 1939-1944], *Archeion*, vol. 30, 1959, pp. 59-94.

L'ancien directeur des Archives relate la spoliation et la destruction des Archives par les autorités nazies.

*TAUT (Franz). — *Befehl von Oben. Nach dem Kriegstagebuch des Leutnants Lemke*, Rosenheim, Meister Verl., 1959, in-8°, 272 p.

Journal de guerre du lieutenant Lemke, tombé dans les combats du Kouban en 1943.

*TRUSZKOWSKI (Stanislaw). — *Moj wrzesien...* [*Mon mois de septembre. Souvenirs de la campagne de 1939*], (Warszawa), Ludowa Spoldzielnia Wydawnicza, juil. 1959, in-16, 256 p., pl. cartes h.-t., couv. ill.

Souvenirs de combat d'un capitaine d'infanterie polonaise.

*VAKHRUŠEV (A. M.). — *Na Možajskom napravlenii. Zapiski učastnika oborony Moskvy* [*Dans la direction de Mojaisk. Notes d'un combattant du siège de Moscou*, Moskva, Voenizdat, 1959, in-8°, 144 p., ill.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

BARDOUX (Jacques). — La réoccupation militaire de la Rhénanie par Adolf Hitler, le 7 mars 1936. Un épisode inconnu, *R. Travaux Acad. Sciences mor. pol.*, 1959, 1er semestre, pp. 130-139.

L'auteur avait reçu confidentiellement du chef de la section allemande du *Secret Service* l'annonce de l'occupation de la rive gauche du Rhin par les troupes allemandes, au début de févr. 1936. Une nouvelle analogue (constitution d'une Ukraine allemande) fut transmise au gouvernement français comme la première en janv. 1939, sans réaction de sa part. Brève discussion avec MM. Renouvin, L. Noël, Fr. Charles-Roux...

Budkevič (S.). — Japono-amerikanskaja bor'ba za jugo-Vostočnuju Aziju v načale vtoroj mirovoj vojny [La lutte entre le Japon et les États-Unis pour l'Asie du Sud-Est au début de la deuxième guerre mondiale], *AN SSSR, Inst. vostokoved Krat. soob.*, XXXV, 1959, pp. 49-61, tabl.

Gentzen (Félix Heinrich). — Rola niemieckiego Związku Marchii Wschodnich (Ost Markenverein) w tworzeniu v Kolumny niemieckiego imperializmu w Polsce i przygotawaniu II wojny światowej [Le rôle de la Ligue allemande des marches orientales « Ostmarkenverein » dans la création de la 5e colonne de l'impérialisme allemand en Pologne et la préparation de la deuxième guerre mondiale], *Prz. Zachodni* (Poznan), n° 3, mai-juin 1959, pp. 56-75.

Klaus. — Die deutsch-französische Erklärung vom 6. Dezember 1938, *Nation Europa*, févr. 1960, pp. 19-25. Bibliographie.

Krzyzanowski (Adam). — Hitler odracza najazd na Polskę [Hitler ajourne son attaque contre la Pologne, *Znak* (Cracovie), n° 63, sept. 1959, pp. 1098-1108, résumé français.

Pourquoi, le 25 août à 17 h, Hitler ordonna-t-il de surseoir à l'attaque ordonnée pour le 26 août ?

L'été 1939, art. par M. Christophe, A. Delcroix, A. Paret, *France Observ.*, 13, 20, 27 août 1959.

Mel'nikov (Ju.). — SSA i evropejskij političeskij krizis 1939 goda [Les États-Unis et la crise politique européenne de 1939], *Nov. i novejš. ist.*, n° 3, 1959, pp. 88-108.

Nikonov (A.). — Zapadnye deržavy i načalo vojny v Evrope. K 20-letiju načala vtoroj mirovoj vojny [Les puissances occidentales et le début de la guerre en Europe. Pour le 20e anniversaire du début de la deuxième guerre mondiale], *Meždunar. žizn*, 1959, n° 9, pp. 97-105.

Procházka (Theodor). — Dvě episody z mnichovské predhistorie [Deux épisodes qui ont précédé l'histoire de Munich], *Svedectvi* (New York), n° 10, déc. 1959, pp. 122-131.

Mission du ministre socialiste Nečas auprès de Léon Blum, 16 sept. 1938 et entretien Benès-Lacroix, 17 sept. 1938, concernant le territoire des Sudètes.

*Rodow (B.). — *Die U.S.A. und Japan bei der Vorbereitung und Entfesselung des Krieges im Stillen Ozean. 1938-1941*, Berlin, Rütten u. Loening, 1959, in-8°, 188 p.

Sadowski (Jan), gén. de brig. — Przygotowanie Centralnego rejonu przemysłowego Slaska do obrony w okresie miedzywojennym [Les préparatifs défensifs de la région centrale industrielle de Silésie dans la période de l'entre-deux guerres], *Wojsk. Przeg. Histor.*, n° 4, déc. 1959, pp. 239-278, phot., carte.

Tarulis (Albert N.). — Soviet policy toward the Baltic states, 1918-1940, *Notre-Dame, Univ. of Notre-Dame Press*, 1959, in-8°, 276 p.

Toscano (Mario). — Eden a Roma alla vigilia del conflitto italo-etiopico (Con documenti inediti), *Nuova Antologia*, janv. 1960, pp. 21-44.

Entretiens Eden-Mussolini, en juin 1935, en vue de rechercher une solution pacifique de la question éthiopienne.

Vanwelkenhuyzen (Jean). — Die Niederlande und der Alarm im Januar 1940, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1960, pp. 17-37.

Watt (D. C.). — Der Einfluss der Dominions auf die britische Aussenpolitik vor München 1938, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1960, pp. 64-75.

*Wucher (Adalbert). — *Seit 5 Uhr 45 wird zurückgeschossen. Ein Dokumentarbericht über den Beginn des 2. Weltkrieges*, München, Süddeutscher Verl., 1959, in-8°, 217 p., ill.

Responsabilité indiscutable du IIIe Reich dans le déclenchement des hostilités.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

**Der Durchbruch der Schützenverbände durch eine vorbereitete Verteidigung. Nach Erfahrungen des Grossen Vaterländischen Krieges der Sowjetunion, 1941-45*, Berlin, Verl. des Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 440 p., c.

11 types d'opérations soviétiques durant la deuxième guerre mondiale.

Eliot (George Fielding). — The fatal virus of a static strategy, *U.S. Nav. Inst. Proceed.*, févr. 1960, pp. 23-30.

Notamment les erreurs stratégiques du commandement français en 1940.

GUNDELACH (Karl). — Gedanken über die Führung eines Luftkrieges gegen England bei der Luftflotte 2. in den Jahren 1938-39 (Ein Beitrag zur Vorgeschichte der Luftschlacht um England, *Wehrw. Rundschau*, janv. 1960, pp. 33-47, c.

*HAYASHI (Saburo) and COOX (Alvin D.). — *Kogun. The Japanese Army in the Pacific War*, Quantico, Va., Marine Corps Association, 1959, in-8°, 249 p., ill., cartes, appendices.

La conduite de la guerre par l'É.-M. japonais ; récit des opérations.

HILLGRUBER (Andreas). — Das deutsch-ungarische Verhältnis im letzten Kriegsjahr. Vom Unternehmen « Margarethe I » (19 März 1944) bis zur Räumung Ungarns durch die deutschen Truppen (4. April 1945), *Wehrw. Rundschau*, févr. 1960, pp. 78-105.

LIDDELL HART (Capt. Basil H.). — Western war strategy. A critical analysis of the Alanbrooke diaries, *J. royal unit. Serv. Inst.*, févr. 1960, pp. 52-61.

*LISS (Ulrich), general major a. D. — *Westfront 1939-40. Erinnerungen des Feindberaters im O. K. H.*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 276 p.

LISS (Ulrich), general major a. D. — Die französische Führung in der Schlacht um Frankreich vom 25. Mai bis zum 25. Juni 1940, *Allg. schw. mil. Zt.*, déc. 1959, pp. 928-937.

LYET (Pierre), col. — Témoignages et documents 1939-1940, *R. histor. de l'armée*, 1960, n° 1, pp. 139-154, phot., fac-sim.

Sur l'optimisme du commandement français avant le déclenchement de l'offensive allemande de mai 1940.

*MATLOFF (Maurice). — *Strategic planning for coalition warfare, 1943-1944*, Washington, Office of the Chief of Military History Department, 1960, in-4°, 640 p., pl.

(The United States Army in World War II. The War Department.)

**The Mediterranean and Middle East*, vol. III, London, H. M. S. O., 1960, in-4°, 482 p., pl., cartes.

(History of the 2nd World War. United Kingdom military series), sept. 1941-sept. 1942.

*SENGER und ETTERLIN (F. M. VON). — *Der Gegenschlag. Kampfbeispiele und Führungsgründsätze der beweglichen Abwehr* ; Heidelberg, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 148 p.

*STACEY (C. P.). — *Official history of the Canadian Army in the 2nd World War*, vol. III, Ottawa, the Queen's printer and controller of Stationery, 1960, 770 p., fig.

Du débarquement de juin 1944 à la capitulation allemande.

VIAN (Philip), amiral Sir. — Action immédiate, *R. mar.*, févr. 1960, pp. 152-169, ill., carte.

Extrait de son livre *Action this day. A war memoir*. Intégration de la flotte britannique à la flotte américaine et opérations à Sumatra (janv.-févr. 1945).

WESTPHAL (Siegfried), Gen. — Notes on the campaign in North Africa, 1941-1943, *J. Royal unit. Serv. Inst.*, févr. 1960, pp. 70-81.

Du point de vue allemand.

**Die Wichtigsten Operationen des Grossen Vaterländischen Krieges von 1941 bis 1945*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1959, in-8°, 708 p., c. [Trad. du russe.]

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Avions français du début de la seconde guerre mondiale, *Forces aér. franç.*, déc. 1959, pp. 1131-1134, 7 phot.

*BROPHY (Leo), FISHER (J. B.). — *The chemical warfare service : organizing for war.*, Washington, Government Printing Office, 1959, in-4°, 498 p.

(U. S. Army in World War II. Technical services.)

**Die deutschen Geschütze 1939-1945*, hrsg. von Dr. V. M. SENGER und ETTERLIN, München, J. F. Lehmann, 1960, in-8°, 213 p.

FEIS (Herbert). — The secret that traveled to Potsdam, *Foreign. Aff.*, janv. 1960, pp. 300-317.

Il s'agit de l'essai de la bombe A ; rapport inédit du général Groves sur l'explosion atomique de New Mexico, transmis à Potsdam au président Truman.

*FEY (Will). — *Panzer im Brennpunkt der Fronten*, München, J. F. Lehmann, 1960, in-8°, 233 p.

*GREEN (William). — *Famous bombers of the Second World War*, London Macdonald, 1960, 134 p.

12 bombardiers de différents pays.

LEPOTIER, contre-amiral. — Les avions américains de 1940, *Forces aér. franç.*, déc. 1959, pp. 1111-1130, ill.

L'achat des avions américains aux États-Unis : transport de l'or pour le paiement et retour des appareils de janv. à juin 1940.

*Lott (Arnold S.), Lieut-Commander. — *Most dangerous sea ; a history of mine Warfare and an account of U.S. Navy mine warfare operations in World War II and Korea*, Annapolis, U. S. Naval Institute, 1959, 330 p.

Miller (Vernon J.). — Major fleet units lost during World War II, *U. S. Nav. Inst. Proceed.*, janv. 1960, pp. 90-101, phot.

Pertes navales par pays et par catégorie.

**Pages de gloire de l'Armée de l'air*, 50 illustr. de Loys Petillot, Paris, Valmont, 1959.

*Pertek (Jeszy), Supinski (Witoldt). — *Wojna morska 1939-1945* [*La guerre sur mer de 1939 à 1945*] [Poznan], Wydawnictwa Poznanskie, 1959, in-8°, 440 p., pl., cartes h-t., errata.

Historique général de la participation polonaise. Chronologie, pp. 365-393, bibl., pp. 394-5.

Weber (Théo). — Évolution de la technique du radar au cours de la Seconde guerre mondiale et ses répercussions sur la guerre aérienne, *Forces aér. franç.*, déc. 1959, pp. 1135-1163, graph.

Pendant la bataille d'Angleterre. Chasse de nuit et D.C.A. Opérations sur l'Allemagne de 1942 à 1945.

*Zinger (Maks). — *Geroj morskikh glubin. Morjaki-podvodniki* [*Héros des profondeurs sous-marines. Les sous-mariniers*], Moskva Voenizdat, 1959, 256 p., ill.

HISTORIQUE D'UNITÉS

Belov (P.). — Kavaleristy na Južnom fronte, 1941. Iz vospominanij byvšego komandira 2-go kavalerijskogo korpusa [La cavalerie sur le front du sud, 1941. Souvenirs de l'ancien commandant du 2e corps de cavalerie], *Voen.-ist. žurnal*, 1959, n° 11, pp. 53-66, cartes.

*Bykhovskij (I. A.). — *Geroičeskaja « Pantera ». Istorija odnoj podlod oj lodki* [*L'héroïque* Panthère. *Histoire d'un sous-marin*], Leningrad, Lenizdat, 1959, 147 p., ill.

*Dingleiter, Oberstlt. — *Die « Vierziger ». Chronik des Augsburger Haus-Regiments, hrsg. von der Kameradschaft Regiment 40*, Augsburg, Augsburger Druck-u. Verlagshaus, 1959, in-8°, 172 p.

Drzewiecka (Stanislawa). — Regularne oddzialy kobiece w PSZ na Zachodzie... [Les détachements réguliers féminins dans l'Armée polonaise à l'ouest. Le service armé auxiliaire féminin (PWSK)] *Wojsk. Przeg. Histor.*, n° 4, déc. 1959, pp. 36-83, ill., fac. sim.

Formé en 1941 en U.R.S.S., développé au Moyen-Orient, son rôle à Monte Cassino et ailleurs.

**Die Geschichte des Panzerkorps Grossdeutschland*. Bd. I., II., III., gesammelt u. auf Grund von Erlebnisberichten zusammengestellt von Helmuth Spaeter, Neckargemund, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 700 p.

Gonczarski (Jerzy) PLk. — Dzialania 7 DD w pierwszym etapie operacji. Luzyckiej z Armii WP 16.20.4.1945 [Part prise par la 7e division d'infanterie dans la 1re phase de l'opération de Luzyce de la 2e armée polonaise 16-24 avril 1945], *Wojsk. Przeg. Histor.*, n° 4, déc. 1959, pp. 3-35, ill. carte, ordre de bat.

Bibliographie p. 34.

Gordon (Rear Adm. C. V.). — HNMS *Tjerk Hiddes*. Timor Ferry, *U. S. nav. Inst. Proceed.*, févr. 1960, pp. 31-35, carte, ill.

L'évacuation des troupes de l'île de Timor vers Darwin (Australie) par le destroyer hollandais *Tjerk Hiddes* en déc. 1942.

*Heymann (Ludwig). — *Geschichte des Grenadier-Regiments 992*, Celle, Pohle, 1959, in-8°, 131 p., c.

Horan (R. Adm. H. E.). — Sinking the « Haguro », *U. S. nav. Inst. Proc.*, janv. 1960, pp. 39-44. ill., carte.

Épisode de la guerre navale du Pacifique, mai 1945 : comment fut coulé le croiseur japonais *Haguro*.

*Jones (Ken). — *Destroyer Squadron 23*, Philadelphia, Chilton Co., 1959, 282 p.

Histoire de l'escadre américaine commandée par l'amiral A. Burke dans le Pacifique sud, de 1942 à 1945.

*Knobelsdorff (Otto von). — *Geschichte der niedersächsischen 19. Panzerdivision*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1959, in-8°, 311 p.

(Divisionsgeschichten 1939-45.)

Murawski (E.). — Deutsche Divisions-Geschichten, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1958, Heft 1/4, pp. 285-291.

*Pakenham-Walsh (R. P.). — *History of the Corps of Royal Engineers*, vol. VIII-IX ; *1938-1948*, Chatham, Institution of Royal Engineers, 1959.

Reinhardt (Hans). — Verteidigungskämpfe. Erfahrungen der 3. Panzer-Armee aus dem Sommer 1942, *Wehrkunde*, févr. 1960, pp. 63-68, c.

*Sandes (E. W. C.), Lieut-Col. — *The Indian engineers, 1939-1947*, Kirkee (India), The Institution of military engineers, 1959.

(The Indian engineers in the 2nd W. W. period and after.)

*Ščedrin (G. I.). — *Na bortu* S-56 [*A bord du* S-56], Moskva, Voenizdat, 1959, 214 p., ill., 8 pl. h.-t. ill.

OPÉRATIONS

*Ahlfen-Niehoff, von. — *So kämpfte Breslau. Verteidigung und Untergang von Schlesiens Hauptstadt*, München, Verl. Graefe u. Unzer, 1959, in-8°, 144 p.

Apostolski (Mihajlo). — Vtoroto zazemanje na Kičevo [Seconde prise de Kicevo], *Glas. na instit. za nac. istor.* (Skopje), n° 1, juin 1959, pp. 47-53.

Combats pour la libération de la ville de Kicevo (Macédoine), 1er-9 novembre 1943.

Atanasiu (V.). — Luptele Armatei I Romine pe teritoriul Cehoslovaciei [Combats livrés par la Ire armée roumaine sur le territoire de la Tchécoslovaquie], *Studii* (Bucarest), n° 4, oct. 1959, pp. 205-224.

Résumés en français et russe.

*Avallone (Enzo). — *Riposta a Montgomery*, Roma, Semerano, 1959, in-16, 164 p., pl. h.-t.

En ce qui concerne la conduite des troupes italiennes sur le front de Libye.

*Borisov (B.). — *Podvig Sevastopolja. Vospominanja* [*L'exploit de Sebastopol*], Simferopol', Krymizdat, 1959, 403 p., ill.

Brajević (Boško). — Borba za Kraljevo 1941 [La lutte pour Kraljevo en 1941], *Borba* (Belgrade), 14 et 16 oct. 1959.

Combats en Serbie pour la libération de la ville de Kraljevo, 1941.

Branica (Vinko). — Borba za Koprivnicu [La lutte pour Koprivnica] *Nar. arm.* (Belgrade), n° 1057, 6 nov. 1959.

Combats pour la libération de Koprivnica (Croatie), 6-8 nov. 1943.

Branica (Vinko). — Razoružavanje italijanskog garnizona u. Bolu na Bracu [Désarmement de la garnison italienne de Bol, dans l'île de Brac], *Nar. arm.* (Belgrade), n° 1058, 13 nov. 1959.

(Dalmatie du nord, août 1943.)

Carpentier (Marcel), général. — Planning et manœuvre, *R. mil. gén.*, janv. 1960, pp. 112-118.

Critique du « planning » de deux opérations de débarquement : à Anzio, janv. 1944 et en Provence, août 1944.

Ciachir (N.) et Loghin (L.). — Aspecte ale fratiei de arme romino-sovietice pe frontul antihitlerist [Quelques aspects de la fraternité d'armes roumano-soviétique sur le front antinazi], *Studii* (Bucarest), n° 4, oct. 1959, pp. 189-204.

Résumé en français et russe.

Contamin (Philippe). — La campagne de Finlande (1939-1940), *R. histor. de l'Armée*, 1960, n° 1, pp. 125-133, croquis, photos.

Förste (Erich). — Der « Seelowe » im Lichte neuerer Fachliteratur, *Marine Rundschau*, févr. 1960, pp. 19-36.

Article bibliographique.

Frank (W. F.), Lt.-col. — The Soviet landing at Novorossiisk, *Mil. Rev.*, mars 1960, pp. 12-16, carte.

Mer Noire, entre Tuapse et le détroit de Kertch, 9-10 sept. 1943.

Gehres (Leslie E.), Rear-Adm. — When Alaska was attacked — footnote to World War II ; a naval commander's side of a story General Marshall told, *U. S. News and World Rep.*, 30 nov. 1959, pp. 76-77, carte.

*Haupt (Werner). — *Kurland. Die letzte Front. Schicksal für zwei Armeen*, Bad Nauheim, H. H. Podzum, 1959, in-8°, 125 p.

Les combats du groupe d'armées « Kurland » d'octobre 1944 à mai 1945.

Hood (Buton F.). — Operation Greif, *Mil. Rev.*, janv. 1960, pp. 37-43, carte, graph.

L'opération de commando derrière les lignes américaines au début de la bataille des Ardennes, 16 déc. 1944.

Hümmelchen (G.). — Minenerfolge deutscher Zerstörer an der englischen Ostküste (Oktober 1939-März 1940), *Marine Rundschau*, févr. 1950, pp. 45-48.

Tableau chronologique.

Jacobsen (Hans-Adolf). — Der Westfeldzug 1940 im neueren Schrifttum, *Bücherschau d. Weltkriegesbücherei*, 1958, Heft 1/4, pp. 291-306.

Bibl., pp. 301-306.

Jelaguine (I). — Na pomoc Praze [Au secours de Prague], *Slovan. přehled* (Prague), n° 5, mai 1959, pp. 150-152.

En mai 1945. Récit d'un colonel de l'armée soviétique.

*Khačan (G. S.). — *Geroičeskaja oborona Leningrada, 1941-1945 gg* [La défense héroïque de Léningrad], Erevan, Ajpetrat, 1959, 112 p.

(En arménien.)

*Khomič (I. F.). — *My vernylis'. Vospominanija oficera Sovetskoj Armii ob oborone Sevastopolja.* Lit. obrabotka E. Levjakovskoj [*Nous sommes revenus. Souvenirs d'un officier de l'armée soviétique sur le siège de Sébastopol.* Transcrit par E. Levjakovskaja], Moskva, Voenizdat, 1959, 141 p.

*Konsalik (Heinz G.). — *Sie fielen vom Himmel*, Darmstadt, F. Schnee luth, 1959, in-8°, 352 p.

Les combats du mont Cassin.

Kovačević (Stevo). — Petnaest dana upornih borbi [Quinze jours de combats acharnés], *Nar. arm.* (Belgrade), n° 1059, 20 nov. 1959.

Combats pour la libération de Cetinjé, 27 oct.-6 nov. 1944.

*Kuby (Erich). — *Nur noch rauchende Trümmer. Das Ende der Festung Brest. Tagebuch des Soldaten Erich Kuby*, Hamburg, Rowohlt, 1959, in-8°, 199 p.

Lebre (Henri). — Die Tragödie Frankreichs 1940 ; *Nation Europa*, févr. 1960, pp. 11-19.

Article critique sur l'ouvrage de Benoist-Méchin, *60 jours qui ébranlèrent le monde.*

Leonida (I.). — Un episod eroic din războiul antihitlerist. Lupta de la Păulis [Un épisode héroïque de la guerre antinazie. Le combat de Paulis], *Studii* (Bucarest), n° 4, oct. 1959, pp. 225-236.

Résumé en français et russe.

*Lutter (Horst). — *Das war Monte Cassino. Die Schlacht der Grünen Teufel*, Stuttgart, Wien, E. Wancura, 1958, in-8°, 256 p.

*Macintyre (Donald), Captain. — *Narvik*, London, Evans, 1959, in-8°, 224 p., ill., cartes.

*Maksimov (S. N.). — *Oborona Sevastopolja, 1941-1942* [*Le siège de Sébastopol, 1941-1942*], Moskva, Voenizdat, 1959, 138 p.

*Mazulenko (W. A.). — *Die Zerschlagung der Heeresgruppe Südukraine*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. nationale Verteidigung, 1959.

Meister (Jürg). — Der sowjetisch-japanische Seekrieg, *Marine Rundschau*, févr. 1960, pp. 3-19, *c.*

*Melzer (Walter), Gen. d. Inf. — *Kampf um die Baltischen Inseln, 1917-1941-1944*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 170 p.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. 24.)

Mitrovski (Boro). — Považni nastani vo Narodno-osloboditelna borba vo Zapadna Makedonija [Les éléments importants dans la guerre de libération nationale en Macédoine occidentale], *Glas. na inst. za nac istor.* (Skopje), n° 1, juin 1959, pp. 5-43.

Formation des unités militaires et premiers combats des partisans macédoniens contre les occupants allemands et italiens, 1943-1944.

**Neunhundert Tage. Zeugnisse von der heldenhaften Verteidigung Leningrads im Grossen Vaterländischen Krieg*, mit einem Vorwort von Willi Bredel, Berlin, Dietz, 1959, in-8°, 479 p.

Traduit du russe.

*Parth (Wolfgang W.). — *Vorwärts Kameraden — wir müssen zurück*, München, Kindler Verl., 1958, in-8°, 496 p.

La retraite de l'armée du Caucase.

Popov (M.). — Flangovyj udar Brjanskogo fronta, cent. 1943 g. Vospominanja [Attaque de flanc du front de Briansk, sept. 1943. Souvenirs], *Voen.-ist. žurnal*, 1959, n° 10, pp. 18-33.

*Prasad (Bisheshwar). — *Post-war occupation forces : Japan and South-East Asia, vol. I*, London, Longmans, 1959, in-8°, 317 p.

(Official History of the Indian Armed Forces in the 2nd World War. Campaigns in the Eastern theatre.)

*Ryan (Cornelius). — *The Longest day*, N. Y., Simon and Shuster, 1959, in-8°, 352 p., pl. h.-t., cartes. Trad. fr. *Le Jour le plus long*, Paris, R. Laffont, 1960.

Le 6 juin 1944.

*Salomon (Henry), Hanser (Richard). — *Victory at sea*, N. Y., Doubleday, 1959, in-8°, 256 p., fig., cartes.

Récit des engagements de la guerre navale 1939-1945 (photographies accompagnées de courtes notices).

*Samsonow (A. M.). — *Die grosse Schlacht vor Moskau*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°.

*Saparov (A.). — *Doroga žizni. Ladozskoe ozero v period blokady Leningrade. Dokum. povest* [*Le chemin de la vie. Le lac Ladoga pendant la période du blocus de Leningrad. Nouvelle historique*], Leningrad, Leninzdat, 1959, 268 p., ill.

Schön (Heinz). — Die Todesfahrt der « Wilhelm Gustloff ». Die Tragödie eines Flüchtlingsschiffes erlebt und erzählt, *D. Westpreusse*, 5 mars 1960, pp. 8-10 et 18.

Avril 1945.

Scialdone (Antonio), cap. di corvetta. — Tre azioni di unità minori italiane durante il secondo conflitto mondiale, *R. marittima*, mars 1960, pp. 19-35, phot., carte, croquis.

Actions en Méditerranée, du 20 avril 1943, du 15 août 1943 et du 21 mars 1942 d'unités légères appartenant aux flotilles M. A. S.

Seeger (W.), Generall. — Der Zweite Weltkrieg im Mittelmeerraum. Auf Grund der in der Weltkriegsbücherei vorhandenen Literatur in italienischer Sprache, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1958, Heft 1/4, pp. 306-322.

Bibliographie.

**Sie kämpften für Deutschland. Zur Geschichte des Kampfes der Bewegung « Freies Deutschland » bei der I. Ukränischen Front der Sowjetarmee*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1959, in-8°, 661 p.

Soltikov (Michael). — L'affaire du pont de Remagen, *Historia*, févr. 1960, pp. 151-161, ill., carte.

Récit de la prise du pont par les Américains en mars 1945.

*Tarasov (S. P.). — *Boj u ozera Balaton. Boen.-ist. očerk* [*Combat sur le lac Balaton. Aperçu d'histoire militaire*], Moskva, Voenizdat 1959, 94 p., pl. h.-t.

*Taut (Franz). — *Roter Stern am Schwarzen Meer. Vom Kuban zur Krim*, Rosenheim, Meister Verl., 1959, in-8°, 272 p.

Les combats sur la tête de pont du Kouban et la retraite vers la Crimée (1943-1944).

Taylor (Joe G.). — Air support of guerrillas on Cebu, *Milit. aff.*, nov. 1959, pp. 149-152.

Épisode de la guerre du Pacifique en 1945.

*Thomer (Egbert). — *Unter Nippon Sonne*, Minden, W. Köhler, 1960, in-8°, 248 p.

L'action des sous-marins allemands dans les eaux japonaises.

*Thompson (H. L.), Wing-Commander. — *New Zealanders with the Royal Air Force*, vol. 3 : *Mediterranean and Middle-East ; South-East Asia*, Wellington, Department of Internal Affairs, War History Branch, 1959, in-8°, xvi-410 p., pl., cartes.

(New Zealand in the 2nd World war, 1939-45.)

*Vasil'ev (A.). — *Bor'ba za Leningrad v Velikoj Otečestvennoj vojne, 1941-1945 gg* [*La lutte pour Leningrad pendant la Grande Guerre nationale, 1941-1945*], Moskva, « Znanie », 1959, 48 p., ill.

Visnjic (Petar). — Pokušaj 2 i 3 divizije da forsiraju Ibar [Tentative des 2e et 3e divisions pour forcer l'Ibar], *Voj. istor. glas* (Belgrade), n° 3, juin 1959, pp. 14-35.

Combats de la 2e division de prolétaires et de la 3e division de Krajina en Serbie méridionale, mars 1944.

Wozniakowski (Jacek). — Zapiski z Kampanii wrzesniowej. [Journal d'un soldat] (septembre 1939), *Znak* (Cracovie), n° 63, sept. 1959, pp. 1109-1147, résumé français.

Zajkin (A. N.). — Vydajuščajasja pobeda sovetskikh vojsk pod Moskvoj v 1941-1942 godakh i politika pravjaščikh krugov Velikobritanii [La victoire éclatante des armées soviétiques devant Moscou en 1941-1942 et la politique des milieux dirigeants de Grande-Bretagne] (*Ucen. zapiski*, t. 39, Serija ist. vyp 5, 1959, pp. 32-49).

Seitzler (Kurt). — Die ersten beiden planmässigen grossen Rückzüge des deutschen Heeres an der Ostfront im zweiten Weltkrieg, *Wehrkunde*, mars 1960, pp. 109-117, *c.*

I. La retraite du groupe d'armées « A » du Caucase, janv. 1943 ; II. La retraite du groupe d'armées « du Milieu », mars 1943.

Zoric (Rade). — Dejstva 5 divizije na komunikacije Mostar-Sarajevo Zenica-Travnik i Travnik-Bugojno-Prozor [Les opérations de la 5e division contre les voies de communications Mostar-Sarajevo-Zenica, Zenica-Travnik et Travnik-Bugojno-Prozor], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 3, juin 1959, pp. 35-59.

Combats dans la vallée de la Bosna (Bosnie), 13-7/27-8-1943.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Andreeva (M.), Dmitrieva (K.). — Sovetskij Sojuz i nejtralitet Švecii v gody vtoroj mirovoj vojny [L'Union soviétique et la neutralité de la Suède pendant la deuxième guerre mondiale], *Meždunar. zizn.*, 1959, n° 9, pp. 90-96.

Beltjanu (B.). — Stosunky SŠA z fašysts'kym urjadom Rumuni'i, veresen' 1940 r. -lypen' 1942 r. [Les relations des États-Unis avec le gouvernement fasciste de Roumanie, septembre 1940-juillet 1942], *Ukr. ist. žur.* (Kiev), n° 2, mars-avril 1959, pp. 50-59.

Berezowski (Cezary). — Zagodnienie granicy polskoniemieckiej w świetle radzieckego projektu traktatu pokoju z Niemcami [Les problèmes se rattachant

à la frontière polono-allemande à la lumière du projet de traité de paix avec l'Allemagne], *Państwo i Prawo*, n° 11, nov. 1959, pp. 735-740.

Borisov (I.). — La coopération franco-soviétique pendant la deuxième guerre mondiale [A propos du livre *Les relations franco-soviétiques pendant la grande guerre nationale 1941-1945*], *U.R.S.S.* (Paris), n° 1853, 10 déc. 1959, 7 p.

Traduit de *Kommounist*, 1959, n° 16.

*Crocker (George N.). — *Roosevelt's road to Russia*, Chicago, H. Regnery, 1959, 312 p.

Critique de la politique soviétophile de Roosevelt.

Ferrari (Alfonso). — Le Rivendicazioni italiane verso la Francia nella seconda guerra mondiale, *Nuova Antol.*, févr. 1960, pp. 183-192.

Des revendications qui ne « tenaient pas debout » et que l'Allemagne, en cas de victoire de l'Axe, n'eut rien fait pour appuyer.

Germanskie plany rasčlenenija Francii ; Publikacija dokumentov iz arkhiva polit. otd. gitlerovskogo m-va inostr. del. 1940 g. S. predisl. K. Cibinoj [Les projets allemands du démembrement de la France. Publication des documents des Archives de la section politique du ministère des Affaires étrangères hitlérien 1940. Avec préface de K. Tsibina], *Meždunarod. žizn.*, 1959, n° 12, pp. 140-150.

Il y a vingt ans, l'Union soviétique tentait l'annexion de la Finlande, *Est et Ouest*, 1er déc. 1959, pp. 12-18.

Préparation diplomatique. Agression militaire. Choix de textes.

*Israeljan (V. L.). — *Diplomatičeskaja istorija Velikoj Otečestvennoj vojny 1941-1945 gg* [L'histoire diplomatique de la grande guerre nationale], Moskva, Izd. IMO, 1959, 367 p., bibliogr., pp. 360-365.

**Poland in the British Parliament, 1939-45*, vol. II : *Fall 1941-Spring 1944*, compiled and edited by Waclaw Jędrzejewicz, New York, J. Pilsudski Institute of America, 1959, 607 p.

Thomas (Siegfried). — Zu den sowjetisch-französischen Beziehungen während des 2. Weltkrieges (1941-1945), *Z. f. Geschichtswissenschaft*, Heft I., 1960 (janv.-févr.), pp. 143-156.

Zabiello (Stanisław). — Sprawa polska w świetle rozmów radziecko-francuskich w Moskwie w grudniu 1944 r. [La question polonaise à la lumière des entretiens franco-soviétiques de Moscou en décembre 1944], *Sprawy międzyn*, n° 10, oct. 1959, pp. 85-111.

D'après les archives soviétiques éditées à Moscou en 1959.

Zajcev (I.). — Novye dannye o popytkakh OKW zakljucit' separatnoe peremirie s zapadn. deržavami. Po povodu predpolož. o separatnom peremirii, napravlennykh Verkh. Komandov. fašistskoj Germanii Verkh. Komand. sojuznykh ekspedic. vojsk v Evrope. [Faits nouveaux sur les tentatives de l'OKW de conclure un armistice séparé avec les puissances de l'Ouest. A l'occasion des propositions d'armistice séparé adressées par le Com. Supr. de l'Allemagne hitlérienne au Com. Supr. des armées expédit. alliées en Europe], *Voenno-istor. zurnal*, 1959, n° 11, pp. 126-127.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Pinto (Orest. — *Drug ili vrag. O bor'be angl. i golland. kontrrazvedok s gitlerovskoj agenturoj vo vremja vtoroj mirovoj vojny [Ami ou ennemi ? La lutte du contre-espionnage anglais et hollandais contre les agents hitlériens à l'époque de la deuxième guerre mondiale*], Moskva, Voenizdat, 1959, 212 p.

CRIMES DE GUERRE

Grumbart (Moritz). — Das Blutbad von Lemberg..., *Spiegel*, 9 mars 1960, pp. 20-22.

Les massacres commis par le bataillon « Nachtigall » à Lemberg, juin-juil. 1945.

Lewiczkyj (Borys). — Sprawa Dr. Oberlaendera [L'affaire du Dr Oberlaender], *Kultura* (Paris), janv.-févr. 1960, n° 1/147-2/148, pp. 171-185.

Défense du Dr Oberlaender et du bataillon ukrainien *Nachtigall* contre l'accusation de participation directe aux massacres de Lwow en 1941. Polémique avec des auteurs américains, allemands et avec la presse communiste de l'Est.

Lewiczkyj (Borys). — Jeszcze o Oberlaenderze [Encore sur Oberlaender], *Kultura* (Paris), mars 1960, n° 3/149, pp. 132-135.

Réponse à la presse hollandaise, ukrainienne, allemande et polonaise au sujet de l'article : *Affaire du Dr Oberlaender*. Précisions nouvelles sur les circonstances des massacres en Pologne pendant l'occupation allemande.

Lulinski (Daniel). — Nowe dokumenty ozbrodniczej działalności Oberlaendera [De nouveaux documents sur l'activité criminelle d'Oberlaender], *Tryb. Ludu*, n° 294, 23 oct. 1959, p. 2.

Divulgués au cours d'une conférence de presse du Pr Albert Norden, à Berlin.

Nagy (Laszlo). — Mauvaise querelle autour d'un massacre. De Katyn à Lemberg, *Gaz. de Lausanne*, 12 janv. 1960, p. 1.

La déclaration de Joop Zaard dans *Elseviers Weekblad* attribuant à N. Khrouchtchev la responsabilité des massacres de Lwow.

*Schenk (Gustav). — *Panik-Wahn-Besessenheit. Die Zügellose Masse gestern und heute*, Stuttgart, Mundus-Verl., 1959, in-8°, 288 p.

Exemples de cruauté collective durant la deuxième guerre mondiale.

Setze (Jean). — *Historia* et les 50 otages de Nantes, *Défense de l'Occident*, nov.-déc. 1959, pp. 34-41.

Critique de l'article de Ed. Dumeril dans le n° 154 d'*Historia* concernant l'exécution des 50 otages à Nantes à la suite de l'attentat du 20 oct. 1941.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Cieślak (Tadeusz). — Polacy w obozie koncentracyjnym Sachsenhausen pod Berlinem [Les Polonais au camp de concentration de Sachsenhausen, près Berlin], *Prz. Zachodni* (Poznan), n° 3, mai-juin 1959, pp. 76-87.

Documents et souvenirs d'un déporté polonais (1940-1945).

*Dończyk (Franciszek). — *Stalag XI A. Altengrabow*, Wroclaw, Ossolinenm, juin 1959, in-8°, 351 p., couv. ill.

Souvenirs de déportés polonais.

Hoess (Rudolf). — Un accablant témoignage : Auschwitz, *Historia*, janv. 1960, pp. 21-30, ill.

Fragments de l'autobiographie du commandant d'Auschwitz.

**Vojna za koljučej provolokoj. Vospominanija byvšikh uznikov gitlerovskogo koncentracionnogo lagerja Bukhenval'd* [*La guerre derrière les barbelés. Souvenirs des anciens internés du camp de concentration hitlérien de Buchenwald*], Moskva, Izd. lit. na inostr. jaz., 1959, 155 p., ill. (Résumé en anglais.)

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

AFGHANISTAN

Gurevič (N. M.). — Vnešnjaja torgovlja Afganistana na v period vtoroj mirovoj vojny [Le commerce extérieur de l'Afghanistan pendant la deuxième guerre mondiale, *Kratkie soobšč. In-ta vostokovedenie Akad. nauk SSSR*, 33, 1959, pp. 3-15.

ALLEMAGNE

**An die Lebenden. Letzte Briefe deutscher Widerstandskämpfer*, Bearb. von Heinz Schumann und Gerda Werner, mit einem Vorw. von Wilhelm Mieck, Leipzig, Reclam universal-Bibliothek, 1959, in-8°, 359 p.

*Asaria (Svi). — *Die Juden in Köln*, Köln, Bachen, 1959, in-4°, 477 p.

Burghart (Heinz). — Die Jugend und das Dritte Reich, *Stimmen d. Zeit*, févr. 1960, pp. 321-334.

*Caidin (Martin). — *The Night Hamburg died*, N. Y., Ballantine Books 1960.

Les bombardements de Hambourg.

*Ernsthausen (Adolf von). — *Die Wölfe der Lika. Mit Legionären, Ustaschi, Domobranen und Tschetniks gegen Tito. Kroatien 1944*, Neckargemünd, K Vowinckel, 1960, in-8°, 240 p., c. (Landser am Feind. Bd. V.).

Gisevius (Hans Bernd). — Reichstagsbrand im Zerrspiegel. Die unerlässliche Widerlegung eines Reinwaschungs-Versuches, *D. Zeit*, 4 mars 1960, p. 3 *(à suivre)*.

Réfutation de la thèse défendue par *Der Spiegel* innocentant les nazis de l'incendie du Reichstag.

*Hegner (H. S.). — *Die Reichskanzlei 1933-1945. Anfang und Ende des Dritten Reiches* (Frankfurt a. M.), Verl. Frankfurter Bücher (1959), in-8°, 447 p., ill., pl. h.-t.

*Hellwig (Joachim), Oley (Hans). — *Der 20. Juli 1944 und der Fall Heusinger*, Berlin, Verl. d. Nation, 1959, in-8°.

Hoeft (Klaus-Dieter). — Die Agrarpolitik des deutschen Faschismus als Mittel zur Vorbereitung des 2. Weltkrieges, *Zeitung für. Geschichtswissenschaft*, H. 6 (nov.-déc. 1959), pp. 1205-1231.

*[Herzig (Ernst)]. — *Damals im Aktivdienst. Soldaten erzählen aus den Jahren 1939-45*, Zürich, Rascher, 1959, in-8°, 335 p.

*Jacobs (Anne-Marie). — *Hinter den Zeilen*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verl., 1959, in-8°, 80 p.

L'activité clandestine de la « Camerade Käthe » sous le régime hitlérien.

**Katholische Jugend in der NS — Zeit under besondern Berücksichtigung des katholischen Jungmännerverbandes Daten und Dokumente*, Zusammengestellt von Heinrich Roth, Düsseldorf, Verl. Haus Altenberg, 1959, in-8°, 240 p.

Loock (Hans Dietrich). — Zur « Grossgermanischen Politik » des Dritten Reiches, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1960, pp. 37-64.

Missenharter (Hermann). — Schwäbischer Widerstand, *D. Parlament*, 13 janv. 1960, p. 3.

*Mundstock (Karl). — *Bis zum letzten Mann*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verl., 1959, in-8°, 352 p.

Histoire d'un réseau de résistance.

*Puls (Ursula). — *Die Bästlein-Jacob-Abshagen-Gruppe. Bericht über der antifaschistischen Widerstandskampf in Hamburg*, Berlin, Dietz, 1959, in-8°, 226 p.

(Schriftenreihe Beiträge z. Geschichte u. Theorie der Arbeiterbewegung. H. 21.)

**Die Reichskristallnacht. Der Antisemitismus in der deutschen Geschichte* (Bonn), Friedrich-Ebert-Stiftung e. V. (1959), in-8°, 46 p.

*Riggert (Ernst). — *Hamburg, eine nicht militärfromme Stadt ; aus Vergangenheit und Gegenwart Hamburgs mit besonderer Berücksichtigung seiner Kriegs- und Garnisonsgeschichte*, Hamburg, Verl., « Hamburg u. die Welt », 1959, in-8°, 107 p.

*Schulze (Fiete). — *Briefe und Aufzeichnungen aus dem Gestapo-Gefängnis in Hamburg*, mit einer einleitenden Skizze von Erich Weinert..., Berlin, Dietz, 1959, in-8°, 140 p.

*Sellenthin (H. G.). — *Geschichte der Juden in Berlin und des Gebäudes Fasanenstrasse 79/80*, Berlin, Jüdische Gemeinde, 1959, in-8°, 134 p.

La Communauté juive à l'époque nationale-socialiste.

« Stehen Sie auf, Van der Lubbe ! » Der Reichstagbrand 1933. Geschichte einer Legende. Nach einem Manuskript von Fritz Tobias, *Spiegel*, 21 oct. 1959, pp. 45-60, 6 janv. 1960.

*Strassner (Peter). — *Verräter. Nationalkomitee « Freies Deutschland » Keimzelle der D. D. R.*, München, « Schild-Verl., 1960, in-8°, 304 p.

*Wedel (Hasso von). — *Stadt und Garnison Hannover. Ein Führer durch Vergangenheit und Gegenwart*, Frankfurt a. M., Bernard und Graefe, 1959, in-8°, 109 p.

(Deutsche Garnisonen. Bd. IV.)

BULGARIE

Kinov (Iv.), général. — Nastäpatelnite deistvija na Sävetskata armija elevetoseptembriiskata pobeda [Opérations offensives des armées soviétiques et victoire du 9 sept. 1944], *Rabötn. delo*, (Sofia), 5 sept. 1959.

En liaison avec la prise de pouvoir du P. C. bulgare.

ÉTATS-UNIS

*Millis (Walter). — *Arms and the State : civil-military elements in national policy*, N. Y., Twentieth Century Fund, 1958, in-8°, VI-436 p.

Chap. II (pp. 61-139) : The War : domestic organization and the military impact at home.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Bourdin (Janine). — Des intellectuels à la recherche d'un style de vie : l'École nationale des Cadres d'Uriage, *R. franç. sc. polit.*, déc. 1959, pp. 1029-1045. [1940-1942.]

Brogan (D. W.). — A Puppet caught in his own strings. France during the German occupation 1940-44, *N. Y. Times Book Rev.*, 28 févr. 1960, p. 10.

La publication de documents faite par la Hoover Institution, sert-elle ou non la mémoire de Pierre Laval ? Lacunes de cette documentation.

**The Decline of the 3rd Republic*, London, Chatto & Windus, 1959, in-8°, 127 p., fig. (St Antony's papers, n° 5).

Recueil d'essais de Beloff (Max), *The 6th of February ;* Joll (James), *The Making of the Popular Front ;* Knapp (W. F.), *The Rhineland Crisis of March 1936 ;* Sherwood (John), *The Tiger's Cub : the last years of Georges Mandel.*

Dokumenty o sotrudnicestve Visci s gitlerovskoj Germaniej [Documents sur l'histoire de la collaboration de Vichy avec l'Allemagne hitlérienne], *Mezdunar. žism*, 1959, n° 9, pp. 147-158.

*Fonvieille-Alquier (G.). — *La séparation*, roman, Paris, Calmann-Levy, 1959, in-8°.

Vichy, Sigmaringen, l'exil.

*Gillois (André). — *Le petit tailleur de Londres*, roman, Paris, Julliard, 1959, in-16, 264 p.

La vie secrète d'un agent secret à Londres pendant la guerre.

Le Parti communiste français et la période de la « drôle de guerre », *Cahiers du communisme*, déc. 1959, pp. 1301-1305.

Voguet (André). — Souvenirs de l'année universitaire 1940-1941, *Pensée*, janv.-févr. 1960, pp. 23-30.

La lutte des intellectuels communistes contre l'occupant d'août 1940 à juin 1941.

Willard (Germaine). — La période de la « drôle de guerre » (fin septembre 1939-mai 1940), *Cahiers du communisme*, déc. 1959, pp. 1306-1331.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Collier (Richard). — *The City that wouldn't die*, London, Collins, 1960, in-8°, 256 p.

10 mai 1941 : le dernier et le plus féroce bombardement de Londres.

ITALIE

Battaglia (Roberto). — La Storiografia della Resistenza. Dalle memorialistica al saggio storico, *Movimento di Liberaz. in Italia*, oct.-déc. 1959, pp. 80-131, bibliog.

(Atti del Convegno sulla storiografia della Resistenza.)

*Cetti (Carlo). — *Gronaca dei fatti di Dongo (27 e 28 aprile 1945)* Como, S.A.G.S.A. Società Arti Grafiche S. Abbondio, 1959, in-8°, 53 p.

De Rosa (Gabriele). — Considerazioni storiografiche sulla crisi dello Stato prefascista e sull'antifascismo, *Movimento di liberaz. in Italia*, oct.-déc. 1959 pp. 19-79.

(Atti del Convegno sulla Storiografia della Resistenza.)

*Langhardt (Rainer). — *Gegen Partisanen und Banditen. Abwehrtätigkeit in Oberitalien 1944-45*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 240 p.

(Landser am Feind. Bd. 6.)

LUXEMBOURG

*Melchers (E.-T.), lieut.-col. — *Les deux libérations du Luxembourg*, Luxembourg, Libr. du Centre, 1959.

De sept.-déc. 1944 et de déc. 1944 au 2 mars 1945.

MONTÉNÉGRO

Joksimović (Sava). — Beransko-andrijevackiot partizanski bataljon [Le bataillon des partisans de Berane et d'Andrijevica], *Glas inst. nac. istor.* (Skopje), n° 2, déc. 1958, pp. 49-79.

Combats menés par le 4e bataillon de la 4e brigade prolétarienne de Monténégro pour la libération de Berane et d'Andrijevica (Monténégro), avr.-oct. 1943.

Djukić (Gojko). — Osmorica u rovu [Huit hommes dans une tranchée], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1062, 11 déc. 1959.

Détails sur les combats pour la libération de Plevlje, Monténégro, 1941.

POLOGNE

Dylawerska (Maria), Dziembowska (Elżbieta), Gąsior (Z.), Kaczyńska (D.). — Akcja na Kutschera. Sytuacja w Warszawie [L'action contre Kutschera. La situation à Varsovie], *Wojskowy Przeg. Histor.*, n° 4, déc. 1959, pp. 84-121, ill. plans.

Hauptmann (Jerzy). — The Warsaw uprising of 1944 in the American press, *Polish R.*, aut. 1959, pp. 46-56.

Les réactions des *Kansas City Star*, *Kansas City Times*, *Time*, *Newsweek*, *Nation*, *New Republic*.

Ile osòb zginelo w Powstanin [Combien de personnes moururent dans le soulèvement de Varsovie], *Zynie Warszawy*, n° 297, 2 déc. 1959, p. 4.

200 000 environ, chiffre donné après discussion des statistiques.

*Klukowski (Zygmunt). — *Dziennik z lat okupacji zamojszczyzny (1939-1944)*, Wstęp i redakcja Zygmunt Mankowski [*Journal des années d'occupation à Zamojsz et sa région (1939-1944)*, Introduction et présentation de Z. Mankowski], Lublin, Lubelska Spoldzielnia Wydawnicza, déc. 1958, in-8°, 479 p., ill. portr. front.

Tenu par un médecin du 19 juin 1939 au 25 juillet 1944. Ce vol. est le 5e t. des documents édités sous la direction de Z. Klakowski sur l'histoire de l'occupation de la région de Zamojsz.

Materialy do dziejów walki zbrojnej Batalionéw Chlopskich z okupantem nicmieckim [Éléments pour l'histoire des combats des bataillons paysans contre l'occupant allemand, éd. par Jan Nowak], *Roczniki dziejów R. Lud.*, I, 1959, pp. 227-257.

Actes de diversion, résistance à main armée, combats de 1942 à 1944.

**Najnowsze dzieje Polski. Materialy i Studia z okresu II Wojny Swiatewej*, t. III [*Histoire contemporaine de la Pologne. Documents et études concernant la période de la deuxième guerre mondiale*], Warszawa, Państowe Wydawnictwo Naukowe, 1959, in-8°, 251 p.

*Nirenstein (Albert). — *A tower from the enemy : contribution to a History of Jewish Resistance in Poland*, transl. from the Polish, Yiddish and Hebrew by David Neiman, Transl. by Mervyn Savill, N. Y., Orion press, 1959, in-8°, 372 p.

Patek (Antoni). — Kartki z dziejów-radomskich szarych szeregów [Pages d'histoire des « sections grises à Radom], *Wilz*, n° 5, mai 1959, pp. 46-113.

« Les Sections grises » étaient formées par des scouts qui jouèrent un rôle très important dans la Résistance.

Polan-Haraschin (Julian), Lieut.-col. — Zarys dziejów wojskowej służby sprawiedliwósci w Polsce w latach, 1918-1958 [Aperçu sur l'histoire du service de justice militaire en Pologne de 1918 à 1958, *Wojsk Poz. Histor.*, n° 4, déc. 1959, pp. 181-220.

Notamment durant le séjour du PSZ en U.R.S.S., nombreuses références bibliographiques.

Staniewicz (Restytut W.). — Mniejszość niemiecka w Polscev kolumna Hitlera ? [La minorité allemande en Pologne a-t-elle été la 5e colonne d'Hitler ?], *Prz. Zachodni* (Poznan), n° 2, mars-avr. 1959, pp. 395-438, résumé angl.

Stanislawska (Stefania). — Stosunek opozycji polskiej do polityk : Becka wabec czechosłowacji wiosną 1938 r. [Attitude de l'opposition polonaise à la politique de Beck vis-à-vis de la Tchécoslovaquie au printemps 1938], *Spr Micdzyn*, n° 11-12, nov.-déc. 1959, pp. 30-47.

Extr. d'une étude sur les rapports polono-tchèques en 1938.

*Wankowicz (Melchior). — *Hubalczycy* [*Les hommes d'Hubal*], Warszawa, « Pax », mai 1959, in-16, 168 p., couv. ill., pl. h.-t.

Combats d'un groupe de maquisards réunis par le gén. Hubal.

*Wankowicz (Melchior). — *Westerplatte*, Warszawa, « Pax », 1959, in-16, 112 p., pl. h.-t., carte, couv. ill.

Les trois premiers jours de la guerre en 1939 à Gdansk.

Zamojski (Jan), col. — Recherches sur la Résistance polonaise, *Cahiers internat. de la Résist.* (Vienne), n° 1, nov. 1959, pp. 7-21.

Mise au point sur les recherches et sur les divers centres d'études polonais.

ROUMANIE

Balteanu (B.). — Aspecte ale aservirii economice a Romînici de câtre Germania Hitlerista (1940-1944) [Aspects de l'asservissement économique de la Roumanie par l'Allemagne hitlérienne (1940-1944)], *Studii, Rev. de istorie*, 1959, n° 6, pp. 5-34.

15 ani de la eliberarea romîniei de sub jugul fascist. *Studii. Revista de istorie*, n° 4, 1959, pp. 5-359.

Rapports présentés à la session scientifique d'août 1959 consacrés à la libération de la Roumanie. 15 articles sur la lutte du P.C.R. en 1944 et 1945 et les opérations militaires où furent engagées des troupes roumaines. Chronologie détaillée du 23 août 1944 au 30 déc. 1947.

Rusenescu (M.). — Lupta maselor populare din Bucuresti conduse de partidul comunist romîn pentru instaurarea puterii populare (23 august 1944-6 martie 1945 [La lutte des masses populaires bucarestoises dirigées par le PCR pour l'instauration du pouvoir populaire (23 août 1944-6 mars 1945)], *Studii. Revista de istorie*, n° 5, 1959, pp. 187-210.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Tóth (Ján). — Úloha a účast dvou východoslovenských divizií v Slovenskom národnom povstani [Le rôle et la participation des deux divisions de la Slovaquie orientale à l'insurrection nationale slovaque], *Histor. čas.* (Bratislava), n° 4, nov. 1959, pp. 501-519.

U. R. S. S.

*Alikberov (Z. M.), Kerimov (I. K.). — *Na fronte i v tylu. Patriotizm narodov Dagestana v gody Velikoj Otečest. vojny, 1941-1945 gg.* [*Au front et à l'arrière. Le patriotisme du peuple du Dagestan pendant la grande guerre nationale, 1941-1945*], Makhackala, Dagknigozidat, 1959, 109 p.

Borisov (B.). — Gorodskoj komitet oborony Sebastopolja, 1941-1942 gg. Iz vospominanij [Comité de ville de la défense de Sébastopol, années 1941-1942, Souvenirs], *Voen.-ist. žurnal*, 1959, n° 11, pp. 20-36.

ČERNJAVSKIJ (U. G.). — Obespečenie gorodov prodovol'stviem v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [Le ravitaillement des villes pendant les années de la grande guerre nationale], *Istorija SSSR*, 1959, n° 4, pp. 88-98.

GUSEV (A. I.). — Junye geroi našego naroda. O detjakh, ucastnikakh Velikoj Otečestv. vojny [Les jeunes héros de notre peuple. Les enfants qui ont combattu dans la grande guerre nationale], *Nač. skola*, 1959, n° 11, pp. 32-45.

IL'UŠČENKO (T. A.). — Iz istorii partizanskogo dviženija v Léningradskoj oblasti v period Velikoj Otečestvennoi vojny 1941-1945 gg [Un aperçu d'histoire du mouvement des partisans de la région de Leningrad à l'époque de la grande guerre nationale], *Trudy Leningr. lesotekhn. akad.*, n° 88, 1959, pp. 153-164.

KAC (Ja. G.). — Oktjabr'skij rajon Leningrada v period blokady, oktjabr 1941-mart 1942 g [Le quartier « Octobre » de Leningrad pendant la période du blocus, octobre 1941-mars 1942], *Nauč. doklady vyss. školy. Ist. nauki*, 1959, n° 3, pp. 18-32.

*LIN'KOV (G. M.). — *Vojna v tylu vraga. Zapiski učastnika partizanskogo dviženija v Belorussii* [*La guerre sur les arrières de l'ennemi. Notes d'un membre du mouvement des partisans en Biélorussie*], Moskva, Goslitizdat, 1959, 622 p., ill.

*MALKHASJAN (Armo). — *Bessmertie. Očerki o gerojakh Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Immortels. Quelques traits des héros de la grande guerre nationale*], Erevan, Ajpetrat, 1959, 183 p., ill.

*MAKAROV (N.). — *Partizanskie byli Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Histoires vécues des partisans de la grande guerre nationale*], Kalinin, Kn. izd., 1959, 135 p.

*MARCIŠEK (Galina). — *My na svoem zemle. Vospominanija o partizanskom otrjade Geroja Sojuza V. A. Molodcova (Babaeva)...* [*Nous, sur notre sol. Souvenirs sur le détachement de partisans du héros de l'Union, V-A Molodcov (Babaev)*], Odessa, Kn. Izd., 1959, 170 p., ill.

*MEDVEDEV (Dm.). — *Sil'nye dukhom. Voevye podvigi partizanskogo otrjada pod Rovno* [*Vaillants par le cœur. Les exploits guerriers d'un détachement des partisans dans la région de Rovno*], Moskva, « Sov. pisatel », 1959, 486 p., ill.

**Muželstvennye syny Azerbajdžana. Sbornik statej o gerojakh Otečest. vojny...* [*Les fils valeureux de l'Azerbaidjan. Recueil d'articles sur les héros de la guerre nationale*], Baku, Detjunizdat, 1959, 127 p., portr.

SAVEL'EV (V. E.). — Trudovoj geroizm šakhterov Kuzbassa v period Velikoj Otečestvennoj vojny, 1941-1942 gg. [L'héroïsme dans le travail des mineurs du Kuzbass pendant la grande guerre nationale, 1941-1942], *Trudy Kafedra marksizma-leninizma*, Stalinskij ped. in-T. Stalinsk, 1959, pp. 38-66.

*SHANDRUK (Pavlo), général. — *Arms of valor. With an introduction by Roman Smal-Stocki...*, translated by Roman OLESNICKI, N. Y., R. Speller, 1959, in-8°, 320 p., pl., portraits.

Pp. 180-296 : la participation de l'armée nationale ukrainienne et du Comité national ukrainien au côté des Allemands à la guerre contre l'U.R.S.S. pendant la deuxième guerre mondiale.

*VAUPŠASOV (S.). — *Partizanskaja khronika* [*Chronique des partisans*], Moskva, Voenizdat, 1959, 472 p.

YOUGOSLAVIE

TITO (Josip Broz). — Odlazak iz Srbije [Départ de Serbie], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1063, 18 déc. 1959.

Retraite de Serbie de l'Armée de Libération nationale en 1941.

Fin mars 1960.

Le gérant : Henri MICHEL.

1960. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 668 Dépôt légal : 3-1960 IMP. N° 16 224
IMPRIMÉ EN FRANCE

LE STATUT DU PEUPLE POLONAIS SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE[1]

De nombreux actes « juridiques », datés d'années différentes, développent le principe, proclamé dès le début, que le peuple polonais est l'esclave du IIIe Reich. C'est le seul statut d'un peuple slave se trouvant sous l'occupation qui soit achevé dans tous ses détails. On pourrait le considérer comme un statut-modèle, et c'est la raison pour laquelle ce problème occupe une position dominante dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Avant de l'aborder, nous croyons utile de tracer les grandes lignes de l'organisation des pouvoirs sur les territoires occupés par les Allemands.

Par décret du 25 septembre 1939, Hitler confia l'administration des territoires polonais occupés aux autorités militaires sous les ordres du général von Rundstedt. Le principal mandataire de celui-ci dans le domaine de l'administration civile était Hans Frank, docteur en droit, ministre du Reich et président de l'Académie du Droit allemand, destiné à jouer dans l'histoire de l'occupation en Pologne un rôle extrêmement important, par la suite traduit devant le Tribunal militaire international de Nuremberg. Mais bientôt Hitler écarta l'armée du pouvoir et, par les décrets des 8 et 12 octobre 1939 (2) il partage, le 26 octobre 1939, la Pologne en deux parties, en imposant à chacune un régime différent. La frontière les séparant à partir des districts occidentaux de la *voïévodie* de Cracovie allait vers le Nord-Est jusqu'à la Prusse orientale en dépassant Varsovie. La fraction de l'Ouest — la Poméranie dantzikoise, la Grande-Pologne et la Silésie, voire même le bassin houiller de Dąbrowa et Łódź, centre de l'industrie textile — fut incorporée au Reich ; tandis que celle de l'Est, comprenant Varsovie et Cracovie, constitua le *Gouvernement général des territoires polonais occupés*, avec Hans Frank comme gouverneur général relevant directement de Hitler. Le *Gouvernement général* devait former le noyau éventuel du nouvel « État polonais », objet de marchandage dans les pourparlers de paix avec la France et l'Angleterre,

(1) Cet article est tiré des décrets, ordonnances et documents divers rassemblés et commentés par l'auteur dans la publication de l'*Instytut Zachodni* à Poznan, *Documenta Occupationis*, vol. V (1952) et VI (1958). Les notes en bas de page précisent les sources les plus importantes.

(2) *Reichsgesetzblatt*, 1939, I, p. 2042, 2135 ; 1940, I, p. 251 ; 1939, I, p. 2077 ; *Documenta Occupationis*, V, p. 84-103 ; VI, p. 51-80.

qu'Hitler désirait alors vivement. Cet « État polonais » devait non seulement dépendre entièrement du Reich au point de vue économique, mais être lié à celui-ci d'une manière permanente, à l'instar du protectorat de Bohême et de Moravie.

L'idée de créer un pareil « État polonais » devenait illusoire à mesure que s'évanouissait le rêve des négociations avec l'Occident. En juillet 1940, Hitler ordonna de supprimer dans la dénomination des territoires polonais de l'Est les mots « des territoires polonais occupés », et de conserver uniquement le nom de « Gouvernement général » (1). Cela n'entraîna aucun changement dans la structure et le régime juridique de celui-ci, mais équivalait à un renforcement de l'annexion. Du point de vue du droit international, on motiva le rattachement des territoires polonais au *Grand Reich* allemand par le fait que la Pologne avait cessé d'exister par voie de *debellatio*.

A ces territoires incorporés au Reich même et au Gouvernement général, constituant une partie du *Grand Reich* allemand, furent ajoutés, le 1er août 1941, après l'agression contre l'Union soviétique, deux autres territoires. Hitler notamment créa à la frontière de la Prusse orientale la circonscription dite de Białystok (2), dont l'administration civile fut confiée à l'*Oberpräsident* de Prusse orientale, Erich Koch, dépendant de lui directement de par ses nouvelles fonctions, comme le gouverneur général Frank, tandis qu'il rattachait au *Gouvernement général*, sous le nom de « Galicie », les *voïévodies* polonaises d'avant-guerre du Sud-Est, à savoir : celles de Lwów, de Stanisławów et de Tarnopol (3).

Les territoires incorporés et le *Gouvernement général* différaient par leurs organisations internes. Dans les territoires incorporés Hitler créa, par décret du 8 octobre 1939, deux grandes divisions administratives de type nouveau, notamment des circonscriptions du Reich *(Reichsgau)* analogues à celles de l'Autriche et des Sudètes annexés : le *Reichsgau Danzig-Westpreussen* comprenant la Poméranie dantzikoise, et le *Reichsgau Wartheland* englobant non seulement la Grande-Pologne, mais aussi la région industrielle de Łódź. La Silésie fut rattachée à la province prussienne de même nom, tandis que le territoire au nord de Varsovie ainsi que Suwałki l'étaient à la province de Prusse orientale.

A la tête de ces circonscriptions se trouvaient des lieutenants du Reich *(Reichsstatthalter)* (4). Albert Forster, chef nazi *Gauleiter* avant la guerre dans la Ville libre de Dantzig, fut nommé *Reichsstatthalter* de la circonscription de « Dantzig-Prusse occidentale », tandis que Artur Greiser, président avant la guerre du Sénat de la Ville libre, assuma les fonctions de *Reichsstatthalter* du « Pays de la Warta ». A la tête de chacune des pro-

(1) *Journal* de Frank, 1940, III, p. 644-645. *Documenta Occupationis*, VI, p. 78-80.

(2) Cf. R. Herzog, *Grundzuege der deutschen Besatzungsverwaltung*, Tuebingen, 1955, p. 173.

(3) *Verordnungsblatt fuer das Generalgouvernement*, 1941, p. 443 ; *Documenta Occupationis*, VI, p. 71.

(4) Z. Janowicz, *Ustroj administracyjny ziem polskich wcielonych do Rzeszy Niemieckiej*, Poznan, 1951.

vinces prussiennes se trouvait un *Oberpräsident* : en Prusse orientale, Erich Koch, et en Haute-Silésie, devenue en 1940 province indépendante, Fritz Bracht.

Aussi bien les circonscriptions du Reich que les provinces prussiennes étaient divisées en circonscriptions de régence *(Regierungsbezirke)* ayant à leur tête des présidents de régence *(Regierungspräsidenten)*, et subdivisées à leur tour en arrondissements avec des *Landrat*. Les communes étaient administrées par des commissaires allemands *(Amtskommissare)*. La circonscription de Białystok fut divisée en arrondissements avec des commissaires d'arrondissement et en communes avec des *Amtskommissare* à leur tête. Bien que la circonscription de Białystok ne fût pas officiellement incorporée au Reich — elle était considérée comme territoire conquis sur l'Union soviétique, ayant appartenu à celle-ci au cours des années 1939-1941 — elle faisait partie de fait de la Prusse orientale.

En comparaison des territoires incorporés, l'organisation du Gouvernement général était plus uniforme. Cracovie en était la capitale, tandis que le château royal au Wawel devenait la résidence du gouverneur général, Hans Frank. Le gouverneur général relevait directement de Hitler, et administrait le territoire qui lui était soumis par l'intermédiaire d'un gouvernement, à la tête duquel se trouvait Joseph Bühler, son collaborateur de longue date. Le gouvernement comprenait des divisions, jouant le rôle de ministères. Le territoire du *Gouvernement général* fut partagé en districts administrés par des chefs de district portant le titre de gouverneurs. De ces derniers dépendaient les chefs d'arrondissement et de ville *(Kreishauptmann, Stadthauptmann)*. Les communes étaient régies par des bourgmestres et des maires polonais, et en partie allemands et ukrainiens. Au début, on comptait quatre districts : Cracovie, Radom, Varsovie et Lublin. Puis, les territoires qui, en 1941, furent rattachés au Gouvernement général, devinrent, sous le nom de « Galicie », un cinquième district avec Lwów pour chef-lieu. Le fait qu'à côté de tribunaux allemands existaient aussi des tribunaux polonais, compétents évidemment uniquement pour juger les affaires civiles entre Polonais, et les affaires criminelles de peu d'importance lorsque seul un Polonais était lésé, constituait un trait caractéristique des institutions du *Gouvernement général*.

Dans tous ces territoires, incorporés ou faisant partie du *Gouvernement général*, l'organisation du parti hitlérien et celle de la police étaient identiques ou très semblables. La circonscription de Białystok fut, en ce qui concerne l'organisation du parti, rattachée à la Prusse orientale, tandis que le Gouvernement général devint « circonscription étrangère du parti » *(Auslandsgau der N.S.D.A.P.)*. Les chefs d'administration, notamment : les *Reichsstatthalter* dans les circonscriptions du Reich, les *Oberpräsident* dans les provinces prussiennes, le gouverneur général et les gouverneurs dans le Gouvernement général, étaient en même temps chefs du parti sur les territoires qu'ils administraient.

Auprès des *Reichsstatthalter*, des *Oberpräsident* et du gouverneur

général exerçaient leurs fonctions les commandants supérieurs des S.S. et de la police *(Höherer S.S. und Polizeiführer)*, qui, d'une part, relevaient du chef de la police allemande et des S.S. pour l'ensemble du Reich, Heinrich Himmler (*Chef der deutschen Polizei*, *Reichsführer S.S.*), en recevant de lui les instructions de principe, mais devaient cependant, dans le cadre de ces instructions, se conformer aux ordres qui leur étaient donnés par le chef de l'administration et en même temps du parti. Du commandant des S.S. et de la police dépendaient les commandants de la police chargée de l'ordre et de la police de sûreté. Cette dernière joua un rôle particulièrement néfaste. La police de sûreté était partagée en police secrète d'État, en service de sûreté et en police criminelle. Le chef de la police allemande, *Reichsführer S.S.*, était en même temps, en vertu du décret de Hilter du 7 octobre 1939, commissaire pour le renforcement de la germanisation. En réalisant sa politique il se servait de l'appareil policier et des détachements des S.S. en particulier en expulsant des Polonais et en établissant à leur place des Allemands (1).

Les distinctions entre les territoires incorporés et le *Gouvernement général* ne se limitaient pas à la structure administrative. Dans les territoires incorporés, l'administration fut confiée aux Allemands venus du Reich ainsi qu'aux personnes transférées des pays baltes, en sorte que les Allemands régissaient même les communes ; un réseau serré de postes de police permettait le contrôle efficace de la population polonaise. Le mark devint la seule monnaie légale. Le droit polonais fut remplacé par le droit allemand, les Polonais ayant été soumis par voie d'une série de dispositions à un régime juridique spécial.

Dans le *Gouvernement général*, le droit polonais — à part les droits constitutionnel, administratif et financier — demeura en vigueur, et d'autre part on introduisit comme monnaie courante un nouveau zloty, émis par la Banque d'Émission du G.G. Un régime particulier fut créé pour les Allemands, leur accordant une série de privilèges et une position nettement prépondérante par rapport aux vaincus. Les postes administratifs n'étaient pas occupés par les Allemands d'une manière aussi exclusive que dans les territoires incorporés. Le fait que les Polonais assumaient les fonctions de bourgmestres et de chefs de commune, qu'existaient des tribunaux polonais et même une police polonaise — qui évidemment avait été entièrement subordonnée aux autorités allemandes — créait des conditions toutes différentes de celles des territoires incorporés. Le commerce clandestin qui, dans ces derniers territoires, ne jouait qu'un rôle médiocre, dominait la vie économique du *Gouvernement général*. L'opposition ne pouvait guère se développer dans les territoires incorporés, tandis que dans le *Gouvernement général* elle croissait en intensité ; les organisations clandestines centrales y avaient leur siège. Les actes de répression

(1) R. L. Koehl, *R.K.F.D.V., German Resettlement and Population Policy 1939-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 1957.

hitlérienne dans les territoires incorporés avaient un caractère plus systématique, tandis que, dans le *Gouvernement général*, elles empruntaient souvent l'aspect de coups aveuglément portés contre les masses en vertu du principe de la responsabilité collective. Cependant, des actions méditées à l'avance, et tendant à exterminer les classes cultivées de la société, ne faisaient pas défaut non plus dans le *Gouvernement général*, de même que les exécutions massives dans les territoires incorporés, surtout au cours des premiers mois de l'occupation. C'est dans le *Gouvernement général* principalement que les Allemands se livrèrent à l'extermination des Juifs, déportés dans les camps de concentration de Bełzec, de Treblinka et de Majdanek ; cependant des milliers de Juifs avaient péri aussi dans les territoires incorporés : à Chełmno sur le Ner, dans les environs de Koło, dans le grand camp d'Oświęcim et au cours d'exécutions sommaires.

La politique hitlérienne dans les territoires incorporés et dans le *Gouvernement général* suivait des voies quelque peu différentes. Dans les premiers territoires elle ne subit pas de changements essentiels durant toute la période d'occupation.

Dans le *Gouvernement général*, la politique était sujette à fluctuations. En effet, au début de l'occupation, les autorités hitlériennes supposaient que le *Gouvernement général* — au cas où les puissances occidentales consentiraient à conclure la paix — formerait un nouvel « État polonais », dépendant entièrement de l'Allemagne. On lui fixa des limites de manière à le rendre inapte à une existence indépendante, en intégrant au Reich tous les territoires où se trouvaient des centres industriels importants. Lorsqu'il apparut, en été 1940, que le *Gouvernement général* demeurerait désormais d'une manière durable sous l'autorité allemande, la politique changea. Au début, les déclarations officielles allemandes qualifiaient le *Gouvernement général* de « lieu de résidence » de la nation polonaise ; par contre, à partir de l'été de 1940, le gouverneur général Frank fit valoir sans équivoque la nécessité de germaniser ce territoire au cours des prochaines années. Aussi, peu après l'agression contre l'Union soviétique, des préparatifs furent-ils entrepris en vue d'expulsions, analogues à celles qui avaient lieu dans les territoires incorporés au Reich. En raison cependant d'une résistance exceptionnellement forte de la population qui s'opposait à main armée aux expulsions, les Allemands durent renoncer à leurs plans. Hans Frank reparla alors de nouveau du *Gouvernement général* comme d'un territoire polonais.

Les territoires incorporés comptaient 91 764 km² avec une population d'environ 9,5 millions (1), la minorité allemande d'avant-guerre atteignant le nombre de 600 000 (la minorité allemande dans l'ensemble de la Pologne était évaluée d'après le recensement de 1931 à 741 000 personnes).

Le premier problème qui se posait aux Allemands lors de l'élaboration

(1) A. Schuermann, *Festigung deutschen Volkstums in den eingegl. Ostgebieten*-Reich, Volksordnung, Lebensraum, vol. VI, 1943, p. 473.

du statut destiné aux Polonais, était celui de la nationalité. Qui devait-on considérer comme Allemand, et qui comme Polonais ? Qui devait-on faire entrer de force dans le cadre de la nation allemande ? — La réponse nous est fournie par les prescriptions relatives à la liste nationale allemande, introduite déjà en 1939 dans le pays de la Warta par le *Reichsstatthalter* de ce pays, Artur Greiser et — en vertu des dispositions du 3 mars 1941 — dans l'ensemble des territoires incorporés (1).

La liste nationale allemande comprenait quatre parties. Figuraient dans la première les Allemands ressortissants polonais qui, entre les deux guerres, s'étaient comportés activement en faveur de la minorité allemande, et dans la deuxième ceux qui avaient joué un rôle passif. Ces deux groupes se composaient en principe de vrais Allemands ; cependant le deuxième groupe comptait aussi des Polonais en Poméranie dantzikoise et en Silésie.

Les deux autres parties de la liste étaient réservées aux personnes d'origine allemande ou conservant certains liens avec l'Allemagne. Dans la troisième figuraient notamment les personnes d'origine allemande, ou ayant épousé un Allemand, et d'autre part les Silésiens et les Poméraniens que les Allemands considéraient comme membres de groupes nationaux intermédiaires, apparentés par « le sang et la civilisation » aux Allemands, si toutefois ces personnes n'avaient pas participé dans le passé à des organisations politiques polonaises. Dans la quatrième partie de la liste on comptait les mêmes groupes de personnes, lorsque celles-ci, de l'avis des hitlériens, étaient intervenues activement contre les Allemands entre les deux guerres, comme membres d'organisations polonaises.

La requête de la personne intéressée constituait la base de l'appréciation. De nombreuses personnes furent contraintes à présenter des requêtes. En février 1942, Heinrich Himmler, en sa qualité de chef de la police allemande et de commissaire du Reich, décida, afin de renforcer l'action de germanisation, que les personnes d'origine allemande qui ne déposeraient pas de requête malgré l'invitation qui leur en serait adressée, seraient envoyées dans des camps de concentration.

L'ampleur de la contrainte dans les territoires particuliers revêtait des aspects divers. Si, dans le pays de la Warta, on obligeait à présenter des requêtes, les seules personnes qui — selon le langage nazi — étaient pour 50 % d'origine allemande, c'est-à-dire des personnes dont le père ou la mère étaient Allemands, en Poméranie dantzikoise et en Haute-Silésie, on contraignit presque toute la population, en estimant qu'on pourrait la germaniser dans un bref délai. Le motif principal qui avait décidé Albert Forster en Poméranie et Fritz Bracht en Haute-Silésie, à poursuivre une pareille politique, était leur désir de donner à l'armée allemande le plus grand nombre possible de soldats.

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1941, I, p. 118 ; 1942, I, p. 53 ; *Documenta Occupationis*, V, p. 119-161 ; K. M. Pospieszalski, La liste nationale allemande au pays de la Warta, *Documenta Occupationis*, IV ; R. L. Koehl, The deutsche Volksliste in Poland, *Journal of Central Europaen Affairs*, 1955, p. 354.

En dehors de la liste nationale allemande, existait encore un groupe de Polonais qui devait, lui aussi, subir la germanisation : ceux qui, de l'avis des nazis, présentaient du point de vue racial une acquisition avantageuse pour la nation allemande. Leur « caractère allemand » était déterminé sur la base des traits anthropologiques. Ces personnes étaient prises parmi la population, soit au cours des actions d'expulsion, soit lors de recherches spéciales effectuées sur les lieux par l'office S.S. pour les questions raciales et de colonisation *(S.S. Rasse- und Siedlungshauptamt)*. Les Polonais aptes à la germanisation étaient transférés au fond de l'Allemagne, où ils demeuraient sous la garde des officiers supérieurs des S.S. et de la police.

L'inscription sur la liste équivalait en principe à la reconnaissance de la citoyenneté allemande. Les personnes inscrites dans la première et la deuxième parties acquéraient une citoyenneté complète, avec effet rétroactif, à partir du 26 octobre 1939, date de l'incorporation des territoires polonais au Reich ; les personnes de la troisième partie bénéficiaient d'une citoyenneté limitée à partir du moment de l'inscription (elle accordait des droits plus restreints et pouvait être retirée dans le courant de 10 ans ; d'autre part, en cas de progrès notables dans le processus de germanisation les autorités allemandes pouvaient renoncer plus tôt au droit de retrait) ; les individus de la quatrième partie, et ceux qui étaient destinés à la germanisation pour des motifs raciaux, pouvaient obtenir la nationalité allemande en vertu d'un acte particulier : cependant cela avait lieu rarement, de même que le renoncement au droit de retrait de la nationalité allemande par rapport aux personnes de la troisième partie de la liste. En effet, la germanisation n'accusait que des progrès très lents.

Les personnes qui n'avaient obtenu ni la citoyenneté complète, ni limitée, appartenaient à la catégorie de citoyens « tutélaires » *(Schutzangehörige)*. C'était le cas de tous les Polonais qui n'avaient pas été inscrits sur la liste nationale, ainsi que des personnes de la quatrième partie. La qualification la plus conforme qu'on pouvait leur attribuer était celle de sujets.

Les Juifs et les Bohémiens ne bénéficiaient même pas de cette dernière citoyenneté, ou sujétion (1). Cela avait un sens profond. Le Polonais — ainsi qu'on verra plus loin — jouissait d'une certaine « protection », tandis que les Juifs et les Tziganes étaient livrés à l'extermination. Citoyenneté complète, citoyenneté limitée, citoyenneté « tutélaire », et parmi celles-ci divers grades selon la partie de la liste nationale allemande où l'inscription avait eu lieu, enfin l'*heimatlosat* — cela constituait une longue échelle sociale. En haut se trouvaient les maîtres, et en bas les esclaves, dont les uns devaient encore travailler (les Polonais), les autres périr (les Juifs).

Le premier trait de la position juridique d'un Polonais, c'est son incapacité à posséder en propre des biens immobiliers et la capacité sensible-

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1943, I, p. 268 ; *Documenta Occupationis*, V, p. 165.

ment limitée de posséder des biens meubles (1). Plusieurs services étaient chargés de la confiscation et de la gestion de la propriété polonaise confisquée : la *Zentralbodenamt* relevant de Himmler en tant que commissaire du Reich pour le renforcement de l'action de germanisation ; la *Haupttreuhandstelle Ost* dépendant de Hermann Göring en tant que chargé du plan quadriennal ; la *Ostdeutsche Landbewirtschaftungsgesellschaft m.b.H.*, en abrégé *Ostland* (plus tard *Reichsland*), représentant l'organe du ministre de l'Approvisionnement et de l'Agriculture. Au début, il était permis d'accorder des secours aux Polonais et aux Juifs, dont on avait confisqué les biens. Ce fut interdit en 1940. « Aux Polonais inaptes au travail on ne doit pas allouer de secours sur les sommes tirées de leurs biens confisqués. Il ne semble pas opportun que l'on fasse des exceptions..., je considère comme seule exception possible le cas... » — écrivait le Dr Winkler, chef de la *Haupttreuhandstelle* — « où l'inaptitude au travail résulte de la participation à la guerre mondiale aux côtés des Allemands » (2).

Les Polonais et les Juifs ne conservaient la propriété de leurs biens mobiliers que jusqu'à leur expulsion. A partir de ce moment, ils ne pouvaient posséder que des objets indispensables à leur usage personnel. Les personnes évacuées — auxquelles on accordait pour les préparatifs de voyage entre 20 minutes et 1 heure à partir de l'arrivée de l'équipe policière — étaient emmenées dans un camp « de rassemblement », et de là, après un délai plus ou moins long, parfois deux mois, dans le *Gouvernement général*, où on les laissait à leur sort. En 1940, on créa pour le pays de la Warta tout un ensemble de camps à Łódź et dans les environs. On y effectuait des perquisitions en cherchant des bijoux et de l'argent (l'expulsé ne pouvait prendre avec soi que 20 marks) ; les personnes capables de travailler physiquement étaient affectées aux travaux dans le Reich, à l'exception de celles que l'on considérait comme aptes à être germanisées pour des motifs raciaux. Étant donné qu'à partir de 1941 le *Gouvernement général* refusa de recevoir les grands transports d'expulsés, ceux-ci n'étaient libérés qu'individuellement, sur la base de requêtes présentées par des parents ou des personnes de connaissance habitant le *Gouvernement général*, et appuyées par des certificats des autorités gouvernementales attestant que les personnes présentant les requêtes étaient en mesure de loger et de nourrir ces expulsés. A côté de l'expulsion comprenant le transfert dans un autre lieu, on pratiquait aussi une autre forme d'expulsion et de privation de biens mobiliers, dite *Verdrängung*. Les personnes faisant l'objet de cette dernière mesure étaient tenues à abandonner leur logement en ne prenant avec elles — comme les personnes transférées dans d'autres lieux — que des menus bagages, et d'aller habiter à la place indiquée, d'habitude à l'extrémité de la ville, une demeure misérable.

(1) H. J. Klee, *Buergerliche Rechtspflege in den eingegl. Ostgebieten und Behandlung polnischen Vermögens*, Berlin, 1942, p. 55 ; *Reichsgesetzblatt*, 1940, I, p. 1270, *Documenta Occupationis*, V, p. 176-247.

(2) Évidemment pendant la Première Guerre mondiale. *(Note de l'auteur).*

Le deuxième trait essentiel de la position juridique des Polonais consistait dans le fait qu'ils étaient privés du droit à l'instruction, au développement culturel et à l'exercice de la religion (1). Toutes les écoles supérieures (universités et académies) et secondaires furent immédiatement fermées. L'attitude des autorités allemandes dans la question de l'enseignement primaire fut quelque peu différente. Dans le pays de la Warta, celui-ci fut encore donné — quoique dans une plus faible mesure — jusqu'en janvier 1940. Au cours des années suivantes on y créa un réseau peu dense d'écoles primaires allemandes pour les Polonais, dirigées par des instituteurs allemands non qualifiés, et d'un niveau volontairement très bas. D'après le programme scolaire de 27 juin 1942, qu'avait fait publier le président de la régence d'Inowrocław, l'école ne devait donner à l'enfant polonais que les notions élémentaires de conversation, de lecture et d'écriture allemandes, et pour autant que cela était nécessaire pour que les Polonais pussent comprendre plus tard les indications données pendant le travail et lire de brèves instructions : il était interdit de permettre à l'élève d'acquérir une bonne connaissance de la langue. La langue polonaise fut exclue de l'enseignement. En matière de calcul on devait limiter l'enseignement aux quatre opérations fondamentales de l'arithmétique et à la connaissance des monnaies, des mesures et des poids, ainsi que des fractions ordinaires et décimales. La durée de l'enseignement était de deux heures par jour. L'âge scolaire était fixé de 9 à 14 ans, mais après 12 ans révolus on pouvait accorder aux enfants un congé pour le travail. Pendant les heures de classe les enfants devaient souvent cueillir des herbes, ramasser des cailloux et remplir d'autres besognes de ce genre.

Des écoles, même de ce type, faisaient défaut dans la circonscription de Białystok et dans la régence de Ciechanów représentant une partie de la province de Prusse orientale. En Haute-Silésie des écoles pour les Polonais n'existaient que dans la partie qui, avant la guerre, appartenait à la voïévodie de Cracovie, et en Poméranie dantzikoise — en nombre également limité. Ici cependant, on admettait parfois les enfants polonais aux écoles primaires allemandes, afin d'accélérer leur germanisation.

Les associations polonaises furent dissoutes sans exception ; il était interdit d'en fonder de nouvelles. Les Polonais ne pouvaient pas non plus être membres des associations allemandes. (Les statuts de celles-ci devaient obligatoirement comprendre une clause interdisant aux Polonais d'en faire partie.) On interdit aux Polonais de fréquenter les théâtres, les musées et les bibliothèques. Seuls quelques cinémas de médiocre valeur leur furent ouverts. Le journal allemand, *Ostdeutscher Beobachter*, édité à Poznan, relate, à la date du 14 janvier 1942, le sort de deux jeunes Polonaises qui s'étaient rendues au théâtre et y avaient été convaincues d'ignorance de l'allemand, ce qui permit à la direction de constater qu'elles n'étaient pas

(1) Directives de Himmler, *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1957, p. 194 ; Circulaire du *Regierungspräsident Hohensalza*, 27-6-1942, *Documenta Occupationis*, V, p. 312-316.

des Allemandes. Toutes deux furent condamnées par le tribunal à 4 mois de camp correctionnel.

L'accès des Polonais aux emplois plus importants au point de vue social leur était évidemment fermé. Seul un groupe restreint de médecins polonais était autorisé à soigner une clientèle polonaise plus nombreuse. Un Polonais ne pouvait pas exercer la profession d'avocat, ni en général assumer quelque fonction responsable dans une entreprise allemande. L'interdiction de fonder des entreprises industrielles, commerciales et artisanales, était la conséquence de la confiscation générale des biens.

Les restrictions dans le domaine de la vie religieuse étaient les plus sévères dans le pays de la Warta. Elles se traduisaient par la fermeture de presque toutes les églises, l'éloignement des prêtres envoyés dans des camps de concentration, l'interdiction de la messe en public pendant les jours ouvrables, et même le dimanche où la célébration ne pouvait avoir lieu qu'au cours de trois heures de la matinée. En Poméranie et en Silésie les restrictions n'étaient pas grandes. Cependant on y utilisait l'église comme instrument de germanisation, en proscrivant l'usage du polonais pendant les offices, les sermons et même la confession.

Le troisième trait caractéristique du statut des Polonais était dû à un ensemble de dispositions dont l'objectif consistait à détruire les forces biologiques de la nation.

Les Polonais étaient rémunérés uniquement pour le travail effectivement accompli et non les jours fériés et autres jours de repos. Ils étaient payés selon le tarif le plus bas, souvent diminué de 20 à 40 %. On prélevait en plus sur leurs salaires une taxe spéciale de 15 % que l'on nommait « compensatrice » *(Sozialausgleichsabgabe)*, vu qu'elle représentait, soi-disant, l'équivalent de diverses cotisations versées par les Allemands à des associations. On refusa aux Polonais toute allocation familiale en espèces et en nature. Ainsi, un Polonais ayant à sa charge une famille et travaillant dans les mines, ne recevait pas d'allocation en charbon, prévue pour les personnes entretenant leur famille, mais une allocation pour célibataires. On supprima les congés, de même que dans une large mesure les prestations au titre des assurances sociales. Les prestations non abolies furent qualifiées de secours, auxquels les Polonais n'avaient pas droit et qui ne constituaient que des actes de faveur de la part des autorités allemandes (1). Les Polonais déportés dans l'ancien Reich pour y travailler, étaient tenus à porter sur leurs vêtements des signes spéciaux les distinguant des autres travailleurs étrangers, notamment un grand « P » sur un fond carré. L'instruction destinée aux Polonais du chef du cabinet de Rudolf Hess, Martin Bormann (plus tard chef de la chancellerie du parti auprès de Hitler), datée de juillet 1940, disait en substance : « Il est interdit d'abandonner le lieu de séjour, de faire usage, sans autorisation de la

(1) H. Kuppers, R. Bannier, Arbeitsrecht der Polen im Deutschen Reich, Berlin, 1942, *Documenta Occupationis*, V, p. 248-300.

police, des trains et des tramways, de fréquenter les théâtres, les cinémas, les églises dans lesquels se rend la population allemande, d'ôter le signe « P ». La peine de mort était prévue pour le commerce charnel avec une Allemande ou un Allemand, et même pour un « rapprochement sexuel (1).

On avait rendu pratiquement très difficile toute revendication concernant les salaires, la seule à laquelle avaient droit en principe les Polonais. Ceux-ci, employés dans les bureaux, institutions et entreprises de l'État, ne pouvaient pas porter plainte devant la justice, car c'était considéré comme une offense à la dignité de l'employeur allemand. Toute revendication dirigée contre un Allemand en tant que personne privée, dépendait, avant l'assignation, d'une autorisation spéciale accordée par le *Oberlandesgerichtspräsident*, le plus haut dignitaire de la justice dans la circonscription ou dans la province, éventuellement par le *Reichsstatthalter* lui-même ou le *Oberpräsident*, si le président du tribunal ne voulait pas décider lui-même. Si un Polonais réussissait à surmonter cet obstacle et à obtenir l'autorisation, d'autres embûches l'attendaient. Le juge allemand, en interprétant et en appliquant le droit, était obligé de se conformer à la raison d'État allemande — « exigences particulières découlant de l'incorporation au Reich des territoires allemands de l'Est ». Enfin, si cette interprétation ne donnait pas d'effet favorable, le juge était habilité à remplacer les prescriptions de la loi par son jugement personnel — « il importe de statuer comme l'exige le sens de l'incorporation » (2).

L'état de santé de la population était médiocre à cause de l'excès de travail et de l'alimentation insuffisante. D'après les évaluations de l'Institut allemand de Recherches économiques à Katowice *(Oberschlesisches Institut für Wirtschaftsforschung)*, la différence entre les rations alimentaires accordées aux Allemands et aux Polonais dans le bassin de Dąbrowa, dans la partie Est de la Haute-Silésie, se présentait comme suit : « La comparaison des calories démontre que les Polonais de la partie Est (consommateurs normaux), reçoivent par rapport aux rations allouées aux Allemands, 24 % de moins, 26 % pour les Polonais qui ne travaillent pas. En ce qui concerne les adolescents entre 14 et 20 ans, la différence des valeurs caloriques des rations polonaises et allemandes atteint presque 33 %. Il importe de souligner qu'il s'agit uniquement des adolescents de 14 ans révolus : pour les enfants polonais de 10 à 14 ans, la différence est encore plus forte et s'élève à 63 % au moins. L'aspect des enfants sous-alimentés en rend témoignage. Pour les enfants de moins de 10 ans, ces différences sont également de près de 60 % (3). » L'achat de denrées au marché, et dans les magasins était assorti dans certaines localités de sérieuses diffi-

(1) Verordnungsblatt der Reichsleitung der N.S.D.A.P., IV, Folge, 210, *Documenta Occupationis*, V, p. 258.

(2) *Reichsgesetzblatt*, 1941, I, p. 597 ; Pungs, Bucholz, Wolany, Ostrechtspflegeverordnung und erste Ostrechtspflegeverordnung, Walter de Gruyter, Berlin, 1943, *Documenta Occupationis*, V, p. 323-327.

(3) Die Bedeutung des Polenproblems für die Ruestungswirtschaft Oberschlesiens, *Documenta Occupationis*, I ; cf. *Tribunal de Nuremberg*, vol. XXXIX, p. 464-477.

cultés ; pendant certaines heures de la journée seuls les Allemands pouvaient être servis.

Quant aux soins médicaux, ils étaient donnés à la population polonaise par des médecins polonais surchargés de travail, seul un groupe restreint de médecins de nationalité polonaise ayant été laissé sur place. Certains médicaments devaient être rationnés aux Polonais et les hôpitaux pour Polonais en étaient mal pourvus. Le projet de Artur Greiser, *Reichsstatthalter* du pays de la Warta, en 1942, est caractéristique des tendances hitlériennes dans ce domaine. Greiser proposait notamment, en rapport avec l'action d'extermination des Juifs, de faire périr également 35 000 Polonais atteints de tuberculose pulmonaire, afin d'éliminer de cette manière le danger de contamination pour les Allemands. Ce projet ne fut pas réalisé en raison de l'opposition des autorités centrales qui estimaient que la disparition de milliers de Polonais n'aurait pas pu être cachée, et aurait par là même provoqué parmi la population polonaise une forte inquiétude préjudiciable aux intérêts allemands (1). Néanmoins, une pareille action fut menée au cours des premiers mois d'occupation, pour des personnes atteintes d'aliénation mentale, dans toutes les maisons de santé des territoires incorporés.

Les restrictions relatives à la conclusion de mariages entre Polonais furent introduites en premier lieu dans le pays de la Warta par le *Reichsstatthalter*, Artur Greiser. En vertu notamment de l'arrêté du 10 septembre 1941, les hommes pouvaient se marier à partir de 28 ans, et les femmes de 25 ans. Le *Oberpräsident* Fritz Bracht introduisit en Haute-Silésie, en janvier 1943, une limite d'âge moins élevée : 25 et 22 ans, en faisant dépendre en plus la conclusion du mariage du consentement de l'Office local du Travail. La norme de 25 et 22 ans fut introduite plusieurs mois plus tard, par arrêté du ministre de l'Intérieur du Reich, du 4 mai 1943, dans tous les territoires incorporés. Cependant, la limite d'âge plus élevée, fixée par Artur Greiser pour le pays de la Warta, demeurait obligatoire, vu que le ministre de l'Intérieur avait accordé aux *Reichsstatthalter* et aux *Oberpräsident* la faculté de dépasser cette limite. Finalement, par décision du ministre de l'Intérieur du Reich, du 10 janvier 1944, on releva l'âge dans les territoires incorporés à 28 et 25 ans (2).

On ne saurait épuiser le registre des restrictions policières affectant la population polonaise. Un laissez-passer délivré par la police était exigé pour aller en chemin de fer ou à bicyclette, dont ne pouvaient faire usage les Polonais que lorsqu'ils se rendaient à leur lieu de travail distant de plus de 2 km de l'endroit où ils habitaient. Artur Greiser menaçait ses compatriotes dans le pays de la Warta de peines sévères, s'ils nouaient des contacts avec des Polonais. Il en était de même dans d'autres terri-

(1) A. Mitscherlich, F. Mielke, *Das Diktat der Menschenverachtung*, Heidelberg, 1947, p. 142.

(2) *Ministerialblatt des Reichs-und Preussischen Ministerium des Innern*, 1943, p. 775 ; 1944, p. 54.

toires annexés. La séparation entre Polonais et Allemands devait être totale ; l'inscription *nur für Deutsche* indiquait le terrain où devait se dérouler la vie allemande — maisons, portes, wagons de chemin de fer, tramways, magasins, parcs, bains, lieux d'excursions, etc. (1).

Les prescriptions pénales d'une rigueur exceptionnelle, veillant sur l'observation de la longue liste des interdictions et des injonctions (2), représentent le quatrième trait caractéristique du statut des Polonais. Le droit pénal allemand fut appliqué aux Polonais dès le début de l'occupation. Cette pratique judiciaire fut sanctionnée en juin 1940, grâce à l'introduction officielle dudit droit dans les territoires annexés. Alors furent édictées aussi de nouvelles prescriptions prévoyant des peines particulièrement lourdes pour certains actes commis par des Polonais. Cependant, les autorités locales ne les jugeaient pas satisfaisantes. Au début de décembre 1941, le Conseil des Ministres pour la Défense du Reich *(Ministerrat für die Reichsverteidigung)* adopta une loi spéciale portant sur le droit pénal réservé aux Polonais et aux Juifs dans les territoires incorporés. En voici les prescriptions principales : « Les Polonais et les Juifs dans les territoires incorporés de l'Est sont tenus à se conformer aux lois allemandes ainsi qu'aux dispositions les concernant prises par les autorités allemandes. Ils doivent renoncer à tout ce qui pourrait être préjudiciable au Reich et à l'autorité de la nation allemande... » « Les Polonais et les Juifs sont passibles de la peine de mort, et dans des cas moins graves de la peine de réclusion, si, par une activité haineuse et en fomentant des troubles, ils témoignent d'une attitude malveillante à l'égard des Allemands, en particulier s'ils expriment des opinions défavorables sur les Allemands ou s'ils enlèvent ou endommagent les annonces des autorités allemandes, ou bien si, par un autre comportement quelconque, ils abaissent ou portent préjudice à l'autorité ou au bien du Reich. »

Outre la peine capitale, le nouveau droit prévoyait la réclusion, l'amende et la confiscation des biens. La privation de la liberté consistait dans l'envoi dans un camp correctionnel (3 mois à 10 ans) ou dans un camp correctionnel de rigueur (*verschärftes Straflager*, 2 à 15 ans).

Dans le domaine de la procédure criminelle, on avait adopté le principe que le procureur et le tribunal décident de la procédure eux-mêmes en s'appuyant sur les prescriptions allemandes. Les affaires pénales intentées contre des Polonais étaient jugées par un tribunal spécial *(Sondergericht)* et par un tribunal d'arrondissement *(Amtsgericht)*, et exceptionnellement par la Cour populaire à Berlin *(Volksgerichtshof)*. Le procureur pouvait renoncer à poursuivre pour des actes préjudiciables à la nation polonaise, ne menaçant point la sécurité de la nation allemande, et ayant pour ainsi dire le caractère d'infractions commises au sein de la nation polonaise. Cela concernait surtout l'avortement et les attentats aux mœurs.

(1) *Documenta Occupationis*, V, p. 301-312.
(2) *Reichsgesetzblatt*, 1941, I, p. 759 ; *Documenta Occupationis*, V, p. 330-413.

Un Polonais ne pouvait guère poursuivre en justice en vertu d'une plainte privée et interjeter appel. Seul le procureur pouvait appeler des sentences du *Amtsgericht*, l'appel étant examiné par l'instance supérieure du pays *(Oberlandesgericht)*. Les témoins de nationalité polonaise n'étaient pas assermentés.

Les jugements des tribunaux hitlériens étaient aussi monstrueux que les normes sur lesquelles ils s'appuyaient. Innombrables étaient les sentences en vertu desquelles on infligeait des peines de camp correctionnel de longue durée pour des travaux exécutés négligemment, une remarque malicieuse à l'égard de l'employeur allemand, de petits vols commis par misère, fréquentation d'un théâtre allemand, mécontentement des conditions de vie exprimé dans une lettre privée, etc. La manifestation d'une attitude anti-allemande ou des coups donnés à un Allemand entraînaient souvent la peine de mort.

Les « tribunaux » secrets de la Gestapo auprès des postes de police locaux jouaient un rôle beaucoup plus important que les tribunaux spéciaux et d'arrondissement. Le chef du poste de police *(Staatspolizeileitstelle)* présidait un tribunal de cette espèce en statuant avec la participation de deux assesseurs, fonctionnaires du poste. Bien que la loi de décembre 1941 ait prévu l'introduction de pareils tribunaux uniquement par décision du *Reichstatthalter* ou de l'*Oberpräsident*, ces tribunaux existaient partout, aussi bien avant qu'après cette date. Leurs « sentences » ne consistaient en réalité qu'en dispositions administratives, qui décidaient de la vie et de la liberté des Polonais. En vertu de pareilles dispositions, on procéda en octobre et novembre 1939, dans nombre de villes et bourgs du pays de la Warta, à des exécutions publiques de personnes suspectées de sentiments anti-allemands. Les exécutions massives entreprises en Poméranie dantzikoise à partir de septembre jusqu'à décembre 1939, constituaient l'action d'extermination la plus étendue.

Il arrivait aussi que des personnes soupçonnées étaient condamnées à être placées dans des camps de concentration. Par rapport aux « prisonniers politiques », les mandats « d'arrêt protecteur » *(Schutzhaftbefehl)*, délivrés administrativement par la Gestapo du lieu, représentaient le titre juridique. Ces mandats s'appuyaient uniquement sur les dénonciations des agents secrets et alléguaient que la personne « *x* » menaçait la nation allemande, vu qu'elle était mal disposée envers les Allemands, ou bien qu'elle répandait des nouvelles diffusées par la radio, ou encore qu'elle était soupçonnée de faire partie de la résistance. En ce qui concerne les criminels, les personnes dites « asociales », etc., la police criminelle du lieu délivrait suivant les formes administratives, des mandats d'arrêt préventif *(Vorbeugungshaftbefehl)*.

Les sentences des tribunaux spéciaux et des tribunaux d'arrondissement, celles des « tribunaux de police » ainsi que les mandats de police représentaient un instrument d'extermination pour les uns, et par là même un instrument de terreur pour les autres. Il importait que l'horreur de la mort et des camps de concentration maîtrisât le peuple polonais,

et permît de le diriger arbitrairement, en faisant décroître ses forces par des dispositions dont l'exécution était assurée par les sanctions pénales. Les Polonais étaient encore nécessaires, mais ils ne devaient point croître en nombre, ni accuser une activité nationale.

L'attitude des nazis à l'égard des Juifs était toute différente. Le « droit pénal pour les Polonais et les Juifs » n'était appliqué pratiquement qu'aux Polonais. Les Juifs représentaient en réalité une force productive d'une valeur égale à celle des Polonais ; cependant, les motifs de haine raciale avaient conduit les hitlériens à renoncer à un moment donné à cet avantage. En Poméranie dantzikoise, on massacra tous les Juifs au cours des premiers mois d'occupation, tandis que dans le pays de la Warta et en Silésie, on les groupa dans les arrondissements de l'Est, en particulier dans un grand quartier isolé de la ville de Łódź. L'action d'extermination générale des Juifs commença le 8 décembre 1941 à Chełmno près de Koło. Elle était liée à une action analogue menée dans le *Gouvernement général.*

En examinant la position juridique des Polonais, on ne saurait oublier ceux qui furent inscrits dans les troisième et quatrième parties de la liste nationale allemande, ou entrèrent dans le groupe des personnes se prêtant à la germanisation pour des motifs raciaux. Eux aussi avaient leur propre statut. Cela résultait d'ailleurs du fait que des personnes de ces deux dernières catégories ne possédaient la nationalité allemande qu'à titre d'exception. Elles étaient toutes traitées sur le pied d'égalité avec les Allemands de la première et de la deuxième partie de la liste en ce qui concerne la rémunération du travail et l'approvisionnement. Cependant, elles étaient soumises à diverses restrictions découlant du fait qu'on les considérait comme postulant seulement la qualité de vrais Allemands. Ainsi, les biens immobiliers et les entreprises des Polonais inscrits dans la troisième partie de la liste demeuraient-ils séquestrés jusqu'au moment où ils obtenaient la pleine nationalité allemande. Ils étaient d'ailleurs obligés de vendre leur avoir, étant destinés à être transférés à l'intérieur du Reich aux fins d'une germanisation accélérée. Ils ne pouvaient pas être nommés fonctionnaires d'État, obtenir des postes directeurs, ni contracter mariage avec des personnes inscrites dans la quatrième partie de la liste ou avec des étrangers. Les autorités allemandes pouvaient leur interdire certaines professions ; leurs études supérieures exigeaient l'autorisation préalable du parti nazi, de même que leurs mariages avec des fonctionnaires du parti ou du gouvernement, ou avec des officiers. Les restrictions concernant les personnes de la quatrième partie de la liste, et considérées comme aptes à la germanisation pour des motifs raciaux, étaient encore plus fortes, quoique de nature analogue.

Le problème traité empruntait un aspect quelque peu différent dans le *Gouvernement général* (1) où, sur 95 000 km², habitait une population

(1) K. M. Pospieszalski, Nazi occupation law in Poland, the General Government, *Summary in Documenta Occupationis*, VI, p. 613-634.

de 12 millions d'âmes — 16,8 millions après le rattachement de la Galicie, sur 145 000 km² (1). Là avait été institué un statut surtout pour la minorité allemande gouvernante. Néanmoins, dans le droit du *Gouvernement général* on peut trouver un bon nombre des restrictions touchant les Polonais dans les territoires incorporés au Reich.

Le problème de la nationalité des habitants du *Gouvernement général* ne fut pas réglé. En particulier, on n'y introduisit pas la liste nationale allemande. Attendu que la théorie et la pratique allemandes partaient du principe que la République de Pologne avait cessé d'exister, on considérait les citoyens polonais comme apatrides. Il en était ainsi même pour les Allemands habitant depuis longtemps ce territoire, et dont le nombre, ne dépassant guère 100 000, était beaucoup moins important que dans les territoires annexés. On les enregistra à part, dès 1939 et 1940, et on fit de même, à partir de 1941, pour les personnes d'origine allemande *(Volksdeutsche, Deutschstämmige)*, en usant souvent de contrainte vis-à-vis de ces dernières lors de l'inscription dans ce groupe. Aux personnes des deux groupes furent délivrées des cartes d'identité leur donnant droit à divers privilèges. Quelques *Volksdeutsche* n'obtinrent qu'à titre d'exception la citoyenneté allemande.

Dans le *Gouvernement général* — à la différence des territoires annexés — on n'opéra pas de confiscation générale des biens immobiliers et des entreprises. Au début, la confiscation n'eut lieu que pour de grandes entreprises et des grandes propriétés foncières « pour cause d'utilité publique ». Plus tard seulement on procéda à de nombreuses expulsions et confiscations qui touchèrent surtout les paysans. La plus importante fut celle de Zamość, dans le district de Lublin, qui provoqua une résistance à main armée de la population. Elle fut menée avec plus ou moins de constance à partir de novembre 1942 jusqu'à la mi-août 1943, et réunit près de 100 000 personnes, compte tenu de celles qui s'étaient sauvées de l'expulsion par la fuite, désirant éviter les camps de travail ou de concentration. Les grands dommages économiques qui en résultèrent obligèrent les autorités à l'interrompre (2). L'établissement des Allemands dans les exploitations rurales abandonnées était alors à ses débuts. Devant l'échec de cette tentative, Frank revint à la conception initiale que le *Gouvernement général* devait être réservé aux Polonais. Toutefois, dans ses opinions confidentielles, il affirmait nettement que l'expulsion de la population polonaise n'était interrompue que pour la durée de la guerre, et qu'il était certain que les Polonais devraient quitter ce territoire.

Contrairement à l'état existant dans les territoires annexés, les Polonais du *Gouvernement général* avaient accès aux professions libérales. Il existait même une possibilité — quoique limitée — d'organiser de nouveaux ateliers de travail. Des écoles primaires ainsi que des écoles

(1) M. du Prel, *Das Deutsche Generalgouvernement Polen*, 1940, p. 11.

(2) Cz. Madajczyk, Deportations in the Zamose Region in 1942 and 1943, in the light of German Documents, *Acta Poloniae Historica*, I, 1958, p. 75-106.

secondaires professionnelles existaient partout. Le programme d'enseignement dans les écoles primaires était cependant bien inférieur à celui d'avant-guerre ; d'autre part, les classes comprenaient à dessein — afin d'abaisser le niveau de l'instruction, ainsi que l'attestent les instructions conservées — un nombre trop élevé d'élèves, de 70 à 90 dans une seule. On ne saurait toutefois comparer l'état de choses existant sous ce rapport dans le *Gouvernement général* à celui qui régnait dans les territoires annexés. Les églises étaient ouvertes, les prêtres desservaient leurs paroisses — quoique en nombre limité, car nombre d'entre eux avaient été envoyés dans des camps de concentration.

D'autre part, l'analogie avec la condition de la population polonaise dans les territoires annexés consistait dans le fait qu'on avait supprimé les écoles secondaires d'enseignement général et les écoles supérieures, fermé les institutions scientifiques, les bibliothèques, les musées et les théâtres. Cela témoignait des visées de la politique hitlérienne, tendant à la liquidation graduelle des milieux intellectuels. Ainsi l'accès — existant encore — à différentes professions, ne devait avoir qu'un caractère temporaire. Hans Frank se rendait compte de la nécessité d'avoir des médecins, pharmaciens et agriculteurs polonais, en permettant à cet effet l'organisation de cours professionnels à Lwów, principalement, à vrai dire, pour les Ukrainiens. Il précisa cependant qu'on ne saurait admettre que ces cours donnassent une instruction égale à celle d'une Université. Cela ressort aussi des grades, auxquels ces cours donnaient droit. Ainsi, un Polonais ayant fini le cours de médecine n'avait droit qu'au titre d'infirmier *(Mediziner)* et non de médecin *(Arzt)*.

Le droit au travail dans le *Gouvernement général*, codifié à nouveau par de nombreuses dispositions du gouverneur général, présentait une grande ressemblance avec les prescriptions en vigueur dans les territoires annexés. Les rations alimentaires étaient également très insuffisantes ; elles assuraient seulement 500 à 800 calories par jour et par personne, ce qui entraînait un développement intense du commerce clandestin. Les Services de la Santé publique se situaient à un niveau plus élevé que dans les territoires annexés, grâce à un nombre plus grand de médecins. Toutefois de multiples hôpitaux et tous les sanatoriums dans les montagnes étaient destinés aux Allemands. Dans ces conditions, la tuberculose provoquait des pertes sensibles parmi la population.

Toutes les associations et fondations dans le *Gouvernement général* furent liquidées. Les prescriptions relatives aux contacts entre Polonais et Allemands étaient les mêmes que dans les territoires annexés : les Allemands bénéficiaient de quartiers d'habitation, de restaurants et de wagons de chemin de fer spéciaux. Eux seuls pouvaient fréquenter les concerts et les théâtres à spectacles sérieux ; les Polonais devaient se contenter de l'opérette et du cinéma.

Enfin le droit pénal hitlérien concernant les Polonais y était presque identique. La justice, il est vrai, fut organisée dans le *Gouvernement*

général autrement que dans les territoires annexés, attendu que des tribunaux allemands et polonais y existaient ; néanmoins la juridiction spéciale et surtout la juridiction de police de la Gestapo y jouaient le même rôle que dans ces territoires. Sur la base des décisions des « tribunaux » de police, composés de trois membres de la Gestapo, on pratiquait des exécutions massives, dont étaient victimes des villages entiers avec femmes, enfants et vieillards. On usait de ces représailles pour le meurtre, ne fût-ce que d'un seul Allemand, ou bien pour un acte de sabotage commis dans un village donné ou dans ses environs, si même aucun habitant du village n'était inculpé.

Ce qui a été dit plus haut au sujet de la position juridique des Polonais ne concerne évidemment pas les Juifs. Ceux-ci étaient soumis au même statut à peu près que les Polonais dans les territoires annexés, avec des rigueurs supplémentaires. Ainsi, tous leurs biens immobiliers, et par degrés également leurs biens mobiliers, furent confisqués. On les enferma dans des quartiers isolés, les ghettos, tellement étroits que plus de dix personnes devaient loger dans une seule chambre. Le ghetto était administré par un Conseil juif, élu suivant la loi par la population, mais en fait nommé par le *Kreishauptmann* ou le *Stadthauptmann*. Ce Conseil devait se conformer strictement aux recommandations des autorités allemandes. C'est ainsi que se présenta la vie de la population juive jusqu'au moment de « l'expulsion » qui, à partir du printemps 1942, embrassa graduellement toutes les agglomérations de cette population. Les « expulsés » périssaient dans les fours crématoires des camps d'extermination à Bełżec, Majdanek, Treblinka et Oświęcim. La principale étape de cette action, menée dans la partie orientale du *Gouvernement général* par le commandant des S.S. et de la police du district de Lublin, Globocnik, portait le nom d'*action Reinhardt*. Seuls des techniciens peu nombreux, transférés dans des camps situés auprès d'entreprises d'armements conservèrent momentanément la vie. Eux aussi devaient périr au cours des derniers mois de l'occupation.

Tel fut le sort de la population juive. Quel était donc celui qu'Hitler réservait à la population polonaise ? Une fraction seulement de la population soumise — les individus qui dans leurs veines avaient du sang allemand ou qui, pour des motifs raciaux, étaient jugés propres à la germanisation — était prévue comme devant être intégrée à la « nation des maîtres ». Tous les autres — des millions d'habitants des territoires occupés — devaient devenir esclaves du III[e] Reich. Les intellectuels polonais étaient par conséquent de trop.

L'action qui avait pour objectif l'élimination des intellectuels polonais de la Poméranie dantzikoise, dès les premiers mois d'occupation, portait précisément le nom de *Intelligenzaktion*. Une partie des intellectuels polonais fut exterminée, une autre expulsée, et nombre d'entre eux prirent la fuite lorsqu'ils se rendirent compte du sort qu'on leur réservait. La qualification d' « intellectuels » doit être comprise ici au sens large : elle désignait tous les Polonais prenant une part active à la vie sociale. D'après

le compte rendu allemand retrouvé parmi les documents de l'architecte municipal de Bydgoszcz, Fröse, ramassant des matériaux pour l'histoire de cette ville, près de 20 000 personnes périrent en Poméranie dantzikoise de septembre à décembre 1939. Ce chiffre comprend aussi probablement tous les Juifs (1).

Au moment de l'attaque contre la Hollande, la Belgique et la France, le 10 mai 1940, Hans Frank entreprit sur le territoire qu'il administrait une action extraordinaire de pacification *(ausserordentliche Befriedungsaktion)*, d'où vient le nom abrégé de l'*action A-B*, visant aussi l'extermination des intellectuels. Dans son allocution prononcée à la séance du gouvernement, du 30 mai 1940, il constatait que l'intérêt porté par l'opinion publique au *Gouvernement général* a disparu en raison des événements à l'Occident ; d'ailleurs, la propagande relative aux atrocités commises dans le *Gouvernement général* lui était désormais indifférente.

Nous devons profiter du moment dont nous disposons... Je reconnais ouvertement que cela coûtera la vie à plusieurs milliers de Polonais, principalement du milieu des dirigeants spirituels... Le Führer s'est exprimé devant moi de la façon suivante : Le problème de la ligne politique dans le *Gouvernement général* est exclusivement de la compétence de ceux qui en sont responsables. Il m'a dit : Ceux dont l'appartenance aux milieux dirigeants en Pologne a été établie, doivent être liquidés. Ce qui croîtra de nouveau doit être enfermé et liquidé également au bon moment.

Pour terminer Hans Frank ajouta :

Nous devons nous rendre compte clairement du fait que nous ne saurions rester maître de ce territoire, si nous procédions à une campagne d'extermination des paysans et ouvriers polonais sous une forme dont rêvent certains fantasques. Il peut être question uniquement de l'élimination de la couche dirigeante *(Führerschicht)*, tandis que la population laborieuse doit accomplir son utile travail sous notre autorité responsable... (2).

Le même but de la politique allemande dans le *Gouvernement général* fut indiqué par Adolf Hitler à la conférence du 2 octobre 1940, à laquelle participaient ses plus proches collaborateurs : Martin Bormann, Hans Frank, Erich Koch et Baldur von Schirach. Martin Bormann a rédigé un compte rendu de cette séance. Le passage le plus important est le suivant :

Hitler a dit... Il faut absolument appliquer le principe qu'il n'y a point de « maîtres polonais ». Là où ils sont, il faut — quoique cela sonne durement — les supprimer. Les Polonais ne peuvent avoir qu'un seul maître, et ce maître c'est l'Allemand ; deux maîtres ne sauraient exister côte à côte ; par conséquent il faut exterminer tous les représentants des milieux culturels polonais. Cela sonne durement, cependant c'est la loi de la vie (3).

(1) Actes de Froese, *Archives de la Commission générale d'Enquête sur les crimes allemands en Pologne* (ministère de la Justice, Varsovie).

(2) *Journal* de FRANK, 1940, II, 16-5-1940 ; *Arbeitssitzungen*, 1940, 30-5-1940 ; *Procès de Nuremberg*, vol. XXIX, p. 398-400, 442-459 ; *Documenta Occupationis*, VI, p. 494-502.

(3) Doc. 172, *Procès de Nuremberg*, vol. XXXIX, p. 425 ; *Documenta Occupationis*, VI, p. 31-35.

En automne 1941, dans l'Office central de Sûreté du Reich à Berlin fut dressé le plan oriental général *(Generalplan Ost)*, qui prévoyait l'envoi de 31 millions de Slaves en Sibérie, y compris 16 à 20 millions de Polonais. Ce plan, évidemment, préjugeait de la victoire du Reich sur l'Union soviétique. Ses détails donnèrent lieu à une polémique, contenue dans un ample mémoire, d'un des fonctionnaires de l'Office nazi de Politique raciale, Wetzel, qui révéla les éléments essentiels du plan. Wetzel écrit entre autres :

> Il demeure évident que la question polonaise ne saurait être résolue de la manière qui consisterait à liquider les Polonais comme les Juifs. Une pareille solution de la question polonaise pèserait sur la nation allemande pour l'avenir le plus lointain et nous priverait partout de sympathie, d'autant plus qu'en ce cas d'autres peuples voisins devraient également tenir compte du fait qu'au bon moment ils seraient traités de la même façon (1).

L'auteur des considérations polémiques projette l'expatriation des Polonais non seulement en Sibérie, mais aussi en Amérique du Sud. Ici évidemment, il fonde son projet sur la perspective d'une victoire sur les États-Unis ! Il semble que les hitlériens prenaient en considération deux éventualités : l'extermination du peuple polonais et son transfert en Sibérie ou ailleurs. On peut supposer, selon toute probabilité, que la solution définitive de la question polonaise aurait présenté un compromis entre le projet d'une extermination totale et le projet de transfert.

Sur la façon dont l'occupant imaginait la « solution définitive » de la question polonaise, une certaine lumière est jetée non seulement par le plan mentionné d'Artur Greiser — de faire périr tous les Polonais atteints de tuberculose pulmonaire — mais aussi par un autre plan, réalisé en partie seulement, et conçu vers la fin de 1942, au moment où, dans la contrée de Zamość, avait été inaugurée l'action d'expulsion. Les autorités du *Gouvernement général* envisageaient alors d'exterminer 70 000 vieillards et enfants au cours de cette expulsion. Ce projet ne fut réalisé que dans une faible mesure : on possède notamment des preuves que des enfants de la contrée de Zamość ont péri à Oświęcim. Le fait qu'en principe le projet ne fut pas exécuté doit être attribué, selon toute vraisemblance, au Dr Wilhelm Hagen, alors médecin municipal d'office à Varsovie et aujourd'hui professeur à l'Université de Bonn qui, à une conférence secrète à Cracovie, avait eu connaissance du crime projeté, et avait protesté contre ce crime dans une lettre adressée à Hitler (2).

Il faut croire que même si les hitlériens avaient gagné la guerre, plus d'un Allemand se serait également opposé au sort que l'on réservait au peuple polonais. Mais ces protestations eussent-elles été alors entendues ?

K. M. Pospieszalski,
Instytut Zachodni, Poznan.

Traduction de Władysław Dernałowicz (Poznan).

(1) *Vierteljahreshefte fur Zeitgeschichte*, 1958, p. 281.
(2) Protest de Wilhelm Hagen, *Przeglad Zachodni*, 1958, n° 1, p. 117-129 (documents).

LE FONCTIONNEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POLONAIS SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE

Les incertitudes politiques et économiques des Allemands en face de leurs voisins polonais ont été mises en lumière par de nombreuses publications que notre *Revue* a fait connaître de son mieux. Mais il apparaît que dans un autre domaine la puissance occupante n'a pas manqué de quelque logique, c'est celui de l'enseignement supérieur ; fidèles au mythe de la supériorité allemande, ou plutôt de l'absolue incapacité des Polonais, les Allemands ont détruit avec un acharnement parfois grotesque les établissements existants.

Nous allons essayer de déterminer dans quelles conditions cette politique fut menée, et ce que firent les Polonais pour maintenir clandestinement une organisation indispensable à la vie nationale (1). Dans le cas de la Posnanie, baptisée *Warthegau*, la lutte fut très inégale, car les Allemands, ayant nommé *Reichsuniversität* l'établissement qu'ils n'avaient pu créer tout au long du XIX^e^ siècle, provoquaient par tous les moyens le départ des autochtones vers le *Generalgouvernement* ; ailleurs, à Cracovie et à Varsovie, ou dans d'autres villes de provinces même sans traditions universitaires, une organisation secrète put fonctionner et une bonne partie de la jeune génération de chercheurs et de maîtres polonais lui doit sa formation intellectuelle.

La situation de l'enseignement supérieur, en 1939, était assez particulière. Avant 1918, les différentes régions de la Pologne avaient connu des régimes bien différents : les Autrichiens avaient accordé une très large autonomie à la Galicie où prospéraient les Universités de Lwow et de Cracovie et l'Académie *(Polska Akademia Umiejetnosci)* ; les Allemands avaient refusé de créer à Poznan une Université et c'est seulement en mai 1919 que fut installée l'école supérieure, dont les *Kulturträger* n'avaient pas voulu ; dans

(1) Nous devons remercier le P^r^ Pospieszalski (Poznan) pour les documents qu'il mit à notre disposition et qu'il a choisis avec toute sa compétence.

le *zabor* russe enfin, la situation était très incertaine et Varsovie et Wilno étaient à la merci d'un changement d'humeur du gouvernement ; en règle générale, tous les copartageants encourageaient les Polonais à venir étudier dans leurs propres Universités nationales, dont la structure était identique à quelques détails près. Dans la Pologne restaurée, les universitaires eurent peut-être moins de peine que les autres cadres à se sentir pareils les uns aux autres, tout en apportant des traditions et des expériences différentes. C'est dans la Pologne russe que la clandestinité intellectuelle avait été sans doute la plus perfectionnée ; cet enseignement ne fut pas perdu en 1939.

Il fut difficile toutefois, même en 1932, d'établir pour l'enseignement supérieur des règles administratives simples ; il y eut des établissements d'État et des établissements privés, des Écoles Supérieures « académiques », c'est-à-dire possédant la plénitude des droits d'une Université, et des écoles non « académiques ». L'organisation et la hiérarchie de l'enseignement supérieur furent conçues suivant le modèle commun, c'est-à-dire un modèle « allemand » ; les principaux centres furent Varsovie, Lwow et Cracovie, à un degré moindre Lublin et Poznan (1). En 1938, le nombre des étudiants était de 48 200 (il avait été surtout élevé en 1931 et en 1933, près de 50 000), les femmes étant dans l'ensemble faiblement représentées (13 100), sauf dans certaines spécialités (chirurgie dentaire, beaux-arts, études commerciales, éducation physique et journalisme).

Si nous considérons que la Pologne comptait presque 35 millions d'habitants, nous devons reconnaître que l'État n'avait pas réussi à créer un enseignement supérieur correspondant aux besoins de la nation, et si certains professeurs (Wojciechowski, Kot, Handelsmann, Vetulani, pour ne citer que quelques historiens) avaient de nombreux contacts avec l'étranger, si des étudiants allaient fréquemment s'instruire hors de Pologne, les Écoles supérieures polonaises vivaient d'une vie au ralenti, ignorée dans la plupart des cas par l'étranger qui acceptait sans contrôle les affirmations polonophobes des Allemands. Il est certain que les crédits manquaient, mais on peut aussi admettre que les gouvernants, qui avaient naguère conspiré dans les Universités contre les États copartageants, avaient hérité de ceux-ci une méfiance certaine envers les intellectuels. Si bien qu'il n'existait qu'un seul organisme de recherches, la *P.A.U.* déjà nommée, organisme privé depuis sa création, et sans doute

(1) Cf. Kumaniecki, Langrod et Wachholz, *Zarys ustroju, postepowania i prawa administracyjnego w Polsce (Esquisse de l'administration polonaise-organisation, procédure et droit)*, Varsovie, 1939 (280 p.) — en particulier le § 6 ; outre l'organisation propre, nous y trouvons les données suivantes :

a) Universités d'État : Varsovie, Poznan, Lwow, Wilno et Cracovie ;
b) Universités privées : Lublin (catholique) et Varsovie *(Wolna Wszechnica Polska)* ;
c) Écoles académiques (État) : Médecine vétérinaire à Lwow, Mines à Cracovie, Beaux-Arts à Varsovie et à Cracovie, Stomatologie à Varsovie, Agronomie à Varsovie, Instituts polytechniques à Lwow et à Varsovie ;
d) Écoles académiques (privées) : Sciences politiques à Varsovie, Commerce extérieur à Lwow, Études commerciales à Varsovie, à Poznan et à Cracovie ;
e) Écoles non académiques (État) : Constructions mécaniques et électrotechnique à Poznan et à Varsovie ;
f) Écoles non académiques (privées) : Journalisme à Varsovie, Agronomie à Lwow, Études sociales à Poznan.

le représentant le plus efficace de la science polonaise aux yeux de l'étranger (1).

La guerre de 1939 surprit les Écoles supérieures en pleine rentrée ; la mobilisation dégarnit rapidement les chaires et les salles de cours ; puis l'avance allemande lança sur les routes ceux qui étaient encore restés, si bien que le désordre le plus total détruisit ce qui eût pu être les cadres de l'organisation de l'enseignement supérieur ; sous l'occupation russe et allemande, non seulement toute reprise de l'activité fut interdite, mais on ne fit aucun effort pour ouvrir aux Polonais l'accès des établissements des États occupants ; si le mot *genocide* a un sens, c'est précisément dans la liquidation totale, aussi bien spirituelle et intellectuelle que physique, qu'il convient de le chercher.

Est-il trop tôt pour juger de l'ensemble de la situation de l'enseignement supérieur polonais « sous la botte » ? Les universitaires polonais d'aujourd'hui ont eu trop à faire pour regarder en arrière ; une Commission spéciale avait été créée en 1945, mais le travail le plus urgent consistait dans la reconstruction et l'extension de l'enseignement (des problèmes compliqués se posèrent à Lodz ou à Wroclaw), puis dans la reprise des contacts intellectuels avec l'étranger. Peut-être sera-t-il bientôt possible de reprendre les documents, qui sont pour beaucoup de nos collègues polonais des souvenirs, et de faire connaître tous les aspects de la lutte pour la liberté intellectuelle.

Passons en revue certains centres de cette lutte qui fut partout clandestine et très souvent sanglante.

A Cracovie, les Allemands, soit par ruse soit par manque de coordination, acceptèrent ou provoquèrent une réunion d'information des professeurs de la vénérable Université Jagello (plus ancienne que l'immense majorité des Écoles allemandes), le 5 novembre 1939 ; en réalité, les assistants, dont certains étaient venus sur l'invitation d'un *Obersturmbannführer* Muller, furent arrêtés et déportés en Allemagne. Nous suivons le récit du Pr Konopczynski, ainsi que ses réflexions sur les interventions étrangères pour obtenir la libération des prisonniers (2).

Le 5 septembre, Cracovie avait été occupée ; se souvenant peut-être trop bien de la bienveillance ou de l'aimable insouciance autrichienne, les membres de la *Jagello* pensèrent pouvoir reprendre leur activité. Certains d'entre eux avaient été arrêtés par les Allemands pour s'être trop occupés des problèmes polono-allemands (fait qu'il est opportun de rappeler aujourd'hui). Les laboratoires, les salles et les bibliothèques avaient été pillés ou au moins bouleversés, mais l'occupant ne paraissait pas s'intéres-

(1) W. Semkowicz, La vie scientifique du Cracovie contemporain (en polonais), dans *Nauka Polska*, 1938 (XXIII), p. 25 sqq.

(2) *Tygodnik Powszechny*, 1945, nos 3 à 17 (en feuilleton), sous le titre : La tête de mort (Pod trupia glowka), et 1947 (numéro du 9 novembre), sous le titre : Sonderaktion Krakau.

ser au sort des étudiants et des professeurs ; certains parmi ceux-ci étaient très gênés financièrement. Les Polonais mirent d'abord en marche l'administration. Le 31 octobre, le recteur Lehr Splawinski (les recteurs étaient élus et non nommés) décida de fixer la réouverture au 13 novembre. La réunion du 5 novembre permit aux Allemands d'arrêter environ 200 universitaires ou autres ; ils furent d'abord emprisonnés à Cracovie même (rue Monteluppi, puis caserne), ensuite transférés à Breslau où on les enferma dans des cellules individuelles avec la possibilité de lire. Mais le 27 novembre, ce fut le départ pour Sachsenhausen, l'emprisonnement dans les blocs 45 et 46 avec des Polonais de Westphalie et de Silésie, l'abrutissement par l'interdiction de toute lecture et par le *Stehkommando* répété, l'excitation des haines nationales par la mise en présence de Polonais, d'Allemands et de Tchèques ; les victimes furent les polonistes Estreicher et Chrzanowski, l'helléniste Sternbach, le géographe Smolenski, d'autres encore moins célèbres, mais tous coupables aux yeux des Allemands d'être Polonais et savants, et des vivants démentis à la doctrine de l'*Untermensch* slave. En février 1940, une grande partie des internés furent libérés ; si les souvenirs imprimés en 1945 se terminent *ex abrupto*, Kopoczynski a essayé deux ans après de comprendre dans quelle mesure les étrangers ont pu contribuer à cette libération qui apparaissait aussi peu compréhensible que l'avait été l'arrestation. Pour éclairer ce point, nous aimerions savoir ce qu'ont à dire les témoins allemands. Mais, après la première vague qui compta Kogon, Hasselt ou Rauschning, on semble plus empressé outre-Rhin à narrer les tourments auxquels les Allemands s'exposèrent après 1945 qu'à rappeler ceux qu'ils infligèrent après 1940. Le coup de filet de novembre 1945 ne fut ni complet ni efficace, La libération ne parut ni logique ni satisfaisante. Konopczynski énumère les interventions possibles, hongroises, suédoises, hollandaises — peut-être pontificales. Parmi les Allemands, il cite Vasmer, Holtzmann, Haenisch et Westermann, Sauerbruch aussi (1).

Le Pr Vetulani nous apprend, dans un autre article (2), que l'enseignement clandestin fut dirigé par les Prs Malecki et Szafer. Ayant débuté bien plus tard qu'à Varsovie (au printemps 1942), il forma malgré tout environ 800 étudiants de toutes les disciplines. Cette rapide indication est complétée par Dabrowski, Barycz et Piwarski dans les *Annales de Cracovie* (3). Le premier établit (p. 85-93) un bilan incomplet de l'activité des diverses institutions universitaires et de la P.A.U. Après la fermeture des Instituts et l'interdiction de l'accès des laboratoires et des bibliothèques aux Polonais, il fallut à ceux-ci une grande habileté pour s'y infiltrer malgré tout. En particulier, ils purent utiliser la bibliothèque où des Polonais étaient encore employés ; de nombreuses réunions y eurent

(1) Le célèbre chirurgien, qui fait état de son amitié pour le colonel Beck, ne parle pas de son intervention (*Das war mein Leben*, Worishofen, 1951, p. 530 sqq.).

(2) *Odra*, 7 juillet 1946.

(3) Cracovie pendant l'occupation 1939-1945, *Rocznik Krakowski*, 1947 (31), 256 p.

lieu, des pièces précieuses étaient soustraites des collections et mises à l'abri, 150 travaux scientifiques environ furent rédigés et imprimés, en grande partie grâce à un fonds de solidarité, créé en 1942, par Cracovie et Varsovie. L'enseignement fut gratuit, ce qui favorisa une importante modification du recrutement traditionnel des étudiants, les nécessités de la vie d'autre part obligeant les intellectuels à prendre conscience des réalités matérielles élémentaires. Le prix payé fut élevé ; le tableau des pertes en hommes que dresse Piwarski (p. 97-102) est éloquent : 13 morts à Sachsenhausen, 5 décédés peu après la Libération, et 11 un peu plus tard ; si Kutrzeba ne mourut qu'en 1946, c'est le camp qui l'avait en réalité tué. Parmi les libérés, certains furent envoyés à Mauthausen et à Buchenwald, tandis que de nombreux intellectuels de Cracovie, arrêtés ailleurs, mouraient à Oswiecim. Il ne s'agit pas là d'agissements irresponsables, mais bien d'une politique qui aurait aussi touché un jour les Universités françaises d'Alger à Besançon *(die Reichstadt Bisanz)* (1). Il n'y a peut-être pas eu de plan préconçu mais, ce qui est plus grave, un consentement quasi général des milieux scientifiques allemands. Encore en 1954, Stammler et ses collaborateurs n'ont pas jugé la Pologne digne de figurer parmi les pays avec lesquels les Allemands entretinrent des relations intellectuelles (2). Il faut, cependant, reconnaître que l'action fut facilitée par l'imprévoyance des Polonais. D'après Barycz (p. 103-125), on avait bien préparé un plan d'évacuation de la *Jagello*, mais les moyens de transport n'avaient pas été prévus, et le pillage en devint d'autant plus aisé qu'aucun contrôle ne pouvait s'exercer sur les instruments de travail plus ou moins emballés (3). Ce que nous ne comprenons pas, c'est que des spécialistes comme le botaniste Herter (Berlin), ou le proviseur Watzke (Vienne), que cite Barycz, aient pu détruire des instruments non seulement au détriment de la Pologne, mais même des intérêts du *Reich*. Les Polonais, par contre, poursuivaient en cachette l'édition de travaux scientifiques, grâce aux efforts du personnel de l'Imprimerie Universitaire que les Allemands avaient laissé en place (4). Ces ouvrages n'eurent souvent qu'un rapport lointain avec la guerre *(Dictionnaire de biographies, Sources d'histoire religieuse, Étude sur les tourbières de Polésie)*, ce qui suffirait à prouver la permanence de l'esprit scientifique en Pologne.

Le Centre universitaire de Cracovie eut une activité réduite et secrète, mais relativement continue. Celui de Varsovie, bien mieux organisé, fut détruit par le soulèvement de 1944. Telle est la conclusion qui se dégage du rapport du Pr Manteuffel (5) — conclusion d'autant plus nette que l'auteur indique les noms des professeurs et des étudiants qui moururent alors. Les

(1) *Sachwörterbuch zur deutschen Geschichte*, Munich, 1958 *(sic !)*, p. 104-105.
(2) *Deutsche Philologie im Aufriss*, Stuttgart, 1954, *passim*.
(3) Cf. le rapport d'un *Treuhänder*, cité par Barycz, p. 109.
(4) L. Mikucki, *Tygodnik Powszechny*, n° 3 (1945).
(5) *Uniwersytet warszawski w latach wojny i okupacji*, Varsovie, 1948, 84 p.

dégâts causés par le siège de septembre 1939 n'avaient pas été trop graves, et, même après la chute de Varsovie, les Polonais, soit parce qu'ils étaient convaincus d'une rapide victoire des Alliés occidentaux, soit parce que les Allemands leur avaient toujours paru moins dangereux que les Russes, pensèrent que l'activité intellectuelle reprendrait bientôt. Manteuffel reconnaît le manque de réalisme des milieux universitaires de Varsovie (1). Pourtant, dès le début, le pillage fut très complet ; des Instituts entiers furent déménagés et l'accès des autres locaux strictement interdit à tout Polonais. Ce ne fut qu'en mai 1940 que les Allemands autorisèrent une modeste activité dans les Instituts techniques, mais sans enseignement ni recherche. En septembre 1941, l'Université fut liquidée. L'administration semi-clandestine polonaise, réduite à quatre personnes, dut se contenter de tenir quelques registres.

L'enseignement clandestin fut rapidement organisé ; avant « la catastrophe de la France » (p. 14), on liquida les travaux entrepris, puis on s'installa pour la guerre, largement sur l'initiative du Secondaire dont les bacheliers voulaient continuer à travailler. L'enseignement supérieur suivit sans grande conviction et surtout par solidarité nationale, mais l'entrain des jeunes et l'attitude de l'ensemble de la population furent tels que bientôt l'Université put fonctionner avec régularité. Il est vrai qu'une certaine concurrence lui était faite par l'Université des Terres de l'Ouest *(Uniwersytet Ziem Zachodnich)* (2), dont nous aurons encore à parler, et certains groupes d'étude (qui constituaient la cellule de base) hésitèrent entre les deux organismes. Le récit de Manteuffel est parfaitement clair et nous permet de suivre le développement des diverses facultés. La première, qui fonctionna au complet, fut celle de Théologie catholique, dès février 1940, et elle eut, jusqu'en 1944, 100 étudiants. Le Droit connut un rapide succès, grâce à l'activité de Rafacz (fusillé le 3 août 1944) ; en 1944, il y avait 600 étudiants, qui disposaient de manuels réédités et de bibliothèques. La Médecine put travailler presque ouvertement, car les Allemands avaient besoin de personnel polonais ; des dissections purent être faites sur des cadavres allemands. La dernière Faculté à être organisée fut celle des Lettres *(wydzial humanistyczny)*, qui fut longtemps dispersée en groupes d'études autonomes, dont les polonistes dirigés par Krzyzanowski et les historiens dirigés par Manteuffel, furent les plus nombreux ; il y eut même une section des langues romanes (en fait le français), avec 12 étudiants en 1943 ; nous devons remarquer l'absence de tout groupe de germanistes, et un curieux manque d'intérêt pour les langues slaves (groupe organisé en 1942, avec 20 étudiants). Le sort des mathématiciens et des naturalistes fut un peu particulier ; jusqu'en 1943, ils travaillèrent dans le cadre de la médecine, et à cette date seulement devinrent auto-

(1) « On avait l'impression que la puissance occupante autoriserait la reprise de l'activité universitaire » (p. 10).

(2) *Tajny Uniwersytet Ziem Zachodnich w latach 1940-1944*, Poznan, 1946, 94 p.

nomes ; le groupe le plus nombreux était celui des chimistes (150 en 1943) ; par contre, il y eut peu de géographes, de biologistes et de mathématiciens. Les pharmaciens appartinrent à l'U.Z.Z. Ce bilan, si sec en apparence, évoque une somme extraordinaire de dévouement, d'astuce et d'héroïsme quotidiens, dont les fruits furent anéantis en septembre 1944. Tout fut détruit, et les seules pertes computables sont estimées par Manteuffel à 25 % du total des pertes subies par l'enseignement supérieur, du fait de la guerre et de l'occupation. Des groupes se reconstituèrent il est vrai, dans la banlieue, à Cracovie et à Czestochowa, mais sans enthousiasme ; le découragement était tel que, même après la libération de Varsovie, on se demanda si c'était la peine de faire renaître une Université ! La liste des pertes certaines prend plus de dix pages (p. 71-84), et compte 191 noms, dont certains, qui moururent de « mort naturelle », furent en fait victimes des privations et de l'épuisement.

L'U.Z.Z., organisé par Kowalenko de Poznan, était un organisme très souple, pratiquement sans base « géographique », une sorte de fédération d'universités fondées par des professeurs de Poznan expulsés du *Warthegau*, et dont l'histoire serait difficile à écrire si elles n'avaient pas eu un chroniqueur assidu, précisément le Pr Kowalenko. Dès octobre 1940, des maîtres tels que Pollak, Sawicki, Bykowski et Kowalenko, avec l'appui du délégué culturel du gouvernement en exil, l'abbé Rode, commençaient leurs travaux avec une base financière et une organisation solide dirigée par un « Comité des Cinq ». Tout étudiant devait prêter serment, sur Dieu et la Passion du Christ, de respecter le règlement intérieur, les règles de la sécurité et d'être un bon Polonais. L'inauguration fut marquée par une messe, dite le 24 novembre 1940, et la Faculté des Lettres fonctionna dès décembre ; une certaine rivalité entre Poznan et Varsovie, qui eût pu être dangereuse et qui eut des conséquences graves pour l'enseignement lui-même, permit de faire de l'U.Z.Z. une école supérieure d'allure plus moderne que l' « Université » de Varsovie, avec une section d'économie, des Facultés d'Agronomie et d'Économie maritime. Il y eut 700 étudiants (certains appartenant aussi aux listes de l'Université de Varsovie) et 100 professeurs ; de nombreux travaux furent élaborés et un des nouveaux docteurs fut Labuda, qui a conquis une grande notoriété depuis comme spécialiste de la protohistoire slave. En juin 1943, il y eut de véritables élections rectorales. Ainsi l'institution gardait dans la clandestinité une parfaite légitimité, une sorte de « succession apostolique » ; avant même le soulèvement, les Allemands décimèrent les rangs de l'U.Z.Z., qui s'accrut néanmoins cette année-là d'une Faculté d'Économie politique. La Faculté des Sciences eut, par contre, une existence brève et peu glorieuse (avec seulement 10 étudiants). L'organisme le plus original était l'Institut maritime, dont les étudiants devaient s'engager à passer dès que possible un baccalauréat classique, avec latin : non seulement on maintenait une tradition, mais on préparait l'après-guerre. D'autre part, l'U.Z.Z. rayonna très tôt sur d'autres villes : Kielce, Lublin, Czestochowa (ici dès 1943

pour les polonistes, les médecins, les historiens et les historiens de l'art). Le rapport mentionne des actes de malveillance de la part de certains Polonais envieux, et indique une curieuse passivité des Allemands qui n'ignorèrent pas l'existence de ces cours universitaires (p. 43-44) ; dans certains cas, ces centres furent peuplés par les expulsés de Varsovie : à Milanowek par exemple, où, depuis novembre 1943, Wojciechowski et Tymieniecki dirigeaient des juristes et des économistes.

Comment expliquer que ces Universités clandestines aient pu fonctionner sans que les Allemands aient cherché à les détruire ? Kowalenko dit (p. 50) qu'ils n'ont pas pensé que des allées et venues qui ne pouvaient rester ignorées malgré toutes les précautions, pouvaient s'expliquer par l'existence d'un enseignement clandestin ; s'ils avaient cru vraiment qu'il s'agissait d'une activité politique, ils n'auraient eu de cesse avant d'envoyer tout le monde dans les K.Z. Il semble que la réalité soit plus complexe ; d'abord, malgré les pieuses légendes des *Befreiungskriege*, ils n'ont peut-être pas pris au sérieux toute la chose et ont préféré que l'agitation des Polonais soit dérivée vers des objectifs aussi vains en apparence ; d'autre part, les besoins du *Generalgouvernement* en techniciens au moins « primaires » devaient être couverts d'une manière ou d'une autre et, si la Faculté clandestine de Médecine forma le personnel hospitalier, l'École des Mines secrète de Cracovie forma des arpenteurs qui se muèrent rapidement en géologues. Enfin, et nous croyons bien que c'est la véritable raison, la politique allemande dans cette partie de la Pologne annexée, était tout aussi hésitante dans le domaine culturel que dans les autres. Il serait souhaitable que les véritables motifs de l'attitude des Allemands puissent être rapidement définis ; quels qu'ils soient, ils ne diminuent en rien le mérite des universitaires polonais de tout grade, mais ils restent indispensables pour écrire toute l'histoire du sujet.

Seule des Universités polonaises, celle de Poznan fit partie des terres directement annexées par le Reich. Après la liquidation de l'institution polonaise, les Allemands ouvrirent, en avril 1940, une Université à eux, la *Reichuniversität Posen*. La liquidation commença le 4 septembre quand, dans des conditions assez lamentables d'imprévoyance, l'administration de l'Université fut évacuée par train en direction de l'Est (1). Les Allemands firent revenir les fonctionnaires à Poznan au début d'octobre. Entre temps, à Poznan, les Allemands avaient détruit ou pillé les Instituts, cependant que certains professeurs, s'étant groupés, cherchaient à maintenir une certaine discipline de travail. Ils se réunirent pour la dernière fois le 21 septembre ; un certain nombre de professeurs et d'étudiants avaient été arrêtés comme otages à partir du 11 septembre, mais en général ils ne furent pas maltraités. Le 8 décembre, ils furent libérés sur l'ordre de l'armée. D'autres furent arrêtés à cause de leur activité

(1) Travail collectif intitulé : L'Université de Poznan au début de l'occupation hitlérienne, *Prz. Zach.*, 1955 (11), p. 580-595.

anti-allemande, et exécutés en grand nombre au Fort VII. Par la suite, le sort des survivants fut celui des autres universitaires polonais, et il semblait que l'Université de Poznan avait vraiment cessé d'exister.

La *Reichsuniversität Posen* (1) hérita des biens de l'institution polonaise, mais certains immeubles furent réquisitionnés par d'autres services allemands. Malgré ses ambitions eurasiatiques, l'institution allemande fut bien plus modeste en réalité que la polonaise. Elle faisait partie d'un réseau de centres de recherches orientales qui comprenait Königsberg, Munich, Stuttgart ; Breslau et auquel on ajouta des antennes à Katowice, Cracovie, Danzig et Poznan. L'Université était entre les mains d'un dignitaire S.S., Hans Streit qui, non seulement était son curateur, mais aussi le chef de la *Dozentenschaft* et de la *Studentenschaft* (2) ; parmi les professeurs, certains venaient du *Altreich*, d'autres, au nombre d'une centaine environ, de Riga, avec à leur tête R. Wittram, particulièrement polonophobe. L'importance relative des diverses Facultés varia selon les besoins de la guerre, et les Sciences et la Médecine remplacèrent peu à peu les Lettres, le Droit et l'Agronomie. Dans l'ensemble, les Instituts organisés devaient servir les desseins de la colonisation des terres slaves, la crainte ou le mépris de la Pologne étant tels que la langue polonaise n'y fut pas enseignée, alors qu'il y avait des lecteurs de tchèque, d'ukrainien et même de slavon et l'Institut projeté *für Polenforschung* ne fut pas ouvert. D'autre part, tous les Allemands — en particulier s'ils étaient *Volksdeutsche* — n'eurent pas plus le droit que les Polonais d'étudier à cette Université, qui était en quelque sorte une institution S.S. ou, du moins, fort près de le devenir.

La *Reichsuniversität* n'est plus, mais beaucoup de ses collaborateurs se sont réfugiés en Allemagne de l'Ouest. D'ailleurs, il n'y avait pas parmi eux que des hitlériens, certains étaient de « braves gens » comme l'anatomiste H. Voss, dont Pospieszalski a édité partiellement le journal, et qui écrivait en juin 1941 : « Ich glaube, man muss diese Polenfrage ganz ohne Gefühl betrachten, rein biologisch. Wir müssen sie vernichten, denn sonst vernichten sie uns. Und deshalb bin ich froh über jeden Polen, der nicht mehr lebt » (3) — et il nous faut constater encore une fois que, en dépit de ce que souffrit notre pays sous l'occupation allemande, l'Allemagne avait ce visage de Janus, sourire et silence vers l'Ouest, haine et fureur vers l'Est. Il n'est que de considérer avec quel égarement les Allemands détruisirent les imprimés polonais en liquidant autant de bibliothèques

(1) Extraits du journal d'un professeur de la Reichsuniversität Posen, édités par K. M. Pospieszalski, *Prz. Zach.*, 1955 (11), p. 275-298 ; F. Paprocki et K. M. Pospieszalski, *Reichsuniversität Posen, ibid.*, 1956 (12), p. 275-299 ; J. Baumgart, *La Bibliothèque universitaire pendant son administration par la Reichsuniversität, ibid.*, p. 300-309, et le travail plus général de K. M. Pospieszalski, *Poznan sous l'occupation hitlérienne, ibid.*, 1953 (9), 403-430.

(2) Dans les Universités allemandes, deux corporations groupaient obligatoirement les enseignants *(Dozentenschaft)* et les étudiants *(Studentenschaft)*.

(3) Cité *Prz. Zach.*, 1955 (11), p. 289.

publiques et privées qu'ils le purent, sans toujours tenir compte des besoins de leur propre pays en guerre ; ils réussirent à détruire ainsi 5 millions de livres sur 6 500 000 environ, confisqués dans les bibliothèques ou les librairies et maisons d'édition.

Nous n'avons pu donner aux lecteurs qu'un aperçu sur un sujet complexe. Une étude plus complète supposerait l'analyse des problèmes individuels et sociaux qu'il nous était encore impossible d'aborder ici.

Jean B. Neveux,
Attaché de Recherches au C.N.R.S.

RECHERCHES EN POLOGNE SUR L'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Les recherches polonaises sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale sont très décentralisées. Elles englobent, en effet, plusieurs domaines distincts : relations politiques, opérations militaires, occupation allemande, dont chacun peut faire l'objet d'études par un organisme particulier. Il est évident que tous sont étroitement liés entre eux. Aussi ne peut-on pas délimiter rigoureusement les compétences des organismes scientifiques, la planification et la coordination des recherches étant indispensables.

Le premier organisme appelé à étudier l'ensemble de l'histoire de la Pologne de 1939 à 1945 fut l'*Institut du Souvenir national* auprès de la Présidence du Conseil, qui a existé de 1945 à 1949 et qui a publié la revue trimestrielle *L'histoire contemporaine* (1). Depuis la création de l'Académie polonaise des Sciences, ces recherches relèvent de la compétence de son *Institut d'Histoire* qui, en 1957, mis sur pied à leur intention une section spéciale dont la direction fut confiée à M. le Pr Stanislas Płoski, ancien directeur de l'*Institut du Souvenir national*. La Commission de Coordination qui a été désignée comprend les représentants de toutes les institutions chargées de l'étude de ces problèmes.

L'Institut d'Histoire publie la *Revue trimestrielle d'histoire* (2), et, depuis peu de temps, une publication paraissant en langues française et anglaise sous le titre *Acta Poloniae Historica*, dont un numéro est paru jusqu'ici. La Section d'Histoire de la Pologne pendant la deuxième guerre édite une publication non périodique, *L'histoire contemporaine de la Pologne. Études et matériaux sur la deuxième guerre mondiale* (3), dont trois volumes sont déjà parus.

Les études historico-militaires ont également connu au cours des quinze dernières années une organisation assez variée. Aujourd'hui,

(1) *Dzieje Najnowsze* (Instytut Pamięci Narodowej przy Prezydium Rady Ministrow, Warszawa).

(2) *Kwartalnik Historyczny* (Polska Akademia Nank, Instytut Historii, Warszawa).

(3) *Najnowsze Dzieje Polski, Studia i Materiały z okresu drugiej wojny Światowej*, vol. I, 1957 ; vol. II, 1959 ; vol. III, 1959.

elles relèvent surtout de l'*Institut militaire d'Histoire*, dirigé par le colonel J. Zamojski et rattaché au ministère de la Défense nationale. Certaines sont en outre publiées par différents organismes de l'*Académie de l'État-major général* et de l'*Académie militaire politique*. Sous les auspices de ces institutions paraissent : la *Revue militaire d'histoire* (1), trimestrielle, éditée depuis 1956, le *Bulletin de l'Académie militaire politique* (2), ainsi que des rubriques historiques dans les revues mensuelles, *La pensée militaire* (3) et *L'armée populaire* (4). Les principales sources se trouvent aux Archives militaires centrales et, en partie, à l'*Institut militaire d'Histoire*. Les recherches en cette matière ne se limitent pas aux seules opérations des troupes régulières, mais s'étendent aussi à celles des partisans. Sous ce dernier rapport, l'Institut collabore étroitement avec la *Section d'Histoire du Parti*, rattachée au Comité central du Parti ouvrier polonais unifié et dont une des tâches consiste à élaborer une histoire du mouvement ouvrier sous l'occupation.

La *Commission centrale pour la Recherche des Crimes hitlériens en Pologne*, créée en mars 1945 et presqu'aussitôt rattachée au ministère de la Justice, est dirigée par J. Gumkowski. Elle a pour tâche de conserver les preuves des crimes commis par l'occupant. Ses recherches s'orientèrent d'emblée vers l'examen des exécutions massives et des camps de concentration. Elle a recueilli un ensemble de preuves de nature à faire livrer à la Pologne les criminels de guerre et à les faire juger par les tribunaux de ce pays. Les Commissions régionales qui relevaient de son ressort, après avoir accompli les tâches essentielles qui leur incombaient, furent dissoutes en 1949-1950. La Commission centrale continue à ce jour son activité, avec un personnel réduit. Elle a rassemblé de nombreux documents allemands, des photocopies d'actes provenant des archives étrangères et de procès-verbaux des dépositions recueillies par des juges. Des dossiers concernant des affaires d'une portée historique se trouvent en sa possession. Les études rédigées sous son égide sont insérées dans le *Bulletin de la Commission centrale* (5) — dont dix volumes — sont déjà parus, sans compter deux en langues française et anglaise. Certains écrits sont en outre publiés à part, en dehors du *Bulletin*.

Le *Musée d'État d'Oswiecim*, dirigé par K. Smolen et rattaché au ministère de la Culture et des Arts, a pour objet à la fois de conserver les installations de ce camp d'extermination (de même que le Musée de Majdanek) et de poursuivre une activité de recherche scientifique. A partir de 1957, le Musée publie en polonais *Les cahiers d'Oświęcim* (6),

(1) *Wojskowy Przegląd Historyczny.*
(2) *Biuletyn Wojskowej Akademii Politycznej.*
(3) *Myśl Wojskowa.*
(4) *Wojsko Ludowe.*
(5) *Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce* (vol. I, 1946 ; II, 1947 ; III, 1947 ; IV, 1948 ; V, 1949 ; VI et VII, 1951 ; VIII, 1956 ; IX, 1957 ; X, 1958.
(6) *Zeszyty Oświęcimskie* (cah. 1, 1957 ; cah. 2, 1958 ; cah. 3, 1958).

dont trois sont parus, et en allemand *Hefte von Auschwitz* (jusqu'à présent deux *Cahiers*).

L'*Institut occidental de Poznan*, créé en 1945, s'attache à étudier les relations polono-allemandes, ainsi que l'ensemble des problèmes intéressant le territoire situé sur l'Oder et la Neisse. Dès le début de son existence, il comprend une Section de Recherches sur l'occupation hitlérienne, dirigée par K.-M. Pospieszalski, spécialisée dans les questions politiques et juridiques de cette période en particulier celles qui concernent les territoires, dits « incorporés » au Reich. L'Institut édite tous les deux mois *La Revue occidentale* (1) qui a publié une cinquantaine d'études consacrées à l'occupation. En outre, il a mis sur pied deux collections : *Recherches sur l'histoire de l'occupation de la Pologne*, comptant jusqu'à présent huit ouvrages, et *Documenta Occupationis* dont sept volumes sont déjà parus.

L'extermination des Juifs ainsi que le mouvement juif de résistance ont été en particulier étudiés par la *Commission juive d'Histoire*, née à Lodz en 1945 et, trois ans plus tard, transformée en *Institut juif d'Histoire* ayant son siège à Varsovie. L'Institut se consacre à l'histoire des Juifs de Pologne où, avant la deuxième guerre mondiale, 10 % de la population appartenaient à cette minorité, principalement établie dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est du pays. Outre de nombreux ouvrages de documentation et monographies, il édite deux revues : en yiddish, *Bleter far Geszychte*, paraissant à présent tous les ans, et, en polonais la publication trimestrielle, *Bulletin de l'Institut juif d'Histoire* (2).

Les sources d'origine allemande se trouvent aux Archives centrales, dites *Archives des Nouveaux Actes*, ainsi que dans celles des voïévodies (départements) et des districts. L'ensemble en est régi par la Direction supérieure des Archives d'État à Varsovie, dont Henri Altman assume la responsabilité et qui publie une revue trimestrielle *Archeion*. Les travaux sur les documents allemands sont très avancés. Les bulletins de la Direction supérieure informent de leur ampleur et des progrès du dépouillement.

La liste des institutions spécialisées dans l'histoire de la Pologne des années 1939-1945 ne serait pas complète si l'on n'y ajoutait pas notamment : l'ancien Institut de Silésie, transformé en Institut scientifique de Silésie, à Katowice, la Société polonaise d'Histoire, les chaires universitaires d'histoire contemporaine et, surtout, l'*Institut polonais pour les Questions internationales* à Varsovie, à qui incombe l'étude des relations internationales au cours de la dernière guerre. La plupart sont des institutions d'État. Seuls l'Institut occidental, l'Institut juif d'Histoire, la Société polonaise d'Histoire et l'Institut scientifique de Silésie béné-

(1) *Przegląd Zachodni* (Instytut Zachodni, Poznan).
(2) *Biuletyn Zydowskiego Instytutu Historycznego* (Zydowski Instytut Historyczny, Warszawa).

ficient du statut des sociétés scientifiques et restent sous le contrôle de l'Académie polonaise des Sciences. Les membres de chacune d'elles élisent, lors des assemblées générales, leur organisme de direction. Les recherches de ces institutions, à l'exception de celles de la Commission centrale, s'étendent bien au-delà des événements qui se sont déroulés en Pologne pendant la dernière guerre ; toutefois chacune d'elles possède une section spéciale pour les études de ces importants problèmes.

De tous les domaines de l'histoire de la Pologne des années 1939-1945, le plus vaste est celui qui concerne l'occupation allemande, tant à cause de l'ampleur des crimes commis qu'en raison de l'étendue du mouvement de résistance. Aussi, au lendemain de la guerre, a-t-il retenu l'attention particulière des historiens. De même, les bibliographies spéciales publiées jusqu'ici se rapportent uniquement à ce domaine. Ce sont notamment : la *Bibliographie des écrits sur les crimes de guerre, parus de 1944 à 1953*, éditée sous les auspices de la Commission centrale par J. Kosicki et W. Kozlowski (1) ; *Les matériaux pour la bibliographie de l'occupation hitlérienne en Pologne (supplément pour les années 1944-1953)* de W. Chojnacki, K.-M. Pospieszalski et E. Serwanski (2), ouvrage élaboré à l'Institut occidental et publié sous la forme d'un additif à *L'histoire contemporaine de la Pologne*. La suite de la bibliographie, à partir de 1953, concernant un vaste ensemble des problèmes est actuellement en préparation à l'Institut d'Histoire de l'Académie polonaise des Sciences (Section d'Histoire de la Pologne pendant la deuxième guerre). Depuis 1959, la *Revue militaire d'Histoire* publie dans chaque numéro la bibliographie courante.

Notre étude étant uniquement consacrée à l'histoire de l'occupation allemande, nous n'aborderons pas l'origine de l'invasion de la Pologne par le III[e] Reich, ni l'attitude de la minorité allemande avant 1939, ni les événements de guerre.

Avant de passer en revue les résultats des recherches consacrées à l'occupation, il convient d'évoquer brièvement les procès qui ont eu lieu devant les tribunaux polonais contre les criminels de guerre. Sur cette toile de fond, nous examinerons d'abord les publications relatant ces affaires et le martyre de la population, puis les ouvrages ayant trait aux problèmes politiques, juridiques et économiques de l'occupation et, enfin, ceux qui se rapportent au mouvement de résistance.

On doit distinguer deux catégories de procès qui ont eu lieu en Pologne à la suite de la guerre. Certains criminels furent déférés devant la *Haute Cour nationale* à Varsovie, créée par décret du 22 janvier 1946 ; d'autres

(1) J. Kosicki et W. Kozlowski, *Bibliografia piśmiennictwa polskiego za lata 1944-1953 o hitlerowskich zbrodniach wojennych*, Warszawa, 1955.

(2) W. Chojnacki, K. M. Pospieszalski i E. Serwański, *Materiały do bibliografii hitlerowskiej okupacji w Polsce (uzupełnienia za lata 1944-1953)*, Załącznik do vol. I, Najnowsze Dzieje Polski, Warszawa, 1957.

furent traduits devant des tribunaux spéciaux qui ont existé pendant un certain temps dans les ressorts des cours d'appel, ou jugés devant des chambres criminelles. La Haute Cour comprenait le premier président de la Cour suprême ainsi que les juges et les assesseurs désignés par le Présidium du Conseil national de l'État, lequel nommait également les procureurs. Ses jugements, rendus en présence de trois juges et de quatre assesseurs, en audience publique, étaient définitifs.

La Haute Cour fut saisie de sept procès. Quatre d'entre eux concernaient les dignitaires hitlériens suivants : Artur Greiser, *Reichsstatthalter* et *Gauleiter* de la région de Poznan (dite « province de la Warta »), avant la guerre, président du Sénat de la Ville libre de Gdansk, jugé du 21 juin au 9 juillet 1946 ; Albert Forster, *Gauleiter* de la même ville jusqu'en septembre 1939 et ensuite *Reichsstatthalter* et *Gauleiter* de la Poméranie de Gdansk, jugé du 5 au 27 avril 1948 ; Joseph Bühler, chef de la direction du Gouvernement général, le plus proche collaborateur de Hans Frank, gouverneur général, jugé du 17 juin au 5 juillet 1948 ; Ludwig Fischer, gouverneur et chef du district de Varsovie, jugé du 17 décembre 1946 au 24 février 1947, en même temps que Ludwig Leist, chargé de pouvoir du gouverneur de Varsovie, Joseph Meissinger, commandant du *Sicherheitspolizei* et Max Daume, chef de section de la police. Six d'entre eux furent condamnés à la peine capitale pour avoir participé à des assassinats en masse de la population polonaise et juive. Un seul, Ludwig Leist, eut huit ans d'emprisonnement.

Lors des trois autres procès, la Cour eut à statuer dans les affaires concernant Amon Goeth, commandant du camp de Plaszow (près de Cracovie), auteur de l'extermination des ghettos de Cracovie et de Tarnow, jugé du 27 août au 5 septembre 1946, Rudof Hoess, commandant du camp d'Oświęcim, jugé du 11 au 24 mars 1947 et le personnel de ce camp, jugé du 24 novembre au 16 décembre 1947. Lors de ce dernier procès, la Cour eut à juger quarante personnes, dont Artur Liebehänschl, successeur de Hoess au poste de commandant du camp, et ses subordonnés. Elle prononça la peine de mort contre R. Hoess, A. Goeth et vingt-trois membres du personnel du camp d'Oświęcim ; deux d'entre eux bénéficièrent de la grâce du Président de la République. Quant aux autres, six furent condamnés à la prison à perpétuité, onze à l'emprisonnement de trois à quinze ans ; un seul fut acquitté : le Dr Münch qui s'était efforcé, dans la mesure de ses possibilités, d'aider les internés.

Les procès du personnel des camps de concentration de Majdanek et de Stutthof sont passés devant les tribunaux spéciaux, de Lublin et de Gdansk. A partir de 1949, tous les criminels de guerre, quelles que fussent les fonctions qu'ils avaient remplies, furent traduits devant les chambres criminelles. Il en fut ainsi, entre autres, de Hildebrandt, commandant des S.S. et de la police pour la région de la Poméranie de Gdansk, de Stroop et de Geibel, titulaires des mêmes postes dans le district de Varsovie, ainsi que de Sporrenberg, dernier commandant

des S.S. et de la police pour le district de Lublin. Les procès — nous ne les citons pas tous — furent terminés par l'affaire Erich Koch, jadis *Oberpräsident* et *Gauleiter* de la Prusse orientale, jugé devant la Chambre criminelle de Voïevodie de Varsovie, du 20 octobre 1958 au 9 mars 1959. Cette affaire eut lieu, en raison de son mauvais état de santé, plusieurs années après que l'accusé eut été livré à la Pologne. C'est pourquoi également le procès a été exceptionnellement long : les médecins n'ont autorisé qu'une audience de quatre heures par jour. Condamné à la peine capitale, Erich Koch — bien que le Conseil d'État ne l'ait pas fait bénéficier du droit de grâce — n'a pas été exécuté en raison de la maladie incurable dont il est atteint.

Les instructions des procès ont été utiles à l'historien. Elles ont permis de recueillir des matériaux d'une grande portée historique. A cet égard le procès de Bühler fut particulièrement important, pour lequel on a préparé cent trent dossiers comportant de riches documents sur les activités de l'occupant dans le Gouvernement général.

Ainsi furent référés devant les tribunaux polonais presque tous les principaux représentants de l'administration allemande dans les territoires « incorporés » au Reich : Albert Forster, Artur Greiser, Erich Koch. Il n'y eut pas de procès Fritz Bracht, *Oberpräsident* et *Gauleiter* de la Haute-Silésie, porté disparu. Quant aux chefs de l'administration du Gouvernement général, deux d'entre eux — Joseph Bühler et Ludwig Fischer — furent déférés devant la Haute Cour, les autres passèrent devant les chambres criminelles. Le gouverneur général Hans Frank, jugé parmi les principaux criminels de guerre devant le Tribunal international de Nuremberg, fut condamné à la peine de mort.

Une partie des documents utilisés pour l'instruction des procès a déjà été publiée. En 1949, les procureurs T. Cyprian et J. Sawicki firent paraître leurs réquisitoires (1). En 1948, la Commission centrale édita un recueil de vingt plaintes déposées à l'encontre des criminels de guerre à la Commission internationale (2). Les délibérations des procès d'Artur Greiser et d'Amon Goeth furent publiées *in extenso* (3).

Les écrits ayant trait au martyrologe de la population polonaise comprennent trois groupes.

Au premier appartiennent des ouvrages généraux. Ce sont tout d'abord des études statistiques relatives d'une part aux camps de différentes sortes, établis dans le territoire polonais au nombre de 435, dont 96 comptaient plus de 1 000 personnes et, d'autre part, 2 332 exécutions dont chacune coûta plusieurs vies humaines, voire plusieurs dizaines de vies ; sans compter ni les Juifs fusillés, ni les exécutions dans les prisons

(1) T. Cyprian, J. Sawicki, *Oskarzamy*, Krakow, 1949.
(2) M. Muszkat, *Polish charges against German War Criminals*, Warszawa, 1948.
(3) *Proces Artura Greisera przed Najwyższym Trybunalem Narodowym*, Warszawa, 1946 ; *Proces ludobójcy Amona Goetha*, Warszawa, Lodz-Krakow, 1947.

et les camps. Viennent ensuite les relevés des exécutions, établis dans l'ordre chronologique et suivant les localités d'après les enquêtes recueillies par les tribunaux de première instance. Ces travaux, dûs à l'*Institut du Souvenir national* et à la *Commission centrale de la Recherche des Crimes hitlériens*, furent publiés dans le *Bulletin* de cette dernière. Signalons en outre les monographies consacrées à deux villes et à leur martyre : *Lublin sous l'occupation de 1939 à 1945*, de R. Moszynski et L. Policha (1) et *Les hitlériens à Czenstochowa*, de J. Pietrzykowski (2). Toutes deux ont mis à profit les recherches effectuées par des filiales territoriales de la Commission centrale.

Le deuxième groupe comprend les études sur différents camps de concentration et d'extermination, rédigées également sous l'égide de la Commission centrale ou de ses filiales. Commençons en l'examen par un document d'une portée exceptionnelle : l'autobiographie que Rudolf Hoess, commandant du camp d'Oświęcim, a écrite en prison sur l'initiative de J. Sehn, chef de la Commission de Cracovie. Elle fut publiée en polonais, par le *Bulletin* de la Commission centrale et, en 1958, dans son texte original, sous le titre *Kommandant in Auschwitz*, à Munich, par les soins de M. Broszat, de l'Institut d'Histoire contemporaine *(Institut für Zeitgeschichte)*. J. Sehn écrivit en outre une esquisse monographique du camp d'Oswiecim. Complétée à chacune de ses rééditions, dont la dernière en 1959, cette monographie fut traduite en anglais et en français (3).

Le Musée d'État d'Oświęcim a inséré dans ses *Cahiers* plusieurs études d'un précieux apport pour l'histoire de ce camp et notamment : celle de J. Sehn sur les expériences de stérilisation du Dr Carl Clauberg, celle de H. Kuszaja sur le système punitif qui y avait été pratiqué et, enfin, la chronique des événements de 1940 à 1942, établie d'après des documents d'archives par Danuta Czech. Les chroniques pour les années suivantes apparaîtront incessamment. Tous ces matériaux serviront pour établir une vaste monographie du camp d'Oświęcim.

Signalons également les études publiées dans le *Bulletin* de la Commission centrale sur les camps de concentration de Majdanek et de Stutthof ainsi que sur plusieurs autres : sur le camp de travail de Treblinka par Z. Łukaszkiewicz, sur le camp punitif, dit « service de la reconstruction » de Liban par H. Gawacki, sur le camp de Działdow par J. Gumkowski, sur la « prison de la Gestapo », dite Pawiak, à Varsovie par J. Gruszkowa, sur les camps des prisonniers de guerre soviétiques par S. Płoski et Z. Łukaszkiewicz et sur les camps de concentration situés à l'intérieur du territoire du Reich, Gross-Rosen par Z. Łukaszkiewicz et Ravensbrück

(1) R. Moszynski i L. Policha, *Lublin w czasie okupacji 1939-1945*, Lublin, 1947.
(2) J. Pietrzykowski, *Hitlerowcy w Częstochowie*, Poznan, 1959.
(3) *Concentration camp Oświęcim-Brzezinka (Auschwitz-Birkenau)*, Based on Documentary Evidence and Sources by Jan Sehn, LL D., éd. Varsovie, 1957 ; édition française chez Julliard.

par K. Michejda et Z. Mączka. Ce dernier fut en outre décrit par W. Kiedrzynska dans *L'histoire contemporaine de la Pologne* (1).

Ravensbrück a particulièrement intéressé les chercheurs polonais. K. Michejda et Z. Mączka ont mis uniquement en lumière les résultats des recherches sur les expériences criminelles, tandis que W. Kiedrzynska a donné un essai de monographie de ce camp. Après avoir passé en revue les écrits parus à ce sujet dans différents pays européens et rappelé son compte rendu *Ravensbrück aux yeux des Françaises* (2), l'auteur a consacré une place importante aux ouvrages français.

Le troisième groupe d'écrits comprend ceux qui relatent les exterminations en masse. Mentionnons l'étude de S. Płoski consacrée aux exécutions de la ville de Wawer (banlieue de Varsovie) où, le 27 décembre 1939, 107 habitants furent fusillés, parce que deux soldats allemands avaient été abattus par des brigands ; celle de S. Batawia, relatant l'immolation des malades d'hôpitaux psychiatriques, parue dans le *Bulletin* de la Commission centrale, ainsi que nombre d'articles de médecins publiés sur le même sujet dans l'*Année psychiatrique* (3). Il convient également de signaler le répertoire de 219 endroits de Varsovie où avaient lieu des exécutions collectives, établi par S. Płoski et Ewa Sliwinska dans le *Bulletin* de la Commission centrale (vol. VI) ainsi que l'étude de H. Gawacki relatant dans le même *Bulletin* (vol. VIII), la destruction totale de la ville de Jaslo, chef-lieu de district, 12 000 habitants, anéantie, fin 1944, sur l'ordre du chef du district Walter Gentz. Indiquons enfin, les matériaux recueillis également dans ce *Bulletin* (vol. X), par J. Skorzynski sur les crimes de la formation auxiliaire de police, dite *Selbstschulz*, composée d'Allemands ressortissants polonais qui au début de l'occupation s'érigèrent en maîtres de la vie et de la mort de la population polonaise, en particulier dans la Poméranie de Gdansk.

Font également partie de ce groupe les écrits consacrés à la déportation et à la pacification de la région de Zamość ainsi qu'aux crimes commis pendant l'insurrection de Varsovie. Z. Klukowski, récemment décédé, qui s'est exclusivement consacré aux recherches sur l'occupation dans la région de Zamość, a recueilli quatre volumes de documents s'y rapportant (4). Dans les deux études publiées par le *Bulletin* de la Commission centrale (vol. II et V), il a décrit les crimes qui y furent commis ; dans le *Bulletin* de l'Institut juif d'Histoire, il a relaté l'extermination des Juifs de la ville de Szczebrzeszyn ; enfin, son *Journal*, qui vient de paraître, tenu au jour le jour, est une précieuse contribution aux écrits mémorialistes du temps de l'occupation. J. Markiewicz a publié dans *L'histoire contemporaine de la Pologne* (vol. I, 1957) une étude sur la responsabilité collective de la population polonaise du district de Biłgoraj, un des

(1) *Najnowsze Dzieje Polski*, 3e vol., 1959.
(2) *Dzieje Najnowsze*, 1947.
(3) *Rocznik Psychiatryczny*, 1949 (Polskie Towarzystwo Psychiatryczne).
(4) *Dokumenty i materialy do dziejow okupacji niemieckiej w Polsce*, 4 vol.

quatre districts de la région de Zamość. L'auteur passe successivement en revue plusieurs dizaines d'exécutions, parmi lesquelles la plus cruelle que les Allemands aient jamais accomplie dans le Gouvernement général, celle du hameau de Szarajowka, où ils firent brûler vives 58 personnes, pour la plupart femmes et enfants, enfermées à cette fin dans des dépendances de fermes. Le travail le plus important concernant les déportations de la région de Zamość est celui de Cz. Madajczyk, publié en anglais sous le titre : *Deportations in the Zamość Region in 1942 and 1943 in the light of German Documents*, in *Acta Poloniae Historica*, en 1958.

C'est pendant l'insurrection de Varsovie de 1944 que l'occupant se montra particulièrement cruel. Les documents recueillis par le procureur Sawicki sous le titre : *Destruction de Varsovie. Dépositions des généraux allemands* (1), ainsi que l'étude de E. Serwański et I. Trawińska comportant des dépositions des témoins oculaires (publiée dans *Documenta Occupationis*, vol. II, 1956) contribuent à le mettre en lumière. Ces matériaux, de même que plusieurs autres, S. Płoski et A. Janowski les ont utilisés pour retracer dans le *Bulletin* de la Commission centrale les crimes dont les S.S. s'étaient rendus coupables sur des milliers de malades et de blessés hospitalisés pendant l'insurrection dans les hôpitaux et les hospices de la capitale. Les auteurs évoquent également l'assassinat collectif de la population du quartier de Wola où, le 5 août 1944, environ 20 000 personnes trouvèrent la mort (vol. VI).

Le martyre des Israélites, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, a été le principal sujet des recherches de l'Institut juif d'Histoire. Nous commençons néanmoins l'examen des publications qui lui ont été consacrées par celles du *Bulletin* de la Commission centrale (vol. I et III). W. Bednarz, E. Szrojt et Z. Łukaszkiewicz ont dans leurs études fait l'historique des camps d'extermination de Chelmno, de Bełżec, de Sobibor et de Treblinka. F. Friedman, sous le titre *L'anéantissement des Juifs polonais*, a donné une succincte étude synthétique qui, malgré le temps écoulé depuis sa parution en 1946, a conservé toute sa valeur. Parmi les nombreux travaux publiés par les soins de l'Institut juif d'Histoire, il convient de remarquer le recueil : *Documents et matériaux pour l'histoire de l'occupation allemande en Pologne* (2), puis le volume intitulé *L'extermination des Juifs dans les territoires polonais sous l'occupation hitlérienne. Documents recueillis et commentés* par T. Berenstein, A. Eisenbach et A. Rutkowski (3). Ce dernier ouvrage — contrairement à ceux qui furent publiés en 1946 et dont chacun traitait un seul problème de l'extermination — examine l'ensemble de la question. Il suit le dévelop-

(1) J. Sawicki, *Zburzenie Warszawy, zeznania generałów niemieckich*, Warszawa, 1946 ; 2e éd., 1949.

(2) *Dokumenty i materiały do dziejów okupacji niemieckiej w Polsce*, Lodz, 1946.

(3) *Eksterminacja Żydów na ziemiach polskich w okresie okupacji hitlerowskiej, wybór dokumentów zebranych i opracowanych przez*, T. Berenstein, A. Eisenbach i A. Rutkowski, Warszawa, 1957.

pement historique, amorcé par l'instruction du chef de la police de sécurité Heindrich, du 21 septembre 1939 et terminé le dernier jour de l'occupation. Il comporte 157 documents en langue allemande. L'Institut a également publié en anglais le rapport sur la destruction du ghetto de Varsovie, que le commandant de S.S. et de police de cette ville adressa à son supérieur hiérarchique à Cracovie, Krüger. L'original se trouve dans *Trial of the Major War Criminals*, vol. XXVI, 628 (*Doc.*, 1061, P.S.).

Parmi les études, la plus volumineuse est celle d'Arthur Eisenbach, intitulée *La politique hitlérienne d'extermination des Juifs pendant les années 1939-1945* (1). L'auteur, sans se limiter à la situation des Juifs de Pologne, étudie l'ensemble des activités dirigées, à leur encontre, par les Allemands, dans différents pays d'Europe. Les deux périodiques de l'Institut juif d'Histoire, son *Bulletin* et *Bleter far Geschichte*, ont publié plusieurs articles consacrés à l'occupation. Signalons d'abord ceux qui relatent l'extermination effectuée dans différentes provinces polonaises. D. Dabrowska a décrit l'immolation des agglomérations juives de la région de Poznan, dite province de la Warta (2). Le même problème a été successivement traité : par T. Bruskin — Berenstein, pour les districts de Varsovie et de Lublin (3), par A. Rutkowski, pour le district de Radom (4) et par E. Podhorizer-Sandel, pour le district de Cracovie (5).

L'exploitation économique, à laquelle les Juifs furent soumis par l'occupant constitue un important aspect de leur histoire au cours de cette période. Elle a donné matière à nombre d'articles, dont ceux de Brustin-Berenstein : sur les discriminations hitlériennes d'ordre économique à l'égard des Juifs (6), sur les méthodes d'exploitation économique dans le ghetto de Varsovie (7), sur le rôle des employeurs allemands dans l'extermination de la population de ce ghetto. Ces articles et en particulier celui que le même auteur a publié ultérieurement sous le titre : *Questions économiques dans le Gouvernement général à la lumière du Journal de Frank* (8) sont d'importantes contributions non seulement aux études de l'extermination, mais aussi à celles de l'histoire économique du Gouvernement général.

Nous nous devons également de mentionner l'important ouvrage de l'historien d'Emmanuel Ringelblum, créateur des archives clandestines juives, consacré aux relations polono-juives pendant l'occupation (9). L'auteur notait sur le vif les informations qui lui parvenaient d'au delà

(1) A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka eksterminacyji Żydów w latach 1939-1945*, Warszawa, 1953.
(2) *Biuletyn Żydowskiego Instytutu Historycznego*, nos 13, 14, 1955.
(3) *Ibid.*, no 3 de 1952 et no 21 de 1957.
(4) *Ibid.*, nos 15, 16, 1955.
(5) *Ibid.*, no 30, 1959.
(6) *Ibid.*, no 2, 1952.
(7) *Ibid.*, no 4, 1953.
(8) *Ibid.*, no 9-10, 1954.
(9) *Ibid.*, nos 28, 29, 30 et 31, 1959.

du ghetto, concernant les preuves de sympathie, de compassion et d'aide à l'égard de ses coreligionnaires, ou bien des marques de haine témoignées par certaines couches de la population polonaise. Il était très difficile aux Polonais d'apporter une aide efficace : en cachant un Juif ils risquaient la peine de mort. Aussi l'auteur ne ménage-t-il pas son estime à l'égard de ceux qui, bravant les prescriptions allemandes, ont apporté cette aide.

Les ouvrages consacrés aux aspects politiques, juridiques et économiques de l'occupation sont plus synthétiques que ceux qui décrivent les camps et les exécutions. Certains d'entre eux mettent du reste à profit les résultats des recherches relatives au martyrologe.

Plusieurs de ces ouvrages furent écrits sous l'occupation, et deux ont même pu être imprimés à cette époque. Ce sont notamment : *En première ligne du front* (1), œuvre collective retraçant les conditions de vie de la population polonaise dans les territoires « incorporés » au Reich ; le rapport détaillé sur l'anéantissement de la civilisation polonaise, également travail d'une équipe, dirigée par W. Borowy, historien de la littérature, ouvrage qui fut, fin 1944, édité à Londres sous le titre : *The Nazi Kultur in Poland* (2).

C'est également pendant l'occupation que J. Jastrzembowski écrivit son important ouvrage : *L'économie allemande en Pologne* (3), que A. Klafkowski rédigea son étude sur les bases juridiques du Gouvernement général et que K.-M. Pospieszalski décrivit la situation de la population des territoires « incorporés » au Reich, au point de vue juridique. Ces deux derniers ouvrages ont inauguré la collection éditée par l'Institut occidental de Poznan sous le titre « Recherches sur l'histoire de l'occupation en Pologne » (4).

Cette collection comprend un certain nombre d'études, plus ou moins volumineuses, ayant pour thème les problèmes politiques et économiques. Z. Janowicz a consacré une à la structure administrative des provinces « incorporées » au Reich, celles de Poznan et de Gdansk ; J. Deresiewicz a traité sur quelques centaines de pages l'histoire économique de l'ensemble des territoires « incorporés » ; W. Rusinski a exposé, en deux volumes, la situation des ouvriers polonais dans ces territoires et dans le Reich. On ne saurait omettre une succincte étude de T. Kłosinski sur la politique industrielle du Gouvernement général, ni non plus les trois autres modestes contributions à l'histoire économique de l'occupation, dues à Cz. Łuczak, Z. Ptaszyk et Cz. Wasiek.

Les documents publiés en langue allemande occupent une place à

(1) *Z pierwszej linii frontu*, Varsovie, mars 1943 ; Glasgow, novembre 1943.
(2) By several authors of necessity temporary anonimous, His Majesty Stationnery Office, London, 1945.
(3) W. Jastrzembowski, *Gospodarka niemiecka w Polsce*, Varsovie, éd. Czytelnik, 1946.
(4) *Badania nad dziejami okupacji niemieckiej w Polsce* (Instytut Zachodni, Poznań).

part. Outre les recueils mentionnés plus haut, édités par l'*Institut juif d'Histoire*, la collection *Documenta Occupationis* de l'*Institut occidental* a déjà fait paraître sept volumes dont cinq contiennent des documents en allemand, commentés et publiés par K. M. Pospieszalski. Le plus bouleversant en est le mémoire sur la situation des ouvriers de la Haute-Silésie (1), reproduit partiellement dans *Trial of the Major War Criminals* (t. XXXIX, s. 464-477). Le problème de la *Volksliste* allemande, dans la province de Poznan, fut traité en détail dans *Documenta Occupationis* (vol. IV) et, tel qu'il avait existé en Haute-Silésie, fit l'objet de l'étude de Z. Izdebski, publiée dans le cadre des travaux de l'Institut silésien, sous le titre : *La liste nationale allemande en Haute-Silésie* (2), dans laquelle une grande place est réservée aux documents originaux. Enfin, les volumes V et VI de la collection ci-dessus mentionnée traitent de l'ensemble de la législation allemande, y compris, celle des pays occupés (3). Dans l'un d'eux, consacré à « la législation » du Gouvernement général, ce problème est minutieusement examiné sous l'angle de la politique d'ensemble de l'occupant. Ces deux volumes sont complétés par le dernier paru (vol. VII), dans lequel, documents allemands à l'appui, il est démontré combien était dénuée de tout fondement la propagande hitlérienne qui s'efforçait de justifier le régime d'exception imposé aux Polonais par de prétendues cruautés dont ces derniers se seraient rendus coupables envers les Allemands, avant la guerre et en septembre 1939.

En outre, des revues ont publié plusieurs documents très importants, tels que : *Stellungnahme und Gedanken zum Generalplan Ost des Reichsführers SS* (4), le mémoire intitulé *Bodenordnung im Generalgouvernement* (5) qui comporte un projet conçu dans le cadre du « plan général de l'Est » et selon lequel l'agriculture polonaise aurait dû subir une transformation radicale et des Allemands auraient été appelés à s'établir en Pologne, ainsi que nombre d'autres relatifs à la destruction de la civilisation polonaise (6).

Le très intéressant problème de la politique première d'occupation du gouvernement d'Hitler a été traité par Cz. Madajczyk dans son article, *Les dirigeants hitlériens face au problème polonais, d'octobre 1939 à septembre 1940*, publié par la *Revue occidentale* (n° 1, 1958). L'auteur y évoque deux questions : Faut-il instituer un « État polonais » ? — Faut-il former « un gouvernement polonais » ? S'étayant sur des documents d'archives et en particulier sur le *Journal* de Frank et sur des souvenirs, il a suivi les hésitations des hitlériens à cet égard. Entre autres conclusions,

(1) *Documenta Occupationis*, I.
(2) Z. Izdebski, *Niemiecka lista narodowa na Górnym Śląsku.*
(3) *Documenta Occupationis*, vol. V et VI.
(4) *Przegląd Zachodni (Revue occidentale)*, 1958, n° 2, *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1958, n° 2.
(5) *Najnowsze Dzieje Polski*, II *(L'histoire contemporaine de la Pologne).*
(6) *Ibid.*, I.

il croit pouvoir affirmer qu'il n'a pas été prouvé que les Allemands aient été obligés de renoncer à accorder à la Pologne une certaine autonomie, faute de collaborateurs. A l'appui de cette thèse, il cite de larges extraits des souvenirs de W. Studnicki, germanophile fanatique et, en raison de ses sympathies, isolé dans la collectivité polonaise, qui offrit aux nazis sa collaboration. Le même problème, François Kotula l'a effleuré dans son article : *Y eut-il des tentatives pour former un gouvernement polonais pro-allemand après la défaite de septembre ?* (1). L'auteur a recueilli des témoignages oraux concernant Vincent Witos, dirigeant du Parti paysan, et le prince Léon Sapieha, de Krasiczyn, qui avaient été, en 1939 et en 1940, pendant un certain temps emprisonnés à Rzeszów. Ces deux personnalités avaient fait part à leurs codétenus et aux personnes qui pouvaient communiquer avec elles de la pression qui avait été exercée sur elles dans ce sens.

Quelques mots enfin pour rappeler les études consacrées à différentes régions, dues principalement à l'Institut silésien de Katowice. A l'ouvrage déjà mentionné sur la liste nationale allemande de Z. Izdebski s'ajoute celui de K. Popiołek, *La Silésie aux yeux de la Gestapo*, paru en 1948 et qui, dix ans plus tard, largement complété par l'auteur, eut sa réédition, *La Silésie aux yeux de l'occupant* (2). Il convient également de signaler le numéro spécial de la revue trimestrielle *L'aurore silésienne*, édité par l'Institut de Katowice en janvier 1960, à l'occasion du 15e anniversaire de la libération de cette province (3). L'occupation, comme il se devait, fut évoquée dans cette publication. La ville de Cracovie reçut, dès la fin de la guerre, un ouvrage collectif, *Cracovie sous la domination de l'ennemi* (4), élaboré sous la direction de Jan Dąbrowski, éminent historien de l'Université des Jaguellons, qui y publia également une étude consacrée à la domination des Allemands sur cette ville. C'est à Poznan que K. M. Pospieszalski dédia une succincte étude synthétique, parue dans la *Revue occidentale* (n° 7-8 de 1953).

En ce qui concerne les écrits consacrés au mouvement de résistance, nous parlerons d'abord de ceux qui traitent de la résistance non-militaire. L'enseignement, tant primaire et secondaire qu'universitaire, était très développé dans la clandestinité. Son organisation à l'échelon secondaire a été décrite par Cz. Wycech, l'actuel président de la Diète, dans l'article *L'activité éducative pendant la guerre* (5). De même, Michel Pollak, vice-directeur de l'*Institut occidental*, a évoqué l'action du Bureau scolaire

(1) In *Najnowsze Dzieje Polski*, III, 1959.

(2) K. Popiolek, *Śląsk w oczach okupanta*, éd. de l'Institut scientifique de Silésie, Katowice, 1958.

(3) *Zaranie Śląskie* (revue trimestrielle), zeszyt 1 a, Katowice-Cieszyn, 1960.

(4) *Kraków pod rządami wroga, 1939-1945*, Krakow, 1946.

(5) Cz. Wycech, Praca oświatowa w kraju w czasie wojny, in *Przegląd Historyczno-Oświatowy*, 1948, n° 1. Voir aussi son article sur la Fédération de l'Enseignement polonais, *ibid.*, n° 2.

des Territoires de l'Ouest (1). Les recherches sur la diffusion de cet enseignement dans la population, effectuées principalement par la Fédération de l'Enseignement polonais, ne cessent de se poursuivre. Leur progression varie suivant différentes régions (2).

L'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences élabore actuellement un tableau des organisations polonaises de résistance, un répertoire de pseudonymes et de cryptonymes ainsi qu'un catalogue général des journaux clandestins, comportant plus de mille titres, établi par L. Dobroszycki. W. Chojnacki et A. Ryszkiewicz viennent de terminer les travaux préparatoires à une bibliographie des publications clandestines brochées, au nombre de neuf cents titres environ.

C'est le mouvement militaire de résistance qui a attiré la plus grande attention. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, il est principalement étudié par l'*Institut militaire d'Histoire* et par la *Section d'Histoire du Parti* auprès du Comité central du Parti. L'Académie polonaise des Sciences a organisé, du 4 au 10 octobre 1958, une semaine d'études consacrée à la guerre de libération du peuple polonais. Des travaux suivis ont été effectués dans deux sections, qui ont examiné, l'une les opérations des troupes régulières et l'autre la lutte armée pendant l'occupation. Au sein de cette dernière, J. Garas fit un exposé sur les résonances des luttes des partisans, retrouvées dans le *Journal* de Frank. W. Tuszynski, B. Kobuszewski, R. Nazarewicz et S. Korman évoquèrent la Garde et l'Armée populaires, tandis que M. Juchniewicz parla des recherches effectuées sur l'activité de l'*Armée de l'Intérieur* (A.K.) et T. Tarnogrodzki de celles sur les *Bataillons paysans*. Les travaux de cette session furent publiés en 1959 (3). La même année, la Section d'Histoire du Parti fit paraître un recueil de documents intitulé : *Communiqués du commandement en chef de la garde et de l'armée populaires* (4).

Différents problèmes du mouvement militaire de la résistance ont donné matière à plusieurs articles publiés de 1956 à 1960 dans la *Revue militaire d'Histoire*. Il convient de remarquer celui de J. Gerard sur la participation des Polonais aux mouvements français de résistance et celui de T. Szumowski sur les *Forces militaires polonaises* (Polska organizacja wojskowa), déployant son activité en France (5). Le premier, ancien commandant d'une unité des partisans polonais en France, décrit l'activité de ces derniers au sein de l'organisation F.T.P.F. (Franc-Tireurs et Partisans français) ; le second évoque l'action du général Antoine Zdrojewski (appelé Daniel dans la clandestinité), polémiquant à la fois

(1) *Studia i Materiały do dziejów Wielkopolski i Pomorza*, t. IV, 1958.

(2) L'enseignement clandestin universitaire fait l'objet, dans le même numéro, d'un article de J.-B. Neveu.

(3) *Polska Akademia Nauk, Sesja naukowa poświęcona wojnie wyzwoleńczej, 1939-1945, materiały*, Warszawa, 1959.

(4) E. Markova, H. Bortnowska, G. Hildebrandt, R. Nazarewicz, *Komunikaty Dowództwa Głównego GL i AL*, Warszawa, 1959.

(5) In *Wojskowy Przegląd Historyczny*, 1957, n° 4 ; 1959, n° 3.

avec J. Gerard et avec les milieux de l'émigration polonaise de Londres.

Dans l'*Histoire contemporaine de la Pologne* on a publié plusieurs articles consacrés au mouvement militaire de résistance. Dans l'un d'eux, Alexandre Skarzynski explique les objectifs politiques de l'action dite *Burza (Orage)*, les unités de l'Armée de l'Intérieur devaient aider les troupes soviétiques ayant dépassé, dans leur avance, la frontière orientale de la Pologne de 1939 dans le but de rétablir sur ces territoires une administration acquise au gouvernement de Londres. Ces objectifs n'y ayant pas été réalisés, on voulut les atteindre plus tard par l'insurrection de Varsovie. On trouve également dans cette revue deux comptes rendus. L'un concerne l'action *N*, dite *Drapacz (Gratte-ciel)* consistant dans une propagande de diversion déployée par l'Armée de l'Intérieur de la région varsovienne parmi les soldats et les civils allemands, à l'aide de publications imprimées à Varsovie, telles que *Der Soldat*, *Der Frontkämpfer*, *Der Durchbruch*, etc. Le second, émanant d'Édouard Serwanski, a trait aux organisations politiques et militaires de la région de Poznan. L'auteur consacre une place importante au rôle des représentants du Gouvernement de Londres pour les territoires de l'Ouest ainsi qu'à l'organisation militaire de l'Armée de l'Intérieur et au mouvement d'éclaireurs. Cet article comble partiellement — il n'est que l'introduction à une série d'études — la lacune dans les écrits relatifs aux activités clandestines dans les provinces « incorporées » au Reich (1).

Le même thème, mais intéressant la Haute-Silésie, est traité dans deux documents consacrés à l'activité clandestine de l'Armée de l'Intérieur (A.K.), de la Garde et de l'Armée populaires (2). En ce qui concerne la première, il s'agit d'un rapport établi le 18 décembre 1944 par un commandant de la police de sécurité de Katowice. Un rapport analogue, daté du 28 avril 1944, concerne le Parti polonais ouvrier et l'Armée populaire. Les deux documents témoignent de la vive activité que ces organisations déployaient dans une région dont presque tous les habitants furent forcés de s'inscrire sur la *Volksliste* allemande.

L'insurrection de Varsovie, la plus puissante manifestation armée du mouvement polonais de résistance, fait l'objet de deux monographies. L'une d'elles, comptant plus de 700 pages, est l'œuvre du colonel Adam Borkiewicz qui l'écrivit de 1948 à 1950 en s'étayant sur les documents de l'*Institut du Souvenir national* dont il était collaborateur. C'est en fait un précis des opérations militaires. Le général Georges Kirchmayer, auteur de l'autre monographie, examine sur près de 500 pages les origines de l'*Armée de l'Intérieur*, la situation à Varsovie à la veille de l'insurrection et en particulier la décision prise par le commandement en chef de l'A.K. d'engager le combat ; puis, il retrace le déroulement des opérations dans les différents secteurs, durant les 63 journées de lutte, et tend à

(1) *Najnowsze Dzieje Polski*, vol. II et III.
(2) *Najnowsze Polski Dzieje*, vol. III.

démontrer que le déclenchement de l'insurrection fut une énorme faute du point de vue politique et militaire (1).

Quant aux documents relatifs à l'insurrection, rappelons ceux dont Kirchmayer a accompagné son ouvrage sous la forme d'un important appendice ainsi que nombre d'autres, polonais et allemands, publiés après la guerre dans la revue de l'*Institut du Souvenir national* et, récemment, dans l'*Histoire contemporaine de la Pologne* (2). Les plus importants en sont : le témoignage du commandant de la police, le général von dem Bach, l'état des forces armées des Allemands à Varsovie, établi par eux-mêmes, ainsi que des rapports quotidiens du général Chrosciel, commandant en chef de l'insurrection.

Parmi les ouvrages consacrés au mouvement juif de résistance, *La lutte et la destruction du ghetto de Varsovie* occupe la première place (3). L'auteur, Bernard Mark, directeur de l'*Institut juif d'Histoire*, mit à profit les résultats des recherches poursuivies pendant plusieurs années, qu'il avait d'ailleurs en partie utilisées antérieurement pour son ouvrage sur la résistance au ghetto de Białystok, publié en 1952 (4) et pour celui sur le soulèvement du ghetto de Varsovie, paru en 1954. Dans ce dernier, B. Mark a non seulement décrit les combats livrés pendant plus d'un mois pour défendre cette enclave d'un anéantissement total, mais il a également esquissé le mouvement juif de résistance dans les autres régions de la Pologne.

Au terme de cet examen sommaire, force nous est de constater qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine, bien que des résultats appréciables aient été obtenus. Plus d'une question reste à décrire, telles que *Intelligenzaktion* en Poméranie de Gdansk, l'action analogue, dite *A B*, entreprise par le gouverneur général Frank, et quelques autres.

Karol Marian Pospieszalski,
Instytut Zachodni, Poznan.

Traduction de Lucienne Rey.

(1) Adam Borkiewicz, *Powstanie warszawskie 1944, Zarys działań natury wojskowej*, Warszawa, 1957 ; J. Kirchmayer, *Powstanie warszawskie*, Warszawa, 1959.

(2) *Dzieje Najnowsze*, 1946, 1947 et *Najnowsze Dzieje Polski*, 1957, vol. I ; 1959, vol. III.

(3) B. Mark, *Walka i zagłada warszawskiego getta*, Warszawa, 1959.

(4) Sujet traité également, en 1946, par Simon Datner.

ORGANISMES D'ÉTUDES ET PUBLICATIONS D'ÉMIGRÉS POLONAIS

L'émigration polonaise issue de la guerre comprend un grand nombre de militaires qui combattirent sur les fronts d'Europe et d'Afrique. Ce fait a d'emblée orienté les préoccupations historiques : qu'une revue, comme *Bellona*, consacrée à la science et à l'histoire militaires, paraisse d'une manière continue depuis vingt ans à Londres est fort significatif (1).

Une brève période, mais particulièrement impressionnante, la campagne de septembre 1939, ainsi que les brillants exploits des forces armées polonaises qui avaient, de 1940 à 1945, participé aux combats hors des frontières de leur pays, ont fourni en premier lieu matière aux écrits historiques d'émigrés et les multiples péripéties des unités combattantes ont fait la trame de nombreux récits et souvenirs. Comme, à un certain moment, l'armée formée hors de Pologne se composait en majeure partie d'anciens prisonniers en U.R.S.S., les souvenirs emportés de ce pays ont pris une place importante dans la production historique relative à cette période.

Le sort de l'Armée de l'Intérieur (A.K.) et de « l'État clandestin », ainsi que celui des différentes formations politiques, ont été relégués au second plan. Par contre, les relations polono-allemandes d'avant la guerre et polono-soviétiques, à partir de l'été 1941, ne cessent d'alimenter de nombreuses publications.

C'est en corrélation avec les études historiques que se sont constituées les collections d'archives, qu'il convient de passer en revue en premier lieu.

ARCHIVES. DOCUMENTS IMPRIMÉS

L'*Institut d'Histoire Général-Sikorski* a rassemblé, depuis sa création en 1945, une grande partie d'archives, dont celles évacuées de Pologne en septembre 1939 et celles qu'il a recueillies ultérieurement en émigration, à la suite des activités polonaises, politiques, militaires et autres, déployées au cours de la deuxième guerre mondiale. Au 1er avril 1959, il avait en sa possession 1 356 dossiers de documents inventoriés relatifs à l'activité des autorités de la République polonaise pendant la guerre

(1) *Bellona*, revue militaire mensuelle, publiée à partir de décembre 1940, par l'état-major général et, à partir de 1947, par l'*Institut d'Histoire Général-Sikorski*, d'abord tous les deux mois et, depuis 1948, tous les trimestres.

et 8 306 autres concernant l'armée, ainsi que les opérations militaires engagées en Pologne, en France, en Norvège, en Grande-Bretagne, au Proche-Orient, en Afrique, en Italie, en Hollande et en Allemagne.

Ces archives ne cessent de s'accroître, recueillant des documents des différents ministères et offices, et ceux offerts par des personnalités ayant joué un rôle plus ou moins important pendant la guerre. Signalons que la bibliothèque de l'Institut possède, entre autres collections, celle des journaux et périodiques polonais publiés hors de Pologne, ainsi qu'un ensemble des écrits clandestins imprimés dans ce pays et comprenant 172 titres (1). Certes, ces derniers ne constituent qu'une partie des multiples publications éditées dans la Résistance.

De nombreux documents ayant appartenu à des institutions ou à des organismes officiels, ou à des personnes qui avaient occupé des postes de responsabilité ont échu à d'autres centres d'archives, tant polonais qu'étrangers. Certains documents, ceux en particulier qui concernaient la politique extérieure de la Pologne d'avant 1939 et pendant la guerre, se trouvent parmi les collections de l'*Institut Joseph-Pilsudski* aux États-Unis, de l'*Institut* du même nom à Londres ainsi qu'à la *Hoover War Library* à Stanford (États-Unis), qui reçut une partie des archives de l'ambassade de Pologne à Kouïbichev.

Il est certain que les archives des différentes organisations politiques d'émigration — Parti socialiste polonais, Parti paysan, Groupement chrétien du Travail, Groupement national — possèdent d'intéressants documents, mais il est difficile d'évaluer leur nombre ou de déterminer les possibilités de leur utilisation. En outre, le *Centre d'Études pour l'Histoire des Juifs polonais* à Paris détient de nombreux documents originaux, des photocopies ainsi que des milliers de témoignages.

Au *Polish Research Centre* à Londres, on trouve, entre autres documents, un recueil fort intéressant et dont les historiens pourront se servir longtemps encore avec profit : l'édition polycopiée des textes émanant des différents ministères et notamment du ministère de l'Intérieur, qui était en rapports suivis avec le mouvement de résistance en Pologne, ainsi que du ministère des Affaires étrangères. Les comptes rendus du premier, établis à partir des rapports des organismes politiques et militaires de la Résistance, décrivaient la situation dans l'ensemble du pays occupé ou dans ses différentes régions, mettant en relief les réalisations qu'il était possible de rendre publiques (2).

(1) Voir les informations détaillées sur l'Institut, ses archives, son musée et sa bibliothèque dans *General Sikorski Historical Institute 1945-1957*, London, 1957, 46 p. ; le guide de l'Exposition de la Presse polonaise, 1939-1949 : *Guide of the Polish press exhibition, 1939-1949*, London, 1950, 56 p. ronéotypées.

(2) Les rapports des autorités clandestines de la Pologne sur l'activité de l'occupant du 1er septembre 1939 au 1er octobre 1940, résumés pour la première fois dans un mémoire du Bureau d'Études auprès du gouvernement de la République polonaise, furent reproduits par le ministère de l'Intérieur, le 4 février 1941, dans une publication polycopiée intitulée : *Działalność władz okupacyjnych na terytorium Rzplitej Polskiej (Activité des autorités d'occupation dans le territoire de la République polonaise).*

Cette collection constitue, pour ainsi dire, une transition entre les sources manuscrites et les documents imprimés. Le premier en est le journal officiel polonais, *Monitor Polski*, dont la publication fut reprise à Paris, dès la 3e décade de septembre 1939. Le nº 2 de *Monitor* contenait des actes politiques et juridiques, liés à la passation du pouvoir exécutif de l'ancienne équipe, immobilisée en Roumanie, à la nouvelle, composée en grande partie des personnes qui avaient appartenu à l'opposition (1).

Au début de 1940, le nouveau gouvernement publia en français et en anglais un *Livre blanc* et un *Livre noir*. Le premier comportait plus de cent quatre-vingts documents relatifs aux *Relations polono-allemandes et polono-soviétiques au cours de la période 1933-1939* (2). Le deuxième, illustré de nombreuses photographies, relatait les cruautés commises par les hitlériens en Pologne, en septembre 1939 (3). Plusieurs années après la guerre, l'*Institut d'Histoire Général-Sikorski* a publié deux recueils de documents, qui permettent de connaître de plus près et d'apprécier la nature du rapprochement militaire entre les trois premiers alliés. Ce sont les procès-verbaux des entretiens poursuivis en mai 1939, entre les représentants des états-majors, d'une part polonais et britannique, à Varsovie et, d'autre part, polonais et français, à Paris. Il a également fait paraître les actes diplomatiques consécutifs aux négociations anglo-franco-soviétiques engagées au cours de l'été 1939 (4).

Les relations politiques anglo-polonaises pendant la guerre, telles qu'elles ont apparu à la lumière des discours, des déclarations et des débats au Parlement britannique, ont fait l'objet d'un ouvrage de W. Jedrzejewicz, de l'*Institut Joseph-Pilsudski* aux États-Unis, ancien ministre. Il doit comporter trois volumes, dont deux ont déjà paru (5). A propos de ces relations, signalons également une sorte de *Livre blanc* de l'armée polonaise, dans lequel son service de presse a recueilli les textes des déclarations officielles britanniques concernant les forces polonaises pendant la guerre (6).

(1) Le tirage du premier numéro de *Monitor Polski...*, publié à Paris, fut détruit, après avoir été annulé. L'acte de désignation à la fonction de président de la République de B. Wieniawa-Dlugoszowski, ambassadeur de Pologne en Italie, signé par le président Ignace Mościcki et publié dans ce numéro, rencontra une vive résistance de la part des chefs de l'opposition polonaise, ainsi que du président du Conseil français, E. Daladier.

(2) *Recueil de documents officiels*, Paris, Flammarion, 1940. Édité en anglais, simultanément à Londres et à New York.

(3) *L'invasion allemande en Pologne. Documents, témoignages authentifiés et photographiés*, recueillis par le Centre d'Information et de Documentation du gouvernement polonais. Avant-propos par Édouard Herriot, président de la Chambre des Députés, Paris, Flammarion (1940), 127 p.

(4) *Protokoły polsko-brytyjskich rozmów szlabowych w Warszawie w maju 1939; Protokoły polsko-francuskich rozmów szlabowych w Paryżu w maju 1939*, London, Institut d'Histoire, 1958 ; *Polskie akty dyplomatyczne odnoszace sie do rokowań brytyjsko-francusko-sowieckich w okresie przed wybuchem drugiej wojny światowej*, London, 1955.

(5) *Poland in the British Parliament 1939-1945...*, vol. I : *British Garantee to Poland to the Atlantic Charter*, March 1939, August 1941, New York, 1946, 495 p. ; vol. II : *1941-1944*, New York, 1959, 607 p.

(6) *It speaks for Itself*, London, 1947, 163 p.

A l'heure actuelle, seul l'*Institut d'Histoire Général-Sikorski* peut se permettre de déployer en émigration une activité d'édition suivie, si limitée qu'elle soit, ne serait-ce qu'en raison des riches archives dont il dispose. Il y a quelques années, sous le titre général : *Actes et matériaux pour l'histoire de la Pologne pendant la deuxième guerre mondiale*, il a entrepris la préparation d'une série de documents comportant : 1° la correspondance politique et militaire du général Sikorski ; 2° des documents relatifs à l'Armée de l'Intérieur ; 3° des documents concernant les relations polono-soviétiques (1).

Il semble que ce projet ait été directement ou indirectement inspiré par l'ouvrage de Stanislas Kot, *Lettres de Russie au général Sikorski* (2). L'auteur, ancien professeur d'histoire de la civilisation à l'Université de Cracovie, ami de Ladislas Sikorski, avait, pendant la guerre, rempli successivement les fonctions de ministre de l'Intérieur, d'ambassadeur de Pologne à Moscou et à Kouïbichev, puis de ministre de l'Information et de la Documentation. Ensuite, dans ses *Entretiens du Kremlin*, qui complètent dans une certaine mesure les *Lettres*, S. Kot a recueilli les textes des entretiens officiels qu'il avait eus lors de son ambassade en U.R.S.S., de septembre 1941 à juillet 1942, avec les principaux dirigeants soviétiques (3). Les deux volumes, accompagnés de nombreux commentaires et notes, ne se rapportent pas uniquement aux questions qui préoccupaient principalement l'ambassadeur de Pologne en U.R.S.S. — l'aide à apporter aux centaines de milliers de citoyens polonais libérés des prisons et des camps de concentration soviétiques, la recherche de plus de quatorze mille officiers, sous-officiers et soldats, qui auraient dû se trouver sur le territoire russe, des interventions en faveur des personnes arrêtées, après avoir été libérées, comme V. Alter et H. Erlich. Ils apportent également des précisions sur les efforts tentés par le général Sikorski en vue d'étayer le rapprochement polono-soviétique sur des accords politique et militaire. Ces tentatives échouèrent, autant à cause de la politique du Kremlin, qu'en raison de l'hostilité que leur témoignèrent certains milieux polonais de Londres, puis certains officiers supérieurs de l'armée formée en U.R.S.S., ce que l'auteur examine en détail dans son ouvrage. Œuvre à la fois d'un témoin oculaire et d'un historien acquis à une rigoureuse méthode de travail scientifique, les *Entretiens du Kremlin*, de même que les *Lettres de Russie*, constituent une importante contribution à l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

D'autres documents, intéressant les relations polono-soviétiques des années 1941-1943, ont paru au cours des périodes chronologiquement

(1) Voir *Teki historyczne (Cahiers d'Histoire)*, publication de la Société polonaise d'Histoire en Grande-Bretagne, Londres, 1958, vol. IX, 130 p.

(2) Stanislas Kot, *Listy z Rosji do Generała Sikorskiego*. Voir compte rendu de Michel Borwicz, dans le n° 37 de cette *Revue...*

(3) Stanislas Kot, *Rozmowy z Kremlem*, Londres, 1959, 316 p. L'édition en langue anglaise est en préparation.

rapprochées de ces faits (1). D'autres encore, relatifs à l'ampleur de l'aide apportée par le gouvernement polonais à ses ressortissants en U.R.S.S. (2), ou bien à l'arrestation et à l'exécution des deux dirigeants du BUND (3), ont été recueillis et publiés en même temps. Enfin, l'affaire de quatorze mille militaires polonais, assassinés dans la forêt de Katyn et dans d'autres localités, a été l'objet de nombreuses recherches des documents et des témoignages qui s'y rapportaient (4).

Viennent ensuite les documents comportant les listes des personnes tuées et disparues au cours des hostilités, ou mortes du fait de la guerre. Parmi celles qui ont été jusqu'ici publiées, signalons en premier lieu les deux volumes de la publication *Les pertes de la civilisation polonaise*, comprenant plusieurs centaines de noms de savants, d'artistes, d'écrivains polonais (5). Une autre publication comporte seize mille noms de militaires, morts de 1939 à 1946, hors de Pologne (6). C'est à l'abbé Edmond Chart, ancien déporté à Dachau, que l'on doit une liste des Polonais assassinés dans ce camp, de 1939 à 1945 (7). A. Moszynski a établi un état détaillé des victimes de Katyn, dans lequel il a relevé 9 615 noms, soit environ 63 % de l'ensemble des prisonniers disparus sans trace des camps soviétiques de Kozielsk, d'Ostaszkow et de Starobielsk (8). Il existe également une liste des personnes tuées ou mortes en Autriche (9). En outre, un périodique socialiste paraissant à Paris a publié les *Matériaux pour la liste des victimes de guerre*, comprenant plusieurs centaines de noms des militants du Parti socialiste polonais (P.P.S.), membres des différents organismes de direction à l'échelon national et fédéral (10).

(1) *Polish-Soviet Relations, 1918-1943*, Documents Polish Information Centre, New York, 1943, 62 p. En 1943 également, par les soins de l'ambassade de Pologne à Washington, une publication se rapportant à cette période parut sous le même titre, accompagné de sous-titre : *Official Documents*.

(2) *Report of the Relief accorded to Polish citizens by the Embassy in the U.S.S.R.*, publié à Téhéran à deux reprises en 1943 : en avril et en août.

(3) *The case of Henry Erlich and Victor Alter*, Forveword by Camille Huysmans, published by Liberty Publications, London (1943), 31 p. D'autres documents, à ce sujet, se trouvent dans les deux ouvrages de Stanislas Kot.

(4) En décembre 1944, le Conseil polonais des Ministres à Londres désigna une Commission spéciale, chargée de recueillir des matériaux concernant la disparition en U.R.S.S. de quatorze mille prisonniers de guerre. A la suite de ces travaux, fut publié, en février 1946, un relevé polycopié, avec mention *For private circulation only*, relatant sur 454 pages, *Facts and documents concerning Polish prisoners of War captured by the U.S.S.R. during the 1939 campaign*. Ce relevé fut à l'origine de l'ouvrage paru à Londres, en 1948, sous le titre : *Zbrodnia katyńska w świetle dokumentów (Le crime de Katyn à la lumière des documents)*, préfacé par le général W. Anders, 384 p., et sa 2e éd., Londres, 1950, 455 p.

(5) *Straty kultury polskiej*, t. I-II, Glasgow, 1945, 570 et 560 p.

(6) *Wykaz poległych i zmarłych żołnierzy Polskich Sił Zbrojnych na obczyźnie w latach 1939-1946*, préface par le général W. Anders, éd. Institut d'Histoire Général-Sikorski, Londres, 1952, 370 p.

(7) Liste publiée à Dachau, éd. Słowo Polskie (1946), 288 p.

(8) *Lista katyńska*, Londres, 1948, 317 p.

(9) Z. Waryszynski, *Polskie straty w Austrii...*, Gmunden (Autriche), 1947, 160 p.

(10) *Swiatło (La Lumière)*, 1947, fasc. 2, 3 et 5.

MÉMOIRES, SOUVENIRS, TÉMOIGNAGES

Les très nombreux témoignages ayant trait à la politique étrangère de la Pologne d'avant guerre, aux opérations militaires de 1939 et à celles qui ont eu lieu ultérieurement sur tous les fronts, ou à la politique du gouvernement polonais en exil, sont disséminés dans différents périodiques d'émigration, y compris des journaux quotidiens. La seule revue *Bellona* a publié des dizaines de témoignages et mémoires, dont certains sont étayés sur les documents officiels. *Kultura*, revue mensuelle éditée par l'Institut littéraire à Paris, a réservé une rubrique spéciale à l'*Histoire contemporaine de la Pologne* pour y publier documents, souvenirs, mémoires et notes. Parfois des lettres adressées à la rédaction apportent d'intéressantes précisions se rapportant à la dernière guerre (1). La revue *Niepodległość (Indépendance)*, éditée annuellement à Londres par l'*Institut Joseph-Pilsudski*, publie de temps en temps des articles relatifs aux années 1939-1945, bien qu'elle se consacre principalement aux recherches sur la première guerre mondiale. La revue trimestrielle, *Sprawy Międzynarodowe (Affaires internationales)*, fit paraître de 1947 à 1948, quelques études et souvenirs sur les relations polono-allemandes, l'alliance polono-anglaise ainsi que sur l'affaire tchécoslovaque de 1938, dont les rapports polono-français constituent la toile de fond. On trouve également des matériaux historiques fort intéressants — esquisses, récits, etc. — dans le périodique *Wiadomości (Les nouvelles)* de Londres. Nous ne signalons que des publications les plus importantes.

Des témoignages plus approfondis, parfois plus étoffés, relatifs à la politique extérieure de la Pologne, émanent des principaux artisans de celle-ci, depuis disparus. C'est ainsi que l'ancien ministre Joseph Beck a rédigé en Roumanie, où il fut interné, son *Dernier rapport. Politique polonaise, 1926-1939*, publié en français à Neuchâtel, en 1951 et que le *Journal 1933-1934* de son proche collaborateur, le vice-ministre Jean Szembek, a été édité — avec quelques raccourcis — également en français, en 1952 (2).

Tout récemment, le colonel A. Szymanski a présenté sous une nouvelle lumière certains problèmes, ainsi que des personnalités, polonaises et allemandes, qui avaient joué le rôle de premier plan au moment où il occupait le poste d'attaché militaire à l'ambassade de Pologne à Berlin (3). En outre, de nombreux souvenirs et notes se rapportant à la politique étrangère de la Pologne d'avant guerre se trouvent dans les périodiques polonais déjà mentionnés (4).

(1) Voir J. Kowalik, *Kultura*, 1947-1957. *Bibliographie des articles publiés*, Paris, Institut littéraire, 1959.

(2) Voir les comptes rendus des deux ouvrages dans la *Revue...*, 1952, n° 8, par H. Michel.

(3) *Zły sasiad. Niemcy 1932-1939 (Le mauvais voisin. L'Allemagne, 1932-1939)*, Londres, 1959, 190 p.

(4) Ainsi dans *Kultura*, 1953, n° 1 ; 1956, n° 4 ; 1957, n° 1 ; 1959, n° 12.

Plusieurs articles, publiés par *Bellona* et par d'autres revues, se sont attachés à élucider la question : dans quelle mesure la Pologne était — ou n'était pas — préparée à la guerre de 1939, sujet traité également dans quelques brochures, dont celle du général L. Rayski, *La vérité sur l'aviation polonaise* (1). En même temps, nombre de critiques se firent jour à l'encontre de différents officiers supérieurs qui avaient joué un rôle important lors de la campagne de Pologne (2). Il y a des détails très intéressants dans les notes, souvenirs et remarques concernant les hommes qui, après avoir dirigé pendant treize ans la destinée de la République et qui, malgré le déclin de leur pouvoir, n'ont cessé de s'y accrocher pour le prolonger par une voie légale ou au moyen de conspiration (3).

Certains souvenirs et témoignages nous renseignent sur les premiers émigrés qui échouèrent en Roumanie et en Hongrie, ainsi que sur l'attitude prise à leur égard par les gouvernements de ces pays (4).

Le milieu polonais de Londres, ou plutôt le groupe attaché à l'Ancien Régime, est parfaitement dépeint par l'un de ses représentants, T. Katelbach, sénateur d'avant 1939, dans son *Année de mauvais augures* (1943) (5). Les attaques dirigées contre Sikorski et son entourage par des « pilsudskistes » et des hommes de droite ont été mises en lumière par A. Romer, directeur de Cabinet du premier ministre pendant la guerre (6).

En ce qui concerne les mémoires dus à des officiers supérieurs, il convient de commencer par ceux du général Ladislas Anders, qui englobent la période 1939-1946 (7). L'auteur raconte les expériences vécues pendant et après la campagne de Pologne, puis ses détentions dans les prisons soviétiques et, enfin, la formation en U.R.S.S. de l'armée polonaise qu'il amena au Moyen et au Proche-Orient. De là, en tant que 2e corps de l'armée, elle partit en Italie pour participer aux combats de mont Cassin, de Rome, etc. Les *Mémoires*, et plus particulièrement

(1) *Słowo prawdy o lotnictwie polskim*, Londres, 1948. Comp. la réponse du général W. Stachiewicz, chef de l'état-major général d'avant la guerre, intitulés : Quelques remarques au sujet du livre du général Rayski, in *Orzeł biały (L'Aigle blanc)*, 1949.

(2) Voir S. Dom, *Uwagi o kampanii wrześniowej (Remarques sur la campagne de Pologne de septembre)*, Edinburgh, 1941 ; colonel L. Schweitzez, *Wojna bez legendy (Une guerre sans mythe)*, Kirkcaldy, 1943 ; *Fakty i dokumenty o roli gen. Sosnkowskiego (Faits et documents relatifs au rôle du général Sosnkowski)*, Lens, 1953. Voir aussi les remarques de W. Stachiewicz à propos d'un ouvrage de Römmel, anc. commandant des armées « Lodz » et « Varsovie », publié à Varsovie en 1958, in *Kultura*, 1959, n° 10.

(3) Voir souvenirs et notes de l'anc. premier ministre Sławoj-Składkowski, de l'anc. ambassadeur à Bucarest R. Raczynski, de W. Pobóg-Malinowski, dans *Kultura*, 1948, nos 5 et 6 ; 1948, nos 9-10 ; 1948, nos 7, 8 et 9 ; 1951, n° 12.

(4) Outre les souvenirs de Pobóg-Malinowski ci-dessus cités, voir : *Uchodźcy polscy na Węgrzech w czasie wojny (Les réfugiés polonais en Hongrie pendant la guerre)*, Budapest, 1946, 100 p., ainsi que les Souvenirs de Budapest, de L. Orlowski, ancien ambassadeur, in *Kultura*, 1952, n° 10.

(5) *Rok złych wróżb*, Paris, Institut littéraire, 1959, 223 p.

(6) *Z Sikorskim i Mikołajczykiem (Avec Sikorski et Mikolajczyk)*, Lens, 1949.

(7) Troisième édition « revue et corrigée », parut à Londres en 1959, 408 p. En français, sous le titre *Mémoires, 1939-1946*, Paris, La Jeune Parque (1948).

la partie consacrée à la formation de l'armée et à l'évacuation de celle-ci au Moyen-Orient, ont valu à leur auteur des reproches, selon lesquels il avait relaté les faits d'une manière inexacte et témoigné de déloyauté à l'égard du chef du gouvernement.

Le général K. Rudnicki a enfermé ses souvenirs dans les limites de septembre 1939 à l'été 1942 (1), cette dernière date étant celle de l'évacuation de l'armée polonaise de l'U.R.S.S. Les réflexions et les observations, nées au cours de cette période et dans le même pays, font l'objet d'un volume de souvenirs du général Z. Szyszko-Bohusz (2).

La formation de la brigade polonaise de parachutistes et ses combats à Arnhem, en Hollande sont évoqués d'une manière saisissante par le général S. Sosabowski, dans son ouvrage *Par la voie la plus courte* (3).

Un grand nombre de souvenirs émanent des Polonais qui ont séjourné peu ou prou en U.R.S.S. Il n'est possible d'en signaler que les plus importants (4). Le reporter connu Xavier Pruszynski, attaché à l'ambassade de Pologne à Kouïbichev, y a vécu son *Russian year*. Joseph Czapski, peintre et homme de lettres, a écrit les *Souvenirs de Starobielsk* et *Terre inhumaine*. L'auteur dramatique W. Grubinski, condamné à mort en U.R.S.S. pour avoir écrit dans son pays, bien avant la guerre, une pièce de théâtre, *Lénine*, puis libéré à la suite de l'accord Sikorski-Maïsky du 30 juillet 1941, a fait part de ses épreuves et de ses réflexions dans le recueil *Entre la faucille et le marteau*. Un journaliste, Anatole Krakowiecki, a décrit sa vie à Kolyma, un autre, R. Fajans, a consacré une partie de son livre aux impressions remportées de l'U.R.S.S. Le poète M. Czuchnowski a raconté la naissance de l'Association des Patriotes polonais en U.R.S.S. Indiquons enfin *Le Paradis prolétarien*, de F. Gonczynski ; *La Russie telle que je l'ai vue*, de S. Skrzypek et *La prison soviétique*, de L. Kozłowski, ancien président du Conseil.

Après ce rapide examen, passons en revue les principaux écrits qui ont pour trame la vie de la population polonaise et l'activité du mouvement de résistance sous l'occupation allemande.

La première tentative — fort réussie pour l'époque — de présenter un tableau d'ensemble de la vie et de l'activité des Polonais sous l'occupa-

(1) *Na polskim szlaku (Sur la voie polonaise)*, Londres, 1952.

(2) *Czerwony sfinks (Le sphinx rouge)*, Rome, 1946.

(3) *Najkrótsza droga*, Londres, Comité d'Édition des Parachutistes polonais, 1957, 286 p.

(4) X. Pruszynski, *Russian year. The notebook of amateur diplomat*, New York, 1944 ; J. Czapski, *Souvenirs de Starobielsk*, collection « Témoignages », Paris, 1945 ; *Terre inhumaine*, Paris, Les îles d'Or, 1951 ; W. Grubinski, *Miedzy sierpem i młotem*, Londres, 1948 ; A. Krakowiecki, *Kolyma. Le bagne de l'or...*, Paris, Les îles d'Or, 1952 ; R. Fajans, *Douze ans dans la tourmente*, préface de Léon Noël..., Paris, La Jeune Parque (1947) ; M. Czuchnowski, *Z Moskwy do... Moskwy (De Moscou... à Moscou)*, Londres, 1945 ; F. Gonczynski, *Raj proletariacki*, Londres, 1950 ; S. Skrzypek, *Rosja jaka widziałem*, Londres, 1949 ; L. Kozlowski, Wiezienie sowieckie, in *Kultura*, 1957, nos 10, 11, 12 ; 1958, nos 1-2, 3.

tion allemande, fut l'œuvre de Jean Karski. Sous une forme directe et vivante, l'auteur a dépeint l'existence quotidienne, décrit l'activité clandestine et la naissance de « l'État secret », relaté son voyage d'agent de liaison de Varsovie à Paris, en 1940 (1).

Dans *La croix gammée au-dessus de Varsovie*, W. Sledzinski a publié les souvenirs recueillis pendant les deux années et demie vécues sous l'occupation, dont il a ressuscité l'atmosphère générale, particulièrement à Varsovie, en évoquant le début de l'activité résistante (2).

Viennent ensuite les mémoires des hommes qui ont occupé des postes importants au sein du mouvement polonais de résistance. Il convient de mentionner en premier lieu l'*Histoire d'une armée secrète*, du général T. Bor-Komorowski (3). Commandant en chef de cette armée à partir de 1943, l'auteur a voulu apporter ses « souvenirs personnels, complétés par les documents conservés dans nos archives à l'étranger ». Souvenirs qui, sans nul doute, sont parmi les plus objectifs que l'on ait publiés sur l'activité résistante en Pologne et qui, de surcroît, se distinguent par leur écriture simple, concise et claire. Le récit commence en automne 1939, au moment de la création à Cracovie de la première organisation militaire clandestine. Il se poursuit à travers l'opération *Burza (Orage)*, dont l'ordre fut lancé en 1944 dans les régions de l'Est, jusqu'à l'insurrection de Varsovie. L'auteur décrit celle-ci assez minutieusement, en lui consacrant presque la moitié du livre. Il y réserve également une place importante aux problèmes d'organisation de l'Armée de l'Intérieur (4). Il n'existe pas encore de témoignages plus complets sur

(1) Paru en anglais, en 1944, à Boston, en 1945, à Londres et en français : *Mon témoignage devant le monde (Histoire d'un État secret)*, Paris, éd. S.E.L.F., 1948, 355 p.

(2) *Swastyka nad Warszawa*, traduction anglaise sous le titre : *Governor Frank's Dark* Harvest, London, Montgomery's, 1946, 250 p. Signalons aussi un ouvrage antérieur, publié en 1942 : *Lt starded in Poland*, de U. Dragomir, London, 247 p., qui relate l'invasion allemande, l'occupation russe et la résistance de Varsovie de 1939.

Appartiennent également à la catégorie de souvenirs personnels ayant trait à l'occupation, trois ouvrages dus aux Français qui ont passé la guerre en Pologne. Le duc de Percent raconte les choses vues et vécues à Varsovie, de 1939 à 1945 : *Le drame de Varsovie*, Paris, La Jeune Parque (1946), 272 p. Étienne Combe, arrêté par les Allemands à Toulouse et déporté dans la région de Cracovie, d'où il a réussi à s'évader, s'est joint aux résistants polonais : *Rescapé*. Récit recueilli par Max Roth, Paris, Del Duca (1958), 260 p. Le troisième Français E. Légé, qui avait combattu avec les maquisards polonais de l'A.K., a publié ses souvenirs sous le titre : *J'étais un partisan*, Nice, 1953. Le capitaine Draza, d'origine serbe, a évoqué le temps vécu dans les maquis de l'A.K. : *Europe aux enchères*, Éd. J. Téqui. Enfin, Luciana Frassati, d'origine italienne, femme d'un diplomate polonais, a rendu maints services à la Résistance, ce qu'elle raconte dans son livre, *Il destino passa per Varsavia*, Bologna, Capelli édit., 1949, 308 p.

(3) Parue en polonais à Londres, en 1951, et en français à Paris, éd. Les îles d'Or, 1952.

(4) Le premier témoignage consacré à l'insurrection de Varsovie est celui de Z. Zaremba, écrit sur le vif, publié clandestinement en Pologne, en 1944, réédité en Angleterre, en 1946, et en français sous le titre *La Commune de Varsovie*, aux éditions Spartacus, Paris, 1947. — W. Zagorski, dans son livre *Wicher Wolnosci (Bourrasque de la Liberté)*, Londres, 1957, retrace les luttes engagées dans certains quartiers de Varsovie pendant l'insurrection (voir le compte rendu de cet ouvrage par J.-B. Neveux, dans la *Revue...*, n° 30, avril 1958.). — Irena Orska, qui avait pris une part active à l'insurrection, relata ses expériences dans *Silent is the Vistula...*, London, 1947.

l'activité de l'Armée de l'Intérieur dans les différentes régions de la Pologne (1).

Une brochure, publiée récemment et due à l'un des organisateurs et dirigeants de l'administration clandestine, S. Dolega-Modrzewski, apporte des précisions sur l'aspect politique et civil de la Résistance (2).

L'Organisation militaire nationale (N.O.W.), créée en 1940 par le groupement de droite, dit *Parti national* et incorporée en 1942 à l'A.K., tout en gardant son autonomie, à l'instar des formations militaires des autres groupements politiques, a trouvé un chroniqueur en la personne de son commandant en chef. Celui-ci, le lieutenant-colonel J. Rokicki, dans son livre *Lumières et ombres des cinq années héroïques* (3), n'a pas ménagé ses attaques ni ses reproches à l'adresse de la direction de l'A.K. Il a fait, en outre, l'historique de son organisation. Quant aux Forces nationales armées, de tendance fasciste, la controverse engagée dans *Kultura*, a permis de recueillir quelques renseignements à leur sujet (4). Aux souvenirs des militaires s'ajoutent ceux des hommes politiques actifs dans la Résistance. Parmi les ouvrages dus aux représentants de la droite, mentionnons celui de Z. Stypulkowski, intitulé *Dans le tourment de l'histoire*. L'auteur met en lumière les conditions de vie et d'action dans la Pologne occupée, consacrant la seconde partie de son livre aux péripéties subies par des membres des organismes de direction clandestins, politiques et militaires, péripéties terminées par le procès des 16 à Moscou (5).

Membre du Parti paysan, chargé d'un poste responsable dans l'appareil administratif clandestin, Stéphane Korbonski a publié, sous le titre *Au nom de la République...*, ses souvenirs, écrits avec verve et un allant littéraire, et en principe consacrés à l'administration de la justice civile et militaire dans la Résistance (6). Un des dirigeants du Parti socialiste polonais, Z. Zaremba, apporte, dans un important ouvrage *La guerre et la clandestinité*, une vue d'ensemble sur l'activité du Parti et des formations militaires socialistes, principalement dans la région varsovienne (7). En somme, les mémorialistes qui ont, pendant la guerre, déployé une activité politique, ne sont pas nombreux. Encore ne fournissent-ils à l'historien que des renseignements assez minces.

(1) Certains en ont été publiés dans la revue *Kultura*, 1950, n° 10, ainsi que dans *Bellona*, 1949, fasc. III et 1950, fasc. I, 1955, fasc. IV et 1956, fasc. I.

(2) S. Dolega-Modrzewski, *Polskie państwo podziemne (L'État clandestin polonais)*, London, White Eagle Press Ltd, 1959, 95 p.

(3) *Blaski i cienie bohaterskiego pieciolecia*, édité en Allemagne de l'Ouest, 1949, 176 p.

(4) *Kultura*, 1950, n° 5 ; 1951, n° 6.

(5) Édition française sous le titre : *Invitation à Moscou*, Paris, Les îles d'Or, 1952, 318 p.

(6) *W imieniu Rzeczypospolitej...*, paru en anglais sous le titre : *Fighting Warsaw. The story of the Polish Underground State, 1939-1945*. Voir compte rendu de J.-B. Neveux dans la *Revue...*, n° 30, avril 1958.

(7) *Wojna i konspiracja*, Londres, 1957, 347 p. Voir compte rendu de Michel Borwicz, *Revue...*, n° 37, janvier 1960.

Les témoignages sur les camps de concentration allemands, parus en émigration — contrairement à ce qui s'est produit en Pologne — sont rares (1). Il en va de même des récits concernant la vie des prisonniers de guerre en Allemagne (2). Il existe également peu d'écrits des Polonais consacrés à la vie des Juifs ou à leur activité résistante. Par contre, ces sujets ont été traités dans de nombreuses évocations publiées en yiddish, en hébreu, en français, en anglais, en suédois et en allemand par des Juifs polonais.

L'activité et les efforts du gouvernement polonais de Londres, appuyé sur quatre principaux partis politiques et présidé successivement par Ladislas Sikorski, Stanislas Mikolajczyk et Thomas Arciszewski, ont donné matière aux ouvrages des deux hommes politiques et d'un diplomate.

Les souvenirs de S. Mikolajczyk, connus en France sous le titre *Le viol de la Pologne*, ne se limitent pas à la seule période de l'occupation allemande. L'expérience que l'auteur a acquise en Pologne, de 1945 à 1947, en tant que chef du Parti paysan et membre du gouvernement provisoire d'unité nationale, tient une place importante dans son ouvrage. Les années antérieures, au cours desquelles Mikolajczyk fut tour à tour vice-président du Conseil national à Paris, puis à Londres, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Sikorski et, après l'accident mortel de ce dernier au-dessus de Gibraltar, le 4 juillet 1943, chef du gouvernement, sont décrites beaucoup plus succinctement. Les relations avec l'U.R.S.S. et le problème de la frontière orientale de la Pologne ont particulièrement préoccupé le gouvernement polonais à Londres qu'il a présidé (3).

Les souvenirs de Jean Kwapinski vont de 1939 à 1945. Un des dirigeants socialistes et syndicalistes en vue, à partir de 1942, ministre dans les trois gouvernements polonais qui se sont succédé en exil, l'auteur raconte d'abord dans son ouvrage les péripéties vécues de 1940 à 1942 en U.R.S.S., puis il retrace l'action menée par le gouvernement polonais à Londres (4).

C'est également sous l'angle des relations polono-soviétiques que Jean Ciechanowski, ancien ambassadeur de Pologne à Washington, a examiné les événements de guerre et les interventions diplomatiques, dont il avait été chargé tant au Département d'État qu'auprès du président F. D. Roosevelt, et qu'il a décrits dans *La rançon de la victoire* (5).

(1) Parmi les premiers parus : J. Siedlecki, K. Olszewski, T. Borowski, *Byliśmy w Oświecimiu (Nous avons été à Oswiecim)*, édité à Dachau, 1946, 215 p.

(2) A. Janta-Polczynski relate la vie des prisonniers de guerre français, avec lesquels il a vécu toute sa captivité ; dans *I lied to live*, New York, 1945.

(3) Stanislas Mikolajczyk, Le viol de la Pologne. Un modèle d'agression soviétique, *Souvenirs...*, trad. de R. Jouan, Paris, Plon, 1949, 310 p., et annexes, pp. 311-367, comportant des documents politiques et diplomatiques portant sur les années 1941-1947.

(4) J. Kwapinski, *1939-1945 (Karlki z pamietnika)*, Londres, 1947.

(5) J. Ciechanowski, *La rançon de la victoire*, Paris, Plon, 1947.

ÉTUDES ET MONOGRAPHIES

C'est l'effort militaire, accompli pendant la guerre en Pologne et au dehors, qui a retenu la principale attention des historiens, professionnels ou occasionnels, en émigration. La première étude consacrée à ce sujet, due au général M. Norwid-Neugebauer, parut dès 1941 à Londres, sous le titre : *La campagne de Pologne de septembre 1939*. Rédigée en France, au lendemain de la défaite polonaise, elle avait pour but, à la fois, de faire le point sur les véritables causes de cette débâcle et de contrecarrer la propagande allemande. Il désirait que son ouvrage servît dans l'avenir à élaborer « une étude complète de cette première guerre-éclair totale en Europe » (1). Il a, en effet, exercé une certaine influence sur les premiers écrits consacrés à ce sujet en Occident.

La deuxième, beaucoup plus faible et partisane, est *La bataille de Pologne (Battle of Poland)* du colonel R. Umiastowski (2). L'auteur a utilisé, outre l'ouvrage de Norwid-Neugebauer, un certain nombre de témoignages et d'articles publiés dans la revue historico-militaire *Bellona*, ainsi que des publications allemandes. Enfin la troisième étude, technique et concise, est celle du colonel H. Piątkowski. Publiée d'abord à Jérusalem, en 1943, elle parut dans une réédition complétée, à Londres, en 1946 (3).

Après la guerre s'y ajoutèrent quelques monographies consacrées à différentes unités et aux principales armes (4).

En outre, l'état-major général décida d'entreprendre un vaste travail de recherche sur la participation de la Pologne à la deuxième guerre mondiale. A cette fin, il fit appel, à Londres, à une Commission d'Histoire comprenant une Sous-Commission de l'Armée de l'Intérieur. Dans les directives adressées à la Commission au sujet de l'historique des luttes des Polonais dans leur pays et à l'étranger, le dernier chef de l'état-major, le général Stanislas Kopański écrivait : « L'étude doit refléter fidèlement l'effort accompli par les Forces armées polonaises (...) ; elle n'invoquera que des faits prouvés d'une manière irréfutable (...) » Peu après, la Commission s'est installée à l'*Institut d'Histoire Général-Sikorski* où, en tant qu'une section autonome, elle continue ses recherches.

(1) *Kampania wrześniowa 1939 w Polsce*, parue en anglais sous le titre : *The Defense of Poland (September 1939)*, London, 1942, 228 p., trad. par Peter Jordan.

(2) Londres (1943), 456 p.

(3) *Kampania wrześniowa w Polsce 1939 (La campagne de Pologne, de septembre 1939)*, 84 p.

(4) W. Steblik, *Zarys działań wojennych armii « Kraków » w kampanii wrześniowej (Esquisse des opérations militaires de l'armée « Cracovie » lors de la campagne de Pologne)* ; L. Koczy, *Zarys dziejów Samodzielnej Brygady Strzelców Karpackich (Esquisse historique de la Brigade des fusillers de Carpathes)* ; T. Felsztyn, *Dzieje II Korpusu (Histoire du 2e corps d'armée)*, Londres, 1947 ; *Lotnictwo polskie w kampanii wrześniowej 1939 (L'aviation polonaise lors de la campagne de septembre 1939)* ; *Polskie Siły Powietrzne na obczyźnie (Les Forces de l'Air polonaises à l'étranger)*, Londres, 1947. — Sous le même titre parut la même année une esquisse éditée par la Samopomoc Lotnicza (Mutuelle des Aviateurs) ; *I. Dywizja Pancerna w walce (La 1re division blindée au combat)*, ouvrage collectif, Bruxelles, 1947, 401 p.

Résultat de ses travaux, les cinq grands volumes publiés jusqu'ici portent le titre général : *Forces armées polonaises au cours de la deuxième guerre mondiale.* La Sous-Commission, qui vint la première au bout de sa besogne, a rendu possible la publication, en 1950, d'un important volume — portant le numéro d'ordre 3 — comprenant l'historique de l'Armée de l'Intérieur, son organisation et ses opérations, à partir de 1939 jusqu'à sa dissolution. Cet ouvrage, élaboré sur la base des documents de l'état-major du commandant en chef et d'un nombre considérable de témoignages écrits, est l'œuvre collective d'anciens membres du mouvement polonais de Résistance (1).

Le volume 1, consacré à l'examen de la situation politique, économique et géographique de la Pologne d'avant la guerre, ainsi qu'au déroulement de la campagne de septembre 1939, n'est pas encore terminé. Sur les cinq parties qu'il comportera, trois ont paru, qui retracent l'histoire des opérations militaires jusqu'au 14 septembre (2). Quant aux deux autres, elles se rapporteront, l'une aux combats livrés jusqu'au 18 septembre, l'autre aux foyers isolés de la lutte poursuivie jusqu'au 5 octobre 1939. Le volume 2 concerne l'organisation de l'armée à l'étranger et les combats auxquels elle prit part sur différents fronts. La première partie, la seule qui ait paru à ce jour, évoque les opérations des forces armées polonaises en France, puis leur reconstitution en Grande-Bretagne et la part qu'elles ont prise à la défense de ce pays (3). Suivant les recommandations du chef de l'état-major général, plusieurs auteurs s'emploient à établir minutieusement les faits du passé, nombreux documents à l'appui ; ils s'efforcent d'éviter des jugements ou des interprétations. Les sources dont ils disposent sont assez riches, bien qu'inégales pour toutes les questions traitées. Effectuée dans des conditions difficiles, c'est une œuvre considérable qui mérite attention.

Dans une étude antérieure, le capitaine L'Hôpitalier s'est attaché à rappeler l'effort militaire des Polonais en France, de 1939 à 1940, et leur apport à l'activité de la Résistance française (4). Cet apport, en particulier au sein du P.O.W.N., a fait l'objet de deux études, dont l'une non signée ; la seconde, due au colonel T. Wasilewski, a été élaborée

(1) *Polskie Siły Zbrojne w drugiej wojnie światowej*, t. III : *Armia Krajowa*, Londres, Institut d'Histoire Général-Sikorski, 1950, 972 p.

(2) *Polskie siły zbrojne...*, t. I : *Kampania wrześniowa 1939 ;* Cześć pierwsza : *Polityczne i wojskowe położenie Polski przed wojna (La campagne de septembre 1939 ;* Première partie : *Situation politique et militaire de la Pologne avant la guerre)*, Londres, Institut d'Histoire Général-Sikorski, 1951, 494 p. ; Cześć druga : *Przebieg działań od 1 do 8 września* (Deuxième partie : *Déroulement des opérations du 1er au 8 septembre*), Londres (s. d.) [1954], 816 p. ; Cześć trzecia : *Przebieg działań od 9 do 14 września* (Troisième partie : *Déroulement des opérations du 9 au 14 septembre*), 1959, 685 p. Voir compte rendu de J.-B. Neveux, dans la *Revue...*, n° 34, avril 1959.

(3) *Polskie Siły zbrojne...*, t. II : Cześć pierwsza : *Wrzesień 1939-czerwiec 1941* (Première partie : *Septembre 1939-juin 1941*), Londres, 1959, 412 p.

(4) *Dzieje armii polskiej we Francji 1939-1945 (Histoire de l'armée polonaise en France, de 1939 à 1945)*, Paris, 1950.

sur la base des documents de l'Institut d'Histoire de Londres (1).

Le même Institut a fait paraître deux études ayant trait aux questions économiques liées à la guerre (2) et récemment, celle de J. M. Zaranski, qui s'est penché sur les circonstances de la mort du général Ladislas Sikorski (3).

Il y a trois ans, un journaliste polonais connu, A. Bregman, a consacré son ouvrage au même sujet que A. Rossi avait traité précédemment en France : l'étroite collaboration germano-soviétique de près de deux ans (4).

Deux intéressantes études, étayées sur des documents d'archives, ont été, au cours de ces dernières années, publiées en anglais par des Polonais, aux États-Unis. L'un deux, S. Wandycz, a exposé les péripéties du projet de la Fédération polono-tchécoslovaque, dont les principes avaient été établis en 1941-1942 à Londres (5). E. J. Rozek, auteur d'un important volume sur la politique des Alliés à l'égard de la Pologne pendant la guerre, a également examiné les relations polono-soviétiques (6).

Il résulte de ce bref aperçu que dans le domaine d'études et de monographies — à part l'imposante œuvre consacrée aux Forces armées — la moisson n'est guère riche.

En somme, le choix des souvenirs et des sujets traités par les émigrés polonais est assez unilatéral. Il se peut qu'une plus grande variété des thèmes eût été souhaitable. Toutefois, cet état des choses présente un avantage : il compense et complète certaines lacunes qui caractérisent l'historiographie en Pologne.

Lucien KRAWIEC.

(1) Wojskowy i konspiracyjny wysiłek polski we Francji 1939-1945 (Effort des Polonais en France dans la guerre et dans la Résistance, de 1939 à 1945), Paris, 1946, 104 p. ; Polski ruch podziemny we Francji w latach 1940-1944 (Le Mouvement polonais de Résistance en France, de 1940 à 1944), in *Bellona*, 1953, fasc. 4.

(2) *Wojna a potencjał gospodarczy (La guerre et le potentiel économique)*, Londres, 1947, et A. WASIUTYNSKI, *Mobilizacja gospodarcza w IIej wojnie światowej i udział w niej Polski (La mobilisation économique pendant la deuxième guerre mondiale et la participation de la Pologne)*, Londres, 1947.

(3) J. M. ZARANSKI, *Zagadka katastrofy gibraltarskiej po 15 latach (Mystère de la catastrophe de Gibraltar, quinze ans après)*, Londres, 1959.

(4) *Najlepszy sojusznik Hitlera (Le meilleur allié d'Hitler)*, Londres, 1957, 163 p.

(5) Czechoslovak-Polish Federation and the Great Powers 1940-1943, in *Indiana University Publications*, Slavic and East European Series, vol. III, 1956.

(6) *Allied Wartime Diplomacy : A pattern in Poland*, New York-London, 1958, 464 p.

COMPTES RENDUS

SUR LA POLOGNE EN GUERRE

Le « Journal » de Hans Frank

Le procès des principaux criminels de guerre hitlériens devant le *Tribunal militaire international* à Nuremberg, a eu lieu trop tôt après les opérations militaires, pour que la délégation polonaise envoyée de Varsovie pour y prendre part puisse rassembler un ensemble complet de preuves. Varsovie était brûlée et dévastée. Les archives renfermant les preuves de tant de crimes hitlériens perpétrés en Pologne et accumulées soigneusement pendant l'occupation avaient été brûlées, détruites ou dispersées. Dans cette situation, l'accusé, le Dr Hans Frank, ex-gouverneur général à Cracovie, avait fourni à l'accusation un précieux témoignage sous la forme de son *Journal*, qu'il avait tenu, en tant que gouverneur général, depuis le début de l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire le 25 octobre 1939, jusqu'à sa fuite de Cracovie, le 17 janvier 1945, « pendant un temps d'hiver magnifique, baigné de rayons de soleil ».

Le *Journal* contient les procès-verbaux des assemblées des dignitaires de ce que l'on appelait le « gouvernement » dans le Gouvernement général *(Gubernia Generalna)* qui eurent lieu sous la présidence de Frank et des réunions du parti N.S.D.A.P., tenues également sous sa présidence, dans le cadre du Gouvernement général, ainsi que le *Journal intime* du gouverneur général au sens strict du terme, c'est-à-dire ses notes quotidiennes sur ses activités officielles, ses réceptions, ses ordonnances et ses déplacements. Les discours et les déclarations du gouverneur général constituent une part importante du contenu des volumes du *Journal*, comme du *Journal intime*. L'ensemble compte 38 volumes, dont 33 sont reliés en demi-toile et 5 présentés sous forme de dossiers. Un cahier contenant des notes allant du 16 janvier 1945 au 3 avril 1945 a été annexé à l'un des dossiers. Ce cahier englobe, en outre, la période après la fuite de Frank de Cracovie. La totalité du *Journal* est rédigée à la machine à écrire, sur des demi-feuilles format chancellerie et compte plus de 11 000 pages. L'index détaillé du *Journal intime* est contenu dans quatre tomes. Une liste de présence comportant la signature des participants aux réunions est souvent jointe aux procès-verbaux et celle de Frank figure en première place. August Mohr, qui remplissait les fonctions de deuxième sténographe à la chancellerie du gouverneur général à Cracovie avait affirmé que sa tâche, de même que celle du premier sténographe, le Dr Gnauk, consistaient à tenir le *Journal* de Frank, sur sa demande. Mohr avait déclaré que ce qui est consigné dans le *Journal* reflète strictement ce qui avait eu lieu réellement et ce qui avait été dit. La meilleure preuve de l'authenticité du *Journal* de Frank est dans ses propres paroles : en 1942, Frank avait porté dans son *Journal* une déclaration signée de lui et dans laquelle il avait inséré le

passage suivant : « L'ensemble du travail réalisé depuis 1939 sur ce territoire a été fixé par moi, dans ses lignes générales, dans le journal et dans les notes sténographiées de mes allocutions. Ce document de travail unique en son genre sera, à travers tous les temps, le témoignage du caractère combien sérieux avec lequel j'ai entrepris le devoir qui m'a été confié et du zèle avec lequel mes collaborateurs ont rempli leurs tâches. » Lors de son interrogatoire à Nuremberg, en octobre 1945, par un officier de l'Office principal du procureur des U.S.A. aux questions des crimes de guerre, Frank devait dire à propos du *Journal* : « Je ne veux rien dissimuler. Il s'agit d'un document historique. »

A une question de l'officier demandant si toutes les données comprises dans le *Journal* sont vraies et si elles ont été rédigées selon la meilleure connaissance des choses et en toute conscience, Frank avait répondu : « Selon ma meilleure connaissance des choses, surtout selon ma meilleure connaissance. »

Attachant une si grande importance à son *Journal*, Frank devait l'emporter avec lui de Cracovie vers sa Bavière natale, à Neuhaus, où il aménagea sa chancellerie ; c'est là que l'officier américain devait saisir le *Journal* en venant l'arrêter, le 4 mai 1945.

Pour la première fois de l'histoire, un document secret de cette importance appartenant à une grande puissance était révélé. Pour la première fois aussi dans l'histoire millénaire des rapports de voisinage polono-allemands étaient dévoilés les sombres desseins d'un impérialisme aspirant à conquérir l'espace vital par la suppression, aux personnes parlant une autre langue, de leur droit à la liberté et même à la vie.

Les déclarations de Frank, ex-ministre du III[e] Reich, président de l'Académie hitlérienne de Droit, président de l'Union des Juristes hitlériens, et gouverneur général de Cracovie, attestent qu'il ne propageait pas seulement une idéologie criminelle, mais qu'il la mettait aussi, personnellement, en pratique. Le *Journal* a éclairci de nombreux points, dont s'est occupé le Tribunal de Nuremberg et il a permis d'établir la responsabilité de Frank quant aux crimes qui ont été perpétrés par les Hitlériens dans le Gouvernement général, sur la base de ses propres déclarations.

Le *Journal* de Frank montre que celui-ci, en tant que gouverneur général à Cracovie, a appliqué, depuis le début de l'exercice de son pouvoir dans cette ville, conformément aux instructions secrètes de Hitler, une guerre presque biologique contre le peuple polonais, haï des chefs hitlériens. Il suffit de citer quelques déclarations : « La Pologne n'osera jamais plus renaître » (6-2-1940), « ... nous portons l'énorme responsabilité de ce que ce territoire soit fortement sous l'emprise allemande et de ce que les Polonais aient les reins brisés une fois pour toutes... » (2-3-1940).

« Le sort a fait que nous sommes ici les seigneurs et que les Polonais dépendent de notre assistance... Il doit y avoir une différence entre le peuple des seigneurs et celui des sujets... » (12-9-1940). « Ici nous n'avons qu'un gigantesque camp de travail » (6-11-1940).

Dans une interview célèbre accordée à von Leissem, représentant de la *Völkischer Beobachter*, Frank avait dit en toute sincérité : « A Prague vous avez vu des affiches annonçant l'exécution de 7 Tchèques. Si je devais publier des affiches chaque fois que 7 Polonais sont fusillés, les forêts de Pologne n'y suffiraient pas. C'est ainsi que nous devons tenir étroitement la bride. » Les exécutions de la population par les armes devaient atteindre de bien vastes proportions pour que Frank en ait interdit la diffusion ultérieurement (18-3-1940), afin de prévenir à l'étranger des échos défavorables aux Hitlériens. Nous en sommes informés par le *Journal* qui contient un commentaire détaillé — rédigé lors d'une réunion secrète tenue le 30 mai 1940 et à

laquelle assistaient les collaborateurs les plus proches de Frank, les S.S. et la police — portant sur l'*action AB* entreprise en mai 1940 par le gouverneur général après le déclenchement de l'offensive hitlérienne à l'Ouest, en un moment où, comme l'estimait celui-ci, le monde avait cessé de s'intéresser aux crimes des Hitlériens en Pologne. Le procès-verbal de cette réunion secrète est un des fragments les plus importants et les plus sensationnels du *Journal*. Frank avait dit, au cours de cette réunion, qu'il avait décidé, après entente avec Hitler, d'entreprendre une liquidation physique des couches dirigeantes de l'intelligentsia polonaise, qui coûterait la vie à quelques milliers de Polonais. Frank avait justifié cette action par la nécessité de compenser par le sang polonais les pertes que les Allemands subissaient dans leur offensive sur l'Ouest. Afin de masquer ces crimes massifs constituant l'expression de la guerre biologique contre le peuple polonais, Frank avait annoncé la création de tribunaux spéciaux devant prononcer les jugements de mort afin de convaincre les soldats des pelotons d'exécution de la culpabilité des personnes fusillées. Frank émet en outre l'opinion que les gens soupçonnés d'activité politique ne doivent pas être envoyés dans les camps de concentration du Reich et qu'il ne faut pas non plus en organiser pour eux dans le Gouvernement général ; il faut seulement liquider sur-le-champ les individus suspects, afin de ne pas causer à l'administration hitlérienne d'inutiles ennuis. Le contenu du *Journal* montre qu'après l'*action AB* et au cours des années ultérieures, Frank continuait à se guider sur le principe de la guerre biologique contre le peuple polonais. Au cours d'une réunion, en 1942, il avait déclaré que les autorités hitlériennes dans le Gouvernement général ne reculent devant rien et qu'ils « placent des gens par douzaines devant les murs ». En 1943, Frank demandait à ses collaborateurs de ne pas trop se laisser émouvoir s'ils apprenaient par le compte rendu du chef de la police que 17 000 personnes ont été fusillées, parce que ce sont en somme des victimes de guerre. L'année suivante, en 1944, Frank avouait qu'il n'avait pas hésité à déclarer que pour un Allemand tué, 100 Polonais seraient fusillés.

Le *Journal* de Frank reflète avec précision le principe de la responsabilité collective appliqué par l'administration hitlérienne dans le Gouvernement général ainsi que l'exécution par fusillade des otages, en dépit du droit international, et en particulier de la IV[e] Convention de La Haye et du règlement relatif à la guerre terrestre.

Le *Journal* de Frank comporte aussi sa déclaration fondamentale de décembre 1941 au sujet de la liquidation physique des Juifs. C'est la déclaration la plus catégorique émanant d'un chef d'État hitlérien sur la nécessité de la destruction physique des Juifs que l'on ait découverte à ce jour dans les documents hitlériens. Au procès de Nuremberg on avait remis à Frank un extrait de son *Journal*, qui contenait aussi le texte de cette déclaration : Frank avait dit au procès que les Allemands devraient attendre 1 000 ans pour que le monde oublie leurs crimes contre les Juifs.

Sans le *Journal* de Frank, nous ne saurions pas aussi nettement que tous les chefs hitlériens, et pas seulement Hitler et Himmler, ont pris part à la préparation et à la mise en exécution de la destruction massive des Juifs. Tous les accusés du procès de Nuremberg, y compris Gœring, ont nié avoir pris part à ce crime et se sont évertués à expliquer que ce qu'on appelait la *solution définitive* de la question juive en Europe devait consister à déporter les Juifs de toute l'Europe sur les territoires occupés par l'armée allemande à l'Est. Le *Journal* de Frank a montré que cela était mensonge et crainte des responsabilités, car à l'instar de Frank, ils avaient examiné, planifié et décidé l'extermination massive commune de millions de Juifs de l'Europe entière.

D'autre part, le *Journal* contient des informations concernant les étapes antérieures de la persécution des Juifs sur le territoire du Gouvernement général, depuis l'ordre donné de porter un signe spécial sur les vêtements, c'est-à-dire l'étoile de David, jusqu'au travail obligatoire, la création de ghettos et l'extermination par la famine de la population dans les ghettos.

Le *Journal* comporte ensuite des données sur les envois massifs dans les camps de travail en Allemagne, de populations polonaises relevant du Gouvernement général, avec l'aide de la police, d'où l'organisation dans ce but de battues et de rafles dans les cinémas, les églises, les maisons et de la jeunesse dans les écoles. Il comporte aussi des données sur les déportations de populations rurales du district de Zamojsc vers les camps de concentration et pour travailler dans le III[e] Reich, dans le cadre de l'action de Himmler, d'établissement, sur le territoire du Gouvernement général, d'Allemands ramenés de l'étranger, en exécution de ses tâches en tant que commissaire aux questions de « consolidation de la langue allemande ». Au cours de cette action, on enlevait les enfants à leurs parents, et ils étaient envoyés par wagons vers le Reich, par un hiver rigoureux.

Le *Journal* comporte aussi des indications concernant le régime de spoliation de l'administration hitlérienne dans le Gouvernement général, le transport d'énormes quantités de céréales et d'autres produits alimentaires vers le Reich, soutirées de force à la population locale ; celle-ci était systématiquement dévastée par la famine due au fait que les offices de répartition limitaient de plus en plus leurs rations alimentaires.

Le *Journal* parle du pillage systématique par des historiens et muséologues allemands — connus d'avant la guerre et ramenés de Dresde, de Wroclaw et de Vienne — des œuvres d'art des collections polonaises, publiques, ecclésiastiques et privées ; sont tombées, entre autres, entre les mains des pillards, des œuvres d'art connues comme *La dame à l'hermine* de Léonard de Vinci, le *Portrait de jeune homme* de Raphaël, le *Samaritain* de Rembrandt, ainsi que l'autel de Wit Stwosz qui se trouvait dans l'église Sainte-Marie de Cracovie ; des chefs-d'œuvre de la peinture polonaise contemporaine pillés dans les plus grands musées et galeries publiques et dans les collections privées, et des reliques précieuses appartenant aux trésors de l'église.

Le *Journal* montre aussi la politique culturelle menée par Frank dans le Gouvernement général, conformément aux directives de Hitler : fermeture des écoles supérieures et secondaires et tolérance seulement des écoles techniques et professionnelles de type primaire. Il contient les déclarations de Frank qui, en contradiction frappante avec sa conversion ultérieure au catholicisme — vraie ou simulée — témoignent de la persécution du clergé catholique polonais dans le Gouvernement général.

Pour illustrer l'oppression de la population polonaise sous le régime hitlérien, dans le Gouvernement général, le mieux sera de citer l'avis du chef de la police de la Sécurité du Gouvernement général exprimé lors de la réunion de ce que l'on appelait le gouvernement dans le Gouvernement général, tenue le 20 avril 1943, jour anniversaire de Hitler : « L'oppression, telle que la connaît le peuple polonais, aucun peuple ne l'a encore éprouvée. »

Ce n'est qu'après la bataille de Stalingrad, à la suite de la défaite de Hitler, que Frank modifia quelque peu son attitude envers la population locale dans le Gouvernement général. Il considérait que la terreur et le principe de la responsabilité collective étaient des erreurs nuisant à la victoire définitive de l'Allemagne car, en cas d'insurrection, une poignée d'Allemands devrait lutter contre la masse de la population locale, lorsqu'après la guerre ce pays serait quand même allemand et qu'on ne saurait y tolérer de Polonais (2-8-1943). Il convenait donc de s'efforcer de maintenir

les gens dans le travail, et le programme fondamental de la N.S.D.A.P. serait réalisé après la guerre. Ce programme se dessinait pour Frank, selon son *Journal*, sous un jour particulièrement optimiste, et conforme à la théorie du *Drang nach Osten*. On créera dans le Gouvernement général le « secteur des Vandales » et plus loin, à l'Est, le « secteur des Goths »...

Nous avons esquissé là, très succinctement, le contenu du *Journal*. Frank lui-même, lorsqu'il examina le texte abrégé qui fut remis au Tribunal militaire international par la délégation de l'U.R.S.S. en tant que pièce à conviction : U.R.S.S.-223, avoua au procès, sur une question de son défenseur, que les déclarations qu'il fit pendant l'exercice de son pouvoir en Pologne furent horribles et que lui-même fut ébranlé par le rappel de certaines de ses propres paroles.

C'est précisément cette réponse à la question du défenseur, cet aveu, qui prouve peut-être le mieux que le texte extrait du *Journal* de Frank reflétait ses déclarations conformément au contenu réel de son *Journal*, et qu'il ne s'agissait pas seulement de phrases détachées volontairement de l'ensemble du contexte et devant se retourner contre lui.

Certes, dans un esprit d'exactitude scrupuleux, il convient de rappeler que le *Journal* comporte aussi quatre longues allocutions prononcées par Frank dans des universités allemandes, au cours de l'été 1942, et dans lesquelles il s'était prononcé en faveur de la défense de la légalité, des principes du *nullum crimen sine lege*, d'arrestations seulement sur décision de justice, et de l'indépendance des tribunaux. Il faut cependant souligner que ces discours n'avaient pas la moindre signification pour le Gouvernement général et que les principes qui y étaient formulés n'étaient en aucune mesure appliqués par Frank envers la population polonaise, dans le cadre du Gouvernement général. Probablement en prononçant des discours tellement contradictoires avec ce qu'il appliquait dans le Gouvernement général, Frank voulait uniquement se distinguer aux yeux de la population allemande, en un moment où la défaite du régime hitlérien se profilait déjà.

Cependant, Hitler avait rapidement saisi les intentions de Frank ; il lui avait interdit sur-le-champ de prendre la parole publiquement en Allemagne, et l'avait privé du titre de président de l'Académie de Droit — de chef de l'Union des Travailleurs hitlériens. Frank avait donné raison lui-même, à Hitler, dans ses souvenirs de guerre, et il avait cité les explications qu'il avait reçues de ce dernier lors d'une rencontre entre les deux hommes qui eut lieu plus tard, spécifiant notamment qu'Hitler ne pouvait agir autrement puisque Frank lui avait porté un coup dans le dos à un moment difficile de la guerre.

Dr Stanislaw Piotrowski,
Délégué polonais
auprès du Tribunal international de Nuremberg.

Sur l'insurrection du ghetto de Varsovie

L'arrestation d'Eichmann a, une fois de plus, rappelé à la mémoire des hommes les événements de Pologne et la liquidation de millions d'individus d'une race décrétée inférieure. Mais si des foules juives sont allées sans réagir vers la mort, il n'en fut pas de même de ceux qui, dans le ghetto de Varsovie, livrèrent un combat désespéré et dont le seul succès — mais il fut immense — était d'obliger pendant des semaines les Allemands à piétiner sans pouvoir obtenir la décision. Deux livres polonais récents, différents d'ailleurs à plus d'un égard, retracent cet événement qui fut, dans la longue suite des massacres de Juifs, une véritable crise nationale dont

sortirent l'indépendance d'Israël et la lutte victorieuse contre le racisme des voisins arabes.

H. Balicka Kozlowska, qui participa à la Résistance, a groupé dans *Le mur avait deux côtés* (1) plusieurs récits légèrement romancés, écrits sur la base de souvenirs soit inédits, soit publiés dans la presse. Son but est d'illustrer les rapports entretenus par les Polonais avec leurs concitoyens israélites enfermés dans le ghetto, puis révoltés. Ces rapports ne furent pas toujours à l'honneur des « chrétiens », qui achetaient dans le ghetto affamé divers objets pour un prix ridiculement bas (p. 9), ou qui obligeaient les Juifs à leur remettre leurs biens en les menaçant de les livrer aux Allemands — ceci même dans les égouts qui servaient d'issue aux gens du ghetto (p. 40). Mais il y eut, surtout pendant les combats, des exemples nombreux de collaboration au détriment des occupants, soit par l'aide apportée à des individus isolés, soit par la remise d'armes et de munitions au Z.O.B. *(Zydowska Organizacja Bojowa : Organisation Juive de Combat)*. Cette fraternité d'armes put se manifester pendant le soulèvement de Varsovie, bien que de nombreux insurgés antisémites refusaient d'aider les Juifs et l'intention de l'auteur est de bien montrer la continuité dans la lutte des divers éléments de la population de la capitale (en particulier grâce aux divers épisodes des aventures de Sara, perdue puis retrouvée toujours à nouveau). Le style du récit est alerte, soigné, non sans quelque recherche parfois déplaisante (dans le dernier chapitre surtout) ; c'est une œuvre utile pour éclairer une opinion publique où les gens qui n'ont pas connu la Pologne occupée sont de plus en plus nombreux.

Tout autre est le livre de Bernard Mark, *La lutte et l'anéantissement du ghetto de Varsovie* (2), encore que de nombreux passages soient écrits avec la même emphase qui caractérise le style de Mme Balicka Kozlowska. Il s'agit d'un ouvrage qui voudrait être une étude historique et qui en a souvent les deux traits essentiels : abondance et sûreté de la documentation et exposition claire (en particulier toute l'introduction et le chap. IX). Le récit déborde le cadre exact des événements d'avril-mai 1943, puisqu'un chapitre est consacré à d'autres révoltes (celle de Treblinka le 2 août 1943, p. 454 sqq.), et à la lutte dans le maquis (p. 446 sqq. et 460 sqq.), et l'idée principale qui guide l'auteur et qu'il exprime fréquemment est de montrer que les *Untermenschen* juifs ont pu, malgré le découragement de la masse israélite et le soutien très insuffisant des autres Polonais, tenir tête à l'armée allemande.

L'ouvrage suit le déroulement de la révolte, mais les quatre premiers chapitres (p. 48-178) retracent les événements antérieurs en insistant sur la création du Z.O.B., dans un ghetto affamé (184 cal/jour, 634 aux Polonais et 2 310 aux Allemands, p. 58) et dont les occupants avaient jusque-là, par leur cruauté et l'action de leurs créatures du *Judenrat* et du Service d'Ordre, brisé le moral. Mark note que l'aide apportée par les Polonais chrétiens était assez importante pour permettre une véritable exportation de produits artisanaux (p. 68), mais que des éléments racistes rendaient la vie dure aux Juifs et qu'il fallait exécuter des agents allemands parmi les Polonais non israélites. La question de la collaboration avec la A.K. se posait dans les termes pas toujours très favorables (p. 246 sqq., p. 401 sqq.) et des Polonais, dont les noms sont cités, « tuaient les blessés juifs et les dépouillaient » (p. 252). Le récit des opérations proprement dites est dans l'ensemble bien conduit et met en valeur l'importance de l'effort fourni par

(1) *Mur mial dwie strony*, éd. ministère de la Défense nationale, Varsovie, 1958, 189 p.

(2) *Walka i zaglada warszawskiego getta*, éd. ministère de la Défense nationale, Varsovie, 1959, 507 p. (il est intéressant de noter que le premier livre a été tiré à 10 000 exemplaires, le second à 5 000, et que leur prix respectif est de 8 et 28 zl.).

les combattants du ghetto et par leurs chefs dont Mordechai Anielewicz fut, au jugement de B. Mark, le plus important. De nombreuses photographies, dont certaines sont très connues (départ pour le K.Z., exécutions), illustrent un volume qui, sans être tout à fait de l'histoire, déborde très largement le cadre de la chronique ; il est un bon instrument de travail et la carte du ghetto, très bien conçue, contribue à lui donner un grand prix parmi les matériaux publiés pour une histoire de la question juive en Pologne sous l'occupation allemande qu'il sera sans doute possible d'écrire bientôt, surtout si on réussit à faire exposer à Eichmann toutes les raisons de la politique insensée poursuivie par les Allemands.

Jean-B. Neveux *(C.N.R.S.)*.

Articles de revues polonaises

L'effort polonais pour mettre au net les comptes avec l'Allemagne, celle d'hier et celle d'aujourd'hui, se poursuit dans le *Przeglad Zachodni*, qui est lu, comme nous le savons, par d'assez nombreux Allemands d'Est et d'Ouest, qui ont pris sur nous une avance en matière d'études polonaises. Pour parvenir, malgré tout, à toucher notre pays et renouant avec une tradition déjà ancienne, la Pologne fait éditer à Paris, depuis peu, les *Cahiers Pologne-Allemagne*, sous la direction de G. Zdiechowski, cela depuis avril 1959. Très souvent, ces deux revues s'attachent à étudier surtout des problèmes très actuels, mais nous avons déjà pu, bien souvent, remarquer combien ceux-ci ont été posés par la guerre mondiale qui débuta en 1939 (1).

Dans la dernière livraison du *P. Zach.* de 1959, seul le travail de St. Waszak sur la statistique de la population de langue allemande en Pologne, entre 1931 et 1959, intéresse, d'ailleurs indirectement, nos lecteurs, car il s'agit surtout de la vaine querelle de la prétendue nationalité allemande, qui repose sur un absurde critère linguistique et que les Polonais ont, à notre sens, tort de poursuivre, tellement les arguments allemands sont peu convaincants pour qui a vraiment vécu en Pologne, ou dans d'autres régions multilingues ; n'est-ce pas la volonté d'être un peuple uni qui compte ?

Dans le numéro précédent par contre, plusieurs articles donnent des détails sur des points précis de l'histoire de la guerre et de l'occupation : la bataille du littoral que W. Tym étudie avec le souci de montrer les conséquences tragiques du manque de coordination entre les armes et même des cas nets d'hostilité réciproque (ainsi pour ce qui est du retard de transmission de six semaines de l'ordre délimitant les compétences, retard causé par la rivalité entre deux officiers, p. 47) ; l'occupation à Inowroclaw décrite par T. Kaliski, la défense de Mogilno par C. Luczak et le début de l'occupation à Srem, par J. Horowski ; ces articles ajoutent « seulement » des noms à tout ce que nous connaissons déjà de ce qui se passa, mais il est bon de réveiller les souvenirs et de rappeler que la *Wehrmacht* ne fut guère plus humaine que la S.S., du moins dans son ensemble, dans les premiers mois de la guerre et dans les terres « barbares » de l'Est. Dans la première livraison de 1960, c'est seulement le présent qui a droit de cité, et plus particulièrement les problèmes et les résultats des quinze ans de présence polonaise sur la rive Est de l'Odra. Toutefois, une étude sur les conséquences des opérations de 1945 sur la démographie de ces terres pourra utiliser les données statistiques de K. Podoski et de H. Gajzler (p. 58 sqq.) et de B. Glebocki (p. 74 sqq.).

(1) *Przeglad Zachodni*, 1959, fasc. 5 et 6 ; 1960, fasc. 1 ; *Cahiers Pologne-Allemagne* (éd. Sarmatia, 9, place de la Madeleine, Paris, 8e), 1959, fasc. 3 et 1960, fasc. 1.

Dans les *Cahiers*, c'est l'actualité qui domine absolument, et le cas Oberländer vient de démontrer qu'elle n'est pas si étrangère aux données des années 1939-1945 ; nous ne croyons pas devoir nous attarder aux diverses contributions que beaucoup de nos lecteurs connaissent déjà, nous l'espérons, sinon pour recommander la lecture du discours de S. Pigon, en commémoration des événements de Cracovie en 1939 (1960-1961, 18 sqq.), et pour nous étonner d'une phrase de E. Vermeil, qui paraît faire de Kopernik un Allemand (« N'oublions pas la Renaissance. Plaçons carrément le nom de Copernic à côté de celui de Luther », 1959, III, 11).

J.-B. Neveux.

Guerre psychologique

Un des aspects les plus curieux de la lutte contre les Allemands en Pologne — et aussi l'un des aspects les moins connus à l'étranger — c'est la guerre psychologique menée avec les armes de la satire, des bonnes histoires, des tracts, des inscriptions, etc. G. Zaleski a rassemblé dans un grand volume les documents concernant cette lutte, dont la seconde édition a paru en 1958, sous le titre *La satire des conspirateurs (1939-1944)* (1). Il s'agit uniquement de documents précédés d'une courte étude de A. Ryszkiewicz dont nous indiquons l'essentiel : les conditions créées psychologiquement par l'occupant étaient telles qu'il fallait recourir à un « moyen infaillible vieux de plusieurs siècles, la satire ». Cette satire s'exprima par des journaux clandestins (*Bialy Kon* en juin 1940, *Lipa* en octobre 1940, *Zadra* au début de 1941, et surtout le *Moustique/Moskit* à partir du 4 septembre 1943, etc.). Des recueils d'historiettes parurent en février et en novembre 1943 ; les nombreuses feuilles volantes ne peuvent être ni datées ni énumérées, de même, on ne peut que choisir certains dessins et *graffiti*. Quant à l'action de démoralisation de l'armée allemande, elle commença surtout vers le milieu de 1941 *(action N)* mais elle eut à son actif de nombreuses réalisations en particulier des imitations de journaux satiriques allemands *(Der Klabautermann)* ou des périodiques destinés aux soldats *(Erika)* ; ces imprimés étaient placés dans les trains militaires *(SFR-Zug)* par les ouvriers des dépôts des chemins de fer, en particulier celui de Pruszkow.

Le recueil est composé de sept parties, encore qu'il soit assez difficile de distinguer nettement les genres, car, entre « la bonne histoire » et la chansonnette par exemple, la frontière n'est pas bien nette. Nous ne pouvons songer ici à donner des exemples nombreux de cette lutte par le rire, car tout repose sur les jeux de mots intraduisibles, mais il faut connaître cette tête de Hitler appelé *Hycler* (de *hycel*, équarrisseur, nous dirions à Alger : *galoufa*), formée d'un rond, du sigle des S.S. à la place des yeux, d'une croix gammée pour la bouche et la moustache, car c'est sans doute la meilleure trouvaille ; les autres, dirigées contre les Allemands et les collaborateurs ou « collaboratrices », manquent vraiment d'humour dans l'inspiration et de talent dans l'exécution. Mais de telles œuvres ne se jugent pas selon des critères esthétiques ; seule, leur efficacité importe ; or, celle-ci est quasi impossible à mesurer, et nous pouvons nous demander si le véritable rôle de cette satire n'est pas de donner de l'importance aux auteurs plutôt que du courage patriotique aux spectateurs.

(1) *Satyra w konspiracji*, éd. du ministère de la Défense nationale, Varsovie, 1958, 350 p. (1re éd., 1947) ; le terme de *konspiracja* correspondrait assez exactement à notre « Résistance » mais paraît s'appliquer surtout aux milieux du *Generalgouvernement*, particulièrement de Varsovie même.

Par contre, les imprimés destinés aux Allemands paraissent avoir davantage d'importance ; il faut se représenter l'état d'âme des soldats allemands allant vers le front russe ou en revenant après avoir traversé des centaines de kilomètres de pays ennemis. Mais il nous semble que l'action dirigée contre les Allemands ait été surtout efficace parce que vraiment rien dans les imprimés reproduits ne laisse supposer que les *polnische Schweine* en étaient les auteurs, ce qui eut dans la majorité des cas détruit une bonne partie de l'effet psychologique. La plupart des documents reproduits révèlent un véritable génie, tel le tract qui, prenant la forme d'un journal *Der Soldat* oppose le général Reichenau aux nazis (p. 302). Excellents aussi, par leur allure pornographique, les petits tracts rappelant aux soldats le dévergondage des femmes et des embusqués du parti (p. 305) ; excellents surtout les exemplaires tirés en couleurs du *Klabautermann* (p. 326 sqq.), en particulier le *O Führer, wir loben dich* (octobre 1942), la parodie de la chanson, parodique elle-même, *O hängt ihn auf* (février 1943) ou encore *Ostereier für Berlin* (avril 1943), ne reprenant que des thèmes dont les soldats de la *Wehrmacht* ne se privaient pas de parler quand ils se croyaient en sûreté. Plus d'une âme *feldgrau* a été remuée (signalons pour terminer la délicieuse étude, « statistique » et d'un genre très « ethnographique » aussi, sur les conséquences de la présence en Allemagne de millions d'ouvriers étrangers, *kraftstrotzend*).

Dans l'ensemble le volume, parfaitement édité, confirme ou révèle d'une part l'existence en Pologne de profiteurs de guerre et de collaborateurs « économiques », de l'autre que les méthodes de guerre psychologique utilisées par les Polonais contre leurs occupants avaient atteint un haut degré de perfection bien plus dans les imprimés allemands que dans les polonais. Le tout est une contribution à une étude qui reste à écrire sur la portée réelle des moyens dits « psychologiques » dans une guerre de quelque type qu'elle soit.

Jean-B. Neveux,

Quatre livres

Ce sont quatre ouvrages, assez différents de nature et d'aspect (1), qu'il serait vain de chercher à grouper ; ils concernent des aspects fort divers de la récente histoire de la Pologne ; les *Souvenirs* de A. Zakrzewski s'arrêtent à la fin de septembre 1939, ceux de F. Skibinski *(La première blindée)* commencent le 1er septembre 1939, à Cracovie et s'achèvent à Jever le 5 mai 1945 ; les deux études de J. Kirchmayer *(Le soulèvement de Varsovie)* et de L. Ponahajba *(L'organisation et les opérations militaires de l'Armée démocratique polonaise, 1943-1945)* font partie d'un autre genre d'ouvrages ; ce ne sont plus des souvenirs, mais plutôt des documents historiques d'où cependant tout élément subjectif n'est pas éliminé.

Nous commencerons par le dernier cité ; notons que nous ne connaissons pour le moment que le premier volume, celui qui ajoute à une très bonne vue d'ensemble les documents statistiques, et nous espérons pouvoir bientôt analyser les deux suivants, qui sont consacrés l'un à la Première Armée, l'autre à la Seconde Armée du début jusqu'à la fin des opérations.

Bien naturellement, l'élément personnel de l'équipe de rédacteurs s'exprime dans la préface du général Duszynski, qui affirme d'une part

(1) *Pierwsza Pancerna (1939-1945)*, Varsovie, 1959 (428 p.) ; *Wspomnienia Wrzesienne (1939)*, Varsovie, 1958 (315 p.) ; *Powstanie Warszawskie*, Varsovie, 1959 (536 p.) ; *Organizacja i dzialania bojowe Ludowego Wojska Polskiego w latach 1943-1945*, 1er volume, Varsovie, 1958 (XL + 483).

que les deux éléments constitutifs de l'Armée démocratique furent les maquis de l'A.L. *(armja ludowa)* et les unités formées en U.R.S.S. avec les Polonais réfugiés, que l'attitude du gouvernement de Londres tendait à saboter cet effort ; d'autre part, il rend hommage à tous les soldats polonais tombés de Narvik à Tobruk, à ces « foules nombreuses d'hommes simples et honnêtes qui furent trompés et désorientés » (p. VIII). Enfin, cette armée ne put être tout entière libérée le 9 mai 1945, car le pays même était incertain, parcouru par des bandes armées — en qui certains veulent voir des patriotes, d'autres doivent voir des « bandits et des factieux » (p. IX).

Il est hors de question d'analyser les données chiffrées et les divers ordres d'organisation — encore que ces indications soient certainement intéressantes pour des spécialistes — ce qui intéressera le lecteur, c'est plutôt l'histoire d'une armée qui reste dans l'ensemble peu connue encore.

Sa formation est liée naturellement à l'apparition du *Zwiazek Patriotow Polskich (Union des Patriotes polonais)* autour de Wanda Wasilewska et d'Alfred Lampe « au printemps 1943 » nous dit-on ; il est vrai que les dates concernant les étapes proprement militaires sont plus précises : le 13 mai 1943, les premiers éléments de la D.I. *Kosciuszko* étaient formés à Sielce (il est regrettable que rien ne nous indique où était situé ce camp ; sans doute non loin de Rjazan). Cette division était lourde (3 R.I., 1 R.A.C. des unités A.A., et spéciales, 1 régiment de chars, puis encore 1 R.I. en réserve et 1 escadrille) — juin et juillet furent consacrés à l'instruction et à l'armement, l'encadrement étant constitué par des « officiers de l'armée soviétique — en majorité des Polonais » (p. XII) ; le 1er septembre, la Ire D.I. partait pour le front. En janvier 1944, ce fut tout le C.A. (24 000 hommes) qui fut entraîné près de Smolensk ; le 15 mars, les forces armées polonaises comprenaient 40 000 hommes (sur 43 000 prévus sur les états) ; en même temps, était prise la décision de créer une armée, dont les premiers éléments de commandement furent organisés en avril, tandis que, pour coordonner la guerilla, un état-major polonais des partisans commençait à opérer le 1er mai à Rowno (aujourd'hui en République d'Ukraine).

Au début du second semestre, en même temps que l'armée soviétique « pénétrait en territoire polonais et libérait les régions de Bialystok, Lublin et Rzeszow » (p. XVIII), l'armée polonaise qui avait combattu dans le 1er front biélorusse fut transformée en *Wojsko Polskie*, en absorbant les unités créées en U.R.S.S. et les combattants opérant jusqu'alors en Pologne occupée (21 juillet 1944). En septembre, on passa à l'organisation de l'É.-M. G. et des services centraux et on fit appel au contingent qui devait fournir 200 000 hommes, afin de porter l'armée polonaise à l'effectif de 400 000 hommes. Mais les difficultés de mobilisation et le mauvais état sanitaire des appelés, ainsi que leur valeur intellectuelle réduite firent qu'en fin octobre il manquait encore 100 000 hommes — et que surtout la question de l'encadrement se posait avec gravité. Malgré les efforts faits, la formation d'officiers n'avait pas pu fournir suffisamment de chefs, et les officiers de réserve ou d'active en Pologne libérée ne voulaient pas entrer au service d'un gouvernement autre que celui de Londres. Un tableau cité p. XXIV est assez éloquent : au lieu de 250 auditeurs prévus pour la formation de médecins militaires à l'Université de Lublin, il y en eut 76 ; au lieu de plus de 1 000 participants à des cours de formation de la IIIe armée, seulement 250 (il est vrai que l'effectif réel des écoles de chars, d'artillerie et des transmissions fut plus fort que prévu). On passa à la formation de la IIIe armée, projet qui avait été abandonné à cause des premières difficultés de recrutement (6 octobre 1944), et qui finalement ne put être réalisé, si bien que le 15 novembre les quelques unités déjà créées passèrent aux ordres immédiats du chef suprême Rola Zymierski.

La campagne d'Allemagne fut faite par la Ire armée sur le front biélorussien, par la IIe sur le front ukrainien ; la mobilisation, effectuée au fur et à mesure de la progression vers l'Ouest, fournit les remplacements et les compléments nécessaires (une dizaine de régiments), mais on ne chercha pas à réaliser le plan du 15 mars 1945, qui prévoyait une armée de plus de 560 000 hommes, si bien que le 1er juin, il y avait sous les armes 331 000 soldats (états prévus : 430 0000).

Le reste du gros volume est consacré aux documents, parmi lesquels nous relevons le serment prêté par les soldats de la Ire D.I. (jour anniversaire de la victoire de Grunwald 1410) : « Je prête solennellement à la terre polonaise, ensanglantée, à la nation polonaise martyrisée sous le joug allemand, le serment de ne pas déshonorer le nom de Polonais, de servir fidèlement la patrie.

« Je jure à la terre polonaise et à la nation polonaise d'accomplir fidèlement le devoir de soldat au campement, en marche, au combat, à chaque instant et en chaque endroit, de garder les secrets militaires, d'exécuter ponctuellement les ordres des officiers et des chefs.

« Je jure d'être fidèlement l'allié de l'Union soviétique, qui me donna les armes pour lutter contre l'ennemi commun, d'être le frère d'arme fidèle de l'armée rouge... Je jure... que jusqu'à ma dernière goutte de sang, à mon dernier souffle, je haïrai notre ennemi, l'Allemand, qui détruisit la Pologne... Que Dieu m'aide » (p. 8-9).

Presque aussi chargé de documents est le volume que Kirchmayer a consacré au soulèvement de Varsovie, afin de répondre aux allégations du volume que l'*Institut historique* de Londres a consacré à l'*AK*. Il s'agit de tracer le déroulement du soulèvement de telle sorte que le lecteur se rende compte de l'impréparation de l'opération *Burza (Tempête)* et surtout des données politiques plus ou moins secrètes qu'il faut comprendre dans le cadre de la Pologne d'avant 1939, celle des « légionnaires » qui firent passer dans la politique étrangère les convictions antirusses de Pilsudski et de toute une partie de l'opinion publique d'avant 1914, qui voyait dans la Russie le seul véritable ennemi de la Pologne. Avouons que les arguments de Kirchmayer ont de la solidité, en particulier quand il insiste sur le caractère inopportun du soulèvement dans le contexte des opérations du front vistulien. Regrettons qu'il n'aille pas jusqu'au bout de sa supposition : ce sont certains éléments « alliés » qui provoquèrent la révolte, afin de gêner l'armée rouge ; cette hypothèse ne nous paraît pas plus aventureuse que celle qui consiste à rendre les Russes responsables de l'affaire ; nous savons bien que les « alliés » n'hésitent pas à affaiblir, au besoin par des agents provocateurs, tout partenaire qui est dangereux virtuellement ou réellement. Nous retrouvons dans l'histoire même des opérations des personnages déjà connus, comme les soldats du bataillon Zoska, du Kediw, de l'unité « blindée », des troupes de Kampinos ; nous les replaçons plus facilement dans l'ensemble du soulèvement, et aussi dans le front entier, aussi bien du côté allemand (et Kirchmayer insiste sur l'embarras des Allemands et sur leurs pertes et sur une certaine *Korrektheit* de Bach-Zelenski) que du côté russe. D'excellentes cartes et plans — d'une très grande clarté, mais malheureusement sans échelle — des tableaux d'effectifs et de pertes, des commentaires tactiques et stratégiques donnent une grande valeur à l'ouvrage, mais nous devons regretter deux lacunes qui, dans de pareilles circonstances, sont graves : la population civile est pratiquement ignorée, le caractère des chefs polonais trop sommairement tracé (alors que pour les adversaires l'auteur a eu recours à des documents allemands fort intéressants). Il faut croire que si l'ouvrage de Kirchmayer est un des meilleurs que nous avons pu lire sur les événements de Varsovie,

ce n'est pas encore le dernier et que bien des problèmes ne trouveront de réponse avant longtemps.

Il est bien évident que l'aspect psychologique de toute aventure humaine est un facteur trop décisif pour pouvoir être ignoré ; mais que fait l'historien des souvenirs qui sembleraient devoir être les meilleurs instruments de cette partie de l'enquête ? Quand ils sont rares, il n'a de cesse que s'il les a passés au crible ; s'ils se multiplient, leur caractère subjectif apparaît de plus en plus comme gênant et dangereux, et leur nombre même nuit à leur audience. C'est un peu le cas des souvenirs de Skibinski ; le premier tiers décrit les opérations du 1er RAmot en Pologne et reste un bon document d'histoire militaire, d'autant plus intéressant que la Pologne possédait bien peu d'unités motorisées ; ensuite (jusqu'à la page 300), c'est la France et le récit des incertitudes du gouvernement polonais, mais surtout de la France — et bien que le ton de ce récit ne soit guère favorable à notre pays, nous devons reconnaître que la France, telle qu'elle se présentait aux yeux du Polonais comme à ceux du tirailleur sénégalais, poète dans le civil, rencontré sur les routes de la défaite, n'était guère belle — et il y a de ces souvenirs que l'on ne peut effacer, surtout quand on a cru à l'invincibilité de son allié. La fin du livre, consacré aux opérations des divisions blindées polonaises de Normandie jusqu'à la Weser, est un chant de triomphe ; très bien composé, le livre se lit comme un roman, ce qui n'est peut-être pas un compliment.

Le cavalier Zakrzewski n'a pas les talents littéraires du tankiste, et son mince volume se lit avec difficulté ; il couvre le mois de septembre et son cadre est l'histoire d'une retraite de Poméranie jusqu'en Hongrie, entrecoupée de combats parfois victorieux ; l'intérêt du livre est surtout de nous donner des caractéristiques d'officiers polonais d'avant 1939, particulièrement d'anciens « légionnaires » que l'auteur n'aime guère ; ces caractéristiques sont naturellement très personnelles, mais elles ont le mérite d'exister, et il serait bon de considérer dans son ensemble comme une des sources principales de l'histoire de cette guerre la psychologie de l'officier polonais dans son évolution depuis les anciennes armées des trois empereurs jusqu'à 1945 ; peut-être une telle étude pourrait être entreprise prochainement, puisque nous commençons à avoir ces quelques années de recul nécessaires.

Jean-B. Neveux.

Diplomatie alliée et Pologne

On aimerait être aussi bref que possible en communiquant au lecteur les impressions retirées de la lecture du livre de E. J. Rozek, paru outre-Atlantique sous le titre *Allied Wartime Diplomacy : A pattern in Poland* (1). Non pas que l'ouvrage manque d'intérêt, mais parce que l'antisoviétisme de l'auteur a quelque chose d'exaspérant pour quiconque déteste l'intrusion du politique dans l'histoire. Nous ne savons pas grand-chose sur E. J. Rozek, sinon qu'il combattit courageusement dans la Division blindée polonaise, après avoir pu s'échapper de Pologne, et qu'il se rendit ensuite aux États-Unis où il devint citoyen américain et *assistant professor of political science*, à l'Université du Colorado. Cela explique sans doute, en même temps que la volonté manifeste de faire plaisir à sa nouvelle patrie pour qui tout ce qui est russe semble l'incarnation même de Satan, que l'ouvrage dans lequel il analyse la diplomatie alliée (en fait seulement celle des Trois « Grands »),

(1) *La diplomatie alliée du temps de guerre, schéma de son fonctionnement en Pologne*, éd. John Wiley & Sons, New York, 1958 (xvii + 481).

en l'appliquant au cas concret de la Pologne soit davantage de l'histoire appliquée, un *Kriegspiel* intellectuel, qu'une véritable étude scientifique. Sur la couverture, qui d'ailleurs représente les « Trois » à Yalta, nous lisons la question : « Were the seeds of to-day's cold war between Russia and the West planted in Poland at the time of World War II ? » Autant remonter à 1863, ou à l'achat de l'Alaska, en 1867 (deux anniversaires proches), ou encore à l'union de Horodlo ou aux *Merchant Adventurers*.

Nous voulons bien admettre que l'auteur s'est donné le plus grand mal possible et a analysé le plus grand nombre de documents disponibles. La bibliographie, très intéressante, comprend des titres de tous les horizons, y compris Clausewitz, décidément très à la mode et un ouvrage de Zukov, l'un des rares d'ailleurs qui soient cités en russe. Mais il est curieux que pour qui veut fournir « a penetrating analysis of the strategy and tactics of Soviet foreign policy » (selon les termes élogieux du Pr W. Y. Elliott de Harvard), les documents russes ne semblent guère ni accessibles, ni intéressants ; les deux seuls qu'il cite sont la constitution de l'U.R.S.S. et la publication faite à Moscou des matériaux de la *Wilhelmstrasse*. Autant dire que cette brillante analyse de la politique soviétique ne nous apparaît qu'à travers des témoignages très souvent hostiles (Anders) ou au moins partiaux (Kot, Mikolajczyk). S'il est vrai que les publications officielles de documents diplomatiques ne sont pas toujours une source limpide, malheureusement Rozek fait la part trop belle aux éditions polonaises pour ne pas s'attirer le reproche de manifeste partialité. Quant à Churchill, Hopkins, Hull, etc., quelque intéressants que puissent être leurs souvenirs, ils ne sauraient qu'illustrer un livre d'histoire, et non, comme c'est le cas ici, fournir le canevas et le fondement de l'argumentation ; Rozek aurait bien fait de soumettre ces témoins à cette *cross examination*, si populaire dans les tribunaux d'outre-Atlantique. Notons enfin que Rozek semble ignorer l'allemand, ce qui n'est guère une vertu pour qui prétend parler des affaires polonaises ; la conséquence en est que le *Reich* n'apparaît qu'à l'arrière-plan, chose surprenante, surtout si on pense à cette note très juste : « The stand which the two most powerful European countries *(France et Angleterre)* took towards Poland was always a by product of their attitude towards Germany, or the Soviet Union or both » (p. 9). Il y a d'ailleurs dans tout le livre une hostilité à peine voilée contre l'Angleterre, la France étant tenue de son côté pour quantité négligeable (« already finished », suivant les paroles attribuées à Sikorski, au cours d'un entretien avec Staline, p. 93). « As far as the Poles were concerned the Teheran Conference was a new partition of Poland, and Churchill was its main architect » (p. 163).

La composition de l'ouvrage reflète les préoccupations de l'auteur ; une trentaine de pages décrivent l'évolution des relations polono-soviétiques, de 1917 à 1939, dont 1/5 est consacré à une vue d'ensemble très peu impartiale de l'impérialisme soviétique. Une bonne carte aurait suffi pour l'expliquer et noter les grands axes. Notons qu'il est habile d'avoir souligné l'importance de la question de Wilno pour l'ensemble des relations polono-russes dans leur évolution historique, car trop d'Occidentaux l'ignorent, et comprennent mal l'attachement des Polonais pour la patrie de Mickiewicz. Le meilleur morceau du chapitre est le récit, jour par jour, de la crise d'août 1939.

Puis vient une centaine de pages pour décrire la question polonaise dans les rapports entre les Alliés jusqu'en avril 1943, date de la rupture des relations entre le gouvernement polonais de Londres et l'U.R.S.S. (p. 31-131). Des détails intéressants concernent l'occupation russe en Pologne orientale, et surtout les « élections » d'octobre destinées à légaliser, sinon légitimer, l'intégration des provinces de Ruthénie et d'Ukraine occidentales (p. 42 sqq.). Il est aussi curieux de voir l'U.R.S.S. échouer

dans sa tentative de rééditer le coup de 1861 et de dresser les paysans contre les « seigneurs » polonais, et les Juifs préférer la zone allemande (p. 49-50). L'atmosphère générale de la politique occidentale (c'est-à-dire anglo-saxonne) est résumée en ces mots : « The British Government, however, would not permit such an apparent trifle to block a bigger result (p. 64) — et désormais, soit dans les documents que nous soumet Rozek, soit dans ses commentaires, la question polonaise vue par Washington et surtout Londres est *an apparent trifle*, une « babiole ». La meilleure partie de ces développements est l'analyse des conséquences de l'ignorance, voulue ou non, de la terminologie soviétique, soit dans l'affaire de l'*amnistie* accordée aux Polonais qui avaient, en 1939 et 1940, combattu les Russes en Pologne, soit dans celle des guérillas soviétiques et du territoire où elles opéraient, soit dans celle de la constitution à Saratov (2 décembre 1941) d'un Comité de « Représentants de la nation polonaise » avec Wasilewska, Kornejczuk, Putrament (p. 95). Pour Rozek, il ne fait pas de doute que le gouvernement russe a voulu éliminer l'armée polonaise de son territoire national, et y a réussi grâce au manque de perspicacité d'Anders et aux mauvais rapports entre Polonais de Russie, que signale Kot dans ses lettres à Sikorski. L'affaires de Katyn a aussi été utilisée par eux pour avoir un prétexte de rupture, et l'appel des Polonais à la Croix-Rouge internationale en fut le meilleur argument (p. 127).

Tout le reste du livre, au moins dans le cadre qui nous intéresse — car les cinquante dernières pages concernent les événements d'après 1945 — est la description d'apparence minutieuse de l'effacement du gouvernement de Londres et de la progression de ce qui sera le gouvernement de Lublin. Récit qui manque de *suspense*, et où nous trouvons des affirmations au moins contestables (p. 320 : « The majority of Poles in England supported Arciszewski's stand »), l'abus des *if* qui permettent trop aisément de désigner des boucs émissaires. Des omissions, comme dans la biographie trop courte de Kosciuszko (p. 321) qui se termine à Raclawice, mais ignore les vingt années qui suivirent... Quand Mikolajczyk prétend que « Eastern Prussia is a poor country, full of lakes and marshes », il cherche peut-être à tromper Churchill ou il a trop lu de romans de Ernst Wiechert — en tout cas, cette affirmation dans la bouche d'un leader « paysan » aurait mérité commentaire (p. 280). On ne peut résumer cette lente évolution qui fait disparaître, comme dans un thermomètre à figurines, certains personnages, tandis que d'autres apparaissent au grand jour. L'intérêt du lecteur est soutenu, malgré la méfiance — et il faut avouer que les nombreuses notes, les appendices (p. 456-464), les cartes très claires (en particulier notons, p. 347, la première carte intelligible des diverses formes de la frontière polono-russe) ne sont pas indifférents.

Si nous voulons résumer le livre, nous lui donnerons un autre titre : *Les constantes polonaises de la paix et de la guerre — explication au goût des États-Unis* — cet État que Rozek flatte ainsi : « America had always cast a magic spell over the hearts and minds of Poles » (p. 219). La carte est claire, et l'intérêt national de la Pologne des Piast et des Jagello, des Pilsudski et des Gomulka y est inscrit. Dans leur égoïsme national, parfaitement légitime et sain, les Polonais où qu'ils soient cherchent à atteler les autres à leur propre char. En voient-ils toujours les dangers immédiats ? Nous pourrions en douter en lisant ces dernières lignes du livre, ou plutôt de la jaquette, dans lesquelles le Pr Elliott parle de « the survival of Western civilization », mais aussi de « the unhampered growth of freedom in the non-Western part of the world ».

Jean B. Neveux.

DÉPORTATION

Premiers pogromes

Les persécutions de Juifs qui déferlèrent sur l'Allemagne en 1938 apparaissent à première vue comme un épisode d'importance secondaire, surtout, en comparaison avec l'extermination planifiée des années de guerre. Mais avec le recul de temps, cet épisode acquiert sa pleine signification, en tant que test crucial pour le climat psychologique de l'Allemagne hitlérienne. L'extermination planifiée commença trois années plus tard, dans les abattoirs humains de l'Est, sous le sceau du secret d'État ; le régime qui la décreta se sentait fort de la docilité absolue de son peuple. Le *pogrome*, qui fut organisé en plein jour, avait permis au régime de prendre la mesure de cette docilité, et partant, de sa toute-puissance désormais, toutes les cruautés et toutes les hardiesses lui étaient permises.

M. Kochan a écrit une étude (1) basée d'une part sur les documents nazis qui ont déjà été utilisés à maintes reprises par les historiens du *génocide*, et de l'autre, sur des documents inédits, qu'il a puisés à la *Wiener Library* de Londres. L'utilisation de ces derniers, ainsi qu'une interprétation intelligente des documents déjà connus, lui permettent de démontrer une hypothèse mise en avant dès 1938 : à savoir, que *l'opération pogrome* avait été préparée bien à l'avance — sans doute, dès les accords de Munich de septembre 1938 — et que l'assassinat du diplomate allemand von Rath à Paris, occasion saisie au vol, fut utilisé comme prétexte pour déclencher cette épreuve de force morale.

Rappelons la suite des événements. Le jeune Herschel Grunspan tire un coup de revolver sur von Rath le 7 novembre 1938. Le diplomate meurt de sa blessure le 9. La nouvelle arrive à Munich le soir, au moment même où dans la Maison Brune, le Führer fête avec ses principaux fidèles l'anniversaire du putsch avorté de 1923. Après un rapide colloque avec Goebbels, Hitler se retire dans ses appartements, l'air affecté. A sa place, Goebbels prononce le discours d'usage, qui n'est qu'une exhortation aux membres du parti de tirer vengeance de la « juiverie mondiale ». Après le discours, les chefs S.A. s'empressent de transmettre par téléphone, dans leurs districts respectifs, les ordres à peine voilés de Goebbels. En même temps, Heydrich, chef de la police, téléphone aux casernes S.S. d'autres ordres — à savoir, de ne pas intervenir lors des troubles, sinon pour protéger les vies et propriétés allemandes, ainsi que les ressortissants étrangers. Aussitôt, l'émeute sur ordre se déclenche. Dans toutes les villes et bourgades allemandes, les synagogues sont incendiées, les commerces juifs sont pillés. Au petit jour, les arrestations des Juifs commencent ; 30 000 d'entre eux sont internés dans les camps de concentration. Le bilan de l'opération se soldait par la destruction de 267 synagogues, l'assassinat de 91 Juifs et la mise à sac de milliers de boutiques et entreprises appartenant à des Juifs.

En Allemagne même, cette orgie de violences s'est poursuivie avec ordre et méthode, sans susciter un grand émoi, ni de mouvement de protestations. A l'étranger, il y eut de nombreuses protestations, une campagne de meetings et d'appels, et l'on se souvient peut-être que le président Roosevelt rappela de Berlin l'ambassadeur des États-Unis. Les choses s'en tinrent là. Après un mouvement d'hésitation, la politique de l'*apaisement* reprit ; en France, la visite de von Ribbentrop ne fut pas décommandée.

(1) Lionel Kochan, *Pogrom November 10*, 1938, André Deutsch, London, 1957, 159 p.

En toute quiétude de cœur, les chefs nazis pouvaient conduire leur pays vers d'autres entreprises, vers des désordres qui, en s'amplifiant, atteignaient l'échelle planétaire...

Telle est la succession des événements dont M. Kochan fait un exposé sobre et vivant, parfois un peu hâtif.

Son dernier chapitre (« La réaction à l'étranger ») contient des informations intéressantes sur la détorioration passagère des relations anglo-allemandes, à la suite du pogrome.

« Les dépêches de Dirksen montrent clairement les difficultés auxquelles lui — et Chamberlain — avaient à faire face. Dans celle du 17 novembre, il cite trois facteurs qui « tout au moins retarderont le rapprochement prévu de la Grande-Bretagne avec l'Allemagne ». Le premier était l'imminente visite de Chamberlain et Halifax en France ; le deuxième était l'absence décevante d'une réponse allemande aux ouvertures anglaises ; mais c'est un troisième facteur qui conduisait à un « renvoi des pourparlers pour une période indéterminée ». Ce troisième facteur était « les répercussions politiques » du *pogrome*. Même les milieux pro-allemands « ont été fortement choqués. Leur confiance en un accord anglo-allemand est ébranlée ; leur efficacité est paralysée. Le cabinet ne dispose plus de leur appui moral et de leur encouragement... »

Relevons encore ces conclusions fort pessimistes que M. Kochan tire — un peu rapidement — de son étude :

« Les pessimistes du XIX^e^ siècle avaient eu raison. Le XX^e^ siècle vit confluer et fleurir deux tendances dont chacune avait mené jusque-là une existence distincte. D'une part, les masses mécanisées — « chaque jour commençant et finissant au son du tambour — logiquement, cela doit finir ainsi », ainsi que s'exprimait Burckhardt ; et de l'autre, l'exploitation politique de ce qu'il appelait : « l'atout le plus populaire qui soit », c'est-à-dire l'antisémitisme... Mais tant que ces deux tendances restaient disjointes — tant que l'antisémitisme ne disposait pas de l'appui de l'état militant — la voie restait ouverte à la tentative des Juifs de se débarrasser des vestiges d'une individualité nationale et, conformément aux conceptions de l'époque, de s'intégrer à la société sur les mêmes bases que leurs concitoyens non-Juifs. Une émancipation ainsi conçue était la force la plus dynamique de la vie juive. Mais avec l'avènement du nazisme, elle perdit de son dynamisme. Les survivants se contentent de jouir passivement des droits que d'autres ont gagné pour eux.

« A la vérité, il semble que le destin juif est d'essayer successivement différentes formes de *modus vivendi*. Au ghetto se substitua l'émancipation ; et à l'émancipation, l'État d'Israël. Ce qui correspond à trois formes différentes d'existence : la tentative d'une vie de repli sur soi-même au sein d'un entourage souvent hostile ; la tentative d'une citoyenneté intégrale, malgré la différence religieuse ; et la tentative d'un rassemblement sur un territoire national. En fin de compte, le *pogrome* marque le tournant entre la deuxième et la troisième expérience. »

L. Poliakov.

Du nouveau sur Auschwitz

Dédiée par ses trois auteurs à la VII^e^ armée américaine qui les avait libérés du camp Dachau-Allah, la première édition d'un livre sur Auschwitz, parut hors de Pologne, en 1946. Son animateur A. Girs transporta, avec lui, ce tirage en Amérique, où il fut obligé de le détruire. Peu de temps après, plusieurs chapitres de ce volume introuvable furent reproduits dans la revue polonaise *Tworczosc*, déclenchant aussitôt une vive discussion : on repro-

chait aux auteurs leur attitude amorale, « saturée de cynisme ». La présente réédition de l'ouvrage sort avec quinze ans de retard (1).

« Nous nous sommes rencontrés tous les trois à Auschwitz, rendez-vous de l'Europe entière », écrivent les auteurs. « Nous nous y sommes liés à la faveur de la mort quotidienne, sans emphase ; non pour la patrie, non pour l'honneur, mais simplement pour le corps exténué, pour les furoncles, pour le typhus, pour les jambes enflées. (...) Nous y avons piétiné des hommes morts à la suite d'une famine, et nous fûmes nous-mêmes piétinés lorsque, épuisés, nous tombâmes dans la boue qui colle et qui pue. Nous avons vu des hommes tués pour avoir subtilisé quelques pommes de terre crues et nous avons vu des camions remplis de vivres, volés pour les familles des S.S. Nous avons vu des femmes qui se donnaient pour un morceau de pain et d'autres qui s'achetaient des amants contre l'or des hommes gazés. » Et, plus loin : « Presque dès le début, notre lutte fut dépourvue de tout élément idéologique. Il n'en resta que le combat primitif, mené par le prisonnier solitaire avili contre le S.S. pareillement avili et contre l'effroyable toute-puissance du camp (...). Nous n'avons pas lutté, dans le camp, pour l'idée de patrie ou le renouvellement de l'homme, nous avons lutté pour conquérir une gamelle de soupe, une place pour dormir, des femmes, de l'or et des montres provenant des *transports*. »

Ces déclarations de principe — et l'on pourrait en citer beaucoup d'autres — définissent l'optique des auteurs : tout au long du livre, ils s'appliqueront à mettre en relief l'avilissement des victimes et les dérèglements moraux, inévitables — selon eux — pour survivre aux cruautés imposées. Ces descriptions seraient-elles révoltantes ?

Dans la multitude de leurs souvenirs publiés, les anciens déportés n'ont jamais caché, ni passé sous silence, cet aspect des choses. La différence, et elle est grande, ne consiste que dans les proportions : tandis que d'autres le consignent comme l'un des phénomènes de la vie concentrationnaire, les trois auteurs du volume *Nous fûmes à Auschwitz* s'acharnent à lui accorder presque l'exclusivité. Soulignée avec un remarquable talent littéraire, nous avons là une constante, mise en relief, des manifestations d'un esprit égoïste, insensible au malheur des frères en misère : « A l'automne 1942..., il y eut une première discrimination entre les Juifs et les Aryens. L'été 1944 fut une période où le secteur ouvrier de Birkenau ignorait totalement la famine ; une vingtaine de mètres à droite et 200 mètres en diagonale — quarante mille Juives hongroises mouraient de faim. » Les auteurs explorent ces contrastes avec une sorte de raffinement : les siestes et les délices des « gourmands » en face de moribonds fauchés par la famine, l'insouciance tapageuse des uns au moment où, à proximité, des milliers d'autres périssent dans les chambres à gaz. Sans se contenter des faits devenus proverbiaux, les auteurs passent en revue une multitude de situations dans les secteurs les plus divers du camp, en mettant sciemment et constamment en relief toutes les nuances de l'esprit amoral : « Nous l'avons vu et nous croyons avoir le droit d'en parler sans réticence. »

On ne songe nullement à leur contester ce droit. Le problème ne consiste donc qu'à savoir si ces « prolongements » expriment la réalité vraie. C'est ici que nos doutes commencent :

Les auteurs insistent, à juste titre, sur l'amoralité des prisonniers attelés à la lugubre besogne auprès des chambres à gaz et auprès des crématoires. Conformément aux « prolongements » possibles de la même réalité, ils décrivent en détail une scène, où un déporté, faisant partie dudit *Kommando*,

(1) J. M. Siedlecki, K. Olszewski, T. Borowski, *Bylismy w Oswiecimiu*, Éd. du ministère de la Défense nationale, Varsovie.

rencontre, dans le *transport* de nouvelles victimes, et, au milieu d'autres membres de sa famille, son propre père. Il les envoie personnellement « au four ». Rentré — le soir même — dans la baraque, il raconte les détails de son acte sur un ton de badinage, assombri seulement par un demi-sourire mélancolique, au milieu de cent plaisanteries. Or, en ce qui concerne les sentiments de famille, des centaines de témoignages, dont celui de Rudolf Hœss, le commandant d'Auschwitz (1), disent exactement le contraire. Dans un autre récit, un prisonnier nommé Beker, sans y être obligé et rien que pour satisfaire aux lois du camp, fit pendre son propre fils, qui avait volé un morceau de pain : « Et toi, lui demandent les camarades, tu n'as toujours mangé que ta propre ration ? » — « Moi, c'est une autre affaire, j'étais *Lagerältester.* »

Certes, dans cette ambiance d'apocalypse, tout a pu arriver et on pourrait penser que les auteurs consignent là un cas, particulier, mais réel. Voici pourtant la note qui accompagne le récit en question... : « Le véritable Beker, expliquent les auteurs, n'était pas un déporté originaire de Poznanie, mais un Juif français qui, poussé par la faim, mangeait des grenouilles crues. » Or, il n'y a pas eu en France de camp avec des *Lagerältester* qui, recrutés parmi les prisonniers, eussent été autorisés à faire pendre quiconque. En somme, nous avons là un nouveau « prolongement dialectique » au delà des phénomènes observés.

Notre insistance dans l'analyse dépasse largement l'ouvrage en question, foisonnant par ailleurs de choses profondément vécues et senties. D'un côté, aujourd'hui, au nom de la liberté de l'imagination, on a tendance à disculper — d'avance et *en bloc* — les auteurs de divers romans historiques, non seulement de toutes les erreurs et confusions d'ordre historique mais, fait beaucoup plus grave, de toutes invraisemblances du même ordre. De l'autre côté, on voit s'épanouir et se multiplier des ouvrages étayés précisément et *exclusivement* par les « prolongements dialectiques » sus-mentionnés (*Arche ensevelie*, etc.). Leurs auteurs espèrent créer ainsi une sorte de super-vision qui serait plus conforme à la vérité historique que les faits historiques eux-mêmes. Nous pensons, au contraire, qu'il faut rechercher et décrire « une vérité qui, souvent, dépasse la fiction », contre les abus flagrants d'une fiction qui prétend dépasser la réalité.

Après la Libération, Tadeusz Holuj publia un recueil de ses remarquables *Poèmes du camp*, ainsi qu'une série d'articles — souvenirs consacrés principalement aux activités clandestines, organisées à Auschwitz par le groupe anti-fasciste (2). Bien que conçu sous forme de roman, son récent ouvrage, intitulé *La fin de notre monde* (3), comporte lui aussi une riche moisson d'épisodes documentaires. Pour un lecteur avisé, l'abondance de tant de détails rend la première partie du livre assez laborieuse à suivre. Désireux de dresser le bilan des cruautés commises dans la capitale concentrationnaire, il se voit amené à reproduire les mille manifestations du sadisme, que des dizaines d'autres mémorialistes ont fixées avant lui. Comme beaucoup d'écrivains, animés par l'ambition d'écrire sur Auschwitz, non pas un livre de plus, mais l'ouvrage définitif sur ce thème, il veut être exhaustif. Nous l'en excusons d'autant plus volontiers que cette multitude d'épisodes aboutit finalement à familiariser le lecteur avec les divers milieux du camp et aussi avec ses courants souterrains.

Aussitôt que l'auteur, ayant satisfait à son projet de brosser une fresque

(1) Voir les Solutions finales à la lumière d'Auschwitz (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 24).

(2) Voir mon étude : *Écrits des condamnés à mort*, P.U.F., p. 70 et suiv.

(3) Tadeusz Holuj, *Koniec Naszego Swiata* (éd. Wydaw. Literackie, Cracovie).

d'ensemble, entreprend de décrire le réseau des activités clandestines proprement dites, son récit devient passionnant. Les efforts déployés par des participants à la Résistance, il les situe dans l'engrenage quotidien du camp, avec sa promiscuité, ses multiples interférences et ses louches mais inévitables enchaînements. A cet égard, son livre offre une précieuse contribution et rétablit une image certes plus conforme à la réalité que celle suggérée par l'ouvrage des trois auteurs précités.

En revanche on reste rêveur, en lisant le commentaire, inséré à la dernière page de l'ouvrage. « *La fin de notre monde*, écrit Holuj, constitue, il est vrai, un roman dont les principaux événements et les personnages reflètent d'une certaine manière la vérité historique. Mais il s'agit là d'un roman, et non d'une chronique, d'une auto-biographie ou de mémoires. Il n'y aurait donc aucun sens, à chercher d'y retrouver le portrait de personnages authentiques ou à considérer notre récit comme une narration rigoureusement historique. »

Bien sûr, il ne s'agit là au premier abord, que d'une précaution oratoire, devenue presque rituelle. Or, malgré quelques petits déguisements, les personnages de Holuj paraissent reproduire très fidèlement des protagonistes véritables. Pour un initié, il n'est pas, en effet, difficile de deviner et d'inscrire, crayon en main, leurs noms sur les marges. De même en ce qui concerne une quantité de situations et de scènes qu'il relate. Même celle-ci (qui, à maints lecteurs, semblera sans doute trop romanesque et trop « arrangée »), où le chef de file de la Résistance révèle qu'il détient des pleins pouvoirs conférés à la fois par le groupe d'extrême-gauche et ceux d'une conspiration des officiers polonais, fixe assez fidèlement un épisode réel. A travers tous ces faits divers, Holuj sait pourtant acheminer l'action de son livre vers deux événements majeurs : 1) La préparation du soulèvement des détenus d'Auschwitz, prévu pour coïncider avec l'insurrection polonaise en Silésie ; 2) La révolte du *Sonder Kommando*. A en croire l'auteur, ledit soulèvement au camp était déjà au point et ne fut annulé qu'à cause d'une défaillance de la Résistance polonaise en Silésie. Quant à la révolte du *Sonder-Kommando*, qui, effectivement, éclata, elle se trouve présentée comme l'aboutissement des activités clandestines dans le camp. Holuj en a fait le point final de l'ouvrage. Or, précisément, ces deux faits majeurs ne semblent pas être corroborés par tout ce que nous en savons. Autrement dit : non seulement l'auteur nous propose un nouvel éclairage et une interprétation inédite des événements historiques déjà établis, mais de plus, il propose des faits nouveaux... à l'histoire elle-même. Cette dernière initiative nous paraît par trop téméraire. Cette réserve ne saurait, toutefois, diminuer le bien que nous pensons de *La fin de notre monde*.

Michel Borwicz.

Hoess parle...

Dans son article intitulé *La solution finale à la lumière d'Auschwitz* (1), Michel Borwicz empruntait à l'appui de sa thèse des passages entiers des confessions que Rudolf Hoess, commandant d'Auschwitz de 1940 à 1944, a rédigées dans sa prison de Cracovie, durant les deux ans qui précédèrent son exécution, sous le titre de « Meine Psycho » (Ma psychologie). L'ouvrage était alors inédit, sauf en traduction polonaise. C'est en effet à l'injonction des juristes et des autorités polonaises chargées de l'étude des crimes de

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, numéro spécial : *La condition des Juifs*, n° 24, octobre 1956.

guerre nazis en Pologne, que Hoess avait rédigé ces mémoires, dont le titre illustre curieusement son propos : il ne cherche pas à minimiser les crimes qu'il va expier, ni à faire œuvre d'historien. Il veut prouver qu'il est « un brave homme » et que tout « brave homme » doit tenir son serment, celui qu'il a prêté aux S.S. entre les mains desquels il remit son esprit, son libre arbitre, sa conscience, sa vie.

Sous l'égide du *Comité international d'Auschwitz*, les mémoires de Hoess ont été publiés, en 1959, simultanément en Allemagne, par les soins de l'*Institut fur Zeitgeschichte* de Munich, en Angleterre avec une préface de Lord Russel en France, etc. (1). Pas de variante importante à signaler entre les trois éditions, si ce n'est que dans l'allemande, en quelque sorte l'originale, puisqu'il ne s'est pas posé pour elle de problème de traduction, ont été pratiquées quelques coupures, notamment dans le chapitre sur l'homosexualité à Dachau. Les différences essentielles entre les trois éditions tiennent aux annexes. Les éditions allemande et anglaise renferment *in extenso* les « biographies », des complices de Hoess, S.S. de haut rang dans la hiérarchie concentrationnaire, biographies qui ont servi aux procès de Nuremberg, où Hoess fut amené — il était déjà prisonnier des Anglais — comme témoin à décharge de Kaltenbrunner. C'est à l'occasion de cette déposition que Hoess a rédigé également l'étude sur la *Solution finale*, reprise dans les trois éditions, et qui répète l'un des chapitres de son livre sur un plan plus impersonnel.

Les mémoires eux-mêmes sont passionnants à des titres divers, la première partie, par exemple, pour la connaissance du climat familial de la bourgeoisie catholique allemande au début du xx^{e} siècle. Il est évident que la psychologie de l'enfant Hoess, telle que l'expose Rudolf Hoess, ex-commandant de camp de concentration incarcéré pour génocide et qui sait que la corde l'attend, ne doit pas être prise pour le prototype réel de la jeunesse pré-hitlérienne, découvrant le néant de la religion et des liens d'affection pour ne plus reconnaître que l'obéissance aveugle au chef choisi. Engagé dès l'âge de 15 ans dans la guerre de 1914, Hoess trouve à son retour au pays natal, une patrie dévastée, une famille disparue, des tuteurs soucieux de se débarrasser de lui en le faisant entrer dans les ordres, comme ses parents l'avaient souhaité. Alors vient l'âge de la révolte, l'entrée dans les *Corps Francs* qui luttent contre l'U.R.S.S., la rencontre de Himmler et de tous ceux qui seront les nazis de demain. Conspirations, complot, assassinat : Hoess fait ses classes, et les termine par six ans de prison. Il en sortira, peu avant que ne se lève l'étoile de Hitler, mûr d'une expérience dont il saura faire usage plus tard, ayant surtout expérimenté la désagrégation de toutes les valeurs humaines opérées par la prison, l'intérêt de l'opposition entre les divers clans de prisonniers. La carrière de Hoess, gardien de camp de concentration et S.S., commence dès 1934, mais ne prend toute son ampleur qu'en 1940, lorsque Himmler le charge de prendre en mains, à Auschwitz, la *Solution finale*. Les mots de sélection, d'extermination, de chambre à gaz, prennent un étrange relief quand ils sont maniés par l'ordonnateur obéissant des massacres. Il ne songe même pas à nier, à minimiser les chiffres, ni à dissimuler la haine morbide que lui inspirent les Juifs. Himmler et Hitler lui ont dit qu'il fallait les détruire. Peut-on en vouloir au bon soldat qui se soumet à la servitude et à la grandeur militaire ? Mais l'on serait déçu si l'on cherchait dans ces *Mémoires*, des explications au comportement d'Hitler ou d'Himmler vis-à-vis du génocide. Ils

(1) Rudolf Hoess, *Le commandant d'Auschwitz parle*, Julliard, 1959, traduit par Constantin de Grunwald, in-12, 1959, 247 p. *Kommandant in Auschwitz*, édition allemande : Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, 1958, in-8°, 184 p.

l'ordonnent, Hoess reçoit leurs ordres comme une révélation divine et se comporte vis-à-vis d'eux comme le brave soldat Chweik vis-à-vis de son officier autrichien. « J'écoute et j'obéis » ; même le cynisme et l'abandon d'Himmler au moment de la déroute finale ne lui arrachent pas un mot de blâme. Il avait ses raisons.

Cette extraordinaire relation qui ne contredit pas les témoignages des victimes, qui met en relief les luttes entre *politiques* et *droits communs*, entre les diverses catégories de déportés, en montrant comment Hoess a su les utiliser pour le plus grand bien de la *Solution finale*, appelle maintes réflexions sur la responsabilité individuelle et collective, sur la bonne conscience, sur les racines de l'antisémitisme, surtout sur la logique à la fois rigoureuse et démente du système concentrationnaire nazi. Les sentiments que le récit de ses forfaits de serviteur aveugle du nazisme peuvent éveiller chez ses lecteurs, chez ses juges de demain, Hoess, peu intelligent, peu cultivé, prenant à la lettre tous les thèmes de la propagande nazie, en a cependant conscience, puisqu'il insiste à la fois sur ses difficultés d'administrateur méticuleux aux prises avec des sous-ordres sans conscience, avec des troupeaux de victimes qui devaient être détruits et qui n'étaient pas toutes consentantes, aux prises avec sa propre sentimentalité (on ne peut, pour lui, parler de conscience au sens propre) : « Car j'avais un cœur moi aussi. » Telle est la conclusion de Hoess. Elle n'est pas faite pour diminuer l'impression d'horreur et d'irréalité qu'inspirent les aveux de ce « fonctionnaire », parfait au sens S.S. du terme.

Olga WORMSER.

La déportation des Tziganes

Il semble que ce soient les difficultés rencontrées par l'examen des dossiers d'indemnisation des Tziganes rescapés des camps, ou de leurs familles, qui aient incité H. J. Doring à étudier les motifs de la déportation des Tziganes, en mai 1940 (1), problème pour lequel les sources manquent, et qui a été, nous dit-il, très peu étudié jusqu'ici.

La législation semble avoir été beaucoup moins codifiée pour les Tziganes que pour les Juifs. L'auteur hésite entre plusieurs interprétations : raciale, prévention de la criminalité, souci de défense des frontières, sans arriver à fixer sa doctrine, et sans nous convaincre que le sort réservé aux Tziganes ne soit pas l'un des aspects annexes de la solution finale, c'est-à-dire l'extermination pure et simple, afin de préserver la pureté aryenne.

En effet, H. J. Doring considère l'ordonnance du 27 avril 1940, exigeant l'arrestation de 2 500 Bohémiens pour les transplanter dans le gouvernement général (Pologne) comme le 2e volet d'une ordonnance de Heydrich. Elle interdisait, dès 1939, aux Tziganes de quitter le lieu de leur résidence, conformément à l'ordonnance antérieure prise sous l'impulsion de la *Wehrmacht* et prohibant le vagabondage à travers le Reich pour garantir la sécurité des frontières. Cette ordonnance interdisait le vagabondage, sans spécifier les catégories raciales ou sociales des individus susceptibles de s'y livrer. On peut donc admettre qu'elle visait vraiment la sécurité des frontières et tendait à empêcher l'espionnage ; le décret de « fixation » de Heydrich, en 1939, et l'ordonnance de déportation d'avril 1940, semblent au contraire attester, vis-à-vis des Tziganes, un processus parallèle à celui qui a été suivi pour les Juifs : d'abord « fixation » dans les ghettos et certaines zones,

(1) Hans Joachim DORING, *Les motifs de la déportation des Tziganes en mai 1940.* in Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte. Deutsche Verlagsanstalt Stuttgart, octobre 1959,

afin de faciliter le dénombrement, puis déportation. Ces deux opérations étant la conséquence des mesures annoncées par Hitler dans son discours au Reichstag d'octobre 1939 et immédiatement mises en application par Himmler : ramener les Allemands du Reich et les *Volksdeutsche* établis à l'étranger, libérer de nouveaux territoires à leur intention, et « éliminer les influences nocives » et les étrangers qui présentaient un danger pour la communauté allemande. On peut voir là, dès 1939, l'annonce de la « solution finale, » de l'extermination pour les Juifs et les Tziganes.

Aussi contesterons-nous les conséquences tirées par H. J. Doring de son examen des diverses ordonnances précitées. A propos des mesures contre la criminalité prises en 1937-38, l'auteur écrit : « Il est avéré que la criminalité des Tziganes, surtout des métis, est plus élevée que celle de la population sédentaire non bohémienne. » Même si les statistiques confirment cette affirmation, il existait avant la guerre en Allemagne, et particulièrement à Berlin une population tzigane et métissée sédentaire, dont certains éléments servirent dans l'armée, et sont même arrivés à Auschwitz, portant les insignes du parti nazi. Cette constatation, confirmée par plusieurs témoignages que nous possédons sur le camp des Tziganes, contredisait aussi l'affirmation selon laquelle les Tziganes ne pouvaient exercer aucune influence sur la vie économique et culturelle du pays. D'après les informations précitées, beaucoup d'entre eux, métissés depuis le XVIII^e^ siècle, date de leur installation en Allemagne et surtout en Prusse, auraient été commerçants, intégrés à la communauté sociale, comme les Juifs allemands avant les lois de Nuremberg. A Auschwitz, adoptant eux-mêmes les préjugés raciaux de leurs bourreaux, ils auraient discuté de leur pourcentage de sang tzigane : « Je suis un 50 %, un 80 %, etc. » Ces Tziganes, ou ces métis, déportés par familles dans un camp spécial, avaient bien eux-mêmes le sentiment d'avoir été déportés pour motif racial. Et nous contesterons aussi cette phrase de H. J. Doring : « Les bohémiens de tous les pays détenus, pas *toujours pour des délits,* dans le camp familial d'Auschwitz... » Effectivement, ce camp « familial » contenait une grande proportion d'enfants de tous âges, et de nourrissons nés dans le camp, même s'il comptait une très faible proportion de « criminels » ! Aussi pensons-nous que la première partie de l'article d'H. J. Doring ne concerne que les Tziganes nomades d'Allemagne, mais pas les Tziganes ou métis en grande majorité berlinois et sédentaires, non plus que les Tziganes raflés dans les pays occupés (Pologne, Tchécoslovaquie, France). D'autre part, après lecture de l'analyse des textes, et malgré les hésitations formulées en début d'article, il semble bien que la déportation et l'extermination, non seulement de 2 500 Tziganes arrêtés en Allemagne en mai 1940, mais des 30 000 Tziganes et métis d'Allemagne et des autres pays, n'ait été dictée ni par des motifs militaires, ni en vue de prévenir l'espionnage, ni en prévention contre la criminalité, mais bel et bien pour des motifs uniquement raciaux ; l'extermination de tous les Tziganes, quel que soit leur pourcentage de métissage et de sang aryen, était la seule mesure susceptible d'empêcher les mariages mixtes, et de préserver la pureté de la race.

Olga WORMSER.

Un enfant déporté

« Tanguy » représente l'un des premiers ouvrages ayant, à part un ou deux témoignages de « plus de quinze ans », donné l'image de l'univers concentrationnaire interprété par un enfant. Il existe en polonais de nombreux récits d'enfants rescapés d'Auschwitz, mais ils n'ont pas été traduits. Le livre de

Miguel de Castillo (1), s'il entraîne l'adhésion complète du lecteur, appelle quelques réflexions de la part de l'historien de la déportation. Tanguy vit à partir de six ans une existence d'enfant traqué, en Espagne d'abord d'où sa mère est chassée par la défaite républicaine ; avec l'enfant elle gagne la France, où elle vit plus ou moins clandestinement jusqu'en 1939, date à laquelle une dénonciation plus ou moins volontaire du père de l'enfant les fait interner l'un et l'autre dans un camp des Pyrénées. La description de la vie au camp faite par l'enfant est saisissante : déjà il sait distinguer les haines de classe, les consentements à la dégradation, ou le tranquille courage d'une jeune femme juive qui s'évade de l'univers du camp en inventant pour l'enfant des contes merveilleux. Toute cette première partie rend un son d'authenticité très frappant. Libérée du camp par la maladie, mais risquant d'y être enfermée de nouveau, la mère décide qu'ils vont gagner l'Espagne par les Pyrénées et chacun de leur côté. Elle laisse donc un enfant de neuf ans à la merci de toutes les aventures ; on saura par la suite qu'elle a rejoint Madrid sans encombre, mais la maison du passeur est cernée la veille du passage de Tanguy, qui est acheminé vers Drancy avec toute la maisonnée, adultes et enfants, juifs pour la plupart. Le petit Espagnol de neuf ans hurlant qu'il n'est pas Juif, tout en ne comprenant pas ce que le fait d'être Juif peut avoir de criminel, est une image saisissante de l'occupation. A partir de ce moment, le ton d'authenticité s'efface au profit du romanesque : à notre connaissance tous les convois de Drancy (à l'exception des deux convois du 15 mai 1944 dirigés sur Kaunas) ont abouti à Auschwitz. Or, le convoi de Tanguy, hommes, femmes, enfants mêlés, fait un voyage de neuf jours avant d'aboutir à un camp qui n'est manifestement pas Auschwitz, mais Buchenwald d'après la description, non des lieux, mais du mode de vie. Pourtant, dans ce camp qui n'est pas Auschwitz, la construction de la chambre à gaz survient en 1944 et sème une panique inspirée de l'évolution d'Auschwitz et ne pouvant se référer à rien d'analogue à Buchenwald. On a ainsi l'impression d'un camp mythique, même si la hiérarchie ou les crimes sont évoqués avec un réalisme d'adulte, par un enfant qu'émerveillent cependant la protection et l'amitié d'un déporté allemand dont la mort sera pour lui au camp la seule souffrance sans appel. Le déporté allemand est le seul à lui avoir donné une impression d'humanité dans cette jungle, où il décrit une lutte pour la vie si féroce qu'il semble extraordinaire qu'il ait survécu. La dernière partie du livre, où l'enfant erre à la recherche de sa famille, après la libération, où il connaît le bagne d'un asile religieux en Espagne qui lui semble plus féroce que le camp, parce qu'il est revenu dans la « vie normale », qu'il ne vit plus dans l'extraordinaire, retrouve le caractère « d'authenticité immédiate » du début. Miguel de Castillo n'a pas été lui-même cet enfant traversant révolution, guerre, expérience concentrationnaire. Aussi peut-il imaginer que son héros peut garder une indestructible confiance dans la bonté des hommes, même s'il n'en sent plus le rayonnement.

Olga Wormser.

Les coulisses de Theresienstadt

Nous avons rendu compte en son temps de l'étude à la fois historique et sociologique que H. Adler a consacrée au camp de Theresienstadt, en regrettant alors qu'un travail aussi approfondi ne pût prendre pour objet chacun des grands camps de l'ensemble du système concentrationnaire. Un

(1) Miguel de Castillo, *Tanguy*, Julliard, 1957.

second volume (1) représente, si l'on peut dire, les coulisses de Theresienstadt. H. Adler réunit et présente dans l'ordre chronologique les documents de source allemande qui permettent de retracer, du point de vue du gouvernement du Reich et des S.S., l'historique du camp, le choix de ceux qui y furent acheminés, les diverses transactions et trafics auxquels donnèrent lieu, entre les différentes audiences gouvernementales, sa création et son développement. Chaque texte, qu'il s'agisse d'une conversation d'Eichmann en 1942, à propos de la déportation des Juifs de Prague ou de Vienne, d'ordres de Himmler, de divers rapports de la Gestapo, relatifs à l'organisation intérieure du camp, sont accompagnés de commentaires et de l'indication des sources. Adler a utilisé des fonds d'archives bien connus, en sélectionnant parmi eux tous les documents se rapportant à Theresienstadt, examinés non plus du point de vue des victimes, mais des responsables. Ce recueil, illustré de photographies, de dessins exécutés au camp, de photocopies de documents, complète donc très utilement le premier, sans représenter une sèche publication de sources.

O. Wormser.

Un kommando

Un camp très ordinaire (2), c'est le kommando de Neubrandenbourg, où la vie concentrationnaire d'un transport de Ravensbruck était « banale », rythmée par les appels, les coups, le travail, les souvenirs, les notes dominantes restant la faim et la mort. Le livre de Micheline Maurel ne nous apprend rien de nouveau sur le « système » ni sur les rivalités entre déportés de nations différentes, qui n'empêchaient pas des amitiés de se nouer, ni sur le prix d'une soupe ou d'une galoche, ni sur la dépravation des proéminentes, ni sur les psychoses de la faim, du souvenir et des hantises d'autrefois. L'auteur ne cherche pas à embellir la nature humaine — nous aimerions notamment d'autres témoignages sur le comportement des libérateurs russes, qui, à notre connaissance, n'a été dépeint de la sorte dans aucun livre de déportée. L'intérêt majeur du livre, comme l'exprime parfaitement Mauriac dans sa préface, c'est qu'il montre à quel point les revenants des camps restent marqués pour leur vie par l'expérience subie, et éternellement étrangers dans le monde de tous les jours.

Olga Wormser.

(1) H. Adler, *Die verheimlichte Wahrheit (Theresienstadter Dokumente) (La vérité la plus secrète. Documents sur Theresienstadt)*, J. C. B. Mohr, Tubingen, 1958, in-8°, 372 p.

(2) Micheline Maurel, *Un camp très ordinaire*, Les Éditions de Minuit, 1957, in-12, 191 pages.

LA GUERRE A L'EST

Le régiment et la division motorisée Grossdeutschland

L'armée de l'Allemagne impériale était caractérisée par un recrutement étroitement régional, résultant pour une part du caractère fédéral de l'Empire.

A ce principe, deux exceptions : celle de l'Alsace-Lorraine, sur laquelle nous ne nous étendrons pas ici, et celle de la Garde. Le Corps d'Armée de la Garde, en effet, était formé d'hommes sélectionnés dans toutes les provinces de Prusse, qu'il représentait en quelque sorte à Berlin. Pas plus que notre vieille Maison du Roi ou la Garde de Napoléon, la Garde prussienne n'était uniquement une troupe de parade : elle savait aussi se battre. Mais Napoléon réservait sa Garde jusqu'au moment où il lui paraissait opportun de la faire intervenir pour créer « l'événement » et forcer la victoire. La Garde prussienne, au contraire, fut, en 1914 — pour ne pas remonter plus loin — engagée en première ligne comme tout autre corps d'armée. Dans ce but, après des débuts modestes, elle avait été progressivement portée à l'effectif de plus de 2 divisions, avec leur infanterie, leur cavalerie, leur artillerie, leur génie, leurs services.

Dans les diverses formations de l'armée hitlérienne désignées sous le nom de *Grossdeutschland*, c'est-à-dire de *Grande Allemagne*, nous allons retrouver ces mêmes caractères : recrutement étendu à l'ensemble du territoire du Reich, unités prévues en temps de paix pour la parade et devenant en temps de guerre des unités combattantes d'élite, accroissement continu des effectifs transformant le régiment initial en une division, puis en un corps d'armée complet.

C'est la première partie de cette évolution que retrace, jusqu'au 1er janvier 1943, le tome I de l'Historique publié par l'*Amicale des Anciens du Corps d'Armée* (1).

La *Reichswehr* n'était pas assez riche en hommes pour entretenir en permanence à Berlin une unité spéciale, chargée des services de garde, de piquet et de parade. La difficulté fut tournée en constituant un détachement de 7 compagnies, chacune d'elles étant fournie et renouvelée par l'une des sept régions militaires. Dans ce détachement de service à Berlin, qui prit bientôt le nom de *Wach-Bataillon*, se trouvaient donc représentées toutes les parties du Reich et non plus seulement de la Prusse. A partir de 1936, le nombre des compagnies fut augmenté et le bataillon devint un régiment qui, après 1938, eut des cadres permanents. Ce *Wach-Regiment Berlin* ne vécut que peu de temps : au printemps de 1939 survint l'ordre de le transformer pour l'automne en régiment d'infanterie *Grossdeutschland*. Les effectifs étant insuffisants, le *Lehr-Infanterie-Regiment* ou régiment d'expériences, rattaché à l'école d'application d'infanterie de Döberitz, fournit également des éléments. Or, ce régiment, chargé de procéder aux essais des armements ou matériels nouveaux, d'expérimenter les règlements tactiques en projet, était lui aussi recruté par voie de prélèvement, sur l'ensemble des corps d'infanterie, de personnels soigneusement sélectionnés. L'apport des instructeurs de Döberitz permit de développer l'entraînement au combat des soldats de parade du *Wach-Rgt.*

Le nouveau régiment ne fut guère prêt avant le 1er octobre 1939 ; il comprenait à ce moment 3 bataillons à 4 compagnies, plus un bataillon

(1) *Die Geschichte des Panzerkorps Grossdeutschland*, Band I, Duisburg-Ruhrort, 1958, 670 p.

d'armes lourdes (canons antichars et canons d'accompagnement) ; il était entièrement motorisé ; non endivisionné, il appartenait aux réserves générales, et fut transporté à l'arrière du front occidental au début de novembre 1939 (1).

Accessoirement, de faibles éléments du *Wach-Rgt* constituèrent une compagnie de garde qui resta à Berlin, pour assurer les principaux services de piquet. En outre, dès la fin d'août 1939, avait été fourni pour le Q. G. du Führer un détachement d'escorte, d'un effectif minime tout d'abord, puis de la valeur d'un bataillon, sous les ordres du colonel Rommel, simultanément commandant du Q. G., le futur maréchal. Dans la suite de l'ouvrage sont insérés quelques paragraphes consacrés à ce *Führer-Begleit-Bataillon* ; ils nous initient à la vie dans les différents Q. G. de Hitler, soit à Rastenburg (Prusse orientale) soit à Winniza (Ukraine).

Nous ne pouvons ici suivre le régiment sur tous les champs de bataille où il parut ; attardons-nous pourtant sur son rôle au cours de la campagne de France, rôle que nous connaissions déjà en gros par les Souvenirs du général Guderian. De même, en effet, que le XIX^{e} Corps, commandé par Guderian, est chargé de l'effort principal dans l'offensive sur Sedan qui doit décider du sort de la campagne, de même le « I.R.G.D. » placé sous les ordres de ce corps d'armée, est chargé par lui de l'attaque principale. Fidèle à sa doctrine du *Schwerpunkt*, le Commandement allemand a mis ainsi toutes les chances de son côté, confiant le rôle essentiel à une unité d'élite, spécialement renforcée ; en effet le régiment s'est vu rattacher une batterie de canons d'assaut : 6 pièces de 75 sur affûts automoteurs, qui sont les seules existant à l'époque. Après Sedan (13 mai), c'est Chémery, où la compagnie antichars contribue puissamment à l'échec de la contre-attaque française (14 mai), puis Stonne ; le régiment y subit, le 15, un échec et doit abandonner le village où il avait pénétré.

Transporté ensuite en Flandre, le I.R.G.D. est engagé sur les flancs sud et sud-est de la tête de pont de Dunkerque, jusque devant Bergues (fin mai). Les 6 et 7 juin, il participe, à Estrées et au bois de Berny, à la rupture de ce que l'ouvrage appelle pompeusement « la ligne Weygand puissamment fortifiée ». C'est alors une poursuite rapide, qui mène le régiment sur les belles routes de France, par Noyon, Coucy, Villers Cotterets, Nogent-sur-Seine, Joigny, Clamecy, le Creusot, Tournus, jusque devant Lyon, que le 2^{e} bataillon occupe dans l'après-midi du 19 juin.

Au cours de cette campagne, où il prend part à plusieurs combats sévères, le régiment a perdu 1 100 hommes : 221 tués, 830 blessés, 57 disparus.

Ramené à Paris pour un grand défilé de la victoire qui finalement n'aura pas lieu, il va tenir garnison en Alsace (Colmar et Sélestat) à partir de la fin de juillet 1940. En octobre, au camp du Valdahon, il s'entraîne en vue de l'attaque de Gibraltar. Ce projet abandonné, c'est à Belfort qu'il s'installe. Au cours de cette période, il s'augmente d'un nouveau bataillon

(1) De l'origine du régiment G.D., il résulte bien que, contrairement à ce que l'on croit généralement en France, celui-ci n'appartenait en aucune façon à la S.S. L'ouvrage met précisément l'accent sur l'honneur que Hitler fit à l'Armée de Terre en lui confiant, jusqu'à la fin de 1944, la garde de sa personne et de son Q.G. Pourtant il existait également dans la S.S. une unité dite de garde, la « *S.S. — Leibstandarte Adolf Hitler* » qui forma un régiment de combat en 1939, puis en 1941 une division (1re div. blindée S.S.), enfin un corps d'armée en 1944 (1er corps blindé S.S.).

L'Armée de l'Air avait elle aussi une formation d'élite, dont le rôle initial était de constituer la garde personnelle du ministre de l'Air, commandant en chef de la *Luftwaffe* : le *régiment « Hermann Göring »* qui, suivant un processus du même ordre donna naissance successivement à une brigade, à une division (fin 1942), puis (octobre 1944) à un corps d'armée blindé portant à titre honorifique le qualificatif de « parachutiste ».

lourd, ce qui porte à 20 le nombre de ses compagnies ; un groupe d'artillerie lui est adjoint ; il disposait déjà d'un bataillon du Génie depuis novembre 1939. De la sorte toutes les armes sont représentées, et en fait ce régiment a la valeur déjà d'une brigade mixte, entièrement motorisée.

C'est avec cette composition qu'il prend part à la campagne des Balkans, en occupant Belgrade, puis aux premières opérations en Russie, liant son sort au groupement blindé Guderian dans la marche de celui-ci vers Smolensk, la volte-face sur l'Ukraine, la reprise de la marche sur Moscou par Toula. A l'issue du repli imposé par l'échec devant Moscou, le régiment est à peu près détruit ; ses trois bataillons d'infanterie ont dû être fusionnés en un seul, qui ne compte que quelques dizaines d'hommes.

Au début d'avril 1942, le régiment, relevé et dirigé vers l'arrière, est reconstitué sur un type quelque peu différent. Au lieu de rester autonome comme il l'était jusqu'alors, il devient le 1er Régiment d'Infanterie de la division motorisée *Grossdeutschland* qui, simultanément, se forme au camp de Wandern, près de Francfort sur Oder et doit représenter le type de la division motorisée 1942. Les hommes et les cadres sont choisis dans les dépôts des différentes régions militaires, les matériels les plus modernes lui sont affectés. Avec ses 18 000 hommes et son armement nombreux, la division constitue un bel instrument de combat.

Elle est engagée à partir de la fin juin 1942, à la gauche du groupe d'armées B, attaquant de la région de Kursk sur Woronej. Dès la prise de cette ville (7 juillet) et de ses ponts sur le Don, la division est mise en route vers le Sud, en direction générale du confluent du Donez et du Don ; elle se trouve ainsi sur les arrières de l'adversaire, pendant une dizaine de jours ; le ravitaillement en essence lui cause les plus grandes difficultés. Néanmoins elle réussit successivement le passage de vive force du Donez (18 juillet) puis celui du Don (22-25 juillet), ce qui ouvre la voie aux forces destinées à marcher sur le Caucase.

Ramenée en arrière, la division, après quelques jours de repos, est transférée à 1 000 km de là dans la région de Rjew, où l'Armée soviétique attaque en force (août 1942). D'abord sur la face est, puis sur la face ouest du saillant tenu par la IXe Armée, elle prend part jusqu'au début de janvier 1943 à des combats très durs et si coûteux que la division, lorsqu'elle est relevée, est à peu près entièrement renouvelée. L'auteur explique l'importance de ces pertes en notant que, pour la première fois, la division, habituée aux percées rapides, aux longues poursuites de la guerre-éclair, est engagée dans une série d'opérations défensives, dans une « bataille de matériel » à laquelle elle n'a été nullement préparée et où déjà l'adversaire déploie une supériorité marquée.

Le volume se termine au moment (10 janvier 1943) où la division est embarquée à Smolensk pour une destination inconnue.

Suivant le procédé cher aux historiques allemands, celui-ci fait largement appel aux témoignages des combattants de tous grades, de préférence les plus humbles. Il en résulte quelques pages vivantes, mais à la longue bien monotones, car pour le soldat du rang, la guerre ne présente que des aspects peu variés et des horizons bien étroits. En outre, pour suivre les détails dans lesquels entrent de tels récits, il faudrait des cartes à grande échelle ; or, celles-ci manquent complètement et les quelques croquis joints au texte sont absolument insuffisants pour comprendre même les lignes générales des opérations.

Enfin, ce volume, bien présenté, avec une typographie claire et élégante, déforme trop souvent les noms propres, soit des localités françaises, pour s'en tenir à celles-ci, soit même des officiers du régiment. Parfois, le numéro d'une compagnie ou d'un bataillon, qui surgit inopinément, ou

bien révèle une erreur indiscutable, ou bien fait craindre un lapsus, qu'il n'est pas possible d'établir en toute certitude. Ce sont là des faiblesses auxquelles les ouvrages allemands, il faut le reconnaître, ne nous ont pas habitués.

Malgré ces réserves, l'Historique du régiment, puis de la division *Grossdeutschland*, avec les pages qu'il consacre au bataillon de garde de Berlin et au bataillon d'escorte du Führer, nous apporte nombre de précisions de valeur sur certains épisodes de la guerre, soit en première ligne, soit à l'arrière. Il mérite d'être connu de tous ceux qui s'efforcent de pénétrer les ressorts de la puissante machine de guerre allemande : discipline, instruction très poussée, foi totale dans les destinées du Reich et les capacités du Commandement suprême.

A. Golaz.

Les Mémoires de Tanner

Vaïno Tanner était ministre des Affaires étrangères de Finlande pendant la « guerre d'hiver » (29 novembre 1939-12 mars 1940), qui mit aux prises son petit pays et l'immense Russie. C'est uniquement des relations diplomatiques qu'il est question dans ses Mémoires (1). M. Tanner a pu utiliser les documents officiels et ses notes personnelles : certaines journées sont racontées heure par heure et presque minute par minute. Il n'est que rarement fait allusion aux événements militaires. Et c'est dommage, car il n'est pas facile de comprendre l'attitude des négociateurs quand on ignore ce qui se passe sur le front : les succès ou les revers de l'armée finlandaise devaient, cependant, avoir leur répercussion sur l'attitude des diplomates, les incliner à plus ou moins d'intransigeance ou de modération...

M. Tanner fait l'histoire complète des négociations, depuis les premières « approches » soviétiques (printemps 1938), approches « secrètes », conduites non pas par le ministre russe à Helsinski, mais par un obscur attaché, Yartsev, qui avait la confiance de Moscou (ce qui ouvre bien des aperçus sur le caractère ambigu de la diplomatie soviétique qui, telle celle de Louis XV et de tous les autocrates, est double, l'officielle et la secrète, et utilise des agents officieux pour surveiller les envoyés officiels...). A ce moment-là, Moscou s'inquiétait de la faiblesse militaire de la neutre Finlande et offrait (pour protéger Leningrad) de fortifier les îles du golfe de Finlande. Stupéfaits, les Finnois déclarèrent impossible toute cession de territoire.

Ces demandes furent renouvelées au printemps 1939, cette fois par l'intermédiaire de Litvinov. Sitôt signé le pacte germano-russe et déclenchée la guerre qui en était le corollaire, elles devinrent plus instantes et les négociations furent conduites, directement, à Moscou, par Staline et Molotov. Elles étaient, en apparence, beaucoup moins justifiées : contre qui la Russie voulait-elle défendre Leningrad ? Qui pouvait l'attaquer ? La Baltique est bordée d'États neutres, militairement faibles — et l'Allemagne était son alliée ! Toutes deux s'étaient partagé la Pologne et la Russie avait pratiquement annexé les États baltes... Évidemment, c'était bien une agression hitlérienne que craignait Staline, mais pourquoi venait-il de renforcer le prestige du dictateur nazi ?

Staline et Molotov se firent de plus en plus pressants et leurs exigences s'accrurent : ils demandaient Hanko, plusieurs îles, une petite partie de la Carélie... Une mission finlandaise — dont fit partie Tanner — alla discuter à Moscou, sans succès... Et brusquement, sans déclaration de guerre, l'armée

(1) Vaïno Tanner, *The Winter War, Finland against Russia 1939-1940*, Stanford University Press, Stanford, California U.S.A., 24 × 16, 274 p.

soviétique passa la frontière (29 novembre 1939). Le gouvernement finlandais paraît avoir été étonné ; il ne pouvait, cependant, pas ignorer les préparatifs militaires de son puissant voisin.

Que pouvait-il faire ? Le maréchal Mannerheim, nommé commandant en chef, était un esprit clair : il ne cacha pas l'impossibilité de la lutte : armée faible et mal outillée (dans ses *Mémoires*, il déplore cette impréparation) (1). Seule, la Finlande ne pouvait pas résister. Il lui fallait ou accepter les conditions de son agresseur ou trouver des alliés. Elle en appela, naturellement, à la S.D.N., qui engagea la procédure habituelle. Mais les Soviets qui venaient de créer un gouvernement « fantôme » — sorti tout prêt, des armoires du Kremlin — répondirent que le seul gouvernement qu'ils reconnaissaient était le gouvernement communiste et qu'ils n'étaient pas en guerre avec lui. La S.D.N. aurait pu charger des États européens d'aider la Finlande à repousser son agresseur (et, dans ce cas, comment la Suède aurait-elle pu refuser son appui ?). Mais elle ne le fit pas.

La Finlande essaya à la fois d'ouvrir des négociations avec Moscou et de se trouver des alliés. Dès le début, les Suédois refusèrent d'intervenir militairement : ils donneraient des armes, des médecins, des médicaments, des volontaires même (et beaucoup de bonnes paroles) mais ne sortiraient pas de leur neutralité. Le premier ministre, Hansson, fut inflexible et il fut approuvé par le roi. Le seul ministre favorable à la cause finlandaise, Richard Sandler, démissionna.

Qui pouvait alors aider la Finlande ? Traditionnellement attachées au principe démocratique de non-agression, bien qu'engagées elles-mêmes dans une guerre contre l'Allemagne, bien que très éloignées du théâtre des opérations, la France et l'Angleterre offrirent leur alliance à la Finlande et expédièrent des armes (300 avions, plus de 700 canons, 400 000 fusils, des mitrailleuses, des munitions). Mais la Finlande hésita à accepter l'intervention directe franco-anglaise. L'offre officielle eut lieu le 5 février et la situation était déjà très compromise. En outre, la Suède refusait de laisser passer les troupes franco-anglaises, pour ne pas violer sa « neutralité » (elle laissa, cependant, deux mois plus tard, les troupes allemandes traverser son territoire pour aller conquérir la Norvège !). Enfin, le ministre finlandais des Affaires étrangères, Tanner, était fort hostile à cette intervention. Il laissa traîner les négociations en longueur (les Français avaient envoyé à Helsinski le colonel Ganeval) ; elles ne furent rompues que le jour de la signature de la paix avec la Russie. On se demande par suite, puisqu'il était décidé à traiter avec les Soviets, pourquoi Tanner n'a pas mené plus rapidement les pourparlers, pourquoi il n'a pas profité des premières semaines de la guerre au cours desquelles l'armée finlandaise tenait en échec l'armée rouge ?

Ces négociations commencèrent, d'ailleurs, dès le début de la guerre. Tanner chercha un médiateur : la Suède ? l'Allemagne ? Un neutre puissant comme les États-Unis ? Ceux-ci (le professeur américain auteur de la préface, l'avoue), très éloignés de l'Europe, ne s'occupaient que d'eux-mêmes. A la fin de février, ils déclarèrent « qu'ils s'intéressaient beaucoup à la question », mais ils ne bougèrent pas.

Le gouvernement finlandais, assez secrètement, contacta l'Allemagne. Celle-ci n'était pas hostile à la Finlande, son ancienne alliée pendant la première guerre mondiale (M. Tanner omet de rappeler ce point important), mais elle se trouvait dans une situation difficile : elle était l'alliée de la Russie et, d'autre part, elle savait bien que les fortifications que la Russie

(1) Cf. le compte rendu des *Mémoires* de Mannerheim dans le n° 18 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

projetait de construire sur le golfe de Finlande étaient dirigées contre elle. Aussi, ne donna-t-elle, elle aussi, que de bonnes paroles. Elle ne s'opposa pas à une intervention suédoise, même armée, mais s'opposa, par contre, nettement, à toute intervention franco-anglaise.

Restait la Suède : elle refusait des troupes, mais ne refusait pas ses bons offices. Et ce fut, en fait, à Stockholm, par l'intermédiaire de Mme Kollontaï, ambassadrice d'U.R.S.S., que s'ouvrirent les longues et difficiles négociations qui devaient conduire à la désastreuse paix du 12 mars 1940 : elle arrachait à la Finlande non seulement la presqu'île de Hanko, mais plusieurs îles du golfe de Finlande et la plus riche partie de la Carélie...

On reste assez déçu de l'ouvrage de M. Tanner : les diplomates finlandais n'ont pas joué le rôle le plus brillant dans ce dramatique épisode de leur histoire. Et le livre ne laisse rien entrevoir de l'héroïsme du peuple et de l'armée, mais suit, au contraire, pas à pas, les tergiversations des négociateurs. La part qui leur était dévolue était, en vérité, ingrate : ils avaient en face d'eux des adversaires impitoyables et ils étaient mal soutenus par leurs amis. Mais on a l'impression que la Finlande aurait mieux fait ou de céder plus vite ou d'aller jusqu'au bout et d'accepter l'aide franco-anglaise. M. Tanner est injuste pour les « Occidentaux » : il leur prête des intentions machiavéliques qu'ils n'avaient sûrement pas. Il les accuse de vouloir entraîner la Finlande dans une guerre mondiale et de brûler du désir d'envoyer des soldats à Petsamo ! On pourrait plus légitimement leur reprocher d'avoir agi avec bien de la légèreté en acceptant de s'engager dans une entreprise si périlleuse ! La France de 1939 s'est réellement passionnée pour la cause finlandaise et s'est scandalisée de la mauvaise volonté de la Suède. On aurait bien surpris les Français en cet hiver 1939-40, si on leur avait dit que leur aide n'était pas souhaitée !

M. Tanner se félicite que cette aide n'ait pas fonctionné, étant donnés les événements d'avril 1940 et l'invasion de la Norvège et du Danemark par les Allemands : la Finlande, alliée des Occidentaux, aurait été alors, remarque-t-il, dans le « camp des vaincus »... Ce que M. Tanner ne dit pas, c'est que, peu après, en 1941, la Finlande s'est alliée à l'Allemagne contre l'U.R.S.S. (croyant s'allier au vainqueur probable) et que, finalement, elle s'est tout de même trouvée dans le « camp des vaincus » ! Ce n'est que grâce au courage et à l'habileté de Mannerheim qu'elle a pu conserver ses frontières de 1940 et ne pas être punie de s'être alliée avec un dictateur (malgré son sincère amour de la démocratie). Mais ceci est une autre histoire... comme est une autre histoire l'énergie avec laquelle le peuple finlandais a pansé ses blessures après la guerre.

Marie GRANET.

Polonais et Tchèques en exil

P. S. Wandycz, professeur adjoint d'histoire à l'Université d'Indiana, a entrepris la tâche difficile — si nous considérons l'absence de sources — d'analyser, pour la première fois, un chapitre peu connu de stratégie politique de la deuxième guerre mondiale : les tentatives faites par les gouvernements polonais et tchécoslovaque en exil, pour conclure dès ce moment-là, alors qu'ils étaient à l'étranger, un accord établissant des liens fédéraux ou confédéraux entre les deux pays. Nous ne disposons actuellement que d'exposés reflétant les points de vue polonais ou tchécoslovaques (1).

(1) Et se limitant à la défense de l'attitude de Sikorski et de Benès.

Bien que Wandycz ait écrit un ouvrage adoptant le point de vue polonais, il essaie sans aucun doute d'être objectif (1). Par malheur, l'auteur n'avait pas accès à des sources importantes, c'est-à-dire les archives du gouvernement polonais en exil dont une partie est déposée à Stanford (Californie). Les archives du gouvernement tchécoslovaque de Londres se trouvent à Prague et ne peuvent donc être consultées ; de plus, Wandycz a négligé quelques publications d'origine tchèque et ainsi certains points n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritaient.

Jamais, depuis 1918, il n'avait existé de relations amicales entre Varsovie et Prague. Le rôle joué par Beck dans le partage de la Tchécoslovaquie amena une brouille complète ; seul un régime déclinant toute responsabilité dans la politique de Beck comme celui de Sikorski, pouvait opérer une amélioration des rapports. Un rapprochement entre Sikorski et Benès, alors en exil, fut rendu possible et, en 1940, prenaient forme un projet de *fédération* polono-tchécoslovaque (proposé par les Polonais) et un projet de *confédération* (Benès ne voulait pas aller plus loin). Dès le début, on releva entre les partenaires, des divergences fondamentales que l'on ne put concilier, même dans l'atmosphère de l'exil. Le désir d'élargir la zone d'influence de la Pologne après la guerre fut, semble-t-il, le but principal poursuivi par Sikorski ; d'où son insistance de partenaire fort, à nouer les liens les plus étroits possibles avec le partenaire faible qui, lui, se défendait contre une étreinte trop fougueuse. Par ailleurs, les négociations menées par Benès, avec le gouvernement polonais étaient avant tout une tentative faite par lui pour sortir de l'isolement où il était placé sur le plan extérieur — en dépit du fait que toutes ces tentatives fussent considérées favorablement par l'opinion publique en Amérique et en Grande-Bretagne. Benès voulait pouvoir discuter avec les Britanniques en ayant à ses côtés un partenaire pour lequel ils étaient entrés en guerre.

Les propositions de Benès prévoyaient le maintien (ou le rétablissement) de la souveraineté des deux États qui auraient une politique étrangère commune et certains organismes communs (un *Comité ministériel*, une *Commission mixte* formée de membres des deux Parlements, un *État-major* se superposant à deux États-majors indépendants). Les auteurs des contre-propositions polonaises visaient à créer un *État fédéral* plutôt qu'une *Confédération*, mais conservaient, à titre de concession, deux chefs d'État qui présideraient à tour de rôle la future Union. Au cours des négociations, Benès fit aux Polonais quelques concessions timides (il se rallia à l'idée d'un État-major commun et unique) et finalement des deux gouvernements publièrent, en janvier 1942, une déclaration selon laquelle ils étaient tombés d'accord sur les principes d'une *Confédération* des deux pays. « Les deux gouvernements souhaitent que... soient membres de la *Confédération* d'autres États européens dont les intérêts sont similaires à ceux de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. » Nous retrouvons la conception polonaise d'un cordon sanitaire dirigé contre l'Est. Les auteurs du projet polonais envisageaient l'entrée dans la fédération de la Hongrie, la Lithuanie et peut-être de la Roumanie.

Il nous semble stupéfiant qu'un tel but put être poursuivi en public à une époque où l'Union soviétique était déjà l'alliée de la Grande-Bretagne et des États-Unis. En fait, le veto de Moscou porta au projet de Confédération un coup fatal, bien que Benès essayât de rendre le projet acceptable à Moscou en en faisant simplement un pacte tchéco-polonais. Mais le

(1) Piotr S. Wandycz, *Czechoslovak-Polish Confederation and the Great Powers*, 1940-1943. Publications de l'Université d'Indiana, Séries se rapportant aux pays slaves et aux pays d'Europe orientale, vol. III, Bloomington, Indiana, 1956, 152 p. Prix : $ 2.50.

Kremlin n'était pas disposé à ce qu'une collaboration s'établît entre les États qui, par rapport à lui, devaient devenir des satellites isolés. Wandycz expose de façon instructive, le déroulement de ces tentatives qui, à l'époque, passèrent complètement inaperçues dans les pays occidentaux. Toutefois, il ne nous dit pas combien de fois Benès modifia son attitude, tandis que les Polonais n'étaient jamais soumis à cette nécessité. Après s'être incliné devant le veto opposé par les Soviets aux projets de *Confédération*, il caressa encore l'idée d'une collaboration tripartite soviéto-tchéco-polonaise qui ne bénéficia pas de la participation des « Polonais de Londres ».

Naturellement, le « niet » soviétique fut la cause immédiate de l'échec du projet de Confédération. Toutefois, ce ne fut aucunement la seule cause, ce fait n'est pas suffisamment souligné par Wandycz. Même si l'Union soviétique n'était pas intervenue, un accord signé sur la table de la Conférence par des partenaires dont la méfiance était réciproque et ayant pour objet la fondation d'une union englobant deux pays si différents dans leur structure politique et sociale, avait peu de chances d'être appliqué. Les deux gouvernements exilés ne purent jamais régler leur différend au sujet de Teschen et purent seulement convenir de laisser dormir cette affaire. Benès prétendait représenter son pays avec ses frontières du 1er janvier 1938, Teschen compris, tandis que Sikorski s'érigeait en représentant de la Pologne telle que ses frontières du 1er janvier 1939 la délimitaient, englobant Teschen.

L'étude de Wandycz contient le texte des déclarations communes publiées en 1940-42 et une bibliographie précieuse, très détaillée.

Dr J. W. Bruegel *(Londres)*.

Les Mémoires de Beneš

Vingt ans après la publication du premier tome de ses *Mémoires*, Beneš travaillait à leur donner une suite. Président de la République tchécoslovaque après la démission de Masaryk en décembre 1935 ; témoin impuissant du dépècement, puis de la disparition de son pays, tôt menacé par la version hitlérienne du *Drang nach Osten* ; finalement contraint à la démission et à l'exil, E. Beneš a amèrement ressenti les reculs franco-britanniques et la capitulation de Munich. C'est par ce film de Munich que débutent ses *Mémoires* au sous-titre révélateur (1) : on ne trahirait pas la pensée de l'auteur en affirmant que pour lui la guerre commence à Munich, et que son objet principal sera d'effacer cet événement et ses conséquences.

Malgré une optique typiquement tchécoslovaque de cette guerre appelée, comme la précédente, à créer un État tchèque, on ne saurait méconnaître la largeur de vues et l'information de ces *Mémoires* ; ce sont vraiment les notes d'un Chef d'État. Dès les premiers chapitres consacrés à résumer les grandes lignes d'une évolution qui allait aboutir aux événements d'octobre 1938, la situation de la Tchécoslovaquie est dessinée dans ses lignes essentielles : son rôle, en plein cœur de l'Europe est celui d'une véritable *plaque tournante*, aussi bien stratégique que spirituelle. Il ne se borne pas à faire écho aux propos de Bismarck, affirmant au lendemain de Sadowa que la maîtrise de la Bohême assurait celle de l'Europe ; l'auteur fait également de son pays un *trait d'union* entre les démocraties occidentales, qui lui

(1) Eduard Beneš, *From Munich to New War and New Victory*, The Riverside Press, Cambridge, 346 p. Prix : 7,50 $.

octroyèrent son indépendance et la grande voisine slave de l'Est dont l'avait rapproché le renouveau de la langue et de la civilisation tchèques au siècle passé. Situé en plein cœur de la tourmente, le président Beneš était bien placé pour enregistrer les coups portés par Hitler à un équilibre européen sans lequel la Tchécoslovaquie ne pouvait exister, et dont chacun déportait son pays davantage vers l'U.R.S.S., seul rempart efficace contre les ambitions hitlériennes. De l'aveu de l'auteur dont c'est là le *leitmotiv*, la Tchécoslovaquie ne pouvait vivre ou ressusciter que dans une *Europe démocratique*.

Cette résurrection de la nation tchèque, voilà la tâche à laquelle E. Beneš s'attela avec une tenacité de patriarche, durant ces six années de guerre et d'exil dont il nous relate les péripéties. Les chapitres les plus neufs le dépeignent prêchant inlassablement dans les Universités américaines, ou auprès des *Trois Grands* de la guerre, la cause de la démocratie tchèque, et celle de la réconciliation avec le socialisme soviétique, sans laquelle l'avenir de son pays ne lui paraît pas assuré. Son livre tout entier n'est autre que le récit de ses efforts pour obtenir la reconstitution de son pays, sa reconnaissance comme président d'une République disparue, et l'intégrité de ses frontières de 1938, pour obtenir l'annulation des accords de Munich et de leurs conséquences.

Ainsi se déroule sa triple activité : activité *juridique* pour faire prévaloir la thèse de la continuité de l'État tchécoslovaque, de manière à éviter les interminables pourparlers qu'avait exigés durant la première guerre la création d'un État tchèque ; activité *militaire* pour reconstituer une armée libre et combattante, destinée à affirmer l'existence d'une Tchécoslovaquie démocratique dans sa lutte contre l'Axe ; activité *diplomatique* enfin : travailler au rapprochement des Alliés, à l'élaboration d'un programme de guerre commun, et surtout à l'édification d'un système de sécurité collective, sans quoi la résurrection de la Tchécoslovaquie eût été vaine.

C'est à cette triple ligne de conduite qu'obéissait l'auteur devant les événements dont il nous donne, de chapitre en chapitre, le déroulement chronologique : l'effondrement français, le revirement de l'U.R.S.S. bientôt envahie, puis l'entrée en guerre des U.S.A., et l'élaboration par les Alliés de cette politique commune tant souhaitée. Car l'auteur ne conçoit le traité russo-tchécoslovaque du 12 décembre 1943, par lequel il pense rendre à son pays ses frontières, que dans le cadre des accords alliés. Eux seuls peuvent garantir à la Tchécoslovaquie son indépendance et cette fonction de trait d'union qu'il lui attribue.

Action inlassable, poursuivie toute la guerre durant, pour préserver l'équilibre instable de la Tchécoslovaquie entre les deux groupes. Malgré toute la clairvoyance de l'auteur, on ne peut se défendre de relever la tragique illusion de cet homme, acharné à effacer de l'histoire l'épisode munichois, dont il dénonce ailleurs avec tant de lucidité les conséquences. Centré sur les événements d'octobre 1938, que l'auteur semble n'avoir jamais consenti à tenir pour irréparables, tout son livre nous donne de Munich — et ce n'est pas là son moindre intérêt — une très ample vision : l'abandon par la France et la Grande-Bretagne de leur fidèle allié tchèque mettait fin au droit de regard que possédaient ces deux pays, et plus spécialement la France, en Europe centrale. Il rapprochait davantage encore la Tchécoslovaquie d'une U.R.S.S. avec laquelle elle souhaite désormais des frontières communes pour prévenir tout retour offensif du pangermanisme. Mieux, en rendant toute liberté diplomatique à l'U.R.S.S., et en lui remettant la défense des nations slaves, le pacte de Munich lui octroyait ce rôle privilégié que l'Occident reniait, et donnait déjà à l'U.R.S.S. cette position prédominante en

Europe centrale que lui confirmera la guerre. Nul doute, donc, que Munich ait bien marqué pour la Tchécoslovaquie la fin d'une époque : il ne lui sera plus possible désormais de suivre ses penchants occidentaux qu'autant qu'elle n'indisposera pas sa puissante voisine.

Toutes les préoccupations de l'auteur culminent dans son dernier chapitre, qui prend l'allure d'une méditation politique sur les chances qu'a la Tchécoslovaquie de sauvegarder son indépendance dans le monde d'après-guerre, dont il entrevoit fort lucidement les divisions. On devine l'inquiétude de l'auteur et tout ce qu'exigea d'habileté diplomatique sa tentative pour maintenir entre les deux camps alliés ce précaire équilibre, tel qu'il nous l'expose dans ce chapitre ultime, *La Tchécoslovaquie à la croisée des chemins.* Titre révélateur, qui montre bien la clairvoyance d'un homme d'État déchiré entre son allégeance occidentale et ses attaches slaves, et qui symbolise à ses yeux le déchirement même de son pays. Son long exposé des conférences par lesquelles les *Trois Grands* s'attachèrent à définir, au cours des hostilités, une politique commune, tend probablement à nous persuader — et à se persuader lui-même — de la justesse de son action diplomatique : action tout entière fondée sur la nécessité d'une collaboration Est-Ouest, sur l'espérance que les buts de guerre étaient, ici et là, identiques.

Est-ce tempérament de slave ou calcul de politicien réaliste ? Cette orientation très accusée vers l'U.R.S.S. que Beneš donne à la Tchécoslovaquie dès le début des hostilités, et qui devait lui valoir bien des méfiances dans le camp des Occidentaux, manifeste nettement, malgré tous ses efforts pour ressusciter la Tchécoslovaquie d'avant 1938, que l'Europe d'entre les deux guerres était bien morte. Force nous est de reconnaître que ce visionnaire, acharné à restaurer sa patrie, était aussi un authentique homme politique, prêt aux inévitables concessions : il suffit de comparer sa politique à celle des émigrés polonais, soucieux de reconstituer une Pologne forte qui serve à la fois de rempart contre l'U.R.S.S. et contre tout retour offensif de l'Allemagne, pour en déceler la sagesse. Dès le début, il avait deviné qu'une page était désormais tournée, et que la victoire de l'U.R.S.S. ferait de cette nation la protectrice et la tutrice des États slaves. Le *front slave* était maintenant *unifié* : impossible à l'avenir de continuer le double jeu polonais.

Il ne dépendait pas de lui que la tension Est-Ouest remît en question le sort de son pays. Son devoir, tel qu'il l'expose tout au long de ses *Mémoires*, était de relever son pays, et de *composer* au mieux de ses intérêts avec les nouvelles forces telles qu'elles sortaient de la guerre. Faut-il lui objecter d'avoir mal compris que l'identité de vues entre U.R.S.S. et U.S.A. ne survivrait pas à la guerre, et que les U.S.A., plus attentifs aux hostilités de la zone Pacifique, abandonneraient provisoirement à l'U.R.S.S. l'enjeu européen du conflit ? Ce serait oublier que l'auteur reconnaît le premier le *risque* de sa politique, avoue avoir *misé* sur une collaboration Est-Ouest, sans laquelle il n'était pas d'avenir pour une Tchécoslovaquie neutre, tenant la balance égale entre les deux parties.

Avec ce *Journal* au style passionné et incisif, tout entier parcouru d'un inlassable optimisme qui fait oublier un souci certain d'apologie, ce n'est pas seulement du récit de quelques grandes entrevues avec Roosevelt, Staline et Churchill que nous héritons. Il nous retrace le déroulement d'une tentative pathétique et désespérée pour immobiliser en faveur de la Tchécoslovaquie une situation éminemment précaire, et il nous vaut une compréhension infiniment plus nuancée des problèmes d'Europe centrale durant la guerre et l'après-guerre.

Fr.-X. Coquin.

Une histoire de l'Armée Rouge

Après un résumé sommaire, mais précis, de l'histoire de l'Armée russe, de Pierre le Grand à la Révolution de 1917, un livre de M. Gardner (1) étudie, avec plus de détails mais avec la même précision, les évolutions successives de l'Armée de l'U.R.S.S., de 1917 à 1958, et s'achève par un tableau de l'armée soviétique actuelle.

Quoique l'auteur ne donne presque aucune référence et n'indique pas d'où lui vient sa connaissance de cette histoire et de l'armée actuelle, il est évident qu'il ne s'agit pas d'une connaissance superficielle, mais approfondie et réfléchie. Il admire la puissance de cette armée, sans en dissimuler les faiblesses et les failles. Par une analyse très serrée de son histoire et de sa structure, il montre comment « elle est l'œuvre et la force vive du Parti », sans cesser néanmoins d'être « l'Armée de la Nation » et, plus précisément, de la Nation russe.

En elle s'est réalisée la synthèse d'un double héritage, classique et révolutionnaire, celui de l'Armée impériale russe, composé de conceptions idéalistes, où se mêlent la foi religieuse et l'amour de la Patrie, un « besoin latent de se surpasser », le respect pour les distinctions honorifiques — et celui de « l'armée rouge des ouvriers et des paysans », qui s'est constituée au cours des combats de 1917 à 1922, armée de classe, qui s'était considérée comme l'avant-garde de l'armée du prolétariat mondial.

Comment ces sentiments antithétiques ont-ils pu se combiner, alors qu'ils s'étaient d'abord violemment combattus ? Comment cet « amalgame entre le génie national et le matérialisme historique » a-t-il pu se réaliser ? ... Ce fut, d'après l'auteur, sous l'influence de l'attaque allemande de juin 1941, des premières défaites comme de l'invasion, et approximativement, vers octobre.

C'est à cause de la quinzaine de pages relatives à ce « retour aux sources » et à ses effets immédiats, que notre *Revue* se devait de signaler l'ouvrage.

Analyser les quelque 150 pages qui suivent et où l'on voit ce qu'il en advint au cours des dernières années sortirait de notre cadre — et serait presque impossible en raison de leur densité. On ne peut que se borner à appeler l'attention sur l'intérêt que présente cette étude, intérêt d'autant plus vif que sont plus rares les ouvrages solides et dignes d'attention sur l'armée de l'U.R.S.S.

Général Lestien (†).

Victoire russe en Roumanie

En août-septembre 1944, à l'aile sud du front germano-soviétique, les Russes ont remporté une victoire à laquelle ils attachent la plus grande signification stratégique. A la suite de cette opération, les troupes allemandes furent chassées de la Roumanie et de la Bulgarie. Les forces armées de ces pays se retournèrent contre celles de Hitler et aidèrent à les repousser de la Hongrie et de la Yougoslavie. Le colonel Matzoulenko a consacré à cette belle campagne une étude qui présente quelque intérêt. Cet ouvrage (2) commence par donner un aperçu rapide de la situation sur le front sud, en août 1944 ; il traite de l'évolution politique en Roumanie et en Bulgarie et

(1) Michel Gardner, *Histoire de l'Armée soviétique*, Plon, 1959, v-308 p., 12.95 NF.

(2) Colonel Matzoulenko, candidat des Sciences militaires, *La destruction des troupes allemandes fascistes sur le front balkanique* (août-septembre 1944), Éditions du ministère de la Défense de l'U.R.S.S., Moscou, 1957, 115 p.

résume les éléments essentiels de la stratégie dans ces régions. Puis il brosse un tableau des préparatifs de l'offensive, chiffres à l'appui. Et c'est la description de la marche même des opérations militaires pour aboutir à l'entrée triomphale des Russes à Bucarest (31 août) et à Sofia (16 septembre). Le colonel Matzoulenko insiste sur l'importance historique de cette victoire dans laquelle les troupes allemandes auraient eu en deux semaines (du 20 août au 3 septembre) cent cinquante mille tués, cent six mille prisonniers, et auraient perdu trois cent trente-huit avions, quatre-vingt-trois tanks, trois mille cinq cents pièces d'artillerie de divers calibres et trois mille trois cents engins automobiles. Il n'est évidemment pas question des pertes soviétiques, faut-il le souligner ? Pour conclure, le colonel Matzoulenko passe en revue toutes les formes et tous les aspects de l'armement et des troupes soviétiques dont il fait un éloge totalement exempt de modestie. Après avoir énuméré soigneusement et en détail les qualités de chaque corps, il attribue à tous une caractéristique commune, la rapidité du rythme dans l'assaut ainsi qu'un exemplaire « amour sacré de la Patrie ». Nombreux schémas et plans très clairs ; quelques photos, mais malheureusement de mauvaise qualité.

F. Rude.

GUERRE SUR MER

La marine française pendant la seconde guerre mondiale

Le but de l'amiral Auphan et de M. J. Mordal (1) est principalement de relater toutes les actions auxquelles la marine française a pris part pendant la deuxième guerre mondiale ; mais, pour encadrer leurs récits, ils ont été conduits à faire l'historique des événements depuis la signature de la Convention dite d'armistice du 22 juin 1940, jusqu'à l'auto-destruction de la flotte, le 27 novembre 1942, en les envisageant surtout du point de vue maritime. C'est cette seule partie de l'ouvrage qui sera examinée ici. L'esprit des auteurs ressort bien du jugement porté sur cette Convention : « Du moment que la livraison de la flotte était solennellement écartée... *les clauses ne paraissaient pas déshonorantes.* » La capitulation imposée à une armée de 1 500 000 hommes rendant tout son matériel et tout son armement demeurés intacts leur paraît normale.

Ils reprennent la thèse de « l'armistice » conçu comme une veillée d'armes, en somme la thèse du double jeu. Ils procèdent par affirmations qu'ils veulent décisives, ne mentionnent pas toujours les documents pouvant s'y opposer, ni toutes les publications récentes (2). Ils innovent sur un seul point : sans doute pour pouvoir englober dans leur « Livre d'or » les hauts faits des marins des F.F.L., ils font preuve d'indulgence à l'égard de ces « *émigrés*... qui continuaient la guerre ». Ils reprennent des arguments de plaidoirie, « l'épée et le bouclier ». Ils sont ainsi parfois conduits à quelques contradictions.

Pourquoi reprocher aux Anglais la manière rude dont ils s'emparèrent des navires en Angleterre et dont ils empêchèrent la *Force X* de quitter Alexandrie, puisqu'ils sauvèrent ainsi tous ces navires ? N'est-ce pas pour réduire les dissidences des colonies d'A.E.F. qu'une division de croiseurs et torpilleurs put être maintenue armée ? N'est-ce pas à la suite de l'affaire de Dakar (septembre 1940) que l'autorisation fut accordée de constituer à Toulon une flotte dite de haute mer (F.H.M.) ? Les auteurs ne disent pas que, si la France avait conservé des bâtiments armés, c'est non à l' « armistice », mais aux Anglais et aux dissidents qu'elle le devait. A ces bâtiments, se seraient ajoutés ceux de Mers-el-Kebir si l'amiral Gensoul n'avait pas rejeté l'offre anglaise de les diriger sur un port d'Amérique. Les auteurs n'hésitent pas à approuver ce rejet, alors que l'amiral lui-même a reconnu son erreur et plaidé coupable devant la Commission d'Enquête de l'Assemblée nationale (3). Il n'y a jamais eu de négociations avec la Commission allemande d'Armistice pour faire modifier l'article 8 de la Convention. Il n'y a aucune trace de ces négociations dans les documents de la D.F.A. qui sont maintenant connus.

Il n'y avait pas un Allemand à Dakar le 23 septembre 1940, mais une « Commission mixte de Contrôle » avait quitté Wiesbaden le 22 pour s'y rendre (4). Il n'y avait pas un Allemand en Syrie le 8 juin 1941, mais ce même jour la Commission Manteuffel avait reçu l'ordre de départ, et

(1) Hachette, Paris, 1958, 534 p.

(2) Dépêches remises par le Service historique de la Marine à la Commission d'Enquête de l'Assemblée Nationale (*C.E.*, t. II). Documents de la Délégation française de Wiesbaden (D.F.A.). Notes du Dr Menetrel publiées par Noguères dans *Le véritable procès du maréchal Pétain*. Documents publiés par A. Darlan, amiral Godfroy, etc.

(3) *C.E.*, t. VI, p. 1910.

(4) *D.F.A.T.*, t. I, p. 273, et t. II, p. 447.

ce seul départ permet cette affirmation (1). Il n'y avait pas un Japonais à Madagascar le 5 mai 1942, mais on savait à Londres que, dès le mois de mars, Vichy avait donné l'ordre de laisser les Japonais débarquer librement s'ils se présentaient.

Les officiers des F.F.L. débarqués à Dakar le 23 septembre 1940, sans autres armes qu'un fanion blanc, se retirent « poursuivis par quelques rafales de mitrailleuses ». Les auteurs ne désignent pas l'autorité qui a donné l'ordre de tirer. C'est cependant le point capital, d'autant plus qu'ils avancent que « l'histoire aurait sans doute évolué différemment si, en 1940, des Français n'avaient pas porté les armes contre d'autres Français ». Qui a donné *le premier* l'ordre de faire tirer des Français sur des Français ?

Qualifier le *Protocole de Paris* de « ficelle », c'est négliger un peu vite un document qui a servi de base à toutes les négociations franco-allemandes à Wiesbaden, pendant les années 1941-1942, comme en témoigne la publication récente des archives de la D. F. A. C'est en exécution d'une des clauses de ce *Protocole* que les amiraux et marins prisonniers furent placés en congé de captivité, et la contrepartie fut le ravitaillement de l'armée Rommel par la Tunisie. Sans doute est-il fait allusion à un « prêt de 500 tonnes de gas-oil » auquel se serait réduit ce ravitaillement, mais dans le compte rendu de l'entrevue Juin-Gœring à Berlin le 2 décembre 1941, on peut lire qu'une seule livraison récente avait été de *4 000 tonnes d'essence* (2).

En réalité, le *Protocole de Paris* fut si peu « enterré » qu'en novembre 1942 l'amiral de Laborde était chargé de préparer l'exécution de la troisième partie : la reconquête des colonies dissidentes de l'A.E.F. A ce sujet, on relève dans l'ouvrage une critique — la seule — « Pour tout dire, l'amiral se serait laissé entraîner dans un véritable guêpier » qu'aurait organisé Laval. Or l'amiral dans son rapport fort détaillé écrit qu'il a soumis ses projets au maréchal Pétain et à l'amiral Platon, ministre, et qu'ils ont été approuvés.

Les chapitres où les auteurs traitent du débarquement des Alliés en A.F.N., en novembre 1942, sont dans leur ensemble la reproduction de l'ouvrage rédigé par l'amiral Auphan et publié dès 1946. On connaît la thèse : la rentrée dans la guerre de l'A.F.N. n'aurait pas été une dissidence parce qu'elle aurait reçu l'accord du maréchal menant une politique personnelle et secrète, dont Darlan et Auphan auraient été les agents d'exécution, et qui aurait été sans cesse contrecarrée par Laval. Pour la soutenir, les auteurs procèdent par affirmations. Des documents essentiels sont passés sous silence. On ne peut ici que signaler les erreurs et les omissions les plus importantes.

Il y avait d'après les auteurs « accord intime » entre les chefs, les dirigeants en A.F.N. et les Alliés, mais ils ne voulaient reprendre la lutte que « dans le respect des valeurs morales que le gouvernement légitime incarnait ». C'était donc à ce gouvernement qu'il appartenait de maintenir le contact. Rejeter sur les Alliés la responsabilité de la surprise, c'est oublier que toutes les tentatives des Anglais et des Américains pour établir l'entente furent rejetées par Vichy. Ce n'est pas l'amiral Auphan qui tenta d'établir la liaison en novembre 1940, c'est au contraire lui qui la fit échouer en dénonçant à Laval et à Darlan les pourparlers entamés par le Pr Chevalier qui avait reçu un message de Lord Halifax (3).

(1) *D.F.A.*, t. IV, p. 521.
(2) *D.F.A.*, t. V, p. 384.
(3) Témoignage du Pr Chevalier rapporté par le prince X. de Bourbon, *Les accords secrets...*, p. 36.

Si les conjurés d'A.F.N. « n'osèrent pas prendre contact » avec les chefs supérieurs, c'est qu'ils savaient ce qui les attendait. Il existait 52 camps de concentration pour les non-conformistes. Darlan n'a jamais fait de « propositions aux Américains ». Au contraire, il fit rejeter celles faites par Murphy le 13 octobre, par l'intermédiaire du commandant Dorange, au général Juin. La conférence si importante du 13 octobre n'est pas mentionnée. La tournée d'inspection de Darlan ne l'avait pas « mené jusqu'à Dakar » ; il avait débuté par Dakar, non pour y prononcer « un discours retentissant », mais pour y faire diffuser un message du maréchal exhortant *à la résistance à outrance* et qui fut partout complété par ses commentaires. Voilà en quoi consistèrent les « appels du pied » de Darlan. Si ce dernier fut trompé sur la destination des convois alliés, ce n'est pas par « une fausse déclaration de Murphy », mais par un faux message chiffré lancé par les Alliés et qu'ils savaient pouvoir être décrypté (ruse de guerre parfaitement légitime). La surprise ne fut pas totale le 8 novembre. Il est inexact que le général Bergeret, personnellement averti par Londres du débarquement, « n'avait soufflé mot à personne dans la métropole ». Il avait prévenu *le maréchal Pétain lui-même*, le 5. Dès son arrivée à Alger, le 6, il prévint Darlan et Juin. Il était encore temps de prendre des dispositions pour éviter « les combats fratricides ».

Les auteurs présentent l'amiral Auphan, à la première nouvelle du débarquement, « essayant de recoudre », concevant « une idée de manœuvre ayant pour but de retarder l'apparition de la *Luftwaffe* dans le ciel africain » et « d'éviter d'engager l'escadre de Toulon ». A ces affirmations s'opposent des documents qui proviennent du Service historique de la Marine. « Dans la nuit du 7 au 8, la D.F.A. fait savoir à l'Amirauté française que l'Allemagne n'interviendra que si le gouvernement français *lui en exprime le désir* », ce que les auteurs traduisent par : « La *Luftwaffe* dès le 8 au matin prétendait offrir ses services. » Non seulement l'Amirauté les demande, mais elle désigne les objectifs, pas du tout pour « se moquer du monde ». En effet, dans l'après-midi du 8, elle télégraphie à la D.F.A. : « Faire connaître ce qui suit à la C.A.A. *Je* serai *peut-être conduit à envisager utilisation des F.H.M. pour aider défense Algérie* et demande la coopération de l'aviation de l'Axe et le détachement d'un officier de l'É.-M. des F.H.M. auprès du commandement de l'Axe. » *Je*, c'est l'amiral Auphan (1). Il n'a pas été « soutenu par Weygand » qui a ignoré ces télégrammes comme il ignorera les télégrammes secrets.

Si, au premier télégramme de Darlan rendant compte du débarquement, le maréchal répond : « Vous pouvez agir... vous avez toute ma confiance », c'est que le télégramme se termine par l'assurance « qu'il se conformera à l'ordre du maréchal de défendre les territoires ». La réponse n'a donc pas pour but « d'approuver d'avance les initiatives que prendrait Darlan ». Dans la nuit du 10 au 11, l'Amirauté télégraphie à Casablanca l'ordre du maréchal de continuer les hostilités tant que cela est possible et non « tant que cela est *encore* possible ». Ce petit mot ajouté permet l'interprétation « évidemment ce n'est plus possible ». Le commandant Bataille, envoyé par le général Noguès à Vichy, n'a pas eu d'entretien particulier avec le maréchal, et n'a donc pas pu emporter l'ordre secret de « traiter avec les Américains », ordre qui n'a jamais été donné (2).

Les événements des journées cruciales des 12 et 13 novembre sont exposés de façon à démontrer que les mots « accord intime » extraits d'un

(1) Ces télégrammes se trouvent à la suite du *Rapport de la Commission d'Enquête de l'Assemblée nationale*, t. II, p. 534-535.

(2) Notes Menetrel dans Noguères, p. 468 et *Note secrète 886 D.N. du général Noguès.*

télégramme envoyé de Vichy le 13 à 15 h, se référant à un télégramme envoyé d'Alger le 12, s'appliquent à la convention signifiant l'entente avec les Alliés conclue le 13 à midi, sur deux ultimatums américains, qui ne sont pas mentionnés. Or, le télégramme du 12 proposait une mesure destinée à écarter Giraud « qui se faisait fort d'aller chasser l'Allemand de Tunisie ». Les mots « accord intime », clé de voûte de toute la thèse du double jeu, sont donc présentés dans un sens contraire à celui qu'ils ont en réalité. Il est d'ailleurs matériellement impossible que le maréchal ait donné son accord intime à la sécession de l'A.F.N., le 13, alors qu'il ne l'a connue que le 15 (1).

D'après les auteurs, l'amiral Auphan aurait adressé à l'amiral Darlan une « série de télégrammes privés » pour l' « orienter ». Il faut croire que ces télégrammes dont le texte n'est pas donné n'étaient pas très convaincants, puisqu'ils restèrent sans effet sur les amiraux Esteva et Derrien et sur le général Barré. Les auteurs n'expliquent pas pourquoi « l'accord intime » à la sécession, une fois obtenu, n'a pas été notifié à l'amiral Godfroy, qui dépendait directement de l'Amirauté, et n' « attendait qu'un signe », comme il l'écrit lui-même.

Les auteurs reprochent au général Barré de « n'avoir pas tiré sur les premiers avions allemands, » mais ils ne mentionnent pas le télégramme envoyé de Vichy et d'Alger lui ordonnant la collaboration militaire avec l'Axe (2). C'est le télégramme (3), envoyé le 15 par l'amiral Auphan à l'amiral Derrien, qui « a scellé le sort de Bizerte », et non le refus de Barré d'envoyer des renforts. Où les aurait-il pris ? L'amiral Platon n'a pas été envoyé en Tunisie « pour avoir l'air de faire quelque chose », mais avec des ordres lui donnant toute initiative pour régler la coopération avec l'Axe.

L'amiral Darlan et les chefs qui l'avaient suivi « n'éprouvaient aucune envie d'être traités de dissidents ». Sans doute, mais c'est bien l'appellation que leur donne le maréchal, il les qualifie même de traîtres et félons, et dans sa proclamation du 15 novembre, réponse à celles de Darlan et de Giraud, et dans les messages qu'il prononce lui-même à la radio, et dans une lettre écrite de sa main le 26 décembre, signée, dont le photostat est publié dans tous les journaux, et dans sa lettre à Hitler qui n'est pas « une réponse de pure forme ». Écarter tous ces documents en les qualifiant d' « apparences » pour la seule raison qu'ils s'opposent à la thèse, c'est une méthode. Est-ce la bonne ?

La destruction de la flotte à Toulon, le 27 novembre, est décrite dans ses plus petits détails, mais ce qui intéresse l'historien, c'est de déterminer les causes qui entraînèrent ce désastre. On regrette que des documents essentiels ne soient pas donnés : le télégramme interdisant à l'amiral de Laborde d'écouter les appels d'Alger (4), les ordres de l'amiral Auphan du 11 novembre et surtout sa lettre du 12 au grand amiral Raëder, chef de la Kriegsmarine. Aucune allusion n'y est faite à une possibilité de départ ou de résistance de la flotte. Les Allemands sont ainsi fixés : le maximum des risques qu'ils courent, c'est l'auto-destruction de la flotte. La visite de l'amiral de Laborde à Vichy le 15 novembre est mentionnée, mais rien n'est dit des instructions qui lui furent données. On peut cependant en juger d'après sa proclamation à son retour à Toulon : « A l'heure où les chefs du plus haut rang perdent le sentiment de leur devoir..., etc. », que citent les auteurs, et par l'ordre — qu'ils ne mentionnent pas — de détruire toutes

(1) A 9 h 30, Notes Menetrel, Noguères, p. 504.
(2) *C.E.*, p. 540. Tél. 58662.
(3) *C.E.*, p. 540. Tél. 50997 et 58744.
(4) *C.E.*, p. 521. Tél. 10983.

les photographies de Darlan affichées dans les carrés. Il est fait allusion au « dialogue à l'antique... digne d'Homère » entre de Laborde et les Allemands, mais la riposte finale de l'amiral : « Je ne suis pas l'amiral Darlan », est omise (1). Les auteurs ne donnent aucune précision sur « les sûretés secrètes prises » pour préserver le port de Toulon, sur les dispositions par lesquelles l'amiral Auphan « pensait avoir mis la flotte métropolitaine en sûreté ». En revanche, ils écrivent que « le résultat ne tint qu'à un fil », ce qui laisse penser qu'elles n'avaient pas grande valeur et que les Anglais eurent quelque raison d'estimer que la parole d'honneur donnée par Darlan, même renforcée par celle d'Auphan, à Bordeaux le 18 juin, ne leur avait procuré aucune garantie réelle.

Finalement, l'auto-destruction de la flotte est approuvée sans aucune réserve. Elle était inéluctable. Si c'était à refaire, on le referait. Du moment que la flotte était « vouée à l'immobilité », peu importe qu'elle la trouve « au fond de l'eau ». Aucune critique, aucun examen des possibilités de rendre à la flotte sa mobilité. Au contraire, les auteurs voient dans cette auto-destruction « une volonté éclatante de résistance... une lueur d'espérance... ».

L'ouvrage se termine par un éloge de la discipline rigide, absolue, sans nuances, quel que soit le résultat. Les auteurs ne blâment cependant pas l'acte d'indiscipline formel commis le 27 novembre par les commandants des sous-marins qui s'échappèrent au lieu d'exécuter l'ordre de sabordage. Ils ne citent pas, ils ne mentionnent pas la lettre de félicitations adressée par le maréchal à l'amiral de Laborde : « La Patrie se souviendra que les F.H.M... sont restées sourdes à l'appel de la dissidence. » Il est vraiment difficile de le concilier avec « l'accord intime »; avec la sécession dans la légalité « sous l'égide d'un marin ».

Général G. Schmitt.

Les Mémoires de Raeder

Le grand amiral Raeder, créateur et chef de la Marine allemande pendant la deuxième guerre mondiale, a publié ses Mémoires (2) qui comportent deux volumes dans l'édition allemande et un seul dans l'édition française. Dans la première, l'amiral s'est très longuement étendu sur les aspects administratifs de la réorganisation entreprise par lui. D'esprit très religieux, il s'est particulièrement attaché à cet angle, à la formation morale du personnel et à de nombreuses autres questions de caractère analogue qui pouvaient paraître de nature à ne pas intéresser le public français. En revanche, tout ce qui concerne les faits, ceux des deux conflits mondiaux, plus spécialement, a été intégralement conservé.

Erich Raeder naquit près d'Hambourg, en 1876. Fils d'un professeur de lycée, rien ne semblait le destiner à la marine, mais la lecture d'un livre éveilla en lui la vocation de la mer. Admis à l'École navale en 1894, il fit un voyage en Chine avec le prince Henri de Prusse, embarqua comme officier de quart sur le yacht impérial *Hohenzollern* et, à l'automne de 1912, devint chef d'état-major de l'escadre des bâtiments d'éclairage, dont le contre-amiral Hipper prit le commandement en octobre 1913. Il le resta jusqu'à la fin de 1917 et cette partie du livre n'est pas la moins attachante, notamment sa participation à la bataille du Jutland.

Affecté à Berlin, à l'administration centrale, en octobre 1918, il y vécut la pénible période de la révolution, collabora à la première réorganisation

(1) Voir Varillon, *Le sabordage de la flotte*, p. 198.
(2) Amiral Raeder, *Ma vie*, Éditions France-Empire, Paris, 1958, 410 p.

mais dut quitter l'état-major général à la suite du putsch de Kapp. En septembre 1928, le ministre Groener l'appela à la tête de la Marine où il put donner la mesure de ses grandes capacités d'organisateur, mais son véritable rôle ne commença qu'après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Sans être jamais cordiaux, les rapports entre les deux hommes furent, au début, empreints de confiance, surtout de la part de Raeder qui crut déceler, chez le dictateur, le désir de s'entendre avec l'Angleterre, tout au moins la volonté de ne jamais entrer en conflit avec elle. La conclusion de l'accord naval anglo-allemand, en 1935 et l'adoption d'un programme de constructions à longue échéance (1946) confirmèrent Raeder dans ces idées, aussi fut-il surpris par l'explosion du conflit. Dès lors, sa confiance dans Hitler disparut, mais, comme c'était son devoir, il essaya de tirer le meilleur parti possible des moyens encore fort réduits dont il disposait. La passivité de la flotte de Haute Mer, au cours du premier conflit, avait soulevé la réprobation unanime des marins. Aussi Raeder s'attacha-t-il à agir offensivement, dans des conditions très audacieuses, qui devaient fatalement tourner mal dès que les Britanniques auraient organisé leur riposte. L'amiral expose les raisons qui le conduisirent à entreprendre les diverses opérations, notamment celle du *Bismarck* dont il revendique l'entière responsabilité. La destruction de ce cuirassé brisa la confiance que Hitler avait en lui, sans pour cela adopter ses idées stratégiques, fort heureusement pour les Alliés, car elles étaient autrement pertinentes que les fumeuses « inspirations » du dictateur. Mais, à partir de cette faille, le conflit, inévitable entre deux hommes de ce caractère, s'aggrava très rapidement. La rupture survint au début de 1943, à la suite d'un incident banal, dans l'Arctique. Doenitz, d'esprit plus souple et grand admirateur de Hitler, succéda à Raeder le 30 janvier 1943. Désormais, le grand-amiral vécut dans la retraite et fut arrêté par les Russes, à Berlin. Au procès de Nuremberg, il se vit condamné à la détention perpétuelle, surtout à cause de l'invasion de la Norvège, ses moyens de défense, confirmés depuis par la publication de documents alliés, n'ayant pas été admis. Incarcéré à Spandau, il fut libéré, en septembre 1956, à cause de son état de santé.

La lecture du livre est attachante, quoiqu'elle déçoive un peu parce qu'on était en droit d'attendre plus d'un personnage d'une telle hauteur. Cependant, elle confirme l'idée qu'on pouvait se faire du grand-amiral Raeder d'après les seuls événements. Ce fut un chef d'une très haute valeur morale et technique, d'une intégrité qui détone dans l'entourage des Goering, etc. Instruit par le premier conflit, il sut maintenir la Marine à l'abri non seulement des passions politiques mais des idéologies nocives, comme la discrimination raciale, par exemple. On ne peut que se rallier à la haute opinion qu'eurent de lui ses adversaires britanniques et américains.

R. JOUAN.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Beschluss der Kommission der Historiker der D.D.R. und des U.d.SSR. über die Ergebnisse der wissenschaftlichen Konferenz zum Thema : « Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg », *Dokumentat. d. Zeit*, févr. 1960, pp. 33-35.

Boltin (E.). — O proiskhoždenii i političeskom kharaktere vtoroj mirovoj vojny [De l'origine et du caractère politique de la 2e guerre mondiale], *Vop. ist. KPSS*, n° 4, juill. 1959, pp. 35-55.

Revue des opinions de l'Occident et du « camp socialiste ».

Casucci (Costanzo). — Fascismo e storia, *Mulino*, avr. 1960, pp. 213-242.

Les diverses positions historiographiques à l'égard du fascisme.

Conférence internationale « La Résistance et les nouvelles générations » (Florence, 20-23 novembre 1959), *Cah. intern. de la Résistance*, mars 1960, pp. 1-104.

Rapport d'introduction de Roberto Battaglia sur l'Histoire et l'enseignement de l'Histoire de la Résistance. Extraits d'interventions. Résolution.

Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg. Zweite wissenschaftliche Konferenz der Historiker der D.D.R. und der UdSSR. vom 14. bis 19. Dezember 1959 in Berlin, *Beiträge zur Zeitgeschichte*, Heft I, 1960 (15 janvier), pp. 54-58.

Eremenko (E.). — O falsifikacii istorii vtoroi mirovoi voiny v zapadni Germanii [Sur la falsification de l'histoire de la deuxième guerre mondiale en Allemagne occidentale], *Mir. ek. i mezd. str.*, n° 9, sept. 1959, pp. 20-32.

Par le Maréchal de l'Union soviétique.

Maurach (Bruno). — Die sowjetische Kriegsgeschichtsschreibung, *Wehrkunde*, avr. 1960, pp. 177-185, bibliogr.

L'historiographie soviétique de la deuxième guerre mondiale.

Stepanov (A.). — Knigi ob antifašistskom dviženii Soprotivlenija v Germanii v gody vtoroj mirovoj vojny [Les livres sur le mouvement anti-fasciste de la Résistance en Allemagne pendant la 2e guerre mondiale], *Vop. ist.*, n° 10, oct. 1959, pp. 165-171.

Stern (Leo). — Der deutsche Revanchismus nach dem zweiten Weltkrieg und die bürgerliche Geschichtsschreibung, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, Heft 3, mai 1960, pp. 557-583.

**The West Point Atlas of American Wars. Ed. by col. Vincent J. Esposito*, London, Stevens & Sons, 1960, vol. II, 1900-1953, 256 cartes.

170 cartes sont consacrées aux opérations de la deuxième guerre mondiale.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Ashcroft (Edward). — First citizen of France, a biography of Charles de Gaulle, *Sunday Times*, 1er, 8, 15 mai 1960.

*[Autori vari]. « *Italianzy Kaputt ?* » *Con l'Armir in Russia*, Roma, C.E.N. [Centro edit. Nazionale], 1959, in-4°, 655 p., ill.

Souvenirs de combattants.

*Bandini (Franco). — *Le Ulime 95 ore di Mussolini*, Milano, Sugar, 1959, in-8°, 365 p., phot.

*Bergen (Achim). — *Der stille Befehl. Medizinalrat Kersten, Himmler und das Dritte Reich*, München, Nymphenburger Verl., 1960, in-8°, 208 p.

(1) Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de M. F. Debyser.

Berliner Tagebuch 1945. In Feuerbrand und Kriegsmorden ward das Schicksal der Reichshauptstadt besiegelt, *D. Neue Journal*, 25 avr. 1960, pp. 24-28, ill.

Journal de guerre d'un officier de la Panzerdivision « Müncheberg ».

Bonnard (Abel). — Témoignage, *Écrits de Paris*, mai 1960, pp. 22-29.

Déclaration « dans ses grandes lignes » faite par l'auteur devant la Haute Cour de Justice.

Bordeaux (Henri). — Le général Guisan, *R. Deux Mondes*, 1er mai 1960, pp. 29-36.

Commandant général de l'armée suisse pendant la deuxième guerre mondiale (article nécrologique).

*Brandt (Willy). — *Mein Weg nach Berlin. Aufgezeichnet von Leo Lania*, München, Kindler, 1960, in-8°, 383 p.

L'actuel Bourgmestre de Berlin-Ouest, membre notoire de la S.P.D., émigra, lors de l'avènement d'Hitler, en Norvège, puis en Suède.

*Buchheim (H.), Eucken-Erdsiek (E.), Buchheit (G.), Adler (H. G.). — *Der Führer ins Nichts. Eine Diagnose Adolf Hitlers. Hitler als Politiker. Hitler als Ideologe. Hitler als Soldat. Hitler als Persönlichkeit*, Rastatt (Baden), G. Grote, 1960, in-8°, 88 p.

Chassin (L. M.), général. — Richard Bong, *Forces aér. franç.*, déc. 1959, pp. 1165-1191, ill., cartes.

Pilote de chasse américain, mort le 6 août 1945, après 40 victoires sur le front du Pacifique.

*Clark (Stanley), Brig. — *The Man who is France*, London, Harrap, 202 p.

Ch. de Gaulle.

Conquet (Albert). — En lisant les Souvenirs du général Serrigny, *Écrits de Paris*, avr. 1960, pp. 33-41.

Trente ans avec Pétain, Plon, 1959.

*Cooper (Duff). — *Au delà de l'oubli*, Paris, Gallimard, 1960.

Trad. de *Old men forget*.

*Fabre-Luce (Alfred). — *Le plus illustre des Français*, Paris, Julliard, 1960, in-8°, 264 p.

Ch. de Gaulle.

[Gaulle (Charles de)]. — Sur le 3e volume de ses *Mémoires* :

— Doity (Robert). — When liberation came for France, N.Y., *Times Book R.*, 24 avr. 1960, p. 1.

— Chapman (B.). — The legend of de Gaulle, *Manchester Guard. weekly*, 7 avr. 1960, p. 5.

— The General takes command, *Times Lit. sup.*, 8 avr. 1960, p. 219.

— F. d'A. [D'Amoja (Fulvio)]. — Gli obietti di de Gaulle dopo la liberazione, *Relaz. internaz.*, 27 févr. 1960, p. 263.

— Luthy (Herbert). — « Le salut », *Preuves*, avr. 1960, pp. 39-46.

*General Henri Guisan, *Allg. schw. mil. Zt.*, mai 1960, pp. 357-365.

Nécrologie.

Heydecker (Joe J.), Leeb (J.). — A la poursuite de Ribbentrop et de Himmler, *Historia*, avr. et mai 1960, pp. 610-618, ill.

Récit de la recherche des chefs nazis en mai 1945.

Hugonnot (Jean). — La bataille de l'eau lourde et le rôle de Jolliot-Curie, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 45-49.

[Jodl (Generaloberst)]. — Der Oberste Befehlshaber. Ein Gespräch mit Generaloberst Jodl, *Nation Europa*, mai 1960, pp. 25-42.

Les aptitudes stratégiques d'Hitler, selon le général Jodl.

Kiesel (Frédéric). — Georg Lanz, l'inspirateur méconnu d'Hitler, *Rev. gén. belge*, mai 1960, pp. 109-122.

Iz ličnogo arkhiva fel'dmarsala Pauljusa [Documents tirés des archives personnelles du Feld-maréchal Von Paulus], *Voen-ist. zurnal*, 1960, n° 2, pp. 81-95, n° 3, pp. 89-98.

*Luther (Hans). — *Politiker ohne Partei. Erinnerungen*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1960, in-8°, 438 p.

Mémoires de l'ancien chancelier.

*[Mussolini (Benito)]. — *Opera omnia*, vol. XXIX : *Dal viaggio in Germania all'intervento dell'Italia nella seconda guerra mondiale (1 ottobre 1937-10 juin 1940)*, a cura di E. e D. Susmel. Firenze, « La Fenice », 1959, in-8°, LV-559 p.

Nicolson (Harold). — A Londres, il y a vingt ans. Souvenirs du gaulliste anglais n° 1, *Figaro littéraire*, 9 avr. 1960, pp. 1-2, suivi de :

Oberlé (Jean). — Cet homme inconnu de tous..., *ibid.*, p. 2.

*Paulus (Friedrich), Generalfeldmarschall. — *Paulus : « Ich stehe hier auf Befehl ! » Lebensweg des Generalfeldmarschalls Friedrich Paulus. Mit den Aufzeichnungen aus dem Nachlass, Briefen und Dokumenten hrsg. von Walter Görlitz*, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen Bernard u. Graefe, 1960, in-8°, c. h.-t., ill. h.-t.

Voir la critique de ces mémoires dans *Spiegel*, 18 mai 1960, pp. 21-23.

*Rees (Goronwy). — *A bundle of sensations*, London, Chatto and Windus, 1960, in-8°, 240 p.

La conduite de la guerre en G.-B. L'auteur était officier d'É.-M. général (Intelligence) au Q.G. des *Home Forces*.

*Rémy. — *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, t. II [réédition], Paris, Édit. France Empire, 1960, in-8°, 600 p.

Scheurig (Bodo). — Helfer, Zauderer, Aussenseiter. Zum 15. Todestag des Admirals Wilhelm Canaris, *Vorwärts*, 8 avr. 1960, p. 9.

Serra (Enrico). — Mussolini, l'Etiopia ed un segreto di Sir Samuel Hoare, *Nuova Antol.*, avr. 1960, pp. 480-488.

Ses rapports secrets avec Mussolini en 1917 (Hoare appartenait à l'Intelligence Service) et en 1935 (au moment de l'accord Laval-Hoare).

Smrt Ante Pavelica. Hrvatskinarod pred odrom ljubljenog poglavnika [La mort d'Ante Pavelic. Le peuple croate devant le cercueil du Poglavnik (chef d'État)], *Hrvatska-Croaia* (Buenos Aires), n° 2, 8 févr. 1960.

Numéro entièrement consacré à la mort de Pavelic, « chef de l'État indépendant croate », décédé à Madrid, le 28 décembre 1959.

*Sosabowski (Stanislaw), Maj.-Gen. — *Freely I served*, London, W. Kimber, 1960, in-8°, 204 p., pl. et cartes h.-t.

L'auteur commanda la *Polish Parachute Brigade* à la bataille d'Arnhem.

Späth (Alfred). — Zum Andenken an Nikolaus Graf von Üxküll, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1960, pp. 188-192.

L'activité en Ukraine du colonel von Uxküll qui empêcha un grand nombre d'exécutions et fut lui-même décapité pour participation au complot du 20 juillet.

Tjulenev (I. V.). — Bitva za Kavkaz. Vospominanija generala armii, učastnika Velikoj Otečestv. vojny. Iz knigi *Čerez tri vojny* [La bataille pour le Caucase. Souvenirs d'un général d'armée sur la grande guerre patriotique. Extrait du livre *Au cours de trois guerres*], *Lit. Gruzija*, 1960, n° 1, pp. 50-69.

Trevor-Roper (Hugh Redwald). — Hitlers Kriegsziele, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1960, pp. 121-134.

*Van Overstraeten, général. — *Au service de la Belgique :* I. *Dans l'étau*, Paris, Plon, 1960, in-8°.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Berthold (Lothar). — Der Kampf der Kommunistischen Partei Deutschlands gegen den drohenden Krieg. Die Berner Konferenz, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, H. 3, mai 1960, pp. 583-599.

Prise de position communiste contre la guerre menaçante (fin janv.-début févr. 1939).

*Burckardt (Carl J.). — *Meine Danziger Mission (1937-1939)*, München, G. D. W. Callwey, 1960, in-8°, 368 p.

Mémoires du Commissaire de la S.D.N. à Danzig.

*Denne (Ludwig). — *Das Danzig-Problem in der deutschen Aussenpolitik, 1934-1939*, Bonn, Rohrscheid (1959), in-8°, 322 p.

Duroselle (J.-B.). — Il y a vingt ans : Une habile action diplomatique avait précédé l'offensive allemande du 10 mai 1940, *Monde*, 10 mai 1960, pp. 1 et 9.

*Kiszling (Rudolf). — *Die militärischen Vereinbarungen der kleinen Entente 1929-1937*, München, Oldenburg, 1959, in-8°, 91 p.

(*Südosteuropäische Arbeiten*, n° 54.)

Marnay (Philippe). — La politique militaire de la Belgique en 1939-1940, *Rev. gen. belge*, mai 1960, pp. 3-62.

*Minart (Jacques). — *Le drame du désarmement français (1918-1939)*, Paris, Nef de Paris, 1960, in-16, VII-273 p., ill. h. t.

*Rodow (B.). — *Die U.S.A. und Japan bei der Entfesselung des Krieges im Stillen Ozean 1938-1941*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 186 p.

*Rowe (Vivian). — *The Great wall of France*, London, Putnam, 1960, 328 p.

La ligne Maginot.

**So begann das Verbrechen. Hrsg. von der Kommission der Historiker der D.D.R. und der U.d.SSR. Deutsche Sektion*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 130 p.

(Der Deutsche Imperialismus u. der 2. Weltkrieg. I.) Sur les responsabilités nazies de la guerre.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

**Die Bilanz*. Hrsg. von der Kommission der Historiker der DDR und der UdSSR. Deutsche Sektion. Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 130 p.

(Der Deutsche Imperialismus und der 2. Weltkrieg. IV.)

Boltin (J. A.). — Über die Entstehung und den Charakter des zweiten Weltkrieges 1939-1945. Referat, geh. auf der 2. Wissenschaftlichen Konferenz der Kommission der Historiker der DDR und der UdSSR von 14. bis 19. Dezember 1959 in Berlin, *Einheit*, févr. 1960 [tirage à part, 32 p.].

*Borsody (Stephen). — *The Triumph of tyranny. The Nazi and Soviet conquest of Central Europe*, London, Cape, 1960, in-8°, 285 p.

Histoire de l'Europe depuis 1918 centrée sur la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Bunker (John). — Tribute to the « Liberties », *U.S. nav. Inst. Proceed.*, mars 1960, pp. 55-59, ill.

Les *Liberty Ships* pendant la seconde guerre mondiale.

*Deborin (Grigori Abramovic). — *Der zweite Weltkrieg*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1959, in-8°, 488 p.

Hass (Gerhart). — Die USA in der Kriegs- und Grossraumplanung des deutschen Faschismus 1940, *Deutsche Aussenpolitik*, mai 1960, pp. 533-541.

**The War, 1939-1945*, Edited by Desmond Flower and James Reeves, London, Cassell, 1960, in-4°, VII-1 220 p.

Anthologie des principaux témoignages de toute provenance.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Baum (Walter). — Der Zusammenbruch der Obersten deutschen militärischen Führung 1945, *Wehrw. Rundschau*, mai 1960, pp. 237-266.

Direktivy gitlerovskogo komando dovanija o dal'nejsem vedenii vojn protiv SSSR osen'ju 1941 goda [Directives du commandement hitlérien sur la conduite future de la guerre contre l'U.R.S.S. en automne 1941], *Voen-ist. Žurnal*, 1959, n° 12, pp. 74-84.

Jacobsen (Hans Adolf), Rohwer (Jürgen). — Planungen und Operationen der deutschen Kriegsmarine im Zusammenhang mit dem Fall « Gelb », *Marine-Rundschau*, avr. 1960, pp. 65-79.

L'offensive à l'Ouest, 1940.

J. P. L. [Lyet]. — Le 10 mai 1940, Français et Allemands ont les uns et les autres joué leurs chances sur une seule carte, *Monde*, 11 mai 1960, p. 7.

Koeltz (Louis), général. — Les plans français et la Belgique en 1939-1940, *Rev. gén. belge*, mai 1960, pp. 63-73.

Lebedev (N.). — « Balkanskij variant » anglo-amerikanskoj strategii v period vtoroj mirovoj vojny [La « variante balkanique » de la stratégie anglo-américaine pendant la 2e guerre mondiale], *Nov. i novejs. ist.*, n° 5, 1959, pp. 41-60.

Liddell Hart (Basil-Henry). — Vingt ans après. Les erreurs de la guerre, *Express*, 21 et 28 avr. 1960, phot.

Les erreurs stratégiques commises par les divers belligérants.

Nierstrasz (V. E.), gen.-major hon. — L'évolution du plan d'opérations néerlandais en 1939-1940, *R. gén. belge*, mai 1960, pp. 79-92.

Pohlmann (Hartwig) Oberst. — Planung und Vorbereitung des Norwegenunternehmens 1940, *D. Die. Soldat*, avr. 1960, pp. 116-118.

Zilin (P.). — Podgotovka germanskim General'nym Stabom vojny protiv SSSR [Préparation par l'État-major allemand de la guerre contre l'U.R.S.S.], *Voen-ist. Žurnal*, 1959, n° 12, pp. 18-37.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Armstrong (Warren). — *H. M. small ships*, London, Muller, 1959, in-8°, 210 p., fig.

Histoire de la marine côtière anglaise pendant les deux guerres mondiales.

*Bekker (Cajus). — *Ostsee-deutsches Schicksal 1944-45. Der authentische Bericht vom letzten Einsatz der Kriegsmarine und der Rettung von mehr als zwei Millionen deutscher Menschen über See*, Hamburg, G. Stalling, Verl. Oldenburg, 1959, in-8°, 319 p.

Della Santa (J.). — Particularités et différents procédés de défense d'une ligne d'eau, avec un exemple de la seconde guerre mondiale, *R. mil. suisse*, févr. 1960, pp. 85-97, cartes.

Le franchissement du Neckar et de la Jagst par le VIe corps de la 7e armée américaine, dans la région de Heilbronn, 4-11 avril 1945.

Desnickij (G.). — Protivovozdušnaja oborona Moskvy v 1941-1942 godakh [Défense anti-aérienne de Moscou en 1941-1942], *Voen-ist. Žurnal*, 1959, n° 12, pp. 38-63, avec carte.

Gerber (Joh), major i. G. — Die Versorgung des Deutschen Afrikakorps, *D. Oase*, mai 1960, pp. 5-7.

*Guglielmotti (Umberto). — *Storia della Marina italiana*, Napoli, Vito Bianco, 1959, in-8°, 218 p., ill.

*Grew (F. A. F.). — *The Army medical service. Campaigns*, vol. III : *Sicily, Italy, Greece, 1944-1945*, London, H.M. S.O., 1959, in-4°, 684 p., fig. (History of the 2nd World War. United Kingdom medical series).

Hümmelchen (Gerhard). — Die Handelskriegsoperationen der deutschen Panzerschiffe 1939, *Marine Rundsch.*, déc. 1960, pp. 333-345.

*Iachino (Angelo). — *Tramonto di una granda marina*, Milano, Mondadori, 1959, in-8°, 336 p., graph.

*Johnen (Wilhelm). — *Nachtjäger gegen Bomberpuls. Die Geschichte der deutschen Nachtjagd während des Zweiten Weltkrieges*, Rastatt (Baden), E. Pabel, 1960, in-8°, 192 p.

Little (Comm. D. H.). — The Royal Canadian Navy, *U.S. Naval Inst. Proceedings*, mai 1960, pp. 73-95, phot.

Son activité pendant la deuxième guerre mondiale.

**La Marina italiana nella seconda guerra mondiale*, vol. II : *La guerra nel Mediterraneo. — Le Azioni navali*, tomo 2° : *Dal 1° Aprile 1941 all'8 settembre 1943*, Roma, Ufficio storico della Marina militare, 1960, in-8°, VIII-468 p., pl. et cartes h.-t.

*Roberts (Leslie). — *There shall be wings. A history of the Royal Canadian Air Force*, Toronto, Clarke, Irwin, 1959, in-8°, 306 p., fig.

*Ruppenthal (Roland G.). — *Logistical support, vol. 2. Sept. 1944-May 1945*, Washington, Department of the Army, Office of the Chief of Military History, 1959, in-4°, 540 p.

(United States Army in W.W. II : The European theater of operations.)

U- Booterfolge gegen grosse Handelsschiffe im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, déc. 1959, pp. 376-379, tabl.

HISTORIQUES D'UNITÉS

Chaplin (Philip A.). — The Reincarnation of the Four-stackers, *U.S. nav. Inst. Proceed.*, mars 1960, pp. 95-103, ill.

Les « Four-stackers » [4 cheminées] sont les vieux destroyers cédés fin 1940 par les É.-U. à la Grande-Bretagne en échange de bases. Comment ils furent modernisés et utilisés.

Decker (Hans Joachim). — 404 days ! The war patrol life of the German *U-505*, *U.S. nav. Inst. Proceed.*, mars 1960, pp. 33-45, ill.

Histoire du sous-marin allemand *U-505* avant sa capture par les Américains en juin 1944.

Dettbarn (John L.). — Gold ballast : war patrol of USS *Trout*, *U.S. nav. Inst. Proc.*, janv. 1960, pp. 51-57, ill.

Les missions du sous-marin américain *Trout* dans le Pacifique et en particulier l'évacuation de l'or des Philippines en 1942.

*Hart (Sydney). — *Submarine* Upholder, London, Oldbourne Press, 1960, 207 p.

Le sous-marin *Upholder* harcela en Méditerranée les navires qui ravitaillaient l'armée Rommel et fut coulé au large de Tripoli en avril 1942.

Hentges (Pierre). — Le régiment Normandie-Niemen, *Cahiers commun.*, mars 1960, pp. 380-390.

*Jarkhunov (V. M.). — *Čerez Nevu. 67-ja armija v bojakh po proryvu blokady Leningrad* [*A travers la Neva. La 67e armée pendant les combats pour forcer le blocus de Leningrad*], Moskva, Voenizdat, 1960, 96 p., fig., 4 pl.

Knackstedt (Heinz). — Der *City of Flint* Fall, *Marine-Rundschau*, avr. 1960, pp. 79-99.

L'arraisonnement du bateau américain *City of Flint* par le *Deutschland*, le 9 oct. 1939.

Leljušenko (D.). — Boevye dejstvija 21-go mekhanizirovannogo korpusa v načalnyj period Velikoj Otečestvennoj vojny [Opérations militaires du 21e corps motorisé au début de la grande guerre patriotique], *Voen-ist. Žurnal*, 1959, n° 12, pp. 54-63, avec carte.

*Pohlmann (H.). — *Die Geschichte der 96. Infanterie-Division*, Bad Nauheim (Hessen), Podzun Verl., 1960, in-8°, 495 p.

Rohwer (Jürgen). — Der *Kearny*-Zwischenfall am 17. Oktober 1941, *Marine Rundsch.*, oct. 1960, pp. 288, carte.

L'attaque du destroyer américain *Kearny* par un navire de guerre allemand.

Schlömer (Heinz). — In den Kämpfen am Niederrhein. Die Einsätze der 7. Fallschirmjäger-Div. im Februar 1945, *D. Die Fallschirmjäger*, mars 1960, pp. 7-9.

Tiškin (M. S.). — Eto bylo vesnoj 1942 goda. O boevykh dejstvijakh 736-go zenitnogo artiller. polka [C'était au printemps de 1942. Les opérations du 736e régiment d'artillerie anti-aérienne], *Vestnik protivovosdus. oborony*, 1960, n° 2, pp. 76-77.

OPÉRATIONS

*Afanas'ev (I.). — *Dom soldatskoj slavy. Vospominanija o Staligr. bitve 1942-1943 gg* [La maison de la gloire du soldat. Souvenirs sur la bataille de Stalingrad, 1942-1943], Stalingrad, kn. izd., 1960, 84 p.

Aron (Robert). — Il y a vingt ans la France succombait, *Historia*, juin 1960, pp. 669-679, ill. *(à suivre)*.

Suivi d'un extrait des *Mémoires* de W. Churchill : « Dramatiques entretiens en France » (entrevues de Briare et de Tours).

Babic (Rade). — Unistenje talijanske motorizovane kolone na Jelinom Dubu [L'anéantissement d'une colonne italienne motorisée à Jelin Dub], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1069, 29 janv. 1960.

Combats au Monténégro (entre Tiograd et Matasevo), octobre 1941. Souvenirs.

Böhmler. — Gebirgsjäger gegen Neuseeländer. Der Umfassungsangriff des Gebirgsjäger- Regiments 85 auf Kreta. *D. Dte Fallschirmjäger*, mai 1960, pp. 8-10, *c.*

Böhmler. — So erwarteten sie den Angriff auf Kreta. General Freyberg trifft seine Vorbereitungen, *D. Dte Fallschirmjäger*, mai 1960, pp. 7-8, carte.

Brickhill (Paul). — Les escadrilles de Gibson font sauter les barrages, *Historia*, mai 1960, pp. 582-591, ill.

Récit du bombardement par les Anglais, en mai 1943, des barrages retenant les lacs artificiels de la Ruhr.

Buchner (Alex). — Fall « Weserübung Nord ». Kampf um den Oslo-Fjord. *Dte. Soldat*, avr. 1960, pp. 118-121, *c.*

*Busch (Fritz Otto). — « *Hood ist in die Luft geflogen.* » *Das grösste Schlachtschiff der Welt detoniert im Kampf mit Deutschlands Schlachtschiff « Bismarck »*, Rastatt (Baden), E. Pabel, 1960, in-8°, 192 p.

(Pabel-Taschenbücher, n° 4.)

*Cras (Hervé) [Jacques Mordal]. — *Dunkerque*, Paris, éd. France-Empire, 1960, in-8°, 539 p., carte et pl. h.-t.

Remise à jour, d'après les documents les plus récents, d'un livre publié en 1948 sous le titre : *La bataille de Dunkerque.*

Dhers (Pierre). — Le 10 mai 1940, tandis que la France s'offre le luxe d'une crise ministérielle..., *Carrefour*, 11 mai 1960, pp. 16-17, suivi de :

Bechtel (Guy). — ... à 5 h 35, l'armée allemande attaque, *ibid.*, pp. 16-17, phot.

Dziennik bojowy dowodztwa II obwodu Armii Ludowej z lipcza 1944 r... [Journal de campagne du commandement de la II[e] Armée populaire en juillet 1944], *Z. Pola Walki*, 1959, n° 1, pp. 167-180.

Dans la région de Lublin.

*_Entscheidungsschlachten des zweiten Weltkrieges. Im Auftrag des Arbeitskreises für Wehrforschung_ hrsg. von D[r] Hans-Adolf Jacobsen und Jürgen Rohwer, Frankfurt a. M., Bernard u. Graefe, 1960, in-8°, 464 p., ill.

*Evans (Geoffrey), Lieut.-Gen., Sir. — *The Desert and the jungle*, London, W. Kimber, 1959, in-8°, 206 p., fig., cartes.

Souvenirs de commandement sur les opérations de Libye (1940-1941) et de Birmanie (1944).

*Fadeev (A. V.). — *Podvig Odessy, 1941 g.* [*L'exploit d'Odessa, 1941*], Moskva, Gospolitizdat, 1960, 69 p., ill.

Frank (H. K.). — Ablösung im Wald nördlich Petschenegi, *Allg. schw. mil. Zt.*, avr. et mai 1960, pp. 313-322 et 393-403, carte.

Mai 1942. Confluent du Donez et de la Babka.

Gosset (Pierre et Renée). — Il y a vingt ans l'Allemagne déclenchait l'offensive, *Historia*, mai 1960, pp. 544-552, ill.

*Gračev (Fedor). — *V te dni na Vasil'evskom, 1941-1942 g. Vospominanija voenvrača, učastnika oborony Leningrada* [*Ces jours passés dans l'île Vassilievskij. Souvenirs d'un médecin militaire ayant participé au siège de Leningrad*], Zvezda, 1960, n° 2, pp. 18-51.

*_Le Grande battaglie. La battaglia del Don._ A cura di G. B. Seiboli, Milano, Arnoldo Mondadori, 1959, in-8°, 336 p.

Hautecler, commandant. — Vinkt, 27 mai 1940, *L'armée, la nation*, mai 1960, pp. 1-11 et 22, ill., cartes.

Les opérations de la 4[e] D.I. belge contre la 56[e] D.I. allemande à Vinkt, 25-27 mai 1940.

Henrici (Sigfrid). — Sarajevo 1941. Der raidartige Vorstoss einer mot. Division, *Wehrw. Rundsch.*, avr. 1960, pp. 197-209, carte.

*Khera (P. N.) et Prasad (S. N.). — *The Reconquest of Burma*, vol. II : *June 1944-August 1945*, Calcutta, Orient Longmans, 1959, in-4°, 539 p.

(Official History of the Indian Armed Forces in the II W.W.)

*Kislyj (G.). — *Na pritokakh Dnepra. Boevye dejstvija sovetskikh morjakov v belorus. operacii, ijun'-Ijul' 1944 g.* [*Sur les affluents du Dniepr. Participation des marins soviétiques aux opérations en Biélorussie, juin-juillet 1944*], Moskva, voenizdat, 1959, 124 p., ill.

Klee (Karl). — Luftschlacht um England, *Luftwaffen R.*, avr. 1960, pp. 138-143.

Kuznecob (I.). — Za točnost'voenno-istoričeskikh faktov. O nekotorikh nedostatkakh literatury po Stalingrabitve [Pour l'exactitude des faits de l'histoire militaire. Sur quelques défauts des ouvrages publiés sur la bataille de Stalingrad], *Voenno-ist. žurn.*, 1960, n° 2, pp. 126-127.

*Mc Clymont (W. G.). — *To Greece...*, Wellington, New Zealand, War History Branch Department of international Affairs, 1959, in-8°, xii-538 p., pl. et cartes h.-t.

(Official History of New Zealand in the Second World War 1939-45.)

Mandic (M.). — Rasulo bivse vojske [La débâcle de l'ancienne armée (yougoslave)], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1079, 8 avr. 1960.

L'offensive allemande contre la Yougoslavie, 6 avril 1941.

*Medvedev (Dm.). — *Eto bylo pod Rovno. Boevye podvigi partizanskogo otrjada. 1942-1944* [*Ceci se passait à Rovno. Exploits militaires d'une section de partisans, 1942-1944*], Moskva, izd. lit. na inostr. jaz. (1960), 267 p.

(B-ka izbr. proizvedenij sovetskoj literatury.)

Merglen (Albert). — Subversiver Kampf und konventioneller Krieg : Der Feldzug in Aethiopien 1940-1941, *Wehrw. Rundschau*, mars 1960, pp. 132-139, *c.*

*Miller (John). — *Cartwheel : the reduction of Rabaul*, Washington, Depart. of the Army, Office of the Chief of Military History, 1959, in-4°, 418 p.

(United States Army in W.W. II. The War in the Pacific.)

*Mordal (Jacques) [pseud. de Cras (Hervé)]. — *Narvik*, préf. du général Weygand, Paris, Presse de la Cité, 1960, in-8°, 317 p., pl. h.-t., cartes, chronologie.

La campagne de Norvège avril-mai 1940. Réédition, remise à jour d'une étude parue en 1948.

Neumolkajuščee ekho. Otkliki angličan na opublik. v gaz. « Sov' et uikli » otryvki iz knigi Maršala V. I. Cujkova *Nacalo puti* posv jašč. Stalingr. bitve... [Un écho qui ne cesse pas. Réponse des Anglais aux extraits du livre du maréchal V. I. Cujkov *Le début de la route*, consacré à la bataille de Stalingrad et publié dans *Sov' et uikli*], *Ogonek*, 1960, n° 8, p. 10.

**Neunhundert Tage. Zeugnisse von der heldenhaften Verteidigung Leningrads im Grossen Vaterländischen Krieg.* Mit einem Vorwort von Willi Bredel, Berlin, Dietz, 1960, in-8°, 484 p., ill. h.-t.

Traduit du russe.

Nesterov (I.). — Kerčensko-Feodosijskaja desantnaja operacija, 1942 [Opération de débarquement de Kertch-Theodosie en 1942], *Sov. Flot*, 30 déc. 1959.

*Owen (Frank). — *The Fall of Singapore*, London, M. Joseph, 1960.

Obukhov (L.). — Černomorcy. Zametki o sobytijakh Velikoj Otečestv. vojny [Ceux de la mer Noire. Notes sur des événements de la grande guerre patriotique], *Don*, 1960, n° 2, pp. 157-160.

*Pavličenko (Ljudmila). — *Geroičeskja byl'. Oborona Sevastopolja 1941-1942 gg.* [*Faits héroïques. Le siège de Sébastopol, 1941-1942*], Moskva, Gospolitizdat, 1960, 82 p., ill.

Rees (Goronwy). — « Monty » and the drama of Dieppe, *Sunday Times*, 22 et 29 mai 1960, pp. 11-12.

Extraits d'un ouvrage annoncé : *A Bunder of sensations*. L'auteur qui était *G.S. O.2 (Intelligence)*, de Montgomery, relate le « planning » et l'exécution de l'opération à laquelle il participa.

Rohwer (J.). — U-Bootoperationen vor der englischen Südostküste und im Ost-Kanal 1939-40, *Marine Rundschau*, avr. 1960, pp. 104-106.

Skibinski (François), gén. — La participation des Polonais à la libération de la Belgique en 1944, *Pygmalion*, mars 1960, pp. 5-16, ill., carte.

La 1re D.I. polonaise à Gand et sur la Basse-Meuse.

*Stacey (C. P.), colonel. — *The Victory campaign*, Ottawa, the Queen's printer, 1960.

(Official history of the Canadian Army in the Second World War, vol. III.)

Stepanov (A. V.). — Vrag ne prošel. O boevykh dejstvijakh artilleristoj zenitčikov v bojakh pod Stalingradom v gody Velikoj Otecestv. vojny [L'ennemi n'est pas passé. Sur les opérations de l'artillerie anti-aérienne dans les combats de

Stalingrad pendant la grande guerre patriotique], *Vestnik protivovošdus. oborony*, 1960, n° 2, pp. 77-79.

Strel'Bickij (I.). — Iz vospominanij artillerista o šturme Perekopa, 1944 g. [Extraits des souvenirs d'un artilleur sur l'assaut de l'isthme de Perekope, 1944], *Voen.-ist. žurn.*, 1960, n° 2, pp. 59-73.

Tjuleniv (I.). — Na Južnom fronte. Vospominanija o pervykh mesjacakh Velikoj Otečestv. vojny 1941-1945 gg. [Sur le front sud. Souvenirs des premiers mois de la grande guerre patriotique 1941-1945], *Voen.-ist. žurnal*, 1960, n° 3, pp. 27-42, carte.

Tchouïkov (Vassili Ivanovitch), Maréchal. — Stalingrad (octobre 1942), *Nouvelle critique*, avr. 1960, pp. 58-62.

Texte extrait des *Mémoires* du commandant de la 62e Armée à Stalingrad (« Le début de la route »).

*Tramonti (Nino). — *I Bersaglieri dal Mincio al Don*, 3e éd., Milano, Scuola Arti graf. Pavoniane Artigianelli, 1959, in-8°, 625 p., ill.

*Turner (John Frayn). — *Histoire du débarquement*, Grenoble, Arthaud, 1960, in-8°, 308 p.

*Utenkov (F. N.). — *Bitva pod Kurskom i ee voenno-političeskoe značenie* [*La bataille de Kursk et sa signification militaire et politique*], Moskva, 1960, 39 p.

(O-vo po rasprostraneniju polit. i nauc. znanii RSFSR.)

*Van Loo (Frank). — *Im Westen geht die Sonne unter*, Rosenheim, Meister Verl., 1960, in-8°, 270 p.

Une compagnie d'assaut dans l'offensive des Ardennes.

*Vian (Philip), Admiral, Sir. — *Action this day*, London, Muller, 1960. Opérations en Méditerranée (1942) et dans le Pacifique.

Trad. fr. *Exécution immédiate*, Paris, Presses de la Cité, 1960, in-8°, 184 p.

**Vor Moskau und Stalingrad fiel die Entscheidung*, hrsg. von der Kommission der Historiker der D.D.R. und der UdSSR, Berlin, Rütten u. Loenning, 1960, in-8°, 130 p.

(Schriftenreihe der « Deutsche Imperialismus u. der 2. Weltkrieg. II ».)

Vor 20 Jahren. — Beginn des Westfeldzuges. Infanterie tritt an. Aus dem Tagebuch eines Grenadier-Bataillons Kommandeurs, *D. Dte-Soldat*, mai 1960, pp. 147-153.

*Wankowicz (Melchior). — *Monte Cassino*, Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959. Gr. 8°, 644 p., ill., cartes.

Par un correspondant de guerre polonais auprès du deuxième Corps.

*Zdanova (T. A.). — *Krepost' né Neve. Oborona Leningrade v Velokoj Otecest. vojne* [*La forteresse sur la Neva. Siège de Leningrad pendant la Grande Guerre nationale*], Moskva, Gospolitizdat, 1960, 79 p., ill., cartes.

(Goroda geroj.)

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Bogus (E.). — Iz istorii politiki SŠA v Kitae v gody vtoroj mirovoj vojny [Une page de l'histoire de la politique des États-Unis en Chine pendant la deuxième guerre mondiale], *Nov. i Novejš. ist.*, n° 5, 1959, pp. 3-23.

Cpykhal'skij (M.). — O pol'sko-sovetskom boevom sodruzestve 1942-1945 gg. Stat'ja ministra nac. oborony Pol'skoj Nar. Respubliki [L'amitié soviéto-polonaise pendant la guerre, 1942-1945. Article du ministre de la Défense nationale de la République populaire de Pologne], *Voen. ist. žurn.*, 1960, n° 1, pp. 28-50, cartes.

*Dziuban (Stanley W.), Col. — *Military relations between the United States and Canada 1939-1945*, Washington, Department of the Army, Office of the Chief of Military History, 1960, in-4°, 432 p.

(United States Army in W.W.II. Special Studies.)

*Israelian (Viktor Levonovič). — *Diplomaticeskaja istorija velikoj otecestvennoj vojny, 1941-1945* [*Histoire diplomatique de la grande guerre nationale, 1941-1945*], Moskva, isd. I.M.O., 1959, in-8°, 368 p.

Kotýk (V.). — K historii vzniku čs.-sovětské smlouvy. [Contribution à l'histoire de l'origine du Traité soviéto-tchécoslovaque], *Nova mysl* (Prague), n° 12, déc. 1959, pp. 1087-1110.

Signé à Moscou, le 12 déc. 1943. — Voir aussi les articles parus dans *Rudé pravo* du 12 déc. et dans *Predvoj* du 11 déc.

Kvaternik (Eugen). — Talijanska politika spram Nezavizne Drzave Hrvatske 1941 i 1942 [La politique italienne à l'égard de l'État indépendant croate en 1941 et 1942], *Hrvat. r.* (Buenos Aires), n° 2, avr.-juin 1959, pp. 164-187.

Mitropl'skij (D.). — « Mjunkhenskaja politika » anglijskogo imperializma vo

vremja « strannoj vojny » [« La politique munichoise » de l'impérialisme anglais pendant la « drôle de guerre »], *Vest. Mosk. Un-ta. Ist.-filol. serija*, n° 2, 1959, pp. 121-152.

La Politica estera spagnola : La visita di Castiella a Washington, *Relaz. inter.*, 2 avr. 1960, pp. 462-463.

Discours à l'Université de Georgetown, sur la neutralité espagnole durant le deuxième guerre mondiale (24 mars 1960).

Polen, Deutschland und die Oder-Neisse-Grenze, hrsg. vom Deutschen Institut für Zeitgeschichte..., Berlin, Rütten u. Loening, 1959, in-8°, 302 p.

(Dokumentation zur Zeitgeschichte, Bd. I.)

*Reitlinger (Gerald). — *The House built on sand. The conflicts of German policy in Russia 1939-45*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1959, in-8°, 459 p., cartes h.-t., bibl., chronologie.

La politique allemande à l'égard de l'U.R.S.S., du pacte de Moscou à la capitulation.

CRIMES DE GUERRE

*Drozdzyński (Aleksander), Zaborowski (Jan). — *Oberländer przez « Ostforschung » wywiad i NSDAP do rzadu NRF* [*Oberländer, du service de renseignements « Ostforschung » et du Parti national-socialiste allemand au gouvernement de la République fédérale allemande*], Poznan, Wydawnictwo Zachodnie, 1960, in-8°, 296 p., errata, fac.-sim. couv. ill.

(Zachodnia Agencja Prasowa.) Documents et témoignages sur l'attitude d'Oberländer en Pologne occupée. Textes (1905-1960). Analyse en français.

Greil (Lothar). — *Die Lüge von Marzabotto. Ein Dokumentarbericht über den Fall Major Reeder* (München-Lochhausen), Schild-Verl. (1959), in-16, 87 p., portr. h.-t., c.

(Dokumentar-Reihe, n° 2.) Le cas du commandant Reeder condamné pour crimes de guerre commis dans la région de Marzabotto.

Smirnov (L.). — Njurnbergskij process i egorol' v razoblačenii prestuplinij germanskogo imperialism [Le procès de Nuremberg et son rôle dans la divulgation des crimes de l'impérialisme germanique], *Socialist. zak.*, n° 8, août 1959, pp. 49-56.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Liss (Ulrich). — Die Tätigkeit des französischen 2. Bureau im West-Feldzug 1939-40, *Wehrw. Rundsch.*, mai 1960, pp. 267-279.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Bondarec (V.). — *Voennoplennyi v fašistskom plenu. Zapiski kapitana* [*Prisonniers et guerre chez les fascistes. Notes d'un capitaine*], Moskva, « Molodaja gvardja », 1960, 288 p., ill., pl. h.-t.

**Buchenwald. Mahn-und Gedenkstätte. Hrsg. v. Komitee d. antifaschistischen Widerstandskämpfer in der D.D.R.*, Berlin, Kongress Verl, 1960, in-4°, 96 p., ill.

**Buchenwald. Mahnung und Verpflichtung...*, Berlin, Kongress Verl., 1960, in-8°, 621 p.

*Buchmann (Erika). — *Die Frauen von Ravensbrück. Hrsg. v. Komitee der antifaschistischen Widerstandskämpfer in d.D.D.R.*, Berlin, Kongress-Verl, 1959, in-8°, 159 p.

*Gallegos (Adrian). — *From Capri to oblivion*, London, Hodder & Stoughton, 1960, 256 p.

Captivité et évasion d'un officier de marine anglais interné en Italie.

*Jeschonek (Emil). — *Wo der Landser denken lernte. Die sowjetische Kriegsgefangenschaft im Spiegel der Zeitung « Nachrichten »*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 260 p., ill.

*Polivin (G.). — *Eto bylo v Bukhenvalde. Dokum. povest' o fašistskom konclagere* [*Ceci s'est passé à Buchenwald. Récit documentaire sur les camps de concentration fascistes*], Novosibirsk, kn. izd., 1959, 111 p., ill.

*Poller (V.). — *Arztschreiber in Buchenwald*, Hannover, Fackelträger, 1960, in-8°, 220 p.

*Rawicz (Jerzy). — *Dno* [*Au fond*], Warszawa « Czytelnik », 1958, in-16, carnet, 224 p. ill., couv. ill.

Souvenirs de déportation à Auschwitz.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Ikle (Fred Charles). — *The Social impact of bomb destruction*, Norman, Univ. of Oklahoma press, 1958, in-8°, 272 p.

Analyse sociologique des effets des bombardements.

ALLEMAGNE

ABENDROTH (Wolfgang). — Das Problem der Widerstandstätigkeit der Schwarzen Front, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1960, pp. 181-188.

ABENDROTH (Wolfgang). — Recherches sur la Résistance en République fédérale allemande, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 55-60.

BARTEL (W.). — Recherches sur la Résistance et son enseignement en R.D.A., *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 31-36.

BAUER (Fritz). — Die « ungesühnte Nazijustiz », *Neue Gesellschaft*, mai-juin 1960, pp. 179-192.

BUCHHEIM (Hans). — Struktur der totalitären Herrschaft und Ansätze totalitären Denkens, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1960, pp. 164-181.

*BROSZAT (Martin). — *Der Nationalsozialismus-Weltanschauung, Programm u. Wirklichkeit*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst., 1960, in-8°, 84 p.

*CELINE (Louis-Ferdinand). — *Nord* (roman), Paris, N.R.F., 1960, in-8°, 462 p., carte.

Des « collabos » dans la débâcle allemande.

DROBISCH (Klaus). — Der Freundeskreis Himmler. Ein Beispiel für die Unterordnung der Nazipartei und des faschistischen Staatsapparates durch die Finanzoligarchie, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, Heft 2, mars-avr. 1960, pp. 304-329.

EINICKE (Ludwig). — Ein heroischer Abschnitt im Kampf für ein fried-liebendes und demokratisches Deutschland. Über einige Probleme des antifaschistischen Kampfes in Deutschland während d. 2. Weltkrieges, *Einheit*, avr. 1960, pp. 629-639.

HEER (Friedrich). — Die Deutschen, Der Nationalsozialismus und die Gegenwart, *Neue Gesellschaft*, mai-juin 1960, pp. 167-179.

*HOFER (Walter). — *Die Diktatur Hitlers bis zum Beginn des 2. Weltkrieges. I. Teil. Bd. Iv. Abschnitt 4. d. Handbuchs der Deutschen Geschichte*, hrsg. von L. Just. KONSTANZ, Akademischer Verlagsges., Athenaion, 1959, in-4°, 135 p.

KISSEL (Hans). — Der deutsche Volkssturm, 1944-1945, *Wehrw. Rundsch.*, avr. 1960, pp. 209-227.

KOGON (Eugen). — Die neue Argumentation in Sachen Reichstagbrand, *Frankfurter Hefte*, mai 1960, pp. 309-321 *(à suivre)*.

MELNIKOW (D. I.). — Die Welthistorische Bilanz des Sieges der freiheitsliebenden Völker über den deutschen Imperialismus im zweiten Weltkrieg, *Z. f. Geschichtwissenschaft*, Heft 3, mai 1960, pp. 501-531.

*NIEKISCH (Ernest). — *Il Regno dei Demoni. Panorama del Terzo Reich*, trad. di Fr. Saba SARDI, Milano, Feltrinelli, 1959, in-8°, 524 p., trad. de : *Das Reich der niederen Dämonen*.

PAETEL (Karl O.). — Das Ausland und der deutsche Widerstand, *Aussenpolitik*, mai 1960, pp. 320-328.

RITTHALER (Anton). — Eine Etappe auf Hitlers Weg zur ungeteilten Macht. Hugenbergs Rücktritt als Reichsminister, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1960, pp. 193-219.

*SCHEURIG (Bodo). — *Freies Deutschland. Das Nationalkomitee und der Bund Deutscher Offiziere in der Sowjetunion 1943-1945*, München, Nymphenburger Verl. (1960), in-8°, 269 p.

**Die Völker im Widerstandskampf. Hrsg. von der Kommission der Historiker der D.D.R. und der UdSSR. Deutsche Sektion*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 130 p.

(Der Deutsche Imperialismus und der 2. Weltkrieg. III.)

AUTRICHE

DANIMANN (F.). — A propos de l'histoire de la Résistance autrichienne, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 22-25.

GAMPER (Hans), Landesrat. — Die Befreiung Tirols im Mai 1945. Wie ich sie erlebte, *Österr. Monatshefte*, mai 1960, pp. 7-10.

BELGIQUE

DEVLEESHOUWER (R.). — Les Belges et la drôle de guerre, *Rev. gén. belge*, mai 1960, pp. 93-108.

L'opinion et la politique du gouvernement belge de sept. 1939 à mai 1940.

DANEMARK

RYEFELDT (M.). — L'occupation du Danemark en 1940, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 55-57.

L'opération par les troupes nazies (9 avril 1940) relatée heure par heure.

Der Überfall Hitlerdeutschlands auf Dänemark und Norwegen (Unternehmen « Weserübung »), *Z. f. Geschichtswissenschaft*, H. 3. (mai) 1960, pp. 677-696, c.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

**Anthologie des écrivains morts à la guerre (1939-1945)*, Paris, Albin Michel, 1960, in-8°, 880 p.

Dominique (Pierre). — L'expérience marxiste de 1936 et la guerre, *Écrits de Paris*, mai 1960, pp. 64-71.

D'après F. Herbette, *L'expérience marxiste en France (1936-1938)*, Paris, Génin, 348 p.

Gavrilov (M.), Filatov (N.) i Brjukhanov (A.). — V rjadakh francuzskogo Soprotivlenija. O učastii sovetskikh voennoplennykh v bor'be franc. partriotob protiv Fašizma [Dans les rangs des résistants français. Participation des prisonniers de guerre soviétiques à la lutte des partisans français contre le Fascisme], *Novoe vremija*, 1960, n° 15, pp. 27-29.

Laroche (Gaston). — Les Soviétiques dans la Résistance française, *Cahiers communisme*, mars 1960, pp. 391-411.

Lepotier, amiral. — L'exode de l'or, *Miroir de l'histoire*, avr. 1960, pp. 420-429, ill., carte.

Évacuation de l'or de la Banque de France, le 18 juin 1940, par Brest.

Roy (René). — La France sous l'occupation, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 61-63.

Sur l'ouvrage publié dans la collection « Esprit de la Résistance », en réponse aux trois volumes de témoignages en faveur de Vichy rassemblés par le *Hoover Institute*.

*Simonin (René). — *La France libre dans les Balkans*, Paris, Éd. du Scorpion, 1959, in-16, 223 p.

(Alternance.)

Tveritinova (A.). — Fort Romenvil'. Vospominanija učastnicy franc. soprotivlenija [Le Fort de Romainville. Souvenirs de Françaises, membres de la Résistance], *Zvezda*, 1960, n° 3, pp. 69-118.

*Walter (Gerard). — *La vie à Paris sous l'occupation*, Paris, A. Colin, 1960, in-16, 254 p.

(Le kiosque.)

*Willard (Germaine). — *La drôle de guerre et la trahison de Vichy*, préface de François Billoux, Paris, Éditions sociales, 1960, in-8°, 176 p.

BULGARIE

Andronikov (L.). — Vklad bolgarskogo naroda v delo razgroma fašistskikh agressorov v gody vtoroj mirovoj vojny [La contribution du peuple bulgare à la débâcle des agresseurs fascistes pendant la Seconde guerre mondiale], *Vop. ist. KPSS*, n° 2, 1959, pp. 163-169.

Revue critique des publications bulgares, 1954-1958.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

Foot (Dingley). — When Parliament said « Go », *Observer*, 8 mai 1960, p. 6.

La chute du gouvernement Chamberlain en mai 1940.

*Collier (Richard). — *La nuit où Londres brûla (10-11 mai 1941)*, trad. de *The City that wouldn't die*, Paris, Presses de la Cité, 1960, in-8°, 316 p.

ITALIE

Bellomo (Bino). — Missione segreta dopo l'8 settembre 1943, *Nuova Antol.*, mars 1960, pp. 351-368.

En vue d'organiser avec les Alliés un coup de main combiné pour délivrer Rome de l'occupation allemande.

Repaci (Francesco A.). — Le Spese delle guerre condotte dall'Italia nell'ultimo quarantacinquennio (1913-1914/1957-1958), *Riv. di politica economica*, avr. 1960, pp. 695-712, tabl.

Les chiffres officiels et les modifications à y apporter. Classif. des paiements exceptionnels pour exigences civiles, pensions et dommages de guerre.

MONTÉNÉGRO

Durišič (Mitar). — Oslobodenje Berana (Ivangrad) 5 maja 1944 god [Libération de Berane (Ivangrad), le 5 mai 1944], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 5, oct. 1960, pp. 15-30.

Combats de l'armée de Libération nationale yougoslave au Monténégro.

Vukmanovic (Gojko). — Nacionalni odbor u Baru i njegova aktivnost za vrijeme talijanske okupacije 1942-1943 [Les activités du Comité populaire à Bar pendant l'occupation italienne 1942-1943], *Istor. zapisi* (Titograd), n° 3-4, pp. 151-163.

Mouvement de libération nationale au Monténégro pendant la deuxième guerre mondiale.

PAYS-BAS

*Ruter (A. J. C.). — *Rijden en staken. De Nederlandse spoorwegen in oorlogstijd...* [*Les grèves des transports. Les chemins de fer hollandais pendant la guerre*], with an English summary, 'S. Gravenhage, Nijhoff, 1960, in-8°, XII-478 p.

(Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie. Monografieen, n° 8.)

*Sanders (P.). — *Het National Steun Fonds. Bijdrage tot de geschiedenis van de financiering van het Verzet, 1941-1945...* [*Le Fonds national de secours, contribution à l'histoire de la Résistance 1941-1945*], with an English summary, 'S-Gravenhage, Nijhoff, 1960, in-8°, X-186 p., portr. fac.-sim. h.-t.

(Rijksinstituut voor Oorlogsdocum entatie. Monografieen, n° 9.)

**Toen..., 1940-1945* [*Alors... 1940-1945*] (Amsterdam) (Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie), s. d., in-4°, 112 p., fig., couv. ill.

Album sur la guerre et l'occupation en Hollande.

POLOGNE

Gora (Miesław). — Niemcy-antyfaszyści a polskim rewolucyjnym Ruchu Oporu [Les Allemands antifascistes dans le mouvement révolutionnaire de résistance polonais], *Polityka*, n° 1, 3 janv. 1959, p. 6.

Cyganski (Miroslaw). — Chef der Zivilverwaltung bein Armee-Oberkommando 8 I pozostale po nim akta [Le chef du Zivilverwaltung beim Armee-Oberkommando 8 et les actes qui lui incombèrent], *Archeion*, n° 31, 1959, pp. 55-63.

Créé en août 1939, à Breslau, en vue de l'invasion polonaise, ce service, en liaison avec le parti nazi, administra spécialement la région de Lodz.

Datner (Dr. S.). — L'appareil militaire allemand de répression de la Résistance en Pologne, *Cah. intern. de la Résistance*, mars 1960, pp. 105-123, fac-sim.

Lewandowicz (Leszek), col. — Organizacja i dzialalnosc centralnego Archiwum Wojskowego [Organisation et activité des Services des Archives centrales de l'Armée], *Archeion*, n° 31, 1959, pp. 65-81.

Historique, travaux et projets relatifs à la période 1943-1945.

Majewski (Wiejlaw), Piber (Andozej), Zeglicka (Helena). — Materialy I. J. Paderewskiego w Archiwum AKE Nowych w Warszawie [Les papiers de I. J. Paderewskii inventoriés aux Archives contemporaines de Varsovie], *Kwart. Histor.*, LXVI, n° 4, déc. 1959, pp. 1335-1354.

De 1892 à 1940.

*Mark (Bernard). — *Walka i Zaglada Warszawskiego Getta* [*Luttes et crimes au ghetto de Varsovie*], Warszawa, Widawnictwa, Obrony Narodowej, 1958, in-8°, 508 p., errata, ill., plan h.-t., couv. ill.

Les rapports entre les mouvements de résistance du ghetto et de toute la Pologne. Index des organisations et de leurs participants.

*Weliczker (Leon). — *Im Feuer vergangen. Tagebücher aus dem Ghetto*, Mit einem Vorw. von A. Zweig, 4. Aufl. Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 612 p.

Zamojski (J.). — Recherches sur la Résistance polonaise, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 7-22.

PORTUGAL

Haupt (Werner). — Portugals Armee im 2. Weltkrieg, *Wehrw. Rundsch.*, avr. 1960, pp. 228-230.

ROUMANIE

Sevjakov (A.). — Bor'ba kompartii Rumynii protiv politiki fasizacii strany, 1939-1941 [La lutte du PC de Roumanie contre la politique de fascisation du pays 1939-1941], *Vop. ist.*, n° 8, août 1959, pp. 63-78.

SUÈDE

Hägglöf (M. Gunnar). — A test of neutrality : Sweden in the Second World War, *Intern. Aff.*, avr. 1960, pp. 153-167.

SUISSE

*Homberger (Heinrich). — *Minister Dr. Hans Sulzer zum Gedächtnis 4. Jan. 1959. Eine Episode aus der schweizer Handelspolitik im Kriege*, Zürich, Schweizer Monatshefte, 1960, in-8°, 27 p.

(Schweizer Monatshefte. Jan. 1960. Sonderbeilage.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Amort (C.). — Boj Sovetské armady za osvobozeni Prahy [Combats de l'armée soviétique pour la libération de Prague], *Slovan. přehled* (Prague), n. 2, avr. 1960, pp. 71-74.

7 et 8 mai 1945.

KADLEC (V.). — My jsme volali a` oni prisli [Nous avons appelé au secours et ils sont arrivés], *Rudé pravo* (Prague), 9 mai 1960.

L'armée soviétique et la libération de Prague, en mai 1945.

NEDOREZOV (A. I.). — Vosstanie slovackogo naroda v 1944 godu [Le soulèvement du peuple slovaque en 1944], *Novaja i novejšaja istorija*, 1959, n° 6, pp. 3-17.

URBAN (Rudolf). — Der Slowakische Partisanenkampf 1944-1945, *Osteuropa*, févr.-mars 1960, pp. 153-155.

U.R.S.S.

AFONIN (Serafim). — V stane vrage. Iz zapislok partizana, razvedčika, ucastnika Velikoj Otecestv. vojny [Dans le camp ennemi. Notes d'un éclaireur partisan ayant pris part à la grande guerre patriotique], *Lit. Mordovija*, 1960, n° 19-20, pp. 228-249.

*CHOLOKHOV (Mikhail). — *Ils ont combattu pour la patrie*, roman traduit du russe par Jean CATHALA, Paris, Julliard, 1960, in-16, 248 p.

Retraite de 1942 vers le Don.

DIKAREV (I. I.). — Trudovoj podvig ul'janovcev v dni Velikoj Otecestv vojny [Exploits de travail des habitants d'Ulganov pendant la grande guerre patriotique], *Kraeved. zapiski*, n° 2, 1958, pp. 185-209.

GOREV (L.). — Iz istorii partizanskoj borby na Ukraine, 1941-1944 gg [Aperçu de l'histoire de la lutte des partisans en Ukraine, 1941-1944], *Voen.-ist. žurn.*, 1960, n° 2, pp. 44-57.

IVANOV (G. P.). — *V tylu vraga. Ist. očerk o kubanskikh partizanakh* [*Sur les arrières de l'ennemi. Aperçu historique sur les partisans du Kuban*], Majkop, Adyg. kn. izd., 1959, 191 p., ill.

KHAREBOV (G.). — Sovetskij tyl v pervyj period Velikoj Otečest. vojny [L'arrière soviétique pendant la première période de la grande guerre patriotique], *Trudy Tbilis. ped. In-ta*, 6, 13, 1959, pp. 73-108.

KLOKOW (W. I.). — De l'histoire de la Résistance soviétique, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 26-30.

**Krasnojarcy, geroi Otečestvennoj vojny. Dokumenty i pis'ma s frontov Velikoj Otecestvennoj vojny 1941-1945 gg.* [*Les habitants de Krasnojarsk, héros de la guerre patriotique. Documents et lettres des fronts de la grande guerre patriotique, 1941-1945*], Krasnojarsk, kn. izd., 1959, 318 p., ill.

(Krasnojarsk. kraev. kraeved. muzej.)

LARIN (P.). — Noukogude armee eesti vaeosade formserimine 1942. aastal [La formation des unités estoniennes de l'Armée soviétique en 1942], *Izv. AN Est. SSR* (Tallinn), n° 1, 1959, pp. 3-18, ill.

Résumé en russe et en allemand.

*LIN'KOV (G.). — *Vojna v tylu vraga. Zapiski ucastnika partizans kogo dvizenija v Belorussii...* [*La guerre sur les arrières de l'ennemi. Notes des membres du mouvement de partisans de Bielorussie*], Riga, Latgosizdat, 1960, in-8°, 615 p.

LIPATOV (N.). — Stroitel'stvo na Maginitogorskom metallurgičeskom kombinate v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [La construction dans le « Kombinat » métallurgique de Magnitogorsk pendant les années de la grande guerre nationale], *Ist. zap.*, n° 65, pp. 25-56, tabl.

**Pod znamenem Otčizny. Orčane na frontakh Velikoj Otečest. vojny Sbornik* [*Sous les drapeaux de la patrie. Les habitants d'Orca sur les fronts de la grande guerre nationale*], Orenburg, kn. izd., 1960, 40 p., ill.

(Orskij gor. kraeved. muzej.)

POGREBINS'KYJ (M.). — Evakuacija material'nykh resursiv sil's'kogo gospodarstva Ukrajins'koji RSR na pocatku Velikoji Vitcyznjanoji vijny [L'évacuation des ressources matérielles de l'agriculture de la RSS d'Ukraine au début de la grande guerre patriotique], *Ukr. ist. žur.*, n° 3, mai-juin 1959, pp. 62-72.

ŠUBIN (G. A.). — Iz iztorii podpol'nykh organizacii zapadnykh oblastej Belorussii v period Velikoj Otečestvennoj vojny Sovetskogo Sojuza 1943-1944 gg. [Histoire des organisations clandestines de la région occidentale de la Bielorussie pendant la période de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique 1943-44], *Trudy Stalingr. S-kh in-tal*, 1959, t. 7, n° 2, pp. 319-326.

SVOBODA (L.), général. — Československé vojenské jednotky v SSSR a jejich misto v narodni a demokratické revoluci [Les unités militaires tchécoslovaques en U.R.S.S. et leur rôle dans la révolution nationale et démocratique], *Nová mysl* (Prague), n° 5, mai 1960, pp. 531-541.

Par l'ancien commandant de l'armée tchécoslovaque en U.R.S.S., 1942-1945.

**Trudjascikhcja Ivanovskoj i Vladimirskoj oblastej v gody Velikoj Otecestvennoj*

vojny, 1941-1945 gg. (Sbornik materjalov. Vved. S. Nikisova) [*Les travailleurs des oblasts d'Ivanovo et de Vladimir pendant les années de la grande guerre nationale. Recueil de matériaux*], Ivanovo, kn. izd., 1959, 722 p.

(Part. arkhivy Ivan. i Vladimirskogo obkomov KPSS.)

Zarubina (A. D.). — *Patrioličeskij vklad ženščinkolkhoznic v pobedu sovetskogo naroda v Velikoj Otecestv. vojne. Po materialam Stalingr. obl.* [*La contribution patriotique des femmes kolkhoziennes à la victoire du peuple soviétique pendant la grande guerre patriotique*], Trudy Stalingr. s. kh in-ta, 1959, t. 7, n° 2, pp. 340-350.

Žukov (S.). — Frontovye gazety v period zaveršajuščikh pobed Sovetskoj Armii [Les journaux de la zone des armées pendant la période des victoires finales de l'Armée soviétique], *Vop. žur.*, 1959, pp. 189-214.

Contient la liste des journaux du front et leur nombre par langue.

YOUGOSLAVIE

Atanackovic (Zarko). — Dejstva jedinica Narodno-oslobodilacke vojske i Partizanskih odreda u Sremu uleto 1944 god [Les opérations menées par les unités de l'Armée de Libération nationale et les détachements de partisans dans le Srem en été 1944], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 5, oct. 1959, pp. 30-54.

Guerre de Libération nationale en Yougoslavie.

Hasanagič (E.). — De l'étude de l'histoire de la lutte de libération des peuples yougoslaves, *Cah. intern. de la Résistance*, nov. 1959, pp. 37-44.

Jaukovic (Danilo). — Dokumenta o stvaranju Narodnooslobodjilacke vojske Jugoslavie [Documents relatifs à la naissance de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 1, avr. 1959, pp. 180-192.

1941-1945.

Lekovic (Miso), Antonovski (I.). — Osnovni podaci o divizijama Narodnooslobodilacke vojske Jugoslovije formiranim u toku Narodnooslobodilackograta [Données fondamentales relatives aux divisions de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie formées au cours de la guerre de Libération nationale], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 6, déc. 1960, pp. 38-71.

Radosevic (Todor). — Napad 2 udarne brigade Hrvatske na Udbinu [L'attaque menée par la 2e brigade de choc de Croatie contre la localité d'Udbina], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 6, déc. 1959, pp. 26-38.

Guerre de Libération nationale en Yougoslavie. Combats en Croatie, 21 et 22 août 1942.

Trgo (Fabijan). — Oslobodjenje Splita 1943 god [La libération de Split en septembre 1943], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 1-2, avr. 1959, pp. 69-87.

Prise du pouvoir par le Comité de Libération national de la ville de Split.

Višnjič (Petar). — Borba 1 šumadiske brigade u Srbiji 1943 god [Les combats livrés par la 1re brigade de la Sumadia en Serbie en 1943], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 5, oct. 1960, pp. 54-67.

Combats de l'Armée de Libération nationale yougoslave en Serbie, 1943.

Bukmanovic (Svetozar). — Secanja iz narodnoozlobodilacke borbe u Makedoniji, Na Kosovu i u Metohiji [Souvenirs de la guerre de Libération nationale en Macédoine et dans la région de Kosovo et de Metohija], *Voj.-istor. glas.* (Belgrade), n° 1-2, avr. 1959, pp. 26-69.

Guerre de Libération nationale en Yougoslavie, 1941-1945.

Le 9 juin 1960.

Le gérant : Henri Michel.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1960

ARTICLES — N°s

BELL (P. H.) : *La guerre sur mer à l'Ouest* 39
BILLIG (J.) : *Les P.G. dans l'économie du IIIe Reich* 37
CAROFF (M.) : *La Marine italienne pendant la guerre* 39
CHABORD (M. T.) : *Les Services des P.G. à Vichy* 37
DEBYSER (F.) : *La Conférence de Yalta* 39
DINCIC (K.) : *La guerre de Libération nationale en Yougoslavie*.. 38
D'HOOP (J. M.) : *Lubeck, Oflag XC* 37
KRAWIEC (L.) : *Ecrits en émigration* 40
LAMOTTE (P.) : *La documentation sur les P.G. au ministère des Anciens Combattants* 37
MICHEL H.) : *Sur la Résistance française* 39
MORET-BAILLY (J.) : *Les kommandos du Stalag XVII B* 37
NERE (J.) : *Sur la guerre économique* 39
NEVEUX (J.-B.) : *L'Enseignement supérieur en Pologne*..... 40
POSPIESZALSKI (K. M.) : *Le Statut du Peuple polonais* 40
POSPIESZALSKI (K. M.) : *Recherches en Pologne*..... 40
RENONDEAU (G.) : *Le Japon dans la guerre* 39
ROLLOT (général) : *L'offensive de Sedan : les rapports franco-belges* 38
VERNIER (colonel) : *La guerre italo-grecque (28 octobre 1940-20 avril 1941)* 38

COMPTES RENDUS

Les accords de Munich :

CELOVSKY (B.) : *Das Münchener Abkommen von 1938* 37
ROTHSTEIN (A.) : *The Munich conspiracy* (J. W. BRUEGEL) ... 37
SAINT-DURICA (M.) : *La Secessione slovaqua del marzo 1939* (H. MICHEL) 37
SORLIN (P.) : *Les perspectives aéronautiques dans la crise tchéco-slovaque de 1938* (H. MICHEL) 37

Allemagne :

BUCHHEIM (H.) : *Das dritte Reich. Grundlagen und politische Entwicklung* (A. MEYER) 38
Geschichte der Weimarer Republik. T. I : *Vom Zusammenbruch des Kaisertums bis zur Wahl Hindenburgs 1918-1925.* T. II : *Von der Konferenz in Locarno bis zu Hitlers Machtübernahme 1925-1933* (F. L'HUILLIER) 38
GOLAZ (A.) : *L'armée allemande, 1939 à 1945,* Ire partie : *Jusqu'au 22 juin 1941* (Général LESTIEN) 38
Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte (J. BILLIG)..... 38

Déportation :

ADLER (H.) : *Die verheimlichte Wahrheit (Theresienstadter Dokumente)* (O. WORMSER) 40
CASTILLO (M. de) : *Tanguy* (O. WORMSER)..... 40
DORING (H. J.) : *Les motifs de la déportation des Tziganes en mai 1940* (O. WORMSER) 40
HOESS (R.) : *Le commandant d'Auschwitz parle* (O. WORMSER). *Kommandant in Auschwitz* (O. WORMSER) 40
KOCHAN (L.) : *Pogrom November* (L. POLIAKOV) 40
MAUREL (M.) : *Un camp très ordinaire* (O. WORMSER) 40

Nos

SIEDLECKI (J. M.), OLSZEWSKI (K.), BOROWSKI (T.) : *Bylismy w Oswiecimiu* (M. BORWICZ) 40
HOLUJ (T.) : *Koniec Naszego Swiata* (M. BORWICZ) 40

États-Unis :

BURNS (J. Mac Gregor) : *Roosevelt, the lion and the fox* (R. RÉMOND) 38
FLYNN (J. F.) : *The Roosevelt Myth* (R. RÉMOND) 38
Foreign Relations of the United States, 1935. T. II : *The British Commonwealth, Europe* (J.-B. DUROSELLE) 38
Foreign Relations of the United States : diplomatic papers, 1940, vol. II (H. CALVET) 38
Foreign Relations of the United States : 1941, vol. II : *Europe* (A. SCHERER) 39
Foreign Relations of the United States, Diplomatic papers, 1942, Chine (G. RENONDEAU) 39
GESCHER (D. B.) : *Die Vereinigten Staaten von Nord-Amerika und die Reparationen 1920-1924* (A. SCHERER) 38
The Moffat Papers. Selection of the diplomatic Journal of Jay Pierrepont Moffat (J.-B. DUROSELLE) 38
ROMANUS (C. F.) et SUNDERLAND (R.) : *Stilwell's Command Problems* (G. RENONDEAU) 39

Études générales :

BERTHOLD (W.) : *Der politisch-ideologische Weg Gerhard Ritters, eines führenden Ideologen der deutschen Bourgeoisie* (Mlle ADLER-BRESSE) 39
DEHIO (L.) : *Um den deutschen Militarismus* (Mlle ADLER-BRESSE) . 39
Drugi Svetski Rat. Pregled Ratnih Operacija, L. I. (K. DINCIC) .. 38
ENGELBERG (E.) : *Ueber das Problem des Militarismus* (Mlle ADLER-BRESSE) 39
FEIS (H.) : *Churchill, Roosevelt, Staline. La guerre qu'ils firent et la paix qu'ils souhaitèrent* (A. FUNK) 39
HOWARD (M.) : *Soldiers and governments* (G. RENONDEAU) 37
KECSKEMETI (P.) : *Strategic surrender, the politics of victory and defeat* (G. SYMOENS) 39
KESSEL (E.) : *Bismark und die « Halbgötter »* (Mlle ADLER-BRESSE) 39
MEUSEL (A.) : *Zum Vortrag von G. Ritter* (Mlle ADLER-BRESSE) .. 39
MOURIN (M.) : *Histoire des grandes puissances* (H. MICHEL) 37
MUNZEL (O.) : *Panzer-Taktik : die Wehrmacht im Kampf* (A. GOLAZ) 39
RENOUVIN (P.) : *Histoire des Relations internationales* (M. BAUMONT) 39
RITTER (G.) : *Das Problem des Militarismus in Deutschland* (Mlle ADLER-BRESSE) 39

La guerre :

A l'Ouest :

AGAR-HAMILTON (J. A. I.) and TURNER (L. C. F. Philip) : *The Sisi Rezegh battles, 1941* (G. RENONDEAU) 38
BUCHNER (A.) : *Narvik (Die Wehrmacht im Kampf)* (Général LESTIEN) 38
DELAVAL (M.) : *La bataille des Ardennes* (Général LESTIEN) 38
HIGGINS (T.) : *Winston Churchill and the second front* (H. CALVET) 38
JOUBERT DE LA FERTE (Air Chief Marshal Sir) : *Rocket* (Général LESTIEN) 38
KOELTZ (L.) : *Une campagne que nous avons gagnée. Tunisie, 1942-1943* (Général LESTIEN) 38
WHITE (J. B.) : *The big lie* (A. FOURNIER) 38

A l'Est :

BENES (E.) : *From Munich to New War and New Victory* (F.-X. COQUIN) 40
Die Geschichte des Panzerkorps Grossdeutschland (A. GOLAZ) ... 40
Documenta Occupationis, t. VII (M. BORWICZ) 37

Documents on the expulsion of the German from Eastern-Central Europa : vol. *The Expulsion of the German population from the territories East of the Oder-Neisse Line* (J. Vidalenc)..... 38
Garder (M.) : *Histoire de l'Armée soviétique* (Général Lestien) . 40
Gerhard (J.) : *Grenadierzy, 1940* (M. Borwicz)..... 37
Hillgruber (A.) : *Die Räumung der Krim 1944* (A. Golaz).. 37
Kirin (I. D.) : *Tchernomorskii Flot v bitve za Kavkaz* (F.-X. Coquin) 38
Kot (S.) : *Listy z Rosji do gen. Sikorkiego* (M. Borwicz)..... 37
V'Iounenko (N. P.) : *Tchernomorskii Flot v velikoïotetchesvennoivoine* (F.-X. Coquin) 38
Litvinov (M.) : *Notes for a Journal* (F.-X. Coquin)..... 37
Matzoulenko (colonel) : *La destruction des troupes allemandes fascistes sur le front balkanique (août-sept. 1944)* (F. Rude).. 40
Podlewski (S.) : *Rapsodia Zoliborska* (J.-B. Neveux)..... 38
Polskie Ziemie Zachodnie (M. Borwicz)..... 37
Rehm (W.) : *Jassy* (A. Golaz) 38
Suminski (T.) : *Pamietniki zolnierzy baonu Zoska* (J.-B. Neveux) 38
Tanner (V.) : *The Winter War. Finland against Russia, 1939-1940* (Marie Granet)..... 40
Wandycz (P. S.) : *Czechoslovak-Polish Confederation and the Great Powers, 1940-1943* (J. Bruegel)..... 40
Zaremba (Z.) : *Wojna i konspiracja* (M. Borwicz) 37

Sur mer :

Auphan (amiral) et Mordal (J.) : *La marine française pendant la seconde guerre mondiale* (Général Schmitt) 40
La marina italiana nella seconda gerra mondiale. T. I : *Navi militari.* T. II : *Navi mercantili. La Difesa del traffico coll'Africa settentrionale (10 juin 1940-30 sept. 1941). Attivita dopo l'armistizio, Avvenimenti in Egeo* (M. Caroff) 39
Morison (S. E.) : *History of the United States naval operations in World War II,* vol. X : *The Atlantic Battle Won,* vol. XI : *The Invasion of France and Germany* (P. Bell)..... 39
Raeder (amiral) : *Ma vie* (R. Jouan)..... 40
Roskill (S. W.) : *The War at sea,* vol. II : *The period of Ballance* (P. Bell)..... 39

Économique :

Coll (B. D.), Keith (J. E.) and Rosenthal (H. H.) : *The Corps of Engineers troops and equipment* (J. Néré) 39
Inman (Mrs) : *Labour in the Munitions Industries* (J. Néré).. 39
Medlicott (W. N.) : *The Economic Blockade,* vol. II (J. Néré).. 39
Parker (H. M. D.) : *Manpower* (J. Néré)..... 39
Smith (R. E.) : *The Army and economic mobilization* (J. Néré).. 39

Italie :

d'Arona (Nino) : *Vent'anni insieme. Victor Emmanuele e Mussolini* (J. Defrasne) 37
Avarna (général) : *Souvenirs* (H. Michel) 37
Kogan (N.) : *Italy and the Allies* (B. Guillemain) 37
Vaussard (M.) : *Histoire de la démocratie chrétienne* (B. Guillemain) 37

Sur le Japon en guerre :

Chinn Kee Onn : *Silent Army* (G. Renondeau) 39
Giuglaris (M.) : *Le Japon perd la guerre du Pacifique : de Pearl Harbour à Hiroshima* (G. Renondeau)..... 39
Hattori (T.) : *Dai Tôa senzo zenshi* (G. Renondeau) 39
Shigemitsu (M.) : *Japan and her destiny (My struggle for peace)* (G. Renondeau) 39
Storry (R.) : *The double patriots* (G. Renondeau) 39
Trefousse (H. L.) : *What happened at Pearl Harbour* (G. Renondeau) 39

Occupation de la France : Nos

La Délégation française auprès de la Commission d'Armistice allemande. Recueil de documents publiés par le Gouvernement français, t. V. (P. Cézard) 38
Munz (A.) : *Die Auswirkungen der deutschen Besetzung auf Währung und Finanzen Frankreichs* (P. Arnoult)..... 38

Sur la Pologne en guerre :

Balicka-Kozlowska (H.) : *Mur mial dwie strony* (J.-B. Neveux) 40
Frank (H.) : *Journal* (S. Piotrowski)..... 40
Kirchmayer (J.) : *Powstanie Warszawskie* (J.-B. Neveux).... 40
Mark (B.) : *Walka i zaglada warszawskiego getta* (J.-B. Neveux). 40
Ponahajba (L.) : *Organizacja i dzialania bojowe Ludowego Wojska Polskiego* (J.-B. Neveux) 40
Przeglad Zachodni : 1959, fasc. 5 et 6 ; 1960, fasc. del. I (J.-B. Neveux) 40
Rozek (E. J.) : *Allied Wartime diplomacy : a pattern in Poland* (J.-B. Neveux) 40
Skibinski (F.) : *Wspomnienia. Wrzesien* (1939) (J.-B. Neveux).. 40
Zaleski (G.) : *Satyra w konspiracji* (J.-B. Neveux)..... 40
Zakrzewski (A.) : *Pierwsza Pancerna* (J.-B. Neveux)..... 40

Sur la Résistance française :

Aron (R.) : *Histoire de la Libération de la France (juin 1944-mai 1945)* (H. Michel) 39
Baudoin (M.) : *Histoire des Corps-Francs des Bouches-du-Rhône, de septembre 1943 à la Libération* (H. Michel)..... 39
Funk (A.) : *Charles de Gaulle. The Crucial Years* (H. Michel).. 39
Grenier (G.) : *C'était ainsi (Souvenirs)* (H. Michel) 39
Hilarion : *S. et G.* (H. Michel) 39
Pajetta (G.) : *Douce France (1940-1942)* (H. Michel) 39
Stead (P. J.) : *Second Bureau* (H. Michel)..... 39

Yalta :

Foreign Relations of the United States : The Conference at Malta and Yalta (F. Debyser) 39

NOTES ET NOUVELLES

Baeck : *Dieses Volk. Jüdische Existenz* (L. Poliakov) 39
Bamm (P.) : *Sous l'étendard invisible* (O. Wormser) 38
Embry (Sir Basil) : *Mission accomplie* (Général Lestien) 39
Fraser (L.) : *Propaganda* (J.-L. Crémieux-Brilhac)..... 39
Lettre du Canada (J. Gouin) 39
Lettre du général Conquet..... 38
Matlof (M.) : *Was the invasion of Southern France a blunder* (H. Michel)..... 38
Richet (C.) et Mans (A.) : *Pathologie de la Déportation* (G. Dreyfus) 39
Stampfer (Friedrich) : *Erfahrungen und Erkenntnisse, Aufzeichnungen aus meinem Leben* (J. W. Bruegel)..... 38
Sur les services secrets allemands en Asie (H. Michel)..... 38
Yanez J. Carmona : *Pétain y el armisticio* (P. Vilar)..... 38

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. Debyser et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine :

De septembre 1959 à janvier 1960 37
De janvier à avril 1960 38
D'avril à juillet 1960..... 39
De juillet à septembre 1960 40

1960. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 25 668 Dépôt légal : 4-1960 IMP. N° 16 371
IMPRIMÉ EN FRANCE

N° 37 DIXIÈME ANNÉE Janvier 1960

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE

SOMMAIRE

	Pages
M. T. Chabord : **Les services des P.G. à Vichy**	3
J. M. d'Hoop : **Lubeck, Oflag XC**	15
J. Moret-Bailly : **Les kommandos du Stalag XVII B**	31
J. Billig : **Les P.G. dans l'économie du IIIe Reich**	53
P. Lamotte : **La documentation sur les P.G. au ministère des Anciens Combattants**	77

COMPTES RENDUS

Études générales. — Sur les accords de Munich
Guerre à l'Est. — Italie

G. Renondeau, K. M. Dincic, H. Michel, Dr J. W. Bruegel
M. Borwicz, F. X. Coquin, A. Golaz, B. Guillemain, J. Defrasne

BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE †

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT
P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN †, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :
22, rue d'Athènes, PARIS-IX^e^ (TRInité 40-68)

SOMMAIRE (suite)

ÉTUDES GÉNÉRALES : M. HOWARD : *Soldiers and governments. — Drugi Svetski Rat. Pregled Ratnih Operacija*, Livre I. — M. MOURIN : *Histoire des grandes puissances.*

SUR LES ACCORDS DE MUNICH : A. ROTHSTEIN : *The Munich Conspiracy.* — B. CELOVSKY : *Das Münchener Abkommen von 1938.* — P. SORLIN : *Les perspectives aéronautiques dans la crise tchécoslovaque de 1938.* — M. SAINT-DURICA : *La Secessione slovaqua del 14 marzo 1939.*

GUERRE A L'EST : S. KOT : *Listy z Rosji do gen. Sikorkiego.* — Z. ZAREMBA : *Wojna i konspiracja.* — J. GERHARD : *Grenadierzy, 1940.* — *Polskie Ziemie Zachodnie.* — *Documenta Occupationis*, t. VII. — M. LITVINOV : *Notes for a Journal.* — A. HILLGRUBER : *Die Räumung der Krim 1944.*

ITALIE : M. VAUSSARD : *Histoire de la démocratie chrétienne :* t. I : *France-Italie-Belgique.* — NINO D'ARONA : *Vent'anni insieme. Victor-Emmanuel et Mussolini.* — Gal AVARNA : *Souvenirs.* — N. KOGAN : *Italy and the Allies.*

BIBLIOGRAPHIE

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1960)
France, Communauté : **14** 00 NF — Étranger : **16** 00 NF
États-Unis et Canada : **$ 3.40** — Grande-Bretagne et Commonwealth : **£ 1/4s**
Prix du numéro : **4** 00 NF
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de **1** 00 NF.

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX. — P. ARNOULT. — Raymond ARON. — P. AUBÉ. — R. BELIN. — F. BLOCH-LAINÉ. — C. BRAIBANT. — F. BRAUDEL. — H. CALVET. — R. CASSIN. — F. CHARLES-ROUX. — Général CochET. — F. CLOSON. — Général DE COSSÉ-BRISSAC. — J. COULOMB. — M. CROUZET. — R. FAWTIER. — A. FRANÇOIS-PONCET. — Gérard JAQUET. — L. JOXE. — A. LATREILLE. — G. LE BRAS. — Général LESTIEN. — Louis MARIN. — G. MONOD. — M. E. NAEGELEN. — L. NOËL. — G. PERNOT. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER. — J. SARRAILH. — A. SAUVY. — L. SENGHOR. — R. SEYDOUX. — E. WEILL-RAYNAL.

TABLE DES NUMÉROS PARUS

N° 1 : **Aspects de la Résistance française** (épuisé). — N° 2 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre.** — N° 7 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). La marine américaine au combat.** — N° 9 : **Gouvernement et commandement français** (suite). — N°s 10-11 : **LA CAMPAGNE DE FRANCE (mai-juin 1940)** (600 F). — N° 12 : **La mobilisation économique aux États-Unis. L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE ALLEMAND (1940-1945)** (600 F). — N° 17 : **Himmler. Sur l'économie de guerre aux États-Unis.** — N° 18 : **L'évolution des États-Unis vers la guerre. L'organisation de la Défense nationale entre les deux guerres. Les relations anglo-allemandes du 30 septembre 1938 au 28 avril 1939.** — N° 19 : **Les relations anglo-allemandes (1938-1939).** — N° 20 : **L'attaque contre la Hollande en 1940. L'effondrement des frontières roumaines en 1940. Roosevelt et la reddition inconditionnelle.** — N° 21 : **La marche vers la guerre : 1939. Le projet d'union franco-britannique de juin 1940. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (1re partie). — N° 22 : **Sur l'Allemagne en guerre : Joachim von Ribbentrop. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (2e partie). **Le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest.** — N° 23 : **Sur l'armistice germano-yougoslave. La guérilla communiste. Sur Pétain et Vichy. La guerre en Extrême-Orient.** — N° 24 : **LA CONDITION DES JUIFS** (400 F) (épuisé). — N° 25 : **SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE.** — N° 26 : **SUR L'ITALIE MUSSOLINIENNE** (400 F). — N° 27 : **Logistique et stratégie de l'alliance anglo-américaine (1939-mars 1943). Les « Mémoires » du général de Gaulle.** — N° 28 : **Le Vatican pendant la guerre. Le camp des Aspirants (I). Sur un livre de M. Benoist-Méchin.** — N° 29 : **Tito et Mihaïlovitch. L'arrestation du 2e Bureau. Le camp des Aspirants (II).** — N° 30 : **SUR LA RÉSISTANCE EN ZONE NORD** (400 F) (épuisé). — N° 31 : **SUR LA BELGIQUE PENDANT LA GUERRE.** — N° 32 : **Les « Mains libres » à l'Est. La bataille de Sedan. Le Japon pendant la guerre.** — N° 33 : **Les origines de la ligne Maginot. Prologue de Mers-el-Kébir. Reconnaissance du C.F.L.N.** — N° 34 : **Roosevelt, Churchill, Staline. La guerre de libération yougoslave. Sur la diplomatie mussolinienne.** — N° 35 : **SUR LA RÉSISTANCE FRANÇAISE.** — N° 36 : **L'OPPOSITION ALLEMANDE A HITLER.**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 : **ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE : 150 F.** — N° 4 : **ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION : 200 F.** En vente à l'Imprimerie Nationale, 39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées (Chèques postaux : PARIS 9060-06).

« ESPRIT DE LA RÉSISTANCE »

La guerre — L'occupation — La déportation — La libération

Collection dirigée par

Henri MICHEL, Boris MIRKINE-GUETZÉVITCH (†) et Daniel MAYER

●

RENÉ HOSTACHE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Les institutions de la clandestinité

Un volume in-8° carré ..... 16 00 NF

●

JEAN VIDALENC

L'EXODE DE MAI-JUIN 1940

Un volume in-8° carré ..... 16 00 NF

●

Général GASTON SCHMITT

LES ACCORDS SECRETS FRANCO-BRITANNIQUES DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1940

Histoire ou mystification

Un volume in-8° carré ..... 7 00 NF

●

MARIE GRANET et HENRI MICHEL

« COMBAT »

Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943

Un volume in-8° carré ..... 10 00 NF

●

LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉSISTANCE

Documents clandestins 1940-1944

Textes choisis et introductions

par HENRI MICHEL et BORIS MIRKINE-GUETZÉVITCH

Un volume in-8° carré ..... 12 00 NF

●

MICHEL BORWICZ

ÉCRITS DES CONDAMNÉS A MORT SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE (1939-1945)

Étude sociologique

Un volume in-8° carré ..... 8 00 NF

●

ANDRÉ TRUCHET

L'ARMISTICE DE 1940 ET L'AFRIQUE DU NORD

Un volume in-8° carré ..... 12 00 NF

●

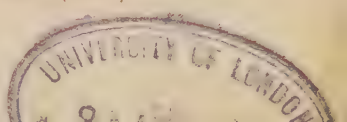
HENRI MICHEL et divers auteurs

LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION

Un volume in-8° carré ..... 8 00 NF

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, boulevard Saint-Germain — PARIS (VI^e^)

1960. — Imprimerie des Presses Universitaires de France, Vendôme (France)

IMPRIMÉ EN FRANCE